



Les jeunes et les changements climatiques. Quels choix de société?

Thèse

Michel Pigeon

Doctorat en sociologie
Philosophiæ doctor (Ph. D.)

Québec, Canada

Les jeunes et les changements climatiques
Quels choix de société?

Thèse

Michel Pigeon

Sous la direction de :
Daniel Mercure, directeur de recherche

RÉSUMÉ

Ce sont les jeunes qui sont les premiers concernés par le défi environnemental du réchauffement climatique, car ce sont surtout eux qui auront à vivre les changements sociaux que ce phénomène entraînera inévitablement. Nous avons donc choisi, dans le cadre de notre thèse, de mener une enquête auprès de certaines catégories d'entre eux, dans le but de découvrir, considérant en particulier leurs valeurs, quels changements sociaux ayant des effets sur le mode de vie, et plus généralement quelles contraintes sociales, ils sont disposés à accepter, et à quelles conditions. Pour cela, nous nous sommes employés à déterminer les valeurs auxquelles les jeunes sont le plus attachés, à comprendre comment ils conçoivent le problème des changements climatiques et ses effets à long terme sur la société, à bien saisir la vision qu'ils ont de la société du futur, c'est-à-dire quelles sont les caractéristiques de la société dans laquelle ils souhaitent vivre, et à les interroger sur les conditions requises pour que ce souhait se réalise. Cette enquête a été faite au moyen d'entrevues semi-dirigées d'étudiants et d'étudiantes de niveau universitaire et collégial (technique), mais non de niveau secondaire (professionnel), tel que prévu au départ, à cause des mesures mises en place par le gouvernement en mars 2020 pour faire face à la pandémie de Covid-19. Nous avons toutefois tenté de prendre avantage de cette situation en interrogeant de nouveau, six mois après le début de la pandémie, la moitié des répondants afin de déterminer dans quelle mesure la crise de la Covid-19 avait influencé leur vision de la société future idéale. Nous avons interrogé 20 étudiants de l'Université Laval à l'automne 2019, 14 du Cégep Limoilou à l'hiver 2020, et 17 d'entre eux une seconde fois à l'automne 2020.

Les résultats de notre enquête montrent que les répondants peuvent être classés selon six types distincts, soit ceux et celles qui souhaitent :

- I - des changements radicaux (principalement économiques) et une réduction des inégalités ;
- II - des changements radicaux (principalement économiques) et une réduction des inégalités, mais qui n'ont pas confiance aux autres et à l'éducation ;
- III - des changements radicaux (principalement économiques), mais qui n'ont pas confiance aux autres et à l'éducation ;
- IV - des changements modérés (principalement économiques) ;

V - des changements modérés (principalement économiques), mais qui n'ont pas confiance aux autres et à l'éducation ;

VI - peu de changements et qui font confiance à la technologie pour régler les problèmes.

À l'exception de ceux de type VI (dans l'ensemble, malgré certaines réserves concernant les risques pour les humains, nos répondants sont plutôt d'avis que les progrès technologiques sont intéressants, mais qu'ils ne représentent pas la solution ultime aux défis environnementaux), il y a chez nos répondants un rejet assez généralisé de la société de consommation, même si ce rejet ne se reflète que bien partiellement dans leurs pratiques actuelles et correspond plutôt à leur vision de la société future idéale. Cette vision, il faut le souligner, découle clairement de leurs valeurs acquises au cours de leur socialisation dans un environnement caractéristique de la seconde modernité. Ces résultats confirment, comme nous en avons fait l'hypothèse, que beaucoup de jeunes veulent vivre dans une société dont la priorité est le bien-être des citoyens plutôt que la richesse financière personnelle et que la plupart sont prêts à des changements majeurs de leurs habitudes de vie. Toutefois, pour plusieurs, contrairement à ce que de nombreux penseurs affirment, et contrairement aussi à une de nos hypothèses, le lien entre la protection de l'environnement et la réduction des inégalités sociales n'est pas évident.

D'un point de vue théorique, nous croyons que les quatre types de réflexivité développés par Archer (la réflexivité communicative, la réflexivité autonome, la méta-réflexivité, et la réflexivité fragmentée) sont applicables aux différentes visions qu'ont nos répondants de la société idéale, mais qu'il est nécessaire d'y introduire un nouveau paramètre, soit la confiance ou la non-confiance. Ceux et celles qui n'ont pas confiance aux autres et à l'éducation souhaitent un contrôle social beaucoup plus élevé dans la société future idéale. Par ailleurs, les résultats des nouvelles entrevues à l'automne 2020 indiquent que les valeurs sont plutôt stables et qu'elles peuvent être associées à des facteurs de changement social.

ABSTRACT

Young people will be the first to be affected by the environmental challenge of global warming, because it is above all they who will have to live the social changes that this phenomenon will inevitably bring about. We have therefore chosen, within the framework of our thesis, to conduct a survey of certain categories of them, with the aim of discovering, particularly considering their values, which social changes having effects on the way of life, and more generally what social constraints they are willing to accept, and under what conditions. To do this, we have endeavored to determine the values to which young people are most attached, to understand how they perceive the problem of climate change and its long-term effects on society, to fully grasp the vision they have of the society of the future, i.e. what are the characteristics of the society in which they wish to live, and to question them on the conditions required for this wish to be realized. This survey was carried out by means of semi-structured interviews of students at the university and technical college level, but not at the professional secondary level as initially planned, because of the measures imposed by the Québec government in March 2020 to deal with the Covid-19 pandemic. However, we tried to take advantage of this situation by interviewing again, six months after the start of the pandemic, half of the respondents, in order to determine to what extent the Covid-19 crisis had influenced their vision of the ideal future society. We interviewed 20 students from Laval University in the fall of 2019, 14 from Cégep Limoilou in the winter of 2020, and 17 of them a second time in the fall of 2020.

The results of our survey show that the respondents can be classified into six distinct types, namely those who wish:

- I - radical changes (mainly economic) and a reduction in inequalities;
- II - radical changes (mainly economic) and a reduction in inequalities, but who do not trust others and education;
- III - radical changes (mainly economic), but who do not trust others and education;
- IV - moderate changes (mainly economic);
- V - moderate changes (mainly economic), but who do not trust others and education;
- VI - few changes and who trust technology to fix the problems.

With the exception of those of type VI (overall, despite some reservations about the risks to humans, our respondents tend to believe that technological advances are interesting, but that they do not represent the ultimate solution to the environmental challenges), our respondents generally reject the consumer society, even if this rejection is only partially reflected in their current practices and rather corresponds to their vision of the ideal future society. This vision, it should be emphasized, clearly stems from their values acquired during their socialization in an environment that is characteristic of the second (or late) modernity. These results confirm, as we hypothesized, that many young people want to live in a society whose priority is the well-being of citizens rather than personal financial wealth and that most are ready for major changes in their way of life. However, for many, contrary to what many thinkers assert, and also contrary to one of our hypotheses, the link between environmental protection and the reduction of social inequalities is not obvious.

From a theoretical point of view, we believe that the four types of reflexivity developed by Archer (communicative reflexivity, autonomous reflexivity, meta-reflexivity, and fragmented reflexivity) are applicable to the different views our respondents have of the ideal future society, but it is necessary to introduce a new parameter, trust or non-trust. Those who do not trust others and education desire much greater social control in the ideal future society. In addition, the results of the new interviews in the fall of 2020 indicate that values are rather stable and that they may be associated with factors of social change.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	ii
Abstract.....	iv
Table des matières	vi
Liste des figures.....	x
Liste des tableaux	xi
Liste des abréviations, sigles, acronymes.....	xii
Remerciements	xiv
Introduction	1
Chapitre 1 – Réchauffement climatique et protection de l’environnement : enjeux et mécanismes sociaux	4
Introduction.....	4
1.1 Le réchauffement climatique et ses effets	4
1.2 Conditions d’action et de comportements sociaux	10
1.2.1 Besoins	10
1.2.2 Environnement matériel et social.....	11
1.2.3 Aspects moraux, valeurs, émotions et attitudes	12
1.2.4 Psychologie comportementale, influence sociale et conditions facilitantes	14
1.2.5 Justice, équité et solidarité	17
1.2.6 Hétérogénéité des situations.....	18
1.3 Représentations et perceptions.....	19
1.3.1 La science.....	20
1.3.2 L’environnement	21
1.3.3 La nature et la société.....	23
1.4 Gouvernance et prise de décisions.....	23
1.4.1 Rôle des gouvernements et des autorités indépendantes.....	24
1.4.2 Appui des citoyens aux politiques pro-environnementales.....	25
1.4.3 Processus participatifs et savoirs locaux	26
1.4.4 Complexité et variabilité des visions	26
1.5 Éducation, information et communication.....	27
1.5.1 Le rôle de l’éducation.....	28
1.5.2 Les défis de l’information et de la communication.....	29
Conclusion	30

Chapitre 2 – La société du futur : valeurs et environnement.....	31
Introduction.....	31
2.1 La base des décisions : les valeurs.....	32
2.2 L’environnement : l’élément contextuel central.....	41
2.3 La prospective.....	45
2.4 Analyse et discussion.....	47
Chapitre 3 – Valeurs des jeunes	50
Introduction.....	50
3.1 Définition et considérations générales.....	51
3.2 Matérialisme et post-matérialisme.....	54
3.3 Choix des valeurs étudiées.....	55
3.3.1 La famille	57
3.3.2 Le travail	59
3.3.3 La démocratie.....	62
3.3.4 La confiance	64
3.3.5 La tolérance.....	67
3.3.6 L’autonomie	69
3.3.7 La religion	71
3.3.8 La science.....	73
3.3.9 L’environnement.....	74
3.4 Résumé et conclusion	76
Chapitre 4 - Méthodologie.....	79
Introduction.....	79
4.1 Objectifs spécifiques du projet.....	79
4.2 Hypothèses.....	80
4.3 Enquête	80
Introduction.....	80
4.3.1 Caractéristiques des participants (grille initiale).....	81
4.3.2 Collecte des données, entrevues et groupes de discussion (décisions initiales)...	82
4.3.3 Recrutement des participants (décision initiale)	83
4.3.4 Déroulement des opérations et changements apportés.....	83
4.3.5 Guide d’entrevue	88
4.4 Analyse des données.....	92
4.4.1 Introduction et considérations analytiques.....	92
4.4.2 Procédure utilisée	93

Chapitre 5 – Présentation des résultats	101
Introduction.....	101
5.1 Les valeurs	101
5.1.1 Liberté	101
5.1.2 Justice	105
5.1.3 Travail	108
5.1.4 Science	111
5.1.5 Nature	113
5.1.6 Religion	116
5.1.7 Famille, amis et relations humaines	118
5.1.8 Bien-être	121
5.2 Perception du réchauffement climatique et comportements personnels.....	124
5.2.1 Perception du réchauffement climatique.....	124
5.2.2 Comportements personnels	130
5.3 Caractéristiques de la société future idéale.....	138
5.3.1 Économie.....	138
5.3.2 Politique	146
5.3.3 Contrôle.....	151
5.3.4 Comportements sociaux	156
5.3.5 Technologie.....	176
5.4 Conditions requises.....	179
Conclusion	189
Chapitre 6 - Analyse	190
Introduction.....	190
6.1 Tendances principales.....	190
6.1.1 Changements radicaux et changements modérés	192
6.1.2 Justice sociale.....	194
6.1.3 Confiance et non-confiance.....	195
6.2 Typologie	196
6.2.1 Type I – socio-radicaux-confiants.....	197
6.2.2 Type II – socio-radicaux-non-confiants	198
6.2.3 Type III – radicaux-non-confiants.....	199
6.2.4 Type IV – modérés-confiants.....	200
6.2.5 Type V – modérés-non-confiants	201
6.2.6 Type VI – techno-modérés.....	202
6.2.7 Analyse et validité de la typologie	203
6.3 Vérification des hypothèses	206

Conclusion	208
Chapitre 7 – Nouvelles entrevues : présentation et analyse	209
Introduction.....	209
7.1 Impacts sociaux de la crise de la Covid-19 et théories du changement social	209
7.1.1 Principaux constats.....	209
7.1.2 Théories du changement social et influence de la crise sur les valeurs	211
7.2 Présentation des résultats	217
7.2.1 Les valeurs.....	217
7.2.2 Perception du réchauffement climatique et comportements personnels	222
7.2.3 Caractéristiques de la société future idéale	225
7.2.4 Conditions requises	238
7.3 Résumé et analyse.....	241
Chapitre 8 – Considérations théoriques.....	244
Introduction.....	244
8.1 Valeurs et contexte.....	244
8.2 Réflexivité et confiance	250
8.3 Profils-types et mécanismes sociaux	257
8.3.1 Type I – socio-radicaux-confiants.....	258
8.3.2 Type II – socio-radicaux-non-confiants	260
8.3.3 Type III – radicaux-non-confiants.....	261
8.3.4 Type IV – modérés-confiants.....	262
8.3.5 Type V – modérés-non-confiants.....	263
8.3.6 Type VI – techno-modérés.....	264
8.4 Résumé et conclusion	265
Conclusion	267
Bibliographie	271
Annexe 1.....	287
Annexe 2.....	386

LISTE DES FIGURES

Figure 1 – Variation de la température moyenne à la surface de la terre depuis 1880 selon les données de la NASA.....	5
Figure 2 – Variation de la teneur en CO ₂ de l’atmosphère terrestre depuis 1800 (selon les données de la NOAA pour la période 1960-2020 et en approximation pour la période 1800-1960).....	5
Figure 3 - Cercle des valeurs de Schwartz (Schwartz et coll., 2012).....	53

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Caractéristiques des 48 participants étudiants (24 hommes et 24 femmes)	82
Tableau 2 - Recrutement à l'Université Laval.....	84
Tableau 3 - Recrutement au Cégep Limoilou.....	86
Tableau 4 – Informations relatives à la politique	95
Tableau 5a – Informations relatives à la technologie	97
Tableau 5b – Informations relatives à l'innovation.....	99

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES, ACRONYMES

CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
EVS	<i>European Values Study</i>
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIRE	<i>Financial Independence Retire Early</i>
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NASA	<i>National Aeronautics and Space Administration</i>
NOAA	<i>National Oceanic and Atmospheric Administration</i>
OGM	Organisme génétiquement modifié
PIB	Produit intérieur brut

« [L']ordre [économique moderne] [...] détermine, avec une force irrésistible, le style de vie de l'ensemble des individus [...] Peut-être le déterminera-t-il jusqu'à ce que *la dernière tonne de carburant fossile ait achevé de se consumer.* »

Max Weber (1864-1920)

L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme
(1893)

Note : L'utilisation des caractères en italique est de nous

REMERCIEMENTS

Qu'est-ce qui peut amener un ingénieur spécialisé dans le domaine du béton à s'intéresser aux sciences humaines et à la sociologie ? La réponse ne peut se trouver que dans son éducation, c'est pourquoi, en tout premier lieu, je souhaite remercier mes parents, Louis-Philippe Pigeon et Madeleine Gaudry, qui m'ont inculqué non seulement le goût de la lecture et de la connaissance, mais aussi l'importance de la pensée autonome et de la raison. Mon père me disait souvent : « l'important n'est pas ce que les autres pensent, mais ce que toi, tu penses ». Je dois également à cet égard souligner la contribution des prêtres qui m'ont enseigné au Petit séminaire de Québec et qui m'ont initié aux études classiques gréco-latines et à l'histoire, à l'amour de la langue française, à la réflexion philosophique et, eux aussi, contrairement à ce que l'on pourrait croire, à l'importance de la pensée autonome.

Cela dit, je veux exprimer ici tout de suite et de la façon la plus forte possible, toute ma gratitude à mon directeur de recherche, Daniel Mercure, professeur titulaire au département de sociologie, dont les connaissances, tant théoriques qu'empiriques, n'ont cessé de m'étonner par leur étendue et leur profondeur, et qui a été le meilleur des guides. Toute ma gratitude va aussi aux professeur(e)s Louis Guay, Madeleine Pastinelli et Sylvie Lacombe pour leur participation à mon examen de synthèse (L. Guay et M. Pastinelli) et à l'analyse de mon projet de doctorat (L. Guay et S. Lacombe). J'ai beaucoup profité de leurs précieux conseils. Je suis également reconnaissant à tous les professeur(e)s du département de sociologie dont j'ai suivi les séminaires et qui m'ont permis d'acquérir non seulement des connaissances, mais aussi et surtout une pensée, sociologiques. Je me permets de souligner en outre que c'est en suivant le séminaire de Louis Guay *Environnement et développement durable* au trimestre d'hiver 2014 que j'ai pris la décision d'entreprendre des études de sociologie environnementale.

Le travail des membres du jury mérite aussi d'être souligné. Je sais par expérience, malgré le plaisir que cela peut apporter, tout l'effort que la correction d'une thèse demande. Un grand merci donc à Marie-Pierre Bourdages-Sylvain, professeure à la Téléq, à Étienne Berthold, professeur au département de géographie de l'université Laval, et à Louis Guay.

Je me dois en outre de remercier très sincèrement tous ceux et toutes celles, professeur(e)s, administrateurs, administratrices et membres du personnel, tant à l'Université Laval qu'au Cégep Limoilou, qui m'ont aidé et facilité la tâche dans cette opération à la fois délicate et difficile qu'est le recrutement des participants et des participantes à un projet de recherche de nature qualitative comme celui-ci. Au Cégep Limoilou, je me suis senti chez moi et je l'ai grandement apprécié. L'appui de la directrice générale, Chantal Arbour, n'y est sûrement pas étranger. Je tiens aussi à souligner l'excellent travail de Sarah Boisvert qui a effectué les transcriptions des entrevues.

Qu'il me soit permis, de plus, de remercier les étudiants et les étudiantes qui ont accepté d'être interviewés dans le cadre de cette thèse. Je les ai trouvés réfléchis et sérieux, et je me permets de leur souhaiter une vie active et agréable dans un monde apaisé et respectueux de l'environnement.

Quant à cette merveilleuse institution qu'est l'Université Laval, que je fréquente presque sans interruption à divers titres depuis près de soixante ans, je n'oublie pas non plus de la remercier. Je l'ai déjà dit ailleurs, elle m'a permis d'être ce que je suis et je lui en suis extrêmement reconnaissant.

Certains diront peut-être que j'ai gardé le meilleur pour la fin. Ma compagne depuis plus de 55 ans, Marie-José des Rivières, a été, durant tout mon parcours d'étudiant en sociologie, beaucoup plus qu'un appui constant. Elle a été d'un enthousiasme absolument sans faille. Quelle chance j'ai eu! Le même commentaire s'applique à notre fille Catherine des Rivières-Pigeon, professeure au département de sociologie de l'UQAM, qui m'a accompagné dans mes toutes premières démarches sociologiques, et à notre fille Mireille des Rivières-Pigeon, avocate en France. Quelles discussions passionnantes n'avons-nous pas eues!

INTRODUCTION

Le réchauffement climatique est généralement considéré comme le plus grand défi environnemental auquel l'humanité doit faire face. Pour limiter la hausse des températures à 2°C (GIEC, 2013, Stern, 2007, Giddens, 2011), et préférablement à 1,5°C (GIEC, 2018, 2019), il faut réduire à zéro bien avant la fin du siècle nos émissions de gaz à effet de serre (GES).

Au Québec, le gouvernement a mis en place un système de plafonnement et d'échange qui fixe maintenant un prix pour chaque tonne de gaz carbonique émise. C'est un premier pas dans la lutte aux changements climatiques. L'Union européenne a mis en place un système similaire. Pour sa part, le gouvernement canadien impose depuis quelques années une « taxe carbone » qui atteindra 170\$ par tonne de GES en 2030. Plusieurs gouvernements dans le monde se sont engagés à atteindre la « neutralité carbone » d'ici 2050 ou 2060, sans toutefois indiquer de façon précise comment cet objectif sera atteint. De nombreux chercheurs étudient les moyens de capter et de séquestrer le gaz carbonique.

Mais relever ce grand défi nécessitera plus que des innovations techniques et des taxes particulières, il nécessitera des changements sociaux profonds. Notre mode de vie, et en toute probabilité également notre système politique et économique, devront être remis en question si nous voulons abandonner d'ici quelques dizaines d'années l'usage des énergies fossiles, et aussi arrêter la déforestation et adopter des pratiques industrielles et agricoles moins énergivores et polluantes.

Les premiers concernés par ce grand défi environnemental sont les jeunes, car ce sont surtout eux qui auront à vivre les inévitables changements sociaux. Dans ce contexte, l'objectif premier de notre travail est de mener, au moyen d'entrevues semi-dirigées, une enquête auprès de certaines catégories d'entre eux, dans le but de comprendre quels changements sociaux et quelles contraintes sociales ils sont prêts à accepter, et aussi de déterminer les conditions dans lesquelles ces changements devraient être faits pour qu'ils les acceptent. À cette fin, comme nous le verrons au chapitre 4, cette enquête portera en particulier sur leur vision des caractéristiques de la société future idéale, tant du point de vue économique que

politique, technologique et social, donc sur leurs choix de société. À ce premier objectif s'ajoute un autre de nature subsidiaire, soit celui de contribuer à la compréhension du phénomène des changements sociaux par une réflexion théorique sur certains éléments (dont, en particulier, les valeurs) qui sont susceptibles d'orienter la vision des jeunes de la société future idéale.

Plus spécifiquement, pour atteindre notre objectif premier, nous devons d'abord déterminer quelles sont les valeurs auxquelles les jeunes sont le plus attachés, comprendre ensuite comment ils conçoivent le problème des changements climatiques et son impact à long terme sur la société, bien saisir la vision qu'ils ont de la société du futur, c'est-à-dire quelles sont les caractéristiques de la société dans laquelle ils souhaitent vivre, et enfin les interroger sur les conditions requises pour que ce souhait se réalise.

Sur la base des enquêtes récentes que nous présenterons un peu plus loin, nous faisons l'hypothèse que les jeunes ont généralement une assez bonne compréhension des causes et de l'impact des changements climatiques, mais qu'ils n'ont pas une vision très précise des bouleversements sociaux qui risquent de subvenir. Nous faisons également l'hypothèse que de nombreux jeunes que nous interrogerons veulent vivre dans une société dont la priorité est le bien-être des citoyens plutôt que la richesse financière personnelle et qui, malgré l'individualisation et le déclin de la solidarité qui caractérisent la modernité avancée (Giddens, 1990, Touraine, 2013), permet le développement humain de tous et de toutes. Enfin, nous faisons l'hypothèse que beaucoup d'entre eux sont prêts à des changements majeurs de leurs habitudes de vie (alimentation, consommation, habitation, transport) parce que ceux-ci sont nécessaires pour préserver leur bien-être à long terme, mais seulement à la condition que ces changements soient déterminés avec la participation des citoyens et des citoyennes de toutes les catégories sociales et qu'ils soient justes, c'est-à-dire que tous et toutes contribuent à l'effort collectif. Cette dernière hypothèse s'appuie entre autres sur les travaux de Beck (2009) qui explique que, parce que les progrès scientifiques et certains problèmes récents créent de nouveaux risques, nous vivons dans une communauté mondiale du risque, que les institutions de la première modernité, l'état-nation et le pouvoir central fort, la lutte des classes, la croyance au progrès, sont donc devenues caduques et que ce sont

les citoyens, que l'on veut avertis et concernés, qui doivent décider comment ils veulent vivre face aux dangers et aux menaces qui les guettent.

x x x

Dans le premier chapitre de cette thèse, après avoir présenté le problème du réchauffement climatique et ses conséquences sur l'environnement dans lequel nous vivons, tant du point de vue physique que biologique, sanitaire et social, nous décrivons ce que nous savons actuellement des principaux enjeux et mécanismes sociaux reliés à la nécessaire mutation de notre mode de vie. Le deuxième chapitre présentera quelques éléments de la sociologie du futur qui pourront guider nos travaux d'enquête sur la société idéale que souhaitent les jeunes. Le troisième chapitre sera consacré aux valeurs des jeunes, en tenant compte principalement des grandes enquêtes sociales dans le monde et des travaux de recherche les plus récents sur les jeunes. La méthodologie de la recherche et les détails de notre enquête feront l'objet du quatrième chapitre. Nous y expliquerons que nos travaux ont été interrompus par la pandémie de Covid-19 et que nous avons décidé de réinterroger un certain nombre de participants afin d'évaluer l'influence de cette pandémie sur les perceptions qu'ont les jeunes de la société. Nous présenterons les résultats de notre enquête dans le cinquième chapitre et nous en ferons l'analyse dans le sixième. Nous exposerons et analyserons dans le septième chapitre les résultats des « nouvelles » entrevues menées plusieurs mois après le début de la pandémie. Une réflexion théorique sur l'apport de nos travaux formera le huitième et dernier chapitre. Nous tenterons de comprendre les principaux paramètres (dont, encore une fois, en particulier, les valeurs) qui influencent la pensée des jeunes sur les changements sociaux qui sont nécessaires pour atteindre la société future idéale et les processus mentaux qu'ils utilisent. Afin d'offrir au lecteur et à l'analyste l'information la plus complète possible, nous présentons en annexe à la fin de la thèse, pour chacune des entrevues, une synthèse des propos des participants.

CHAPITRE 1 – RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : ENJEUX ET MÉCANISMES SOCIAUX

Introduction

Au cours des prochaines décennies, comme nous l'avons souligné au début, la transition vers une société globalement plus respectueuse de l'environnement, et surtout soucieuse de relever le grand défi du réchauffement climatique, va nécessiter une profonde mutation de notre mode de vie. Dans ce chapitre, sur la base de la documentation scientifique portant sur les liens entre l'environnement et la société, nous allons décrire quels sont les principaux enjeux et mécanismes sociaux liés à cette mutation.

L'information disponible concernant ces enjeux et ces mécanismes sociaux peut être classée en quatre grandes catégories. En premier lieu, il y a les conditions matérielles et sociales dans lesquelles agissent les individus et qui conditionnent leurs comportements. Il y a en second lieu les représentations et les perceptions concernant principalement la science, l'environnement et l'organisation sociale. En troisième lieu, il y a toutes les questions de gouvernance et de prise de décisions et, en quatrième lieu, les questions d'éducation, d'information et de communication.

À titre informatif, nous faisons au préalable quelques brefs rappels concernant le réchauffement climatique et ses effets physiques, biologiques et sanitaires.

1.1 Le réchauffement climatique et ses effets

Le réchauffement climatique depuis le début de l'ère industrielle est d'environ 1,1°C (Figure 1). Durant la même période, la concentration de gaz carbonique (CO₂) dans l'air est passée de 280 à 410 ppm (Figure 2). Cette augmentation est due en bonne partie à l'utilisation des carburants fossiles, charbon et pétrole, mais aussi à la déforestation et à d'autres activités humaines, entre autres la fabrication du ciment. Même si d'autres phénomènes, en particulier astronomiques, ont pu contribuer au réchauffement du climat, le consensus scientifique concernant son origine principalement anthropique est très solide, bien qu'on ne puisse pas

totallement exclure d'autres possibilités. Dans le domaine de la science, le doute est en effet un élément fondamental, qui est nécessaire à l'avancement des connaissances et au progrès.

Figure 1 – Variation de la température moyenne à la surface de la terre depuis 1880 selon les données de la NASA

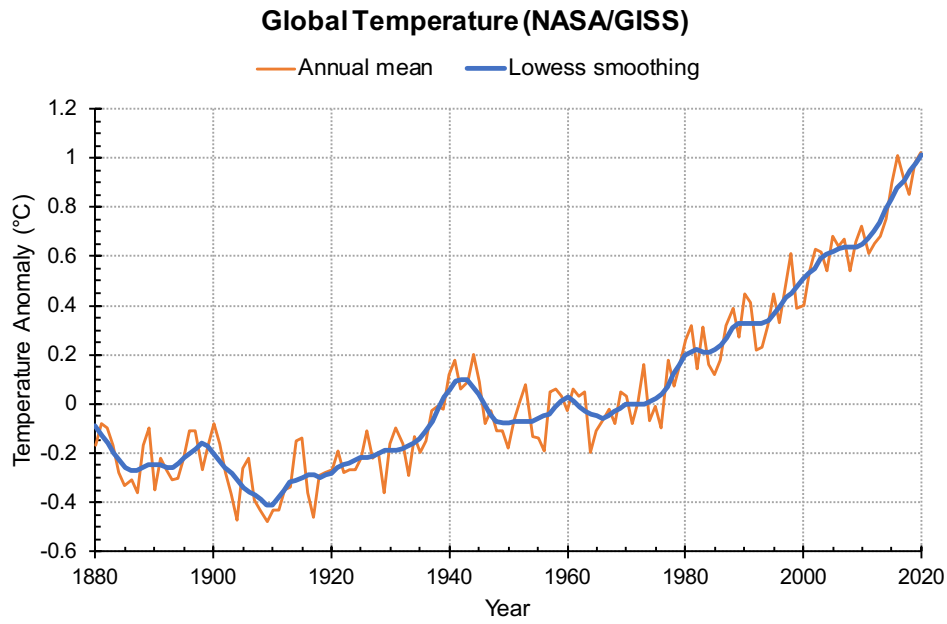
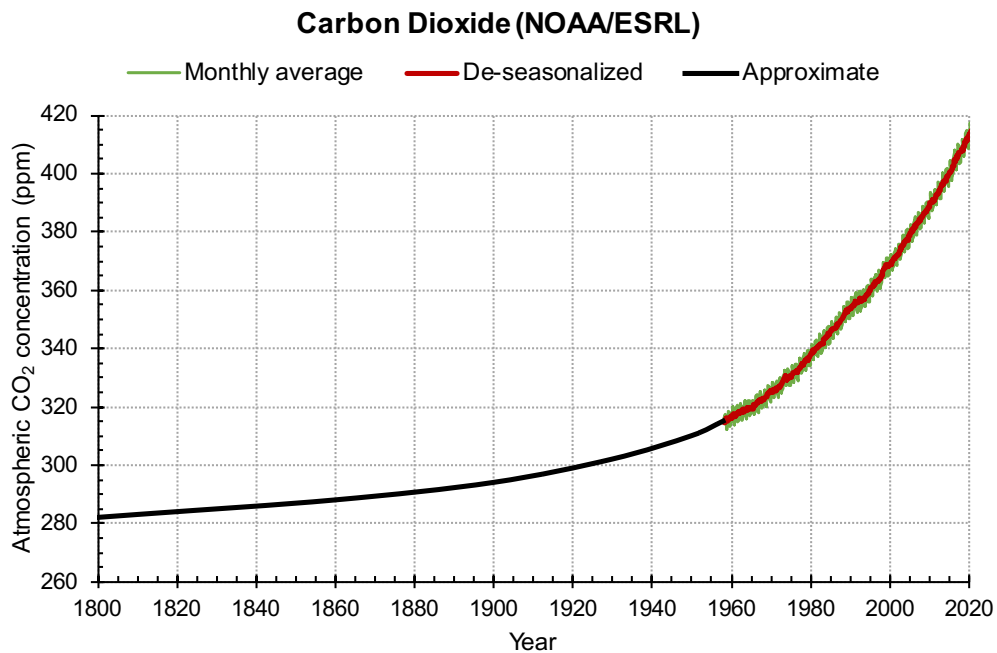


Figure 2 – Variation de la teneur en CO₂ de l'atmosphère terrestre depuis 1800 (selon les données de la NOAA pour la période 1960-2020 et en approximation pour la période 1800-1960)



Les conséquences du réchauffement climatique ne font pas autant consensus, mais elles n'en sont pas moins suffisamment dramatiques, tant pour l'avenir de la civilisation que de l'être humain lui-même, pour qu'il soit logique, sinon nécessaire, de tenter de les prévenir ou de s'en protéger. Outre la montée du niveau des océans, causée par la fonte des calottes glaciaires et l'expansion thermique de l'eau de mer, et l'augmentation de la fréquence des événements météorologiques extrêmes (vagues de chaleur, inondations, ouragans, sécheresses, etc.), les principaux effets de ce phénomène, ou à tout le moins les plus probables, sont la perturbation de l'équilibre des écosystèmes terrestres et marins et donc une perte de biodiversité, la baisse possible de la productivité agricole, entre autres en ce qui a trait aux céréales qui constituent une part importante de l'alimentation sur la planète, et des dangers pour la santé, en particulier à cause de la propagation de certains insectes porteurs de maladie. De plus, il est très important de rappeler que ce sont les pays les plus pauvres qui seront le plus durement touchés, et que, même dans les pays les plus riches, toutes ces difficultés risquent d'accroître les inégalités.

Selon le plus récent rapport du GIEC (2018, 2019), si le réchauffement climatique atteint environ 2°C dans la deuxième moitié du XXI^e siècle, l'élévation moyenne du niveau des mers sera de l'ordre de 60 cm. Cela peut sembler relativement peu important, mais causerait en toute probabilité des dégâts immenses, entre autres dans des petites îles ou dans des zones côtières de faible élévation comme certaines villes aux États-Unis (par exemple New-York et la Nouvelle-Orléans), et aussi une augmentation de l'érosion côtière à de nombreux endroits. De plus, si le réchauffement continuait et déstabilisait gravement les calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, la montée des eaux pourrait atteindre plusieurs mètres, voire plus. La quantité d'eau stockée sous forme de glace dans ces deux calottes est en effet telle que l'élévation du niveau des mers serait de l'ordre de 60 m si toute cette glace fondait.

L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes représente peut-être la conséquence la plus visible du réchauffement climatique. Mais la météo étant par nature variable, il faut exercer beaucoup de prudence car il est difficile de rattacher un événement particulier à ce phénomène. Toutefois, une chose est certaine,

l'élévation de la température des océans cause automatiquement une plus grande évaporation. Les précipitations associées aux cyclones tropicaux, par exemple, sont donc nécessairement plus fortes. La probabilité de formation de ces cyclones est également plus élevée. En fait, comme le climat est directement relié aux interactions entre l'atmosphère et les océans, toute augmentation à long terme de la température et de l'évaporation va nécessairement perturber les courants marins et le climat un peu partout sur la planète. Les modélisations mathématiques indiquent, selon le rapport du GIEC, que les extrêmes de température augmenteront plus que la température moyenne et que les risques de sécheresses augmenteront dans certaines régions. Certains épisodes récents de sécheresse en Australie et en Californie semblent d'ailleurs être reliés au réchauffement climatique actuel qui n'est pourtant que de 1,1°C. On peut également rappeler la canicule de 2003 en Europe qui a fait plus de 15 000 morts en France seulement.

Les écosystèmes sont des ensembles d'organismes vivants qui sont en interrelation avec leur milieu. Ils sont donc directement affectés par les changements climatiques rapides qui modifient les conditions de vie des organismes. Cela tend à induire une perte de biodiversité, car le temps requis pour que ces systèmes s'adaptent n'est généralement pas suffisant et l'équilibre entre les diverses composantes de la flore et de la faune est alors rompu. Un exemple récent de ce phénomène est celui du Guillemot de Troïl en Écosse, dont la majorité des petits sont morts de faim en 2004 lorsque l'augmentation de la température de l'eau de mer de quelques dixièmes de degrés a empêché les équilles, petit poisson représentant la nourriture habituelle de cet oiseau, de se nourrir d'une certaine forme de plancton (Julliard, 2019). Dans le cas des écosystèmes marins, l'augmentation de l'acidité due au gaz carbonique et la baisse de l'oxygénation s'ajoutent à la hausse des températures. Cette perte de biodiversité met en péril autant la richesse de la nature que les services qu'elle rend à l'être humain. En outre, il faut rappeler que les écosystèmes dont la biodiversité est élevée résistent mieux aux changements climatiques, puisque leur capacité d'adaptation est plus grande.

L'agriculture est la base de la vie des êtres humains. Il y a quelques centaines d'années, environ 90% des individus vivaient à la campagne et travaillaient la terre. De nos jours, dans les pays développés, la proportion est inférieure à 3%. Même dans les pays en

développement, comme l'Inde par exemple, grâce aux améliorations des cinquante dernières années (la révolution verte), cette proportion n'est plus que de 50%. Selon la FAO (2020), nous disposons de suffisamment de terres arables pour nourrir tous les habitants de la planète. Le principal danger, exacerbé par le réchauffement climatique, est le stress hydrique. Actuellement, 3,2 milliards de personnes vivent dans des régions agricoles touchées par des pénuries d'eau. En outre, le rendement céréalier risque de diminuer avec la hausse des températures.

La santé humaine sera aussi affectée par le réchauffement climatique. À la propagation de certaines maladies comme le paludisme ou la dengue que nous avons mentionnée plus haut va s'ajouter l'effet de vagues de chaleur qui seront beaucoup plus fréquentes et intenses, et qui seront amplifiées dans beaucoup de villes par le phénomène des îlots de chaleur. Dans certains pays chauds en Afrique et en Asie, le risque que les températures soient plus élevées que ce que le corps humain peut supporter va devenir très grand. À titre indicatif, rappelons qu'en 2019, en Inde et au Pakistan, la température a dépassé le seuil de 50°C, et en France, en 2020, des températures de plus de 40°C ont été enregistrées à certains endroits.

L'Accord de Paris, signé en décembre 2015 (CCNUCC, 2015), est à ce jour l'indication la plus significative de l'intention des chefs de gouvernement de la planète de combattre les changements climatiques dont nous venons d'esquisser les principaux effets. Cet accord reconnaît les graves dangers qui nous menacent et vise à contenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels ». Depuis cette date, de nombreux pays ont pris des engagements de réduction substantielle des émissions de GES, et plusieurs se sont même engagés à atteindre la carboneutralité en 2050. Malheureusement, dans la réalité, les décisions fortes qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif de l'accord, qu'il s'agisse du développement accéléré des énergies renouvelables, des techniques de séquestration du carbone ou du transport en commun, de la taxation du carbone à un niveau suffisant, des incitatifs à la rénovation thermique des bâtiments et à la réduction de la consommation de viande, ou du contrôle de l'étalement urbain, tardent à être prises, et surtout à être mises en œuvre. Si le réchauffement climatique dépasse de façon significative 2°C dans la seconde moitié du XXI^e siècle, ce qui est probable

en l'absence d'actions vigoureuses, les coûts engendrés par l'adaptation pourraient être extrêmement élevés et la possibilité de migrations massives très réelle.

Les difficultés causées par le réchauffement climatique nous amènent inévitablement à réfléchir à la question des inégalités, tant entre les pays développés et ceux en développement qu'entre les mieux nantis et les autres à l'intérieur des pays. Au risque de noircir un peu le trait, nous pouvons affirmer que sont les pays riches au Nord qui, depuis le début de l'ère industrielle, ont utilisé massivement les carburants fossiles et qui sont donc les premiers responsables de l'augmentation de la concentration de gaz carbonique dans l'air et du réchauffement qui en a résulté, alors que ce sont les pays plus pauvres au Sud qui vont en subir les plus fortes conséquences (vagues de chaleur insoutenables, difficultés d'approvisionnement en eau, baisse de la productivité agricole, etc.) sans avoir les moyens financiers d'y faire face. De même, dans les pays développés, ce sont les moins nantis qui vont subir le plus durement les effets du réchauffement, qu'il s'agisse de l'augmentation éventuelle des prix des biens de base ou, par exemple, des canicules qui frappent plus durement ceux et celles qui vivent dans de petits logements mal ventilés, peu ou pas climatisés, et qui ont moins accès à des espaces verts extérieurs privés comme les banlieusards. La pandémie actuelle, comme nous aurons l'occasion d'en discuter plus loin, montre bien que les crises ont généralement des impacts plus élevés sur les plus faibles. La crise des « gilets jaunes » en France a mis en relief cette opposition entre ceux et celles qui ont de petits revenus et qui peuvent plus difficilement faire face aux règles environnementales et les plus aisés qui les leur ont imposées.

Le réchauffement climatique n'est qu'un aspect, bien que probablement le plus dramatique, de la crise écologique qui résulte des activités humaines. Comme nous l'avons signalé plus haut, la question des ressources en eau est particulièrement préoccupante, de même que la perte de biodiversité¹. Nous pouvons y ajouter l'exploitation abusive des ressources minérales, la déforestation, la question des déchets, la pollution de l'air et de l'eau, et l'épuisement des terres arables. Dans notre travail, nous avons choisi de cibler en particulier

¹ Selon Robin (2021) qui a interviewé de nombreux scientifiques, la perte de biodiversité augmente considérablement le risque de nouvelles pandémies comme celle de la Covid-19.

cette question du réchauffement, mais, comme nous le verrons, les individus ont souvent tendance à confondre un peu dans leurs propos tous les aspects reliés à la protection de l'environnement.

1.2 Conditions d'action et de comportements sociaux

Les comportements sociaux des êtres humains sont influencés d'abord par leurs besoins, réels ou perçus. C'est le premier élément que nous allons aborder dans cette section. En second lieu, il y a tout ce qui a trait à l'environnement matériel et social dans lequel les individus agissent. En troisième lieu, il y a les aspects moraux, le fait d'agir (ou non) en fonction de ses valeurs, et, en conséquence, de se sentir bien ou d'avoir à justifier des écarts, ainsi que les émotions et les attitudes. Nous allons traiter en quatrième lieu de psychologie comportementale, des différents mécanismes de l'influence sociale et de la possibilité de mise en place de conditions dites facilitantes. En avant dernier lieu, nous aborderons les notions d'équité, de justice et de solidarité. Nous terminerons cette section en décrivant la grande hétérogénéité des situations.

1.2.1 Besoins

L'être humain agit et consomme des ressources pour répondre à ses besoins et à ses désirs (« *needs and wants* »). Outre les besoins de base, tels que l'alimentation, la reproduction, la protection et la sécurité, il a aussi des besoins que Douglas et coll. (1998) qualifient d'éthiques : liberté, identité, affection, estime de soi, créativité, interactions sociales (« *social bonding* »), etc. Il est impossible de réfléchir à l'impact des comportements humains sur l'environnement si ces besoins ne sont pas pris en compte. La difficulté est bien évidemment de les définir, de les hiérarchiser, et d'en vérifier la compatibilité avec les ressources que la terre et les écosystèmes peuvent fournir à long terme. Malheureusement, en Occident, depuis la Renaissance et l'époque des Lumières, la nature est considérée comme étant au service de l'homme et nous avons négligé de faire cette vérification de base. En outre, la définition des besoins, de ce qui est nécessaire pour mener une bonne vie, n'est pas claire et varie beaucoup en fonction de facteurs culturels et sociaux. Globalement donc, comme Douglas et coll. (1998) l'expliquent, les différentes théories reliées aux besoins humains sont intéressantes et

nous aident à comprendre les problèmes environnementaux, mais, dans l'état actuel des connaissances, elles ne permettent pas aux décideurs (« *policymakers* ») de faire des choix et de mettre en place des politiques dont le succès serait garanti. En ce qui a trait aux désirs proprement dits plutôt qu'aux besoins, c'est une question qui relève de la théorie économique que nous aborderons plus loin, entre autres en considérant les aspects sociaux de la consommation.

1.2.2 Environnement matériel et social

Les citoyens vivent et agissent dans un environnement social et matériel construit et structuré (Bartiaux, 2012, Grisoni et Némoz, 2013). Ainsi, les achats reliés à la sphère domestique (alimentation, etc.) sont faits dans un contexte sur lequel ils n'ont que relativement peu de contrôle et où les choix sont limités, en particulier pour ceux et celles qui appartiennent aux classes populaires. Il en est de même pour le lieu de résidence et également, en particulier, pour le transport urbain. Les modalités de celui-ci dépendent fortement de l'accès aux transports publics, des infrastructures routières, et, encore une fois, les choix sont plus limités pour ceux et celles qui sont au bas de l'échelle. Il faut donc prendre en compte la possibilité qu'il y ait des obstacles structureaux à l'amélioration des pratiques du point de vue environnemental. Il faut également prendre en compte l'organisation locale qui est très variable et ne pas se satisfaire uniquement de grandes politiques applicables universellement.

La consommation d'énergie est aussi fortement dépendante des infrastructures en place et des technologies disponibles, qu'il s'agisse de l'électricité et des carburants fossiles. L'énergie dite propre, en particulier l'énergie solaire, se développe, mais pour ceux qui vivent dans des zones urbaines très denses, par exemple, elle n'est pas accessible faute d'espace pour installer des panneaux solaires. Comme l'expliquent Grisoni et Némoz (2013), la performance réelle des pratiques énergétiques des citoyens « dépend moins de l'efficacité de leurs nouveaux appareils que de leur environnement sociotechnique, des infrastructures, des normes et des modes d'organisation » (p. 24).

Les offres commerciales et le système de mise en marché conditionnent fortement les comportements des individus. Pour ne donner qu'un seul exemple, les aliments « bio » ne

sont pas facilement accessibles à tous et à toutes. Herpin (2004) explique que les producteurs qui veulent favoriser la consommation utilisent des caractéristiques symboliques pour influencer les consommateurs. La consommation est devenue la base de la vie sociale, elle est porteuse de valeurs, et elle devient un élément de l'identité et du classement social (Rodriguez et coll., 2008).

Globalement, outre l'influence des infrastructures, ce sont les normes sociales qui guident les citoyens dans leurs pratiques, en leur indiquant ce qui est adéquat et normal dans leur environnement immédiat, par exemple au point de vue du confort pour l'habitation et ou encore des habitudes alimentaires. L'alimentation est d'ailleurs l'un des secteurs de la consommation où les changements qui seraient nécessaires d'un point de vue environnemental seront particulièrement difficiles à mettre en œuvre parce que très fortement liés à des normes sociales (Régnier et coll., 2006). Le rôle des institutions, qui déterminent en bonne partie les comportements des individus dans de nombreux secteurs d'activité, sera abordé dans la section sur la gouvernance.

1.2.3 Aspects moraux, valeurs, émotions et attitudes

Dans *Économie et société* (1922, cité par Delas et Milly, 2013), Weber explique qu'il y a quatre types d'action : rationnelle en finalité, rationnelle en valeur, affective et traditionnelle. Il est donc normal que les sociologues se posent la question des liens entre les comportements sociaux pro-environnementaux et les valeurs environnementales des individus. Malheureusement, ces liens sont loin d'être clairs. Dans le domaine de l'environnement, il semble y avoir fréquemment un écart entre les valeurs et l'action (dit « *value-action gap* » en anglais (Whitmarsh et coll., 2011, Lovbrand et coll., 2015)). En fait, souvent, on ne veut tout simplement pas changer ses habitudes, en particulier par rapport au transport et aux voyages, et on tend à accorder la priorité à des problèmes plus immédiats, comme la santé ou les difficultés financières. Ce n'est cependant pas toujours le cas. Pour Steg (2016), un certain nombre d'individus veulent agir d'une façon qui est moralement correcte afin de se sentir bien. Il est donc possible de les amener à agir en faveur de l'environnement, de les amener à agir en accord avec leurs valeurs environnementales. En outre, certains autres individus ont une conception identitaire de l'environnement (« *environmental self-*

identity »). « *People are motivated to be consistent and to act in line with how they see themselves in many different situations, because doing so makes them feel good about themselves, whereas not doing so would threaten their self-concept* » (p. 281). Steg ajoute que les valeurs sont formées durant l'enfance et qu'elles changent difficilement ensuite. Elle explique aussi que les stratégies permettant de modifier les valeurs sont mal connues. Cela indique que l'éducation des enfants est donc fondamentale en ce qui a trait aux valeurs environnementales. Stern (2000) considère lui aussi que les attitudes face à l'environnement ont une certaine influence, et que l'aspect proprement moral des comportements face à l'environnement n'est pas négligeable.

Bozonnet (2012b) a étudié les facteurs qui influencent la sensibilité écologique, « une notion floue, située à la frontière entre le vaste champ de l'opinion, des attitudes, des représentations et les concepts plus élaborés de valeurs, de normes ou d'idéologie » (p. 147). Cette sensibilité est corrélée principalement au niveau d'études, au revenu familial, à l'âge et à la classe sociale. Il est clair toutefois pour ce chercheur que la proportion de citoyens vraiment concernés et actifs est petite, et qu'élucider le lien entre cette notion et les pratiques individuelles demeure un défi.

L'importance des émotions a été soulignée par Brand (2014) qui s'est intéressé entre autres à l'action au quotidien qui est enracinée dans les routines. Pour avoir un impact sur ces pratiques quotidiennes, il faut ce qu'il appelle des « images de référence » comportant du concret et une forte charge émotionnelle et symbolique (p. 132). Comme l'explique également van der Leeuw (2016), les solutions proposées aux citoyens doivent être « émotionnellement satisfaisantes » (p. 165). Il ne faut pas non plus sous-estimer l'attachement qu'ont de nombreux individus à leur coin de pays (Adger, 2016), car cet attachement est une composante importante de l'identité et, à ce titre, peut avoir beaucoup d'influence sur le bien-être.

Le rôle des émotions sur l'appui aux politiques concernant les changements climatiques a été étudié par Smith et Leiserowitz (2014). Leur enquête (aux États-Unis) montre en particulier que pour motiver la population face aux changements climatiques, il faut s'appuyer sur des

valeurs positives, car la peur ne fonctionne pas. Dans la sous-section sur la psychologie comportementale et les conditions facilitantes, nous aurons l'occasion de traiter du rôle des émotions sur la manière dont les individus traitent les informations (Bruch et Feinberg, 2017).

Sur cette question des valeurs environnementales, les études sont nombreuses et indiquent, comme l'a observé Bozonnet (2012b), que ces valeurs ne sont généralement pas au cœur des préoccupations des citoyens (Drews et coll., 2016, Giddens, 2011). À tout le moins à court terme, les possibilités d'agir à cet égard pour changer les comportements sociaux sont donc faibles. Selon l'étude de Fischer et coll. (2011), les citoyens ont en fait une perception négative de l'être humain qu'ils trouvent égoïste et tourné vers la consommation et l'argent. Ils doutent donc que les autres vont faire les efforts requis pour protéger l'environnement et cela les dédouane. Même les jeunes, selon une étude récente au Québec, pensent rarement à l'environnement quand ils sont questionnés sur ce qui les préoccupe (Royer et de Grandpré, 2015). Finalement, il faut dans ce contexte rappeler que, de toute façon, les valeurs ne font que prédisposer à l'action (Royer et de Grandpré, 2015).

1.2.4 Psychologie comportementale, influence sociale et conditions facilitantes

L'être humain a deux systèmes de pensée et de décision ; l'un est rapide, automatique, intuitif, inconscient et demande peu d'effort, l'autre est lent, réflexif, rationnel, verbal et demande beaucoup plus d'effort (Thaler et Sunstein, 2008, Bruch et Feinberg, 2017). Il est impossible de réfléchir correctement aux comportements humains si on ignore cette réalité, qui explique très bien pourquoi la théorie du choix rationnel est rarement la bonne façon d'analyser les actions et les choix des individus. En général, ceux-ci tendent à minimiser l'effort cognitif et à utiliser des mécanismes qui font appel à des processus simples, par exemple juger un risque rapidement sur la base d'images qui leur viennent tout de suite à l'esprit. L'imitation est aussi un des éléments importants qui guident les choix des individus, à un point tel, d'ailleurs, que des chercheurs ont remarqué que l'obésité est un phénomène contagieux. Comme l'expliquent Thaler et Sunstein (2008) dans le troisième chapitre de leur livre intitulé *Following the herd*, « *we just like to conform* ».

En outre, les humains détestent faire des choix quand ceux-ci impliquent des compromis émotionnels (« *emotional trade-offs* ») et ils vont faire le maximum pour les éviter (Bruch et Feinberg, 2017). Ces deux auteurs expliquent que les émotions déterminent donc dans une large mesure les stratégies que les individus utilisent pour traiter l'information et faire des choix.

Les études montrent donc que les humains sont très sensibles à la manière dont les informations qu'ils obtiennent leur sont présentées (le terme « *framing* » est fréquemment utilisé en anglais). Face, par exemple, à une opération difficile pour un cancer, ils vont réagir différemment si le médecin leur explique que le taux de survie est de 90%, au lieu de souligner qu'il y a 10% de chances de décès. Pour changer les comportements humains afin de répondre aux défis environnementaux, pour mettre en place des conditions dites facilitantes qui vont amener les comportements souhaités, il faut donc tenir compte des processus mentaux des individus. Un des cas les plus connus est celui de l'option par défaut. Dans presque tous les cas, probablement parce que cela minimise l'effort cognitif, comme nous venons de le mentionner, ou encore par simple procrastination, ou par biais pour le statu quo, les individus choisissent l'option par défaut, que l'on peut définir comme le choix de ceux et celles qui refusent de décider (Bruch et Feinberg, 2017). C'est un des moyens les plus connus et les plus utilisés pour orienter les choix.

Même si fournir de l'information générale sur les problèmes environnementaux et les conséquences de certains comportements peut être utile, cela n'est toutefois pas suffisant, car le manque d'information n'est pas le principal problème. Le « *knowledge deficit model* » ne fonctionne pas (Rhodes et coll., 2014). Comme l'explique Steg (2016), il faut que le comportement pro-environnemental soit l'option la plus profitable et la plus agréable, et nous pourrions ajouter, la plus facile. Les incitatifs financiers ont un rôle à cet égard, mais il faut éviter que les individus reçoivent le signal que le droit de polluer peut être acheté. De plus, les êtres humains sont plus sensibles aux pertes visibles qu'aux gains possibles ou promis (Spence et Pidgeon, 2010). D'où le refus assez général de l'imposition d'une « *taxe carbone* », même si elle est compensée par une baisse des impôts, par exemple. Néanmoins,

il est important de souligner que les incitatifs donnent généralement de meilleurs résultats que la politique du « *command and control* » (Thaler et Sunstein, 2008).

La sociologie nous enseigne que les comportements des individus sont influencés par ce que pensent les autres, et par ce que font les autres. Mais dans quelle mesure exactement ? Et par quels mécanismes ? Une méta-analyse assez récente basée sur 29 études par Abrahamse et Steg (2013) jette un peu de lumière sur cette question. Ces deux auteurs ont identifié six principales approches concernant l'influence sociale. Il y a les normes sociales, les leaders et les réseaux sociaux, la prise publique d'engagement, l'utilisation de modèles, les comparaisons sociales et l'information sur la performance du groupe. Les normes sociales peuvent être simplement descriptives, mais elles peuvent aussi être impératives, ce qui est plus efficace (« *people adhere to social norms to gain social approval or to avoid social sanctions* » (p. 1774)). L'information véhiculée dans les réseaux sociaux par certains leaders influents et la prise publique d'un engagement à agir d'une certaine façon peuvent aussi avoir beaucoup d'impact. Les auteurs signalent à ce propos que les individus ont besoin de sentir que leurs actions ont une certaine consistance. Quant aux modèles, ils indiquent la voie à suivre. Enfin, l'information sur la performance individuelle par rapport à celle du groupe, de même que l'information sur la performance du groupe auquel on appartient, peuvent avoir un effet très significatif.

Toutes ces approches concernant l'influence sociale sont évidemment fonction d'un grand nombre de variables et de conditions. La conclusion des auteurs de cette méta-analyse est que, de façon générale, l'influence sociale a plus de poids que la simple information, mais celui-ci n'est pas très élevé. Ce sont les leaders dans les réseaux sociaux qui ont le plus d'impact, puis suivent l'engagement public et les modèles. Malheureusement, considérant entre autres que les résultats négatifs sont rarement rapportés, on ne peut conclure de façon définitive sur l'importance de l'influence sociale pour changer les comportements concernant l'environnement, surtout à long terme, ni sur les conditions qui la favoriseraient.

La technique du marketing social, c'est-à-dire l'utilisation systématique des concepts et des techniques du marketing pour atteindre certains buts comportementaux reliés au bien

commun, n'est pas très appropriée pour les grandes questions environnementales (Corner et Randall, 2011). En particulier, ces techniques calibrent le message en fonction du groupe social visé. Comme l'environnement concerne toute la population et que celle-ci n'a pas une vision uniforme des problèmes, il faudrait des messages adaptés aux divers groupes, ce qui pourrait nuire au consensus requis. Il faut plutôt miser sur une communication orientée vers les valeurs profondes et la mobilisation des réseaux sociaux. Les enquêtes montrent également que les soi-disant controverses scientifiques véhiculées par les médias ont un effet très néfaste (Corner et Randall, 2011, Smith et Leiserowitz, 2014).

Une des approches les plus efficaces est de mettre en place un certain nombre de contraintes et de conditions facilitantes. Pour cela, il faut prendre en compte la complexité des problèmes et adapter les stratégies d'intervention en fonction de la nature du problème et des comportements qui sont ciblés. Il faut comprendre la situation du point de vue des utilisateurs, combiner s'il le faut différentes stratégies, faire le suivi, ajuster les programmes d'intervention, et utiliser des méthodes participatives (Stern, 2000). Toutefois, pour la majorité des individus, il faut le rappeler, le court terme domine. Ainsi, le coût d'achat d'un appareil est immédiat, mais la dépense énergétique est future. En outre, les comportements liés aux besoins instinctifs sont très difficiles à changer. Ce sont surtout les habitudes qui gèrent les comportements (Grisoni et Némoz, 2013). On constate également que les pratiques de consommation sont liées au statut social (Bartiaux, 2012, Herpin, 2004) et que les « besoins » s'accroissent sans cesse.

1.2.5 Justice, équité et solidarité

S'il y a un aspect qui fait consensus parmi les auteurs que nous avons étudiés, c'est l'importance du concept de justice et d'équité. Une politique pro-environnementale qui serait vue comme inéquitable n'aurait aucune chance de succès. Considérant l'ampleur des inégalités dans le monde, tant à l'intérieur des différentes nations qu'entre les nations (Piketty, 2013), et considérant également les inégalités au niveau des risques encourus, par exemple en ce qui a trait aux changements climatiques qui menacent beaucoup plus certains pays que d'autres, la perception de la justice et de l'équité est fondamentale, en particulier

pour obtenir la coopération des communautés locales qui ont chacune leurs particularités et leurs difficultés.

Policies are perceived to be fair and acceptable particularly when they are expected to protect future generations, nature, and the environment, and when people believe they will affect different groups equally, suggesting that environmental justice and equality are considered to be important fairness principles influencing overall fairness and acceptability judgements. (Steg, 2016). (p. 286)

Si le problème est traité globalement, on risque faire porter le fardeau par les plus vulnérables, ce qui ne sera pas accepté (Klinsky et coll., 2017). Ces auteurs insistent sur la nécessité de prendre en compte la question des inégalités dans la recherche en sociologie environnementale, en rappelant que la perception d'une injustice amène les individus à réagir et à s'organiser pour que les politiques pro-environnementales soient plus équitables. La légitimité d'une décision est également fonction du processus, qui doit être vu comme juste et permettre aux personnes qui seront affectées d'être consultées et de participer (Adger, 2016, Barbier et Rémy, 2012). Le concept de solidarité peut aussi jouer un rôle, en améliorant dans certains cas l'acceptabilité des politiques. Mais c'est le concept d'équité qui domine ; tous et toutes doivent partager le fardeau équitablement.

1.2.6 Hétérogénéité des situations

Les grands défis environnementaux sont globaux et affectent la planète entière. Mais la perception des citoyens varie beaucoup en fonction de l'endroit où ils vivent et des ressources dont ils disposent pour agir. Un Montréalais, par exemple, sera beaucoup moins sensible à l'érosion côtière qu'un Gaspésien. De même, l'augmentation du nombre des épisodes de canicule causée par les changements climatiques va beaucoup plus affecter certaines parties de l'Australie et de la Californie que le nord du Canada. Chacun vit dans un système social, dans un écosystème et dans un climat donnés, et les problèmes qui semblent être les plus importants peuvent être très différents d'un endroit à l'autre.

Les ressources disponibles, comme on vient de le mentionner, sont également très variables. On peut imaginer que la ville de New-York peut plus facilement se préparer à faire face à la

montée du niveau de la mer que Kolkata (Calcutta) en Inde. Et à l'intérieur même d'un pays, les grandes villes ont généralement accès à plus de ressources que les petites collectivités, et les localités côtières sont souvent plus à risque.

Le niveau de connaissance des individus et leur compréhension des phénomènes est encore un autre élément de variabilité, qui est généralement corrélé au niveau des ressources financières dont ils disposent. L'acceptabilité de certaines politiques publiques pro-environnementales va donc aussi varier beaucoup en fonction des situations des individus. Et tous ne seront pas affectés de la même manière par certaines politiques. Ainsi, ceux et celles qui habitent les régions rurales n'ont souvent pas le choix d'utiliser ou non l'automobile personnelle. Ils et elles seront donc beaucoup plus affectés par une taxe sur le carburant que les habitants des grands centres urbains où le transport collectif est disponible.

En résumé, pour bien comprendre tous les facteurs qui influencent les comportements des individus face aux défis environnementaux, il est nécessaire de prendre en compte la grande variabilité des situations et des contextes. C'est pourquoi la mise en place de politiques publiques pro-environnementales est si complexe.

1.3 Représentations et perceptions

Les représentations sociales sont « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (Jodelet, 2009, p. 53). Elles guident les individus dans la vie courante et ont donc un rôle fondamental vis-à-vis les comportements humains. Elles comportent, selon Abric (2005) des éléments centraux et des éléments périphériques. Elles sont aussi liées avec le statut social qui souvent en détermine les contenus. Comme l'explique Durkheim (cité par Jodelet, 2009, p. 68), « [ce] que les représentations collectives traduisent c'est la façon dont le groupe [social] se pense dans ses rapports avec les objets qui l'affectent ». Lorsqu'une nouveauté se présente, la tendance des individus est de s'accrocher aux représentations, de défendre en quelque sorte ce qu'ils considèrent un élément de leur identité. Mais lorsque la nouveauté est incontournable, on tend à la transformer et à l'adapter pour l'intégrer dans le système de pensée existant. Ce qui nous rappelle que « le processus

cognitif individuel le plus élémentaire dépend des institutions sociales » (Douglas, citée par Jodelet, 2009, p. 75) et que le savoir restera toujours une forme de construction sociale. « [La] représentation suppose un processus d'adhésion et de participation qui la rapproche de la croyance » (Jodelet 2009, p. 66).

Rayner (2012) utilise le terme « *uncomfortable knowledge* » pour décrire les informations qui ne cadrent pas avec la vision simplifiée du monde que se donnent les individus et les institutions pour leur permettre d'agir et, ce faisant, ils laissent tomber ce qui est en contradiction avec cette vision simplifiée. Whitmarsh et coll. (2011) rappellent que, dans nos sociétés, nous raisonnons beaucoup plus en termes de bien et de mal que de vrai et de faux.

1.3.1 La science

La science est nécessaire pour bien appréhender les grands problèmes environnementaux que sont le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources et des terres arables, la perte de la biodiversité et les difficultés d'accès à l'eau potable. Il est donc important de comprendre comment les individus, dont on souhaite modifier les comportements sociaux, s'en approprient la connaissance, en particulier par le biais de la formation de représentations.

Les résultats d'une enquête menée par Aklin et Urpelainen (2014) aux États-Unis montrent que les citoyens font quasi spontanément confiance à la science qu'ils voient comme résultant nécessairement d'un consensus très fort. Ils ignorent l'importance du débat scientifique de même que les mécanismes qui sont à la base du progrès des connaissances. La dissidence d'un petit nombre de scientifiques jette donc un doute important dans la population et diminue fortement l'appui aux politiques environnementales. Il est donc nécessaire de mieux informer celle-ci sur la science et sur ses inévitables incertitudes. L'importance de renseigner adéquatement la population ressort également des travaux de Peretti-Watel et Hammer (2006) qui ont constaté que la population fait confiance aux scientifiques, mais qu'elle ne comprend pas bien l'effet de serre que plusieurs associent à la couche d'ozone ou à la pollution de l'air.

Pour van der Leeuw (2016), « [le] principal facteur qui gouverne le rôle et la perception des sciences est la confiance » (p. 163-164). Or cette confiance est devenue moins solide dans les dernières décennies, particulièrement à la suite de certaines grandes catastrophes comme Bhopal ou Tchernobyl qui l'ont fortement ébranlée (Beck, 2009). Il semble que la culture scientifique ait de la difficulté à s'adapter aux autres cultures et qu'elle ne voie pas ses propres limites (en oubliant qu'il faut déterminer la « validité des observations dans un contexte social donné » (p. 163, van der Leeuw, 2016)), ni ses propres contradictions. La vision scientifique tend souvent à simplifier des processus très complexes, alors que les attitudes d'une population sont déterminées par plusieurs facteurs et non simplement par la connaissance scientifique. Et il faut rappeler que la politique recherche des solutions émotionnellement satisfaisantes.

L'influence du contexte social sur la perception qu'ont les individus de la science en général a été également souligné par Lorenzoni et coll. (2007). « *[Interpretations] of science by the public are mediated by societal values, personal experience, and other contextual factors* » (p. 446). Un bon exemple en est la question de l'effet des médicaments homéopathiques. Malgré toutes les études qui ont démontré que celui-ci ne dépasse jamais l'effet placebo, notre expérience personnelle peut facilement nous amener à chasser de notre esprit ce fait qui dérange notre confort intellectuel. Certains auteurs utilisent d'ailleurs fréquemment le terme de croyances (Hackmann et coll., 2014), leur importance étant liée au fait que certains individus ont tendance à carrément nier les faits qui contredisent leurs croyances (Rhodes et coll., 2014).

1.3.2 L'environnement

Concernant l'environnement, les représentations et les perceptions sont particulièrement influencées par le contexte. Ainsi, tout récemment aux États-Unis, un sénateur a même mis en doute le réchauffement climatique parce qu'il faisait très froid ce jour-là ! Au Québec, l'opposition à l'installation de nouveaux pipelines est forte, mais cela occulte le fait que nous sommes de très grands acheteurs de véhicules très énergivores, utilitaires sport et autres camionnettes, dont l'utilisation est presque en voie de devenir la norme. La pollution des océans par les matières plastiques est un grave problème, mais il est lointain (dans l'espace).

Le réchauffement climatique menace notre mode de vie, et peut-être même la survie de notre civilisation, mais c'est un phénomène lointain (dans le temps) (Spence et Pidgeon, 2010).

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le contexte géographique local exerce une influence particulièrement significative sur nos représentations et nos perceptions, entre autres à propos des risques que nous encouons. Les vigneron en Bourgogne, par exemple, sont très conscients des changements climatiques parce que les vendanges se font en moyenne trois semaines plus tôt qu'il y a cinquante ans.

Il a donc de nombreuses représentations de « l'environnement » et des risques auxquels nous sommes exposés à ce sujet, et cela d'autant plus que cette notion regroupe un grand nombre d'aspects, que ce soient les changements climatiques, les ressources, la pollution, etc. Pour la majorité de la population, il s'agit d'une question dont les gouvernements doivent prendre la responsabilité, sauf pour certains enjeux très locaux de pollution, par exemple, qui poussent les citoyens à agir, sinon à protester. Les risques sont perçus non pas rationnellement, mais de façon beaucoup plus émotive et immédiate, par association rapide avec des images déjà présentes comme nous l'avons souligné plus haut. C'est ce mécanisme qui explique que de nombreux individus soient beaucoup plus craintifs en avion qu'en automobile, alors que les risques sur la route sont au moins cent fois plus élevés. Les problèmes liés à la variation du climat sont considérés comme incertains, et surtout, tel que mentionné plus haut, très éloignés dans le temps, et aussi dans l'espace (Pruneau et coll., 2008). On ne peut directement observer le climat, et les risques sont en quelque sorte enfouis dans les processus naturels, comme la météo, par exemple, qui change sans arrêt. Les coûts associés aux dégradations environnementales et l'impact de ces dégradations sont aussi perçus par des processus mentaux où la rationalité est loin d'être toujours présente (Thaler et Sunstein, 2008), ce qui rend la mise en place de politiques pro-environnementales parfois très difficile.

Considérant l'impact des représentations de l'environnement, Whitmarsh et coll. (2011) en concluent que, en ce qui a trait aux changements climatiques, il faut rendre l'effet du carbone

tangible et concret, afin que le public puisse devenir « *carbon capable* », pour qu'il soit motivé à agir de façon pro-environnementale.

1.3.3 La nature et la société

Pour Lövbrand et coll. (2015), le concept de l'Anthropocène, cette période de l'histoire géologique de la planète où nous en sommes rendus et qui est caractérisée par l'effet des actions des humains sur le climat, est lié au système capitaliste qui est basé sur la surexploitation des ressources. La nature n'est plus « naturelle », elle est devenue un phénomène socio-culturel autant que biophysique, une ressource à utiliser et à contrôler, et pour certains, fort heureusement, à protéger.

Les visions environnementales, comme l'explique Brand (2014), sont en lien avec les visions de la société. Les différentes approches du développement durable peuvent être représentées sur une grille dont l'axe horizontal va du techno centrisme à l'éco centrisme et l'axe vertical d'un modèle de société égalitaire à un modèle de société basé sur la liberté de marché. L'approche de ceux et celles qui croient aux bienfaits de l'innovation technologique se situe dans le quadrant supérieur gauche, et la modernisation écologique dans le quadrant supérieur droit. Un peu a contrario, l'approche de ceux et celles qui souhaitent la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial, ou encore qui croient à la nécessité de la décroissance, se situe dans le quadrant inférieur droit. Il s'agit donc d'une autre des grandes difficultés auxquelles l'humanité est confrontée à ce sujet, les représentations de la nature (protection ou exploitation) et de la société (libérale ou égalitaire).

1.4 Gouvernance et prise de décisions

Une des questions fréquemment soulevées concernant les grands défis environnementaux est celle des mécanismes de la prise de décision et de la responsabilité. Quelle est la part de la responsabilité qui est individuelle et quelle est la part qui est collective ? En outre, de nombreux auteurs ont étudié le contexte matériel et social dans lequel les décisions sont prises, ainsi que la participation des citoyens. Ceux-ci ont des valeurs, des règles de conduite habituelle et des savoirs dont il faut tenir compte. Nous présentons brièvement dans cette

section quelques-uns des travaux les plus récents à ce sujet. Ils illustrent le peu de consensus et les difficultés concernant la prise de décision.

1.4.1 Rôle des gouvernements et des autorités indépendantes

Le rôle des gouvernements concernant la réponse aux grands défis environnementaux est fondamental, comme l'ont expliqué de nombreux chercheurs (Tvinnereim et coll., 2017). Dans un livre extrêmement complet et approfondi sur la question des changements climatiques (intitulé *The Politics of Climate Change*), le sociologue Anthony Giddens (2011), constatant les difficultés reliées aux habitudes des consommateurs et à la piètre connaissance des enjeux, suggère de compter essentiellement sur l'action des gouvernements nationaux, et surtout de ne pas attendre des accords internationaux peu probables. Il propose en outre que les partis politiques s'entendent pour dépolitiser cette question en définissant des grands objectifs dont l'atteinte pourra être vérifiée par une commission indépendante, comme cela se fait déjà en partie au Royaume-Uni. Au Québec et en France, bien que les hommes et les femmes politiques reconnaissent leur grande responsabilité à cet égard, ils ne sont cependant pas du même avis que Giddens sur la dépolitisation de la question (Pigeon, 2017). Il s'agit pour eux d'une question politique qui doit être résolue par des moyens politiques et par des responsables politiques.

Le concept du rôle des autorités indépendantes pour prendre en charge certaines grandes questions sociétales, bien décrit par Rosanvallon (2008), ne passe tout simplement pas parmi les anciens ministres interrogés dans le cadre de cette étude de Pigeon (2017). Pourtant, la légitimité de ces autorités, en Europe comme en Amérique, est rarement remise en cause, sauf parfois quand il s'agit d'instances supranationales comme la Cour de justice de l'Union européenne, par exemple. En France, les décisions du Conseil d'État sont acceptées, et son rôle n'est pas, sinon très rarement, remis en question par les principaux partis politiques. Rosanvallon (2008) explique que la légitimité des autorités indépendantes, comme celle de la Cour suprême aux États-Unis, est liée à la perception de la justesse de leurs décisions. Il cite ainsi le cas d'une « mauvaise décision » de cette cour au début du XX^{ème} siècle qui en a entaché la réputation pour de nombreuses années. Sa légitimité ayant été fortement ébranlée, elle a pris beaucoup de temps à la rebâtir.

1.4.2 Appui des citoyens aux politiques pro-environnementales

Selon une étude de Rhodes et coll. (2014), il y a trois principaux déterminants (« *predictors* ») de l'appui des citoyens aux politiques publiques concernant les changements climatiques : le niveau de préoccupation des effets des changements climatiques, la confiance envers les scientifiques des universités et du GIEC, et le genre féminin. Cet article est basé sur les résultats d'une enquête par internet auprès de 475 citoyens de Colombie Britannique. On y apprend que la majorité des citoyens sont très peu informés, mais que cela n'est pas important concernant leur appui aux politiques publiques au sujet des changements climatiques. On y apprend aussi que la visibilité des coûts est importante. La réglementation a un coût, mais celui-ci n'apparaît pas directement. Un autre élément est la confiance qu'ont les citoyens envers ceux qui véhiculent l'information. Les élites et les groupes de pression semblent avoir plus d'impact à ce sujet. Enfin, on insiste sur les valeurs et sur les croyances qui semblent avoir de l'importance, et on rappelle la théorie des connaissances culturelles (« *cultural cognition theory* ») qui montre que la connaissance est un phénomène social.

Pour Steg (2016), l'élément clé de l'acceptation des politiques publiques est l'équité, non seulement l'équité de la décision, mais également du processus de prise de décision. Cela implique la nécessité de processus participatifs (voir la section suivante).

La confiance envers les institutions est un autre élément très important pour l'acceptation par la population en général des politiques pro-environnementales (van der Leeuw, 2016). Malheureusement, comme l'ont expliqué Peretti-Watel et Hammer (2006), ce niveau de confiance est faible. Les citoyens, de nombreuses enquêtes et l'actualité récente le montrent, accordent de moins en moins leur confiance aux hommes et aux femmes politiques et se tournent donc vers des leaders forts, populistes, autoritaires et souvent peu préoccupés par les problèmes environnementaux, comme en Hongrie et en Pologne. Par ailleurs, les études démontrent aussi que le public fait très peu confiance aux médias et à la grande industrie.

1.4.3 Processus participatifs et savoirs locaux

Une des grandes difficultés de la prise de décision concernant les grands défis environnementaux est le fossé entre la prise de décisions en fonction des règles établies, auxquelles les gouvernements sont habitués comme nous venons de l'illustrer, et la possibilité, sinon la nécessité, d'élargir le débat pour tenir compte de valeurs et de connaissances qui ne sont pas basées sur l'économie ou sur la science (Gorddard et coll., 2016). Sur la base de l'étude a posteriori de trois cas réels d'adaptation en Australie, ces auteurs ont constaté que, pour traiter les grands problèmes environnementaux, il faut changer les systèmes sociaux de prise de décisions. Leur approche est basée sur le concept dit *vrk* (« *values, rules and knowledge* ») qui représente une certaine manière de considérer les problèmes d'adaptation. Ils réfèrent au « *conceptual divide between the decision-making focus of the biophysical sciences and the decision-context focus of the social sciences* » (p. 62), soulignant ainsi toute l'importance du contexte matériel et social dans lequel vivent les citoyens. De même, ils font une distinction importante entre les « *rules-in-use* » et les « *rules-in-form* », soulignant encore une fois toute l'importance du contexte de la prise de décision. Les changements des « *rules-in-form* » ont souvent peu de succès, car ce sont les changements des « *rules-in-use* » qui sont efficaces puisque ce sont ces règles habituelles et « locales » qui servent à guider le comportement des individus. D'autres auteurs ont également bien rappelé l'importance des savoirs locaux et la nécessité de processus participatifs pour la prise de décision. En Allemagne, en particulier, de nombreux projets de développement durable ont mis cela en évidence (Brand, 2014).

1.4.4 Complexité et variabilité des visions

Le débat concernant la vision de la « nouvelle » société que nous devons construire pour protéger notre environnement et nos ressources et assurer la survie et la prospérité des générations futures est fondamental et, encore une fois, aucun consensus ne se dessine, si ce n'est concernant certains aspects précis comme la justice et l'équité requises. Des tenants de la décroissance qui nécessiterait des décisions fortes de gouvernements autoritaires, à ceux et celles qui font confiance au libre marché, aux incitatifs économiques et au développement technique, la distance est grande et les compromis semblent difficiles. Pour Löwbrand et coll.

(2015), « *it is important to ask critical questions about the environments we wish to inhabit and the kinds of societies we wish to produce* » (p. 216). Il faut donc dégager des espaces publics « *where a diversity of green diagnoses, comprehensions and problematizations can be debated and contested* » (p. 216). C'est somme toute une autre façon de dire, comme nous venons de le souligner, que rien n'est encore décidé, et que les décisions restent à prendre, dans des conditions qui ne sont pas encore fixées, mais que c'est uniquement par le débat politique que les solutions seront mises au point, et que celui-ci devra inclure autant les visions environnementales que proprement politiques.

Le cas précis de la gouvernance des changements climatiques (« *the politics of climate change* ») a été étudié, entre autres, par Corry et Jorgensen (2015). Selon eux, on ne peut pas la ramener simplement à une lutte entre les tenants du réchauffement climatique et les climato-sceptiques. Il y a en effet de très nombreuses façons d'aborder et de conceptualiser le problème (« *different social constructions of climate change* »), et c'est pour cela que la prise de décisions est si difficile. Ces deux auteurs présentent l'ensemble de (presque) toutes les visions possibles sur une grille en fonction de deux paramètres principaux, tout en étant conscients qu'il s'agit d'une simplification. L'axe horizontal va de gauche à droite, de l'approche la plus collective à la plus individuelle. L'axe vertical va de bas en haut, de la vision la plus simple du problème (« *tame* ») à la plus complexe (« *wicked* »). On peut placer sur cette grille à peu près toutes les façons d'envisager la gouvernance des changements climatiques. La position en bas à gauche représente la vision la plus acceptée actuellement (« *mainstream* ») : on peut régler le problème par une approche collective. La position en haut à gauche est la plus radicale : on ne peut s'en sortir sans de très profonds changements à la société et à notre mode de vie.

1.5 Éducation, information et communication

L'importance de l'éducation pour les jeunes, ainsi que de la communication de l'information aux citoyens, est un autre élément qui, sans véritable surprise, fait consensus parmi les chercheurs. Toutefois, ce qui fait également consensus et qui est peut-être encore plus significatif, c'est que la connaissance des problèmes environnementaux et des coûts, tant sociaux que financiers, qui y sont associés est une condition nécessaire, mais non suffisante

pour amener les changements de comportement requis. En outre, de nombreux chercheurs ont étudié comment présenter l'information (le « *framing* » en anglais) et ils en ont conclu qu'il fallait tenir compte de la diversité des perceptions et des contextes, et de l'influence dominante de la manière dont les individus s'approprient la connaissance. La culture et le contexte social jouent un rôle majeur à cet égard. Whitmarsh et coll. (2011) insistent sur la nature relationnelle et constructiviste de l'apprentissage (« *relational and constructivist nature of learning* »). Toute nouvelle information se heurte nécessairement aux idées pré-existantes, ce qui rappelle toute l'importance de l'éducation à l'environnement à l'école primaire et secondaire. L'information reçue est contextualisée socialement. La théorie des représentations sociales de Moscovici (cité par Whitmarsh et coll., 2011) explique que l'abstrait est transposé dans le concret et que ce processus est suivi de l'ancrage dans les cadres cognitifs pré-établis. Ceux-ci sont d'origine culturelle, psychologique et normative. L'être humain, il faut le rappeler, raisonne beaucoup plus en termes de bien et de mal qu'en termes de vrai et de faux.

1.5.1 Le rôle de l'éducation

Pour la majorité des acteurs du monde environnemental, ainsi que pour la majorité des décideurs publics, le rôle de l'éducation est essentiel. Presque tous les anciens ministres de l'environnement interrogés par Pigeon (2017), par exemple, ont mentionné l'importance du rôle de l'école à ce sujet. Royer et De Grandpré (2015) ont d'ailleurs constaté, dans leur enquête exploratoire portant sur les valeurs des jeunes Québécois, « une relative sensibilité à l'environnement », et Pronovost et coll. (2009) ont fait le même constat. Malheureusement, comme nous l'avons mentionné plus haut, cette sensibilité les porte très peu à l'engagement et à l'action.

Les stratégies pédagogiques en éducation relative à l'environnement ne doivent pas se limiter à la simple transmission des connaissances (Pruneau et coll., 2008). Ces auteurs proposent une approche pédagogique socioconstructiviste qui vise « la prise de conscience, les connaissances, l'état d'esprit, les compétences et la participation (l'action environnementale) » (p. 5) afin de développer des « capacités : construire un vouloir, un pouvoir et un savoir agir chez les apprenants ». Des recherches-action en éducation aux changements climatiques

ont montré l'intérêt d'utiliser une pédagogie de l'image pour bien expliquer l'effet de serre, et ensuite une pédagogie expérientielle en milieu naturel, suivie par des activités d'éducation au futur. Selon Pruneau et coll. (2008), les résultats de ces recherches sont prometteurs « pour encourager des personnes à adopter des comportements d'atténuation », ce qui est le but final de toute la démarche.

1.5.2 Les défis de l'information et de la communication

Les enquêtes récentes dans plusieurs pays occidentaux démontrent que la population, et les jeunes en particulier, sont généralement plutôt conscients des grands défis environnementaux et du réchauffement climatique (Lorenzoni et coll., 2007, Pronovost, 2013, Whitmarsh et coll., 2011). Mais cette conscience est vague et les enjeux sont souvent abstraits. Comme nous l'avons mentionné plus haut, on confond ainsi régulièrement les problèmes liés à la couche d'ozone et aux changements climatiques (Peretti-Watel et Hammer, 2006).

Les défis que pose la communication d'information aux citoyens au sujet des grands enjeux environnementaux sont donc nombreux. Dans le cas précis des changements climatiques, par exemple, il s'agit en premier lieu d'un problème complexe et difficilement perceptible pour de nombreux individus qui vivent loin du milieu naturel. Ensuite, comme nous l'avons déjà évoqué, plusieurs ont des conceptions erronées de l'effet de serre et du climat et, quant à l'information relative à la nécessité des changements de comportement, elle se heurte aux habitudes de vie, aux comportements liés aux besoins instinctifs qui sont difficiles à changer, etc. (Pruneau et coll., 2008).

Lorenzoni et coll. (2007) ont bien résumé dans une publication récente tous les obstacles à l'information relative à l'environnement et aux changements de comportements. D'abord, il y a le peu d'intérêt pour ce type d'information. Ensuite, de nombreux citoyens ne savent pas où s'informer. Dans certains cas, c'est l'inverse, et les individus se sentent submergés par l'information. L'information est parfois contradictoire et jugée peu crédible, et de toute façon elle semble souvent peu pertinente localement. En outre, elle est confrontée aux obstacles que les individus perçoivent, à l'inquiétude sur le « *free-rider effect* » (c'est-à-dire quand l'intérêt des individus est opposé à l'intérêt de la collectivité), au manque d'initiative des

gouvernements et de l'industrie, à l'incertitude, à la tendance à faire porter la responsabilité par d'autres, aux autres priorités, au sentiment d'impuissance, à l'inaction des autres, etc. (Lorenzoni et coll., 2007). Parfois, la présentation de l'information ne convient tout simplement pas aux « non-experts ». Enfin, l'information peut apparaître en conflit avec les valeurs des personnes et avec leur expérience. Bref, c'est souvent la confusion qui règne dans l'esprit des gens, et c'est sûrement en partie pourquoi, jusqu'à maintenant, il y a si peu d'appuis à certaines politiques qui seraient nécessaires, par exemple, pour freiner l'utilisation de l'automobile personnelle : système de bonus-malus à l'achat, taxes proportionnelles à l'utilisation, etc.

Conclusion

Les principaux enjeux et mécanismes sociaux reliés à la transition vers une société plus respectueuse de l'environnement et soucieuse de relever le défi des changements climatiques que nous venons de décrire brièvement démontrent les grandes difficultés de cette mutation, ainsi que la nécessité de la recherche sociale à ce sujet. Pour chacun des éléments que nous avons abordés, l'influence de la culture et des normes sociales, tant locales que nationales, est fondamentale. Qu'il s'agisse des besoins des individus, de leurs valeurs et de leurs habitudes, des questions de justice et d'équité, de leur vision de la science et de la nature, des problèmes de gouvernance et de communication, on ne peut que constater à quel point tous ces éléments sont reliés par un fil commun, la culture et les normes sociales.

CHAPITRE 2 – LA SOCIÉTÉ DU FUTUR : VALEURS ET ENVIRONNEMENT

Introduction

Étudier comment les jeunes souhaitent changer la société dans laquelle ils vivent pour construire dans le futur une société plus en équilibre avec son environnement nécessite d'aborder une discipline moins connue qui est la sociologie du futur. Or, comment penser l'avenir d'une société, comment imaginer le futur en sociologie, alors que cette discipline a comme objectif principal l'analyse et la compréhension du fonctionnement des sociétés actuelles ?

De nombreux textes qui ont paru depuis les années 1950 portent sur la prospective (de Jouvenel, 1964, Decouflé, 1976, 1980). Cependant, pour la plupart, il s'agit d'écrits portant principalement sur des questions économiques et visant à guider les gouvernements dans l'élaboration des politiques publiques. Ces études étant basées sur le fonctionnement actuel de la société, le futur a donc souvent tendance à ressembler au présent.

Quelques auteurs ont fait des travaux sur l'imaginaire, d'autres sur l'utopie, et une sous-discipline a été créée il y a quelques décennies, les « *future studies* ». Dans cette brève revue de la documentation pertinente à nos travaux sur le développement d'une société plus respectueuse de l'environnement, nous présentons principalement certains écrits de cinq auteurs qui nous semblent avoir abordé le futur avec un point de vue véritablement sociologique, qui permet de concevoir comment il est possible d'imaginer et de construire une nouvelle société. L'ensemble de ces études et de ces réflexions tracent un portrait assez complet de la question et mettent en évidence deux points fondamentaux : les valeurs comme base de décision concernant le futur à construire, et l'environnement comme élément contextuel central de cette prise de décision.

Wendell Bell (1997) est un « futuriste » patenté qui réfléchit aux « *preferable futures* ». Il nous donne à cet effet des bases logiques, considérant qu'il existe des valeurs universelles dont l'importance, l'utilité et la validité peuvent être démontrées.

John Robinson (1988, Robinson et coll., 2011) a développé le concept du « *backcasting* » pour remplacer le « *forecasting* ». Au moyen d'exemple liés aux questions environnementales, il explique qu'il ne faut pas tenter de prédire l'avenir, mais plutôt définir la société responsable que nous souhaitons et déterminer les moyens d'y parvenir.

Cornelius Castoriadis (1975) croit qu'il est possible de changer la société et nous propose une révolution. Il explique pourquoi elle est possible et utile pour améliorer la qualité de vie, et surtout l'autonomie, des individus. Ses propos sont très pertinents pour penser le futur, et rien n'empêche de réfléchir de la même façon à une révolution, ou à un grand changement sociétal, permettant de mieux affronter les grands défis environnementaux.

Danilo Martuccelli (2014), dans *Les sociétés et l'impossible - Les limites imaginaires de la société*, voit l'écologie comme un nouveau régime de réalité faisant suite aux trois précédents, le religieux, le politique et l'économique, et il se demande si « l'imaginaire de la catastrophe propre à la logique du seuil est [...] vraiment assez puissant pour devenir la limite ultime d'un nouveau régime de réalité » (p. 397).

Thierry Gaudin (2013) explique comment faire de la prospective en élaborant, avec des groupes de citoyens, différents scénarios pour la société du futur. Il traite, entre autres, de l'utilité de l'utopie.

Nous ajouterons à la présentation et à l'analyse de ces cinq visions quelques autres éléments provenant de textes d'autres chercheurs, en particulier celui de François Hartog (2003) *Régimes d'historicité – Présentisme et expérience du temps*, qui montre que l'articulation du passé, du présent et de l'avenir varie historiquement d'une société à l'autre.

2.1 La base des décisions : les valeurs

Il n'est pas possible pour Bell (1997) de penser le futur sans s'appuyer sur des valeurs. Le titre du deuxième chapitre du deuxième volume de son livre « *Foundations of Futures Studies* » est très clair à ce propos : « *Making Value Judgments Objectively : How do We*

Decide What is Preferable ? » Ceux et celles qui réfléchissent sur le futur de la société pour le préparer, les « futuristes », doivent inévitablement prendre en compte un certain nombre de valeurs humaines, puisqu'ils visent des améliorations sociales, puisqu'ils visent le « bien ». Au début du XXème siècle, toutes les sciences, incluant les sciences sociales, se devaient d'être objectives et donc libres de valeurs (« *value free* »). Pour cet auteur, il est tout à fait possible de poser des jugements de valeur (« *value judgments* ») objectivement. Contrairement aux positivistes qui se basent uniquement sur la vérification empirique des faits, Bell (1997) croit qu'il est possible de « fonder objectivement » (« *factually ground* ») un discours moral. Sans surprise, il est aussi l'ennemi du relativisme culturel. Toutes les sociétés sont imparfaites, certaines plus que d'autres. Ce n'est pas de l'ethnocentrisme que de le constater. « *Rather than accepting all cultural beliefs and practises as equally good in their own terms, we can question and judge cultures on an objective criterion of morally good and bad* » (p. 79). Il présente à ce sujet de nombreux exemples, le plus frappant étant l'abominable coutume des mutilations génitales féminines. Il présente aussi certains moyens permettant d'évaluer des propositions spécifiques d'ordre moral ou des jugements de valeur.

Le premier moyen que Bell (1997) suggère, qui consiste à vérifier qu'une action ou un processus est compatible avec les valeurs envers lesquelles nous nous sommes engagés, n'est pas complètement satisfaisant puisqu'il ne peut évaluer la validité de l'engagement lui-même. Le second, qui est uniquement basé sur la compatibilité des fins et des moyens, n'est pas non plus très satisfaisant. Le troisième, dont nous n'osons pas traduire l'appellation, « *Keekok Lee's Epistemic Implication Model* », est nettement plus solide. « *[It] assumes that prescriptive statements contain or rest upon some descriptive contents that can be tested; that is, either falsified or confirmed by surviving serious efforts to falsify them* » (p. 93). Il comporte cinq critères permettant d'évaluer la validité des contenus (« *evidence* »), des preuves, sur lesquels l'affirmation est basée. Ces contenus doivent d'abord être sérieux. Ils doivent aussi être pertinents (c'est-à-dire être en lien avec l'affirmation, tant d'un point de vue du sujet traité que d'un point de vue causal). Il faut également que les contenus soient indépendants, qu'ils ne soient pas tout simplement le produit de la conclusion. Enfin, ces contenus doivent être soumis à un test empirique pour évaluer s'ils sont vrais ou faux. C'est le sens de la deuxième partie de la citation plus haut. Bell admet que cette procédure est

imparfaite, en ce sens qu'elle s'appuie sur d'autres méthodes de raisonnement, en particulier la méthode scientifique.

On oublie souvent, écrit Bell (1997), que toute pensée éthique comporte un élément de futur, puisque les conséquences d'une action arrivent toujours dans le futur. Les jugements de valeur reposent donc sur des considérations sur le futur. « *Assertions about the future, when they are warranted by specific grounds, constitute evidence to support or negate values premises, the same as do facts about the past and the present* » (p. 99). Il en arrive donc à l'importance de la connaissance, car agir moralement n'est pas uniquement en avoir l'intention, il faut aussi porter des jugements intelligents (« *sound* ») sur la réalité. Car nous sommes responsables autant des conséquences que nous n'avons pas anticipées que de celles que nous avons anticipées. Il y a donc une certaine responsabilité morale d'acquérir des connaissances pertinentes. Nous avons aussi, affirme Bell (1997), l'obligation morale de reconnaître notre immense ignorance. En conclusion, le « futuriste » doit donc être explicite concernant les valeurs sur lesquelles il s'appuie, il doit valider empiriquement ces valeurs, et il doit prendre en compte les effets secondaires et non seulement les conséquences souhaitées (« *intended* »).

Dans le troisième chapitre du deuxième volume de son livre « *Foundations of Futures Studies* », Bell (1997) décrit quelques stratégies qu'il qualifie de pratiques pour évaluer les « *preferable futures* ». Même si l'ensemble de ce chapitre ne nous est pas apparu très convaincant, certains passages ont retenu notre attention, et nous les présentons brièvement ici.

La religion peut-elle être utile pour penser le futur des sociétés ? La réponse de Bell (1997) à cette question est la suivante : « *In sum, religious justifications of preferable futures, despite the world-wide public belief in them, fail as objective, rational and critical arguments* » (p. 125). Malgré les aspects positifs des religions, comme l'appui aux valeurs d'amour, de charité ou d'égalité de tous et de toutes, les aspects négatifs, comme l'intolérance et la persécution, prennent trop souvent le dessus. Néanmoins, il n'est pas inutile de rappeler, écrit Bell (1997), que le « Parlement des religions du monde » s'est réuni à Chicago en septembre

1993 et a approuvé une déclaration intitulée « *Towards a Global Ethic* » qui reconnaît, entre autres, que l'humanité doit cesser d'abuser des écosystèmes de la planète.

Après avoir réfléchi à l'influence des religions, Bell (1997) s'intéresse à la loi. Peut-elle être utile pour penser le futur des sociétés ? Sa réponse est positive. En effet, la loi est de plus en plus orientée vers le futur. Elle peut faire évoluer les comportements et les normes sociales, les lois sur la protection des consommateurs en étant un bon exemple, et, globalement, être utile pour amener les sociétés vers un avenir meilleur. « *Law, obviously, is a powerful tool for futurists, both for futurists who are simply defining and analyzing preferable futures and for futurists who are actively trying to bring preferable futures into reality through producing social change* » (p. 139).

Les sondages d'opinion représentent une autre possibilité intéressante pour déterminer les « *preferable futures* ». Malheureusement, les résultats de ces études sont souvent difficiles à interpréter, parfois contradictoires, et généralement basés sur une faible connaissance des enjeux. Ainsi, aux États-Unis, les enquêtes indiquent que les américains font constamment plus confiance aux marchés qu'aux gouvernements concernant les enjeux économiques, même si les marchés ne comportent aucun mécanisme pour promouvoir le développement humain, et sont la cause de beaucoup d'insécurité.

Bell (1997) revient sur la question des valeurs dans le quatrième chapitre du deuxième volume de son livre « *Foundations of Futures Studies* ». Il y explique qu'il existe des valeurs universelles que nous pouvons utiliser pour réfléchir aux « *preferable futures* ». À son avis, non seulement il y a beaucoup moins de diversité culturelle que ce que la majorité des gens croient, mais les ethnologues et les sociologues insistent beaucoup trop sur les différences et pas suffisamment sur les similitudes.

Si les valeurs humaines universelles existent, et la déclaration universelle des droits en témoigne, c'est tout simplement parce qu'elles sont nécessaires à la vie sociale des êtres humains dont les capacités sont limitées à bien des égards et qui ont donc besoin les uns des autres, autant d'un point de vue matériel que psychique (amour, empathie, etc.). Depuis la

nuit des temps, les êtres humains vivent les mêmes contraintes environnementales. Ils doivent se nourrir, se vêtir, se protéger des intempéries, etc. L'évolution a en quelque sorte fait disparaître ce qui fonctionnait moins bien au profit de ce qui fonctionne mieux. Ainsi, le mensonge est vu de façon négative partout puisqu'il nuit à la communication et à la coopération. L'égoïsme existe parce qu'il est nécessaire à la survie, et l'altruisme existe aussi parce que l'entraide est profitable et peut contribuer à la survie du groupe. Les religions, explique Bell (1997), ont adopté la moralité pré-existante. La règle d'or (« *Do unto others as you would have others do unto you* »), bien avant d'être un ordre de Dieu, est un impératif très terre-à-terre pour une vie en commun harmonieuse.

Après avoir présenté la vision de certains autres auteurs concernant les valeurs universelles, en particulier celle des cinq vertus cardinales de Saint-Thomas d'Aquin (la tempérance, la force, la justice, la prudence et la charité), ou encore celle de Boulding (qui comporte cinq variables que sont le bien-être économique, la justice, la liberté, la paix et la qualité de vie), Bell (1997) décrit les quatre qu'il nous propose : la connaissance, l'évaluation, la justice et la coopération.

La connaissance est pour Bell (1997) une évidence. « *Knowledge is so obviously useful to human beings that it hardly seems necessary to discuss it* » (p. 205). Elle permet aux êtres humains de se situer par rapport aux autres et par rapport au monde physique, elle montre comment faire les choses, elle permet de formuler des principes et des relations, et elle est nécessaire pour agir correctement, c'est-à-dire moralement. Un personnage important qui vit au sud de notre pays n'en fait-il pas la preuve tous les jours ? De la même façon, la capacité d'évaluer ce qui est bon et ce qui est mauvais, dans tous les domaines de la vie, qu'il s'agisse de l'alimentation, par exemple, ou encore du monde physique (par exemple ce qui est solide et ce qui ne l'est pas), est nécessaire pour faire des choix et prendre des décisions.

La justice est une valeur universelle qu'il est très difficile de nier. Elle est tellement importante que même ceux et celles qui agissent à son encontre sentent le besoin de se justifier. Les puissants vont ainsi généralement tenter de convaincre ceux qu'ils exploitent que leurs actions sont justes. Bell (1997) nous rappelle que La Rochefoucauld a dit que

« l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu ». La justice permet aux sociétés de maximiser leur efficacité, alors que l'injustice, réelle ou perçue, est un frein pour la mise en place de politiques publiques qui seraient pourtant nécessaires, comme par exemple dans le domaine de l'environnement. Bell (1997) rappelle également qu'il est possible de définir l'équité de façon théorique par la relation $Oa/Ia = Ob/Ib$ dans laquelle :

Oa est le résultat (en termes de récompense ou de coûts) pour l'individu a,
Ia est l'input (en termes de contribution ou d'engagement) de l'individu a,
Ob est le résultat (en termes de récompense ou de coûts) pour l'individu b,
Ib est l'input (en termes de contribution ou de dette) de l'individu b.

L'application de cette équation permet d'assurer que les participants dans une relation feront des gains relatifs équitables, basés sur le mérite de chacun. Cependant, une vision plus large permettrait de tenir compte aussi des besoins de chacun, de l'égalité et de la volonté de coopérer.

De nombreux travaux théoriques et empiriques ont démontré l'importance de la quatrième valeur, celle de la coopération. Bell (1997) cite en particulier les règles d'Axelrod (1984) qui suggère de ne pas envier le succès des autres parce que la coopération n'est pas un jeu à somme nulle, de ne jamais être le premier à refuser de coopérer, de répliquer à la coopération par la coopération et à la non-coopération par la non-coopération, mais de pardonner aussi.

Pour Bell (1997), ces quatre valeurs quasi-universelles ont passé le test du temps et permettent donc aux « futuristes » d'évaluer le passé, le présent et l'avenir.

They have contributed to the survival and well-being of the human species and they have been forged out of the millenia of human existence. They have been shaped by trial and error and human ingenuity [...]. They have endured in those human societies that have lasted. They have endured despite tremendous changes in agriculture, industry, settlement patterns, science, technology, and belief systems about the nature of reality. (p.226)

Dans le sixième chapitre du deuxième volume de son livre « *Foundations of Futures Studies* », et c'est le dernier élément des travaux de Bell (1997) que nous souhaitons présenter, il s'interroge sur un certain nombre de valeurs actuelles que la société aurait intérêt

à changer, dont la reproduction (il considère que nous sommes peut-être un peu trop nombreux sur cette planète), l'importance de la vie des femmes (il y a des progrès à faire de ce côté-là), et ce qu'il appelle « *sufficiency* » (il faudrait réduire notre consommation productrice de déchets (« *wasteful* »)). Mais il traite surtout de la valeur que nous devons accorder à la protection des générations futures.

Nous ne devons pas, dit Bell (1997), empêcher nos enfants de s'occuper des leurs. Ensuite, comme nous n'avons pas créé les ressources, nous ne devons pas en dénier l'usage à d'autres. De plus, nous devons préserver la capacité des générations futures de faire des découvertes intéressantes. À ce sujet, nous leur laissons à la fois des connaissances utiles et des réflexions éthiques et morales pour les aider à vivre correctement. C'est le meilleur héritage que nous puissions leur léguer. Il serait bien difficile de ne pas être du même avis.

Robinson (1988) est un autre auteur qui accorde une grande importance aux valeurs. Il utilise en anglais le mot « *forecasting* » pour décrire le travail de ceux et celles qui, principalement dans le domaine socio-économique et dans celui des ressources naturelles, tentent de prédire de façon scientifique et objective l'avenir le plus probable. Malheureusement, comme le montre leur grande variabilité, ces prédictions sont souvent fort inexactes. De plus, le futur le plus probable n'est pas nécessairement le plus désirable. Nous avons donc besoin de techniques de prévision permettant d'analyser les différents futurs possibles et de faire un choix. « *This represents a fundamental shift in focus, from prediction and likelihood to feasibility and choice* » (p. 327). Les techniques de prévision (« *forecasting techniques* »), explique Robinson (1988), ne sont pas totalement neutres, et elles sont basées sur un certain nombre d'hypothèses concernant les comportements humains, les valeurs sociales, le rôle des institutions, etc. On peut donc penser que certains futurs ne sont tout simplement pas considérés, alors qu'au contraire, il est nécessaire de construire et d'analyser de nombreux scénarios afin de déterminer le meilleur possible. Le futur, insiste Robinson (1988), n'est pas déterminé. Il utilise le mot anglais « *backcasting* » pour décrire la technique qu'il propose. « *Instead of trying to project past relationships forward into the future, backcasting attempts to assess the feasibility and impacts of different futures, i. e. it involves working backwards from some idea of a possible or desirable future. [...] Thus backcasting focuses on the*

question of choice » (p. 333-334). Pour de nombreux économistes, ce type d'exercice, qui n'est pas basé sur le principe de l'équilibre des prix sur un marché, mais qui accorde beaucoup d'importance aux choix politiques, n'est pas très intéressant. C'est l'utilisateur, et non les scientifiques qui ont mis au point le modèle mathématique, qui devient alors le principal acteur. Cela permet, comme le dit Robinson (1988), des « surprises ». Et surtout, cela remet les valeurs au centre de la prise de décision.

Récemment, Robinson (2011) a utilisé la technique du « *backcasting* » pour étudier, dans un contexte de participation de groupes de citoyens appelés à déterminer les futurs préférables (« *preferred futures* »), différents problèmes environnementaux en Colombie Britannique. Il en montre bien tout l'intérêt, mais aussi toute la complexité et toutes les difficultés qui y sont associées. Permettre aux participants de réfléchir aux questions de développement durable (« *sustainability* ») et de déterminer les meilleures voies à suivre dans le cadre d'un projet précis, par exemple celui de la planification de l'utilisation des sols dans une région donnée comme le sud de l'Okanagan, demande une organisation très lourde. Il faut utiliser des modèles sophistiqués permettant de visualiser par des images et des graphiques l'impact des différents scénarios, tant du point de vue économique, social qu'écologique, il faut bien gérer les discussions, et il faut éviter de trop orienter les choix en fonction des préférences des organisateurs et donc permettre le maximum de créativité possible. Il faut bien entendu faire attention au choix des participants qui doivent être en mesure de bien comprendre des enjeux complexes, et qui ne doivent pas être en majorité des « activistes », un risque particulièrement présent. Robinson (2011) souligne également que, lorsque l'organisation est efficace, les organisateurs peuvent apprendre beaucoup des participants. En résumé, donc, il s'agit d'une méthode lourde et difficile, mais beaucoup plus productive qu'un simple sondage d'opinion.

Un troisième auteur, Cornelius Castoriadis, qui s'est beaucoup intéressé aux questions politiques et sociales dans la seconde moitié du XX^e siècle, a aussi une vision du futur qui est intéressante dans le contexte de nos travaux, car elle fait appel à un certain nombre de valeurs, en particulier l'autonomie. Dans le deuxième chapitre de *L'institution imaginaire de la société* paru en 1975, il démontre la nécessité de la révolution socialiste qui seule, à son

avis, peut mettre fin à la « crise », et libérer les individus qui sont en quelque sorte prisonniers d'un système où un « autre » prend les décisions.

Si à l'autonomie, la législation ou la régulation par soi-même, on oppose l'hétéronomie, la législation ou la régulation par un autre, l'autonomie, c'est ma loi, opposée à la régulation par l'inconscient qui est une loi autre, la loi d'un autre que moi. [...] Le sujet est dominé par un imaginaire vécu comme plus réel que le réel, quoique non su comme tel, précisément *parce que* non su comme tel. L'essentiel de l'hétéronomie - ou de l'aliénation au sens général du terme - au niveau individuel, c'est la domination par un imaginaire autonomisé qui s'est arrogé la fonction de définir pour le sujet et la réalité et son désir. (p. 151-152)

Pour Castoriadis (1975) donc, le système capitaliste actuel manipule les individus consommateurs en fabriquant sans cesse de nouveaux besoins, car la plupart des besoins traditionnels sont déjà comblés. L'aliénation est instituée parce qu'une structure oppressive faite de pouvoir et d'idéologie empêche les hommes de développer leur autonomie, et qu'elle leur impose une structure de classe où certains exercent le pouvoir sur l'ensemble. C'est malheureusement la société qui est au service des institutions, et non l'inverse.

Face à ces constats, Castoriadis (1975) tire la conclusion qu'une révolution socialiste est requise. Pour cela, il n'est pas nécessaire d'avoir un plan comme s'il s'agissait de régler une question technique. La politique, comme il l'explique, n'est pas une technique, et le savoir absolu n'est pas nécessaire pour agir.

La praxis révolutionnaire n'a donc pas à produire de schéma total et détaillé de la société qu'elle vise à instaurer, ni à « démontrer » et à garantir dans l'absolu que cette société pourra résoudre tous les problèmes qui pourront jamais se poser à elle. Il lui suffit de montrer que dans ce qu'elle propose, il n'y a pas d'incohérence et que, aussi loin qu'on puisse voir, sa réalisation accroîtrait immensément la capacité de la société de faire face à ses propres problèmes. (p. 134)

La révolution socialiste que souhaite Castoriadis (1975), « la société organisée en vue de l'autonomie de tous » (p. 141), permettra, à son avis, de remettre la gestion de la production aux producteurs, et de répondre ainsi au désir de participation de tous les individus. C'est un projet radical, mais faisable, et non une utopie ou un pari arbitraire. Et c'est en le faisant, en

réorganisant et en réorientant la société, qu'on règlera les problèmes, au fur et à mesure qu'ils se présenteront, car il est impossible de tout prévoir.

En écrivant son livre, Castoriadis (1975) n'avait probablement pas en tête les questions environnementales. Mais, comme nous l'avons mentionné en introduction, ses propos sont très pertinents pour penser le futur et pour préparer le grand changement sociétal qui est nécessaire pour affronter les grands défis environnementaux. Il explique ainsi que « la transformation radicale de la structure sociale » devrait être accompagnée d'une « transformation de l'attitude des hommes face à la société » (p. 127). Il explique également qu'il faut « transformer le réel pour en éliminer le plus possible ce qui est adverse à l'homme » (p. 128). Il rappelle que « nous sommes tous embarqués dans le même bateau » (p. 135). Autrement dit, l'homme n'a pas à subir un futur qui lui serait imposé. C'est à lui de préparer le futur qui vient et de faire en sorte que l'humanité puisse éviter les catastrophes qui la guettent. Pour cela, il faut des changements radicaux, en particulier dans les attitudes des individus qui ne doivent plus se laisser dominer par un imaginaire imposé par la société de consommation. Il ne faut pas non plus attendre pour agir d'avoir un plan précis qui prévoirait tout dans les moindres détails, car cela est impossible. Ce sont là des propos que les environmentalistes d'aujourd'hui ne renieraient certainement pas.

2.2 L'environnement : l'élément contextuel central

Toutes les sociétés se donnent des limites qui séparent le possible et l'impossible. Ces limites sont des constructions sociales. Dans les sociétés occidentales, la religion, puis la politique, ont longtemps dominé cette construction. Actuellement, c'est l'économie qui joue ce rôle clé. Comme on peut le constater tous les jours dans les médias, la tendance à tout ramener à l'économie, même dans le domaine des arts et de la culture, est extrêmement forte. Mais, selon Martuccelli (2014), petit à petit, une autre limite est en construction, un autre régime de réalité se met lentement en place. On peut en situer le début à la parution de *Silent Spring* de Rachel Carson en 1962, puis à celle de *The Limits to Growth* du Club de Rome en 1972 (Meadows, 1972). Le chant des oiseaux empoisonnés par les pesticides allait-il disparaître ? Allions-nous manquer de pétrole sous peu ? Une nouvelle « grande peur » était peut-être en gestation.

À partir des années 1980, les mises en garde et les études plus ou moins alarmistes sur les dégâts du progrès, les écrits sur la nécessité de repenser les liens entre l'homme et la nature, les rassemblements mondiaux à ce sujet, se sont multipliés. Le concept de développement durable a été formulé en 1987 par Gro Harlem Brundtland, les changements climatiques ont été mis à l'ordre du jour au Congrès de Rio en 1992, et Al Gore a enfoncé le clou en 2006 avec son film, *An Inconvenient Truth*. Actuellement, la crainte de la venue massive de réfugiés climatiques commence à se développer, particulièrement en Europe, et le régime alimentaire occidental basé sur la consommation de viande, grande productrice de gaz à effet de serre, est pointé du doigt. Cependant, comme le constate Martuccelli (2014), l'opinion publique est étrangement « angoissée », mais elle est peu mobilisée, probablement, explique Anthony Giddens (2011), parce que les dangers sont lointains et peu tangibles. Est-il alors vraiment possible d'affirmer que « l'environnement tend à devenir la véritable limite du possible et de l'impossible » (p. 347) ? Assistons-nous à l'expansion d'une nouvelle « grande peur » et à l'avènement d'un nouveau régime de réalité ? Devons-nous construire un imaginaire des changements climatiques qui permettra de penser la société du futur et de travailler à son développement ?

Pour Martuccelli (2014), la science contemporaine, dont nous avons besoin pour nous informer et nous orienter, a subi de profondes métamorphoses. Dans le « maelstrom post-moderne », la vision de la science et de la raison a changé. L'émancipation par la science et le progrès n'est plus prise pour acquise. Tchernobyl a brisé bien des certitudes. La complexité, la discontinuité, le hasard et le chaos, que la science actuelle souligne, rendent les prévisions des sciences naturelles très difficiles, les généralisations très périlleuses. Nous arrivons à l'anthropocène. C'est la fin de la représentation de la rupture conceptuelle entre l'homme et la nature, qui est remplacée par la notion d'interdépendance. Certains affirment même que la nature a une valeur intrinsèque et des droits, plutôt que d'être simplement au service des humains. D'autres encore considèrent que tous les vivants sont égaux et que, à la limite, la nature serait mieux sans les humains.

Le nouveau régime de réalité qui semble se mettre en place, le régime écologique de réalité, fait face à l'actuel régime économique de réalité. Mais la confiance dans le progrès reste tout

de même élevée, et la frontière entre le possible et l'impossible demeure encore largement tracée par l'économie. Pour l'écologie et ses partisans, l'univers social et culturel ne peut tout simplement s'ajouter à l'environnement naturel. Les critiques sont connues : rareté des ressources, effets destructeurs du productivisme, possibilité d'événements extrêmes, de ruptures, que l'économie ne sait pas, ou ne peut pas prévoir. Pour Jeremy Rifkin (1980), la croissance inévitable de l'entropie et de la demande en énergie condamne à terme notre mode de vie. Pour l'économie, les réponses à ces critiques existent. Il faut prendre en compte les externalités et les inclure dans les coûts, car ce sont les prix qui vont guider les comportements d'un utilisateur rationnel. Il faut que le développement soit durable, c'est-à-dire protège la capacité des générations futures de vivre correctement. La croissance verte est possible, elle n'est pas une utopie, comme le montrent de nombreux exemples récents (par exemple le développement de l'agriculture urbaine), et il est également possible de développer de nouveaux critères de richesse et valoriser, au sens propre, certaines activités humaines qui échappent actuellement aux calculs économiques. Il nous apparaît d'ailleurs que cette nouvelle vision représente un possible « terrain d'entente » entre les deux régimes de réalité que nos travaux avec les jeunes permettront d'explorer. Martuccelli (2014) écrit : « Voilà l'état du dossier. L'histoire n'est pas écrite. Certains éléments et critiques vont effectivement dans la direction d'un nouveau régime écologique de réalité, mais d'autres non. Il est alors possible que ce soit au niveau du choc avec la réalité que tout se décide » (p. 380). Le choc avec la réalité, pour lui, c'est le seuil, « dont le dépassement entraîne, plus ou moins immédiatement, des conséquences inexorables » (p. 381). Cette idée d'une limite au-delà de laquelle les équilibres naturels sont rompus serait, dans son esprit, un moyen d'alimenter la nouvelle « grande peur » et de susciter le changement des conduites. À l'opposé des régimes de réalité précédents où la peur était alimentée par l'ignorance, c'est la connaissance qui l'alimente dans le nouveau régime écologique de réalité. Il cite à ce sujet le livre « *Effondrement* » de Jared Diamond (2006) qui décrit comment et pourquoi certaines civilisations qui ont mal utilisé leur environnement, par exemple les mayas, ont disparu assez rapidement. Le seuil serait donc, dans le régime écologique de réalité, la nouvelle limite entre le possible et l'impossible. Les sociétés occidentales ont appris à gérer les risques, mais le seuil représente une difficulté d'un autre ordre.

L'existence de seuils écologiques peut difficilement être mis en doute, même s'il n'est pas facile d'en faire la preuve (Rockström et coll., 2009, Steffen et coll., 2015), mais il est malheureusement extrêmement ardu de les préciser. Il faut rappeler aussi que dans le passé, certains seuils ont été dépassés sans conséquences graves à court terme (les prédictions sur la fin du pétrole dans les années 1970 ne se sont pas encore réalisées). C'est tout cela qui permet d'alimenter les controverses. Les anomalies de l'économie sont connues, mais les incertitudes de l'écologie aussi. En outre, c'est l'ensemble de la société qui est responsable. Pour Martuccelli (2014), l'imaginaire de la catastrophe pourrait être le déclencheur d'une prise de conscience collective permettant l'avènement du nouveau régime de réalité. Mais l'appel à la responsabilité éthique des citoyens (pour protéger la permanence de la vie sur terre) n'a pas d'effet significatif, le déni est fréquent, la fuite en avant technique est une issue facile et intellectuellement satisfaisante, et les gouvernements ont tendance à reporter les décisions difficiles à plus tard (Leiserowitz et coll., 2006). C'était nettement plus simple quand Dieu avait réponse à tout !

En résumé, prenant appui sur le passé, où la société était sous un régime de réalité religieux (Dieu), et ensuite politique (le Roi), qui dictait la frontière entre le possible et l'impossible, et considérant aussi le présent, où domine un régime économique de réalité, Martuccelli (2014) réfléchit au futur des sociétés occidentales. Il est possible, mais cela n'est pas assuré, que ce soit un régime écologique de réalité qui en détermine les orientations et le fonctionnement, en produisant un imaginaire des limites infranchissables qui réguleront les actions humaines. Ce sera « la fin de l'imaginaire de la modernité conquérante » (p. 412). Martuccelli (2014) réfléchit également à la notion de peur qui, à son avis, est nécessaire pour la mise place du régime écologique de réalité. Mais la peur n'est pas nécessairement très efficace, comme d'autres auteurs l'ont constaté (Smith et Leiserowitz, 2014), et elle peut bloquer l'action. Elle naît dans l'abstrait, et ce n'est donc qu'en affrontant avec courage des épreuves concrètes, en reconnaissant les contraintes de la réalité, qu'il est possible de s'en sortir. Par ailleurs, il y a au moins trois façons d'envisager la réalité. Il y a la réalité éprouvée, il y a la réalité connue, et il y a la réalité supposée qui est souvent celle qui prime. Il est donc clair que la construction du nouveau régime écologique de réalité fait face à de très nombreux obstacles. La seule option possible consiste à y travailler. Nous sommes du même avis.

2.3 La prospective

L'existant, dit Thierry Gaudin (2013), n'est pas un décor fixe, et l'avenir est à inventer. Pour cela, il faut construire des scénarios, élaborer des récits qu'il qualifie de « racontables ». Il faut de la créativité. Il faut se permettre de déranger. Il ne faut pas refuser l'utopie. « Lorsque l'Assemblée française, en 1789, vote la Déclaration des droits de l'homme, elle énonce une utopie prospective, qui devient mondiale près de deux siècles plus tard » (p. 6).

La prospective est une technique cognitive, qui stimule l'imaginaire et aide à surmonter les blocages de l'esprit. Elle utilise les associations d'idées et les raisonnements globaux, et elle requiert l'élargissement du champ du raisonnement et de la réflexion. Le grand intérêt de *La prospective* de Gaudin (2013) est donc, comme nous allons l'expliquer brièvement, l'ensemble des conseils qu'il nous donne sur la manière de procéder dans ce domaine.

Cette discipline est née aux États-Unis dans les années 1950, principalement sous l'impulsion du ministère de la défense et des militaires dans le contexte de la guerre froide. En Europe, dans les années 1960, il s'agissait aussi de réfléchir à l'avenir, mais dans une vision beaucoup plus humaniste, héritée du siècle des Lumières, pour éclairer et préparer l'action des gouvernements. Par la suite, dans les années 1970, l'environnement et les risques de l'inaction pour les générations futures sont devenus les principaux enjeux. Plus récemment, dans les années 1990, certains ont cru que la « fin de l'Histoire », dans les mots de Samuel Huntington, était arrivée, mais il semble bien que ce n'était pas le cas. Aujourd'hui, comme l'écrit Gaudin (2013) :

L'avenir de l'espèce humaine au XXIème siècle ne se définit plus [...] chez les militaires, les diplomates et les religieux, ni [...] par les forces économiques mondialisées. Ce sont les *scientifiques* qui ont les clés de lecture des temps qui viennent. (p. 39)

En effet, les conflits et l'économie vont buter sur deux questions incontournables : l'équilibre de l'espèce humaine avec la biosphère et la construction d'une civilisation cognitive, c'est-à-dire fondée sur la connaissance. (p. 40)

Il ne faut pas compter sur les économistes qui sont généralement conformistes et ne voient pas les ruptures.

Gaudin est un ingénieur, et il insiste beaucoup sur les interactions entre la technique et la société, ce qu'il appelle l'ethnotechnologie. La société crée la technique qui, en retour, transforme la société, les médias sociaux et les manipulations génétiques étant deux des plus beaux exemples. Il est important de bien comprendre ce principe pour faire de la prospective et développer une vision du futur. Gaudin (2013) rappelle également que l'homme « ne peut se passer de la Nature alors que la Nature pourrait se passer de lui » (p. 89).

Cela étant dit, comment pouvons-nous faire de la prospective ? Gaudin (2013) propose un processus en trois étapes, qui suppose une discussion avec un ou des groupes. La première étape est la documentation, tant technique, qu'économique, sociale et environnementale. Elle est « décisive pour la suite » (p. 51). La deuxième étape est l'animation de la discussion, dans une perspective de rupture pour éviter la tendance naturelle qui consiste à imaginer un futur qui ressemble au passé, qui permet de mettre au point des scénarios, des récits « racontables » comme nous l'avons mentionné plus haut. La troisième étape est la synthèse pour bien comprendre et expliciter « le sens de ce qui a été produit » (p. 52). Est-ce compatible avec le contexte ? Y a-t-il des incohérences ou des sous-entendus dans les scénarios dont il faut prendre conscience ?

Le processus que Gaudin (2013) propose a l'avantage d'encourager la créativité et les idées fortes, et ainsi de permettre plusieurs visions, que l'animateur de la rencontre de groupe doit stimuler, car les scénarios qui dérangent ont tendance à être ignorés. On ne saurait donc surestimer ce rôle de l'animateur qui doit, en particulier, associer les idées sans les critiquer, et également dégager les idées directrices.

Faire de la prospective peut être défini comme « *partir en reconnaissance de l'avenir* » (p. 103), en se rappelant que la reconnaissance précède la connaissance. On peut également se servir de l'utopie, un concept inventé par Thomas More, qui donne « la possibilité, en jouant sur le contraste, de montrer ce qui devrait être et qui n'est pas dans la société que l'on veut

critiquer » (p. 115). Gaudin (2013) propose un « jeu de l'utopie » qui permet d'élargir la conscience grâce à ce qu'il appelle le *déplacement*. Il est plus facile d'être créatif dans un monde utopique. Cela « libère la parole » (p. 116).

Dans les discussions sur le futur, quelques pièges nous guettent, dont celui de la qualité de l'information que nous avons déjà mentionnée. Le choix de l'animateur, en particulier, est crucial. Il est souvent plus avisé de choisir des personnes jeunes ayant moins de notoriété, mais qui ne se sentiront pas obligés de défendre leur point de vue et leur savoir.

La prospective, explique Gaudin (2013) dans la conclusion, est un travail sur la conscience. « En construisant une représentation de l'avenir, l'être construit sa conscience et, dans le même mouvement, se construit lui-même » (p. 121-122).

2.4 Analyse et discussion

Les textes sociologiques sur le futur que nous venons de présenter ne veulent pas tant expliquer comment la société actuelle se représente le futur qu'indiquer comment et sur quelles bases il faut le construire. Ces travaux, qui sont donc beaucoup plus normatifs que descriptifs, peuvent être résumés comme suit : l'avenir reste à inventer, sur la base d'un certain nombre de valeurs, dans un contexte dominé par les problèmes environnementaux, et il existe des méthodes pour le faire.

À l'exception, peut-être, de Martuccelli (2014), les auteurs étudiés s'entendent tous sur l'idée de base que l'avenir n'est pas écrit et qu'il sera celui que, collectivement, nous déciderons d'avoir. Castoriadis (1975), à la suite de Marx, souhaite une révolution socialiste permettant d'améliorer le sort des « masses laborieuses ». Bell (1997) nous indique comment déterminer les « *preferable futures* ». Robinson (1988) explique qu'il faut passer d'une logique de prédiction à une logique de choix. Gaudin (2013) décrit une méthode basée sur la créativité pour inventer l'avenir. Martuccelli (2014), à partir d'une réflexion historique sur comment les sociétés séparent le possible et l'impossible, voit se dessiner un nouveau régime de réalité, dominé par l'écologie. Bien que l'on puisse considérer qu'un certain déterminisme se dégage

de ses propos, il indique clairement que pour éviter la catastrophe, il faut travailler à l'avènement de ce nouveau régime, car celui-ci n'est pas assuré.

Puisque l'avenir n'est pas écrit, il faut décider de ce qu'il sera et cela nécessite une base que sont les valeurs. Tous les auteurs étudiés en conviennent. Pour Castoriadis (1975), la valeur de base est l'autonomie qui seule peut assurer que l'être humain ne sera pas dominé par l'autre, par un autre. Pour Bell (1997), il existe des valeurs universelles, dont on peut démontrer la pertinence, et il rejette fortement le relativisme culturel qui veut que cette démonstration soit impossible. Pour Robinson (1988), la question des valeurs est au centre des débats sur le futur, et même ceux et celles qui prétendent le contraire sont influencés d'une manière ou d'une autre par des valeurs. Gaudin (2013) est moins explicite à cet égard, mais la méthode qu'il propose, la discussion en groupe, ne peut éviter que les participants se basent sur leurs valeurs personnelles. Martuccelli (2014) est également moins explicite à cet égard, mais sa prise de position en faveur du nouveau régime de réalité écologique est néanmoins très révélatrice.

Le texte de Castoriadis (1975) est le plus ancien, et, sans surprise, c'est le seul qui n'évoque pas de façon directe les liens de l'être humain avec la nature et les défis que cela pose. Bell (1997), vers la fin de son ouvrage, explique que la société aurait intérêt à changer certaines valeurs actuelles, et en particulier à réduire la production de déchets, afin dit-il, de ne pas priver nos enfants de ressources et de ne pas les empêcher de s'occuper des leurs. Robinson (2011), pour sa part, consacre actuellement ses travaux entièrement aux problèmes environnementaux. Pour Gaudin (2013), l'équilibre de l'espèce humaine avec la biosphère est une question incontournable. Quant à Martuccelli (2014), tout son ouvrage tend à démontrer le développement d'un nouveau régime de réalité écologique dont il souhaite l'avènement.

Deux auteurs, Gaudin (2013) et Robinson (1988), expliquent directement les méthodes qu'il faut utiliser pour « faire » de la prospective sociologique. En fait, dans les deux cas, il s'agit de processus développés pour réfléchir et travailler avec des groupes d'individus, afin de permettre au maximum la discussion, la créativité et la recherche de voies d'avenir pour la

société, et aussi d'éviter certains pièges classiques, le plus courant étant le risque de trop orienter les choix.

Pour aborder sociologiquement la prospective, en réponse directe à la question posée au départ, il faut d'abord rejeter l'envie de faire des prédictions sur la base du comportement soi-disant rationnel de l'*homo oeconomicus*. Ensuite, il faut accepter de faire des choix, et que ces choix peuvent impliquer des ruptures. Donc il ne faut pas rejeter l'utopie.

Les choix à faire, la sélection des « *preferred futures* », ne peut se faire que sur la base de valeurs. Deux valeurs que Bell (1997) considère universelles, la connaissance et la justice, nous apparaissent, à cet égard, incontournables. Ce qui laisse toutefois la porte ouverte à bien d'autres, particulièrement dans le domaine de la protection de l'environnement qui, selon presque tous les auteurs consultés, semble être le défi principal que les sociétés devront affronter et qui est donc l'objet premier de la prospective dans une optique sociologique. Par exemple, on peut se demander si la nature en tant que telle a une valeur intrinsèque, ou s'il faut plutôt considérer qu'il faut la protéger parce qu'elle est utile aux êtres humains ?

Selon Hartog (2003), le rapport à l'avenir des sociétés occidentales est une forme de « présentisme ». Nous vivons dans le présent, et presque toutes nos actions sont orientées vers la satisfaction de nos « besoins » à court terme. Nous n'avons pas de vision à long terme qui pourrait nous guider. Cela, tous les auteurs consultés le déplorent. Ils souhaitent tous à ce sujet un changement profond. Le Prestre (2017) note que même le pape François, dans l'encyclique *Laudato Si*, condamne l'individualisme, la consommation excessive, la dictature du marché et le mythe de la croissance économique infinie.

Bref, faire de la sociologie du futur, c'est faire de la sociologie environnementale !

CHAPITRE 3 – VALEURS DES JEUNES

Introduction

Nous avons expliqué, au chapitre précédent, que l'avenir est à construire et que les choix que cela nécessite ne peuvent être faits que sur la base de valeurs. Puisque nous voulons interroger des jeunes pour connaître et comprendre la société idéale qu'ils souhaitent, cette question des valeurs, et au premier chef celles de ce groupe d'âge, est donc au cœur de notre travail.

Aux yeux de leurs aînés, les jeunes semblent toujours être différents. Ils leur semblent souvent moins responsables, et, surtout, ils leur semblent rejeter une partie plus ou moins grande des valeurs qu'ils ont souhaité leur transmettre par l'éducation et la socialisation. Mais les jeunes d'aujourd'hui dans le monde occidental sont-ils vraiment différents des jeunes d'il y a trente ou quarante ans ? Ou ne serait-ce pas tout simplement l'effet du vieillissement qui se fait sentir chez les aînés, quelle que soit la période considérée ? Autrement dit, comme l'explique Olivier Galland (2017), y a-t-il un effet de cohorte, ce qui expliquerait, par exemple, que les individus nés de 1960 à 1980, ayant été socialisés dans des conditions différentes, n'aient pas les mêmes valeurs que ceux nés de 1980 à 2000 ? Et si oui, quels changements sociaux seraient responsables de cette évolution des valeurs ?

Pour tenter de répondre à cette question, ou plutôt à ces questions, nous allons présenter et analyser un certain nombre d'études qui ont été publiées depuis une vingtaine d'années par des auteurs français, québécois et américains, sur la base des grandes enquêtes comme la *European Values Study*. Nous allons nous intéresser globalement aux changements de valeurs, puis aux changements de valeurs chez les jeunes (de 18 à 29 ans, ce qui correspond au choix de Galland et Roudet (2012) qui ont publié une des grandes études à ce sujet), en décrivant les principales explications données par les auteurs face aux constats empiriques provenant des enquêtes. Nous serons attentifs à bien distinguer les effets d'âge des effets de cohorte et, s'il y a lieu, des effets de période.

Nous avons été surpris de constater, lors de nos recherches bibliographiques, qu'un relativement petit nombre d'auteurs se sont intéressés aux changements de valeurs, en

particulier chez les jeunes. En outre, les résultats des enquêtes les plus récentes comme la *European Values Study* de 2017 semble avoir peu fait l'objet d'analyses à ce sujet (nous en avons trouvé une seule d'Olivier Galland dont nous ferons état dans les sections appropriées), ce qui fait que l'impact des changements sociaux récents, par exemple l'utilisation massive des médias sociaux, reste pour l'instant plutôt obscur. Enfin, la manière dont les analyses ont été faites varie souvent d'un auteur à l'autre et cela peut rendre difficile les comparaisons. Il faut donc considérer que les réponses que nous tenterons de donner aux questions posées ont leurs limites et ne représentent qu'une esquisse.

3.1 Définition et considérations générales

La question des valeurs est très vaste et le mot lui-même selon Assogba (2004) est polysémique. Pour Guy Rocher (2003), « la valeur [...] est une manière d'être ou d'agir qu'une personne ou une collectivité reconnaissent comme idéale et qui rend désirables ou estimables les êtres ou les conduites auxquels elle est attribuée » (p. 70). Pour Bréchon (2000), « [les valeurs sont] des idéaux, des préférences qui prédisposent les individus à agir dans un sens déterminé [et elles] appartiennent aux orientations profondes qui structurent les représentations et les actions d'un individu » (p. 13). Assogba (2004) écrit : « Les valeurs sont considérées dans la plupart des recherches [...] comme étant le fondement des opinions et des comportements des individus et des groupes » (p. 15). Les valeurs sont différentes des attitudes qui sont des prédispositions acquises, donc aussi d'origine sociale, mais plus individuelles que collectives (Jaspars et Fraser, 1984). Elles sont également différentes des représentations sociales qui sont des constructions de la réalité qui servent de guide dans la vie courante (Jodelet, 2009).

Les valeurs, explique Heinich (2017), sont liées à une culture, et elles ne changent donc pas très rapidement. Elles ne se démontrent pas (ce qui n'est toutefois pas l'avis de Bell (1997) comme nous l'avons vu au chapitre précédent), car elles relèvent directement de la conviction et de l'adhésion. Il y a « des « valeurs publiques », au sens où elles peuvent être publiquement revendiquées, en tant que valeurs de référence [...] [et] des « valeurs privées », au sens où elles orientent effectivement l'action, mais d'une façon difficilement revendicable car insuffisamment conforme aux valeurs publiques » (p. 209-210). Heinich écrit aussi que :

« [...] nous sommes tous dotés [...] d'une capacité à faire la différence entre les valeurs qui, de fait, guident nos attachements, et les valeurs qui, idéalement, doivent guider l'ensemble des acteurs d'une société pour que celle-ci puisse évoluer harmonieusement » (p. 215). Certaines valeurs sont fondamentales et incontestables, et donc toujours publiques, la justice par exemple, et d'autres sont contextuelles (c'est-à-dire vulnérables au contexte), et donc parfois privées, comme la beauté.

Dans la vision fonctionnaliste de Parsons (1951), les valeurs communes d'une société jouent un rôle essentiel, car ce sont elles qui permettent que les actions des individus soient en harmonie avec celles des autres. Cette vision a été très contestée par la suite, mais, selon Miles (2015), il est clair que les valeurs ont beaucoup d'impact sur les comportements individuels, entre autres parce qu'elles indiquent aux acteurs sociaux ce qui est important dans la vie, et que ceux-ci ont besoin de sentir que leurs actions sont cohérentes avec ce qu'ils sont. « *Indeed, considerable evidence indicates that people are motivated to act in self-consistent ways* » (p. 683). Sur la base d'une analyse des données d'une enquête du *European Social Survey*, et en utilisant la méthode de Schwartz (Davidov et coll., 2008, Schwartz et coll., 2012) il en vient à la conclusion qu'en effet les valeurs influencent les comportements, mais qu'elles opèrent au moyen de processus cognitifs automatiques et non par délibération rationnelle.

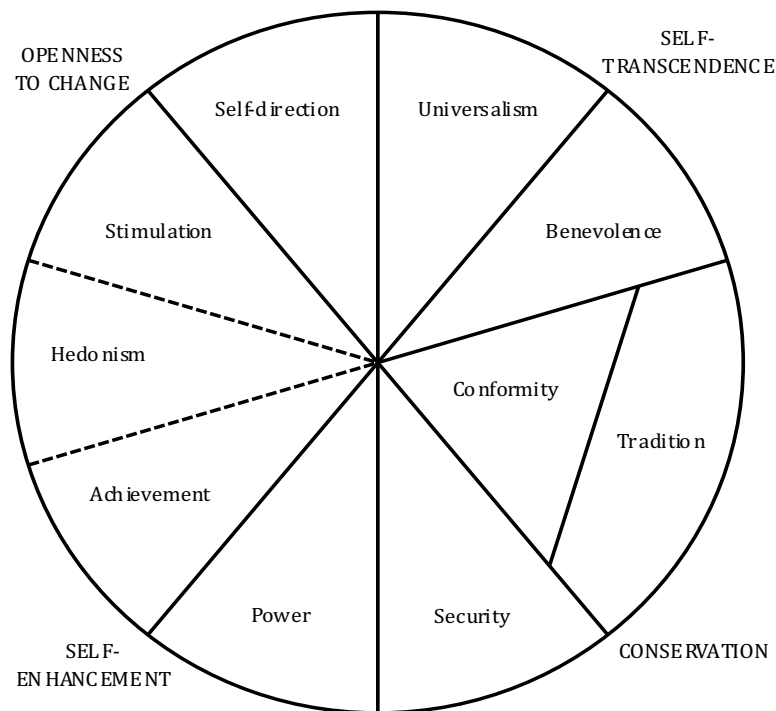
Pour Schwartz (Davidov et coll., 2008, Schwartz et coll., 2012), il y a dix valeurs de base (« *motivational values* ») que l'on peut représenter sur un cercle, en plaçant les plus compatibles les unes à côté des autres. Ces valeurs sont la conformité, la tradition, la bienveillance, l'universalisme, l'autonomie, la stimulation, l'hédonisme, la réussite, le pouvoir et la sécurité. Sur le cercle (voir la Figure 3), il y a quatre groupes de valeurs qui s'opposent une à une : le dépassement de soi et la promotion de soi, et l'ouverture au changement et la protection (« *conservation* »). Schwartz suggère des séries de questions pour les enquêtes qui permettent d'accorder une cote à chacune des dix valeurs, et donc à classer chaque participant à l'enquête en fonction de ces deux grands axes. Dans des publications récentes, il a raffiné son modèle qui inclut maintenant 19 valeurs au lieu de dix. Le grand avantage du modèle de Schwartz selon Miles (2015) est qu'il permet de mieux

comprendre les conflits sociaux, car les individus peuvent être motivés par des valeurs incompatibles, alors qu'on tente souvent de comprendre pourquoi les conflits sociaux surviennent malgré les valeurs communes.

D'autres que Miles ont utilisé ce modèle, entre autres Piscicelli et coll. (2015) qui ont constaté que les utilisateurs d'une plate-forme d'échange et de prêt (Ecomodo au Royaume-Uni) ne partageaient pas tous les mêmes valeurs et que cela pouvait en expliquer le peu de succès.

Ce qui est important de retenir à notre avis de ces différentes façons d'appréhender les valeurs, c'est qu'elles influencent les comportements, qu'elles orientent les actions, tant des individus que des groupes. En outre, elles sont fonction du contexte culturel. Toutes les sociétés n'ont pas les mêmes valeurs, comme le montrent, par exemple, une étude de Karvonen et coll. (2012) sur deux groupes de jeunes de quinze ans de Helsinki et Glasgow, et particulièrement celle très récente de Galland (2021) portant sur seize pays européens.

Figure 3 - Cercle des valeurs de Schwartz (Schwartz et coll., 2012)



3.2 Matérialisme et post-matérialisme

Il est impossible d'aborder la question des valeurs sans considérer les travaux de Ronald Inglehart (1990) sur le post-matérialisme. En 1971, en se basant sur un grand nombre d'enquêtes dans différents pays, Inglehart (1990) a émis l'idée qu'un changement culturel profond affectait les sociétés occidentales. La sécurité physique et économique étant dorénavant assurée pour la majeure partie des individus, c'étaient des valeurs dites post-matérialistes d'épanouissement personnel et de qualité de vie qui guidaient leurs comportements. En 1990, il écrivait:

A process of intergenerational value change is gradually transforming the politics and cultural norms of advanced industrial societies. [...] [It] is changing the criteria by which people evaluate their subjective sense of well-being. Moreover, the rise of Postmaterialism itself seems to be only one aspect of a still broader process of cultural change that is reshaping the religious orientations, gender roles, sexual mores, and cultural norms of Western society. (p. 66)

Un des constats qu'Inglehart (1990) considère très significatif est que, dans une des enquêtes (menée dans dix pays occidentaux) dont il a analysé les données, les résultats pour cinq sur six des principaux indicateurs reliés valeurs post-matérialistes (« *more say on jobs, less impersonal society, ideas count, more say in government, freedom of speech* ») sont à peu près tous les mêmes, ceux des six principaux indicateurs reliés aux valeurs matérialistes (« *fight rising prices, strong defense forces, economic growth, fight crime, stable economy, maintain order* » (p. 98)) sont aussi à peu près tous les mêmes, et les deux groupes de résultats sont fortement opposés. Autrement dit, la population semble se séparer en deux groupes distincts, le premier appuyant l'ensemble des valeurs post-matérialistes et le second l'ensemble des valeurs matérialistes. Les données permettent donc de comprendre quelle partie de la population d'un pays a adopté les nouvelles valeurs post-matérialistes, et pourquoi. Il faut souligner que vers la fin années 1990, Inglehart, selon Nicolas Herpin (2002), a élargi sa vision en combinant deux dimensions : l'opposition matérialisme/post-matérialisme, qui est devenue survie/expression de soi et l'opposition traditionalisme/rationalité-légalité. Les sociétés rationnelles-légales sont plus ouvertes, libérales et individualistes que les sociétés traditionnelles.

Comme nous le verrons plus loin, les différents auteurs qui étudient les valeurs et leur évolution font très fréquemment référence à Inglehart, et ils tentent généralement de voir si leurs données confirment ou infirment la thèse post-matérialiste. Easterlin et Crimmins (1991) ont été parmi les premiers à critiquer la thèse post-matérialiste et à y opposer la thèse matérialiste. Sur la base d'études auprès d'étudiants du secondaire (« *high school* ») et universitaires (« *college freshmen* ») aux États-Unis, ils en ont conclu que, probablement à cause des difficultés économiques des années 1970, l'importance des valeurs matérialistes avait augmenté. « *Jobs offering money and status became more preferred relative to those with opportunities for self-fulfillment or public service* » (p. 499). Apparemment, ont-ils écrit, les valeurs des adultes avaient suivi le même chemin.

Il est nécessaire de rappeler que, malgré l'augmentation importante du bien-être physique de ses populations, la société occidentale dans son ensemble est toujours fortement teintée de matérialisme, la course à la consommation, le consumérisme, en étant l'illustration la plus claire. Comme l'ont constaté Bréchon et Galland (2010a), les données disponibles des dernières décennies montrent que les attentes matérialistes sont toujours présentes. Cela n'est d'ailleurs guère surprenant à notre avis dans un monde où se creusent les inégalités de revenu et de patrimoine (Piketty, 2013). Toutefois, et nous aurons l'occasion d'en traiter dans la section portant sur le travail, ces deux auteurs constatent que ce sont dans les catégories les moins éduquées que les valeurs matérialistes sont les plus présentes. Le principal déterminant semble donc être plutôt le niveau d'éducation et non le niveau de revenu, ce qui demande à être expliqué.

3.3 Choix des valeurs étudiées

Les grandes enquêtes comme la *European Values Study* et le *World Values Survey* ciblent un peu toutes les mêmes grandes catégories de valeurs. Considérant celles-ci, et considérant également les choix faits par les auteurs des textes que nous avons analysés, et notre domaine d'étude, la sociologie de l'environnement et l'exploration du futur, nous avons décidé de

nous en tenir aux valeurs relatives à la famille, au travail, à la démocratie, à la confiance, à la tolérance, à l'autonomie, à la religion, à la connaissance et à l'environnement².

La famille est depuis des millénaires la base de l'organisation sociale en Occident. C'est le lieu de la première socialisation et de l'établissement des liens sociaux généralement les plus significatifs. Il est donc normal dans une réflexion sur les valeurs des jeunes de prendre en compte cet aspect des valeurs sociales. Il en est de même pour le travail qui, depuis la révolution industrielle qui a établi pour la majorité des individus le salaire individuel comme base de la rémunération, représente la facette de la vie sociale la plus importante en déterminant pour la plupart des citoyens leur place dans la société, leur statut social, et leur contribution principale à la vie de la cité.

La démocratie, malgré les dérives autoritaires que l'on a pu observer récemment dans certains pays, en particulier en Europe de l'Est, demeure la forme d'organisation politique usuelle dans les pays occidentaux. Étudier la participation des jeunes à la vie démocratique et l'importance qu'ils y accordent est donc également nécessaire pour bien comprendre leurs valeurs. Quant à la notion de confiance, à la fois envers les institutions et les autres membres de la collectivité, elle est un autre indicateur de la qualité de l'organisation politique et de la vie sociale qui nous semble pertinent à cet égard.

La tolérance, l'acceptation des différences, joue un rôle fondamental dans les sociétés modernes qui, pour la plupart, ont vu s'accroître la diversité ethnique par le phénomène des migrations. Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils plus tolérants que leurs aînés et que les jeunes des générations précédentes ? C'est une autre valeur qu'il nous semble important de considérer et qui va de pair avec le développement de l'autonomie et de l'individualisation, car le droit de s'affirmer comme individu et de revendiquer l'acceptation de ses propres différences doit valoir autant pour les autres que pour soi-même.

La religion est un des moyens qui est à la disposition des individus pour vivre leur spiritualité. Mais, comme l'actualité journalière et les médias sociaux le font bien ressortir, elle aussi

² Il existe peu de données accessibles sur la méthode de Schwartz appliquée aux jeunes.

encore utilisée comme instrument de contrôle social. Toutes les grandes enquêtes étudient cette question, c'est pourquoi nous l'avons incluse dans notre réflexion sur les valeurs des jeunes.

La science, le développement des connaissances, est une valeur qui peut apparaître à première vue comme évidente et peu sujette à discussion. Wendell Bell (1997) considère même qu'il s'agit d'une valeur universelle. Pourquoi en effet nous priver de la connaissance qui nous permet de mieux agir ? Nous l'avons ajoutée à notre liste parce que, malheureusement, l'importance de la connaissance est loin d'être la même pour tous. En particulier considérant les risques actuels reliés à la dégradation de notre environnement (dont la protection est aussi une valeur que nous souhaitons étudier avec des jeunes dans le cadre de nos travaux de recherche pour notre thèse de doctorat), la confiance dans les apports de la science à l'amélioration de la qualité de vie nous apparaît comme un élément fondamental à analyser.

3.3.1 La famille

Dans les études sur les valeurs, l'importance de la famille ne se dément pas. Ainsi, dans la publication *Changing Values and Beliefs in 85 Countries* (Halman et coll. 2007), on peut constater dans le premier tableau présenté que l'importance de la famille dans la vie des individus, dans tous les pays, à quelques exceptions près dont en particulier la Chine, est très élevée, les répondants choisissant la réponse « *very important* » à plus de 80% et même 90%. On note aussi dans ce tableau le peu de changement de 1990 à 2000. C'est d'ailleurs ce que constate également Herpin (2002) qui a utilisé des données de 1981, 1990 et 1999 provenant de 11 pays d'Europe, pour analyser l'évolution des opinions sur les valeurs à privilégier dans l'éducation familiale et sur les facteurs de réussite du couple.

Pour Galland (2017) qui est l'auteur d'un classique intitulé *Sociologie de la jeunesse* (qui en est à sa sixième édition), la famille (et le travail, comme nous le verrons dans la prochaine section) sont « pour les Européens, ce qu'il y a de plus important dans la vie [...] [et ce] sentiment est répandu de façon homogène dans la population » (p. 214). Ce fort attachement des jeunes Européens à la famille, toutefois un peu moins marqué que celui des adultes, est demeuré relativement constant de 1981 à 2008 selon les données de la *European Values*

Study. Il est basé, selon Galland (2017) et Attias-Donfut (1995) sur l'intérêt bien compris de la réciprocité intergénérationnelle en termes d'aide et d'affection. Royer et coll. (2004), dans une étude chez des adolescents au Québec, ont également constaté que les jeunes voient la famille comme un lieu de soutien, une sorte de port d'attache, un lieu de communication et de respect mutuel.

Mais ce sentiment d'attachement à la famille n'empêche pas les jeunes d'avoir des comportements et des attitudes différents de ceux de leurs parents à cet égard. Ainsi, ils sont plus permissifs en matière sexuelle (ce qui est à la fois selon Galland (2017) un effet d'âge et un effet de génération). En outre, ils se marient plus tard (s'ils le font) et ils ont moins d'enfants. De même, selon Jean-Hugues Déchaux (2012), qui a étudié les données des enquêtes de 1981 à 2008 en France, le modèle patriarcal est clairement en déclin chez les jeunes depuis vingt à trente ans. Ils se disent ainsi de plus en plus favorables au partage des tâches ménagères et au travail des femmes, et ils sont moins convaincus de la nécessité de la maternité pour l'épanouissement des femmes. Par ailleurs, la fidélité dans la vie du couple est très importante pour 90% des répondants en 2008 contre seulement 62% en 1981, ce qui tend à montrer que les jeunes sont loin de renier certaines valeurs conservatrices.

Le livre de Jean Twenge intitulé *Generation Me* (2014) s'appuie sur les données d'un grand nombre d'enquêtes chez les jeunes aux États-Unis depuis une quarantaine d'années. Le sous-titre est très évocateur : « *Why Today's Young Americans Are More Confident, Assertive, Entitled – and More Miserable Than Ever Before* ». La thèse centrale de l'auteure est que les jeunes américains, contrairement à leurs aînés, ont été éduqués sur la base du principe que l'aspect le plus important à développer chez les enfants est l'estime de soi. Il en découle toute une série d'attitudes et de comportements dans différents domaines sur lesquels nous aurons l'occasion de nous pencher dans les prochaines sections, en particulier celles sur le travail et l'autonomie. Malheureusement, ce livre ne contient pas de données se rapportant explicitement à la famille, et nous présentons donc simplement ici quelques extraits pouvant peut-être éclairer un peu l'évolution des valeurs des jeunes aux États-Unis à ce sujet.

But Generation Me often lacks other basic human requirements : stable close relationships, a sense of community (p.179).

[We] have more but feel worse (p. 180).
[We] long for the social connections of past years (p.180).
But many young people see relationships as too emotionally fraught, a dangerous world of feelings and closeness (p. 215-216).

Ces quelques indications provenant du livre de Twenge qui mettent en relief la faiblesse des liens sociaux chez les jeunes américains ne semblent pas coïncider avec les résultats des enquêtes internationales qui, selon Boudon (2002), font nettement ressortir le maintien de l'importance de la famille chez les jeunes, tant en Europe qu'au Canada et aux États-Unis. Cela nous rappelle que l'analyse des données des enquêtes n'est pas simple ni facile, qu'il faut être prudent en analysant les données brutes et tenter de relier de nombreux résultats pour bien comprendre les tendances globales.

En résumé, nous pouvons tirer de ces travaux que nous venons de présenter que la famille demeure une valeur importante pour les jeunes Occidentaux, mais qu'il y a des évolutions, « des changements traduisant des pondérations différentes des valeurs » dans les mots de Boudon (2002, p. 27).

3.3.2 Le travail

Le cinquième tableau du livre *Changing Values and Beliefs in 85 Countries* (Halman et coll. 2008) présente les résultats pour la question posée sur l'importance du travail. Sans grande surprise, dans les pays les moins riches, les répondants ont choisi la réponse « *very important* » à plus de 80% et même 90%, et il y a peu de variation de 1990 à 2000. Dans les pays occidentaux, la situation est tout-à-fait différente. Ainsi, au Canada, le tableau indique 59% en 1990 et 52% en 2000, aux États-Unis, 62% et 54%, en Allemagne (de l'Ouest), 35% et 41%, au Royaume-Uni, 51% et 42%, et en France 61% et 69%. On pourrait y voir une certaine confirmation de la thèse post-matérialiste. C'est d'ailleurs l'avis de Boudon (2002, p. 27) : « On recherche dans le travail l'épanouissement personnel beaucoup plus que les avantages matériels qu'il procure ».

Concernant spécifiquement les jeunes et leur vision travail, les évolutions observées aux États-Unis et en Europe depuis une trentaine d'années montrent certaines différences,

toutefois relativement peu significatives. Galland (2017), tel que mentionné plus haut, constate que les jeunes Européens sont aussi attachés au travail que leurs aînés. Pour lui, lorsqu'il est question du travail, il n'y a ni effet d'âge, ni effet de génération. Mais si le travail est important pour les jeunes Européens, c'est moins parce qu'il s'agit d'une norme sociale ou morale et plutôt parce qu'il permet de réussir sa vie. De plus, « ils valorisent particulièrement l'aspect relationnel de l'activité professionnelle et sont particulièrement sensibles au fait que le travail n'empiète pas trop sur la vie professionnelle » (p. 214). L'analyse de Boudon (2002) va globalement dans la même direction que celle de Galland. Les travaux de Dominique Méda (2011) sur le rapport des jeunes Européens au travail confirment également les propos de Galland. Oui, autant que pour leurs aînés, le travail est important pour les jeunes qui souhaitent qu'il leur permette de s'épanouir, mais sans occuper trop de place dans leur vie. Au Québec, selon Charles Fleury (2011), malgré certaines différences, le tableau est assez similaire.

Dans une publication sur l'évolution des valeurs des jeunes Français depuis 30 ans, Roudet (2012a) écrit : « Non seulement les jeunes accordent autant d'importance que leurs aînés au travail, mais ils lui en accordent même de plus en plus depuis 1981, [...] [entre autres] parce que le statut socioprofessionnel contribue pour beaucoup à définir l'identité personnelle » (p. 22). Sans surprise, le travail semble plus valorisé parmi les moins favorisés. Dans cette même publication, Gonthier et de Lescure (2012) examinent la validité de l'hypothèse post-matérialiste. Ils en concluent que certains éléments tendent à la confirmer, mais que cela est fonction « de l'état de l'emploi et des différences en termes de socialisation au travail ou de conditions de travail » (p. 161). Autrement dit, en France où le taux de chômage est élevé, les plus favorisés peuvent plus facilement rechercher un travail permettant l'épanouissement personnel que les moins favorisés. En outre, les résultats des enquêtes montrent clairement que la satisfaction au travail, bien qu'elle tende à augmenter avec l'âge, varie relativement peu d'une génération à l'autre. En 2008, 73% des répondants se déclaraient très satisfaits.

Jean Twenge (2014) a utilisé les données d'un grand nombre d'enquêtes aux États-Unis depuis 1976 pour comparer les attentes et les attitudes face au travail des jeunes de la génération actuelle (dite « Y », ou génération du millénaire, ou « *generation me* ») qui sont

nés entre 1980 et 2000, à celles des individus de la génération X et de la génération du « *baby boom* » au même âge. Comme nous l'avons mentionné plus haut, elle affirme qu'ils ont été éduqués dans l'importance de l'estime de soi. Elle illustre son propos en soulignant que dans la chanson « *Greatest Love of All* » de Whitney Houston dans les années 80, le chœur déclare que « *learning to love yourself is the greatest love of all* ». Cet aspect dominant de l'éducation des jeunes aux États-Unis a-t-il eu une grande influence sur leur rapport au travail ? Au final assez peu, selon les constats de Twenge qui a analysé de nombreux aspects de cette question. Ainsi, la proportion de ceux qui croyaient que le travail serait un élément central de leur vie est passée de 74% en 1974 à 66% en 2012. En outre, le fait d'avoir un emploi utile à la société était considéré important par 50% des jeunes en 1976 contre 48% en 2012. Comme en Europe, la conciliation travail-famille (« *work-life balance* ») est plus importante pour les jeunes maintenant, mais apparemment le salaire l'est aussi, probablement selon cette auteure à cause de l'augmentation du coût de la vie et de l'absence de protections sociales (garderies, congés parentaux, etc). Cependant, et c'est probablement la plus grande différence, les attentes des jeunes américains aujourd'hui sont très élevées. Ils recherchent l'emploi idéal qui offre tout, « *fulfillment, flexibility, high pay* » (p. 277).

Les études que nous venons de citer, tant en Europe qu'aux États-Unis, indiquent donc globalement que l'importance du travail a relativement peu évolué chez les jeunes depuis quelques décennies. Il demeure une valeur fondamentale, d'une part parce qu'il contribue à déterminer le statut social et permet de plus en plus l'épanouissement de soi, et d'autre part parce qu'il est toujours nécessaire pour gagner sa vie. Cela dit, l'épanouissement de soi est un élément qui semble avoir plus d'importance pour les jeunes les plus éduqués qui ont accès à du travail généralement plus valorisant, alors que, pour les jeunes moins instruits, le travail est plutôt une valeur instrumentale. En outre, les conditions et la disponibilité de l'emploi varient beaucoup selon les pays et les époques, ce qui influence grandement les perceptions. La thèse post-matérialiste est donc partiellement confirmée, en particulier pour les jeunes issus des classes qui valorisent le plus l'instruction. Galland (2012), dans l'ouvrage collectif sur les valeurs des jeunes Français que nous avons déjà cité, conclut d'ailleurs que le résultat le plus clair des études est, pour l'ensemble des valeurs, le clivage persistant selon le niveau d'études. Il est également intéressant de noter que, comme il en sera question plus loin dans

la section portant sur l'environnement (qui est une des principales valeurs post-matérialistes), le niveau d'études est la variable « la plus fortement » corrélée à la sensibilité environnementale (Bozonnet, 2012b).

3.3.3 La démocratie

Dans les grandes enquêtes, on utilise généralement le mot politique plutôt que le mot démocratie. Nous avons cependant fait le choix du mot démocratie, parce que ce terme permet mieux, à notre avis, d'analyser et de comprendre les valeurs des jeunes Occidentaux à ce sujet. Le mot politique est malheureusement dévalorisé de nos jours parce que les « politiciens » sont fréquemment vus comme étant corrompus et se préoccupant plus du sort des élites que des classes moyenne et populaire. Les chefs des partis politiques populistes dans les pays occidentaux, par exemple en Hongrie, ou en Italie, ou encore, c'est le cas le plus évident, aux États-Unis, utilisent sans cesse cette rhétorique et découragent la participation démocratique réelle en qualifiant leurs opposants politiques de « traîtres » et en faisant de l'élection du chef le seul aspect significatif de la vie démocratique.

Les résultats du quatrième tableau du livre *Changing Values and Beliefs in 85 Countries* (Halman et coll. 2008) sont assez clairs. À la question sur l'importance de la politique dans leur vie, les répondants de 75 des 85 pays ont répondu « très important » à moins de 50% et, en moyenne, la tendance est à la stabilité de 1990 à 2000 (ce qui n'exclut pas certaines variations). Les résultats sont de 48% en 1990 et 41% en 2000 pour le Canada, 33% et 35% pour la France, 52% et 57% pour les États-Unis, et 43% et 34% pour le Royaume-Uni. Apparemment, malgré son impact sur la vie des individus, les citoyens s'intéressent moins à la « politique » qu'à la famille ou au travail.

Qu'en est-il des jeunes ? D'entrée de jeu, il faut signaler le peu de changement des valeurs d'engagement sociopolitique des jeunes de 18 à 29 ans en Europe de 1990 à 2017, malgré toutefois de fortes divergences entre les résultats pour les seize pays analysés (Galland, 2021). Selon cet auteur (Galland, 2017), il n'y a pas d'explications simples concernant l'évolution des valeurs des jeunes liées au processus démocratique. De façon générale, les jeunes Occidentaux votent de moins en moins, mais ce désintérêt pour la « politique » se

manifeste aussi dans les autres tranches d'âge. Les raisons de ce désintérêt assez généralisé sont multiples. La perte du repère fort que constituait l'opposition gauche-droite en est une. Pourquoi voter si les politiques suivies sont un peu toujours les mêmes quel que soit le gouvernement, et cela d'autant plus que les grands combats du XXème siècle, dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, ont été en bonne partie gagnés, même si on constate actuellement certains reculs (Dardot et Laval, 2009) ? Une autre raison est le manque de confiance des citoyens envers les partis politiques et envers les élus comme nous l'avons mentionné plus haut.

Mais, comme l'explique Anne Muxel (2010, citée par Galland), les jeunes semblent favoriser d'autres formes de participation à la vie démocratique.

Démocratie participative, démocratie d'opinion, et protestation définissent le contexte dans lequel les jeunes d'aujourd'hui entrent en politique et s'y impliquent plus ou moins fortement. Leur politisation, moins normative et plus expressive, plus affranchie des tutelles institutionnelles et organisationnelles, conditionne un engagement à la fois plus individualisé, mais aussi plus réactif et plus protestataire collectivement. (p. 208)

Roudet (2012c), qui a analysé les résultats des enquêtes concernant les valeurs des jeunes Français, fait approximativement les mêmes constats que Galland, en particulier en ce qui a trait à la participation dite protestataire, plutôt qu'électorale, qui a augmenté de 1981 à 2008. Sur l'axe gauche-droite, les résultats montrent peu de changements sur cette même période, mais Roudet fait remarquer la progression de la proportion de ceux et celles qui sont très intéressés par la politique, qui passe de 5% en 1990 à 12% en 2008. En outre, tout en se déclarant très attachés à la démocratie, les jeunes Français se montrent de plus en plus critiques du système actuel, plus même que les adultes. Toutefois, le constat le plus significatif de Roudet, et nous l'avons déjà vu à propos du travail, est l'influence du niveau d'études. Les plus instruits sont plus nombreux à se déclarer intéressés par la politique, à participer à des manifestations et à considérer la démocratie comme une très bonne façon de gouverner. Certaines évolutions ou tendances observées pour les jeunes dans leur ensemble trouvent là leur explication, puisqu'il y en a de plus en plus qui sont instruits.

Sur cette question de la démocratie, une des réflexions de Boudon (2002) nous semble particulièrement significative : « Autre évolution notable, liée à la fin des idéologies : on ne croit pas aux solutions politiques extrêmes. L'extrémisme de tous bords est en déclin. L'on opte plutôt pour des réformes graduelles, et ce d'autant plus qu'on appartient au groupe jeune » (p. 32). Cette remarque de Boudon s'applique autant dans les pays européens qu'en Amérique.

Aux États-Unis, selon les données analysées par Twenge (2014), la participation des jeunes de 18 à 29 ans au scrutin présidentiel a très peu varié depuis les années 1970 et elle s'est maintenue tout près de 50%. Enfin un signe un peu encourageant concernant la génération du millénaire, dit-elle ! Mais cela n'est pas le cas au Québec qui a vu la participation électorale des jeunes de 25 à 34 ans passer de 62% en 1985 à 38% en 2008 (Fournier et Hudon, 2012).

Les jeunes Occidentaux, contrairement à ce qui souvent véhiculé, ne s'intéressent donc pas de moins en moins à la démocratie. Ils le font différemment, de manière plus directe. Ils et elles, particulièrement les plus instruits, s'investissent dans différentes causes à défendre, par le biais de manifestations et d'autres actions de protestation, comme on l'a vu au Québec en 2012. Pour Roudet (2012c), la raison en est claire : « Cette tendance s'inscrit dans une évolution globale de notre société vers l'individualisation, c'est-à-dire vers une valorisation de l'autonomie personnelle, évolution qui induit notamment une plus forte politisation et davantage de participation protestataire. » (p. 104)

On peut donc déjà entrevoir une des conclusions de cette réflexion sur les valeurs des jeunes en Occident. Ce n'est pas tant que les jeunes seraient si différents de ce que nous étions à leur âge. C'est plutôt que les conditions sociales et le monde qui les entoure ont changé.

3.3.4 La confiance

La confiance est un élément essentiel de la vie en société. On ne peut pas conduire une automobile, par exemple, si on n'a pas confiance que les autres conducteurs vont aussi

respecter le code de la route. On ne peut pas non plus déposer une somme d'argent à la banque si on n'a pas confiance dans le système bancaire

Giddens, dans *The Consequences of Modernity* (1990), explique très bien l'importance de la confiance (« *trust* ») dans le monde moderne. Il définit ainsi la confiance : « *Trust may be defined as confidence in the reliability of a person or a system, regarding a given set of outcomes or events, where that confidence expresses a faith in the probity or love of one another or in the correctness of abstract principles (technical knowledge)* » (p.34). Cette citation de Giddens nous permet de faire une distinction très importante : entre la confiance envers les individus et la confiance envers les institutions. Nous englobons dans le mot institutions ce que Giddens appelle les systèmes abstraits et les systèmes experts, généralement reliés au monde de la technique, par exemple le domaine de l'aviation.

Les grandes enquêtes s'intéressent généralement à la confiance envers les institutions, et peu ou pas à la confiance envers les autres individus. Dans le livre *Changing Values and Beliefs in 85 Countries* (Halman et coll. 2008) une dizaine de tableaux portent sur la confiance (appelée ici « *confidence* »). Dans les pays occidentaux, le degré de confiance envers les gouvernements y est assez faible, celle envers les partis politiques est encore plus faible, et celle envers les grandes compagnies est un peu plus forte. Il y a certaines variations de 1981 à 2000, mais qu'il serait difficile de résumer, ou même d'analyser ici.

Les renseignements dont nous disposons concernant les jeunes Occidentaux en ce qui a trait à cette question de la confiance envers les autres et envers les institutions sont relativement peu nombreux. En France, selon Roudet (2012b), « à peine un jeune sur quatre pense en 2008 que l'on « peut faire confiance à la plupart des gens » (23% contre 24% pour les 30 ans et plus) » (p. 54) et ce taux est assez stable depuis 1981. Cela serait dû à la perception que c'est l'intérêt de chacun qui détermine les relations entre individus, ce qui n'est pas très surprenant dans une société capitaliste.

À l'opposé, la confiance des jeunes dans les systèmes de santé, d'enseignement et de sécurité sociale est très forte (plus de 75%), mais ils ont moins confiance dans le système

démocratique (moins de 50%) (Roudet, 2012c). En cela, ils sont assez semblables à leurs aînés. Toutefois, l'évolution est généralement positive, particulièrement de 1999 à 2008, soit de 39% à 52% en ce qui concerne l'administration et de 35% à 43% en ce qui concerne le Parlement. En revanche, comme nous l'avons vu dans la section précédente, l'insatisfaction générale envers le système de gouvernement est en forte hausse, beaucoup plus que chez les 30 ans et plus. Cette insatisfaction est surtout le lot des moins instruits, dont l'insertion professionnelle est très difficile en France. Les jeunes Québécois aussi ont peu confiance dans le système démocratique selon Raymond Hudon (2012).

Aux États-Unis, selon les données analysées par Twenge (2014), il y a eu au cours des dernières décennies une forte baisse de la confiance des jeunes envers les institutions gouvernementales et envers les autres individus. L'importance accordée à chaque personne, qui est liée à la culture de l'estime de soi, crée mécaniquement cette baisse de la confiance puisque chacun est convaincu que l'autre ne recherche que ses propres intérêts. « *GenMe trusts no one, suggesting a culture growing ever more toward disconnection and away from close communities. Trusting no one and relying on yourself is a self-fulfilling prophecy in an individualistic world where the prevailing sentiment is 'Do unto others before they do it unto you'* » (p. 48).

Nous ne savons pas si cette forte baisse de la confiance des jeunes les uns envers les autres est générale en Occident, mais il nous semble probable que oui, considérant la montée générale de l'individualisme (Le Bart, 2008). Toutefois, la baisse de la confiance envers les institutions et particulièrement les institutions démocratiques a fait l'objet de bien des études et de bien des commentaires. Au-delà des explications liées à la montée de l'individualisme et de la « corruption » des élites coupées du « peuple », il y a celle de Pierre Rosanvallon dans *La contre-démocratie – La politique à l'âge de la défiance* (2006). La démocratie n'ayant jamais été parfaite, il y a toujours eu des contre-pouvoirs parce que le peuple doit toujours se méfier quelque peu de ceux et celles qui sont au sommet de la pyramide. Même dans les systèmes non-démocratiques, l'histoire montre qu'il y avait des contre-pouvoirs. Le manque de confiance envers les institutions (de gouvernement) n'est donc pas nouveau, il est même un peu normal et nécessaire. Qu'il le soit plus pour les jeunes de nos jours qu'il l'était

pour ceux de la génération du « *baby boom* » peut s'expliquer en partie par des circonstances historiques comme le développement économique rapide et le plein-emploi après la guerre.

3.3.5 La tolérance

Citant Roux (2009), Roudet (2012b) écrit : « La tolérance, le respect de chaque individu dans ses différences apparaissent comme des principes prioritaires pour notre société » (p. 45). Le corollaire de la tolérance est l'ouverture aux autres. Donc, dans le contexte du pluralisme de plus en plus développé des sociétés occidentales, l'attitude envers les immigrants devient un marqueur important de la tolérance. Il en est de même pour la tolérance envers ceux et celles qui n'ont pas les comportements usuels dans le domaine des mœurs.

En ce qui concerne l'attitude envers les immigrants, le tableau E143 de *Changing Values and Beliefs in 85 Countries* (Halman et coll. 2008) est extrêmement révélateur. En 2000, la réponse « *Let people come as long as there are jobs available* » a été choisie par seulement 34% des répondants en France, 45% aux États-Unis, 49% au Canada, 19% en Inde et 18% en Pologne, les pourcentages oscillant globalement autour de ces valeurs pour l'ensemble des pays. Par ailleurs, les résultats ne permettent d'observer les changements d'attitude que de 1995 à 2000, et l'évolution est généralement négative. Autrement dit, même si les immigrants ne peuvent être considérés comme des « voleurs d'emploi », la majorité des citoyens semble défavorable à leur arrivée. Le tableau A125 montre d'ailleurs aussi la méfiance de la plupart des gens envers ceux et celle d'une autre « race ».

Galland, dans *Sociologie de la jeunesse* (2017), n'aborde que très brièvement la tolérance, qu'il relie à l'attachement qu'ont les jeunes à une forme de libéralisme consistant, « pour chacun, à pouvoir choisir librement sa manière de vivre, indépendamment des conventions sociales ou morales et des normes religieuses » (p. 216).

Roudet (2012b), cependant, pour ce qui est des jeunes Français, a beaucoup plus traité de cette question. Il constate d'entrée de jeu que la tolérance et le respect des autres est une valeur centrale des 18-29 ans. Elle a augmenté de 80% en 1990 à 85% en 1999 et en 2008. En cela, ils ne se différencient pas des 30 ans et plus. Mais en matière de mœurs, la tolérance

(dans la vie privée) des jeunes a beaucoup augmenté de 1981 à 2008, et dépasse maintenant celle des aînés. Quant à la grande question du rejet en fonction de critères ethniques et religieux, ou encore du rejet des immigrés, encore là, la tolérance a augmenté chez les jeunes, comme en témoigne le refus de la préférence nationale qui est passé de 42% en 1990 à 62% en 2008, soit un peu plus que chez les 30 ans et plus (52%). La montée de l'individualisation (c'est le mot choisi par Roudet) s'accompagne donc de la reconnaissance de l'égale valeur des êtres humains et donc de la tolérance.

C'est aux États-Unis que ce phénomène de montée de la tolérance chez les jeunes est le plus net. Twenge (2014) écrit : « *GenMe is thus the most tolerant generation in American history – the only group they will not tolerate are those who are intolerant themselves* » (p. 32). Les jeunes américains de la génération du millénaire ont appris dès leur jeune âge qu'il est bon d'être différent. Encore une fois, c'est l'individualisme qui montre son côté positif. J'ai le droit d'être moi-même, et donc les autres aussi. Et ainsi, je ne tolère pas l'intolérance.

Au-delà de l'explication de Twenge, et de celle de Roudet sur l'individualisation, nous souhaitons ajouter un autre élément qui permet de comprendre cette montée de la tolérance des jeunes envers les autres groupes ethniques et religieux et envers les immigrants en général. C'est la théorie du contact d'Allport (1954) qui s'oppose à la théorie des conflits (Janmaat, 2014). Nous reproduisons ici un passage de l'essai sur la construction identitaire des jeunes que nous avons préparé dans le cadre du cours SOC-8101 au trimestre d'hiver 2018.

Pour son étude, Janmaat a utilisé les données du *2009 International Civic and Citizenship Education Study (ICCS)*. Il a sélectionné 14 pays occidentaux et analysé les réponses fournies par des jeunes de 8^{ème} année (donc de 13-14 ans). Dans chaque pays l'échantillon représentait entre 1700 et 4500 élèves provenant de 66 à 196 écoles. Il en a conclu que : « [...] *ethnically mixed schools are well positioned to promote inclusive out-group attitudes among native students. This positive effect of ethnic mixing may well be powerful enough to override the influence of context-specific factors* » (p. 819).

La théorie du contact développée par Allport (1954) suggère que les contacts interethniques augmentent avec la proportion d'individus d'origine étrangère et que, dans les bonnes circonstances, cette interaction favorise une meilleure compréhension

interculturelle et tend à diminuer les opinions négatives non-fondées. De façon plus précise, les résultats de l'analyse de Janmaat (2014) démontrent que, dans la grande majorité des pays d'immigration plus ancienne, où les «immigrants» dans les classes sont plutôt de la seconde génération, cet effet positif tend à augmenter avec la proportion d'élèves d'origine étrangère. Cependant, dans les pays d'immigration récente, cet effet positif ne semble pas exister, mais la théorie des conflits, voulant que les attitudes négatives augmentent avec la proportion d'élèves d'origine étrangère, ne semble pas non plus s'appliquer. Comme l'explique Janmaat, la théorie des conflits s'appuie sur des recherches empiriques effectuées dans des contextes macro-sociaux qui ne favorisent pas nécessairement les contacts interethniques. À l'opposé, dans des contextes micro-sociaux comme une salle de classe, les contacts sont quasi-inévitables si la proportion d'élèves d'origine étrangère est suffisante (soit un minimum de 10% environ selon ses recherches) et, tel que mentionné plus haut, ces contacts ont un effet positif. Qui plus est, même lorsque cette proportion est assez élevée, les élèves autochtones («*native*») continuent d'exprimer des opinions plus positives concernant les élèves d'origine étrangère.

Les conclusions de Janmaat (2014) sont corroborées par les résultats d'une méta-analyse de Pettigrew et Tropp (2006) portant sur 515 études comprenant 713 échantillons indépendants. Leurs résultats démontrent clairement que les contacts interethniques diminuent les préjugés, et cet effet est plus prononcé lorsque les conditions optimales suggérées par Allport (1954) sont réunies. Pour ces deux chercheurs, la raison est la suivante : «*We posit that the process underlying contact's ability to reduce prejudice involves the tendency for familiarity to breed liking* » (p. 766).

Certains travaux antérieurs qu'ils citent indiquent que c'est la diminution de l'incertitude qui en est le principal mécanisme. Plus il y a de contact, moins les personnes du groupe majoritaire ont des sentiments d'inquiétude ou se sentent menacés. Il est difficile, croyons-nous, de ne pas faire le parallèle avec la situation au Québec, où la grande proportion d'immigrants à Montréal semble favoriser une plus grande ouverture à la diversité qu'ailleurs dans la province.

3.3.6 L'autonomie

L'autonomie est-elle véritablement une valeur, ou tout simplement une caractéristique de la modernité avancée, ou encore un impératif de la société néolibérale (Dardot et Laval, 2009) ? Simon Langlois, dans un article publié en 1990 dans *L'Action Nationale*, écrit : « Les valeurs plus traditionnelles ou conformistes d'ordre, d'autorité et d'abnégation céderaient du terrain aux valeurs nouvelles : épanouissement personnel, autonomie, plaisir immédiat, expérimentation. Ces dernières seraient en croissance plus rapide chez les jeunes et les personnes plus scolarisées » (p. 926).

L'autonomie selon Langlois serait donc devenue une valeur, en particulier pour les jeunes Québécois. Nous en traiterons donc à ce titre, tout en faisant le plus possible la distinction avec l'individuation qui est plutôt une caractéristique des sociétés modernes avancées et avec l'individualisme qui est une forme de repli sur soi pouvant découler de l'individuation. Dans les mots de Bréchon et Galland (2010b), cités par Roudet (2012b), « à chacun selon son choix » versus « chacun pour soi ».

Pour Galland (2017), qui ne fournit pas de données précises à ce sujet, le « culte de l'individualité » (p. 220), la valorisation de l'autonomie, sont caractéristiques de la jeunesse d'aujourd'hui. L'individualisme y est plus fort que chez leurs aînés (cela semble principalement un effet de génération), et la notion d'intérêt général leur est plus étrangère. Roudet (2012b), pour ce qui est des jeunes en France, fait un peu les mêmes constats, mais sa vision est un peu moins négative. Dans les deux cas, la valorisation de l'autonomie est plus constatée qu'expliquée.

C'est aux États-Unis, selon les constats de Twenge (2014), que la valorisation de l'autonomie et des choix personnels est la plus remarquable, et que l'individualisme est le plus élevé. Sa théorie, dont nous avons déjà fait état, est basée sur le développement de l'estime de soi comme valeur principale inculquée aux enfants de la génération du millénaire. Elle l'a développée en analysant un très grand nombre d'études (plus de 30) et d'enquêtes auprès de 11 millions de jeunes américains au total. On peut résumer ce qui s'en dégage du point de vue autonomie par le commentaire suivant : « *Don't follow the rules ; do whatever makes you happy* » (p. 26). Elle décrit abondamment le déclin du besoin d'approbation sociale, et, globalement, de toutes les normes sociales. Les responsables de cet état de fait sont à son avis les individus de la génération du « *baby boom* » qui ont mis l'accent sur l'importance de l'estime de soi dans l'éducation. En un sens, les jeunes de « *Generation Me* » sont pour elle des victimes.

Dans la base des données des enquêtes relatives aux valeurs mondiales de 1998 (Inglehart et coll.), Boudon (2002) a sélectionné sept pays (France, Allemagne de l'Ouest, Grande-

Bretagne, Italie, Suède, États-Unis, Canada), et il s'est intéressé surtout à deux variables, l'âge et le niveau d'éducation. Il écrit :

Si l'on devait résumer ce tableau d'un seul mot, il traduit une affirmation de l'*individualisme*, de la recherche de l'autonomie individuelle, et aussi, du sens de l'autonomie. [...] Il y a affirmation de l'individualisme au sens où le bonheur de l'individu apparaît plus fortement comme la référence suprême chez les plus jeunes et les plus instruits. (p. 72-73)

On notera ici que Boudon n'associe pas l'individualisme au repli sur soi et à l'égoïsme. Il suit en cela Durkheim (qu'il cite) qui écrit dans *De la division du travail social* que l'individualisme et la libre pensée se développent depuis toujours, et qu'il faut y voir le fait que l'individu représente « le point de référence privilégié » qui permet de juger de la « légitimité des institutions » (p. 75). Ce point de vue, toutefois, n'est pas partagé par tous les auteurs. Pour Le Bart (2008), le capitalisme instrumentalise la réalisation de soi, il valorise l'autonomie pour faire croître la consommation, il enjoint aux individus d'être eux-mêmes, ce qui en fragilise un grand nombre, « individus par nécessité, non par choix » (p. 229).

À la question que nous posions au début de cette section, on ne peut donc que répondre que l'autonomie est non seulement une valeur, mais aussi une caractéristique de la modernité avancée et un impératif de la société néolibérale. Selon les textes que nous avons consultés, nous devons conclure que les jeunes Occidentaux, et en particulier les plus instruits, valorisent de plus en plus l'autonomie. Ils s'ajustent en cela aux conditions sociales, à la société qui les entoure.

3.3.7 La religion

L'importance de la religion dans le monde est très bien illustrée dans le livre *Changing Values and Beliefs in 85 Countries* (Halman et coll. 2008), tant par le nombre de tableaux qui y sont consacrés (plus de vingt), que par les données qui y sont présentées. La majorité des répondants dans la très grande majorité des pays affirment croire en Dieu. La proportion était par exemple de 96% aux États-Unis en 2000, 62% en France, 89% au Canada, 95% en Inde, 70% en Russie, et 53% en Suède, et l'évolution de 1981 à 2000, à quelques exceptions

près, n'a pas été très élevée. On note cependant d'assez grandes variations d'un pays à l'autre, comme le montrent les quelques exemples que nous venons de présenter. La question pour nous est donc, d'une part, de savoir si cette valeur a autant d'importance pour les jeunes d'aujourd'hui, et, d'autre part, si les jeunes des générations précédentes avaient la même attitude, pour bien séparer, s'il y a lieu, les effets d'âge des effets de cohorte.

Selon Galland (2017), il n'y a pas de recul de la religion chez les jeunes Européens, mais plutôt un recul institutionnel. « C'est le développement d'une religiosité sans appartenance » (p. 195) explique-t-il. En 1981, 46% se déclaraient « quelqu'un de religieux », et, en 2008, 39%. Une certaine baisse donc, malgré tout, mais il semble que le phénomène marquant soit la personnalisation du religieux, chacun se sentant libre de choisir ses croyances. Galland note aussi que la transmission familiale s'est affaiblie, ce qui a mené à une diminution de la pratique religieuse chez les jeunes. Le recul de la religion chez les individus appartenant à la génération du « baby boom » de 1981 à 2008 explique que l'effet d'âge (les plus jeunes sont généralement moins religieux que leurs aînés) se soit atténué. Enfin, deux autres phénomènes doivent être soulignés : d'abord l'attachement aux valeurs de la tradition pour les jeunes plus religieux versus aux valeurs de la modernité pour les jeunes moins religieux, et ensuite les fortes différences d'un pays à l'autre. En 2008, 35% des jeunes Français déclaraient appartenir à une religion, mais 72% en Allemagne.

Les données pour la France uniquement, analysées par Bréchon (2012) permettent de tracer un portrait assez similaire. L'appartenance religieuse déclarée des jeunes baisse de 59% à 34% de 1981 à 2008, mais la diminution du sentiment religieux est moindre, soit de 38% à 30% durant la même période. En 2008, « l'intérêt pour le spirituel » chez les jeunes de 18 à 29 ans était de 40%. Quant à la confiance dans l'Église, elle est plutôt faible, aux environs de 35%, tant chez les jeunes que chez leurs aînés, et cela depuis 1981. L'impact de la religiosité sur les valeurs des jeunes est en baisse, et moins élevé que chez les personnes âgées. Au Québec, le sentiment religieux est en baisse depuis 1960 et, selon Langlois (1990) : « [le] déclin des valeurs spirituelles est particulièrement prononcé chez les jeunes [...] [et ce déclin] viendrait plutôt d'un abandon et d'un déplacement vers des valeurs matérialistes ou individualistes » (p. 932).

Aux États-Unis, et cela pourra apparaître surprenant à plusieurs, dans les mots de Twenge (2014) : « *These massive data sets, with respondents aged 13 to 98, conveyed a clear conclusion : Americans' religious commitment has declined precipitously, especially since 2000* » (p. 42). Et elle ajoute plus loin, plus spécifiquement pour les jeunes : « *Belief in God has also taken a hit* » (p. 44). En 1994, 56% des 18-29 ans croyaient en Dieu. En 2012, 44%. En outre, à l'opposé de l'Europe, l'éloignement des institutions religieuses n'a pas été compensé par des pratiques religieuses ou spirituelles privées. En 1994, seulement 2% des jeunes de 18 à 29 ans déclaraient ne jamais prier. En 2012, cette proportion avait augmenté à 26%. Le déclin de la religion chez les jeunes serait dû, entre autres, au fait que de plus en plus d'adolescents sont élevés par des parents non-religieux. Citant Christian Smith dans *Soul Searching* (Smith et Denton, 2009), Twenge évoque également une certaine forme de scepticisme intellectuel chez les adolescents.

En résumé, malgré certaines variations, particulièrement entre pays, et malgré les données mondiales évoquées plus haut, il semble que le sentiment religieux chez les jeunes Occidentaux soit assez faible, et en diminution depuis quelques décennies. On peut peut-être y voir, comme Langlois (1990), une montée des valeurs individualistes et matérialistes.

3.3.8 La science

Il n'y a pas si longtemps, pour la majorité des gens, la science était synonyme de progrès, tant sur le plan scientifique que social et humain : diminution de la maladie, augmentation de la production de nourriture pour contrer la malnutrition, diminution du travail pénible, diminution de la pauvreté, etc. Ce n'est plus le cas, pour de nombreuses raisons. La crainte des OGM et des nanotechnologies, les pertes d'emploi dues au développement des technologies, les catastrophes nucléaires et la dégradation de l'environnement, entre autres, sont passées par là (Beck, 2009). La découverte de fraudes scientifiques majeures aussi. Selon John Ioannidis, professeur de médecine à Stanford, la majorité des études publiées, même dans les grandes revues scientifiques, sont fausses (Couronne, 2018). La plupart du temps, les résultats des études publiées ne peuvent pas être reproduits par d'autres chercheurs

Au Québec, selon les résultats d'un sondage publié dans la revue Québec Science en décembre 1999 (SOC-7144, 2014), 29% de la population a peur des progrès scientifiques. Au Canada, selon Bennett (1997) (SOC-7144, 2014), la situation est similaire : sur une échelle de 1 à 5, le résultat moyen était de 2,41 en réponse à l'affirmation *La science fait plus de mal que de bien*. Nos concitoyens semblent donc un peu plus confiants que les Européens (à ce sujet, voir Beck, 2009) par rapport aux progrès scientifiques, même si une certaine proportion de la population demeure craintive.

En ce qui concerne plus spécifiquement les jeunes de 18 à 29 ans, nous n'avons pas trouvé de données significatives à ce sujet, mais, comme nous le verrons à la section suivante sur l'environnement, il n'y a probablement pas de grandes différences avec les attitudes de leurs aînés. Un résultat de l'enquête *Valeurs* de 2008 en France (Bozonnet, 2012) nous donne toutefois une indication intéressante. La proportion de répondants croyant que « Le génie de l'homme permettra que la terre reste vivable » passe de 43% pour les 18-29 ans, à 48% pour les 30-44 ans, 51% pour les 45-59 ans et 57% pour les 60 ans et plus. Il semblerait bien que les jeunes font moins confiance à la science, ce qui serait un effet de génération.

Faute de données probantes, et considérant globalement la perte de confiance dans les institutions qui se manifeste actuellement dans le monde occidental (Holeindre, 2010), notre hypothèse pour l'instant est que la croyance des jeunes à la science et au progrès est moins élevée qu'elle ne l'était chez les individus appartenant à la génération du « baby boom ».

3.3.9 L'environnement

Dans les grandes enquêtes, les répondants qui se déclarent préoccupés par les questions environnementales, et particulièrement les problèmes de pollution, sont souvent très nombreux, sinon majoritaires. Le tableau B002 du livre *Changing Values and Beliefs in 85 Countries* (Halman et coll. 2008), indique, pour les années 1995 et 2000, la proportion de ceux et celles qui sont tout-à-fait d'accord (« *strongly agree* ») pour payer plus de taxes pour protéger l'environnement. Malgré des diminutions parfois très significatives de 1990 ou 1995 à 2000, les résultats pour cette dernière année de mesure sont tout de même de 74% en Chine, 61% aux États-Unis, 58% au Canada, 53% en Inde, 50% au Royaume-Uni, mais seulement

37% en France, et 30% en Allemagne. Malheureusement, et même si, normalement, les valeurs orientent les comportements et l'action, de nombreux auteurs soulignent que, dans le domaine de l'environnement, il y a fréquemment un écart entre les valeurs et l'action (« *value-action gap* ») (Whitmarsh et coll., 2011, Lovbrand et coll., 2015).

Galland (2017), dans *Sociologie de la jeunesse*, ne traite pas des questions environnementales. Il indique cependant, dans une publication très récente intitulée *Les générations au prisme des valeurs* (Galland 2021), que ce sont les 30-49 ans qui adhèrent le plus aux valeurs environnementales en 2017 dans plusieurs pays européens, et non les 18-29 ans. « Les jeunes n'apparaissent même pas particulièrement en pointe sur ces valeurs concernant la protection de l'environnement » (p. 60).

Dans *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Bozonnet (2012a) présente une analyse à ce sujet. La proportion d'écocentriques, de ceux et celles qui « placent la nature au centre de leur conception de monde pour les cinq questions posées », est de 23% chez les 18-29 ans, mais de 13% chez les 60 ans et plus (p. 172). Il ajoute ensuite : « cette conception du monde demeure peu engagée, voire inconsistante, si bien qu'elle conduit assez rarement à des pratiques environnementales » (p. 172). Il étudie aussi le vote écologiste, l'engagement associatif et l'engagement financier. On en retient que les jeunes ne se distinguent pas beaucoup de leurs aînés, mais que les plus instruits sont nettement plus conscientisés que les moins instruits. Bozonnet (2012a) note en outre qu'il y a eu des hauts et des bas depuis 1981, mais que le mouvement des différents indicateurs semble s'être stabilisé en 2008. Enfin, l'analyse du vote écologiste est très difficile, car de très nombreux facteurs influencent le comportement des électeurs. De 17% en 1990, l'intention de vote écologiste des jeunes est passée à 9% en 2008.

Selon Pronovost (2013), les jeunes de 10 à 15 ans sont familiers avec les problèmes écologiques, ils valorisent le bien-être plutôt que la richesse matérielle, et les relations sociales plus que la consommation. Pour ces plus jeunes, les médias, les entreprises et les gouvernements sont peu crédibles concernant l'environnement et ils ne sont pas très optimistes à ce sujet. On peut peut-être présumer, mais cela n'est pas certain, que cette

attitude se retrouve aussi chez les 18-29 ans.

La situation est aux États-Unis est encore moins positive selon Twenge (2014) qui croyait qu'au moins à ce sujet les jeunes se montreraient plus engagés.

These [les questions sur l'environnement dans les enquêtes], I guessed, would be the exception to the trend towards disengagement. However, I was wrong. GenMe'ers were significantly less likely to say they did anything to help the environment than Boomers and GenX'ers, across a wide variety of questions, even those asking about specific behaviors (p. 188).

Twenge ajoute que cette constatation est confirmée par les résultats d'autres enquêtes qui montrent que l'intérêt pour la protection de l'environnement est en baisse aux États-Unis.

En résumé, et bien que les données des différentes études soient souvent très difficiles à comparer et que la plupart de celles-ci ne soient pas très récentes, on ne peut que constater que la question environnementale semble préoccuper relativement peu les jeunes en Occident, et pas vraiment plus que leurs aînés. Apparemment, depuis les dernières décennies, l'intérêt des jeunes pour l'écologie ne se serait pas beaucoup accru, mais il faut rappeler que c'est un domaine où les changements de perception peuvent être assez rapides. De façon générale, quand les sondeurs demandent aux électeurs Québécois quelles sont leurs priorités, l'environnement n'est pas souvent en haut de la liste. Par exemple, dans la *Boussole électorale* de Radio-Canada (qui n'est pas une mesure scientifiquement correcte de l'opinion de la population en général), 11% ont mentionné l'environnement comme leur priorité en 2014. Toutefois, les sondages les plus récents semblent indiquer que les préoccupations environnementales des citoyens canadiens sont actuellement beaucoup plus fortes qu'il y a quelques années, ce qui doit nous inciter à beaucoup de prudence dans notre analyse.

3.4 Résumé et conclusion

Nous avons fait le choix de neuf valeurs pour cette brève étude de l'évolution des valeurs des jeunes en Occident depuis les années 1980 : la famille, le travail, la démocratie, la confiance, la tolérance, l'autonomie, la religion, la science et l'environnement. De façon générale, on

constate en premier lieu qu'il y relativement peu de variation depuis les années 1980, et que les jeunes se distinguent finalement assez peu de leurs aînés (au même âge), entre autres en ce qui concerne l'importance de la famille et du travail. Cela dit, il y a malgré tout certains éléments qui méritent d'être soulignés.

La hausse de la tolérance des jeunes est le premier de ces éléments. Leur attitude à ce sujet est assez différente de celle de leurs aînés (il s'agit à la fois d'un effet d'âge et d'un effet de cohorte). Il faut aussi noter que certaines tendances générales sont plus accentuées chez les jeunes, par exemple l'importance de l'épanouissement de soi, de l'autonomie et de l'individualisme, et la baisse de la confiance envers les institutions. Pour ce qui est de la science et de l'environnement, l'élément remarquable est le peu de différence entre les jeunes et leurs aînés. Enfin, dans plusieurs cas, il y a un clivage fort entre les plus instruits et les moins instruits, beaucoup plus qu'entre les jeunes et les plus âgés.

Comment peut-on expliquer ce que nous venons d'exposer ? À notre avis par l'influence des conditions sociales au moment où se forment les valeurs, c'est-à-dire durant l'enfance et l'adolescence. Ainsi, l'élément le plus marquant est probablement la hausse de la tolérance que la théorie du contact que nous avons présentée permet de comprendre. Certains éléments moins marquants, comme la plus grande importance de l'autonomie et de l'épanouissement de soi, la baisse de la confiance et l'intérêt relativement peu élevé pour l'environnement, seraient simplement dus à la montée récente de l'individualisme dans les sociétés capitalistes et néolibérales qui valorisent beaucoup la réussite individuelle.

On peut rappeler à ce sujet que, pour le néolibéralisme, la concurrence et la compétition sont le principe organisateur de presque tous les aspects de la vie en société. C'est, comme l'expliquent Dardot et Laval (2009), l'hypothèse de l'acteur égoïste et rationnel qui recherche son bien-être, qui prend toutes ses décisions en fonction de celui-ci, et qui est donc en compétition constante avec tous les autres individus, le corollaire en étant l'absence de valeurs collectives, de solidarité et de partage, et aussi de véritable démocratie puisqu'il n'y a plus de débats et de luttes idéologiques.

Cette montée de l'individualisme affecte plus les jeunes qui ont été éduqués dans un système très individualisé et, comme l'explique très bien Twenge (2014) dans le cas des États-Unis, qui met l'accent sur l'importance de l'estime de soi. Il semble que ce phénomène soit toutefois moins prononcé en France, une société où le néolibéralisme est un peu moins présent. Galland (2017), citant Durkheim, trace la distinction entre l'individualisation, qui peut refléter un certain humanisme parce qu'il valorise l'être humain, et l'individualisme, qui est tout simplement égoïste.

On peut aussi rappeler en terminant ce chapitre sur les valeurs des jeunes qu'il y a encore des différences entre l'attitude des garçons et des filles, mais qu'elles tendent à s'atténuer, que les jeunes ont tendance à moins utiliser la voiture individuelle, et qu'ils sont pour beaucoup citoyens du monde car ils sont nés avec la mondialisation.

CHAPITRE 4 - MÉTHODOLOGIE

Introduction

Au début de cette thèse, dans l'introduction générale, nous avons brièvement esquissé les objectifs et les hypothèses de notre travail de recherche. Nous avons ensuite décrit la problématique du réchauffement climatique, présenté les enjeux et les mécanismes qui sont reliés aux changements sociaux que cette problématique implique, expliqué ce que nous enseigne la sociologie du futur pour la poursuite de notre travail, et décrit ce que nous savons des valeurs des jeunes qui forment la base sur laquelle s'appuient leurs choix de société.

Dans ce chapitre, nous allons expliquer notre démarche en rappelant nos objectifs et nos hypothèses, en décrivant la mécanique de notre enquête et en expliquant comment nous avons analysé les résultats. Nous expliquerons également comment la pandémie de Covid-19 a perturbé nos travaux et les décisions que nous avons prises pour tenter de prendre le plus possible avantage de cette perturbation.

4.1 Objectifs spécifiques du projet

Comme nous l'avons souligné au départ, ce sont les jeunes qui sont les premiers concernés par ce grand défi environnemental qu'est le réchauffement climatique, car ce sont surtout eux qui auront à vivre les changements sociaux que ce phénomène entraînera inévitablement. L'objectif de notre travail est donc de mener une enquête auprès de certaines catégories d'entre eux, dans le but de répondre à la question suivante : *dans le cadre de la reconnaissance d'actions requises pour affronter le défi environnemental que constitue le réchauffement climatique, et considérant les valeurs des jeunes, leurs attitudes et leurs comportements envers les questions environnementales, quels changements sociaux ayant des effets sur le mode de vie, et plus généralement quelles contraintes sociales, les jeunes sont-ils disposés à accepter, et à quelles conditions ?*

Pour répondre à cette question de recherche, nous nous sommes employés à :

- a) déterminer quelles sont les valeurs auxquelles les jeunes sont le plus attachés ;
- b) comprendre comment ils conçoivent le problème des changements climatiques et ses effets

à long terme sur la société ;

c) bien saisir la vision qu'ils ont de la société du futur, c'est-à-dire quelles sont les caractéristiques de la société dans laquelle ils souhaitent vivre ;

d) les interroger sur les conditions requises pour que ce souhait se réalise.

4.2 Hypothèses

Sur la base des enquêtes récentes que nous avons décrites et des écrits de certains penseurs de la modernité avancée qui en ont expliqué les caractéristiques (Beck, 2009, Giddens, 1990, Touraine, 2013), nous avons formulé trois hypothèses. D'abord, que les jeunes ont globalement une assez bonne compréhension des causes et de l'impact des changements climatiques, mais que, comme la majorité de nos concitoyens, ils n'ont pas nécessairement une vision très précise des bouleversements sociaux qui risquent de survenir. Ensuite, que de nombreux jeunes veulent vivre dans une société dont la priorité est le bien-être des citoyens plutôt que la richesse financière personnelle et qui, malgré l'individualisation et le déclin de la solidarité qui caractérisent la modernité avancée, permet le développement humain de tous et de toutes. Enfin, que beaucoup d'entre eux sont prêts à des changements majeurs de leurs habitudes de vie (alimentation, consommation, habitation, transport) parce que ceux-ci sont nécessaires pour préserver leur bien-être à long terme, mais seulement à la condition que ces changements soient déterminés avec la participation des citoyens de toutes les catégories sociales et qu'ils soient justes, c'est-à-dire que tous et toutes contribuent à l'effort collectif.

4.3 Enquête

Introduction

Comme nous l'avons déjà mentionné, nos travaux n'ont pu se dérouler comme prévu à cause de l'arrivée de la pandémie de Covid-19 en mars 2020. Dans cette section, nous allons décrire le processus et les choix que nous avons déterminés au départ, et nous allons ensuite expliquer le déroulement des opérations et les changements apportés.

4.3.1 Caractéristiques des participants (grille initiale)

Pour déterminer avec des jeunes les caractéristiques et les conditions de mise en place de la société du futur, considérant que le niveau d'instruction est le paramètre le plus important en ce qui a trait à la perception des défis environnementaux, nous avons choisi initialement de conduire des entrevues semi-dirigées auprès de 48 étudiants, dont 16 à l'université, 16 au cégep technique et 16 au secondaire professionnel. Le choix d'interroger des étudiants plutôt que des jeunes travailleurs était justifié, d'une part d'un point de vue pratique, par la plus grande facilité de recrutement des participants, et d'autre part d'un point de vue théorique, considérant que ces jeunes sont en formation et qu'ils ne sont donc pas encore soumis aux contraintes du travail qui peuvent modifier de façon significative leur vision de la société.

Nous avons déterminé que chaque groupe de 16 individus devait comporter 8 hommes et 8 femmes, de même que 8 provenant d'un milieu urbain et 8 d'un milieu périurbain ou rural. Nous avons également choisi de faire la sélection des participants en fonction de l'origine socio-économique via le type d'emploi des parents, ouvriers qualifiés et semi-qualifiés, employés, techniciens professionnels, et cadres et professions libérales, donc au total 12 individus de chaque origine. L'influence de l'origine sociale sur la manière d'appréhender le futur a bien été démontrée par Mercure (1995). Quant au milieu de vie, urbain et rural ou périurbain, les événements récents dans de nombreux pays démocratiques (les « gilets jaunes » en France, le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni et l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016) en ont bien montré tout l'impact, la fracture sociale et politique entre ces deux milieux étant extrêmement nette. Le Tableau 1 présente l'échantillon raisonné que nous avons élaboré.

Tableau 1 - Caractéristiques des 48 participants étudiants (24 hommes et 24 femmes)

Par./Orig.	Secondaire professionnel		Cégep technique		Université	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
A	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F
B	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F
C	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F
D	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F	1H + 1F

Origine : Urbaine ou Rurale et périurbaine

Parents : A (ouvriers qualifiés et semi qualifiés)

B (employés)

C (techniciens professionnels)

D (cadres et professions libérales)

4.3.2 Collecte des données, entrevues et groupes de discussion (décisions initiales)

Le choix d'entrevues semi-dirigées a été effectué en considérant d'abord qu'il fallait laisser aux jeunes la possibilité de s'exprimer sans contraintes, seuls devant l'interviewer, et ensuite parce qu'elles permettent d'appréhender les liens entre les comportements et ce qui les détermine. Comme l'explique Savoie-Zajc (2010, p. 337) : « cette technique de collecte de données est centrale dans une perspective interprétative et constructiviste ». Toutefois, considérant que de nombreux jeunes n'ont pas nécessairement, comme nous l'avons mentionné plus haut, une vision très précise des bouleversements sociaux qui risquent de survenir, et considérant aussi que la discussion en petits groupes pourrait susciter chez les participants une réflexion plus approfondie, nous avons décidé d'organiser, après les entrevues semi-dirigées, six groupes de discussion de huit individus (d'une durée d'environ deux heures chaque) animés par une spécialiste de ce type de forum. Il était prévu que la discussion porte essentiellement sur les changements sociaux souhaités par les participants et mis en évidence lors des entrevues individuelles. Le but était d'amener les participants à réfléchir jusqu'à quel point ils veulent devenir des sujets, des acteurs du changement. Comme l'écrit Touraine (2013) : « Le sujet qui est en nous est ce qui nous donne la capacité et le droit

d’être créateurs, c’est-à-dire de renforcer et de défendre notre capacité de créer et de transformer la nature et nous-mêmes » (p. 16).

Nous avons choisi cette démarche de recherche en deux étapes parce que l’objectif que nous poursuivons est de comprendre et de déterminer les caractéristiques de la société que, face au défi des changements climatiques, les jeunes d’aujourd’hui souhaitent, et que tous les jeunes n’ont pas nécessairement pris le temps d’y réfléchir et d’en discuter, ce que la deuxième étape devait leur permettre.

4.3.3 Recrutement des participants (décision initiale)

Afin de sélectionner les participants, nous avons initialement prévu de rencontrer d’abord les directeurs des études de trois institutions d’enseignement, puis de choisir avec eux des cours où nous pourrions exposer les buts de notre recherche et susciter des candidatures de participants à nos travaux. Chaque candidat devait remplir un formulaire permettant de connaître ses données de situation, notamment son genre, son milieu de vie et son origine socio-économique afin entre autres d’éviter les plus possible les doublons.

4.3.4 Déroulement des opérations et changements apportés

À l’Université Laval, en septembre 2019, nous avons contacté un certain nombre de directeurs de programme, soit en relations industrielles, en sciences de l’éducation et en sciences infirmières afin de présenter notre projet dans des cours où le nombre d’étudiants et d’étudiantes est élevé en vue d’attirer le plus de participants volontaires possible. Après avoir constaté que le recrutement était plus difficile que prévu, nous avons poursuivi notre démarche dans des cours d’agronomie et de génie mécanique. Le Tableau 2 présente les caractéristiques des participants que nous avons recrutés et interviewés au trimestre d’automne 2019. Celles-ci ont été obtenues via la fiche que chaque volontaire devait remplir afin de nous permettre la sélection en fonction des paramètres indiqués au Tableau 1.

Tableau 2 - Recrutement à l'Université Laval

Participants	Genre	Parents	Âge
Samuel	H	BC	18-21
Camille	F	CC	18-21
William	H	DD	18-21
Gabrielle	F	CC	22-25
Sarah	F	AA	25-29
Maude	F	DD	22-25
Laurie	F	DC	18-21
Noémie	F	BC	18-21
Audrey	F	DA	18-21
Gabriel	H	BB	25-29
Catherine	F	DC	18-21
Ariane	NB	AC	22-25
Alexandre	H	DD	18-21
Olivier	H	DD	18-21
Sabrina	F	DA	25-29
Émilie	F	CD	18-21
Jeremy	H	DC	22-25
Nicolas	H	DD	22-25
Vincent	H	BC	18-21
Anthony	H	DD	18-21

*Tous les noms des participants utilisés dans le tableau ci-dessus sont fictifs

Emploi du père et de la mère

A : ouvrier

B : employé

C : technicien

D : cadre

Municipalités d'origine (dans le doute, le lieu des études secondaires) : Québec (5), Lévis (2), Île d'Orléans, La Sarre, Lathuille (France), Messines, Montréal, Shawinigan, St-Félix de Valois, St-Georges de Beauce, St-Jacques de Leeds, St-Hyacinthe, Thetford Mines, Torcy-le-Petit (France), Val-d'Or

Les données présentées au Tableau 2 montrent que nous avons obtenu, comme nous le souhaitions, un échantillon assez diversifié, tant du point de vue de l'origine (rurale ou urbaine) que du point de vue socio-économique, sans toutefois avoir pu satisfaire parfaitement aux critères précis que nous avons déterminés. La population des municipalités d'origine varie en effet de moins de 1000 (Torcy-le-Petit, Lathuille, St-Jacques de Leeds), en passant par quelques milliers (Messines, St-Félix de Valois), jusqu'à plus de 500 000 (Québec et Montréal), et l'origine socioéconomique, telle que déterminée par l'emploi du père et de la mère, couvre un spectre très large, allant des classes populaires (A et B), en passant par les classes moyennes (C), aux classes les plus aisées (D), celles-ci étant cependant plus représentées (ce qui est plutôt normal dans un contexte universitaire).

Au Cégep Limoilou, en janvier 2020, nous avons procédé de la même manière et le recrutement s'est révélé là aussi assez difficile. Nous avons présenté notre projet dans plusieurs cours des programmes de comptabilité et gestion, de gestion de commerces, de génie mécanique, de génie civil, de sciences infirmières, de diététique, et d'animation 3D. Le Tableau 3 présente les caractéristiques des participants que nous avons recrutés et interviewés au trimestre d'hiver 2020.

Les données présentées au Tableau 3 montrent que nous avons obtenu au cégep, comme à l'université, un échantillon assez diversifié, tant du point de vue de l'origine (rurale ou urbaine) que du point de vue socioéconomique, sans toutefois avoir pu satisfaire parfaitement aux critères précis que nous avons déterminés. La population des municipalités d'origine varie en effet de moins de 1000 (Cascapédia St-Jules, Sainte-Aurélie), en passant par quelques milliers (Sayabec, La Pocatière, Darnétal), jusqu'à plus de 500 000 (Québec), et l'origine socio-économique, telle que déterminée par l'emploi du père et de la mère, couvre un spectre très large, allant des classes populaires (A et B), en passant par les classes moyennes (C), aux classes les plus aisées (D), les classes moyennes étant cependant plus représentées (ce qui est plutôt normal dans un contexte d'enseignement technique). Le tableau ne comporte cependant que quatorze individus, et non seize, car notre travail a été interrompu durant la deuxième semaine de mars 2020 lorsque les autorités gouvernementales

Tableau 3 - Recrutement au Cégep Limoilou

Participants	Genre	Parents	Âge
Maxime	H	CC	18-21
Thomas	H	CA	18-21
Félix	H	CC	22-25
Mathieu	H	CD	25-29
Alexandra	F	BC	22-25
Mégan	F	CA	18-21
Antoine	H	CA	22-25
Jade	F	BC	22-25
Jessica	F	DA	18-21
Zachary	H	DC	18-21
Simon	H	DD	18-21
David	H	CD	18-21
Laurence	F	AA	22-25
Xavier	H	BC	18-21

*Tous les noms des participants utilisés dans le tableau ci-dessus sont fictifs

Emploi du père et de la mère

A : ouvrier

B : employé

C : technicien

D : cadre

Municipalités d'origine (dans le doute, le lieu des études secondaires) : Québec (3), Beaupré, Cascapedia St-Jules, Darnétal (France), La Pocatière, Les Sables d'Olonne (France), Rimouski, Sainte-Aurélie, St-Élie d'Orford, Sayabec, Shawinigan, Stoneham

ont imposé brusquement un confinement. Le décret gouvernemental imposant ce confinement nous a bien évidemment empêché de procéder par la suite en mai et juin 2020 au recrutement de participants au secondaire professionnel tel que prévu.

Quand il est devenu clair que la pandémie pouvait durer assez longtemps, nous avons réfléchi à la meilleure manière d'orienter nos travaux dans les circonstances. D'abord, nous avons

examiné les impacts sociaux de la pandémie et du confinement, pour en conclure que cette crise pourrait modifier la perception que les jeunes ont de la société à de nombreux points de vue (en particulier en ce qui a trait aux comportements sociaux, aux inégalités sociales et à l'esprit de solidarité, à la confiance qu'il est possible d'accorder aux autres individus et aux institutions, à la définition même de ce que représente le bien-être, à l'importance des relations sociales et au rôle des autorités gouvernementales), et donc des caractéristiques du futur à construire pour répondre au défi des changements climatiques. Il nous a donc semblé inutile et non-pertinent d'interviewer après la crise et le confinement des élèves du secondaire professionnel, car il ne serait pas possible logiquement d'analyser leurs propos (post-crise) dans un ensemble avec ceux des étudiants et étudiantes universitaires et des cégépiens et cégépiennes (pré-crise). Nous avons dû alors constater que nos travaux sur les jeunes et le réchauffement climatique seraient nécessairement restreints et que nos résultats refléteraient uniquement la vision du futur des étudiants et des étudiantes du secteur post-secondaire.

Après avoir examiné, à l'automne 2020, les suggestions de la Faculté des études supérieures et post-doctorales (FESP) à l'intention des étudiant(e)s et des directeurs de recherche, nous avons décidé de modifier notre projet de la façon suivante. À la place des entrevues prévues au secondaire professionnel en mai et juin 2020, nous avons décidé de refaire des entrevues à l'automne 2020 avec un certain nombre de participants déjà interrogés (environ un sur deux), en utilisant la même grille d'entrevue, afin de pouvoir ainsi analyser comment la crise de la Covid-19 pourrait avoir modifié (ou non) la vision des étudiantes et des étudiants face à l'avenir de nos sociétés aux prises avec les changements climatiques. À la suite d'une relance par courriel, dix-sept personnes (dix de l'université, sept du cégep), soit exactement la moitié des participants déjà interviewés, ont accepté de se prêter à une nouvelle entrevue (en mode virtuel, le présentiel étant impossible). Ces entrevues ont eu lieu en octobre et en novembre 2020. D'une certaine manière, nous avons donc pu « profiter » de la crise qui a interrompu nos travaux au moment où nous terminions la série d'entrevues au cégep pour obtenir des informations qui nous semblent particulièrement intéressantes dans le contexte que nous vivons.

Un autre impact de la pandémie a été l'impossibilité de réunir les groupes de discussion prévus avec les cégépiens et les cégépiennes. Nous n'avons donc organisé des réunions de groupe qu'avec les étudiantes et les étudiants de l'université (en janvier 2020). Nous n'avons donc malheureusement pas été en mesure de tirer de cette procédure les informations que nous souhaitions puisqu'elle n'a touché qu'un groupe sur deux.

4.3.5 Guide d'entrevue

Considérant les objectifs et les hypothèses que nous avons décrits plus haut, les entretiens avec les étudiantes et les étudiants ont porté sur quatre séries de questions :

- 1- sur leurs valeurs ;
- 2- sur leur perception du problème des changements climatiques et leurs pratiques environnementales ;
- 3- sur les caractéristiques de la société qu'ils souhaitent pour le futur ;
- 4- sur les conditions requises pour la mise en place de cette structure sociale.

Afin d'obtenir le maximum d'information pertinente, le guide d'entrevue que nous présentons à la page suivante a été préparé dans le but non seulement de permettre aux personnes interrogées de s'exprimer sans trop de contraintes, mais aussi d'expliquer les processus (au sens de Becker (2002)) qui les ont amenés à leur vision des enjeux et à leurs comportements actuels.

Tel que suggéré par Harvatopoulos et coll. (1989), nous avons effectué un test de validation (ou une pré-enquête) auparavant, afin de bien préciser les concepts et les mots inducteurs utilisés, étudier les représentations rattachées à l'environnement et à la vie en société, et ainsi assurer une communication efficace avec les participants.

L'entrevue semi-dirigée n'est pas une simple suite de questions et de réponses. Elle est « une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur » (Savoie-Zajc, 2010, p. 340), une « interaction sociale » entre l'enquêteur et l'enquêté (Harvatopoulos et coll., 1989, p. 51). L'enquêteur doit donc avoir beaucoup d'ouverture et accepter de sortir hors du cadre et

des catégories pré-construites, viser « la compréhension du monde de l'autre » et tenter de comprendre « les contradictions qui animent un individu à propos du phénomène étudié » (Savoie-Zajc, 2010, p. 343). Malgré ce que révèlent les enquêtes sur les valeurs des jeunes et sur leur relation au travail, il se peut, par exemple, que plusieurs participants adhèrent à une nouvelle vision comme celle qui se développe en ce moment aux États-Unis et dont l'acronyme est FIRE (*Financial Independence Retire Early*). Cette vision est basée sur la réduction de la consommation, ce qui est positif du point de vue environnemental, mais dans le but de favoriser l'accumulation rapide du capital pour permettre la retraite à 40-45 ans.

L'interaction verbale que constitue l'entrevue semi-dirigée permet des « relances » pour approfondir certaines conceptions que peuvent avoir les participants, et également pour les amener à s'exprimer sur certains sujets avec lesquels ils sont moins familiers en leur donnant, non pas des éléments de réponse, mais des précisions, des exemples, ou des faits qui peuvent illustrer ou éclairer les sujets qui font l'objet de l'entrevue. Voici le schéma d'entrevue.

Question 1- Les valeurs

L'objectif de cette première question est de comprendre les grandes valeurs qui influencent les comportements du participant et ses choix pour la société du futur, en ciblant en particulier la justice et l'équité, la liberté, l'engagement envers la collectivité, la science et la technologie, et la conception du bien-être (matériel et psychologique).

Quelles sont vos valeurs ? Qu'est-ce qui est le plus important dans votre vie ? Quelle est votre opinion sur la société actuelle ?

Relance. Que pensez-vous des valeurs suivantes : justice, équité, justice sociale, bien commun, intérêt général, liberté, bien-être (matériel et psychologique), travail, science, religion, nature, amitié ?

Question 2 - Le réchauffement climatique

Le but de cette deuxième question est de comprendre et d'évaluer l'importance du grand défi environnemental qu'est le réchauffement climatique dans la pensée du participant (donc évaluer sa sensibilité écologique) et sur ses comportements sociaux.

Quelle est votre perception de la question du réchauffement climatique, de ses effets possibles, et de ce que la société devrait faire ?

Relance. Décrivez-moi vos pratiques et vos habitudes concernant le recyclage, l'énergie, l'alimentation, le transport et la consommation.

Question 3- La société du futur

L'objectif de cette série de questions est de cerner les caractéristiques de la société souhaitée par le participant, en fonction de sa vision des défis environnementaux (et surtout du réchauffement climatique), en fonction également de sa vision du développement de la technologie, en ciblant l'organisation politique, l'organisation économique et l'organisation sociale (particulièrement le mode de vie).

Considérant votre point de vue sur la question spécifique du réchauffement climatique, et en visant un monde idéal, décrivez-moi la société dans laquelle vous souhaiteriez vivre en 2050, et le mode de vie qu'il faudrait adopter.

Relance. Les quatre questions suivantes.

a) Le système économique serait-il différent du système actuel ? Quelles seraient ces différences ?

Relance. Faudrait-il conserver le libéralisme et continuer de viser la production de la richesse (la croissance économique) ? Viser plutôt la décroissance pour protéger l'environnement ? Ou bien viser une croissance différente, en utilisant des indicateurs différents ?

b) Le système politique serait-il différent du système actuel ? Quelles seraient ces différences ?

Relance. Faudrait-il un système avec plus d'autorité ? Avec plus de participation des citoyens ? Avec plus de liberté ? Avec moins de liberté ?

c) Quel devrait-être le mode de vie en 2050 concernant l'alimentation, l'habitation, les transports, la consommation et les voyages ?

Relance 1. Rappelez-moi vos pratiques et vos habitudes concernant l'alimentation, l'habitation, les transports, la consommation et les voyages.

Relance 2. Les citoyens devraient-ils être soumis à des contraintes sociales et à des restrictions à ce sujet ? Comment ? En réduisant l'offre ? Par réglementation de la demande ?

d) Comment voyez-vous l'impact des développements et des innovations technologiques en 2050 ?

Relance. Est-ce que la technologie réglera les problèmes d'énergie, de transport, de pollution, de réchauffement climatique, etc. ? Est-ce qu'il y a des risques ?

Question 4- Les conditions pour y parvenir

<p><i>L'objectif de cette dernière question est d'amener le participant à réfléchir aux conditions de mise en œuvre de la société souhaitée.</i></p>
--

Quelles conditions sociales, politiques, mais aussi économiques seraient nécessaires pour que les changements de société que vous souhaitez soient mis en place d'ici 2050 ?

Relance 1. Faudrait-il une meilleure répartition des ressources ? Des chances égales pour tous ? L'amélioration de l'éducation et de la conscientisation ? Mieux développer l'esprit d'entreprise ?

Relance 2. Comment les décisions devraient-elles être prises ? Par délibération citoyenne ? Par référendum ou sur la base de sondages d'opinion ? Par des panels d'experts ou des autorités indépendantes ? Par un gouvernement autoritaire ?

Question 5- Résumé (par l'interviewer) et remarques libres sur la société à construire

4.4 Analyse des données

4.4.1 Introduction et considérations analytiques

Il existe de nombreuses façons d'analyser des données qualitatives et il n'y a pas de recettes toutes faites applicables en toutes circonstances (Miles et Huberman, 2003). Pour notre étude, nous nous sommes inspirés de la méthode d'analyse thématique proposée par Braun et Clarke (2006) pour les recherches en psychologie.

La transcription des données est la première étape du processus établi par Braun et Clarke (2006). Elle permet de se familiariser avec les données et de générer les premières idées. La seconde étape consiste à identifier de façon systématique les éléments de base des données (les « codes ») qui présentent un intérêt pour l'analyse. La troisième étape consiste à assembler ces codes pour en faire des thèmes potentiels. C'est à ce moment que le chercheur commence à faire des liens entre les « codes » et les thèmes. Ensuite, lors de la quatrième étape, on établit une carte de tous les thèmes et on vérifie avec l'ensemble des données si celle-ci est cohérente. On vérifie tant l'homogénéité interne des thèmes que leur hétérogénéité externe. Enfin, la cinquième étape vise à finaliser le travail en précisant tous les thèmes et les sous-thèmes s'il y a lieu, et en finalisant le tableau complet qui se dégage. La dernière étape conduit à la rédaction du rapport.

Dans tous les cas, il est important d'être très attentifs à la question des significations sous-jacentes aux propos des personnes interrogées (Godin, 2014), et de ne pas oublier l'activité symbolique de la pensée humaine et son corollaire, la dimension symbolique de l'activité sociale. Selon Sabourin (2010, p. 416), « l'analyse de contenu a pour but de connaître la vie sociale à partir de cette dimension symbolique des comportements humains ». L'analyse de

discours, une autre méthode qu'il est possible d'utiliser pour l'analyse des entrevues semi-dirigées, a justement pour but de mettre en évidence, au-delà de la réalité telle qu'exprimée directement dans la parole, le sens latent des propos analysés. On peut définir brièvement le discours comme « un système d'énoncés qui construisent un objet » (Parker cité par Burr (1995)). De manière plus large, on peut le décrire comme « un assemblage de significations, de métaphores, de représentations, d'images, d'histoires, d'énoncés et ainsi de suite qui, d'une certaine façon, produisent une version particulière des événements » (Burr, 1995, p. 48). Cette dernière définition implique ainsi qu'il y a différentes façons de représenter le monde, de le construire mentalement. Pour Van Campenhoudt et Quivy (2011) aussi, les données recueillies ne sont pas des réalités brutes et il importe de les analyser avec des éléments théoriques propres à faire ressortir le sens sous-jacent des propos. Pour Braun et Clarke (2006), il s'avère pertinent d'interroger les données en tentant de dégager les représentations sociales (souvent inconscientes) qui sous-tendent leurs propos. Il est tout à fait possible selon eux de procéder à ce type d'analyse de contenu avec une vision constructiviste et inductive.

4.4.2 Procédure utilisée

Dans une première étape, nous avons examiné très attentivement les transcriptions de chacune des entrevues et nous avons noté tous les éléments de base (les « codes »), toutes les informations pertinentes. Dans une deuxième étape, nous avons pour chacune préparé un résumé rassemblant tous ces éléments et effectué une analyse pour en vérifier la cohérence interne et la conformité à nos trois hypothèses (voir ces résumés à l'annexe 1). La structure même des entrevues nous a ensuite permis de dégager tous les thèmes (c'est la troisième étape). Dans la première partie des entrevues, il s'agit des valeurs suivantes : la liberté, la justice, le travail, la science, la nature, la religion, le bien-être, la famille, l'amitié et les relations humaines. Dans la seconde partie, il y a la perception du réchauffement climatique et les comportements personnels. Dans la troisième partie, ce sont l'économie, la politique, le contrôle social, les différents comportements sociaux (alimentation, habitation, transport, consommation, voyages), et la technologie. Dans la quatrième et dernière partie, nous n'avons retenu que les conditions nécessaires à la transition comme thème. Ce qui fait un total de vingt thèmes.

Pour chaque thème, nous avons rassemblé sous forme de tableau toutes les informations pertinentes de toutes les entrevues individuelles. Pour fixer les idées à ce sujet, nous présentons dans le Tableau 4 les informations concernant la politique et dans les Tableaux 5a et 5b celles concernant la technologie et l'innovation. On peut constater au Tableau 4 que l'information est classée en six éléments de base : le système politique (1, peu de changements, 2, certains changements, 3 changements majeurs), les améliorations souhaitées, le type de changements, le degré de participation voulu, la vision de l'autorité et les procédures électorales. Au Tableau 5a sur la technologie, il y a cinq éléments de base (les bénéfices possibles pour l'environnement et l'être humain, les risques possibles pour l'environnement et l'être humain, le contrôle souhaité, la question de la vie privée et celle de l'intelligence artificielle) et une sixième case pour des notes particulières. Au Tableau 5b, les innovations prévues par les participants sont présentées sous sept rubriques (les avancées médicales, génétiques, environnementales, dans le domaine de l'énergie, de la robotique, de la fabrication et de l'agriculture) et il y a une huitième case pour d'autres éléments. Ce sont ces tableaux (vingt en tout) qui ont permis la compréhension et l'analyse des résultats qui sont présentées dans les deux prochains chapitres (grosso modo les quatrième, cinquième et sixième étapes). Comme nous le verrons, l'analyse des entrevues a permis l'élaboration d'une typologie comportant six profils types.

Pour les nouvelles entrevues de l'automne 2020, nous avons procédé un peu de la même manière que pour les premières entrevues. Après une lecture attentive de chaque entrevue pour identifier les différences significatives avec l'entrevue précédente, nous avons rédigé pour chacune un résumé indiquant les éléments différents et les éléments semblables, accompagné d'une brève analyse (voir ces résumés à l'annexe 2). Nous avons ensuite préparé une dizaine de tableaux pour réunir par thème les différences observées et ainsi pouvoir en préparer la présentation et l'analyse (chapitre 8). Ce chapitre comprend au début une présentation des impacts sociaux possibles de la crise de la Covid-19, sur la base d'un certain nombre de textes de différents auteurs et penseurs parus dans les journaux comme *Le Devoir* et *Le Monde* de mars à juin 2020, c'est-à-dire durant les premiers mois de la pandémie.

Tableau 4 – Informations relatives à la politique**

	Système			Amélioration	Changement	Participation	Autorité	Procédure
	1	2	3					
Samuel*		✓			1.Municipalisme	++	-	Référendums
Camille	✓	?		Leaders		+	+	
William		✓			2.Petites communautés	++	-	
Gabrielle		✓		Corruption ↓	3.Petites communautés	++		Tirage au sort
Sarah	✓					+	+	Réforme?
Gabriel	✓			Entraide		+		
Vincent	✓							
Ariane		✓		Éthique	Anarchie et autogestion	++	--	Consensus
Catherine		✓				+	-	Consultations et référendums
Émilie		✓		Équilibre		+	--	
Olivier		✓		Écosocialisme, long terme		+		Tirage au sort (+empathie)
Jeremy		✓		Experts, instances mondiales		+		
Nicolas	✓			Corruption ↓			+	
Maude	✓			Marketing ↓		+		
Laurie	✓					+	+	
Sabrina	✓			Bien commun, moyen terme			+	
Noémie		✓?		Écoute, socialisme		+	+	Pouvoir moins concentré
Audrey	✓			Vert!		+	+	
Alexandre		✓		Partisanerie ↓ Discussions ↑				(Salaires réduits) Proportionnelle
Anthony	✓			Pouvoir moins concentré			+	2 tours
Mathieu		✓		Reddition de compte ↑	4.Microvillages autogérés	+		
Maxime	✓			Vert! Écoute ↑		+	+	
Mégan	✓			Changements!!!			+	Solide!
Thomas		✓		Discussion	(locales)!	+		Communautés locales?
Félix		✓			Élitisme			
Simon		✓			5.Petites communautés	+		
Jessica	✓							
David	✓			Écoute, bien-être, justice sociale				Proportionnelle
Antoine	✓			Bureaucratie ↓				
Alexandra	✓			Cliques ↓ Élités ↓		+		
Laurence		✓ ?		Citoyens, local, lobbyisme ↓	6.Petites communautés ??	+	-	
Jade	✓			Experts ↑			+	
Zachary		✓ ?		Associations locales		+		
Xavier		✓			Démocratie directe	++		

*Tous les noms des participants utilisés dans le tableau ci-dessus sont fictifs

**Voir le code de lecture à la page suivante.

Code de lecture du tableau 4

- La première colonne indique l'intensité des changements souhaités au système politique actuel (1, peu de changements, 2, certains changements, 3, changements majeurs).
- La seconde colonne indique les améliorations souhaitées (par exemple des leaders, moins de corruption, de l'entraide, de l'éthique, etc.)
- La troisième colonne décrit le type de changements souhaités.
- La quatrième colonne indique le degré de participation voulu (+ plus, ++ beaucoup plus)
- La cinquième colonne indique le degré d'autorité souhaité (+ plus que maintenant, - moins que maintenant).
- La sixième colonne présente les suggestions faites concernant les procédures électorales.

Tableau 5a – Informations relatives à la technologie**

	Bénéfices		Risques		Contrôle		Vie privée	Int. art.			Notes
	Env.	Humain	Env.	Humain	Env.	Humain	Env.	Pos.	Nég.	C.	
Samuel*	✓										Ressources financières science ↑
Camille	✓	✓			✓	✓		✓			Éthique ↑ Pétrole ↓
William	✓	✓	✓	✓	✓	✓					Pétrole ↓ Bien commun ↑
Gabrielle	✓?	✓?	✓	✓	✓	✓					
Sarah	✓		✓		✓						
Gabriel	✓	✓								✓	Nécessité de changements sociaux
Vincent	✓	✓	✓	✓		✓		✓		✓	Géo-ingénierie
Ariane	✓	✓			✓	✓		✓		✓	
Catherine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓				Ondes? Pollution internet?
Émilie	✓	✓			✓	✓	✓				
Olivier		✓			✓	✓					
Jeremy	✓	✓		✓		✓		✓		✓	Télé-travail
Nicolas	✓	✓		✓			✓			✓	Pétrole ↓
Maude	✓		✓					✓?			Durabilité des appareils + réparations
Laurie	✓?			✓	✓	✓					Robots ↓ Comités d'éthique
Sabrina	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓	Comités d'éthique
Noémie	✓	✓		✓*	✓	✓					Confort
Audrey	✓								✓		Pas pour le quotidien
Alexandre	✓	✓			✓	✓					Moins de travail
Anthony	✓	✓		✓		✓		✓		✓	
Mathieu	✓	✓	✓	✓	✓	✓					
Maxime	✓			✓		✓					
Mégan	✓	✓	✓	✓	✓	✓				✓	
Thomas	✓	✓	✓	✓	✓	✓					
Félix	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	Extinction de l'humanité
Simon	✓	✓	✓	✓	✓?	✓?					Éviter le contrôle par la technologie
Jessica	✓	✓	✓	✓		✓					
David		✓								✓	Pas de régulation!!! **
Antoine		✓		✓		✓					Problèmes sociaux à régler!
Alexandra		✓??				✓	✓			✓	Pic atteint! La technologie ne règle pas les problèmes env.
Laurence	✓	✓		✓	✓	✓					Contrôle humain
Jade	✓	✓			✓	✓					
Zachary		✓		✓		✓		✓			Collaboration humain-technologie, éviter la perte de contrôle
Xavier	✓	✓		✓				✓			Transhumanisme

*Tous les noms des participants utilisés dans le tableau ci-dessus sont fictifs

**Voir le code de lecture à la page suivante.

Code de lecture du tableau 5a

- La première colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives des développements technologiques pour l'environnement et l'être humain,
- La seconde colonne indique la vision du participant de la présence de risques liés aux développements technologiques pour l'environnement et l'être humain,
- La troisième colonne indique le souhait (ou non) d'un contrôle spécifique des développements technologiques susceptible d'affecter l'environnement et l'être humain.
- La quatrième colonne indique la préoccupation du participant concernant la vie privée.
- La cinquième colonne indique la vision du participant du développement de l'intelligence artificielle (positive, négative, besoin d'un contrôle)
- La sixième colonne présente quelques informations particulières (par exemple plus de ressources financières pour la science, plus de contrôle éthique, moins de pétrole, plus d'attention au bien commun, etc.).

Tableau 5b – Informations relatives à l’innovation**

	Innovation							Notes
	Médical	Génétique	Environnement	Énergie	Robotique	Fabrication	Agriculture	
Samuel*				Nucléaire +				Batteries recyclables
Camille								
William								
Gabrielle				Renouvelable				
Sarah								
Gabriel								Ressources renouvelables
Vincent		✓	Recyclage	Nucléaire				Infrastructure
Ariane	✓		Pollution ↓ Ressources ↑	Renouvelable		✓		Recherche sociale
Catherine								Nouveaux métiers
Émilie				Renouvelable	Tâches ingrates ↓			Transport, habitation
Olivier				Renouvelable				Nouveaux matériaux
Jeremy		✓				✓		
Nicolas	✓	✓						
Maude								
Laurie					↓			
Sabrina	✓			Vertes	✓			Plastique ↓
Noémie	✓	✓					✓	Filter le CO ₂ intéressant
Audrey			✓					
Alexandre	✓			Renouvelable, nucléaire	✓			Voitures autonomes
Anthony		✓		Renouvelable	✓			Pertes d'emploi
Mathieu								Technologies peu utiles!
Maxime						Véhicules électriques		
Mégan			Transport					Transport
Thomas			✓	✓			✓	Travail
Félix			✓	Nouvelles		✓	✓	
Simon								
Jessica	✓		✓		✓			
David								
Antoine				Nucléaire	Véhicules autonomes			
Alexandra								Non nécessaires! Appareils réparation + recyclage
Laurence								Divertissement ↓
Jade			✓					
Zachary	✓	✓			Tâches ingrates			
Xavier	✓	✓	✓	Nucléaire fusion				

*Tous les noms des participants utilisés dans le tableau ci-dessus sont fictifs

**Voir le code de lecture à la page suivante

Code de lecture du tableau 5b

- La première colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives des innovations dans le domaine médical.
- La seconde colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives des innovations dans le domaine de la génétique.
- La troisième colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives des innovations dans le domaine de l'environnement (par exemple plus de recyclage, moins de pollution, etc.).
- La quatrième colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives des innovations dans le domaine de l'énergie.
- La cinquième colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives (ou négatives) des innovations dans le domaine de la robotique (par exemple moins de tâches ingrates à accomplir).
- La sixième colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives des innovations dans le domaine de la fabrication.
- La septième colonne indique la vision du participant de la possibilité de retombées positives des innovations dans le domaine de l'agriculture.
- La huitième colonne présente les commentaires faits sur d'autres aspects de la question de l'innovation.

CHAPITRE 5 – PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Introduction

Tel qu'expliqué à la fin du chapitre précédent, nous avons identifié, sur la base même de la structure des entrevues, un certain nombre de thèmes. Nous allons maintenant présenter les résultats de notre enquête en décrivant, pour chacun de ces thèmes, les propos des étudiantes et des étudiants que nous avons interviewés. Nous aborderons d'abord ceux ayant trait aux valeurs (c'est le sujet de la première question de notre guide d'entrevue), soit la liberté, la justice, le travail, la science, la nature, la religion, la famille, les amis et les relations humaines, et le bien-être. Nous aborderons ensuite (ce qui correspond au sujet de la deuxième question de notre guide d'entrevue) leur perception du réchauffement climatique, puis leurs propos sur leurs propres comportements ayant un impact à ce sujet, soit l'alimentation, le transport, les voyages, les achats, le recyclage et la consommation énergétique. Par la suite, nous présenterons les principales caractéristiques de la société souhaitée par les participants (c'est le sujet de la troisième question de notre guide d'entrevue), en abordant successivement les thèmes suivants : l'économie, la politique, le contrôle social, les comportements sociaux (alimentation, habitation, transport, consommation, voyages, nombre d'enfants), et la technologie. Les conditions requises pour parvenir à cette société idéale représentent le dernier thème abordé dans ce chapitre (thème qui correspond au sujet de la quatrième question de notre guide d'entrevue).

Pour chaque thème, nous avons voulu être le plus fidèle possible à la pensée et au discours des personnes interviewées. Nous citons donc abondamment leurs propos. Nous croyons que cette façon de faire permettra au lecteur (et à l'analyste) d'avoir à la fois une très bonne vision d'ensemble de ces propos et un excellent aperçu de leur variété.

5.1 Les valeurs

5.1.1 *Liberté*

La liberté est généralement considérée comme une valeur fondamentale, tout particulièrement dans les sociétés occidentales. Rappelons que l'article 3 de la Déclaration

universelle des droits de l'homme indique que « [tout] individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. » Examinons maintenant ce qu'en pensent nos jeunes répondants.

Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, la liberté comporte de nombreux aspects, entre autres la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté de religion, la liberté de conscience, la liberté d'association, et la liberté de circulation. Les étudiantes et les étudiants que nous avons interviewés ont très majoritairement sinon unanimement mis l'accent sur deux aspects de la liberté qui sont importants pour eux : la liberté de choix, choix de son métier, de son lieu de résidence, de son mode de vie, etc., et la liberté d'expression.

La liberté est une priorité, la liberté définit l'humain, la liberté est une valeur dominante, la liberté permet de penser par soi-même, la liberté est nécessaire pour se remettre en question et comprendre le monde. Voilà quelques-uns des commentaires que nos répondants ont exprimés. Un seul d'entre eux a indiqué que la liberté n'était pas très importante pour lui, mais il faut souligner qu'un seul également a spontanément mentionné la liberté en réponse à la question générale posée au début sur les valeurs.

Félix voit la liberté comme une nécessité.

« La liberté. C'est un bien grand mot. Je dirais qu'elle est nécessaire. [...] Encore une fois pour le bien individuel et commun. Extrêmement importante. Que ce soit dans la liberté de faire les choses, de dire les choses. La liberté de parole pour moi est d'une importance capitale. [...] On a besoin de se faire remettre en question ».

Antoine va dans la même direction.

« Les choix, puis la liberté d'expression aussi. Je crois que tout devrait être dit, peu importe si ça fait mal ou pas. C'est comme ça qu'on apprend aussi. Si tu te fermes aux idées des autres, puis que tu veux juste entendre tes idées, c'est là que ça peut être dangereux aussi. Puis dans notre société, [il] y a beaucoup de ça en ce moment ».

Émilie explique qu'il s'agit d'une valeur familiale.

« Nous on a toujours été poussés dans la famille à penser qu'il fallait mieux la liberté à la sécurité. Que c'était plus important de réfléchir par soi-même, plutôt que de regarder ce que quelqu'un nous imposait, ou nous forçait à penser ».

Il est cependant très significatif que bon nombre d'entre eux ont tenu à en souligner les limites. La liberté d'expression et le débat qu'elle permet sont certes importants, nécessaires même, disent-ils, mais certains propos peuvent blesser et il faut donc utiliser cette liberté avec respect et prudence. Globalement, ils rappellent que la liberté est encadrée par les règles normales de la vie en société (et pour certains limitée par les pressions sociales, et même, dit une participante, par des considérations environnementales), et surtout qu'elle s'arrête là où celle des autres commence (comme plusieurs participants l'ont spontanément mentionné).

Alexandra est de cet avis et elle le dit clairement.

« Je [ne] suis pas prête à défendre ma liberté au point où ça va écraser celle des autres. [Il y] a toujours une notion de respect qui revient à travers ça [...] je suis prête à perdre un peu de liberté si c'est pour améliorer le bien commun ».

Sabrina se dit sensible à l'impact des gestes des individus sur l'ensemble de la société.

« Je dirais [que] je suis quand même pour la liberté, je suis pour que les gens puissent avoir des droits, et pouvoir les exercer, puis que chacun puisse autodéterminer sa vie. Mais je crois qu'il faut davantage développer comme une conscience sociale. Conscience environnementale ».

Maude croit que la liberté doit être encadrée.

« Je trouve même que [...] ça peut enrichir la liberté, parce que, en donnant un moule, un barème, ou des règles à suivre [...] les personnes peuvent mieux se former, [...]

être un meilleur membre de la société. Plutôt que [...] donner la liberté de faire tout ce qu'ils veulent, puis après ça bien, il y en a qui font à peu près n'importe quoi ».

William est un peu ambivalent.

« La liberté [...] j'ai une relation d'amour-haine avec cette valeur-là ».

« Faut [que l'individu] puisse [...] sentir [...] qu'il est libre de faire ce qu'il fait. Mais là où [je n'] aime pas la liberté, c'est que parfois, ça peut empêcher l'équité ».

Gabriel n'a pas confiance en ses concitoyens.

« Mais c'est que les Québécois [...] on dirait qu'on [n'] a pas le choix de mettre des cadres. Parce qu'on dirait que sinon on va tout le temps dépasser cette liberté-là ».

Par ailleurs, trois participantes ont souligné que les femmes avaient gagné la liberté dans de nombreux pays depuis le début du XX^{ème} siècle et qu'elles en étaient fort satisfaites.

Mégan est une de celles-là.

« On est chanceuses d'avoir cette liberté-là les femmes, la liberté d'expression, la liberté de choisir avec qui on veut se marier. La liberté d'opinion, la liberté de religion. [Dans les] sociétés occidentales, on est super chanceuses pour ça les femmes, puis on [ne] le sait pas ».

En résumé, les étudiantes et les étudiants que nous avons interviewés considèrent tous et toutes que la liberté est une valeur, mais certains d'entre eux semblent y accorder beaucoup plus d'importance que d'autres. Peut-on penser que ces derniers sont plus sensibles à ce qu'ils perçoivent comme des attaques contre différentes minorités, et donc comme des abus de liberté, et qu'ils connaissent plutôt mal les combats qui ont dû être menés au cours des derniers siècles pour l'obtenir ?

5.1.2 Justice

La justice, dans son sens moral et non dans son sens juridique, est une valeur universelle à laquelle il est bien difficile de ne pas adhérer. Elle est d'ailleurs une des quatre (la connaissance, l'évaluation, la justice et la coopération) que Bell (1997) considère fondamentales et nécessaires à la vie en société, et elle fait partie également des quatre vertus cardinales de Saint-Thomas d'Aquin (la prudence, la justice, la force et la tempérance). Il est toutefois difficile de la définir de façon précise, et encore plus d'en préciser les applications pratiques. Est-il possible, par exemple, de déterminer assez simplement ce qu'est un impôt juste ? Nos répondants n'ont pas échappé à cette difficulté et le tableau que nous allons maintenant brosser à ce sujet sera forcément quelque peu imprécis et même inexact, faute de rapporter directement les propos de chaque intervenant. En outre, ces propos sont parfois caractérisés par une certaine confusion, ce qui rend encore plus difficile d'en tracer correctement les contours.

Nous avons proposé aux étudiants que nous avons interviewés les mots justice, justice sociale, équité, intérêt général et bien commun. Ce sont les mots équité et justice sociale qui ont recueilli le plus de commentaires favorables, les participants semblant généralement peu familiers avec les concepts d'intérêt général et de bien commun, et ayant souvent de la difficulté à bien cerner celui de justice. Cependant, d'une part, seule une petite minorité d'entre eux ont précisé leur pensée à ce sujet, en ayant recours au concept soit de ressources minimales requises, soit de « à chacun selon ses besoins ». Mais, d'autre part, la plupart des étudiantes et des étudiants interviewés ont exprimé d'une façon ou d'une autre l'importance qu'ils accordent au partage, à l'entraide, à la solidarité et à l'altruisme, souvent dans leur communauté ou dans leur entourage, ce qui nous semble indiquer chez nos répondants une vision qui valorise plus les bons comportements individuels que la responsabilité collective.

Mégan explique comme suit sa pensée à ce sujet.

« Je me fais qualifier comme une personne qui donne beaucoup auprès de mes amis, je donne beaucoup de mon temps, je donne beaucoup de mon énergie. Puis on dirait

que je m'attends à ce que les gens aussi soient comme ça, même si [ce n'] est pas toujours le cas ».

Le concept d'égalité, sans qu'on puisse toujours comprendre à quelle réalité il correspond exactement pour les participants, a été relativement peu utilisé, sauf dans certains cas pour le rejeter nettement, ou alors dans quelques autres pour appuyer clairement la notion d'égalité des chances. Nous verrons aussi dans la section sur l'économie que quelques répondants souhaitent une société très égalitaire dans le futur.

Mégan est une de celles dont les propos sur la justice sociale sont les plus clairs.

« La justice sociale, puis l'équité, je trouve que c'est un peu comme les règles, ça nous permet de vivre les uns avec les autres. [...] C'est ça qui fait un peu la beauté dans le monde. Je trouve. Faire des efforts pour que l'autre soit aussi bien que toi tu l'es ».

« Sans être communiste, je trouve que c'est important que tout le monde ait un minimum de bonheur dans sa vie ».

Alexandra s'exprime un peu de la même manière.

« Je pense que c'est important dans une société d'aider ceux qui sont plus démunis, ceux qui ont moins de chance [...]. Je pense que c'est une responsabilité sociale qui est importante ».

Pour Catherine, c'est une question de minimum de base.

« [Depuis] toujours [il] y a des gens qui ont [...] plus d'argent que d'autres, mais du moment que tout le monde peut vivre, ça [ne] me dérange pas [...] du moment que j'ai le minimum pour vivre ».

Pour Jeremy, c'est une question d'équilibre.

« [Il y] a un équilibre à avoir entre le bien commun et bien individuel ».

Nicolas relie la justice sociale à l'égalité des chances.

« Mais on n'est pas nécessairement égaux, [...] c'est mieux d'être équitable, dans le sens que chacun soit offert la même chance de réussir ».

Pour Laurie, l'idéal serait l'égalité.

« Je pencherais pour que tout soit, dans un idéal, que tout soit égalitaire. Mais, je trouve que les personnes qui sont [...] très aisées financièrement [...] devraient aider ».

Il faut souligner que cette partie des entretiens portant sur la valeur justice a permis à plusieurs participants d'exprimer leur appui à la notion de responsabilité individuelle et à l'importance du mérite.

Antoine craint les abus et croit à l'effort individuel

« Justice c'est important. Équité, oui aussi. Mais justice sociale des fois j'ai de la misère avec ça ».

« Mais je pense toujours qu'on peut surmonter, si on travaille puis on est responsable. [...] [Je] pense que tu peux toujours t'en sortir, peu importe la justice sociale ».

« J'ai de la misère un peu parce que je me dis tout le temps que quelqu'un [...] va payer pour les niaiseries de quelqu'un d'autre ».

Vincent est assez direct.

« Que tout le monde [ait] une base pour partir, puis ensuite, laisse le choix au monde de se débrouiller comme ils veulent ».

Laurence reconnaît l'importance du mérite.

« Parce que j'ai ce besoin de justice, que l'équité pour moi c'est d'avoir comme un peu, que chaque personne ait ce qu'il mérite ».

Cette partie des entrevues portant sur la valeur justice a aussi permis à quelques-uns d'indiquer leur appréciation de notre société à ce sujet. Le Québec et le Canada sont-ils des sociétés plutôt justes, ou plutôt injustes ? Les avis à ce sujet sont partagés.

En résumé, en ce qui concerne cette question de la justice, et surtout de la justice sociale, les participants à notre étude ont des avis variés qui vont du souhait de « faire payer les riches » à l'importance de la responsabilité individuelle, de la valorisation de la social-démocratie à la scandinave à l'acceptation des inévitables inégalités et à la crainte des abus, en passant par la nécessité de traiter comme les autres les minorités visibles et les transgenres. On doit aussi constater l'importance de la notion de respect qui semble pour beaucoup la base de la justice. Enfin, disent-ils, l'entraide est un comportement normal, sinon nécessaire, mais il faut souligner que certains considèrent que c'est à l'intérieur des petits groupes et des communautés locales seulement.

5.1.3 Travail

Dans la section de cette thèse portant sur les valeurs des jeunes, nous avons cité Boudon (2002) qui écrivait : « On recherche dans le travail l'épanouissement personnel beaucoup plus que les avantages matériels qu'il procure ». Nous avons également signalé que, pour Galland (2017), les jeunes européens sont aussi attachés au travail que leurs aînés et que, pour Méda (2011), ceux-ci voient dans le travail un moyen de s'épanouir, sans toutefois que celui-ci occupe trop de place dans leur vie. D'entrée de jeu, nous pouvons affirmer que les propos de nos répondants à ce sujet coïncident assez bien avec ces constats.

Si la plupart des étudiants et des étudiantes que nous avons interviewés ont indiqué que le travail était non seulement pour eux une façon de s'épanouir, mais qu'il avait une utilité sociale, ils sont moins nombreux à avoir fait allusion à son aspect purement instrumental, soit gagner sa vie. Plusieurs ont mentionné l'importance du plaisir au travail et des relations sociales qu'il permet, et quelques-uns ont indiqué que le travail était nécessaire pour donner un sens à sa vie. Le mot fierté a été utilisé à quelques reprises dans ce contexte, ainsi que le mot mérite et le mot valorisation. À peut-être une ou deux exceptions près, aucun n'a indiqué une quelconque forme d'ambition ou de rêve de carrière à ce sujet.

Mathieu est fier de son travail, même si son salaire n'est pas très élevé.

« Le travail [...] a une grande valeur dans ma vie. J'ai toujours été quelqu'un de travaillant. Mais j'ai besoin dans mon travail [de sentir] que j'apporte quelque chose de bien pour la société, [que je rends] les gens heureux ».

Anthony aussi.

« Dans le sens, personnellement, quand j'accomplis un travail, j'ai un sentiment d'accomplissement [...]. J'ai un certain sentiment de fierté ».

Laurence recherche un travail qui lui permet de s'épanouir.

« Donc moi le travail ça va être de m'épanouir. Puis je fais des études présentement parce que j'étais insatisfaite [du] sentiment que j'avais au niveau de mon travail antérieur ».

Zachary a une conception éthique du travail.

« [Qu'] importe le domaine, [il] faut faire au moins un minimum de travail pour pouvoir arriver à quelque chose. Puis je dirais à la limite si j'arrivais à quelque chose d'incroyable sans avoir tant travaillé, je me sentirais mal ».

Sabrina a aussi une vision de ce type.

« [Pour] que je puisse être heureuse dans l'emploi, c'est qu'il [faut] que ça corresponde à mes valeurs. Puis que, justement, [...] ça soit plus qu'un travail. Que ça nourrisse [...] une quête qui me dépasse moi-même ».

Mégan aime le contact avec les gens.

« Mais j'aime mon travail. [...] J'aime la clientèle, j'aime être en contact avec les autres, je suis une personne chaleureuse, je suis une personne humaine, puis je pense que c'est pour ça que je [ne] m'arrête jamais ».

Plusieurs de nos répondants ont néanmoins soulevé certains aspects négatifs du travail. Il peut être une contrainte ou une corvée, ne pas être très intéressant, être uniquement alimentaire ou occasionner du stress. Pour un certain nombre d'entre eux, le travail ne doit pas être une valeur dominante, et quelques-uns souhaitent moins d'heures de travail que la norme habituelle.

Pour Jessica, le travail est une « valeur » instrumentale.

« Travailler bien c'est pour moi. Je vais travailler pour améliorer mon mode de vie. [Pour] être capable d'aller chercher ce [dont] j'ai [...] besoin. [...] Mais je [ne] travaille pas pour un monde meilleur, parce que je [ne] travaille pas dans un domaine pour ça ».

Sarah veut moins travailler et ne tient pas à tant consommer.

« [Je ne] me définis pas par ça. [...] [Ça] sera pas au point où est-ce que comme j'ai vu avec mes parents [...] [qui] ont juste vécu pour travailler ».

« [Pourquoi] t'as pas le choix [...] ? [...] Parce que t'as une maison à quatre cinq cent mille ? Parce que tu fais trois voyages par année ? »

Émilie voit tant l'aspect positif que l'aspect négatif du travail.

« En fait, participer à quelque chose de plus grand, oui, mais pas être emprisonnée dans un système ».

En résumé, la plupart de nos répondants ont une vision du travail que l'on peut qualifier de post-matérialiste, plutôt que matérialiste, cette dernière caractérisant les groupes les moins favorisés de la société selon Gonthier et de Lescure (2012). Il faut également noter que plusieurs ont une vision sociale, c'est-à-dire marquée par l'impact positif du travail sur les autres.

5.1.4 Science

Comme nous l'avons souligné aux chapitres 1 et 3, la science n'est plus, de nos jours, automatiquement considérée comme un synonyme de progrès. La crainte des OGM, les catastrophes nucléaires et la dégradation de l'environnement, entre autres, en ont terni la réputation. Nos répondants n'échappent pas à ce phénomène. Bien que, à une exception près, tous en aient souligné les importants aspects positifs (la rationalité et les processus de remise en cause et de doute qui la caractérisent, les avancées médicales récentes, les progrès techniques dans les transports, la robotique, l'informatique et les communications, l'amélioration du niveau de vie, etc.), plusieurs ont néanmoins émis certaines réserves, souvent plutôt légères, mais parfois assez lourdes (la science peut déraiper, elle n'a pas toutes les réponses, elle ne doit pas dominer, elle crée parfois de nouveaux problèmes, elle a ses limites, elle a du bon et du moins bon, les recherches scientifiques sont parfois inutiles, etc.).

Thomas voit les aspects positifs de la science.

« Ça signifie le progrès, ça signifie avancées. Ça permet d'être curieux aussi ».

David va encore plus loin.

« La science est tout en fait. La science est la solution ».

Noémie a aussi une vision très positive.

« Notre monde d'aujourd'hui, c'est la science qui a permis ça, parce que s'il n'y avait pas de science, on serait encore en train de chasser [...] des mammouths [...] ou d'autres bibittes ».

Gabrielle veut qu'on écoute la science.

« Je trouve qu'on [n'] écoute pas assez la science justement. [...] Comme [...] dans le cas du réchauffement climatique ».

Ariane s'intéresse à la santé.

« [Je] suis dans le domaine de la santé. Là on le voit que ça facilite beaucoup notre travail ».

Anthony apprécie la méthode scientifique.

« Super! C'est une des rares disciplines qui revient sur elle-même pour se corriger ».

Samuel aime la science et se méfie de l'intrusion de la politique dans ce domaine.

« La science [...] c'est quelque chose de magnifique. [...] [Mais pas] la science mélangée avec les agendas politiques [...]. [...] Si on donnait tout ce budget-là à des scientifiques [...] pour l'environnement, pour la préservation de la faune et la flore [...] qu'est-ce qu'on pourrait faire ».

Mathieu s'interroge sur l'utilité de certaines recherches.

« Je ne vois pas l'intérêt d'aller chercher ce qu'il y a dans le fin fond de l'espace, si on n'est pas capable de contrôler notre Terre présentement ».

Émilie exprime certains doutes.

« En fait j'ai l'impression qu'on fait trop confiance à la science, maintenant. Alors qu'il faudrait parfois un peu prendre du recul sur les choses ».

Jeremy aussi a des réserves.

« [C'est] nécessaire à l'amélioration de la société. Mais je [ne] pense pas qu'on peut tout faire reposer sur la science ».

« Je [ne] pense pas qu'on peut se fier à ce que dans vingt ans [il] va y avoir une découverte, puis que la science va avoir réglé certains problèmes que présentement on [ne] sait pas comment régler ».

En résumé, il apparaît que la croyance des jeunes que nous avons interrogés envers la science et le progrès est réelle, mais que beaucoup d'entre eux sont très conscients des difficultés qui peuvent les accompagner. Il faut souligner à cet égard que, malgré tout, de nombreux répondants n'ont abordé que les aspects positifs de la science.

5.1.5 Nature

Au cours des entrevues, nous avons utilisé à la fois le mot nature et le mot environnement pour susciter des commentaires et permettre à nos répondants de s'exprimer à leur gré à ce sujet, leur laissant le soin de faire les distinctions requises s'ils le croyaient utile. Spontanément, la plupart d'entre eux ont associé nature et respect de l'environnement, et, dans ce contexte, de nombreux étudiants et étudiantes interviewés ont également exprimé leur amour de la nature, ou le plaisir et le bonheur qu'elle peut procurer, ou encore sa beauté,

le mot forêt étant abondamment utilisé. Cependant un seul répondant a soulevé directement le problème du réchauffement climatique à ce moment-là.

Néanmoins, tous les participants sans exception ont indiqué que la question du respect de la nature et de l'environnement était importante pour eux. Plusieurs ont d'ailleurs évoqué eux-mêmes cet enjeu au tout début de cette section des entrevues portant sur les valeurs. Pour beaucoup d'entre eux, il s'agit clairement d'un enjeu fondamental, et, pour plusieurs, il s'agit même d'une question vitale. La nature est à l'origine de tout, l'humain en fait partie, il faut la protéger pour préserver notre bien-être collectif à long terme, elle était là avant nous et elle le sera après nous, voilà quelques exemples des commentaires qui ont été faits.

Maxime est d'origine rurale.

« C'est sûr que faire attention à la nature c'est important, parce que c'est sûr qu'elle devient de plus en plus rare. [...] Mais c'est elle qui nous fait vivre, par exemple sans les arbres on ne pourrait pas respirer ».

Jessica aime la beauté de la nature et pense aux générations futures.

« C'est sûr que la nature c'est, malgré tout [...] la beauté de la Terre selon moi. C'est ce qu'il y a de plus beau ».

« [On] laisse ça aux générations futures, mais faut qu'[ils] voient la beauté que nous on y voit aussi ».

Pour David, il y va de notre survie.

« [C'] est quelque chose qu'il faut préserver. [...] Ça nous apporte tout. [...] Sans tout cet écosystème-là, on [ne] serait pas capable de survivre ».

Audrey aime les promenades dans la nature.

« Le respect de la nature, ça c'est très important. [...] Puis pour moi, juste me promener dans un petit boisé ou quoi que ce soit, ça m'apporte beaucoup de bonheur, puis ça diminue mon stress ».

Noémie tient le même discours.

« Bien, je respecte la nature. J'aime la nature. J'aime prendre une marche dans les bois, puis contempler la nature. Donc c'est important pour moi ».

Pour Olivier, la vérité est une valeur qu'il relie à la nature.

« Parce que ça passe par la nature pour apprendre la vérité là! C'est [...] la plus grosse [vérité], on [ne] peut pas vivre sans elle. [...] Prendre des décisions pour la société, sans prendre compte d'elle, c'est complètement stupide ».

Catherine exprime comme suit l'importance de l'écologie.

« Pour moi l'écologie tout ça c'est vraiment important, parce que si on continue comme on a fait depuis des années, je pense qu'on va droit dans le mur ».

Pour Vincent, l'enjeu est la pollution.

« Côté des valeurs, c'est sûr que c'est important d'avoir un environnement qui est propre, premièrement. [...] [À] côté du réchauffement climatique, je suis plus côté de la pollution. Pas salir rien, pas jeter nos déchets à terre. Garder un environnement propre ».

Nos répondants sembleraient donc se démarquer, si on se rappelle les différentes études que nous avons déjà citées et qui indiquent que la question environnementale préoccupe malgré tout assez peu les jeunes. Mais il ne faut pas oublier que la sensibilité environnementale est fortement corrélée au niveau d'instruction (Bozonnet, 2012b) et que les participants à notre

étude non seulement sont tous des étudiants et des étudiantes de niveau post-secondaire, mais qu'ils sont aussi des volontaires qui ont accepté d'être interrogés sur le thème du réchauffement climatique.

5.1.6 Religion

Selon les études que nous avons citées au chapitre 4, le sentiment religieux chez les jeunes Occidentaux est assez faible et en diminution depuis quelques décennies. Les propos de nos répondants tendent à coïncider avec ce constat, puisque non seulement la majorité d'entre eux se sont déclarés soit athées, soit indifférents à cette vision du monde, mais aussi puisque seulement un très petit nombre des participants a clairement exprimé un besoin de spiritualité ou de croyance religieuse. Toutefois, de façon peut-être un peu surprenante, plusieurs des étudiantes et des étudiants interviewés voient un impact positif du phénomène religieux pour la société, et certains sont nettement d'avis que la religion a sa place dans la société. En outre, à une ou deux exceptions près, tous ont exprimé une certaine forme de tolérance (en autant qu'elle ne s'accompagne pas de prosélytisme), car ils reconnaissent à chacun le droit de croire et de pratiquer sa religion.

Gabriel est un de ceux qui ressentent un besoin de spiritualité.

« Mais d'un autre côté, je pense que l'être humain a besoin de croire en la spiritualité. Je pense que l'être humain a besoin de savoir [...] pas nécessairement [qu'il] y a quelque chose après la vie [mais] [...] d'avoir une croyance [...] je crois que ça aide l'individu justement à avancer ».

Alexandra croit qu'il y a des aspects positifs au phénomène religieux.

« Mais je pense que si c'est pour faire du bien aux gens, [si] c'est pour rassurer les gens, dans un point de vue personnel, si [ce n'] est pas imposé par quelqu'un, si c'est leur propre choix, et que ça leur apporte quelque chose, bien je [ne] vois pas pourquoi je m'y opposerais ».

Simon aussi y voit des aspects positifs (il a lu « Sapiens » de Harari (2015)).

« Si ça peut conforter certaines personnes d’avoir une spiritualité, parfait, mais je [ne] crois pas à un être supérieur par exemple. Je peux comprendre que certaines personnes ont un chemin spirituel, puis qu’[ils] peuvent se dire [...] je pense que mon grand-père me regarde de [là-]haut ».

« Pour lui [Hariri], la religion, c’est une construction sociale, au même titre que la valeur de l’argent [...]. [...] [Qui] a permis de rassembler les gens ».

Anthony y voit une certaine valeur collective.

« Moi je ne suis pas religieux. Mais oui c’est une valeur [...]. [Faut] qu’une population puisse croire en quelque chose. Bien souvent c’est la religion. [...] [Qui] a quelque chose qui unifie un groupe de personnes ».

Maude est plutôt tolérante.

« Ça me laisse relativement indifférente! [...] Les gens sont libres de croire en ce qu’ils veulent [...]. Tant que ça [n’]a pas un impact négatif sur leur vie et la vie des gens autour d’eux ».

Laurie aussi.

« Je [ne] suis pas croyante. [...] Mais je vois l’importance que ça a dans la vie d’autres personnes ».

« [Il] peut faire sa prière à côté de moi. Si ça lui permet d’être heureux, [...] [s’il] en a besoin, qu’il le fasse. Puis je [n’]ai pas de problème avec ça ».

Audrey affiche clairement son athéisme.

« Moi je suis athée. [...] Mais je respecte amplement les gens qui ont une manière de penser différente ».

Jade souhaite qu'il n'y ait pas de prosélytisme.

« Bien moi je respecte ça [...] Tant que ça reste du domaine plus privé ».

Xavier a une vision plutôt négative.

« Je pense que ça peut aider les gens des fois à s'orienter un peu dans leur vie. Mais [...] je pense que ça brime leur liberté d'expression et leur liberté de pensée ».

5.1.7 Famille, amis et relations humaines

Pour la plupart de nos répondants, la famille est une valeur plutôt importante, mais elle est prioritaire pour quelques-uns seulement. Pour les autres, il ne s'agit pas d'une valeur à proprement parler. Pour des jeunes qui sont aux études, ce constat n'a guère de quoi surprendre. L'idée de fonder une famille et d'avoir des enfants n'est clairement pas actuellement dans l'esprit de presque toutes les étudiantes et les étudiants interviewés. Ils en sont à une période de leur vie où la famille est plutôt formée par leurs parents, leurs frères et leurs sœurs, une situation qui peut comporter des bénéfices sous forme de soutien moral ou financier, mais aussi des inconvénients. Une participante a expliqué qu'il était important de sentir appréciée, la stabilité a été mentionnée comme un élément important apporté par la famille, mais un autre participant a signalé que la bonne entente dans une famille n'était pas garantie. Le mot amour est revenu à quelques reprises, et deux personnes ont fait état de leur besoin de solitude.

Les amis représentent également une valeur plutôt importante pour la plupart des participants, mais, encore une fois, elle est prioritaire pour un petit nombre seulement. Pronovost (2013) explique que l'amitié est une valeur très importante pour les adolescents québécois, mais que sa pertinence a tendance à diminuer par la suite (« [les] premières amours, les brèves

incursions sur le marché du travail, les exigences scolaires font leur première « victimes » dans le réseau social » p.62).

Bon nombre de nos répondants ont indiqué que les relations humaines représentaient une valeur, pour plusieurs importante, mais prioritaire pour seulement quelques-uns.

Pour Jade, la famille vient en premier et l'amitié suit tout près.

« Moi mes valeurs les plus importantes, je pense c'est la famille. Je suis très proche de ma famille, mes amis, [ce sont] les relations humaines importantes ».

« De se sentir appréciée, puis d'avoir des intérêts communs, puis faire des activités ensemble, c'est vraiment plaisant ».

Pour Sarah, c'est un peu la même chose.

« La première, [...] je dirais depuis les enfants, c'est vraiment la famille, de prendre le temps je pense d'être là pour eux. On a fait un choix de vie familial de beaucoup moins travailler ».

« Amitié. C'est [...] primordial [...]. [...] Je vous dirais, je [n'] ai pas beaucoup d'amis, mais ceux qui sont là [...] sont vraiment... ».

Sabrina explique comme suit l'importance d'avoir des amis.

« L'amitié c'est important aussi pour moi. [...] La solidarité que ça apporte, la synchronicité qu'on peut avoir avec quelqu'un. En même temps aussi parfois le fait de se faire conseiller ».

Mathieu insiste sur l'importance des relations humaines.

« Moi, ce qui compte pour moi, [ce sont] mes relations humaines. Par exemple mes parents j'ai renoué beaucoup avec eux dans les dernières années. [...] Je suis allé faire une sortie, j'ai payé le restaurant à ma mère, puis ça m'a apporté beaucoup plus de bonheur que de m'acheter [...] ».

Félix a une vision un peu psycho-sociale.

« La famille est [...] extrêmement importante, je pense dans le début de notre vie, comme je pense à la fin. [...] Et la famille est un pilier. C'est ce qui permet d'avoir une assurance, une zone de confort justement. Après, ça reste simplement un lien de sang ».

Maude voit la famille et les amis comme un ensemble.

« [Pour] moi amitié ça se rapproche énormément de la famille ».

« J'ai quelques amies très proches [...] c'est un peu comme la famille que je me suis choisie ».

Jessica n'est pas très enthousiaste par rapport à la famille.

« Fait que moi je me dis la famille, c'est important, oui, mais des fois ça se détruit, ça nous détruit plus qu'on le pense ».

Xavier est un peu du même avis.

« [Les] relations humaines en général sont importantes, je pense. Mais je ne mettrais pas sur un piédestal la famille ou les amis ».

5.1.8 Bien-être

La notion de bien-être a été abordée avec la plupart des participants durant la phase des entretiens portant sur les valeurs. Tout comme le travail peut être considéré comme une valeur post-matérialiste pour nos répondants puisqu'ils y associent l'épanouissement personnel et l'utilité sociale, le bien-être peut aussi être vu de cette façon car la grande majorité des jeunes interviewés a clairement indiqué que le bien-être était psychologique, qu'il était lié aux relations humaines, à la vie sociale, au développement personnel, à une certaine forme d'équilibre de vie, à la confiance en soi, à la possibilité d'agir en accord avec ses valeurs, au savoir et à la connaissance, etc. Toutefois, pour plusieurs, et ils l'ont clairement exprimé, il faut tout de même que les besoins matériels de base soient satisfaits, et même que l'on puisse profiter d'un certain confort matériel. Un seul répondant a indiqué que le bien-être n'était pas une priorité pour lui.

Anthony relie le bien-être à la gestion du stress.

« Le bien-être, pour un humain, si je vais de façon personnelle, ce serait [...] être capable de gérer le stress, dans son environnement ».

« Ça serait plus les sentiments, les émotions. [...] Les choses matérielles, c'est très temporaire ».

Pour Alexandre, les besoins de base s'ajoutent aux besoins psychologiques.

« Le bien-être, [...] c'est quand t'es bien dans ta peau, que t'aimes ce que tu fais, [que] t'as des amis ».

« [On] a besoin d'un certain bien matériel, simplement pour survivre à l'hiver. En même temps c'est, avec la surconsommation qu'on a dans notre époque, faire la distinction entre la nécessité et le désir ».

Camille associe bien-être et détente.

« Le bien-être [...] je dirais que moi je le cherche à travers la nourriture, le sport, les loisirs. Et le bien-être psychologique c'est vraiment au niveau de mon repos, de mes lectures, [...] des manières [...] de me détendre ».

Pour Olivier, il faut être en cohérence avec ses valeurs.

« Bien, pour moi, c'est d'être capable d'être bien avec comment j'agis. [...] [Être] en accord avec mes valeurs ».

Sarah ne peut être plus claire.

« Non, le psychologique avant tout. [...] [Cela n'] a pas de prix ».

« Tout, tout va passer avant le matériel. Ça c'est certain ».

Maxime a une vision simple, un peu épicurienne.

« En fait pour moi le bien-être, c'est juste de vivre ma vie puis d'être heureux [...] C'est faire attention à ce qui t'entoure, puis avoir des bonnes personnes qui t'entourent justement pour avancer dans ta vie ».

Mégan se réfère à la pyramide de Maslow.

« [Le] bien-être personnel, ça va commencer par ne pas avoir à s'inquiéter pour mettre de la nourriture sur sa table, ne pas avoir à s'inquiéter pour avoir un toit encore demain ».

« Après ça je dirais, avoir une chose qu'on aime. Avoir [...] notre travail, une activité. Un passe-temps, avoir quelque chose qu'on aime [et] qu'on peut s'épanouir là-dedans ».

Pour Félix, le bien-être requiert une forme d'acceptation.

« Donc le bien-être va se trouver dans la neutralité [...] je comprends ce qui se passe. [...] [Mais il ne] faut pas se laisser tenter dans les désirs, parce que là on crée de la dépendance et de la déception la plupart du temps ».

Simon voit le bien-être dans la connaissance.

« [Tant] que je vais être capable d'apprendre et de créer, je vais avoir mon bien-être ».

Pour Alexandra, un certain confort est nécessaire.

« [Je] suis consciente que j'ai besoin d'un certain niveau matériel dans ma vie, pour avoir une certaine notion de bien-être, de confort, et tout ça. Puis [...] si on parle psychologique et mental, moi c'est quelque chose qui est très, très important. Santé, santé mentale, santé psychologique, [ce n'] est pas assez mis de l'avant je pense dans la société ».

Pour Jade, il faut un peu de calme.

« Quand [...] la pression est tout le temps à son maximum, c'est sûr que ton bien-être il est diminué. Puis prendre des pauses, des moments d'arrêt, où est-ce que tu te ressentes un peu. Je trouve [que] c'est vraiment important ».

En résumé, après ces nombreux extraits d'entrevue qui nous ont semblé nécessaires pour bien présenter l'ensemble des points de vue de nos répondants à ce sujet, il nous apparaît qu'ils recherchent ou qu'ils voient le bien-être dans une vie plutôt calme, sans objectif de carrière ou de succès mais avec un emploi leur permettant de s'épanouir, une vie où la valeur dominante est la paix de l'esprit.

5. 2 Perception du réchauffement climatique et comportements personnels

5.2.1 Perception du réchauffement climatique

Lorsque nous avons planifié nos travaux de recherche, notre première hypothèse, bien précisée dans le document intitulé *Projet de thèse*, était :

« [Que] les jeunes ont globalement une assez bonne compréhension des causes et de l'impact des changements climatiques, mais que, comme la majorité de nos concitoyens, ils n'ont pas nécessairement une vision très précise des bouleversements sociaux qui risquent de survenir. »

Au cours des entrevues, au moment d'aborder la question du réchauffement climatique, nous avons posé aux participants la question suivante :

« Quelle est votre perception de la question du réchauffement climatique, de ses effets possibles, et de ce que la société devrait faire ? »

Après avoir examiné attentivement les réponses à cette question et l'ensemble des propos qui ont suivi, nous en venons à la conclusion qu'en effet, les jeunes interviewés ont généralement une assez bonne compréhension des impacts physiques et biologiques du réchauffement, qu'il s'agisse de la fonte des glaciers et de la montée des eaux, de l'augmentation de la fréquence des événements météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles (même si certains ont évoqué les tremblements de terre et les tsunamis dont les liens avec le réchauffement sont pour le moins très ténus), de la réduction de l'accès aux ressources (en particulier de la diminution de l'accès à l'eau potable), de la perte de biodiversité et de la perturbation des écosystèmes et de l'agriculture (entre autres via la désertification, comme un participant l'a mentionné). Quelques participants nous ont signalé que les changements climatiques sont déjà perceptibles au Québec.

Xavier comprend bien les impacts du réchauffement sur les écosystèmes.

« [La] fonte du permafrost, l'éventuelle montée des eaux. [...] Globalement [...] le réchauffement de l'atmosphère terrestre [...]. Ça perturbe les écosystèmes. Donc ça perturbe les chaînes alimentaires à des niveaux plus locaux. Il y a peut-être des plantes

[...] [qui] peuvent mourir. Puis il y a des animaux qui [...] bien du coup ne peuvent plus se nourrir ».

Maude s'exprime dans le même sens.

« C'est parce que, à mes yeux le réchauffement climatique dérègle l'écosystème global de la planète. [...] [On] dérègle la nature. Fait que c'est des catastrophes naturelles ».

Audrey a une vision similaire.

« On voit plus [le] réchauffement comme la fonte des glaciers, mais ça apporte beaucoup d'autres conséquences. L'élévation [sic] du niveau de la mer, et cetera. Mais les changements climatiques, pour moi oui, ils sont apparents. On peut voir beaucoup de catastrophes naturelles aussi [...]. On peut voir qu'elles sont de plus en plus présentes, ou en intensité plus élevées ».

Pour Mathieu la production alimentaire va être affectée.

« L'alimentation, ça va être beaucoup plus difficile à gérer ».

Antoine n'est pas convaincu que le réchauffement est si grave.

« Ils nous font tellement peur avec ça, puis [il n'] y a rien qui se produit [...] comment voulez-vous qu'on change notre comportement quand [...] on voit rien, puis qu'[ils] nous alarment tellement ».

Sabrina constate que le réchauffement climatique affecte déjà le Québec.

« Bien les changements climatiques, moi je trouve qu'on les voit déjà au quotidien. [...] On le voit [...] à travers [...] les conditions météo qui sont plus étranges ces dernières années ».

Olivier s'inquiète particulièrement de la perte de biodiversité.

« Toute la biodiversité de la planète forme un équilibre. [...] On enlève des pièces, [ce n'] est pas solide, puis à un moment donné ça va tout s'écrouler en même temps, selon moi ».

Ce n'est cependant qu'une minorité des participants qui ont démontré une certaine compréhension des impacts sociaux possibles. À ce sujet, les migrations et les déplacements de population sont l'élément le plus fréquemment mentionné, et quelques-uns seulement ont évoqué le problème de l'augmentation des inégalités et des déséquilibres sociaux (puisque les mieux nantis sont en principe beaucoup plus en mesure de faire face aux difficultés qui risquent de survenir).

Félix fait partie de ceux et celles qui comprennent les enjeux sociaux.

« Les conséquences de ça, ça va être des déplacements de population, parce que les terres commencent à être arides, [...] donc une baisse des ressources ».

Anthony est conscient des inégalités face aux difficultés.

« Ensuite de ça, les populations qui sont plus fragiles vont, à cause de ces tempêtes-là ou de ces catastrophes-là, [être] beaucoup plus infligées ».

Quelques participants ont mentionné les risques pour la santé humaine, un d'entre eux ayant souligné la possibilité de l'apparition de nouveaux virus (!).

Les causes du réchauffement climatique, pourtant bien documentées dans les rapports du GIEC (2013, 2018, 2019) et plutôt bien diffusées dans les grands médias, sont cependant un peu moins claires pour les participants que ses impacts, peut-être, voire probablement, parce que ceux-ci font plus facilement les manchettes des médias. Malgré tout, directement ou indirectement, plus de la moitié des jeunes interviewés ont indiqué par leurs propos que

l'utilisation des énergies fossiles était le problème central, très peu d'entre eux toutefois soulevant la contribution de l'agriculture et de la déforestation.

Mégan comprend l'impact des GES.

« Pour moi le réchauffement climatique [...]. [...] C'est causé par souvent l'émission des gaz à effet de serre ».

Noémie aussi.

« Donc on en est venu vraiment à déterminer que [ce sont] les gaz à effet de serre, qui sont des faits humains, qui créent réellement les changements climatiques en ce moment ».

Sabrina fait un lien inexact avec la couche d'ozone.

« Je dirais que c'est peut-être la production de CO₂ qui affine la couche d'ozone. Qui crée des trous ».

Samuel croit que les industries ont plus d'impact sur la production de GES que le transport automobile.

« [Tout] le monde pourrait arrêter de conduire une voiture, ça [...] équivaldrait à deux trois industries qui arrêteraient de polluer ».

Face à ce défi du réchauffement climatique, la société, selon la plupart des répondants, doit agir sur trois fronts : la réduction globale de la consommation sous toutes ses formes (nous y reviendrons dans la section portant sur l'économie dans la société de 2050), le respect et la protection de l'environnement, et l'abandon du pétrole et des autres énergies fossiles.

Laurence s'exprime clairement à ce sujet.

« On est en train d'essayer de changer les modes de consommation, alors qu'à la base [ce n'] est pas de changer les modes de consommation. C'est de changer notre surconsommation. Donc de diminuer ».

Maxime va dans le même sens.

« C'est sûr qu'on vit dans un monde qui [génère] trop de consommation ».

Anthony croit qu'il faut moins utiliser les énergies fossiles.

« Donc, effectivement il faudrait limiter nos consommations d'énergie fossile. Par exemple charbon et pétrole, gaz naturel ».

Camille évoque la taxe carbone.

« [Optimiser] les transports en commun. [...] [Le] fédéral [...] au niveau de la taxe carbone, prôner ça dans toutes les ... ».

Olivier est du même avis.

« [En] enlevant les investissements qu'on a mis dans l'économie du pétrole ».

Pour David, les grandes entreprises doivent changer leurs pratiques.

« Donc toutes les grandes industries, les grandes compagnies, pétroles [...] devraient arrêter leurs pratiques de création de gaz à effet de serre, de création toxique ».

Catherine considère que les entreprises créent beaucoup de pollution.

« Les entreprises également polluent énormément. [...] [II] y a des solutions, pour moins polluer, mais je pense qu'on n'est pas prêts à faire des concessions pour ça ».

Alexandre croit qu'il est trop tard.

« Dans le sens, il est trop tard pour l'arrêter, fait qu'il faut vivre avec les conséquences. Mais je [ne] pense pas que ça va nous tuer ».

La vision qui se dégage des propos de nos répondants, qui semble plutôt claire et qui démontre une assez bonne connaissance du défi que nous affrontons, cache néanmoins une certaine confusion chez plusieurs participants, qui voient très bien l'importance du respect et de la protection de l'environnement, ainsi que la nécessité de réduire la pollution, mais qui ne font pas toujours un lien clair et spécifique entre ces deux constats et le problème du réchauffement climatique. Leur vision de la pollution qui doit être réduite semble souvent plus liée aux produits chimiques et organiques rejetés dans la nature par l'industrie et l'agriculture, voire même par la surutilisation du plastique (comme en témoignent les propos de plusieurs sur la nécessité de l'abandon du plastique à usage unique), qu'aux GES. Comme certains chercheurs l'ont noté avant nous, la question de la couche d'ozone a parfois été soulevée alors qu'elle n'a pas de lien direct avec le réchauffement de l'atmosphère (voir plus haut).

Pour Jade, le plastique pose problème.

« [Bannir] les pailles en plastique [...] [Ce n'] est pas ça le problème. C'est le plastique à usage unique. Tout ce qui est usage unique, c'est un problème ».

Jessica s'inquiète de la pollution due au transport.

« [Je] trouve que le transport en commun, c'est la meilleure solution pour enlever la pollution de l'air ».

En résumé, les propos des participants, malgré la variabilité qui les caractérise, tendent à confirmer en bonne partie notre hypothèse de départ selon laquelle les jeunes ont une assez bonne compréhension du problème du réchauffement climatique, mais qu'ils sont moins

conscients des impacts sociaux possibles. On peut noter également que presque tous considèrent que les risques et les difficultés qui y sont associés sont élevés, et même, pour beaucoup, très élevés. Deux des jeunes que nous avons interviewés ont exprimé un avis assez extrême à ce sujet, évoquant dans un cas la fin de l'humanité, et dans l'autre la souffrance et la mort pour tous.

5.2.2 Comportements personnels

Pour les individus, les principaux comportements qui ont une influence sur le réchauffement climatique sont les habitudes de recyclage et de consommation énergétique, les pratiques alimentaires, le type de transport utilisé, les pratiques d'achats et les voyages qu'ils choisissent de faire ou de ne pas faire. Nous avons donc demandé de façon précise à nos répondants quelles étaient leurs pratiques actuelles dans chacun de ces six domaines afin de tenter de déterminer si leur sensibilité environnementale avait un impact sur ceux-ci et, si oui, de comprendre pourquoi.

Les pratiques alimentaires des étudiantes et des étudiants que nous avons interviewés sont clairement un peu influencées par des considérations environnementales. Bien que seulement un tout petit nombre se soient déclarés végétariens ou végétariens, de nombreux participants disent qu'ils réduisent volontairement, ou qu'ils tentent de réduire, leur consommation de viande, principalement pour des raisons environnementales, mais aussi chez certains pour des raisons de santé ou d'éthique.

Samuel est un de ceux qui a un point de vue nuancé sur la question.

« [Moi] je [ne] suis pas un végétarien, qui va dire « arrêtez de manger de la viande, ça va sauver la planète au complet ». [Ce n'] est pas réaliste non. [On] est des humains, on a notre biologie de la nature. Fait qu'on mange de la viande. [...] C'est sûr que moi je suis pour [...] réduire la consommation de viande ».

Olivier a un point de vue similaire.

« [J'] essaie de diminuer le plus possible ma consommation de viande, puis de produits transformés. Parce que c'est bon pour ma santé, puis c'est bon pour l'environnement ».

William est végétalien.

« Donc je suis végétalien depuis presque un an maintenant. Et c'est principalement pour des questions environnementales que je le suis ».

Gabriel souhaiterait améliorer son comportement alimentaire.

« Ça c'est un facteur [qu'il] faudrait que j'améliore. [...] [Je] suis difficile. Je mange beaucoup de viande rouge. Je mange peu de légumes verts. Je mange beaucoup de cochonneries, des bonbons, des chips ».

Pour Mathieu, c'est une question économique.

« [Je] n'achète pas toujours bio, question de coûts. [...] Je ne mange jamais des grosses portions quand je mange du poulet ou du steak [...] Puis je mets plus des légumes avec ça, légumineuses, ce genre de choses-là. Mais encore une fois je pense [que] c'est plus une question économique ».

Pour Maxime, c'est une question de goût, et de réduction des déchets.

« C'est sûr que moi je vais manger ce qui va me tenter puis tout ça ».

« Mais je pense que la principale chose qui serait importante à faire dans l'alimentation, c'est le suremballage ».

Xavier est très peu préoccupé par le sujet.

« Je mange ce que j'aime et puis pour l'instant je [ne] me soucie pas trop des choses ».

Mégan favorise l'achat local et souhaite aussi réduire les déchets.

« C'est d'encourager local, oui pour l'environnement, mais pour l'économie aussi. C'est de réduire un peu l'achat de produits emballés dans du plastique ».

La vision de Jade est assez typique de ceux et celles qui font des efforts à ce sujet.

« Je fais des efforts mais [ce n'] est pas parfait. [Je n'] ai pas réussi à adopter le végétarisme. [...] Je ne mange pas beaucoup de viande, pour la question environnementale, éthique aussi, mais aussi économique ».

Concernant les pratiques dans le domaine du transport, plusieurs de nos répondants n'ont pas de voiture et utilisent les transports en commun et les transports actifs. Il est cependant bien difficile de déterminer quelle est la part des considérations environnementales et des considérations financières dans cette décision. En outre, pour certains, le choix de s'installer à proximité du cégep ou de l'université est une simple question de commodité.

Laurence n'a plus de voiture.

« Bon moi je n'ai plus d'auto, on voyage seulement en vélo [...] en fait, je prends l'autobus pour aller à l'école. [...] Mais c'est sûr que moi je viens [d'une région]. Donc je fais du covoiturage beaucoup ».

Pour Alexandra, le transport en commun n'est pas très commode.

« Bien moi [...] je fais partie de la population qui a une auto. Et qui ne va pas en transport en commun très souvent. J'habite dans une portion de la ville où le transport en commun n'est pas très bien desservi ».

Jessica limite le plus possible l'usage de la voiture pour réduire la pollution.

« Mais au niveau de mon auto, moi je l'utilise de moins en moins ».

« Je me dis [...] une auto de moins, si tout monde commence à faire ça, la pollution [...] de l'air elle réduirait peut-être aussi là ».

Thomas utilise les transports en commun.

« Les voitures, c'est encore un excès. [...] [J'] utilise le bus. Et ça marche super bien, c'est hyper optimisé, on peut aller partout ».

Xavier aussi, mais il a tout de même une voiture.

« Moi, j'utilise beaucoup le transport en commun. [...] [C'] est plus simple [...]. C'est moins coûteux aussi en termes d'essence, d'entretien, et cetera. Bon j'ai quand même une voiture pour notamment retourner voir mes parents ».

Camille apprécie le laissez-passer universitaire (LPU).

« Transport, moi [...] j'optimise beaucoup les transports en commun. Tant qu'à avoir des LPU, c'est vraiment une bonne initiative de l'université. Moi j'étais au cégep à Sherbrooke, c'était déjà acquis ».

Vincent utilise peu sa voiture.

« Le transport [...] j'ai pris un appartement que je peux me promener à pied puis en vélo le plus possible. [...] Je marche pour aller à l'épicerie. [Je] me sers de mon auto quand je fais Québec-... ».

Pour Maude, c'est une question d'autonomie.

« Je vous dirais que là encore je suis sensibilisée aux émissions [...] de gaz [à effet de serre]. Par contre, j'aime l'autonomie d'avoir une voiture. Alors [...] je me contredis un peu ».

Noémie trouve que les transports en commun sont commodes.

« C'est économique, mais aussi plus pratique ».

Anthony est un autre adepte du LPU.

« J'essaie d'utiliser ma voiture le moins possible. Donc à chaque jour pour l'université je prends l'autobus. Avec ce qui est nouveau, le LPU là ».

Pour ce qui est des voyages, malgré leur forte empreinte écologique dont les étudiantes et les étudiants interviewés sont très conscients, leur attrait est très important et bien peu semblent prêts à y renoncer. Plusieurs ont déjà voyagé et ils souhaitent continuer à le faire, en exprimant toute l'importance pour eux de découvrir d'autres cultures. Seuls quelques-uns ont indiqué qu'ils n'avaient pas d'intérêt pour les voyages, et un tout petit nombre seulement qu'ils avaient quelques réticences.

Pour Thomas, les voyages sont importants.

« Bien, pour moi les voyages c'est un signe de liberté ».

« Parce que les voyages c'est hyper important. Ça permet [...] de découvrir de [...] nouvelles façons de penser, avoir une certaine ouverture d'esprit. [...] Voyager, c'est la meilleure chose qu'on puisse faire qui soit divertissante ».

Pour Félix aussi, même s'il est conscient des impacts environnementaux.

« [L'] avion, c'est sûr que ça a un gros impact. Mais je pense que pour aussi développer sa personne, sa diversité culturelle, son ouverture d'esprit, on a besoin de voyager. Donc ça devient une nécessité profonde ».

Alexandra s'exprime très clairement à ce sujet.

« Les voyages. Je pense que le transport par avion, c'est un mal nécessaire ».

Laurence reconnaît que cela est une sorte de dilemme moral.

« Mais pour moi, c'est une question très dure, parce que c'est une de mes grandes valeurs le voyage. J'adore voyager. Mais je suis [...] consciente [...] de l'impact environnemental ».

Sabrina aussi.

« Puis là je [vois] à quel point ça [a] un impact sur l'environnement. Le transport en avion. Je suis un peu mitigée par rapport à ça parce qu'en même temps, j'ai encore le goût de voyager ».

Camille a acheté des crédits carbone pour compenser.

« Les voyages moi, j'ai remboursé [...] avec mes crédits carbone ».

« Quand je suis allée en [voyage] je me sentais mal ».

Pour Laurie, les voyages dans le Sud posent un problème.

« [J'] empêcherai jamais personne de partir en voyage! Mais [...] les gens qui partent en Floride à chaque hiver, est-ce que c'est vraiment nécessaire ? [...] [Juste] pour le confort personnel, [...] j'ai un petit peu de misère avec ça ».

Audrey voyagerait en avion malgré l'impact écologique.

« [Mais] je pense que, entre ne pas faire un voyage parce que je dois prendre l'avion [et] ça demande beaucoup d'émissions, je pense que je prendrais quand même l'avion ».

Jeremy rejette carrément le tourisme.

« [Le] tourisme pour moi c'est vraiment un désastre écologique ».

Pour les achats, la difficulté est la même qu'en ce qui concerne les transports. Plusieurs limitent leurs achats, ou fréquentent des friperies par exemple, mais les considérations financières ont probablement une grande place dans cette décision.

Émilie fait partie de ceux-là.

« [J'] ai décidé assez récemment [...] d'acheter que des vêtements de seconde main. Parce qu'en fait [...] l'industrie textile est extrêmement polluante. [...] Et en plus on [ne] va pas se mentir, c'est moins cher de seconde main ».

Maude refuse la surconsommation.

« Mais je suis de plus en plus sensibilisée à l'inutilité de l'excès matériel ».

Félix, comme beaucoup d'autres, privilégie la qualité.

« Donc, acheter la qualité pour du long terme, et donc le moins d'impact possible ».

Enfin, en ce qui a trait au recyclage et aux pratiques concernant la consommation d'énergie (par exemple éteindre les lumières lorsque l'on quitte une pièce ou limiter la consommation d'eau chaude), ce sont les habitudes acquises à la maison et à l'école qui, selon nos répondants, dominent leurs comportements. Par ailleurs, la plupart de nos

répondants semblent très conscients que l'énergie électrique au Québec est renouvelable, ce qui peut avoir une influence sur leur comportement à cet égard. Il est en outre intéressant de noter que leurs propos sur la consommation d'énergie sont souvent suivis de commentaires sur leur consommation d'eau.

Jade s'exprime comme suit sur le recyclage.

« Ça c'est acquis depuis mon enfance. [...] Chez nous, mettre un article recyclable dans la poubelle, c'est juste illogique ».

Nicolas s'exprime un peu de la même façon concernant l'énergie.

« [Dès] que je peux, je ferme les lumières ».

« [La] nouvelle génération, elle a été élevée comme ça ».

Noémie, comme plusieurs, essaie de réduire sa consommation d'eau.

« Ça je suis sensibilisée à ça de ne pas gaspiller l'eau ».

De plus, globalement, il faut souligner que, outre les habitudes acquises, les besoins et les goûts ont naturellement une influence significative sur tous les comportements, comme beaucoup des étudiantes et des étudiants interviewés l'ont clairement exprimé.

Félix est un de ceux-là.

« [On] doit acheter ce [dont] on a besoin ».

En résumé, les propos des participants à notre étude tracent malgré tout un tableau assez nuancé. Nos répondants, bien qu'ils et elles soient tous et toutes des volontaires, clairement intéressés, sinon préoccupés, par les questions environnementales et le réchauffement

climatique, ne sont pas, sauf exception, des écologistes radicaux, et leurs comportements semblent en fait assez typiques de ceux des jeunes de leur génération (Bozonnet, 2012a). Leurs comportements alimentaires en particulier, de même que leurs pratiques dans le domaine des transports, indiquent une certaine sensibilité aux problèmes environnementaux, mais bien peu semblent disposés à accepter des restrictions dans le domaine des voyages culturels ou de découverte.

5.3 Caractéristiques de la société future idéale

5.3.1 Économie

L'économie est un des aspects les plus importants de l'organisation et du fonctionnement des sociétés modernes, et a fait l'objet d'une section spécifique dans la troisième partie des entretiens portant sur la société idéale de 2050. Nos répondants souhaitent-ils des changements au système économique actuel basé sur la propriété privée et le rendement du capital, la croissance économique, la loi du marché et la liberté d'entreprendre ? Et si oui, lesquels ? Et pourquoi ?

D'entrée de jeu, signalons qu'à une seule exception près, tous les répondants ont indiqué qu'ils souhaitaient des changements au système économique actuel, changements que nous qualifions de « radicaux » dans un peu plus de la moitié des cas, et de « modérés » dans l'autre. Quelle est la définition d'un changement radical ? Au sens propre du terme, c'est un changement qui va « à la racine », un changement fondamental. Dans le cadre de nos travaux, nous avons considéré comme une proposition radicale : 1) tout désir de croissance économique nulle ou de décroissance (la proposition la plus courante dans le groupe des « radicaux »), 2) toute vision complètement égalitariste (partagée par quelques participants seulement), 3) la disparition de la monnaie (proposée par un seul participant) et 4) le vœu d'une économie entièrement basée sur le système coopératif (également proposé par un seul participant). Nous avons considéré tous les autres changements souhaités, par exemple le ralentissement de la croissance et de la mondialisation, la réduction des inégalités, ou encore la prise en compte des questions environnementales dans les décisions économiques, ou

l'utilisation d'indicateurs de performance autres que la croissance du PIB, comme des propositions visant à réformer et à améliorer le système actuel, et non à le remplacer.

La première raison qui explique le souhait de nos répondants de modifier ou de changer le système économique, encore une fois dans tous les cas sauf un seul, est la nécessité de s'attaquer aux défis environnementaux, non seulement au problème du réchauffement climatique, mais aussi, et peut-être même surtout, à la protection de l'environnement et de la nature qui sont indispensables à notre bien-être, à notre survie, et à celle des générations futures. Dans la plupart des cas, leurs propos sont très explicites à ce sujet dans cette section de l'entrevue. Dans quelques cas cependant, c'est l'ensemble de leurs propos qui justifie cette affirmation. C'est en effet après avoir exposé leur vision du réchauffement climatique et de ses impacts, et en réponse à la question principale sur les caractéristiques de la société idéale de 2050 en tenant compte de cette vision, qu'ils étaient appelés à décrire les changements requis au système économique. En outre, les préoccupations environnementales sont présentes dans toutes les entrevues, à peut-être une exception près.

Toutefois, pour une importante minorité, il y a une deuxième raison, probablement tout aussi importante et dans certains cas peut-être même plus (mais nous n'avons pas suffisamment d'information pour le confirmer), la réduction des inégalités. C'est donc dire que, d'une part, cette minorité ne peut pas imaginer la société idéale sans qu'elle soit plus égalitaire que la société actuelle, mais que, d'autre part, la majorité de nos répondants ne semble pas ressentir le besoin d'améliorer la justice sociale. Il faut noter à ce sujet que ceux et celles qui veulent une réduction des inégalités font partie du groupe de ceux et celles qui veulent des changements radicaux au système économique.

Examinons maintenant les propos de quelques-uns des participants qui font partie de ce groupe des « radicaux » qui souhaitent également plus de justice sociale. Pour Camille, par exemple, il faut « limiter [...] la propriété privée [car] [...] c'est désastreux pour l'environnement » et il faut aussi « optimiser la communauté ».

« [Je] serais vraiment contre le capitalisme dans 30 ans, 40 ans parce que [ce n'est] pas une formule gagnante ».

Et, considérant les ressources limitées, elle opte donc pour la décroissance.

« [Penser] à la croissance dans 30 ans, [ce n'est] pas envisageable pour moi actuellement ».

Pour Gabriel, « le pire défaut du capitalisme, je pense c'est l'individualisme ». Croissance ou décroissance, il ne se prononce pas, mais il souhaite une société basée sur l'entraide, et il aimerait que « l'aspect de l'argent disparaisse ». Il sait que « les ressources sont limitées » et que, dans ses mots, « [il n'y] a pas le choix d'aider l'aspect climatique ».

Pour Laurie, le principal problème est la surconsommation qui représente une forme de manque de respect envers la planète et l'environnement, en même temps qu'une atteinte aux droits des « générations qui pourraient exister qui n'existeront juste pas ». Elle veut une société où on travaille moins, où on achète moins, une société plus égalitaire.

« Chacun a droit à sa portion de vêtements, sa portion minimum de logement et de tout ».

Ces trois exemples illustrent bien la variété des propos et des manières d'envisager la société idéale qui serait à la fois écoresponsable et plus juste, donc en accord avec deux valeurs importantes, sans que le lien entre les deux soit nécessairement explicite ou direct. Ceux de nos répondants qui font partie du groupe des « radicaux » qui souhaitent également plus de justice sociale ne rejoignent donc qu'en partie le point de vue de plusieurs auteurs, comme Buttel (dont la vision est bien présentée par Vaillancourt (2012)), qui considèrent qu'il faut abandonner le capitalisme car il est directement responsable à la fois des dégâts environnementaux et des dégâts sociaux.

Le deuxième groupe de « radicaux » est formé de ceux et celles qui souhaitent des changements économiques uniquement pour des raisons environnementales. Sabrina, par exemple, est très claire à ce sujet.

« J'imagine un monde moins porté sur la surconsommation. Mais plus disons sur une économie de décroissance. [...] J'imagine un monde où les gens ont internalisé plus de comportements pro-environnement ».

Elle ne fait cependant aucune remarque concernant la question des inégalités.

Laurence va dans le même sens que Sabrina.

« Et je ne crois pas qu'on [puisse] continuer constamment comme ça, parce que c'est comme si on oublie que la croissance économique est faite grâce à des ressources qui ne sont pas toutes renouvelables, et qui un jour vont s'épuiser ».

Et elle ajoute que « la décroissance a des bénéfices immenses », environnementaux d'abord, mais aussi sociétaux.

Dans la même optique, Jade rêve d'une société verte en décroissance.

« [Décroissance] économique, j'aime beaucoup cette vision-là où est-ce qu'on arrête de vouloir tout le temps grossir nos entreprises [...] parce que les ressources qu'on utilise elles ont comme une limite ».

Les « modérés », il faut le souligner, poursuivent le même but environnemental que les « radicaux ». Ils croient cependant, comme nous l'avons mentionné au début de cette section, qu'il est possible de réformer le système actuel. Voyons quelques exemples qui vont permettre d'illustrer la variété des propos de ces « modérés ».

Thomas ne voit pas la société de 2050 très différente de celle de 2020, mais il souhaite qu'on prenne en compte les questions environnementales dans les décisions économiques.

« [On] doit produire ce qu'on mange. [...] [Pour] moi, transporter des fraises à des milliers de kilomètres pour qu'elles soient dégustées, c'est une catastrophe! [Cela ne] doit pas exister ça! »

Il croit également que les progrès technologiques aideront à répondre aux besoins environnementaux.

Maxime a un point de vue un peu plus appuyé.

« C'est sûr [que le système économique] serait différent, parce que notre but ça ne serait pas de consommer nécessairement. [...]. Mais si on met l'environnement là-dedans, c'est sûr qu'il y aurait moins de consommation. Fait que l'économie c'est sûr qu'elle changerait. Il y aurait [...] beaucoup plus de coûts à mettre dans l'environnement [...] le monde ferait moins d'argent [...] les compagnies c'est sûr qu'elles feraient moins d'argent ».

Jeremy rejette directement la croissance infinie.

« C'est difficile de voir comment à long terme on peut soutenir un modèle de croissance continue. [...] [Pour] les secteurs d'activité qui demandent des biens physiques, qui demandent du bois, de l'acier, par exemple, ou des minéraux [...] ça ne peut pas tenir à long terme ».

Certains participants, tant des « modérés » que des « radicaux », ont également exprimé le désir d'une vie meilleure à différents points de vue, d'une vie plus paisible, par exemple, d'un plus grand respect de l'humain, ou une sorte de « retour aux sources » pour quelques-uns. Pour un petit nombre de « radicaux », la réduction de la durée du travail fait partie de cet enjeu. Pour plusieurs, l'utilisation d'indicateurs de performance autres que la croissance

du PIB permettrait aussi de mettre l'accent sur la qualité de vie, plutôt que simplement sur les questions financières.

Gabrielle souhaite un « retour aux racines », des communautés où « [chaque] humain a plus de place », que l'on cesse de « viser la richesse ».

« Mais la richesse, ça s'arrête quand ? [...] Comme l'argent, on peut toujours en avoir plus, on veut toujours plus [...] mais [il y] a un moment donné que c'est assez, qu'on a pas besoin de plus, comme un peu les besoins, on peut toujours s'en créer mais à un moment donné ça devient des faux besoins ».

Mégan veut une vie plus tranquille.

« Dans ma société idéale [...] on a plus de temps! On est tellement moins occupé à se casser la tête avec 46 000 problèmes, [...] faut faire de l'argent, faut faire de l'argent, faut faire de l'argent. On passe moins de temps à s'inquiéter, plus de temps à profiter ».

À sa manière, Laurie souhaite aussi une vie plus tranquille.

« Je vois une petite équation ici [...] que bon, on travaille beaucoup parce qu'on achète beaucoup. Donc si on achèterait [sic] moins, on n'aurait pas besoin d'autant travailler. Donc on aurait plus de temps pour nous ».

La nécessité de réduire notre consommation a été soulignée par plus de la moitié des participants. La plupart d'entre eux font partie du groupe des « radicaux », c'est-à-dire de ceux qui veulent des changements économiques radicaux, mais plusieurs font partie du groupe des « modérés ». Ces derniers considèrent donc que cette réduction de la consommation n'est pas du tout incompatible avec un simple ralentissement de la croissance, ni même (dans deux cas) avec le maintien de la croissance actuelle. Cela nous semble une indication assez claire que la société de consommation dans laquelle nous vivons suscite chez

plusieurs jeunes un sentiment de rejet, voire même apparaît nettement comme une des causes des problèmes environnementaux actuels.

Simon l'exprime comme suit.

« On n'est pas assez heureux de ce qu'on a devant nous. [...] [Une] fois qu'on va avoir la conscience, [...] je [ne] vais pas avoir besoin d'avoir un iPhone l'année prochaine, un autre iPhone l'année prochaine, d'avoir un iPhone l'autre année. Je vais être capable d'être heureux avec seulement un. [...] Je [ne] vais pas avoir besoin de 10 000 vêtements ».

Les étudiantes et les étudiants que nous avons interviewés ont soulevé plusieurs autres éléments du système économique qui, à leur avis, devraient être modifiés. Mentionnons en particulier la mondialisation, le fonctionnement des entreprises, et le rôle de l'argent.

La mondialisation est souvent citée comme une grave erreur par de nombreux écologistes qui prônent la production et l'achat locaux, et surtout l'alimentation locale (les « locavores »). À leurs yeux, le transport des marchandises et des aliments sur de longues distances est responsable d'une partie non négligeable de l'émission des GES. Chez nos répondants, cette question a été soulevée, mais par une minorité seulement.

Pour Catherine, par exemple, il faut revenir « aux fondamentaux », il faut qu'on « revienne à consommer ce que nous on produit ». Il faut éviter les importations.

« Ça fait beaucoup de mal à chaque pays. [...] [Tout] ce qu'on achète ça vient de Chine. Enfin les trois-quarts des choses. [...] [Pourquoi] aller produire ailleurs quelque chose qu'on peut produire sur place ».

Laurence souhaite que « [nous soyons] plus autonomes au point de vue alimentaire », et aussi au point de vue pharmaceutique, évoquant le virus qui venait de faire son apparition en Chine.

Dans le système économique actuel, les entreprises jouent un rôle très important, car ce sont elles qui majoritairement organisent la production des biens et des services et qui fournissent de l'emploi aux travailleurs. Ce ne sont cependant qu'une minorité de nos participants (autant des « modérés » que des « radicaux ») qui ont abordé cette question. Ils ont ainsi évoqué la nécessité de fractionner les grandes entreprises, de leur imposer des taxes plus élevées, de les obliger à prendre en compte l'intérêt de toutes les parties prenantes, de réduire leurs profits, ou même de les abolir. Un participant a suggéré que le système de la gestion de l'offre soit appliqué à toutes les productions, et un autre que le gouvernement cesse complètement d'offrir des subventions aux entreprises privées. Une fois de plus, globalement, on ne peut que constater que la majorité des participants ne semblent pas très préoccupés par la situation actuelle à cet égard.

Samuel, qui fait partie de ceux qui favorisent la production locale, favorise également les petites entreprises.

« Au lieu de dire on va baisser les taxes pour que les grandes industries, les grosses entreprises, aillent de l'avant, on essaierait plutôt d'encourager plusieurs petites PME, qui font de l'échange [...] qu'on voit beaucoup, par exemple, en Beauce, d'où je viens. Donc c'est un peu mon modèle d'une certaine façon ».

Un autre fondement du système dans lequel nous vivons est la logique économique qui veut que les décisions prises par chaque individu aient pour but de maximiser le rendement des sommes utilisées. Cette logique a été déplorée par plusieurs étudiants, certains « radicaux », d'autres « modérés », qui ont souhaité que l'argent ait un moins grand rôle dans notre société. Cela nous semble aussi, comme nous venons de le mentionner au sujet de la réduction de la consommation, une indication assez claire que cette logique économique qui nous domine suscite également chez plusieurs jeunes une forte remise en question, voire un certain sentiment de rejet.

Maude est très claire à ce sujet.

« Mais c'est sûr que je dirais que ça serait bien que la vie [ne] soit pas menée par l'argent ».

Laurence va dans le même sens.

« [Je] trouve [que] c'est très réducteur de penser d'une société que, en fait, elle est prospère parce qu'économiquement ça va bien ».

En résumé, les résultats des entrevues montrent que les participants, presque unanimement, et malgré leur maîtrise plus ou moins forte des principaux concepts reliés au système économique (comme certains d'entre eux l'ont clairement laissé entendre), souhaitent des changements à ce système afin de répondre aux défis environnementaux. Une majorité souhaite même des changements radicaux. La nature et l'environnement à protéger représentent donc bel et bien une valeur forte qui oriente leurs choix. Par ailleurs, pour plusieurs, l'amélioration de la justice sociale, la réduction des inégalités, est un objectif additionnel important, peut-être même prioritaire chez certains, qui justifie les changements au système économique. La justice sociale est donc pour ces derniers une autre valeur forte qui oriente leurs choix. À ces deux valeurs principales s'ajoute pour certains, tant chez les « radicaux » que chez les « modérés », le désir d'une vie meilleure et plus paisible, d'une vie qui n'est pas dominée par la consommation, ce qui oriente aussi certainement leurs choix.

5.3.2 Politique

Le système politique est un autre aspect très important de l'organisation des sociétés modernes, et il a fait aussi, comme l'économie, l'objet d'une section spécifique dans la troisième partie des entrevues portant sur la société idéale de 2050. Nos répondants souhaitent-ils des changements au système politique actuel de démocratie représentative ? Et si oui, lesquels ? Et pourquoi ?

Le premier constat que nous voulons souligner est la relative satisfaction de nos répondants à ce sujet. C'est une minorité seulement qui souhaite changer radicalement le système politique (et tous sauf un seul sont des « radicaux » du point de vue économique), c'est une

minorité également qui souhaite des réformes significatives, mais c'est près de la moitié qui considère que de légères améliorations seraient suffisantes. Cela dit, de nombreux répondants ne se sont pas privés d'émettre des critiques.

Quel système politique remplacerait avantageusement le système actuel de démocratie représentative ? L'idéal, pour la majorité de ceux qui souhaitent ce remplacement, serait un régime de communautés locales autogérées ou l'équivalent, un régime qui à leur point de vue valorise les individus et respecte leur liberté, un régime qui permet une meilleure reddition de comptes a mentionné un participant, une sorte de « retour aux racines » a mentionné un autre.

William explique comme suit sa pensée à ce sujet.

« Je pense que j'utiliserais la démocratie, mais à petite échelle. [...] Dans les communautés en fait. Puis l'ensemble des communautés prendrait la décision pour elle-même. [...] Chaque communauté aurait peut-être des politiques différentes et cetera. Mais ça demeurerait à des paliers très très faibles. Puis, par la suite, on pourrait relier ces communautés-là pour prendre des décisions plus importantes ».

Pour Gabrielle, le système actuel n'est pas vraiment démocratique et elle expose son point de vue de la manière suivante.

« Mais je trouve que c'est une fausse démocratie représentative. [...] [Je] suis vraiment de l'école de pensée [...] pas juste d'autogestion mais des assemblées générales. [...] [De] revenir aux sources puis aux petits groupes, aux petits villages, [...] devenir minimalistes. [...] Pour que chaque village puisse se gérer comme ils le veulent ou de faire sa propre petite économie ».

Et elle ajoute plus loin :

« C'est pas [sic] des personnes qui se connaissent pas parce que vu qu'on est en petits groupes, tout le monde a leur mot à dire, tout le monde s'intéresse à ce qu'on est, [...] tout le monde ressent le besoin de participer puis de pouvoir dire leur opinion ».

Parmi ceux qui veulent des réformes que nous pouvons qualifier de significatives, quelques-uns, comme Thomas, ont aussi une vision à plus petite échelle de la démocratie.

« La démocratie pour moi c'est [...] une société ouverte d'esprit, ouverte à l'évolution. C'est des discussions entre citoyens. C'est des communautés qui évoluent ensemble ».

Un des étudiants interviewés souhaite tout simplement l'absence de gouvernement, donc l'anarchie au sens propre, un autre privilégie la démocratie directe (« un peu comme chez les Suisses »), et un troisième (Félix) considère qu'il faut mettre en place un système de concours qui permettrait le choix des meilleurs candidats, c'est-à-dire les plus instruits, les plus intelligents et les plus aptes globalement à diriger.

Félix considère le système actuel comme une « erreur monumentale ».

« On devrait laisser les personnes qui se sont démarquées, qui ont montré une meilleure détermination, une meilleure connaissance, une meilleure raison, comme dans la communauté scientifique, les gens qui sont écoutés, c'est ceux qui ont le plus de logique ».

Par ailleurs, les suggestions faites par nos répondants pour réformer ou améliorer le système politique actuel, on peut facilement l'imaginer, sont nombreuses et très variées. La plupart sont cependant plutôt classiques, et reflètent assez bien l'opinion plutôt négative qu'une grande partie des citoyens ont des gouvernements et des élus, et que révèlent les sondages (CROP, 2011, Léger, 2016, Clavel, 2020), soit moins de bureaucratie, de concentration du pouvoir, de corruption, de partisanerie, de lobbyisme, et de marketing politique, et plus d'éthique, de reddition de comptes, de vision à long terme (en particulier pour ce qui est des

défis environnementaux), de recours aux experts, d'écoute des citoyens, et de respect du bien-commun et des intérêts des citoyens (plutôt que de ceux des élus).

Nicolas, par exemple, s'inquiète un peu de l'intégrité des élus.

« Fait que faudrait [...] que ce soit un gouvernement qui ait à cœur le pays et non leurs gains personnels. Ce que je [ne] sais pas si c'est le cas en ce moment ».

Mais Sabrina s'inquiète plus du comportement des citoyens.

« Dans la société que je veux, j'imagine davantage la liberté. À la condition que les gens soient capables de s'autoréguler. [...] Certaines personnes ont besoin d'avoir l'appât du gain, ou d'éviter une conséquence, pour adopter certains comportements ».

Un aspect qui fait plutôt consensus est l'augmentation de la participation citoyenne, quoique quelques-uns s'en méfient et que plusieurs, même ayant souhaité plus de participation, veulent un gouvernement solide, qui décide, qui « met ses culottes » pour utiliser une expression bien québécoise que nous avons entendue à quelques reprises au cours des entrevues.

Les propos de Camille sont un bon exemple de ce souci à la fois d'écoute et d'autorité.

« [L'] autorité, pour moi, c'est quelque chose de vraiment primordial, parce que ça sert à mettre des balises, des lignes directrices dans la vie des gens, dans la société. Par contre, l'autorité se doit d'être à l'écoute de son peuple ».

Catherine précise :

« Plus de liberté. Plus de voix pour chaque personne ».

Émilie aussi :

« Moi je vois [le système politique] plutôt avec plus de liberté, et plus de voix pour le peuple, mais d'un autre côté, je sais que aucun des extrêmes n'est jamais bon ».

Un peu à l'opposé, Jeremy plaide pour la place des experts.

« [La] population selon moi n'a pas toujours les bonnes réponses, puis, ce que la population veut, n'est pas nécessairement ce qu'il faut. [...] En fait [il faut qu'il] y ait plus d'avis d'experts qui soient respectés ».

La réforme de la procédure démocratique utilisée pour choisir les représentants des citoyens est un élément qui a été mentionné par quelques participants. Deux ont suggéré le tirage au sort pour éviter les dérives de la course au pouvoir, deux opteraient pour le vote à la proportionnelle, et un autre pour un système de vote à deux tours comme en France. Un répondant croit qu'il faudrait que les plus hauts dirigeants ne soient pas payés, car ils se feraient ainsi élire pour les bonnes raisons, pense-t-il.

En résumé, pour répondre à la question posée au début sur le pourquoi des réformes proposées et le choix des caractéristiques politiques de la société idéale, deux concepts s'opposent, tout en étant complémentaires : liberté et autorité. D'une part, le souci de la voix et de la place des citoyens, particulièrement clair pour ceux et celles qui souhaitent un système de petites communautés, mais aussi pour la plupart des autres répondants, reflète bien l'attachement à la liberté de nos répondants. D'autre part, la nécessité de l'autorité pour que les bonnes décisions soient prises, en particulier dans le domaine de l'environnement comme plusieurs l'ont dit de façon explicite, montre bien que cet attachement n'est peut-être pas si fort qu'on pourrait le croire, et que les personnes interviewées, comme nous l'avons vu précédemment dans la section sur les valeurs, et comme il en sera question dans la prochaine section sur le contrôle, sont très conscientes des limites de la liberté. Rappelons enfin que c'est une minorité de répondants qui ont lié de façon explicite leurs préoccupations environnementales et leurs choix concernant le système politique, mais que, comme nous l'avons souligné concernant les choix de certains dans le domaine économique, c'est

l'ensemble de leurs propos qui justifie ce lien, les préoccupations environnementales étant présentes dans toutes les entrevues, à peut-être une exception près.

5.3.3 Contrôle

Dans la société idéale que souhaitent nos répondants pour 2050, les citoyens seront-ils libres, ou des règles seront-elles nécessaires pour orienter et encadrer leurs comportements afin d'assurer le respect de l'environnement ? Cette question a aussi, comme l'économie et la politique, fait l'objet d'une section spécifique dans la troisième partie des entrevues.

Pour une bonne minorité des étudiants interviewés, la réponse à cette question est non (c'est-à-dire qu'il n'y aura pas besoin d'établir des règles particulières). Ils considèrent non seulement que la liberté est une valeur très importante, mais aussi que, grâce à l'éducation, les citoyens en 2050 seront conscientisés face aux questions environnementales et qu'ils auront donc naturellement les bons comportements. Une telle attitude, il faut le souligner, suppose que ces participants ont une bonne dose de confiance dans l'humain, ce qui n'est pas le cas de tous. En effet, pour la majorité donc, la réponse à la question est oui (il faudra des règles particulières), même si leurs propos laissent souvent entrevoir une certaine réticence à restreindre la liberté des citoyens. Il n'est donc pas surprenant que plusieurs considèrent que le contrôle de l'offre serait le moyen le plus approprié d'agir en ce sens, et que ce sont les activités des entreprises (qui produisent les biens et les services) qui devront être encadrées et réglementées. Plusieurs considèrent aussi qu'il est préférable d'utiliser des incitatifs et de mettre en place des conditions facilitantes pour orienter les comportements. Quant aux règles spécifiques qui pourraient être mises en place concernant l'alimentation, l'habitation, les transports et les voyages, il en sera question dans une autre section portant sur ces quatre aspects, mais on peut déjà signaler que ce sont les deux premiers secteurs qui sont surtout ciblés par les étudiants interviewés.

Nos répondants sont donc divisés en deux groupes distincts : ceux qui font confiance à l'humain et en sa capacité de se comporter correctement (moralement) et ainsi de favoriser le bien commun plutôt que ses propres intérêts immédiats, et ceux qui en doutent, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas confiance que l'être humain accordera spontanément la priorité à

l'intérêt général. Les nombreux exemples qui suivent font ressortir cette distinction, et parfois le flou qui la caractérise, tout en illustrant la très grande variété des points de vue.

Antoine fait partie du groupe des « confiants », même s'il craint le comportement d'une minorité. Il valorise l'éducation et la liberté.

« Moi je pense [que] ça commence avec l'école ».

« Parce que si tu mets des règles, tu perds ta liberté ».

Zachary aussi croit à l'éducation et à la liberté, tout en considérant qu'il devra y avoir quelques normes, en particulier pour réduire les importations. Concernant les citoyens, il s'exprime ainsi.

« Oui, qu'ils soient conscients, puis qu'ils agissent de manière autonome ».

Xavier est particulièrement clair à ce sujet, même s'il n'exclut pas de devoir réglementer les entreprises.

« Moi je pense que retreindre les gens avec des lois ou des choses comme ça [ce n'est] pas une bonne chose à faire, vu que ça va juste [...] créer du mécontentement dans les populations. Je pense que [...] le meilleur, ce serait d'éduquer les gens finalement, de sensibiliser les gens à la surconsommation et quel impact ça a sur l'environnement, sur le monde ».

Émilie utilise le conditionnel.

« Bien, j'aimerais que les gens soient assez éduqués pour comprendre [...]. Et pas [qu'il] y ait un contrôle net des choses ».

Gabrielle a une très grande confiance en l'humain.

« J'ai une confiance aveugle envers l'être humain puis je suis persuadée que l'être humain peut être bon de nature ».

Pour Samuel, la liberté doit être la règle.

« Je pense [qu'il] faut conscientiser. [...] On [ne] réussira pas à tout régler, on [ne] peut pas l'imposer. Ça serait brimer la liberté des gens ».

Camille fait partie du groupe des « non-confiants ».

« Non, non, la spontanéité [ce n'est] pas quelque chose qu'il faut se conter. [...] [Je] mettrais des contraintes. Par exemple [...] quatre viandes par semaine, quelque chose dans le genre, on en consomme déjà trop en Amérique du Nord ».

Jeremy considère également que des contraintes seraient nécessaires, mais il a de la difficulté à les définir.

« Mais le moyen de l'implantation, [...] encore une fois j'arrive dans un cul-de-sac. Idéologique, où je [ne] sais pas comment on peut s'y prendre ».

« C'est [qu'il] y aurait des contraintes. Puis [...] des limites, puis je reviens au gouvernement mondial qui pose certaines limites ».

Laurie considère qu'un contrôle fort est requis et évoque, par exemple, « [le] transport en commun obligatoire pour les travailleurs », tandis que Noémie opterait pour des contrôles indirects.

« Bien, on ne les contrôle pas, mais on peut leur offrir des options. Donc [...] c'est une forme de contrôle indirect. [...] [Ils] peuvent manger ce qu'ils veulent, ça va être juste que c'est en fonction de [...] ce qui a été récolté ».

Mathieu inclinerait vers la liberté, mais en fin de compte opte plutôt vers le contrôle.

« C'est sûr que pour obtenir ce que moi je souhaite, ça prend des règlements qui sont assez stricts ».

Maxime n'a vraiment pas confiance envers les individus.

« Si on réglemente moins puis on se fie au gens, on va se tirer dans le pied carrément. [...] Mais je pense que la chose qu'il faut réglementer, c'est vraiment pour limiter la consommation ».

David penche plutôt vers des pénalités financières.

« Je les laisserais faire. Sauf que ça serait beaucoup plus cher. [...] [II] y aurait beaucoup plus d'inconvénients, à acheter une voiture, que normalement ».

Alexandra, comme plusieurs, souhaiterait ne pas trop restreindre la liberté, mais finit pas s'y résoudre.

« Je [ne] voudrais pas aller dans quelque chose de trop restrictif [...] où les gens [n'] ont pas de liberté ».

« Mais en même temps, je pense que oui le gouvernement devrait mettre en place plus de réglementation et d'encadrement, surtout au niveau de ces pratiques-là ».

Parmi ceux que nous avons qualifiés de « radicaux » du point de vue économique, environ la moitié peuvent être considérés comme des « confiants » et l'autre moitié comme des « non-confiants ». Toutefois, parmi les « modérés », la majorité sont des « non-confiants ». On peut présumer sans trop de risque que ceux qui souhaitent de grands changements dans l'organisation de la société ont un degré de confiance plus élevé que les autres. Par ailleurs, il est intéressant de rappeler à cet égard que malgré l'importance que nos répondants

accordent à la liberté, plus de la moitié d'entre eux a tenu à en souligner les limites. Clairement, les « non-confiants » accordent la priorité au respect de l'environnement, quitte à encadrer les comportements, à contraindre quelque peu les citoyens et à restreindre leurs libertés.

La distinction que nous venons de faire entre les « confiants » et les « non-confiants » a tout de même certaines limites que nous avons tenté de montrer par les extraits que nous avons choisi de présenter. D'abord, quelques participants ont indiqué que cette question de la liberté des comportements versus le respect de l'environnement leur posait une sorte de dilemme. Ils sont donc très hésitants à ce sujet. Contraindre ou ne pas contraindre ?

Par exemple, Olivier exprime ainsi son hésitation.

« C'est parce que, je suis divisé entre le fait que [...] la création de trop de contraintes puis de règles, ça brime la personne. Mais je [ne] sais pas à quel point qu'on est capables de développer la pensée critique au point que les personnes deviennent assez intelligentes d'elles-mêmes [...]. Je [ne] sais pas si on est capable de se libérer de toutes ces contraintes-là ».

En outre, même quelques « confiants » ne répugneraient pas à utiliser des incitatifs et à mettre en place des conditions facilitantes, donc à utiliser une forme de contrôle indirect sur les comportements. Le petit nombre de participants qui ont évoqué l'utilisation de l'éco-fiscalité ont d'ailleurs laissé entendre (mais cela n'est pas toujours très clair) que cette forme d'incitatif pourrait être appliquée autant aux consommateurs, qu'aux entreprises.

Maude donne l'exemple suivant.

« Je viserais de diminuer [...] le bac de poubelle de moitié [...] Puis avoir des frais supplémentaires si tu dois avoir plus qu'un bac ».

On peut enfin noter que la conscientisation des citoyens aux enjeux environnementaux qu'évoquent surtout les « confiants » pourrait être stimulée non seulement par l'éducation, mais aussi, selon deux ou trois participants, par des pénuries, ou des événements spéciaux, ou même par de la publicité.

Mégan explique cette question de pénuries comme suit.

« Moi je pense que ça va juste être une indisponibilité de certains produits. À un moment donné il n'y aura juste plus de certaines choses, donc on ne pourra plus en consommer ».

En résumé, un peu comme nous l'avons souligné en ce qui concerne le choix du système politique, deux concepts s'opposent, et sont aussi souvent complémentaires : liberté et contrôle. Toutefois, concernant cette question du contrôle, il est possible de trancher entre ceux et celles qui penchent plus vers la liberté et que nous qualifions de « confiants » et ceux et celles qui penchent plus vers le contrôle et que nous qualifions de « non-confiants », ces derniers étant plus nombreux. Comme nous l'avons mentionné dans un chapitre précédent, il semble bien que les jeunes en Occident fassent de moins en moins confiance aux autres, probablement à cause de la montée de l'individualisme qui les amène à penser que les autres vont faire passer leurs propres intérêts avant l'intérêt général. Ce phénomène pourrait expliquer en bonne partie nos résultats.

5.3.4 Comportements sociaux

Dans le cadre de notre étude, nous avons interrogé les participants sur les principaux comportements sociaux qui ont une influence sur les émissions de GES. Nous leur avons donc demandé quelle était leur vision de l'alimentation, de l'habitation, de la consommation en général, du transport et des voyages dans la société idéale de 2050.

Alimentation

L'alimentation est un comportement à la fois très personnel et très social, mais peut-être surtout social. Les habitudes alimentaires sont fonction du milieu social, elles sont un support de l'identité personnelle et de l'identité de groupe, elles sont profondément culturelles et souvent enracinées dans les traditions, elles font appel à tout un lot de représentations, en santé par exemple, elles sont liées à des questions financières, à des questions d'organisation familiale, au temps disponible pour les préparations des repas, etc. (Régnier et coll., 2009). Les propos de nos répondants à ce sujet doivent donc être analysés avec beaucoup de prudence.

Par ailleurs, il faut rappeler que les émissions de GES provenant du secteur alimentaire comprennent toutes celles dues à l'agriculture et à l'élevage, à l'industrie de la transformation, au transport, à la distribution et aux habitudes des consommateurs (déplacements, achats, choix des aliments, préparation des repas, déchets). Pour fixer rapidement les idées, signalons que, selon les études les plus crédibles provenant des agences gouvernementales, les émissions de GES sont de l'ordre de 10 kg d'équivalent CO₂ pour la production d'un kg de bœuf, de 4 pour le porc, de 2 pour la volaille et de moins de 1 pour les céréales (voir à ce sujet le site web de l'organisation *Unpointcinq*).

Les étudiantes et les étudiants que nous avons interviewés semblent généralement plutôt conscients de l'impact de l'alimentation sur le problème du réchauffement climatique. Premièrement, un peu plus de la moitié d'entre eux souhaitent que la consommation de viande en 2050 soit moins élevée que maintenant, et quelques-uns souhaitent même que l'alimentation soit complètement d'origine végétale (les questions éthiques s'ajoutant ici aux considérations environnementales). Deuxièmement, de nombreux participants souhaitent également que la production des aliments soit beaucoup plus locale afin de réduire les besoins en transport. Troisièmement, plusieurs souhaitent que les citoyens aient accès à des jardins communautaires ou privés. Ceux-ci considèrent que le lien avec la terre qui nous nourrit est important et que cultiver son jardin est une activité qui renforce ce lien, en plus d'améliorer la conscientisation face au travail des agriculteurs et à toute la problématique de la production

des aliments. Enfin, quatrième, certains participants ont exprimé le vœu que la production des aliments en 2050 soit « responsable ».

Les propos de Sarah illustrent la vision de ceux et celles qui souhaitent des changements dans les comportements alimentaires des individus.

« Au point de vue de l'alimentation, je pense qu'il est temps qu'on se réveille, ça c'est clair [...] tout ce qu'on mange c'est ridicule. [...] Tout ce qu'ils nous mettent comme nourriture transformée, le plastique, ça c'est ... »

Pour Catherine, la consommation de produits locaux doit être la norme.

« Manger local. Manger ce qui provient de notre pays. [...] [Ce] qui provient des agriculteurs aux alentours. [...] Mais [...] éviter de manger du porc qui vient de l'autre bout du monde. Ça [n'] a pas de bon sens pour moi ».

Audrey s'inquiète de la consommation de viande.

« C'est sûr ça serait de diminuer la consommation de viande. [...] Diminuer surtout la viande rouge. Ça serait vraiment mieux ».

Mathieu a un peu le même point de vue.

« J'aurais tendance à dire qu'on continue avec la viande, mais de façon plus responsable. [...] Mais beaucoup plus axé sur les végétaux. C'est plus facile. Dans un sens ça prend moins de ressources un végétal qu'un animal ».

William opte pour les produits locaux et le végétarisme.

« On produit ce qu'on mange ».

« On... idéalement [...] viser le végétarisme. Parce que l’empreinte écologique est moindre ».

Laurence valorise beaucoup les jardins, qu’ils soient individuels ou communautaires.

« D’avoir un jardin l’été premièrement c’est donc bien merveilleux! Mais de ramener un petit peu [...] beaucoup de jardins communautaires. [...] [Et] qu’il y ait une plus grande partie des gens de la société, un plus grand pourcentage, qui s’occupe de l’alimentation ».

Toutefois, malgré ce souhait d’une alimentation comportant moins de viande et plus de produits locaux, ce ne sont que quelques participants qui verraient favorablement l’instauration de règles strictes concernant l’alimentation (en limitant la consommation de viande, par exemple, ou en déterminant collectivement le contenu des repas, ou encore en établissant des critères liés aux besoins métaboliques), quoique plusieurs soient tout de même favorables à la limitation des importations. Clairement, dans le domaine de l’alimentation, nos répondants sont réticents à contrôler les comportements et à restreindre la liberté individuelle, même la plupart de ceux qui n’ont pas confiance que les citoyens instruits, informés et conscients des enjeux auront spontanément les bons comportements en 2050. On peut supposer qu’ils ne voudraient pas que leurs propres comportements alimentaires soient dictés par d’autres.

Noémie exprime comme suit son respect de la liberté, dans un système où il y a toutefois des contraintes.

« L’alimentation selon moi, les gens devraient être libres de manger ce qu’ils veulent manger. [...] Tu manges [...] ce que ton corps te demande de manger ».

« Fait que c’est sûr qu’il n’y aurait plus de Corn-Pops, mais [...] [il] y aurait d’autres types de céréales, qui seraient beaucoup meilleures pour la santé. [...] Mais les gens seraient quand même libres de manger ce qu’ils veulent. S’ils veulent manger des

fraises, des framboises, c'est eux qui décident. Mais c'est ça qu'il y a cette saison-ci ».

Par ailleurs, le lien entre l'alimentation et la santé n'est pas une grande préoccupation pour les étudiants que nous avons interviewés. Deux seulement ont spécifiquement évoqué la production dite biologique (les aliments « bio ») et quelques autres ont dit souhaiter une alimentation plus saine (sans OGM a spécifié un participant). La question des OGM, dont l'utilisation est fortement règlementée en Europe (Wikipedia) et même quasi-interdite en France, ne semble donc pas faire l'objet d'une grande polémique au Québec.

Le gaspillage, le suremballage, et la trop grande transformation alimentaire sont trois autres questions qui préoccupent certains de nos répondants et que la société idéale de 2050 pourrait régler. En outre, deux étudiants croient que l'entomophagie sera pratiquée.

Laurence, qui favorise comme de nombreux autres participants l'alimentation locale, en a particulièrement contre le gaspillage.

« D'aliments qui proviennent de chez nous. On a tellement de bons produits au Québec. [...] Et d'arrêter de gaspiller. Le gaspillage alimentaire pour moi c'est la pire absurdité ».

En résumé, les étudiants et les étudiantes que nous avons interviewées semblent tous bien comprendre l'impact de l'alimentation sur l'environnement et souhaitent des changements, mais, à quelques exceptions près, ils restent attachés à la liberté de choix et ne proposent pas de règles dans ce domaine.

Habitation

Le choix d'un logement est une des décisions les plus importantes que doit prendre un individu, d'abord au point de vue financier, mais aussi au point de vue du mode de vie, car ce choix a beaucoup d'influence, tant sur le confort au foyer que sur le temps requis pour les déplacements, en particulier au travail. Comme nous l'avons souligné dans le cas de

l'alimentation, il s'agit d'une décision à la fois très personnelle et très sociale. Au Québec, la maison unifamiliale (généralement en banlieue) est encore le modèle de base, celui que la majorité des familles considèrent le meilleur, car offrant le plus d'espace pour chaque personne qui y habite ainsi qu'un peu de verdure. C'est en quelque sorte encore la norme sociale dominante, quoique de plus en plus de groupes et d'associations, par exemple l'organisation *Vivre en ville* à Québec, proposent de nouveaux modèles.

Le choix d'un logement a également beaucoup d'influence sur les émissions de GES, non seulement à cause du chauffage, de la climatisation, de l'utilisation des appareils électroménagers et de l'éclairage, mais aussi et surtout parce que sa localisation détermine la durée des déplacements requis pour le travail, les achats, et l'accès aux services (santé, éducation, et autres). L'étalement urbain qui résulte actuellement de la somme des choix individuels à ce sujet est un des problèmes les plus importants que nos sociétés doivent affronter dans le cadre de la lutte aux changements climatiques.

Nos répondants sont tous des étudiants et, à une ou deux exceptions près, n'ont pas encore « fondé une famille », ce qu'il ne faut pas oublier au moment d'analyser leur vision du domaine de l'habitation dans la société idéale de 2050. Ils ont évoqué dans leurs propos différentes considérations, qu'il s'agisse de la taille des logements, de la création de coopératives d'habitation, de la construction de bâtiments écologiques, de l'aménagement d'espaces verts, du développement d'éco-quartiers, de la construction de tours d'habitation, de la densité des villes ou de l'importance des liens sociaux. Cependant, aucune tendance très significative (sauf peut-être une dont nous faisons état un peu plus loin) ne se dégage de l'analyse de leurs propos qui sont à ce sujet particulièrement variés et parfois plus ou moins réalistes.

De toute évidence, Alexandra n'aime pas beaucoup la vie en ville.

« Je [ne] crois pas que de monter des tours et faire habiter tout le monde en ville soit une solution en tant que tel. D'ici trente ans moi je [ne] m'imagine pas nécessairement quelque chose de très différent de ce qu'on a présentement. S'il y a quelque chose,

peut-être plus de gens vers la campagne. Parce qu'il y a une saturation au niveau de la ville et des alentours ».

David veut des habitations vertes.

« Les maisons vertes seraient primordiales, déjà en partant. [...] [Que] ça soit une coop, un gros bloc, ou que ça soit une maison minimaliste, il faudrait que tous les bâtiments soient verts. Construits selon des normes du bâtiment écologique. Avec [...] un toit qui est un jardin. Panneaux solaires. Ma société en gros devrait être basée sur vraiment l'économie renouvelable. Fait que la Terre puisse encore exister ».

Mégan souhaite que l'organisation des habitations facilite les liens sociaux.

« Donc dans un monde idéal, c'est ça. L'habitation fait en sorte que c'est plus humain [...] plus social. On se parle plus ».

Sabrina a un faible pour l'habitation à l'européenne.

« Je vois un énorme lien entre habitation [et] urbanisme. Puis j'aime beaucoup l'urbanisme des villes d'Europe ».

Jeremy a un autre point de vue.

« Je pense que l'idée des villes étendues est intéressante. Parce que dans une ville, le moyen de transport à travers toute la ville est quand même facilement possible avec les réseaux de transport ».

Pour William, peu de changements sont nécessaires.

« [Je ne] changerais rien à l'habitation actuelle. [...] [À] part peut-être l'utilisation de [...] matériaux locaux pour fabriquer les maisons. Peut-être aussi une façon de chauffer les maisons, de climatiser les maisons [...] de façon plus écologique ».

Plusieurs participants souhaitent néanmoins une réduction des surfaces habitables. Ces derniers semblent donc conscients (mais nous ne pouvons l'affirmer avec certitude) que la taille des maisons dans le monde industrialisé a fortement augmenté depuis 1960 alors que la taille moyenne des ménages a diminué (Suzuki et Boyd, 2008), et que le réchauffement climatique est lié ce phénomène. Et s'ils ne le sont pas, ils n'en considèrent pas moins qu'il n'est ni nécessaire, ni souhaitable, d'habiter dans de très grands logements ou de très grandes maisons unifamiliales.

Jade est très claire à ce sujet.

« Dans ma société idéale, on aurait des maisons adaptées à nos besoins. [...] Mais un couple qui s'achète une maison énorme, je trouve ça pas nécessaire. [...] Fait [...] qu'on arrête de voir l'habitation comme un espèce de standing, de statut social ».

Maxime aussi.

« Bien c'est sûr que ça [ne] sert à rien d'avoir quelque chose de trop grand pour nous. Parce que souvent, l'être humain n'a pas besoin d'une grande maison avec six chambres [...] personne a besoin d'un château pour vivre ».

Il est intéressant de noter que plusieurs ont exprimé une opinion très positive des coopératives d'habitation, ce qui est une indication de l'importance pour eux des liens sociaux que favorise ce modèle. Cette préoccupation pour les liens sociaux est également reflétée par le souhait de quelques-uns du développement d'ensembles multigénérationnels.

Alexandre pense en particulier aux personnes âgées.

« Des maisons générationnelles [..], on loge beaucoup de monde dans une seule maison, qui peut être plus grande [...], ça permet de bien vivre. Ça permet d'avoir de l'aide à entretenir aussi le terrain et tout. Puis ça fait aussi que les personnes âgées ont quand même un contact social parce qu'ils vivent avec leurs petits-enfants, leurs enfants ».

La préoccupation écologique au sujet de l'habitation est bien illustrée par le souhait de plusieurs participants qu'il y ait beaucoup plus d'espaces verts dans les villes et que les citoyens aient accès à des jardins individuels ou collectifs comme nous l'avons mentionné plus haut, en bref que les villes soient vertes et que le lien avec la nature soit favorisé. Elle l'est aussi par le souhait de certains participants de l'implantation d'éco-quartiers et, pour d'autres, de la construction de bâtiments écologiques et de l'utilisation de panneaux solaires. Mais pour bien des répondants, le système d'habitation en 2050 ne serait pas très différent de ce qu'il est aujourd'hui.

Sur la question de la densité des villes et de la construction de tours d'habitation, deux éléments liés au problème de l'étalement urbain, les avis, peu nombreux, il faut le dire, sont partagés : plus de densité, moins de densité, petites villes, grandes villes ? Mais surtout plutôt moins de tours « à condos ». Comme nous le verrons un peu plus loin, presque tous nos répondants souhaitent le développement de systèmes de transport en commun efficaces et non-polluants, ce qui influence beaucoup leur opinion sur l'effet de l'étalement urbain qui serait alors beaucoup moins grave.

Au global, nos répondants-étudiants ont donc des opinions un peu moins nettes (et plus variées) concernant l'habitation que l'alimentation, ce qui rend difficile d'en préciser exactement les contours. Ils seraient cependant plus enclins à mettre en place des règles et des restrictions à ce sujet, ce que certains ont d'ailleurs explicitement exprimé. En outre, on peut noter que bien peu d'entre eux ont indiqué clairement qu'ils favorisaient la liberté de choix dans ce domaine. Enfin, l'examen des entrevues individuelles n'indique aucun lien entre le souhait de la réduction des surfaces habitables, ou de l'établissement de coopératives d'habitation, et les préoccupations de justice sociale de certains.

Transport

Au Québec, le transport routier est responsable d'environ 35% des émissions totales de GES et l'utilisation de l'automobile et des véhicules légers en représente très approximativement la moitié (MELCC, 2020). À l'inverse de ce qui est le cas en Europe, la majorité des déplacements urbains chez nous, comme dans à peu près tout le reste de l'Amérique du Nord, sont faits en automobile, et non au moyen des transports en commun qui émettent beaucoup moins de GES par passager. Le choix d'utiliser ou non les transports collectifs a donc beaucoup d'importance dans le contexte du réchauffement climatique.

Il y a sans doute des raisons culturelles et sociales à ce choix de l'automobile, mais il y a aussi, et peut-être surtout, des raisons d'ordre pratique. Pour ceux et celles qui habitent loin de leur lieu d'étude ou de travail et qui doivent se déplacer quotidiennement (ce qui pourrait être moins fréquent si le télétravail devient plus courant à la suite de la crise du Covid-19 dont il sera question plus loin), le transport en commun est souvent moins efficace, entre autres à cause de l'étalement urbain.

Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant de constater que nos répondants, à la quasi-unanimité, souhaitent que le transport en commun soit très bien développé et efficace en 2050, deux d'entre eux proposant même qu'il soit gratuit. Quelle serait alors la place de l'automobile ? Pour plusieurs, la mise en place de très bons systèmes de transport en commun causerait automatiquement une réduction importante de son utilisation, et c'est ce qu'ils souhaitent. De plus, parmi ceux et celles qui voient encore une place pour le transport automobile en 2050, plusieurs croient que le covoiturage devrait être encouragé. Toutefois, très peu de participants considèrent que cette façon de se déplacer n'est pas acceptable et se sont permis d'affirmer que l'utilisation de l'automobile individuelle ne devrait donc plus être permise. On peut penser que la voiture est encore un symbole de liberté auquel il est bien difficile de s'attaquer directement.

Les propos de Mathieu sont un exemple de cette vision de l'automobile individuelle.

« Je vois quand même une utilité à l'automobile, ça permet de transporter des choses ».

Mégan explique qu'un bon système de transport collectif réduit automatiquement l'usage de l'automobile.

« À Toronto, les gens prennent leur voiture je pense dix fois moins que nous au Québec, parce que le transport en commun est beaucoup plus développé. [...] Les gens sont [...] pas plus conscientisés, [ils n'] ont pas besoin de se conscientiser, parce qu'ils ont un bon service fonctionnel ».

Laurence constate qu'il y a trop de voitures.

« Ce qui est absurde [ce n'] est pas l'automobile en soi, c'est qu'on en a tous une pour une personne. Ça c'est absurde. On n'a pas besoin de cinq places ».

Laurie va dans le même sens que Mégan.

« Pour ça, à mes yeux, faudrait offrir des trajets d'autobus, [...] des trajets qui rejoignent différentes régions, différents horaires, différents trajets, pour vraiment rejoindre le plus de gens possible, pour que les gens soient moins tentés d'avoir tous leur transport individuel ».

Sarah résume un peu le point de vue de l'ensemble des participants.

« On espère un grand réveil pour ce qui est de l'auto et tout ça là. Et tout ce qui est transport en commun et tout. [...] Parce que je trouve que c'est un non sens là ».

Gabrielle a un peu le même point de vue.

« [Vive] les transports en commun! [...] [Je] dis pas que ça [note: les automobiles] soit interdit, mais [que] les gens ne pensent même plus par eux-mêmes à se déplacer seul dans une voiture ».

Camille favorise le covoiturage.

« [II] y aurait encore des automobiles, des transports en commun. Sûr et certain. Mais ce serait vraiment d'optimiser le covoiturage ».

Pour de nombreux étudiants interviewés, ce sont les développements technologiques (dont il sera question dans une autre section plus loin) qui permettront la mise en place de systèmes de transport en commun rapides et efficaces au cours des prochaines décennies. Bien que très peu d'entre eux aient évoqué l'avènement des véhicules autonomes, beaucoup souhaitent cependant que tous les véhicules, incluant ceux utilisés pour les transports collectifs, fonctionnent à l'électricité ou à toute autre forme d'énergie renouvelable en 2050. Soulignons aussi que plusieurs participants souhaitent que les transports actifs, à pied ou à bicyclette, soient encouragés et favorisés, et que d'autres ont rappelé que les besoins de transport seraient réduits si le développement urbain favorise la proximité des services et du travail.

Un seul de nos répondants a mentionné le train pour les déplacements interurbains, ce qui illustre bien à quel point l'Amérique du Nord se distingue de l'Europe à ce sujet.

En résumé, en ce qui concerne les transports, l'opinion des étudiants et des étudiantes que nous avons interviewés est assez uniforme : de très bons transports en commun, entre autres grâce aux développements technologiques, des transports actifs encouragés, et, sauf pour un très petit nombre, sans que l'usage de l'automobile individuelle soit interdite, en particulier à cause des régions rurales.

Consommation

Nous avons vu, dans la section portant sur l'économie, qu'une bonne moitié de nos répondants souhaite une réduction de la consommation dans la société idéale de 2050 et que

cela représente probablement chez plusieurs une forme de rejet de la « société de consommation » dans laquelle ils vivent. Lorsque nous les avons interrogés sur la consommation en tant que comportement social pouvant avoir un impact sur le réchauffement climatique (au même titre que l'alimentation, l'habitation, le transport et les voyages), ils ont pu préciser certains aspects des changements qu'ils souhaitent à ce sujet.

Le premier constat que nous pouvons faire est que le nombre de participants qui souhaitent une réduction de la consommation en 2050 est plus élevé que ce que nous avons perçu lors de leurs propos sur l'économie. La consommation apparaît donc à la plupart de nos répondants comme un des comportements sociaux qui doit changer, mais aucun d'entre eux ne propose de règle claire à cet effet. Il faudrait, disent certains, que les achats correspondent à des besoins réels. Il faudrait aussi, pour plusieurs, que la consommation soit « responsable ». Il faudrait enfin, pour plusieurs également, que la société et les consommateurs privilégient les produits locaux. On ne peut donc que constater une fois de plus que les étudiants et les étudiantes que nous avons interviewés, malgré leur constat, exprimé assez nettement, de la nécessité d'encadrer les comportements sociaux en 2050, sont très réticents à restreindre de façon précise les libertés. À l'inverse, toutefois, seul un tout petit nombre a suggéré explicitement que la liberté de choix demeure la norme.

Camille s'exprime ainsi.

« [Il] faudrait une société beaucoup moins consommatrice de tout ce qu'on appelle le pétrole et de tous les produits de la vie commune, des vêtements et autres choses. Donc, dans mon monde idéal là, ce serait revenir dans les années 70-80, une consommation plus responsable, plus locale, moins polluante ».

Gabriel souhaite que la consommation soit responsable.

« J'aurais tendance à dire qu'elle est pareil. Sauf que c'est une consommation qui est plus renouvelable. [...] [On ne] vient pas épuiser les ressources ».

Olivier aussi, peut-être même plus.

« Bien, on est rendu à posséder moins d'objets. On achète moins n'importe quoi, on pense d'où est-ce que ça provient, quels matériaux ont été utilisés pour faire ça, puis on base nos choix là-dessus. Avant juste de baser nos choix sur le plaisir personnel ».

Sabrina privilégie la durabilité des produits.

« Dans ma société idéale [...] on achèterait moins. Mais des choses qui dureraient plus ».

Jade souhaite que les achats soient réfléchis.

« Moi j'aimerais ça que les gens achètent ce dont ils ont besoin. T'achètes un produit de qualité. [...] Ça j'aimerais ça que les gens se retournent un peu plus vers l'achat réfléchi [...]. Au lieu d'être impulsif, basé sur le prix ».

Jeremy est un de ceux qui proposent des règles.

« J'aime moyennement dire ça mais je pense que va falloir [qu'il] y [ait] des limitations à certains points. C'est insensé d'avoir, pour une personne [...] quatre véhicules, puis un hélicoptère, puis un bateau. [...] [Ça] peut passer par le prix ».

Le contrôle des entreprises est très peu soulevé dans les entrevues. Quelques participants seulement ont indiqué souhaiter des produits plus durables, fabriqués de façon responsable, et réparables.

Il faut enfin mentionner que ce sujet a permis à quelques participants de faire appel à une sorte de règle morale. Il faudrait, ont-ils dit, favoriser le partage et la réutilisation, réduire le gaspillage, et éviter tous les achats superflus, ou de produits « inutiles ». Il faudrait également faire « attention à ce que l'on a ».

En résumé, les étudiants et les étudiantes que nous avons interviewés ont en grande partie le même point de vue. Ils désirent une consommation réduite et plus responsable, mais, sauf exception, sans qu'il y ait de règles précises à cet effet. Certains cependant ne voient pas la nécessité de cette réduction, quelques-uns comptant sur les progrès technologiques comme il en sera question plus loin.

Voyages

Pour bien mettre en évidence l'impact des voyages en avion sur le réchauffement climatique, Greta Thunberg, l'adolescente suédoise qui est l'initiatrice des grèves scolaires pour le climat, est venue à New-York en voilier en 2019. Rappelons, pour fixer les idées, que le transport aérien est (ou plutôt était, considérant la crise de la Covid-19) responsable d'environ 3% - 4% des émissions globales de GES (Wikipedia), que les émissions annuelles au Québec sont de près de 10 tonnes par personne, et qu'un voyage aller-retour Montréal-Paris représente environ 2 tonnes de CO₂ par passager selon le site *Unpointcing*. De plus, encore une fois avant la crise actuelle, le tourisme se développait très rapidement et de nombreux intervenants, comme Greta Thunberg, tentaient d'attirer l'attention de la population sur son impact climatique. Il faut enfin rappeler que le tourisme et les voyages, qui étaient autrefois réservés aux classes aisées et aux élites, concernent maintenant aussi les classes moyennes, et même une partie des classes populaires. Est-il possible, sinon souhaitable, dans ces circonstances, de restreindre la possibilité qu'ont les citoyens de voyager ? Voyons ce que nos répondants en pensent.

Les voyages, lorsqu'ils permettent la découverte d'autres cultures et l'ouverture d'esprit, sont vus très positivement par de nombreux étudiants et étudiantes que nous avons interviewés. En fait, la plupart d'entre eux ne souhaitent pas que la possibilité de voyager soit restreinte en 2050, d'autant plus que beaucoup croient que les développements technologiques permettront de rendre le transport aérien moins polluant. Le fait que de très nombreux participants ont déjà eu l'occasion de se rendre à l'étranger et qu'ils ont beaucoup apprécié cette expérience explique probablement en bonne partie cette vision positive.

Simon voit le futur à ce sujet comme suit.

« Donc je pense, encore là, le voyage se ferait. Vu qu'[il] y a d'autres cultures à découvrir. Est-ce que ça serait bon ? Moi je vois, s'il y a une alternative à moins polluer, puis que les gens [ne] le font pas juste pour aller boire de l'alcool dans un petit club med à Cuba, je pense qu'on voyage encore ».

Pour David, les voyages répondent à un besoin.

« C'est [...] nécessaire dans la société que j'ambitionne. À cause que ça permet de faire voir un autre point de vue. [...] Voir la différence entre [...] ce que nous on est et les gens qui sont plus loin sur Terre. Et donc ainsi les voyages augmentent la compréhension du monde. [...] Et c'est juste complètement bénéfique. J'aimerais ça aussi que les moyens de transport aériens [...] [utilisent] des énergies renouvelables ».

Olivier a un point de vue similaire.

« Bien j'espère que oui. J'espère qu'[ils] auront toujours la chance d'aller explorer comment [...] les autres personnes vivent dans les autres pays, puis découvrir le monde ».

Quelques-uns seulement des participants seraient favorables à des contrôles et à des restrictions, et d'autres sont tout simplement d'avis, ou émettent le souhait, que moins de personnes voyageront en avion en 2050. Pour la plupart, il faut le souligner, ce sont des « radicaux » du point de vue économique et ils font également partie des « non-confiants ».

Audrey poserait certaines limites.

« [Les] voyages c'est ce qui nous permet d'avoir une ouverture d'esprit [...]. Fait que ça enrichit beaucoup la personne. Mais [...] j'essaierais de limiter là. [...] limiter les transports en avion ».

Pour Jade, les voyages ne sont pas si importants.

« On va voyager, Mais peut-être moins souvent, puis mieux ».

« Mais dans ma société idéale de 2050, les gens mettraient aussi une importance sur leur chez-eux. [...] Puis pas juste dire : tu vas être heureux quand tu vas aller en voyage »

Par ailleurs, certains souhaitent que le tourisme local et régional soit encouragé, d'autres (comme Simon, voir plus haut) qu'on limite fortement les voyages dans le Sud de type « tout inclus », et deux ou trois croient que le désir de découverte pourrait être comblé par les technologies de la communication autorisant des « voyages virtuels ».

En résumé, les participants à notre étude peuvent être classés en deux groupes concernant leur vision des voyages dans la société idéale de 2050, et c'est encore une fois la question de la liberté qui est le paramètre principal.

Enfants

Certains écologistes croient qu'un des principaux problèmes qu'il faut régler est la surpopulation, car la consommation des ressources est directement fonction du nombre d'êtres humains sur la planète (Marsolais, 2019). Sans nécessairement partager complètement cette vision des choses, on peut considérer qu'il est probable, en particulier à cause des limites à la production de nourriture, que la population totale sur terre atteindra un plateau dans un avenir plus ou moins rapproché. Suite à un commentaire d'une des premières personnes interviewées, nous avons donc systématiquement par la suite demandé aux participants leur opinion à ce sujet.

Rappelons que, comme bien d'autres décisions, le choix de mettre au monde un ou plusieurs enfants est à la fois très personnel et très social. Dans de nombreuses sociétés agraires ou peu industrialisées, par exemple, les enfants représentent une forme de richesse, sinon de main d'œuvre, mais surtout une « assurance-vieillesse » dont la nécessité est due à l'absence de soutien gouvernemental. Inversement, dans les sociétés riches et « sociales-démocrates » actuelles, non seulement l'État offre certaines protections sociales, mais c'est l'éducation

supérieure, qui est loin d'être vraiment gratuite, qui donne accès aux bons emplois, deux facteurs qui tendent à réduire le nombre d'enfants par famille.

Nos répondants ne sont que quelques-uns à souhaiter que la liberté à ce sujet soit restreinte dans la société idéale de 2050. Toutefois, plusieurs (une forte minorité en fait) sont d'avis que le nombre d'enfants par famille diminuera tout simplement de façon naturelle, sans que des restrictions ne soient imposées. Une des personnes interviewées a lié ce phénomène à la possibilité que les femmes ont (et auront) de s'épanouir par d'autres voies que la maternité. Une deuxième a suggéré que le gouvernement pourrait diminuer les allocations familiales, une troisième qu'il donne de meilleures explications sur la contraception, et une dernière qu'il interdise les choix « génétiques ». Certains, parmi les partisans du libre choix, ont indiqué que les enfants en 2050 devront être éduqués à devenir écoresponsables.

Camille constate que beaucoup de ses amies ne veulent pas d'enfants.

« Et je me dis, c'est quand même fort, de refuser de procréer, un nouvel être qui va naturellement consommer ».

« [Puis] c'est également en lien [...] avec le féminisme. [...] [L]'épanouissement des femmes [ce n]'est pas nécessairement à travers un enfant ».

Sarah met l'accent sur l'éducation.

« Si on met des enfants au monde, puis qu'on les éduque à être hyper écoresponsables, oui [...] ça crée plus de pollution. Mais j'ose imaginer qu'on va peut-être réussir à faire quand même quelque chose de beau avec ça ».

Pour Vincent, la population va cesser de croître naturellement.

« Mais à un point de vue global, je pense [que ce n'] est pas nécessaire d'imposer un nombre d'enfants par famille, parce que naturellement, ça va se mettre à stagner à un tel chiffre ».

Zachary est à peu près du même avis.

« Ils sauront que oui, la surpopulation c'est un problème. Donc il n'y en aura pas tant que ça. [...] Je [...] pense juste que s'ils sont éduqués, sensibilisés, bien ils prendront leur décision par eux-mêmes ».

Par ailleurs, l'immigration est une question qui a été soulevée par très peu de participants et qui ne fait pas consensus, en particulier pour des raisons d'équité et de justice. Est-il acceptable que les plus instruits puissent plus facilement quitter les pays en développement et venir contribuer à l'essor des sociétés déjà « riches » ?

En résumé, tel que mentionné plus haut, il n'y a quelques-uns des étudiants et des étudiantes interviewés qui souhaitent la mise en place de restrictions sur le nombre d'enfants par famille. Pour la plupart, il faut respecter la liberté, car c'est ce qui est normal de faire. En outre, assez peu d'entre eux semblent préoccupés par les risques de surpopulation.

Retour sur les comportements personnels

Nous avons présenté, dans une section précédente de ce chapitre (5.2.2), les comportements personnels actuels de nos répondants en ce qui a trait à l'alimentation, au recyclage, à l'énergie, aux transports, à la consommation et aux voyages. Nous avons également décrit, au chapitre 1, les principaux facteurs qui déterminent les comportements sociaux : les besoins, l'environnement matériel et social, les aspects moraux, les valeurs, les émotions, les attitudes, les facteurs psychologiques, etc. Nous avons en outre expliqué, au chapitre 1, qu'il y a fréquemment un écart entre les valeurs et les comportements, un manque de lien entre les convictions personnelles et les pratiques habituelles (le « *value-action gap* », décrit par plusieurs auteurs dont Whitmarsh et coll. (2011) et Lovbrand et coll. (2015)). Ce manque de lien n'a rien d'exceptionnel et s'explique entre autres par la priorité que les individus

accordent à l'immédiat et surtout par la difficulté d'aller à contre-courant des normes sociales, souvent parce que les infrastructures de la société y font obstacle. Par exemple, il n'y a pas beaucoup d'éco-quartiers (dans les villes du Québec), le transport en commun peut être inadapté à de nombreuses situations, et l'alimentation végétarienne ou végane demande une adaptation et des pratiques qui ne sont pas toujours ni simples ni faciles comme certains de nos répondants l'ont mentionné. La question se pose donc : les comportements actuels de nos répondants sont-ils différents des comportements souhaités dans la société idéale de 2050 que nous venons de présenter ? Examinons rapidement les quatre aspects que l'on peut facilement comparer, soit l'alimentation, le transport, la consommation et les voyages.

En ce qui a trait à l'alimentation, les comportements actuels de nos répondants ne sont pas très différents des comportements souhaités. Plusieurs, par exemple, tentent déjà de réduire leur consommation de viande, d'acheter des produits d'origine locale et de limiter le gaspillage. Il en est de même dans le domaine du transport. Bien que plusieurs utilisent actuellement la voiture individuelle, ils le font en bonne partie pour des raisons de commodité, mais ils souhaitent pour l'avenir de meilleurs transports en commun afin d'inciter les citoyens à délaisser la voiture. Par ailleurs, de toute façon, la plupart croient que l'énergie électrique sera la norme dans ce domaine en 2050, tant pour les véhicules individuels que pour les transports en commun, ce qui réduira automatiquement les émissions de GES. Concernant les voyages, même dans la société idéale du futur, bien peu souhaitent en retréindre la possibilité, surtout s'ils ont un but culturel ou de découverte. Enfin, pour ce qui est de la consommation en général, nous avons déjà signalé que les étudiantes et les étudiants que nous avons interviewés souhaitent une réduction de la consommation, ce qui n'est pas en contradiction avec leurs pratiques actuelles, quoique les considérations financières aient probablement plus d'influence sur celles-ci que les considérations environnementales.

En résumé, dans l'ensemble, et malgré quelques incohérences dont ils semblent conscients dans certains cas, il n'y a pas de contradictions majeures dans les propos de nos répondants entre leurs pratiques actuelles et les comportements sociaux qu'ils souhaitent pour 2050. Ils veulent une société qui facilitera les comportements écoresponsables qu'ils considèrent

nécessaires, et qu'ils tentent déjà, dans une certaine mesure, d'avoir. Cette absence de contradictions majeures nous semble être une forme de validation du sérieux de leurs propos et de la solidité de leurs idées et de leurs valeurs.

5.3.5 Technologie

La technologie a fait l'objet d'une section spécifique durant la troisième partie des entrevues, car elle influence presque tous les aspects de la vie et en particulier de la vie sociale. Elle a un effet important, entre autres, sur les communications, sur l'emploi, sur le divertissement, sur le transport, ainsi que sur l'habitation et l'organisation urbaine. Elle a également un effet important sur les questions environnementales, car elle peut autant créer de graves problèmes qu'offrir des solutions novatrices. L'innovation technologique est liée à la recherche, qui est elle-même une partie importante de l'activité intellectuelle de l'être humain qui, depuis la nuit des temps, cherche à améliorer ses conditions de vie et à comprendre et à explorer l'univers. Il est donc normal de penser que les trente prochaines années vont permettre beaucoup de développements de toutes sortes, dont plusieurs que nous ne pouvons même pas imaginer, et dont on peut encore moins imaginer les impacts.

La plupart de nos répondants ont une vision plutôt positive des développements technologiques à venir. Ils croient que ceux-ci apporteront de nombreux bénéfices, tant pour l'être humain que pour l'environnement dans lequel il vit. Plusieurs ont mentionné les progrès de la génétique, d'autres les avancées médicales, d'autres encore les innovations en agriculture, beaucoup les énergies propres et renouvelables (dont quelques-uns l'énergie nucléaire), beaucoup aussi les innovations dans le domaine des transports (efficaces et électriques), un petit nombre une meilleure protection des ressources et le développement du recyclage, ou encore les progrès de la robotique qui vont libérer les humains des tâches ingrates (mais qui risquent de faire disparaître des emplois).

Mégan nous décrit le moyen de transport qu'elle imagine.

« Dans mon monde idéal, on a développé un nouveau moyen de transport qui ne consomme à peu près pas d'énergie. Qui est en commun. Que les gens peuvent utiliser ».

Émilie voit un impact social positif.

« [La] technologie justement elle aura servi à établir une égalité entre les gens, [qu'il n'] ait pas certaines personnes qui se retrouvent à faire des tâches disons plus dégradantes que d'autres [...]. Du coup, elles [les technologies] seraient au service de l'humain ».

Jade a aussi une vision positive.

« Bien je pense que c'est assez clair que la technologie est là pour rester puis même elle va prendre beaucoup de place dans le futur. [...] [On] pourrait vraiment l'utiliser à notre avantage, puis l'utiliser pour respecter l'environnement. Pour trouver des façons plus responsables [...] - on parle maisons intelligentes parfois, ça fait réduire les coûts d'électricité, parce que ça réduit la consommation ».

Nicolas est un des plus optimistes à ce sujet.

« On pourrait régler bien des problèmes en enlevant le pétrole. [...] [Des] problèmes de réchauffement [dû aux gaz] à effet de serre. [...] Le recyclage [...] serait 100%. [...] Fait qu'on pourrait s'imaginer un monde où [...] [il n'] y a aucun déchet qui pourrait causer un problème d'environnement ».

« Mettons [qu'] on serait capable de [...] génétiquement, on modifie les humains, pour qu'on [ait] mettons moins de maladies, moins de problèmes, je [ne] verrais pas d'objection ».

Ils sont cependant tout aussi nombreux à souhaiter que la société contrôle ces développements technologiques afin de prévenir les dérapages possibles et d'éviter qu'ils ne créent encore plus de problèmes environnementaux, et aussi qu'ils ne déshumanisent la vie et les rapports sociaux, ou, pire encore, que la technologie n'en vienne à dominer l'humain. Le développement de l'intelligence artificielle, en particulier, devra être contrôlé.

Olivier explique ainsi le problème.

« Puis je pense [que] c'est important de faire des visualisations [...] de [...] ce que les technologies qu'on implémente en ce moment vont avoir comme impacts dans le futur ».

Sabrina a des préoccupations éthiques.

« Donc j'ai l'impression qu'il faudrait mettre en place différentes choses, différents codes d'éthique, différentes instances, qui orientent les développements technologiques ».

Les quelques participants qui sont réticents face à la technologie en craignent davantage les dérapages qu'ils n'en voient les bénéfices, un exemple étant les pertes d'emploi dues aux progrès de la robotique. Même ceux et celles qui ont une vision plutôt positive sont préoccupés par les questions éthiques (voir plus haut les propos de Sabrina), ou par le développement des communications électroniques qui consomment beaucoup d'énergie et engendrent de la pollution.

Mathieu est de ceux qui ont des réticences.

« Je pense qu'il faut ralentir un peu notre progression. Continuer à progresser dans le niveau technologique, mais toujours se dire est-ce que on en a besoin ».

Un seul parmi les étudiants que nous avons interviewés a mentionné le développement du télétravail. L'utilisation de la géo-ingénierie pour contrôler le réchauffement climatique a également été mentionnée uniquement par un seul participant. Deux d'entre eux ont rappelé la nécessité d'effectuer des changements sociaux et de régler certains problèmes sociaux, nécessité qui demeurera malgré les progrès techniques.

En 2050, disent en résumé nos répondants, la technologie devra être au service de l'environnement et des humains. En outre, ils semblent bien conscients que la technologie ne pourra pas régler toutes les difficultés, même si quelques-uns sont particulièrement optimistes. Un participant a ainsi clairement indiqué qu'il n'était pas souhaitable de restreindre l'innovation par quelque forme de régulation que ce soit. Allons-nous inventer une « machine » à filtrer le gaz carbonique, comme l'imagine une des participantes?

5.4 Conditions requises

La quatrième et dernière partie des entrevues portait sur les conditions requises pour parvenir à la société idéale en 2050. Rappelons que notre troisième hypothèse était que les jeunes sont en majorité prêts à des changements importants de leurs habitudes de vie à la condition que ceux-ci touchent également toutes les catégories sociales et qu'ils soient justes, c'est-à-dire que toutes et toutes contribuent à l'effort collectif.

La question que nous leur avons posée était la suivante :

Quelles conditions sociales, politiques, mais aussi économiques seraient nécessaires pour que les changements de société que vous souhaitez soient mis en place d'ici 2050 ?

Ensuite, en première relance, nous avons posé les questions suivantes :

Faudrait-il une meilleure répartition des ressources ? Des chances égales pour tous ?
L'amélioration de l'éducation et de la conscientisation ? Mieux développer l'esprit d'entreprise ?

Et en seconde relance, nous leur avons demandé :

Comment les décisions devraient-elles être prises ? Par délibération citoyenne ? Par référendums ou sur la base de sondages d'opinion ? Par des panels d'experts ou des autorités indépendantes ? Par un gouvernement autoritaire ?

Comme nous allons maintenant l'expliquer, nos répondants ont eu certaines difficultés à répondre à ces questions. Cela est normal, car comme le dit Thomas Piketty (*Capital et idéologie*, p.81), « [les] mystères de la politique et de l'organisation sociale idéale sont [...] épais, [et] les incertitudes sur les moyens pratiques d'y parvenir sont [...] extrêmes ». Leurs propos permettent néanmoins de comprendre en (bonne ?) partie leur vision des conditions requises et des processus politiques qui pourraient être utilisés.

Pour les étudiantes et les étudiants que nous avons interviewés, la première condition pour parvenir à la société idéale n'est pas, comme nous l'avions supposé, plus d'égalité ou une plus grande justice sociale. Spontanément, environ la moitié d'entre eux ont plutôt indiqué que c'était l'éducation et la conscientisation, en particulier des jeunes, mais aussi de toute la population.

Xavier s'exprime à ce sujet comme suit.

« Mais je pense que, [...] maintenant tout de suite, faire [...] une classe environnement [...] Un cours de sensibilisation à l'environnement et au futur [...]. Pour sensibiliser les enfants, les adolescents, puis bon les plus vieux aussi au futur et puis au réchauffement climatique ».

Antoine compte sur le passage des générations.

« [Où] [...] je travaille, [il] y a beaucoup de personnes plus âgées. [Ils sont] moins conscients, moins d'éducation. Ces personnes-là, [...] [ils] vont finir par se faire remplacer par d'autres. Qui vont être plus jeunes, plus éduqués ».

Catherine croit à l'éducation.

« Je pense que beaucoup de choses passent par l'éducation. [...] Je pense que si on passe par les enfants, en les éduquant, en leur montrant, de façon ludique, plus tard ils vont avoir des comportements qui tendent vers ce qu'on leur a montré. Éduquer les adultes aussi. C'est un peu plus difficile ».

Anthony est du même avis.

« Alors je pense qu'une meilleure éducation, ça permet un meilleur jugement, qui permet une liberté qui est plus, si on veut, qui est mieux utilisée ».

Gabrielle considère qu'il faut changer le système d'éducation.

« Parce que [...] l'éducation en ce moment, elle sert plus à former les travailleurs qu'à former des citoyens. Donc, comment [...] on y arriverait, bien, c'est en changeant notre système d'éducation pour former des citoyens au lieu de former des travailleurs ».

La plupart des autres répondants croient tout simplement qu'il faut élire des gouvernements qui prendront les bonnes décisions.

Mégan croit à la politique.

« Ça va prendre des partis politiques. Je considère que ceux qui ont le pouvoir, c'est ceux-là qui sont assis au Parlement. Je considère qu'[il] faut mettre nos pions du côté de l'environnement. [II] faut faire payer des taxes de carbone aux entreprises. [II] faut faire payer des taxes de production de déchets aux entreprises. [...] Puis en ayant des partis politiques qui vont être plus axés sur sauver l'environnement, on va être nous-mêmes plus conscientisés ».

Alexandra veut que tous les partis participent.

« Je dirais que c'est un peu prendre le meilleur de tous les partis qui entourent [le gouvernement]. Puis de mettre en place des réglementations, des lois, des actions ».

Sabrina considère qu'il faut utiliser notre droit de vote.

« [Il] faut collectivement voter davantage pour des partis qui ont envie de prendre en mains notre futur dans une optique de respect de l'environnement ».

Quelques-uns ont évoqué la nécessité qu'un événement dramatique provoque une prise de conscience, ou qu'on investisse plus d'argent dans la recherche et le développement, ou encore que se développe une forte mobilisation sociale (entre autres des jeunes).

David croit à la nécessité d'un événement extrême.

« Donc pour faire comprendre aux gens, à la population, qu'[il] y a quelque chose de grave qui vient d'arriver, [il] devrait y avoir un méchant sinistre, qui fait beaucoup de victimes. Autant que ça soit victimes financières, autant que ça soit des victimes sur le plan physique ».

Nicolas croit qu'il faut investir dans la science.

« Si c'était moi, moi j'enlèverais tout l'argent qui est mis dans la guerre. Dans l'armée. [...] [Puis] je mettrais ça dans les sciences et [le] génie ».

Olivier considère que la population doit se mobiliser.

« Je pense que le peuple doit prendre sa place de leader du pays pour changer. Et le gouvernement, il [ne] bougera pas, tant que le peuple [ne] bougera pas ».

Pour Maude, ce sont les jeunes qui sont la clé.

« Je dirais, présentement, les plus jeunes générations qui peuvent voter [...]. [Ils font] partie des générations les plus conscientisées. [...] [Je] m'inclus là-dedans là. Plus on augmente en importance, plus les votes vont refléter l'importance que nous on donne à certains aspects, dont l'environnement ».

David souhaiterait que les jeunes aient plus de place dans la prise de décision.

« [Je] pourrais dire que je suis content de comment [...] ma génération voit les choses. Je trouve ça juste plate qu'on [n'] ait pas notre mot à dire, ou notre place à prendre, dans les décisions plus que ça ».

La justice sociale, qui pourtant est un élément important de la société idéale pour plusieurs, a été décrite comme un élément favorable additionnel par quelques répondants seulement.

Laurie fait partie de ce petit groupe.

« Si on [était] plus égalitaire, je [ne] pense pas qu'il y aurait de problème. Parce que ce qui change pour l'un change pour l'autre »

Pour Anthony, et il n'est pas le seul, la réduction des inégalités favoriserait l'éducation.

« [Parce] qu'il y aurait plus de proximité. Donc [il] y aurait une meilleure éducation ».

Nicolas, comme plusieurs, ne fait pas de lien entre environnement et justice sociale.

« Je [ne] pense pas que ça change de quoi, je [ne] comprends pas vraiment en fait en quoi changer l'équité des ressources [...] diminuerait les risques à l'environnement là ».

Alexandra non plus.

« [Le] côté égalitaire, je pense que pour moi ça [ne] passe pas par ça ».

Par ailleurs, l'analyse approfondie des propos de l'ensemble des répondants indique clairement que, pour la majorité d'entre eux, c'est en définitive le gouvernement qui est responsable de mettre en route tous les changements requis, qu'il s'agisse d'une réforme de l'éducation, d'un contrôle des entreprises pour qu'elles respectent l'environnement, de la mise en place de « conditions facilitantes » pour les citoyens, d'éco-fiscalité, d'investissements en recherche et développement, de subventions à l'agriculture durable ou à diverses initiatives et entreprises « vertes », de la transition énergétique, du développement de diverses normes et règles, etc. Le mot autorité a d'ailleurs été utilisé à de nombreuses reprises dans ce contexte.

Alexandre voit ainsi le rôle du gouvernement.

« C'est dur le changement. Donc c'est sûr qu'[il] y en a qui vont être plus d'accord, d'autres qui [ne] vont pas être d'accord, puis d'autres qui vont s'en ... [...] Donc c'est sûr qu'au début c'est le gouvernement qui doit choisir le mouvement. Puis ensuite faire en sorte que les citoyens comprennent c'est quoi l'objectif ».

Maxime veut un gouvernement qui agit.

« La réglementation ça c'est sûr qu'il va en falloir. Un gouvernement qui s'implique plus au niveau de la nature, de l'environnement, de l'écologie. [...] Juste réglementer les compagnies multinationales ferait un changement extrême ».

Jade aussi.

« Ça prend des décisions des gouvernements, ça c'est sûr. Parce qu'autant c'est le fun de penser qu'on a du pouvoir comme individu, [...] ce serait le fun que les gouvernements donnent la cadence un peu ».

Sarah exprime à sa manière le besoin d'autorité.

« Je pense que ça nous prend un gouvernement qui va mettre ses culottes là, dès le départ là ».

Peu de répondants sont d'avis que les décisions environnementales devraient être prises directement par les citoyens, au moyen, par exemple, d'assemblées ou de référendums. Cela dit, la plupart des personnes interviewées considèrent que les gouvernements doivent au minimum consulter les citoyens, et, plus encore, pour plusieurs, les faire participer.

Mathieu considère qu'il n'a pas assez de connaissances pour prendre une décision éclairée.

« Mais moi je ne serais pas capable de dire oui ou non à un référendum comme ça, parce que je ne sais pas [quels sont] les impacts que ça aurait sur notre société. Je laisserais des gens plus expérimentés en politique, puis en économie [...] prendre la décision ».

Alexandra est encore plus directe.

« Je [ne] pense pas que ce serait sain de laisser le pouvoir aux citoyens ou au grand peuple ».

Pour Xavier, le référendum est une bonne chose, si les citoyens sont bien informés.

« [Réunir] des experts [...] diffuser ça à la télé, ou sur Internet, pour que les gens puissent avoir [...] des connaissances de ces experts en fait. [...] [Ensuite] on pourrait organiser des référendums pour voter pour ou contre telle mesure ».

Samuel est du même avis.

« [Oui] les citoyens savent ce qui est mieux pour eux, mais [ils] ont besoin d'être informés [...] pour prendre la décision la plus éclairée ».

Jeremy place la science au-dessus de l'opinion des citoyens.

« Mais je [ne] pense pas qu'un référendum, puis l'avis en général de la population peut primer sur certaines questions de science ».

L'analyse révèle également que le niveau de confiance envers les gouvernements actuels, ainsi qu'envers les citoyens, est globalement assez faible.

Laurie s'exprime comme suit.

« [Je n]'ai pas l'impression que les gens pensent nécessairement au futur, aux générations futures. [Ils sont] plus centrés sur leur bien-être à eux ».

Sabrina tient des propos similaires.

« La population, j'ai l'impression qu'ils sont davantage portés encore une fois sur leurs intérêts personnels ».

Catherine, pour sa part, a plutôt confiance en l'être humain.

« Je pense que les gens [...] si on nous montre, et puis si on [nous] laisse réfléchir par nous-mêmes, je pense qu'on peut faire des choses bien ».

Chez ceux qui sont favorables à la prise de décision par les citoyens, la confiance envers ceux-ci est évidemment plus élevée que chez les autres, mais la faible confiance envers les

gouvernements semble plutôt égale dans les deux groupes (c'est-à-dire ceux qui sont favorables à la prise de décision par les citoyens et les autres).

Mathieu n'a pas une très haute opinion de notre système politique.

« J'ai comme un peu perdu la foi au système politique actuel ».

« [Les] gens qui sont trop honnêtes en politique, ils se font renvoyer. [...] Tu te fais prendre dans l'engrenage. Soit tu vires au vinaigre, ou tu t'en vas ».

D'où probablement le peu d'optimisme des étudiantes et des étudiants interviewés (plusieurs étant carrément pessimistes, plusieurs modérément optimistes, et plusieurs n'ayant pas de vision précise à ce sujet), qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre groupe.

Félix est pessimiste.

« [Je n'] ai pas d'espoir réel pour l'être humain, parce que dans les solutions qu'il va apporter pour sauver le monde, il en apporte aussi sa destruction ».

Pour Gabrielle, la seule solution est de changer le système actuel et cela sera très difficile.

« [Le] fond de ma pensée, c'est que je [ne] crois pas que on peut régler la crise climatique dans le système actuel. [...] [Il] faut changer le système, puis [il] faut qu'[il] y ait une prise de conscience collective, puis ça j'ai l'impression que les gens [ne] l'auront jamais ».

Thomas est plutôt optimiste.

« Pour moi, être pessimiste, c'est [ne] pas aller de l'avant, c'est [ne] pas évoluer. Pour moi, il ne faut pas cette pensée ».

À quelques exceptions près, les personnes que nous avons interviewées font confiance aux experts et aux scientifiques pour informer correctement les gouvernements et les citoyens, mais, même si plusieurs souhaitent qu'ils participent de façon significative à la prise de décision, très peu la leur confieraient. La notion d'autorité indépendante, bien décrite par Rosanvallon (2008) et proposée par Giddens (2011) justement dans le cas du réchauffement climatique, ne leur semble donc pas une voie intéressante à explorer concernant les mesures environnementales qui doivent être prises.

Antoine a un point de vue qui est partagé par plusieurs.

« Je pense que c'est le gouvernement qui va prendre les décisions avec les experts ».

Pour Noémie, tous doivent participer.

« C'est un travail d'équipe entre des citoyens, entre des experts, puis entre le gouvernement ».

Notons en terminant que quelques participants ont rappelé l'importance de la technologie dans cette phase de transition vers la société idéale et écoresponsable de 2050, et que plusieurs ont souligné le rôle positif que peuvent jouer les entreprises, entre autres justement pour mettre au point des innovations positives.

Samuel fait partie de ceux-là.

« Je pense [qu'il] faudrait mettre en place une façon de faire en sorte de montrer aux entrepreneurs que [...] développer de technologies vertes, ça paye. Parce que c'est ça le futur ».

En résumé, c'est l'éducation, et non la justice sociale, qui est pour une bonne partie de nos répondants la principale condition pour parvenir à la société idéale. En outre, bien que, pour quelques-uns, ce soient les citoyens qui doivent prendre les décisions requises, la plupart de

nos répondants croient qu'il faut, tel que mentionné plus haut, élire des gouvernements qui ont à cœur le respect de l'environnement, ce qui est un peu paradoxal considérant qu'en général ils n'ont pas une vision très positive des attitudes et des comportements des citoyens qui votent. On voit donc mal quel pourrait être l'élément déclencheur du processus qui pourrait permettre de parvenir à la société idéale. Pour certains, ce pourrait être un, ou plusieurs, événements extrêmes ou catastrophiques, pour plusieurs l'évolution des mentalités, particulièrement chez les jeunes au fur et à mesure que l'éducation à l'environnement se développera tel qu'ils le souhaitent et que les générations plus anciennes seront remplacées. Considérant les propos de Piketty (2019) cités plus haut, nous devons constater que l'exercice que nous avons demandé aux participants de faire n'avait rien de simple et que nous devons accepter que nous n'avons pas obtenu de l'ensemble des participants une vision globale et très cohérente, sauf peut-être de ceux et celles qui souhaitent la prise des décisions requises directement par les citoyens.

Conclusion

Nous avons tenté, dans cette section, non seulement de mettre en évidence les principaux éléments qui ressortent des propos des étudiantes et des étudiants que nous avons interviewés, mais aussi d'exposer le plus possible la variété, et d'une certaine façon la richesse, des points de vue exprimés, ce qui explique le nombre peut-être un peu élevé de citations. Malgré cela, nous souhaitons rappeler au lecteur qu'il s'agit d'un processus nécessairement un peu réducteur et que nous en sommes conscients.

En guise de conclusion, les propos de David nous rappellent l'importance de l'enjeu.

« [On ne] se fait pas léguer la terre de nos parents, [...] on l'emprunte à nos enfants ».

CHAPITRE 6 - ANALYSE

Introduction

Au chapitre précédent, nous avons présenté et expliqué de façon détaillée et approfondie les propos de nos participants. En première analyse, nous allons maintenant examiner les grandes tendances qui s'en dégagent, pour montrer ensuite qu'il est possible de classer les étudiantes et les étudiants que nous avons interviewés en un certain nombre de groupes ou de profils types, en fonction de paramètres reliés à leurs valeurs, à leurs représentations et à leurs perceptions de différentes réalités. À la fin de ce chapitre, nous vérifierons en outre si nos résultats confirment les hypothèses que nous avons faites au départ (voir le chapitre 4).

6.1 Tendances principales

L'attachement à la nature qui nous fait vivre et dont nous faisons partie est probablement la valeur première de notre groupe de répondants, celle qui fait en quelque sorte l'unanimité ou presque. Sans surprise, la liberté et la justice sont aussi des valeurs de base auxquelles la quasi-totalité d'entre eux sont attachés, mais l'importance qu'ils accordent à la liberté est plus intense chez certains que chez d'autres, et il en est de même pour la justice sociale. Le travail suscite également une adhésion variable, mais presque tous les participants y voient d'abord un moyen de s'épanouir et non de gagner sa vie. La science, en particulier la méthode scientifique, est vue très positivement, mais de nombreux répondants ont émis des réserves à cet égard. La religion, dans l'ensemble, n'est pas un enjeu. La famille et l'amitié non plus, quoiqu'à ce sujet les opinions soient variables. Enfin, il faut noter que, pour presque tous les participants, le bien-être est clairement de nature psychologique, et qu'ils souhaitent une vie où la valeur dominante, outre l'attachement à la nature, est la paix de l'esprit.

Les personnes que nous avons interviewées comprennent bien dans l'ensemble l'enjeu du réchauffement climatique. Toutefois certaines d'entre elles seulement ont conscience des enjeux sociaux qui s'y rattachent, et les causes de ce phénomène ne sont pas très claires pour tous. Beaucoup voient dans la réduction de la consommation la solution la plus évidente au problème, mais leurs comportements, qui ne sont pas très différents de ceux des jeunes de

leur génération, ne reflètent que de façon imparfaite leurs préoccupations environnementales comme nous l'avons expliqué au chapitre précédent.

Quelle société nos répondants veulent-ils avoir en 2050 ? Premier constat : à peut-être une exception près, tous et toutes souhaitent une société où le respect de l'environnement et la lutte aux changements climatiques sont la « première » priorité, plusieurs d'entre eux y associant explicitement le vœu d'une vie meilleure et plus paisible. Deuxièmement, pour certains, la réduction des inégalités sociales est également un aspect important de cette société nouvelle. Troisièmement, il y a clairement deux visions qui se dégagent des propos des étudiantes et des étudiants interviewés : une vision que l'on peut qualifier de radicale (c'est-à-dire qu'il faut apporter des changements très fondamentaux à la société actuelle) et une vision modérée (c'est-à-dire que les changements requis sont réels, et même, pour la plupart, assez significatifs, mais qu'ils ne représentent pas une transformation fondamentale de la société). Ces changements sont principalement de nature économique, mais certains veulent également des changements significatifs au système politique, et la plupart souhaitent des changements de comportement dans les domaines de l'alimentation, de l'habitation, de la consommation, et du transport, mais non dans celui des voyages qui pose clairement un dilemme à plusieurs. Quatrièmement, une part des participants a confiance que les citoyens en 2050 seront conscients des enjeux environnementaux et auront en quelque sorte naturellement les comportements sociaux appropriés, alors que l'autre part n'a pas confiance et croit que la société devra imposer des contrôles et des règles pour le respect de l'environnement et la lutte aux changements climatiques, sans toutefois restreindre de façon trop directe la liberté des citoyens. Cinquièmement, les progrès futurs de la science et de la technologie sont vus positivement par presque tous, mais la plupart considèrent que ceux-ci devront être encadrés pour assurer à la fois le respect de l'environnement et le respect de l'humain et ils ne croient pas que ces progrès seront suffisants pour affronter les défis environnementaux.

Les conditions pour parvenir à la société idéale souhaitée ont fait l'objet de la dernière partie des entrevues. Comme nous l'avons expliqué en citant l'économiste Piketty (2019) à ce sujet, les étudiantes et les étudiants interviewés ont eu quelques difficultés à définir de façon précise

une démarche cohérente vers la nouvelle société, mais ils en ont néanmoins identifié certains éléments importants, le premier étant pour une bonne partie d'entre eux l'éducation des jeunes et la sensibilisation de la population en général. En outre, contrairement à une de nos hypothèses de départ, nos répondants ne croient pas que l'amélioration de la justice sociale ait un impact significatif sur ce processus. Enfin, la plupart considèrent que c'est le gouvernement qui doit en quelque sorte être le moteur de la transition, mais les autres voient plutôt les citoyens dans ce rôle.

Afin de préciser les profils types des participants que nous avons évoqués plus haut, examinons maintenant plus en profondeur chacune des principales « lignes de fracture » que nous venons de souligner, soit entre le souhait de changements radicaux ou de changements modérés, entre le souhait d'une plus grande justice sociale ou non dans la société de 2050, et entre ceux et celles que l'on peut qualifier de confiants et les autres. Il faut noter que ces trois « lignes de fracture » s'appliquent aux caractéristiques de la société souhaitée en 2050, et non aux conditions pour y parvenir, ni aux comportements personnels des participants, et que, comme nous allons l'expliquer, elles sont reliées aux valeurs des participants, à leurs représentations et à leur perception du phénomène des changements climatiques.

6.1.1 Changements radicaux et changements modérés

Même s'il peut être difficile dans certains cas de déterminer si les changements de société souhaités sont radicaux ou modérés, il est malgré tout évident que plusieurs participants ont exprimé clairement leur désir de voir la société profondément transformée, car ils sont convaincus que cela est nécessaire pour faire face aux défis environnementaux. Chez ces derniers, qui ont une vision que nous qualifions de radicale, les éléments qui sont le plus fréquemment mentionnés dans le domaine économique sont la réduction de la consommation et la décroissance (ou l'absence de croissance), la diminution des importations (et par voie de conséquence la production locale des aliments, des vêtements et des autres objets de la vie courante), et, globalement, la réduction du rôle de l'argent qu'ils considèrent actuellement trop important. Certains d'entre eux proposent carrément l'égalité des revenus et la fin de l'enrichissement personnel, ou encore la disparition des grandes entreprises et du capitalisme.

Dans le cadre de nos travaux, comme nous l'avons expliqué précédemment nous avons décidé de considérer comme une proposition radicale : 1) tout désir de croissance économique nulle ou de décroissance (la proposition la plus courante dans le groupe des « radicaux »), 2) toute vision complètement égalitariste (partagée par quelques participants seulement), 3) la disparition de la monnaie (proposée par un seul participant) et 4) le vœu d'une économie entièrement basée sur le système coopératif (également proposé par un seul participant).

Dans le domaine politique, la plupart des participants qui ont une vision économique que nous qualifions de radicale souhaitent une plus grande participation citoyenne aux décisions, et quelques-uns un mode de gouvernance basé sur des petites communautés autosuffisantes. Pour ce qui est des comportements sociaux (alimentation, habitation, consommation, transport et voyages), il y a une forme de consensus sur la nécessité de diminuer fortement la consommation de produits animaux, de réduire la consommation en général et de prioriser les transports en commun et actifs. Plusieurs souhaitent également que l'habitation soit organisée de façon à simplement répondre aux besoins, et aussi de façon à favoriser les liens sociaux, par exemple par l'utilisation d'espaces partagés, les liens entre les générations, et, quand cela est possible, le contact avec la nature. Le terme « sans excès » est revenu à de nombreuses reprises, ce qui nous apparaît fort significatif. La question des voyages, comme nous l'avons souligné plus haut, ne semble cependant pas faire l'objet d'un consensus, plusieurs ne voulant pas restreindre la possibilité de voyager à des fins de découverte des autres cultures.

Les participants qui ont une vision que nous qualifions de modérée souhaitent aussi, à quelques rares exceptions près, des changements significatifs. Dans le domaine économique, ils utilisent différents qualificatifs pour décrire la croissance souhaitée (prudente, éthique, respectueuse, responsable, saine, verte, ralentie, contrôlée, équitable), mais tous ces qualificatifs expriment globalement les mêmes préoccupations, soit la protection de l'environnement et le ralentissement du réchauffement climatique. Plusieurs suggèrent d'utiliser d'autres indicateurs que le PIB pour mesurer la performance de l'économie, certains veulent que les importations soient réduites, et plusieurs également vont jusqu'à souhaiter

une réduction de la consommation ou une diminution du rôle de l'argent, sans y voir une contradiction avec la croissance. En général, dans le domaine politique, ces participants modérés sont à l'aise avec le système actuel, plusieurs souhaitant toutefois plus de participation citoyenne. Enfin, concernant les comportements sociaux, il y a consensus sur le développement des transports en commun et des véhicules électriques, plusieurs mentionnent la nécessité de réduire la consommation de viande, et certains mentionnent aussi le développement responsable des villes, la densification urbaine, la réduction des surfaces habitables et la mise sur pied de coopératives. En fait, ces participants pourraient pour beaucoup être simplement qualifiés d'écologistes.

6.1.2 Justice sociale

Nous avons demandé aux participants à notre étude de décrire la société idéale qu'ils souhaiteraient pour 2050, tant du point de vue économique, que politique et social, sur la base de leur perception du problème du réchauffement climatique. Certains d'entre eux, provenant du groupe des radicaux, ont néanmoins tenu à exprimer très explicitement leur souhait, non seulement d'une société écoresponsable, mais également d'une société plus juste et plus égalitaire. Les concepts d'égalité (ou de réduction des inégalités), de partage et de communauté sont les trois que la majorité de ces derniers ont le plus utilisé pour exprimer leur pensée. D'autres ont parlé de l'importance des liens sociaux et de l'harmonie, de la protection des plus faibles, du droit de chacun à une part des ressources, et de la nécessité de mettre fin à la course à la richesse, ou encore directement d'abolir le système capitaliste.

La plupart des participants n'ont pas exprimé ce souhait d'une société plus juste et plus égalitaire et ils ont consacré l'essentiel de leurs propos aux changements requis pour faire face au grand défi environnemental que représente le réchauffement climatique. Dans ce groupe, quelques-uns ont néanmoins souligné le problème des inégalités, ou celui de la redistribution des richesses, ou encore l'importance de l'égalité des chances, mais sans s'y attarder beaucoup.

6.1.3 Confiance et non-confiance

Dans la première partie des entretiens portant sur les valeurs, tous les participants ont eu l'occasion d'expliquer leur conception de la liberté, car il s'agissait d'un élément de la grille d'entretien, mais aucun participant n'a abordé de façon explicite la question de la confiance envers les autres individus. Toutefois, certains propos durant l'entretien, et particulièrement ceux concernant les règles sociales à mettre en œuvre en 2050 pour assurer le respect de l'environnement et la lutte aux changements climatiques, ont permis de mettre en évidence cette « ligne de fracture » entre les répondants qui sont confiants et ceux qui ne le sont pas. Afin d'éviter toute confusion, il est important de souligner qu'il ne s'agit pas ici de la confiance envers les institutions ou dans les progrès de la science et de la technologie, mais bien de la confiance envers les autres individus.

Pour les confiants, dans la société idéale qu'ils souhaitent, les individus seraient instruits, conscientisés (entre autres par des catastrophes naturelles, ou par des campagnes d'information) et, en particulier pour quelques-uns qui souhaitent une plus grande participation citoyenne et une vie en plus petites communautés, valorisés. Ils auraient donc naturellement les bons comportements, tout en étant libres.

Pour les non-confiants, nous avons constaté que la valeur protection de l'environnement est dans les faits plus importante que la valeur liberté. En 2050, les comportements sociaux des citoyens devront être écoresponsables, et pour cela ils proposent diverses stratégies, parfois qui limitent directement la liberté de choix, comme l'imposition de règles très claires sur l'alimentation, plus souvent qui semblent plus respectueuses de la liberté des citoyens mais qui limitent indirectement la liberté de choix, comme les incitatifs financiers, la gestion de l'offre, ou le contrôle des entreprises (qui ne pourront pas fabriquer tel type de produit).

Il faut souligner que quelques participants échappent en quelque sorte à cette distinction entre confiance et non-confiance (envers les autres individus), tout simplement parce que, à leur avis, le problème du réchauffement climatique n'est probablement pas aussi aigu que le consensus scientifique actuel l'indique, et aussi parce que des solutions technologiques pourront être développées. En outre, pour ceux-ci, l'attachement à la liberté semble

particulièrement intense, ce qui n'est pas le cas du plus grand nombre comme nous l'avons déjà fait remarquer.

6.2 Typologie

Nous avons identifié, sur la base des constats que nous venons d'exposer, six profils type. Considérant les trois « lignes de fracture » que nous avons observées, soit entre ceux qui souhaitent des changements de société (principalement économiques) radicaux et ceux qui souhaitent des changements modérés, entre ceux qui ont confiance envers les autres individus et ceux qui n'ont pas confiance, et entre ceux qui veulent une société plus égalitaire et ceux qui ne s'expriment pas à ce sujet, il y avait une possibilité de huit (2 x 2 x 2) profils. Toutefois tous les radicaux-confiants souhaitent une société plus égalitaire (nous les avons nommés socio-radicaux-confiants), et nous n'avons pas identifié de modérés, confiants ou non, souhaitant une société plus égalitaire, ce qui nous amène à un total de cinq profils, auquel s'ajoute celui de ceux qui voient la technologie comme la solution aux problèmes.

Le premier profil (type I, les socio-radicaux-confiants) concerne le groupe de (huit) participants qui souhaitent des changements radicaux à la société, et au premier chef au système économique, qui souhaitent également une société plus égalitaire, et qui ont confiance que les individus en 2050 auront d'eux-mêmes les comportements appropriés.

Le deuxième profil (type II, les socio-radicaux-non-confiants) concerne le groupe de (cinq) participants qui souhaitent des changements radicaux à la société, qui souhaitent également une société plus égalitaire, et qui n'ont pas confiance que les individus en 2050 auront d'eux-mêmes les comportements appropriés.

Le troisième profil (type III, les radicaux-non-confiants) concerne le groupe de (sept) participants qui souhaitent des changements radicaux à la société, et qui n'ont pas confiance que les individus en 2050 auront d'eux-mêmes les comportements appropriés.

Le quatrième profil (type IV, les modérés-confiants) concerne le groupe de (deux) participants qui souhaitent des changements modérés à la société et peu ou pas de restrictions à la liberté des individus.

Le cinquième profil (type V, les modérés-non-confiants) concerne le groupe de (neuf) participants qui souhaitent des changements modérés à la société, et qui n'ont pas confiance que les individus en 2050 auront d'eux-mêmes les comportements appropriés.

Le sixième profil (type VI, les techno-modérés) concerne le groupe de (trois) participants qui souhaitent des changements modérés à la société et peu ou pas de restrictions à la liberté des individus, et qui croient que les progrès scientifiques et technologiques permettront de régler une grande partie des problèmes générés par le réchauffement climatique.

Examinons maintenant chacun de ces six profils et ce qu'ils représentent d'un point de vue social, en tenant compte des propos des répondants sur leurs valeurs, sur leur perception du réchauffement climatique et des progrès de la technologie, ainsi que sur leurs comportements sociaux et sur les conditions qu'ils considèrent nécessaires à la mise en place de la société idéale.

6.2.1 Type I – socio-radicaux-confiants

Pour plusieurs penseurs comme Buttel (Vaillancourt, 2012), le système capitaliste est à l'origine autant des problèmes environnementaux, parce qu'il favorise l'exploitation abusive des ressources naturelles, que des inégalités sociales excessives, parce qu'il favorise la concentration des richesses. La solution à ces deux problèmes réside donc dans le remplacement du système économique actuel. Les participants qui font partie de ce profil ont un peu cette vision. Ils souhaitent une société qui respecte à la fois la nature qui nous entoure et les êtres humains qui en tirent leur subsistance, une société qui n'est pas caractérisée par la compétition, la consommation et la course à la richesse, mais par la modération et le partage, une société apaisée où chaque individu est valorisé par sa participation à la prise de décision, s'épanouit par le travail et les liens sociaux (sans que le travail soit la valeur première), et adopte donc sans contrainte les comportements appropriés. Cette société cadre

avec leur conception de la justice et du travail, avec l'importance qu'ils accordent au respect de l'environnement et à la liberté, et avec leur vision du bien-être qui est plus orientée vers les besoins psychologiques que matériels. Elle cadre aussi avec leur représentation des dangers du réchauffement climatique et avec celle de l'entreprise qui leur inspire peu de confiance. Il faut souligner également que c'est dans ce groupe que l'on retrouve le plus de répondants qui voient les citoyens comme le moteur de la transition vers la société idéale, ce qui montre bien la confiance qu'ils ont envers leurs concitoyens. Par ailleurs, il ne semble pas que leur perception des progrès futurs de la technologie ait un impact très significatif sur les caractéristiques de la société qu'ils souhaitent pour 2050, bien qu'ils soient d'avis, à des degrés divers, que ces progrès pourront avoir un impact positif tant sur l'être humain (grâce aux avancées médicales, à la robotisation des tâches dégradantes, etc.) que sur l'environnement (par le développement des énergies renouvelables, la diminution de l'utilisation des ressources, etc.).

William fait partie du Type I. Il s'exprime spontanément sur la société idéale et décrit sa vision des règles dans cette société.

« Moi, j'aimerais une société où on travaille beaucoup moins. Pour la simple et bonne raison [que] je crois que si on travaille moins, on va moins consommer. [...] Donc, ça va faire rapetisser l'économie. Donc l'économie de marché va être beaucoup moins importante, les grosses entreprises dans mon utopie ça [n]'existe pas. Donc, c'est vraiment des petits marchés locaux ».

« [Je ne] pense pas qu'[il] va [y] avoir plus de lois qu'il y a actuellement ».

« Je pense que la vie en communauté va suffire à l'accomplissement des gens ».

6.2.2 Type II – socio-radicaux-non-confiants

Les étudiantes et les étudiants qui font partie de ce profil ont aussi une vision qui se rapproche un peu de celle de Buttell (Vaillancourt, 2012). Ils souhaitent une société plus juste (et pour quelques-uns tout-à-fait égalitaire) qui accorde la priorité aux questions environnementales

et non au développement économique, une société où la vie est plus paisible et plus communautaire. Toutefois, ils considèrent que les comportements sociaux des citoyens devront être assez fortement encadrés en 2050 pour faire face aux défis environnementaux. Ils ont donc une vision en sens encore plus radicale que ceux et celles qui font partie du profil de type I. Plusieurs ont d'ailleurs très clairement exprimé le jugement négatif qu'ils portent sur la société actuelle. Un d'eux souhaite même que la gestion de l'offre s'applique à tous les produits et que des assemblées décisionnelles en fixent les quotas. Les valeurs dominantes chez ces participants sont le respect de la nature et la justice sociale, mais non la liberté. Ils ont approximativement la même vision du bien-être, la même représentation des dangers du réchauffement climatique, et la même perception de l'entreprise que les participants de Type I.

Camille fait partie du Type II. Elle s'exprime spontanément sur la société idéale et décrit sa vision des contrôles requis.

« [J]'ai étudié la Russie sous l'URSS, et l'espèce d'entraide qu'[il] y avait, et la fraternité, la communauté, [la] collectivité, c'est quelque chose qui m'a vraiment intéressée. [...] [Je] veux limiter la propriété personnelle, la propriété privée, premièrement. Ça, c'est désastreux pour l'environnement que tout le monde ait ses propres trucs, individuellement. [...] Vraiment optimiser la communauté ».

« Non, non, la spontanéité, [ce n]'est pas quelque chose qu'[il] faut se conter. [Je] mettrais des contraintes. Par exemple, au niveau plus concret peut-être des compteurs d'eau. [...] Quatre viandes par semaine, quelque chose dans le genre, on en consomme déjà trop ici en Amérique du Nord ».

6.2.3 Type III – radicaux-non-confiants

Ceux et celles qui font partie de ce profil se préoccupent beaucoup des problèmes environnementaux et considèrent, comme ceux de Type I et II, qu'ils sont si importants qu'il faut changer radicalement notre système économique. En outre, il faut, à leur avis, que les comportements des citoyens soient encadrés, sinon contrôlés, certains proposant même des

règles strictes, et les autres une forme de contrôle indirect par des règles imposées aux entreprises. Ils s'inquiètent cependant peu ou pas des questions de justice sociale, en toute probabilité parce qu'ils jugent la société actuelle plutôt correcte à cet égard. Une participante de ce groupe, pour sa part, croit que les pénuries sont inévitables et que c'est par ce biais que le contrôle s'exercera. La valeur principale pour ce groupe de répondants est le respect de la nature, et ils accordent moins d'importance à la justice sociale et à la liberté. Ils ont aussi approximativement la même vision du bien-être et la même représentation des dangers du réchauffement climatique que les participants de Type I et II, mais leur perception de l'entreprise, quoique variable et parfois plus ou moins explicite, semble en général moins négative.

Sabrina fait partie du Type III. Elle s'exprime spontanément sur la société idéale et décrit sa vision des contrôles requis.

« Bien, j'imagine un monde moins porté sur la surconsommation. Mais plus disons sur une économie de décroissance. Où par exemple on est moins porté sur l'achat de biens matériels ».

« Moi j'ai l'impression qu'on n'arrive à rien en tordant le bras de quelqu'un. J'ai l'impression que c'est davantage par des modes de pression indirects ».

« Ça j'ai l'impression qu'il va falloir imposer certaines choses. Puis ça serait de remanier le quartier résidentiel peu importe ce que les gens disent à l'intérieur ».

6.2.4 Type IV – modérés-confiants

Les répondants que nous qualifions de modérés considèrent qu'il est possible de s'attaquer aux grands défis environnementaux en réformant la société actuelle, tout particulièrement son système économique, en accordant la priorité à l'environnement lors de la prise de décision dans ce domaine. Ils se rapprochent en cela d'un courant de pensée que Guay et d'autres (Guay, 2012) qualifient de modernisation écologique. Ils ne rejettent pas les institutions en place et le rôle des entreprises, mais, comme Giddens (2011), proposent plutôt

un certain nombre de modifications et de règles. Ceux parmi ce groupe de modérés qui font confiance aux citoyens parce qu'ils croient que l'éducation peut les rendre conscients des enjeux et les amener à modifier leurs comportements font partie de ce profil. Leurs valeurs dominantes sont d'abord le respect de la nature, comme pour les répondants de Type I, II et III, et ensuite, dans une moindre mesure, la liberté. Leur vision du bien-être et des dangers du réchauffement climatique est similaire à celle des étudiantes et des étudiants de Type I, II et III.

Zachary fait partie du Type IV. Il s'exprime spontanément sur le transport dans la société idéale et sur la nécessité de l'éducation.

« Alors, de base, plus d'utilisation de transports en commun dans les zones urbaines. De un, ça crée moins de trafic, moins de retards. De deux, ça crée moins d'émissions [de gaz à effet de serre]. De trois, ces transports-là en commun, électriques ».

« [Une] des contraintes par exemple ça serait la formation générale politique. La formation générale d'entretien de verdure, pour les habitats plus verts. Formation générale pour [...] [la] liberté économique ».

« Oui qu'ils soient conscients, puis qu'ils agissent de manière autonome »

6.2.5 Type V – modérés-non-confiants

Les participants qui font partie de ce profil ont des caractéristiques similaires à ceux de Type IV, bien évidemment à une exception près : il faut, à leur avis, que les comportements des citoyens soient encadrés, sinon contrôlés, comme le souhaitent ceux de Type II et III, soit par des règles imposées aux individus, soit par une forme de contrôle indirect au moyen de règles imposées aux entreprises. Leur priorité est le respect de l'environnement, et non la liberté ou la justice sociale. À une exception près, tous souhaitent une réduction de la consommation, même s'ils n'ont pas exprimé de façon très directe leur souhait d'une vie meilleure et plus paisible qui résulterait de la fin de la course à la consommation. Par ailleurs, bien que leur perception des progrès futurs de la technologie soit très variable, certains en soulignant plus

les risques et d'autres les avantages, il ne semble pas qu'elle ait un impact très significatif sur les caractéristiques de la société qu'ils souhaitent pour 2050.

Maxime fait partie du Type V. Il s'exprime spontanément sur la société idéale et décrit sa vision des règles dans cette société.

« En 2050, c'est sûr que ça serait le « fun » [...] que les compagnies multinationales [...] soient sensibilisées à ça, puis qu'[elles] fassent en sorte que notre planète aille de mieux en mieux. Puis de moins consommer. Là on consomme beaucoup ».

« Si on réglemente moins puis on se fie aux gens, on va se tirer dans le pied carrément. [...] Mais je pense que la chose qu'il faut réglementer, c'est vraiment pour limiter la consommation ».

6.2.6 Type VI – *techno-modérés*

Les participants qui font partie de ce profil sont parmi les plus modérés (l'un d'eux étant en fait le seul qui ne voit pas vraiment la nécessité de changements significatifs au système économique), entre autres parce qu'ils entretiennent un certain scepticisme face au phénomène du réchauffement climatique. En outre, ils valorisent beaucoup la liberté et la responsabilité individuelle, ils font très confiance à la science et à la technologie pour trouver des solutions aux problèmes environnementaux et ils n'expriment pas le souhait d'une réduction de la consommation. Le respect de la nature est aussi chez ces répondants une valeur de base, et, comme la quasi-totalité des étudiantes et des étudiants interviewés, ils considèrent que le bien-être est plus psychologique que matériel. Leur représentation de l'entreprise semble plutôt positive, mais l'un d'eux se dit conscient des excès du capitalisme.

Vincent fait partie du Type VI. Il s'exprime spontanément sur la société idéale et décrit sa vision des règles dans cette société.

« Bien c'est sûr qu'une société idéale, pour moi, c'est une société [où] on a réussi à faire marcher la fission nucléaire, pour avoir cette source d'énergie-là ».

« Ça serait de faire des villes plus efficaces [...] avec des transports en commun [...] qui vont partout, qui peuvent répondre aux besoins de tout le monde ».

« Pas nécessairement de règles. Mettons qu'on prend l'exemple pour les villes du transport en commun, pas nécessairement l'imposer, mais fortement le donner comme option ».

« Tu [n]'auras pas besoin de te faire imposer, tu [ne] prends pas ton auto, tu prends le transport en commun, tu vas le prendre naturellement, parce que c'est l'option qui est la plus logique dans ton cas ».

6.2.7 Analyse et validité de la typologie

Nous avons établi les six profils types en utilisant un certain nombre de paramètres clés que nous considérons particulièrement significatifs au regard de notre objectif principal de déterminer et de comprendre les caractéristiques de la société idéale que souhaitent les jeunes. Il y en a évidemment bien d'autres, et, à la limite, nous pourrions considérer qu'il y a autant de profils que de répondants. Ce serait toutefois refuser de poser jugement sur ce que nous considérons plus important et moins important, ce que nous ne voulons pas faire. À notre avis, les paramètres clés que nous avons identifiés sont reliés aux valeurs et aux représentations, et c'est ce qui est déterminant dans la définition de la société idéale.

Nous avons examiné et analysé en détail chaque entrevue pour déterminer sa cohérence, et en particulier le lien entre les valeurs, les représentations, et les caractéristiques de la société souhaitée. Dans l'ensemble, on peut constater que nos répondants ont tenu des discours plutôt logiques et structurés sur la société idéale en lien avec leur conception de la liberté, de la justice, du travail, de la nature, de la science et du bien-être, ainsi qu'avec leurs représentations des citoyens, des gouvernements, des entreprises et des défis environnementaux.

Ceux et celles qui considèrent que les comportements sociaux devront être contrôlés en 2050 ont généralement une conception de la liberté moins large que les autres. Toutefois, plusieurs participants se sont dit très attachés à la liberté³ tout en proposant des restrictions significatives. De même, certains se sont dits attachés à la justice sociale tout en souhaitant une organisation sociale où elle avait relativement peu de place.

Nous n'avons pas constaté de différences très marquées entre les différents points de vue des répondants sur le travail, si ce n'est, comme nous l'avons souligné plus haut, qu'un petit nombre de « radicaux » souhaitent que la durée du travail soit réduite dans la société de 2050. Leur conception du travail est tout-à-fait en harmonie avec les caractéristiques de la société idéale souhaitée, et elle rejoint en partie celle que Daniel Mercure (2021) décrit dans une publication récente, c'est-à-dire que « le travail doit être un lieu d'expression de soi et de réalisation personnelle. [...] il doit être intéressant, [et] contribuer à l'épanouissement personnel par la mise à profit de ses compétences » (p. 38-39)

Concernant la nature et l'environnement, la science et la technologie et le bien-être, nous n'avons pas non plus constaté d'incohérences très significatives dans le discours de nos répondants. D'abord, à l'exception d'un seul répondant dont nous avons fait état plus haut, toutes les étudiantes et tous les étudiants que nous avons interviewés sont très préoccupés par le réchauffement climatique (et, il faut le souligner, par l'ensemble des problèmes environnementaux comme la pollution et l'épuisement des ressources), et leur vision de la société idéale reflète cette grande inquiétude. Ensuite, sauf pour ceux de Type VI qui croient que les progrès de la science et de la technologie permettront de régler la plupart des problèmes environnementaux, ils croient que la société de 2050, tout en bénéficiant de certaines avancées qui seront profitables tant à l'être humain qu'au respect de l'environnement, devra imposer certains contrôles à ce sujet pour éviter les dérapages possibles. Enfin, comme nous l'avons mentionné plus haut, pour presque tous les participants, le bien-être est clairement de nature psychologique, et ils souhaitent que la société de 2050 soit organisée en fonction de cet objectif.

³ Rappelons que nos répondants se sont exprimés principalement sur la liberté d'expression et la liberté de choix (emploi, lieu de vie, etc.)

La question des représentations est au cœur de la vision qu'ont les répondants de la société idéale. En premier lieu, comme nous venons de le rappeler, les personnes que nous avons interviewées comprennent bien dans l'ensemble l'enjeu du réchauffement climatique et elles y voient un grave danger dont la société doit se protéger, en particulier la possibilité accrue de catastrophes naturelles, la perturbation des écosystèmes et la réduction de l'accès aux ressources, et cela d'autant plus qu'elles accordent une très grande valeur à la nature. Ensuite, elles ont une vision des individus qui constitue une des « lignes de fracture » que nous avons identifiées, certains ayant confiance que l'éducation et la sensibilisation pourront les amener à des comportements sociaux responsables, d'autres considérant que l'égoïsme de l'être humain ne le permet pas. Elles ont aussi une vision, une représentation, des gouvernements et de l'entreprise qui est variable (certains commentaires négatifs sur les élus et la grande entreprise, entre autres, étant assez typiques d'une certaine forme de populisme) et qui est en lien avec une autre « ligne de fracture », celle qui sépare les modérés et les radicaux, ces derniers ayant (presque) tous une opinion négative de la grande entreprise et plusieurs d'entre eux des gouvernements en général. Enfin, l'attachement de nos répondants à la science comme valeur fondamentale et leur perception des bénéfices pour l'humain et la protection de l'environnement des progrès de la technologie ne sont pas uniformes, parce que la représentation qu'ils en ont ne l'est pas, certains d'entre eux étant plus inquiets que d'autres des dérapages possibles. La conception de la société idéale qui ressort de chacune des entrevues est cohérente avec ces représentations, ainsi qu'avec la représentation de la société actuelle qu'ont la plupart des participants, celle d'une société consumériste qui ne se préoccupe pas suffisamment des générations futures.

Pour chacune des entrevues, nous avons préparé, tel que mentionné au chapitre 4, un résumé contenant tous les éléments significatifs. Tous ces résumés ont été placés à l'annexe 1. Le lecteur de cette thèse peut donc, s'il le souhaite, se faire lui-même une opinion sur les résultats de notre enquête et vérifier la validité ou la solidité de notre analyse.

6.3 Vérification des hypothèses

Nous avons formulé trois hypothèses au départ de cette étude :

- 1- que les jeunes ont une assez bonne compréhension des causes et de l'impact des changements climatiques, mais qu'ils n'ont pas nécessairement une vision très précise des bouleversements sociaux qui risquent de survenir ;
- 2- que de nombreux, sinon la plupart des jeunes veulent vivre dans une société dont la priorité est le bien-être des citoyens plutôt que la richesse financière personnelle et qui permet le développement humain de tous les individus ;
- 3- que beaucoup d'entre eux sont prêts à des changements majeurs de leurs habitudes de vie (alimentation, consommation, habitation, transport) parce que ceux-ci sont nécessaires pour préserver leur bien-être à long terme, mais seulement à la condition que ces changements soient déterminés avec la participation des citoyens de toutes les catégories sociales et qu'ils soient justes, c'est-à-dire que tous et toutes contribuent à l'effort collectif.

La présentation détaillée des résultats des entrevues, comme nous l'avons déjà souligné à ce moment, valide en bonne partie la première de ces trois hypothèses. Ce n'est qu'une minorité des participants qui ont démontré une certaine compréhension des impacts sociaux possibles.

Cette présentation ainsi que l'analyse que nous venons d'en faire valide également, mais en partie seulement, la seconde hypothèse. Les propos de nos répondants sur le bien-être sont clairs, et même ceux, peu nombreux, qui ont exprimé l'importance d'un certain confort matériel n'ont pas évoqué quelque souhait d'enrichissement personnel que ce soit, bien au contraire. Toutefois, la plupart n'ont pas exprimé de façon explicite le vœu que la société de 2050 soit plus égalitaire que maintenant.

La troisième hypothèse est aussi validée en partie par les résultats des entrevues. Rappelons que pour répondre à notre question de recherche sur les changements sociaux que les jeunes

sont prêts à accepter, nous avons interrogés nos participants sur leur vision de la société idéale en 2050. Sur cette base, on peut conclure que, à des degrés variables comme nous l'avons vu au chapitre précédent, toutes les étudiantes et tous les étudiants que nous avons interviewés croient qu'il faut des changements significatifs de l'organisation sociale et des comportements sociaux pour préserver la nature dont nous vivons et que nous surexploitions actuellement. Ils sont donc prêts à les accepter, la réduction de la consommation en étant un des plus importants. En outre, plusieurs sont favorables à un plus grand contrôle social, quoiqu'ils soient réticents à la mise en place de règles très précises et contraignantes. Cependant leur vision des conditions requises pour parvenir à la société idéale est loin de coïncider avec notre troisième hypothèse. D'une part, plusieurs répondants, comme nous l'avons signalé, ont une confiance limitée dans la capacité des citoyens de prendre les décisions requises pour réussir la transition. D'autre part, la plupart ne croient pas que la justice sociale ou la réduction des inégalités soit une condition nécessaire pour parvenir à la société idéale.

Deux questions se dégagent donc de cette vérification de nos hypothèses : celle de la justice sociale, tant en ce qui concerne la deuxième que la troisième, et celle de la participation des citoyens aux décisions requises pour la transition. Examinons en premier lieu la vision qu'ont nos répondants de la justice sociale.

La justice, faut-il le rappeler, est une valeur universelle à laquelle il est bien difficile de ne pas adhérer. Il est cependant complexe d'en définir les modalités pratiques, en particulier pour ce qui est de la justice sociale, c'est-à-dire de la juste distribution des ressources. Nos répondants n'échappent pas à ce problème. Leurs propos à ce sujet dans les sections de l'entrevue portant sur les valeurs, sur l'économie du futur et sur les conditions de la transition vers la société idéale sont très variés, et en fait plutôt caractéristiques de la jeunesse québécoise en général et non d'un groupe de militants écologistes de gauche, ce qu'ils ne sont de toute évidence pas (ce qui est d'ailleurs plutôt rassurant pour la validité des résultats de notre enquête). Une indication supplémentaire de la complexité de cet enjeu est que les étudiantes et les étudiants qui souhaitent une société plus égalitaire en 2050 ne sont pas

nécessairement les mêmes que ceux qui considèrent que plus de justice sociale pourrait favoriser la transition.

La participation citoyenne à la gouvernance démocratique est un autre concept qu'il n'est pas facile de cerner précisément et qui se prête à des interprétations variées. C'est probablement ce qui explique que la corrélation entre le souhait d'une plus grande participation citoyenne dans la société de 2050 et celui de voir les citoyens décider eux-mêmes des mesures à prendre pour réussir la transition n'est pas très bonne. C'est en effet une chose de définir la société idéale de 2050 et de faire confiance aux futurs citoyens qui seront, à tout le moins on l'espère, mieux éduqués et plus sensibilisés aux questions environnementales, mais c'en est une tout autre de faire confiance immédiatement à ses concitoyens pour prendre des décisions difficiles dans un avenir rapproché.

Conclusion

La typologie que nous venons de présenter, qui est basée sur quelques « lignes de fracture » principales que nous avons décrites, permet de bien cerner chacun des six profils types que nous avons identifiés et de comprendre les choix qu'ils représentent en fonction des valeurs et des représentations des participants. Elle permet aussi de faire ressortir plusieurs grandes constantes que nous voulons rappeler en terminant cette section.

Il s'agit d'abord de la perception des dangers du réchauffement climatique et des atteintes à l'environnement, et du grand attachement à la nature de toutes les étudiantes et de tous les étudiants interviewés. Il s'agit ensuite de ce qui semble bien être une forme de rejet de la société de consommation actuelle que la grande majorité d'entre eux considèrent responsable des dégâts environnementaux. Il s'agit enfin de leur conception post-matérialiste du bien-être et de leur vision du travail qui doit être un outil d'épanouissement et de réalisation et d'expression de soi.

CHAPITRE 7 – NOUVELLES ENTREVUES : PRÉSENTATION ET ANALYSE

Introduction

La crise de la Covid-19, qui a déjà causé la mort de plusieurs millions d'êtres humains dans le monde, est un des événements les plus marquants des dernières décennies. Elle a déjà eu de nombreux impacts sociaux, et il est possible, peut-être même probable, qu'elle ait des conséquences à long terme sur l'organisation sociale, en particulier en causant des changements (plus ou moins permanents) dans les valeurs, les comportements et les représentations des individus et des institutions.

Dans ce chapitre, afin de nous aider à mieux comprendre l'influence de la crise sur les propos de nos répondants, nous présentons en premier lieu un aperçu des impacts sociaux de cette crise jusqu'à maintenant, ainsi qu'un rappel des théories du changement social, en mettant particulièrement l'accent sur la question des valeurs. Nous présentons ensuite les résultats des nouvelles entrevues effectuées à l'automne 2020, soit six mois, après le début de la crise, en nous concentrant dans chaque cas sur les différences qu'il est possible d'observer entre les propos tenus par chaque répondant lors de la première entrevue et lors de cette nouvelle entrevue, afin d'évaluer, tel que mentionné au chapitre 4, comment cette crise pourrait avoir modifié la vision des étudiantes et des étudiants interviewés face à l'avenir de nos sociétés aux prises avec les changements climatiques. Ces résultats sont présentés selon les mêmes thèmes qu'au chapitre 5, en regroupant toutefois tous les thèmes se rapportant aux valeurs, ainsi que les deux qui sont reliés au réchauffement climatique. Le chapitre se termine par un résumé et une analyse de ces différences, qui permet de conclure à un impact relativement faible de la crise sur nos répondants.

7.1 Impacts sociaux de la crise de la Covid-19 et théories du changement social

7.1.1 Principaux constats

Même si nous sommes encore au cœur de la pandémie et que nous n'avons donc pas de recul significatif, nous pouvons déjà malgré tout faire un certain nombre de constats concernant les impacts sociaux de la crise. Ces constats sont basés principalement sur le suivi des

événements que nous avons fait depuis le début de cette pandémie, et aussi sur les réflexions et commentaires de certains chercheurs et penseurs qui ont paru dans certains journaux comme *Le Devoir* et *Le Monde*.

Le premier, et le plus évident, de tous les constats est l'accroissement du rôle de l'état dans la société. Partout dans le monde, les gouvernements, tant démocratiques qu'autoritaires, ont non seulement pris des mesures très fortes et très strictes pour ralentir la propagation de la maladie, mais ils sont aussi intervenus financièrement, parfois de façon massive, pour soutenir les entreprises et les individus. Dans l'ensemble, et malgré les manifestations de plusieurs groupes, les citoyens ont accepté les restrictions imposées, qu'il s'agisse de restrictions aux possibilités de déplacement ou de fermetures de commerces, d'entreprises et d'institutions. La sécurité a donc eu préséance sur la liberté. Par ailleurs, la plupart des gouvernements, de gauche comme de droite, ont eu massivement recours à l'emprunt, à toutes fins utiles comme en temps de guerre, pour soutenir l'économie et aider les individus frappés par la perte de leur emploi et les entreprises ayant été forcées de fermer ou ayant perdu leurs clients (en particulier dans les domaines touristique et culturel).

Le deuxième constat, tout aussi évident que le premier, est le développement extrêmement rapide de l'utilisation des techniques numériques, tant pour le travail (télétravail, réunions virtuelles, cours en ligne, etc.) que pour les transactions économiques et commerciales (achats en ligne, paiement de services professionnels, services bancaires, etc.) et pour les relations sociales (rencontres virtuelles avec des parents et des amis, utilisation de systèmes de messagerie, etc.). Dans chacun des trois domaines, les changements ont eu des effets à la fois positifs et négatifs, sans qu'il soit possible actuellement d'en faire le bilan. Le télétravail est apprécié en particulier pour sa flexibilité, mais il nuit à la création et au maintien des liens entre collègues. Les achats en ligne facilitent la vie, mais ils nuisent aux commerçants locaux et à la vitalité des agglomérations urbaines. Les rencontres amicales virtuelles sont simples à organiser, mais ne peuvent remplacer complètement à long terme les rencontres en personne qui permettent mieux le contact visuel rapproché et l'expression de la chaleur des sentiments humains.

Le troisième constat, peut-être un peu moins évident pour certains, est l'accroissement des inégalités. Alors que les travailleurs les mieux rémunérés n'ont généralement pas perdu leur emploi et ont pu profiter du télétravail dans un environnement plutôt favorable (dans des maisons ou des appartements relativement spacieux), les travailleurs modestes (par exemple dans les commerces et les restaurants) ont souvent tout simplement perdu leur emploi, ou ont été obligés de faire du télétravail dans un environnement moins favorable (dans des plus petits logements). En outre, les femmes étant plus nombreuses que les hommes à travailler dans les secteurs les plus frappés par les restrictions et les fermetures (en particulier dans le commerce de détail et la restauration), elles ont été souvent plus durement touchées que les hommes. On peut également noter que la pandémie a sévi plus fortement dans les quartiers populaires, entre autres parce que ceux qui y vivent sont généralement en moins bonne santé.

Un quatrième constat est l'augmentation des problèmes de santé mentale, bien documentée chez les jeunes en particulier qui ont ressenti souvent très durement la perte de certains liens sociaux (travaux scolaires en groupe, sorties entre amis, vie sentimentale, etc.). La pandémie a suscité la créativité, qui a permis de trouver des solutions à bien des problèmes posés, mais elle a aussi suscité de l'anxiété, entre autres chez certains étudiants face au marché du travail et à l'incertitude qui l'entoure.

7.1.2 Théories du changement social et influence de la crise sur les valeurs

Pour T. Parsons (cité par Forsé, 2000), les sociétés sont des systèmes qui tendent à maintenir leur équilibre, entre autres parce que « les valeurs intériorisées au cours de la socialisation sont un contrepoids efficace aux exigences du changement » (p. 279). Les changements sociaux ne sont donc possibles que si les forces en jeu sont suffisamment intenses. Quelles sont ces forces ? Pour Guy Rocher (2003), les changements sociaux sont le produit d'une pluralité de facteurs et il n'est pas possible de définir un modèle général à ce sujet. Certains facteurs sont dominants dans certains contextes, mais ne le sont pas dans d'autres. Boudon (cité par Trémoulinas, 2006) note aussi l'importance du contexte et des causes tant endogènes qu'exogènes. On peut néanmoins constater, comme le fait Rocher, qu'il y a trois principaux facteurs en jeu : démographique, technique et culturel.

L'impact de la démographie a été étudié en particulier par Durkheim qui a expliqué que la division du travail et l'interaction sociale progressent avec la densité démographique. C'est ce qui a permis, en fonction de différents autres paramètres comme l'accès aux ressources et le développement de l'éducation, le développement économique, qui a été accompagné par l'urbanisation et par le phénomène de l'individualisation. De plus, comme le signale Galland (2017), « le renouvellement des générations est une cause évidente de changement social » (p. 129), même s'il faut éviter d'y voir une forme d'automatisme. Le changement social qu'a constaté Inglehart (1990), par exemple, et qui l'a amené à développer le concept du post-matérialisme, ne résulte pas simplement du passage des générations, mais il est lié à un ensemble de facteurs, entre autres aux conditions matérielles et sociales durant l'enfance et l'adolescence, donc au cours de la socialisation et de la formation des valeurs. De même, Kavanagh et coll. (2021) ont constaté, dans une étude portant sur la période 1920 à 2020, que le rythme des changements sociaux (mesuré sur la base d'un grand nombre d'indicateurs reliés à la santé, au travail, à la richesse, à la religion, à la confiance envers la communauté scientifique, etc.) semblait moins élevé de 1970 à 2020 que de 1920 à 1970, ce qui, il faut le signaler, est contraire à la perception générale actuelle que nous vivons dans une période unique de changement accéléré.

Le facteur technique a aussi eu, et a encore, un impact majeur, comme l'écrit Rocher (2003) : « l'invention et/ou l'utilisation d'outils, de machines, d'énergies et de matériaux, les conditions de travail qui en résultent, ainsi que les rapports des groupes de production qui en résultent, » (p. 422). À cela s'ajoutent en particulier le développement des transports et des communications qui modifient considérablement les conditions de l'action sociale (Giddens, 1990). Quant au facteur culturel, Rocher explique que « les idées ont un impact social dans la mesure où elles activent et guident la motivation des acteurs sociaux. [...] [En] autant qu'elles deviennent des valeurs capables de susciter une assez forte *motivation* » (p. 437). Les idées sont souvent portées par les élites, mais elles le sont aussi par les mouvements sociaux et par les groupes de pression.

Les conflits et les crises, qu'elles soient financières, sanitaires ou autres, sont également des moteurs du changement social. Selon R. Dahrendorf (cité par Rocher, 2012), la principale

source des conflits est « *l'inégale distribution de l'autorité* » (p. 473). Dans une société organisée, il y a toujours des individus et des groupes qui en dominent d'autres, ce qui entraîne inévitablement des conflits d'intérêt. Ceux-ci auraient donc une origine structurale. Quant aux crises, ce sont des événements imprévus qui représentent, selon Deleuze (cité par Trémoulinas, 2006), une rupture d'intelligibilité qui ne peut être résolue que par des changements sociaux. Une crise comme celle de la Covid-19 à laquelle nous nous intéressons dans ce travail peut donc avoir des conséquences très significatives sur le tissu social et sur les valeurs communes. Un exemple qui a été bien documenté par le sociologue Kai Erikson est la mort de 25 personnes et la destruction de milliers d'habitations lorsqu'un barrage a cédé dans la vallée de Buffalo Creek aux États-Unis en 1972. Erikson (1976) a qualifié de « traumatisme collectif » cet événement qui a brisé des liens humains et sociaux, des traditions et des habitudes de vie, et qui a engendré une perte de confiance des citoyens les uns envers les autres.

Dans ce genre de situation de catastrophe, explique le professeur Krzysztof Kaniasty (cité dans *The Economist* du 2020-08-29, p. 44), la perception qu'ont les individus de l'appui de leur entourage et de leur communauté est très importante et même déterminante pour leur santé mentale. Dans la même optique, comme le débat actuel que nous allons maintenant évoquer en témoigne, nous pouvons considérer la crise de la Covid-19 comme un laboratoire d'étude de l'influence des crises sur les changements sociaux, entre autres sur les valeurs comme la confiance. On peut mettre en doute l'intensité des effets engendrés par ce type de mécanisme en fonction de divers facteurs, mais il est difficile d'imaginer qu'il n'y aurait aucun effet sur la confiance envers les autres comme les épidémies des siècles passés l'ont démontré (Simon Langlois, *Le Devoir* du 2020-03-30). Souvent, comme l'explique l'anthropologue Laurent Dousset (*Le Monde* du 2020-09-05), la confiance envers les proches tend à augmenter alors que « l'autre » en général est vu comme un danger (de contamination). Ce chercheur explique aussi que l'incertitude, en particulier celle générée par la crise sanitaire, peut amener des changements de société, car, dit-il, « la vie en communauté est impossible sans la création de certitudes ».

La confiance envers les institutions gouvernementales peut aussi être affectée, comme en témoignent certains sondages récents (Matthieu Goar, *Le Monde* du 2020-04-18), mais il n'est pas exclu qu'elle puisse être renforcée, l'état pouvant apparaître, malgré ses incohérences, comme étant seul en mesure d'assurer la protection des citoyens. Il en est de même pour la science et les scientifiques dont les inévitables débats peuvent créer un sentiment de méfiance et d'incertitude, mais dont les succès dans la prévention tendent à renforcer la confiance des individus.

La confiance en l'avenir, comme nous l'avons évoqué plus haut, est un autre aspect de cette valeur qu'une crise comme celle de la Covid-19 peut affecter. Nous vivons déjà dans un monde qui évolue tellement vite qu'il est difficile à dix-huit ou vingt ans de faire un choix de carrière en ne sachant pas si l'emploi visé existera encore dans une ou deux décennies. On peut sans peine imaginer que certains jeunes, constatant les difficultés de certains secteurs économiques, comme, par exemple, la restauration et le commerce, vont vouloir redéfinir leurs priorités dans la vie (Léa Iribarnegaray, *Le Monde* du 2020-07-06).

De nombreux commentateurs contemporains, intellectuels et journalistes ont soulevé récemment la remise en question de la définition du bien-être que la pandémie pouvait amener. Il est fort possible en effet que cet événement exceptionnel permette de mieux comprendre, comme le dit Frédéric Lenoir (*Le Monde* du 2020-10-04), « [que] ce qui fonde nos joies les plus profondes vient de l'être – la connaissance, la contemplation de la nature, la qualité des relations qu'on entretient – et non de l'avoir » et, comme l'exprime si bien Nicolas Hulot (dans le même article), « la tyrannie du désir » et « ce privilège incroyable que nous avons d'être en vie ». Dans le même ordre d'idées, Maxime Robinson (*Le Devoir* du 2020-05-05) explique bien, sur la base des écrits de Charles Taylor, le besoin d'authenticité de l'être humain, son besoin « d'être en accord avec [lui-même] », son besoin « d'écouter ses désirs les plus profonds auxquels la société de consommation est incapable de répondre », tout en soulignant que « le paradoxe de la crise actuelle est que, bien que nous ayons plus de temps libre qu'auparavant, nous ne savons plus quoi en faire ». Dans la même optique, quand Edgar Morin (*Le Monde* du 2020-04-18) écrit que « cette crise existentielle [...] nous pousse à nous interroger sur notre mode de vie, sur nos vrais besoins, nos vraies aspirations » et qu'il

rappelle « le bonheur que nous trouvons à la lecture, l'écoute ou la vision des chefs-d'œuvre qui nous font regarder en face notre destin humain », il nous ramène à l'essentiel qui est tout autre que la soif de consommation.

L'importance des relations humaines et sociales font aussi partie des valeurs que la crise de la Covid-19 pourrait avoir affectée. Philippe Bourbeau et Jean-Michel Marcoux écrivaient dans *Le Devoir* du 2020-10-07 que « les habitudes de vie sont chamboulées et [que] la vie sociale est redéfinie ». Il est difficile toutefois de prévoir comment ce phénomène social se manifesterá. Alors que certains, comme Luc Audebrand et Matthias Pepin qui se basent sur les écrits de Pierre Kropotkine (*Le Devoir* du 2020-03-21), voient dans la crise l'occasion d'un renforcement des mécanismes de coopération qui sont globalement favorables à la survie, d'autres y voient plutôt, tel que mentionné plus haut, la possibilité d'un repli sur la famille et l'entourage proche. On peut également penser que les difficultés engendrées vont (peut-être) favoriser le retour à l'essentiel, et en premier lieu à la richesse des relations humaines et au bonheur qu'elles peuvent procurer.

La liberté, le travail, le partage, la nature et la science sont également des valeurs sur lesquelles on peut penser que la pandémie aura une influence significative. Yuval Noah Harari dans *le Financial Times* du 2020-03-28 explique que les décisions dites temporaires qui sont prises en temps de crise ont souvent tendance à devenir permanentes. Il s'inquiète donc beaucoup de la perte de liberté que pourrait entraîner l'utilisation des technologies de surveillance par les gouvernements à des fins autres que sanitaires. Les manifestations de certains groupes contre les consignes sanitaires montrent bien cette crainte de la perte de liberté.

Comme le montrent les grandes enquêtes sur les valeurs, le travail est, pour bien des individus, au cœur de leur identité et de leur vie sociale, soit ce qui les définit en premier lieu (voir le chapitre 4). À cet égard, il n'est pas interdit de penser, comme Bruno Latour (*Le Monde* du 2020-06-05), que la crise nous fera réaliser qu'il est nécessaire de « sortir de la production comme principe unique de rapport au monde ». En outre, le télétravail, dont le développement a été fulgurant depuis le début de la crise, a un impact très significatif sur les

relations sociales (comme l'explique bien Gérald Larose dans *Le Devoir* du 2020-06-03), ce qui peut influencer la vision qu'ont les individus, et en particulier les jeunes, de la satisfaction qu'on peut en retirer. Par ailleurs, la pandémie a mis en évidence l'importance de plusieurs emplois souvent peu rémunérés et mal considérés, par exemple préposée aux bénéficiaires, ou même livreur, qui ont une grande utilité sociale et qui demandent plutôt des qualités humaines que de l'instruction et des diplômes. Il faudrait, comme l'écrit Jean-Michel Bezat (*Le Monde* du 2020-05-11), « changer le regard que les élites politiques et économiques, et une partie de la société, portent [sur ces] travailleurs de l'ombre », mais il est loin d'être évident que cela va se produire.

Le partage, l'entraide et la coopération pourraient peut-être sortir renforcés de la crise de la Covid-19, mais cela n'a rien d'assuré. Edgar Morin (*Le Monde* du 2020-04-18) écrit que « [l']après-épidémie sera une aventure incertaine où se développeront les forces du pire et celles du meilleur, ces dernières étant encore faibles et dispersées ». Il n'en reste pas moins que la montée des inégalités dans le monde, tant entre les individus qu'entre les nations, avait atteint avant la crise un degré extrêmement élevé, la compétition dans tous les domaines étant devenu le premier principe organisateur des sociétés (Dardot et Laval, 2009, Piketty, 2019), et qu'il est bien possible que la crise fasse ressortir la nécessité d'un degré plus élevé de bienveillance et d'entraide.

L'être humain fait partie de la nature et il en tire sa subsistance. Depuis le début de la révolution industrielle, il l'exploite de façon non-durable et la pandémie est venue lui rappeler que cette exploitation pouvait avoir des répercussions très négatives, plusieurs voyant dans la réduction des espaces sauvages et des habitats naturels dus au développement des sociétés une des causes de l'apparition du coronavirus (cf. note 1, chapitre 1). Il n'est donc sûrement pas exclu que la crise de la Covid-19 soit l'occasion d'une prise de conscience de la valeur de la nature. En outre, les périodes de confinement ont mis en relief l'importance de l'attrait pour la nature et du simple plaisir d'en contempler la beauté, par des promenades en forêt par exemple.

Outre l'impact de la crise de la Covid-19 sur les valeurs, on peut s'interroger aussi sur ses conséquences possibles sur les comportements. Dans l'immédiat, on peut facilement constater qu'elle a bousculé un grand nombre d'habitudes et le mode de vie de la majorité des individus, en particulier dans le monde occidental. En plus du développement du télétravail que nous avons déjà évoqué, le commerce en ligne a brutalement augmenté, le tourisme local a remplacé les voyages à l'étranger et les croisières, les transports en commun ont été délaissés, la préparation des repas à la maison est redevenue la pratique courante, l'épargne des ménages a augmenté, l'exode vers les banlieues semble avoir repris et la crise a quelque peu bousculé les choix de carrière des jeunes, entre autres en mettant en évidence la plus grande utilité sociale et la stabilité de certains métiers et professions. Ces changements vont-ils, en tout ou en partie, devenir permanents ? Y en aura-t-il d'autres ? La crise sanitaire s'ajoutant à la crise écologique, plusieurs sont convaincus, comme Nicolas Hulot (Le Monde du 2020-05-06) et Alain Deneault (Le Devoir du 2020-06-01), que notre mode de vie va nécessairement changer. « On ne pourra plus prendre l'avion comme avant » explique Nicolas Hulot, et « il faudra que l'offre et la consommation changent ». Cela reste à voir.

7.2 Présentation des résultats

7.2.1 Les valeurs

Comme nous l'avons vu plus haut, de nombreux auteurs sont d'avis qu'une crise comme celle de la Covid -19 peut avoir des conséquences sur les valeurs communes, qu'il s'agisse de la confiance envers les autres individus, envers les institutions, envers l'avenir et même envers la science, de la liberté, du travail, du partage, de la nature, du bien-être, de la famille et des relations humaines et sociales. Un événement comme la pandémie que nous avons vécue et que nous vivons encore crée des changements sociaux radicaux qui s'imposent aux individus (la réduction de la mobilité et des contacts sociaux en particulier) et celui-ci représente donc une sorte de rupture d'intelligibilité (Gilles Deleuze, cité par Alexis Trémoulinas, 2006). Le contexte dans lequel vivent les individus change soudainement et cela crée un déséquilibre entre ce qui est vécu et ce qui serait vécu et perçu comme normal dans les conditions habituelles. Un des moyens d'adaptation à une telle situation est donc le changement de valeurs, même si, il faut le rappeler, les valeurs sont forgées par le contexte

social dans l'enfance et l'adolescence et changent normalement très difficilement ensuite (Steg, 2016).

Sans grande surprise, une forte minorité de nos répondants lors de ces nouvelles entrevues ont tenu des propos indiquant que la famille et les relations amicales étaient devenues plus importantes qu'avant. D'une part, dans un contexte où les liens sociaux sont soumis à rude épreuve, la famille apparaît plus clairement à bon nombre d'individus comme un espace de stabilité et d'appui. D'autre part, la réduction inévitable des contacts avec le cercle d'amis (sauf de manière virtuelle) en fait souvent ressortir toute l'importance, car la perte en est directement ressentie. En fait, un seul répondant a semblé avoir une opinion moins positive qu'avant de sa famille (« c'est notre ami et notre pire ennemi en même temps »).

Jade s'est exprimée très clairement à ce sujet.

« [Pour] moi la famille, c'est vraiment important. Les amis aussi. Le temps passé avec eux, c'est vraiment une valeur qui me tient beaucoup à cœur. Puis je pense qu'avec la pandémie on s'est rendu compte à quel point c'était précieux ».

La justice est une valeur que Wendell Bell (1997) considère universelle et aucun des auteurs que nous avons étudiés n'a évoqué la possibilité d'un quelconque changement à ce sujet. Toutefois, la crise a semblé jeter un éclairage cru sur les problèmes de justice sociale dans notre société, c'est-à-dire sur la nécessité d'un partage plus équitable des ressources, car on a pu observer, entre autres, que la pandémie avait plus d'impact dans les quartiers défavorisés. Plusieurs de nos répondants ont d'ailleurs mentionné qu'ils étaient plus sensibles à ce problème qu'auparavant.

Noémie a été sensibilisée par son travail de préposée aux bénéficiaires.

« Puis effectivement, la justice sociale a été beaucoup ébranlée pendant le contexte de pandémie, puis dans mon travail ».

Jeremy a aussi été sensibilisé par la pandémie.

« Je pense qu'il y en a beaucoup qui sont laissés pour compte avec la pandémie. Puis c'est important de ne pas les laisser derrière. Les personnes qui ont perdu leur emploi malheureusement avec le contexte. [...] [Je] pense que [...] c'est important [...] d'avoir un filet social important ».

La liberté est un des fondements de notre système politique, économique et social, et les restrictions imposées par les gouvernements durant la crise en ont réduit l'espace de façon significative. Plusieurs manifestations ont d'ailleurs été organisées pour protester, mais la population en général a semblé plutôt appuyer ces restrictions. Lors des nouvelles entrevues, quelques-uns de nos répondants ont reconnu de façon explicite que la crise illustre bien l'importance et la nécessité des limites imposées à la liberté dans le but de respecter celle des autres (de ne pas être contaminé).

Mélan explique la raison des restrictions.

« On en entend beaucoup parler dans les derniers mois, des libertés brimées, dues au port du masque, au confinement et compagnie. Je pense que la liberté a pris une toute nouvelle définition avec ces nouveaux concepts-là ».

« [Les] rares fois où elle [la liberté] ne l'est pas [respectée], je parle au Québec, c'est pour le bien-être de la société ».

Jeremy fait le même type de raisonnement.

« Bien dans le contexte actuel, je dirais que c'est [la liberté] peut-être un peu moins important que la réponse que j'aurais pu donner l'an passé. Parce que nos actions ont beaucoup plus d'impacts sur les autres personnes, dans le contexte avec la pandémie puis la transmission du virus ».

La science est également une valeur dont l'importance a été (et est toujours) très bien mise en évidence durant la crise de la Covid-19. Mais bien que la majorité des citoyens semble faire confiance aux scientifiques, une minorité se méfie des nouveaux vaccins. De plus, le débat sur l'efficacité des mesures de prévention et de certains traitements, qui montre à quel point la science progresse parfois, sinon souvent, de façon un peu chaotique, peut semer le doute chez de nombreux citoyens qui peuvent manquer de connaissances à ce sujet. Quatre de nos répondants ont indiqué avoir une opinion plus positive de la science qu'avant, mais aucun d'entre eux n'a exprimé un quelconque point de vue négatif, ce qui n'est guère surprenant de la part d'étudiants universitaires et de cégépiens.

Noémie a profité de la pandémie pour se rapprocher de la science.

« Dans la dernière année, depuis qu'on s'est vus, j'ai cultivé beaucoup mes intérêts scientifiques. [...] Par rapport à la pandémie, je m'informe beaucoup, mais pas des mauvaises affaires. Je m'informe plus scientifiquement [...]. Je [ne] regarde pas les nouvelles, je regarde plus les effets scientifiques de ça ».

Quelques participants ont tenu des propos plus positifs qu'avant sur l'importance de la nature dans nos vies, pour certains parce qu'ils ont mieux compris le bien-être et la paix qu'elle amène, pour d'autres parce qu'ils ont réalisé plus clairement la nécessité de protéger les ressources qu'elle nous procure et dont nous vivons. Durant la pandémie, les promenades dans la nature sont devenues pour plusieurs le divertissement par excellence et la principale manière d'échapper un peu au confinement, ce qui peut éclairer le premier point de vue. Pour le second, aucune explication ne peut actuellement être reliée de façon directe à la crise.

La pensée de Mathieu au sujet de la nature a évolué durant la pandémie.

« Même doublement plus important que ça [la nature] l'était il y a quelques mois. On a des ressources limitées. Puis il faut apprendre à vivre avec ça. Faut apprendre à faire des sacrifices ».

La religion est la valeur qui a fait l'objet du plus grand nombre de changements lors des nouvelles entrevues. Plusieurs étudiants ont maintenant une meilleure opinion de la religion et de ce qu'elle peut apporter, mais plusieurs ont au contraire une opinion plus négative qu'avant. Un seul répondant a expliqué clairement que c'est la crise qui a occasionné cette prise de conscience. Pour les autres, on ne peut que s'interroger sur le rôle que la crise a pu jouer à cet égard.

Gabriel fait partie de ceux qui voient la religion plus positivement.

« Mais non, aujourd'hui j'aurais tendance à dire qu'en termes de balance, la religion est venue un peu plus mettre son poids ».

Le bien-être a aussi fait l'objet de quelques commentaires indiquant un certain changement de perception. Un répondant a dit que le bien-être était maintenant sa priorité, un autre qu'il a constaté que celui-ci était plus relié aux relations sociales qu'à la liberté, un troisième que les aspects matériels avaient plus d'importance qu'avant, un quatrième que la valorisation personnelle avait maintenant plus d'importance pour lui et un cinquième a relié cette notion à la quête de la vérité. Sauf dans un cas, là aussi, on ne peut que s'interroger sur le rôle que la crise a pu jouer à cet égard.

Félix est celui qui recherche le bonheur par la quête de la vérité.

« Mes valeurs principales je pense que ça va être la recherche principalement du bonheur. Et cette recherche-là va partir par la raison et par la recherche de vérité ».

Le travail est une autre valeur qui est à la base de l'organisation sociale actuelle. Dans ce cas aussi, il n'y a que quelques participants qui ont fait des commentaires indiquant un certain changement de perception. Un répondant a mentionné que le travail était maintenant moins central dans sa vie, et trois autres ont assez clairement laissé entendre qu'ils en avaient une vision plus individuelle et donc moins sociale. Encore là, on ne peut que s'interroger sur le rôle que la crise a pu jouer à cet égard.

Gabriel est un de ceux qui ont une vision un peu plus individuelle.

« Je pense que le travail aussi c'est lié à une motivation personnelle. [...] [Pour] certaines personnes se lever le matin pour aller travailler à la pharmacie, bien ils font ça parce qu'ils ont besoin d'argent. Il y en a d'autres qui font ça parce qu'ils adorent ça. Il y en a d'autres parce que justement ça leur permet de donner une meilleure condition de vie à leur famille ».

Dans l'ensemble, en résumé, les nouvelles entrevues n'ont pas permis de constater de variations très significatives dans les valeurs de nos répondants. Bien que les quelques changements observés chez certains, en particulier en ce qui a trait à la famille, aux amis, à la justice sociale et à la liberté, puissent en toute probabilité être reliés aux effets de la crise, il n'en reste pas moins que le peu de changements observés démontre que celle-ci a eu peu d'effet sur les valeurs, ce qui confirme la stabilité qu'on leur attribue généralement. La question de la confiance n'ayant pas fait l'objet d'une question spécifique dans cette première partie des entrevues, elle sera traitée dans la section portant sur le contrôle des comportements dans la société idéale de 2050, car les propos au sujet des contrôles qui pourraient être requis permettent de tirer indirectement des conclusions sur la confiance des répondants envers les autres individus.

7.2.2 Perception du réchauffement climatique et comportements personnels

Bien qu'il ne semble pas a priori exister de lien évident entre la crise de la Covid-19 et la perception qu'ont les individus du réchauffement climatique, nous avons quand même interrogé les répondants à ce sujet durant les nouvelles entrevues, puisque nous avons utilisé exactement la même grille qu'au moment des premières entrevues.

Pour la très grande majorité des répondants, leur perception du réchauffement climatique, de ses effets possibles et de ce que la société devrait faire à ce sujet n'a pas changé de façon significative. Trois éléments méritent cependant d'être signalés. En premier lieu, deux participants se sont déclarés moins inquiets qu'auparavant et un autre a indiqué au contraire

que nous avons dépassé un point critique et que nous allons devoir nous adapter. Ensuite, plusieurs participants ont souligné plus fortement qu'auparavant le rôle des individus et de leurs comportements à ce sujet. Enfin, quelques répondants ont paru plus sensibles aux difficultés sociales que le réchauffement climatique peut causer ou amplifier, qu'il s'agisse des migrations, du creusement des inégalités, ou de l'impact plus important sur les plus démunis.

Alexandra est moins inquiète qu'avant.

« Je [ne] me considère pas comme éco-anxieuse. [...] Je [n]'ai pas passé mes journées à lire sur le sujet du réchauffement climatique [...]. Je [n]'ai pas l'impression que je vais être impactée personnellement par ça. Je vais réussir à vivre, on espère, vieille, quatre-vingts ans et plus peut-être. Puis [...] sans que ça soit quelque chose qui affecte ma condition de vie. Par contre [...] les générations futures, plus ça va aller, plus ça va les impacter ».

Audrey est un peu plus consciente du rôle des individus.

« Mais je pense que d'enseigner à la société justement, puis de vraiment montrer que c'est réel, [...] ça serait déjà un très bon pas. Ensuite de ça peut-être que [pour les gens] [ça] serait plus facile de faire des petits changements dans leur vie. [...] Fait que je pense [que] c'est vraiment ça, faire de l'enseignement, pour que les gens soient plus conscients. Ensuite demander de faire des changements dans leurs habitudes de vie ».

Sabrina s'inquiète plus qu'avant de l'accroissement possible des inégalités.

« J'ai l'impression que ça va encore plus accentuer les rapports d'inégalité qu'on a à travers le monde. Que les gens [...] qui sont privilégiés [...] vont avoir accès à des technologies qui vont pouvoir permettre de continuer à mener le même train de vie, ou en tout cas un train de vie confortable. Alors que ceux qui [n'] ont pas accès à ça [...] vont subir les effets ».

Jade aussi.

« [Ce ne sont] pas les gens aisés, riches et puissants qui vont en souffrir de ces changements climatiques-là. Ça va être la nature, ça va être les gens les plus démunis. On parle déjà d'instabilité alimentaire pour certaines populations. [Il] va [y] avoir des mouvements de population à cause de la montée du niveau des océans. [...] Ça va devenir un problème socioéconomique assez important ».

Pour les deux derniers éléments, soit le rôle des individus et la question des inégalités, on peut faire l'hypothèse que la crise est en partie responsable de cette vision un peu plus individuelle que collective et de cette prise de conscience des effets sociaux du réchauffement. En effet, d'une part, le message de la responsabilité individuelle a été martelé sans cesse depuis le début de la pandémie, et, d'autre part, les difficultés sociales qu'elle a engendrées ont été abondamment diffusées.

En outre, on peut noter que deux participants ont fait un lien direct entre les comportements sociaux et la pandémie. Pour le premier, celle-ci a fait mieux comprendre à la population qu'il faut parfois faire des sacrifices pour le bien-être des autres, et, pour le second, elle a montré que l'effort collectif peut porter fruit.

Nous avons aussi interrogé de nouveau les participants sur leurs comportements personnels durant les nouvelles entrevues. Encore une fois, et un peu contrairement à ce que plusieurs penseurs ont imaginé (voir plus haut), pour la très grande majorité sinon pour l'ensemble des répondants, il n'y a eu aucun changement véritablement significatif durant la crise à ce sujet. Quelques répondants ont indiqué consommer un peu plus de viande qu'avant, soit pour des raisons de santé ou de commodité, et un seul un peu moins. Deux se sont montrés plus favorables aux voyages. Deux ne prennent plus les transports en commun, par peur de la contagion semble-t-il, mais deux autres utilisent un peu moins la voiture, dans un cas au moins tout simplement parce qu'il est moins nécessaire de se déplacer pour étudier.

Sabrina a cessé d'utiliser l'autobus.

« C'est sûr qu'avec l'arrivée de la Covid, j'étais beaucoup moins encline à aller dans les transports en commun. Au niveau de la contagion ».

En résumé, la deuxième partie des nouvelles entrevues sur la perception du réchauffement climatique et sur les comportements individuels indique très clairement que la pandémie n'a pas eu d'effet vraiment significatif. Celle-ci n'ayant pas eu d'influence forte sur les valeurs, cela semble tout-à-fait normal.

7.2.3 Caractéristiques de la société future idéale

Économie

Comme nous l'avons signalé plus haut, l'économie est un des aspects les plus importants de l'organisation et du fonctionnement des sociétés modernes. À une exception près, lors des premières entrevues, tous nos répondants ont indiqué qu'ils souhaitaient, en particulier pour répondre au défi des changements climatiques, mais aussi pour certains afin que la société soit moins inégalitaire, des changements au système économique actuel basé sur la propriété privée, le rendement du capital, la croissance économique, la loi du marché et la liberté d'entreprendre. Nous les avons classés, rappelons-le, en deux groupes, les « radicaux » et les « modérés ». Rappelons également que l'accroissement du rôle de l'État et l'accroissement des inégalités sont deux des quatre principaux constats que nous pouvons faire actuellement concernant l'impact de la pandémie sur nos sociétés. Voyons maintenant ce que les nouvelles entrevues ont mis en évidence à ce sujet.

La première observation que nous pouvons faire est le passage de trois répondants de la catégorie des « modérés » à celle des « radicaux ». Deux de ceux-ci se prononcent maintenant en faveur de la décroissance et le troisième en faveur de la stabilité économique. Il faut limiter les excès, dit l'un deux. Il faut réduire notre consommation, même de divertissement, dit un autre.

Olivier est très clair à ce sujet.

« J'aimerais voir apparaître une économie qui est capable de se baser sur la décroissance puis l'économie locale ».

Nicolas donne l'exemple de Jeff Bezos.

« Une société qui aurait moins d'excès. Mettons [par] exemple Jeff Bezos qui vaut des milliards de dollars, que lui [il n'] a même pas le temps de dépenser l'argent. Il a tellement d'argent que même s'il essayerait [sic], il [ne]serait pas capable de la dépenser. Moi je trouve ça stupide ».

La seconde observation est que quatre répondants souhaitent maintenant une société moins inégalitaire alors qu'ils n'en avaient pas fait mention lors des premières entrevues. Deux d'entre eux souhaitent ainsi que les « énormes différences » et les « gains astronomiques » soient limités, et un autre que l'argent soit redistribué plutôt que de s'accumuler chez quelques-uns.

Olivier est très clair à ce sujet-là aussi. Son point de vue rejoint celui de Piketty (2019).

« [L'argent] s'accumule dans les poches des plus riches. Puis ça peut créer une hiérarchie des pouvoirs qui n'est plus basée sur une hiérarchie des compétences. Parce qu'on met souvent de l'avant [que] ces personnes riches là méritent l'argent. Mais est-ce qu'ils méritent d'en avoir autant ? Et est-ce que les gens qui n'ont pas cet argent-là le méritent pas ? La perspective de redistribution après une certaine accumulation permet de faire circuler l'argent ».

Notons que quelques autres participants ont aussi tenu des propos légèrement différents de ceux qu'ils avaient tenus à ce sujet lors des premières entrevues, mais qui en général ajoutent tout simplement quelques nuances. Par exemple, deux d'entre eux souhaitent toujours une

économie en croissance, mais plus orientée vers la qualité de vie et le respect de l'environnement.

La crise de la Covid-19 a-t-elle contribué à ces changements ? Cela est possible, mais les propos de ces répondants ne contiennent aucune information qui permettrait de l'affirmer. Une hypothèse plausible serait que ceux-ci ont été sensibilisés par les difficultés sociales engendrées par la crise, car elles ont abondamment été diffusées comme nous l'avons rappelé dans la section sur le réchauffement climatique, ou encore que leurs propres difficultés durant cette période les aient influencés.

En résumé, il semble que la vision de certains participants concernant le système économique idéal ait évolué durant la crise vers une conception plus égalitaire et moins productiviste, sans qu'il soit possible de faire un lien clair entre cette évolution et la pandémie.

Politique

Les premières entrevues ont indiqué que nos répondants étaient généralement plutôt satisfaits du régime politique actuel, qu'une minorité seulement souhaitait des changements radicaux, et que la plupart des participants formant cette minorité était favorable à un régime de communautés locales autogérées. Les résultats des nouvelles entrevues ne montrent pas de changements très significatifs dans ce domaine, sauf pour deux participants qui se joignent en quelque sorte au groupe de ceux qui sont favorables à un régime de petites communautés.

Antoine est l'un d'eux.

« [On] devrait avoir des plus petits gouvernements plus régionaux. [...] Mais je pense que si la population serait [sic] plus active dans des petites localités, ça serait mieux qu'un gros gouvernement ».

Si quelques répondants souhaitent maintenant que l'autorité gouvernementale soit plus forte, quelques autres souhaitent au contraire que l'on prenne plus en compte l'avis des citoyens. Par ailleurs, deux considèrent que le pouvoir politique devrait être moins concentré, et un

autre considère qu'il faudrait établir un « permis pour voter » que les citoyens obtiendraient en prouvant leurs « valeurs ».

Sabrina croit qu'il faut un gouvernement fort.

« J'ai l'impression qu'il faudrait un gouvernement qui soit plus autoritaire ».

« Puis s'il faut consulter chaque citoyen à chaque fois, bien on n'avancera pas ».

Alexandre veut plutôt plus de participation des citoyens.

« Je pense [que] ça serait plus un système qui oblige le monde à participer. Plus un système que ce [n]'est pas un droit de voter, c'est une obligation de voter ».

La crise de la Covid-19 a-t-elle eu une influence sur la vision qu'ont maintenant les répondants du système politique et sur les changements que nous venons de résumer ? Cela est possible. À l'opposition entre ceux qui souhaitent maintenant une autorité gouvernementale plus forte et ceux qui souhaitent plus de participation citoyenne correspond en effet l'opposition entre ceux qui font moins confiance à la bonne volonté des individus et réclament des consignes strictes en temps de pandémie et ceux qui font plus confiance à leurs concitoyens et à leur comportement libre et responsable.

Dans l'ensemble, toutefois, comme nous venons de le mentionner, il y a peu de changements. La prudence s'impose d'autant plus dans l'analyse des causes possibles et nous ne pouvons ignorer que la pensée de certains répondants ait tout simplement évolué.

Contrôle

Nous avons vu que nos répondants lors des trente-quatre premières entrevues étaient divisés en deux groupes sur cette question de l'encadrement des comportements requis pour assurer le contrôle des changements climatiques et le respect de l'environnement dans la société idéale de 2050 : un premier qui fait confiance aux citoyens et considère que ceux-ci seront conscientisés et auront naturellement les bons comportements, et un deuxième qui leur fait

moins confiance et considère que des règles spécifiques seront nécessaires. Nous avons également vu, en analysant l'impact possible des crises sur les valeurs, que la confiance des êtres humains envers leurs semblables pouvait être affectée de façon très significative par ce type d'événement. L'analyse des dix-sept nouvelles entrevues menées plus de six mois après le début de la pandémie de Covid-19 semble confirmer, bien que très partiellement, ce constat.

En effet, lors des nouvelles entrevues, un certain nombre de répondants ont indiqué qu'il faudrait un peu plus de contrôle des comportements dans la société idéale de 2050 que ce qu'ils avaient cru nécessaire lors des premières entrevues. On peut donc en conclure que leur degré de confiance a quelque peu diminué durant la crise.

Pour William, il faut contrôler la consommation.

« Parce qu'on a déjà vu, notre système capitaliste attestait si le consommateur est capable de s'autoréguler. Il [n'] est pas capable, clairement. Donc tant qu'il va avoir la production, il va en consommer de plus en plus. Je crois que maintenant, [...] il faut aller de l'autre côté. Il faut limiter la production pour du même côté limiter la consommation ».

Pour Nicolas, des restrictions seraient nécessaires à cause du comportement d'une minorité.

« Puis je pense [que] la majorité des gens le feraient de bonne foi. Les restrictions seraient pour la minorité, qui eux autres décident qu'[ils] vont, [qu'ils] veulent faire autrement ».

Cependant, un nombre un peu plus grand de répondants, bien que ne représentant pas la majorité d'entre eux, ont indiqué l'inverse lors de ces nouvelles entrevues. Ceux-ci souhaitent maintenant que les citoyens soient moins encadrés et qu'ils soient soumis à moins de mesures de contrôle en 2050.

Mégan fait partie de ce groupe.

« Les gens [commettent] les bonnes actions, mais pas parce qu'[ils] sont obligés de le faire. [...] [Mais] avec une meilleure conscience sociale, plus de générosité. C'est volontaire ».

Noémie aussi.

« Tant que ça fait du sens pour les gens, ils vont le faire. Puis si on leur donne des bonnes raisons pour que ça fasse du sens, ils vont le faire ».

Comment peut-on expliquer ces résultats ? D'une part, la diminution de la confiance du premier groupe de répondants pourrait être reliée à certaines observations qu'ils ont faites durant la crise.

Alexandra explique ce qu'elle a perçu.

« Je pense qu'en tout cas à date, ce qui m'a été démontré [n'] est pas très reluisant ».

Sabrina n'a pas non plus une vision très positive.

« On [ne] peut pas nécessairement compter sur le bon vouloir ou le bon sens des gens ».

D'autre part, la vision des répondants du deuxième groupe semble plutôt reliée à la grande importance qu'ils accordent à la liberté et qui a été mise en relief durant la crise, et dans une moindre mesure à la confiance qu'ils ont envers les humains.

Pour Félix, la liberté demeure importante

« [Je] reste sur ma philosophie de liberté. Je reste vraiment sur cette philosophie-là. On ne pourra pas contrôler tout le monde. Sinon ça devient [...] comme la Chine où on devient noté. Sur notre comportement. C'est juste atroce ».

Mélan a confiance dans l'être humain.

« [Je] crois [que] les gens sont fondamentalement bons. Je pense qu'[il n]'y a pas de personnes fondamentalement mauvaises. Les gens deviennent mauvais parce qu'[il] y a des événements dans leur vie ».

Un répondant a indiqué son opposition à toutes les règles imposées par le gouvernement durant la pandémie. Un autre a cité en exemple le port du masque par la majorité des gens.

Il n'en demeure pas moins, nonobstant ce que nous venons d'exprimer, que les propos et les opinions de nos répondants ont malgré tout relativement peu changé durant la crise. Quelques répondants seulement font un peu moins confiance aux humains qu'auparavant et souhaitent un peu plus de contrôle, et d'autres souhaitent moins restreindre la liberté, même si parfois leur confiance n'est pas très forte. La pandémie n'a donc eu qu'un impact limité sur cet aspect de la société idéale de 2050 qu'ils souhaitent. Nous pouvons donc faire l'hypothèse que les difficultés qu'ils ont vécu durant la crise (études virtuelles à la maison plutôt qu'à l'université ou au cégep, relations limitées avec la famille et les amis, perte d'un emploi, vie sociale réduite, problèmes de santé mentale pour certains), de même que leurs observations sur le comportement de la population en général, n'ont pas remis en cause de façon très significative leur vision de la société idéale de 2050 à cet égard.

Comportements sociaux

Rappelons que, dans le cadre de notre étude, nous avons interrogé les participants sur les principaux comportements sociaux qui ont une influence sur les émissions de GES. Nous leur avons donc demandé quelle était leur vision de l'alimentation, de l'habitation, de la consommation en général, du transport et des voyages dans la société idéale de 2050.

Lors des premières entrevues, la majorité des répondants ont indiqué qu'ils souhaitaient que l'alimentation en 2050 soit basée principalement sur des produits d'origine locale et comporte moins de viande. Plusieurs ont également souhaité que le lien de la population avec

la terre qui la nourrit soit plus explicite et plus fort, en particulier via le développement de jardins privés et communautaires. Les nouvelles entrevues montrent peu de changements à ce sujet. Toutefois, quelques participants favorisent maintenant une plus grande liberté, mais ce groupe ne coïncide pas exactement avec celui qui souhaite que les citoyens soient moins encadrés dans la société idéale (voir la section sur le contrôle). Il est donc difficile de faire le lien avec la crise qui a occasionné une perte de liberté, bien que cela ne puisse être exclu.

Noémie favorise plus la liberté qu'auparavant.

« [Ils] mangent ce qu'[ils] veulent, parce qu'on a toutes nos croyances, on a [...] toutes nos besoins. [...] On peut continuer à manger de la viande, mais on peut la manger intelligemment, c'est-à-dire comme je disais essayer de la réduire au maximum, puis la remplacer avec des légumineuses [...]. J'aime bien l'assiette canadienne là, un tiers, un tiers, un tiers ».

Alexandra ne souhaite pas que l'alimentation soit contrôlée.

« [Je ne] vois pas une société qui tombe dans le on ne mange plus de viande. [...] Je [ne] vois pas de restriction à ce niveau-là. Je pense que c'est trop personnel, l'alimentation ».

On peut noter que deux autres participants croient maintenant que les découvertes technologiques auront un impact plus significatif que ce qu'ils imaginaient.

Nicolas est l'un d'eux.

« J'ai vu un documentaire où est-ce qu'il y a des compagnies qui font de la viande végétarienne. [...] Fait que [...] on a plus besoin de manger de la viande en tant que tel [...] Sauf qu'on a un substitut pour tout ça. Surtout [les substituts] sont faits à base de plantes puis de grains, fait que ça utilise énormément moins d'eau, moins de pollution, moins de pesticides ».

En ce qui a trait à l'habitation dans la société idéale de 2050, la vision des participants lors des premières entrevues était caractérisée par une assez forte diversité, entre autres sur la question de l'organisation urbaine : plus de densité, moins de densité, petites villes, grandes villes ? Les propos des répondants dont la vision a évolué depuis les premières entrevues semblent tout aussi variés. Deux se préoccupent un peu plus maintenant de l'étalement urbain, mais deux autres moins. Certains s'intéressent plus aux questions sociales, mais un autre, semble-t-il, moins. Deux veulent la mise en place de normes de construction plus sévères et plus écologiques, et deux souhaitent plus de liberté. Il n'est clairement pas possible d'identifier dans ces propos un fil conducteur qui pourrait être relié à la crise de la Covid-19.

Thomas a une vision à la fois urbaine, sociale et technologique.

« Moi je la vois toujours [l'habitation] basée sur une ville, avec une population assez dense. [...] Les gens cherchent tout le temps une maison dans des quartiers résidentiels [...] pour avoir un réseau social, un réseau avec des voisins et cetera. Donc pour moi c'est plutôt ça. Après je pense plus qu'[il] y a encore une fois l'aspect de la production de maisons plus écologiques, avec des matières moins impactantes [sur l'environnement]. Beaucoup de rénovations ».

Olivier a une vision principalement sociale.

« Mais créer des villes vertes [...] où est-ce que les gens vivent justement en écoquartiers, puis interagissent ensemble, puis que les liens sociaux sont renforcés avec les vieux. [...] Pour le logement, je vois les logements sociaux comme étant le futur de l'être humain. [...] [Un] peu plus loin de l'individualisme dans lequel on vit en ce moment ».

Un très petit nombre de répondants lors des nouvelles entrevues ont tenu des propos indiquant une certaine évolution dans leur vision du transport dans la société de 2050. Dans presque tous ces rares cas, on peut déceler une tendance vers un peu plus de liberté dans ce domaine.

Mégan souhaite de meilleurs systèmes de transport, sans restreindre le choix des citoyens.

« La circulation est plus fluide. Ça a été repensé plus intelligemment. [II] y a plus de ponts. Comme ça, ça évite de faire des détours. [...] Fait que je dirais, repenser les systèmes de transport. Des trajets moins longs, avec des petites voitures électriques. Puis des meilleurs transports en commun ».

Antoine est plus direct.

« [Je ne] veux pas brimer la liberté de quelqu'un qui veut avoir une voiture ancienne. [...] Puis les transports en commun. Oui c'est bien, mais [...] je [ne] veux pas non plus obliger le monde à les prendre ».

Tout comme dans le domaine du transport, ce n'est qu'une minorité de répondants lors des nouvelles entrevues qui ont tenu des propos indiquant une certaine évolution dans leur vision de la consommation dans la société de 2050. Encore une fois, dans presque tous les cas, on peut déceler une certaine tendance vers un peu plus de liberté, quatre en particulier ne souhaitant plus réduire la consommation, mais trois la souhaitant tout de même plus responsable ou « plus intelligente ». Lors des premières entrevues, nous avons constaté que la plupart des participants, même s'ils souhaitaient une réduction de la consommation, étaient déjà très réticents à restreindre de façon précise la liberté à cet égard.

Jeremy voit plus difficilement maintenant la possibilité d'une réduction de la consommation.

« Je pense que ça va être le statu quo. Je [ne] pense pas que ça [la consommation] doit augmenter, mais j'ai de la misère à voir comment le style de vie pourrait changer tant à ce niveau-là ».

Jade aussi, mais elle souhaite l'amélioration de la qualité des produits.

« Je pense qu'on devrait être un consommateur plus critique sur la qualité de ce qu'on achète, sur les matériaux utilisés dans ce qu'on achète. L'information devrait être donnée facilement au consommateur, justement pour qu'[il] puisse faire des choix plus éclairés ».

Dans le domaine des voyages comme dans celui du transport et celui de la consommation, il n'y a qu'un petit nombre de répondants lors des nouvelles entrevues qui ont tenu des propos indiquant une certaine évolution dans leur vision de la société idéale en 2050. Une fois de plus, dans presque tous les cas, c'est la question de la liberté (que ces répondants ne veulent pas restreindre) qui domine les propos à ce sujet. Rappelons que lors des premières entrevues, la majorité des participants ne souhaitaient pas que la possibilité de voyager soit restreinte en 2050.

Mathieu ne croit plus qu'il faut limiter les voyages dans la société idéale.

« Je pense que les voyages, c'est important au niveau culturel. [...] C'est important de voir ce qui se fait ailleurs. Pour s'améliorer dans le fond. [...] Mais [je n]'ai pas envie de décider comment les autres voyagent, à quelle fréquence ils voyagent, puis pourquoi ils voyagent ».

Gabriel est du même avis.

« Moi je pense [que] c'est important qu'on voyage. [...] C'est important de sortir de notre vie. [...] Ça fait du bien moralement et psychologiquement ».

La très grande majorité des étudiants interviewés lors des premières entrevues ne souhaitaient pas la mise en place de restrictions en ce qui concerne le nombre d'enfants par famille dans la société de 2050. À ce sujet, les nouvelles entrevues ne montrent pas de changements significatifs. Un participant se rallie en quelque sorte à cette majorité et un autre, curieusement, souhaite la mise en place d'un permis à cet effet.

Mathieu souhaite un meilleur contrôle de la manière dont les enfants sont traités.

« Mais je serais pour [...] mettre peut-être certains moyens de contrôle, pour aller voir que les enfants sont bien gérés dans les familles ».

Alexandra va un peu plus loin.

« [II] y a beaucoup trop de gens présentement qui prennent pour acquis le fait qu'ils sont capables de concevoir des enfants. Je pense que ça prendrait comme un permis pour avoir des enfants, ou un test là, un espèce de diplôme qui dit que t'es apte ».

En résumé, globalement, les propos des répondants concernant les comportements sociaux ont peu changé depuis les premières entrevues. Toutefois, sauf peut-être en ce qui concerne l'habitation, les changements constatés vont presque toujours dans la même direction, celle d'une plus grande liberté. Comme nous l'avons souligné concernant l'alimentation, il est difficile de faire le lien avec la crise qui a occasionné une perte de liberté, mais cela ne peut être exclu.

Par ailleurs, bien que les premières entrevues aient révélé que la majorité des participants faisaient peu confiance aux individus et souhaitaient une certaine forme d'encadrement des comportements, elles indiquaient également une forte réticence de la part d'un grand nombre à la mise en place de règles pouvant restreindre la liberté individuelle. L'importance attachée à la liberté était donc déjà présente dans leurs propos avant la crise.

Technologie

Les premières entrevues ont permis de constater que nos répondants ont généralement une vision positive des développements technologiques à venir, car ils pourraient apporter autant des solutions aux problèmes environnementaux que des bénéfices aux humains (en médecine par exemple). Ils souhaitent cependant que la société exerce un certain contrôle sur les innovations afin d'éviter les dérapages, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Malgré l'obligation faite aux étudiants de suivre des cours à distance et, pour plusieurs, de faire du télétravail, et malgré les avis parfois un peu contradictoires des scientifiques sur la pandémie et les mesures de prévention, il ne semble pas que la crise de la Covid-19 ait eu d'impact très significatif sur leur vision positive de la technologie et de la science, si ce n'est que quelques participants ont maintenant moins d'inquiétude face aux dérapages possibles de la technologie, mais que quelques autres en ont un peu plus. En particulier, deux ou trois étudiants interviewés sont plus méfiants face au développement de l'intelligence artificielle.

Olivier exprime sa méfiance de façon plus ou moins claire.

« [Les] intelligences artificielles pourraient mieux nous connaître que nous-mêmes. Puis que la société se baserait là-dessus pour prendre des décisions. Puis j'espère que ça [ne] va pas arriver. Peut-être que non là, mais je pense qu'on perd la dimension spirituelle qui est nécessaire à l'être humain ».

Nicolas craint aussi l'intelligence artificielle.

« Ça serait bon d'éviter l'intelligence artificielle vraiment consciente ».

Jeremy se méfie des effets des développements technologiques sur l'humain.

« Je pense [que] sur certaines questions ça va pouvoir aider. Comme pour les changements climatiques [...]. [...] Mais je pense que l'impact net sur la société, en général, sur les relations humaines, sur le travail, ça je pense que ça va être négatif. C'est quelque chose qui me préoccupe quand même beaucoup ».

William a une opinion beaucoup plus positive.

« Il y a peut-être certaines craintes qui existent. Mais toute nouvelle chose, on a tous des craintes. Mais est-ce que ça m'inquiète au point où j'empêcherais ce

développement-là dans une société utopique des années 2050 ? Non, absolument pas ».

Mégan aussi.

« Oui! J'ai confiance en la technologie. La technologie peut faire du mauvais, mais elle peut surtout faire du bon. Ça dépend de l'intention de la personne qui les fait. Puis dans ma société à moi, les gens sont fondamentalement bons ».

Alexandra voit mieux maintenant les bénéfices de la technologie.

« Non, ça [ne] m'inquiète pas vraiment l'intelligence artificielle. Je pense que, [s'il] y a quelque chose, on va gagner plus à l'incorporer dans nos vies ».

« [Si ce n]'était pas de la technologie, bien les voitures à l'électricité, on en aurait pas. Fait que déjà là ça aurait réglé entre guillemets le problème de la voiture à essence. [...] Donc c'est sûr que c'est une preuve que la technologie c'est super important ».

7.2.4 Conditions requises

Pour nos répondants, la réponse à la question sur les conditions requises pour parvenir à la société souhaitée en 2050 était loin d'être simple, car il est difficile d'imaginer quasi instantanément lors d'un entretien les mécanismes politiques, économiques et sociaux qui pourraient être utilisés. C'est d'ailleurs pourquoi, en relance, nous leur faisons trois suggestions. Lors des premières entrevues, contrairement à une de nos hypothèses de départ, c'est l'éducation des jeunes et la conscientisation des citoyens qui a été retenue en premier, et ensuite l'élection d'un « bon gouvernement » (malgré leur peu de confiance envers les gouvernements actuels), mais non plus d'égalité ou de justice sociale. En outre, une minorité seulement était d'avis que ce sont les citoyens qui doivent prendre directement les décisions requises. Comme nous allons maintenant l'expliquer, les répondants ont tenu des propos relativement peu différents à ce sujet lors des nouvelles entrevues.

Quelques participants accordent maintenant plus d'importance à l'éducation, sans qu'aucun n'en accorde moins. Cela renforce la tendance observée durant les premières entrevues à considérer cette condition comme prioritaire, et non l'amélioration de la justice sociale. Très peu de répondants ont d'ailleurs soulevé cette question de la justice sociale, deux ayant tout simplement fait remarquer que l'amélioration de l'éducation ne pourrait qu'avoir des effets positifs à cet égard.

Sabrina explique clairement l'importance de l'éducation.

« Je pense [qu'il] faut travailler les systèmes scolaires. [...] [Pour] que la génération qui va être adulte en 2050 sache pourquoi [...] on fait tout ça [...]. [...] [Il] faudrait davantage dans les écoles, parler d'équité, parler d'altruisme. Parler de l'importance de l'environnement, parler de l'importance des générations futures. Pour que ça soit quelque chose qui vienne comme un peu guider les élèves à travers leur chemin éducatif ».

Nicolas ne croit pas aux bienfaits de l'égalité.

« Parce que l'égalité je [ne] pense pas que c'est bon. [...] Le monde penserait plus, moi je travaille plus fort que lui, puis [il] a la même chose que moi. Fait que le monde serait jaloux quand même ».

En ce qui concerne la prise des grandes décisions nécessaires pour parvenir à la société souhaitée en 2050, l'opinion de certains participants a évolué. D'un côté, trois d'entre eux croient maintenant que ce sont les citoyens, et non les gouvernements, qui doivent en avoir la responsabilité première. De l'autre, un, ou peut-être deux, accordent maintenant plutôt le premier rôle aux gouvernements.

William explique maintenant plus clairement le rôle des citoyens dans la transition.

« Donc si les gens se regroupent en communauté pour réfléchir et prendre des décisions, c'est ce qu'on veut. Pour que les gens se rattachent à la valeur démocratique ».

« Bien fondamentalement les citoyens vont élire le gouvernement. Donc c'est sûr que ça va passer par les citoyens évidemment. [...] Si on me donne le choix entre les deux, je vais y aller avec les citoyens ».

Anthony explique de son côté le rôle du gouvernement.

« [Le] gouvernement va avoir un gros impact sur la décision de comment on va y arriver. Puis pour ça [il] faudrait un gouvernement qui pense à long terme. Un gouvernement qui est ouvert d'esprit [...]. Ça serait la clé probablement ».

On peut noter en outre que quelques répondants ont fait des commentaires additionnels un peu différents des précédents, par exemple sur la plus grande place à accorder aux experts, sur le rôle positif de la technologie et de l'entrepreneuriat, sur l'importance des leaders non-politiques pour mobiliser la population, ou sur la nécessité de « frapper le mur » pour réagir.

Alexandra semble avoir une meilleure opinion des experts qu'auparavant

« [Je] pense qu'on gagnerait c'est sûr à amener plus de spécialistes, plus d'experts, avec ceux qui prennent les décisions ».

Mathieu explique l'importance des événements tragiques.

« Puis la société quand elle change le plus c'est lors de moments de tragédie. Fait que la seule avenue, la seule voie possible que je pense présentement qui nous ferait changer de façon rapide, pour atteindre en 2050 cette société-là c'est une grosse tragédie mondiale. Comme on vit présentement ».

Dans l'ensemble, toutefois, les quelques changements observés montrent que la crise de la Covid-19 n'a pas eu d'influence très significative sur l'avis des participants à ce sujet. Nous devons cependant rappeler la grande prudence qui est nécessaire à l'analyse des réponses à une question de ce type qui demande au répondant une réflexion quasi instantanée sur un sujet très complexe.

7.3 Résumé et analyse

Considérés dans leur ensemble, les résultats des nouvelles entrevues (par rapport aux premières) indiquent en résumé :

Que les valeurs des participants sont restées plutôt stables;

Que ceux-ci comprennent un peu mieux maintenant que le réchauffement climatique a des effets sociaux;

Qu'ils considèrent que la responsabilité d'agir en revient un peu plus aux individus;

Que la société qu'ils souhaitent serait un peu plus égalitaire et un peu moins productiviste;

Que, pour certains, le gouvernement devrait avoir plus d'autorité et que, pour d'autres, il faudrait, un peu à l'opposé, que les citoyens participent plus;

Que, tout en souhaitant que la liberté des individus soit mieux respectée, plus de contrôles et de restrictions seraient nécessaires pour certains et au contraire, pour d'autres, moins;

Qu'encore plus de répondants qu'avant considèrent que la condition principale pour parvenir à la société idéale en 2050 est l'éducation (un petit nombre souhaitant également que les citoyens jouent un plus grand rôle dans la transition).

Outre l'évolution normale de la pensée de certains répondants, peut-on en tirer des résultats que nous venons de résumer (et qui montrent globalement assez peu de changements) une conclusion quelconque concernant l'influence de la crise de la Covid-19 qui sépare en quelque sorte les deux séries d'entrevues ?

La pandémie, comme nous l'avons déjà mentionné, a amplifié les inégalités économiques et sociales, et cela a été abondamment diffusé dans les médias. En outre, la confiance des citoyens les uns envers les autres, ceux-ci parfois vus comme des déviants pouvant mettre en péril la santé de la population, a tout probablement diminué, tandis que bien des personnes ont fortement ressenti la perte de liberté que les mesures de prévention ont entraîné. Bien que ces trois éléments jettent assurément un certain éclairage sur nos résultats qui indiquent certains changements durant la crise, il nous apparaît imprudent de tenter d'y voir un lien direct de cause à effet. Sauf quelques rares exceptions, que nous avons pour la plupart signalées dans les pages qui précèdent, les propos de nos répondants ne permettent tout simplement pas de faire ce lien.

En fait, ce qui doit retenir le plus notre attention et qui nous semble le plus significatif, c'est dans l'ensemble la relative stabilité des propos des étudiantes et des étudiants interviewés huit à douze mois après les premières entrevues, tant pour ce qui est de leurs valeurs que de leur vision du réchauffement climatique, de la société idéale en 2050 et des conditions requises pour y parvenir. Cela signifie non seulement que les réponses obtenues lors de ces premières entrevues sont généralement solides et basées sur des convictions suffisamment fortes, mais aussi que notre démarche visant à comprendre la vision que les jeunes ont du futur est valide. Cela signifie également, et surtout, que la crise de la Covid-19, malgré son intensité, n'a pas, ou pas encore, provoqué chez la plupart de nos répondants un impact suffisant pour modifier substantiellement leur vision du monde, comme les théories du changement social auraient pu le laisser croire. Nous reviendrons sur ce sujet au prochain chapitre quand nous aborderons l'importance des valeurs et l'influence du contexte culturel.

La question de la justice sociale illustre assez bien cette stabilité des propos des participants à notre étude. Bien que, pour plusieurs participants (un peu plus nombreux lors des nouvelles

entrevues), la réduction des inégalités soit une composante importante de la société idéale, pour presque tous (dans les premières comme dans les nouvelles entrevues), cette réduction n'est pas une condition nécessaire pour réussir la transition vers cette société. Cette vision, cette conviction même, qui infirme en partie une de nos trois hypothèses de départ pourtant appuyée sur les écrits de nombreux penseurs qui considèrent que justice sociale et respect de l'environnement vont de pair (Méda, 2014, Piketty, 2019, Hulot et Lenoir, 2020), n'a donc pas changé durant la crise, malgré la mise en lumière des inégalités.

Une autre façon d'aborder les résultats des nouvelles entrevues (toujours par rapport aux premières) est de les examiner individuellement. Cet examen confirme que la majorité des étudiantes et des étudiants interviewés ont tenu des propos très similaires lors des deux entrevues et que seulement trois sur dix-sept ont tenu des propos très différents concernant des aspects fondamentaux de la société idéale. De façon précise, soulignons que deux d'entre eux souhaitent maintenant une économie en décroissance plutôt qu'en croissance, et qu'une troisième a beaucoup atténué la vision très radicale qu'elle avait de la société idéale. Pour tous les autres, les changements observés entre les propos tenus lors des deux entrevues sont relativement peu nombreux et, surtout, ils sont modérés et nuancés. On peut noter, par exemple, que quelques participants semblent attacher un peu plus d'importance qu'avant à la responsabilité individuelle.

CHAPITRE 8 – CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES

Introduction

Après avoir exposé et analysé les propos de nos répondants, nous devons maintenant réfléchir aux mécanismes sociaux qui les ont influencés. Cette réflexion comporte trois parties distinctes. La première porte sur les bases des choix des participants, la seconde sur les processus mentaux qu'ils ont utilisés, et la troisième sur les résultats obtenus.

Nous expliquerons en premier lieu que la base des choix des participants est double. Elle comporte non seulement leurs valeurs (dont nous avons déjà abondamment discuté) et certaines de leurs représentations (en particulier de la nature et de l'environnement), mais aussi le contexte culturel, social et matériel. Nous verrons ensuite que les processus qu'ils ont utilisés pour construire la société souhaitée à partir de cette base s'apparentent à une forme de réflexivité et que la confiance joue un rôle important à cet égard. Nous verrons enfin que les caractéristiques de la société souhaitée et la typologie qui en résulte sont en lien avec ces concepts sociaux que nous allons maintenant exposer.

8.1 Valeurs et contexte

Selon Thomas et Alaphilippe (1993), les forces qui mobilisent l'être humain sont, dans l'ordre, les besoins biologiques, les motivations psychologiques, les attitudes (qu'ils situent au niveau psychosociologique), les valeurs (qu'ils situent au niveau social) et la culture (également située au niveau social). Dans cette discussion sur l'origine et les bases des choix de nos participants, ce sont les deux forces sociales, soit les valeurs et la culture, qui vont nous intéresser.

Les principales valeurs sont acquises dans l'enfance et l'adolescence et sont relativement stables par la suite. Elles influencent les comportements (voir Miles, 2015, Corner et coll., 2014, Piscicelli et coll., 2015 et Karvonen et coll., 2012), et nous pouvons donc faire l'hypothèse qu'elles influencent aussi les souhaits pour le futur. Miles explique en effet que les valeurs orientent les comportements, particulièrement lorsque les normes sont floues ou que les pressions externes sont faibles, ce qui est le cas dans des entrevues comme celles que

nous avons faites. En outre, nous avons demandé aux personnes interviewées de définir la société idéale en tenant compte de leurs valeurs et de leur représentation du réchauffement climatique.

La théorie des pratiques sociales permet d'éclairer le lien qui existe entre celles-ci et les valeurs. Cette théorie s'appuie pour Shove et coll. (2009, 2012) sur la théorie de la structuration de Giddens (1984), qui veut relier l'individuel et le social (« *agency and social structure* »), soit la question principale que se pose la sociologie depuis les débuts, afin de comprendre, entre autres, comment les changements sociaux sont possibles. Piscicelli et coll. (2015) expliquent, sur la base du travail de Shove et coll. (2012), qu'une pratique sociale comporte trois éléments reliés entre eux : le sens (« *meaning : cultural conventions, expectations and socially shared meanings* »), le matériel (« *material : objects, tools and infrastructures* ») et la compétence (« *competence : knowledge and embodied skills* »). Piscicelli et coll. (2015), citant Shove et coll. (2012), expliquent que : « *[A] practice "emerges, persists, shifts and disappears when connections between elements of these three types are made, sustained or broken"* » (p. 23).

Ce qui nous intéresse dans cette vision des choses est le lien que font (ou que tentent de faire) Piscicelli et coll. (2015) entre le sens et les valeurs. En utilisant le continuum circulaire des valeurs de Schwartz (Davidov et coll., 2008, Schwartz et coll., 2012 (voir la Figure 3, p. 53)) pour leur enquête sur un certain nombre d'utilisateurs de la plate-forme d'échange et de prêt Ecomodo au Royaume-Uni, ils explorent la possibilité que les valeurs personnelles influencent les pratiques sociales via l'élément sens (c'est-à-dire « *the bundle of cultural conventions, social norms, collective assumptions and expectations* » (p. 24)). Ils en arrivent à la conclusion que ce type de pratique sociale n'intéresse qu'un nombre limité d'individus qui partagent un même jeu de valeurs (« *value orientation* »).

Dans une publication récente, Vaisey et Lizardo (2016) ont utilisé des données (de 1972 à 2014) du *General Social Survey* de l'Université de Chicago pour évaluer l'influence de la culture au moment de la socialisation sur les choix futurs des individus, et la comparer à l'effet du contexte culturel au moment des choix. Ils en arrivent à la conclusion que les

dispositions acquises (« *acquired dispositions* »), au sens que Bourdieu (1990) leur donne, ont une influence à long terme sur plusieurs décisions importantes et fondamentales que prennent les individus, mais que le contexte culturel actuel peut avoir beaucoup d'impact sur certains choix politiques et sociaux (par exemple concernant la légalisation de la marijuana). Autrement dit, si nous réfléchissons en termes de changements sociaux liés aux valeurs fondamentales, il s'agit d'un effet de cohorte plus que d'un effet de période.

We find that in the majority of cases (but not all), the predictions of the acquired dispositions model are better supported, suggesting that when it comes to certain attitudinal and behavioral dispositions, cultural change happens via the slow enculturation of persons early in life and not via contemporaneous exposure to cultural influences. (p. 2)

Le contexte matériel et culturel, la culture selon Thomas et Alaphilippe (1993), peut donc aussi avoir un impact sur certains choix sociaux, malgré l'influence plutôt dominante des dispositions acquises. Nous pouvons donc faire l'hypothèse que les choix de nos répondants peuvent dans certains cas (que nous allons examiner) refléter le contexte culturel actuel. Voyons-en maintenant les principales facettes.

Dans un ouvrage récent, Bajoit (2021) explique que les sociétés fonctionnent selon un modèle culturel qui donne du sens (orientation et signification) aux actions des individus. « Les principes de sens d'un modèle culturel régnant sont traduits par les acteurs en idéologies et en utopies, qui fondent les valeurs, les normes, les intérêts et les affects considérés comme légitimes, dans une telle collectivité, à tel moment » (p. 98)

Pour Bajoit, le modèle culturel subjectiviste de la seconde modernité (donc de la période actuelle) est très différent du modèle culturel progressiste de la première modernité. Le progrès matériel, basé sur la raison et la maîtrise de la nature, en était l'élément principal, alors que la qualité de la vie est devenue le principe de sens de la seconde modernité⁴. Le progrès a des limites, particulièrement écologiques, mais aussi éthiques. Le deuxième élément, la raison, devait permettre, via la démocratie, de gérer adéquatement tant le politique

⁴ Bajoit rejoint ainsi Inglehart qui, dès 1990, a développé le concept des valeurs post-matérialistes.

que le social, tandis que les citoyens actuels sont devenus très méfiants des politiciens et souhaitent un système plus participatif. En outre, l'égalité, dit Bajoit, a été remplacée par l'équité (c'est-à-dire l'égalité des chances) et l'identité. Chacun s'identifie maintenant à un groupe qui revendique son existence et ses droits, qu'il s'agisse des jeunes, des personnes âgées, des homosexuels, etc., plutôt qu'à une classe sociale. De même, ajoute Bajoit, le devoir a été remplacé par le droit. « [L'] individu veut qu'on respecte son droit de jouir des ressources nécessaires à son épanouissement personnel » (p. 101). Enfin, c'est le local et le global, et non la nation, qui dominant. Nous sommes à la fois des citoyens du monde et des individus rattachés à une culture locale. Évidemment, constate Bajoit, les jeunes, qui sont en naissant « tombés dans la marmite du modèle culturel subjectiviste » (p. 105), y sont particulièrement sensibles.

Une deuxième facette du contexte actuel est l'imaginaire collectif qui est centré sur l'économie capitaliste néolibérale et ses conséquences. Comme l'expliquait déjà Castoriadis en 1975, et comme nous l'avons rappelé plus haut, « c'est la domination par un imaginaire autonomisé qui s'est arrogé la fonction de définir pour le sujet et la réalité et son désir ». La concurrence et la compétition sont devenus le principe organisateur de presque tous les aspects de la vie en société (Dardot et Laval, 2009, Brown, 2015, Carney, 2021). Foucault (2004) écrit : « [...] pour les néolibéraux, l'essentiel du marché ce n'est pas dans l'échange, [...] c'est la concurrence » (p. 122). L'individu⁵ est maintenant vu comme un capital humain à valoriser et le rôle du gouvernement est centré presque exclusivement sur le fonctionnement du système économique. Pour les néolibéraux, le gouvernement doit être le moins coûteux possible et « fonctionner selon des règles entrepreneuriales » (Dardot et Laval, 2009, p. 357). C'est une forme de rationalité unique qui dicte en fait « la façon dont nous sommes pressés de nous comporter » (Dardot et Laval, 2009, p. 5). Ces deux auteurs expliquent ainsi que le néolibéralisme est considéré par Anthony Giddens et Tony Blair dans leur livre *La troisième voie* (Giddens, 1998) comme une donnée irréversible. Nous sommes enjoint de suivre les *meilleures pratiques* sans discuter, ce qui empêche le débat démocratique sur les valeurs, les enjeux, les idées, et les orientations politiques, puisque tout n'est affaire que de processus. À

⁵ Dans le contexte actuel de la seconde modernité, comme Bajoit et d'autres (Touraine, 2013, Le Bart, 2008) l'ont souligné, l'individu est au centre de la société, l'individualisation, l'individualisme même, est la nouvelle norme.

la longue, nous intériorisons ces normes et nous ne les remettons plus en question. C'est l'absence de véritable démocratie puisqu'il n'y a plus de débats et de luttes idéologiques.

Un troisième élément significatif est le besoin de sécurité. Pour Furedi (Chanin, 2006), c'est la peur qui domine le monde actuel, et, malgré l'amélioration de nos conditions de vie, nous acceptons de moins en moins tout ce qui peut nous perturber, toutes les infortunes de la vie. Le principe de précaution, qui devait à l'origine être utilisé dans le domaine environnemental, est devenu un élément de la vie courante. Il est devenu immoral de prendre des risques. Nous devenons donc, dit-il, moins créatifs, moins capables de faire face aux difficultés.

Beck (2009) voit les choses un peu différemment. Parce que les progrès scientifiques et certains problèmes récents créent de nouveaux risques, nous vivons actuellement, dit-il, dans une communauté mondiale du risque. Dans cette société, le pouvoir appartient à ceux et celles qui définissent les risques et qui contrôlent la connaissance et l'information. Les risques, explique Beck, sont des constructions sociales qui vivent dans le discours public et ce sont les citoyens, que l'on veut avertis et concernés, qui doivent décider comment ils veulent vivre face aux dangers et aux menaces qui les guettent. Les institutions de la première modernité, dit Beck, l'état-nation et le pouvoir central fort, la lutte des classes, la croyance au progrès, sont devenues caduques. Il faut repenser la démocratie, le droit à l'information, au consentement informé et à la participation aux décisions. La nature pour Beck est un concept culturel, donc un construit social, mais il explique qu'il ne faut pas négliger les faits scientifiques environnementaux.

Un quatrième élément important est le phénomène de l'accélération sociale, décrit par Rosa (2013) (Bouchard, 2019) et qui comporte trois composantes : l'accélération technique, l'accélération du changement social et l'accélération du rythme de vie. Rejoignant en cela Dardot et Laval (2009), Rosa explique que c'est la compétition, inhérente au système capitaliste et qui a envahi tous les domaines de la vie, qui en est le moteur principal. Il faut toujours faire plus dans moins en moins de temps, ce qui crée de l'aliénation, en particulier à cause du phénomène de désynchronisation, par exemple en démocratie, où la délibération, pourtant essentielle, prend du temps alors qu'il faut vite prendre des décisions, ou encore

dans le domaine de l'écologie et du respect de la nature que nous exploitons rapidement et qui demande du temps à se refaire ou à se réparer. La modernité nous avait promis de nous libérer de certaines contraintes matérielles afin de pouvoir consacrer notre temps à des activités personnelles et humainement enrichissantes, mais nous sommes devenus prisonniers d'un système où nous avons perpétuellement l'impression de manquer de temps. Nous n'avons même plus, dit Rosa, le temps de consommer ce que nous nous procurons.

Un cinquième élément est l'obligation pour les jeunes de construire leur propre vie et leur identité dans une société instable, où règnent le néolibéralisme et l'accélération sociale, où le futur est complexe et contingent. Rappelons que les dernières décennies ont vu apparaître l'affaiblissement des cadres traditionnels de nos sociétés. Il n'y a pas si longtemps, le cadre familial, le cadre religieux, le monde du travail fortement structuré, tout cela guidait les comportements sociaux. De nos jours, chaque individu doit construire son parcours personnel en faisant des choix souvent difficiles, dans un monde où les identités professionnelles sont souvent provisoires (Le Bart, 2008), dans un monde qui offre énormément de possibilités de réussite, mais aussi énormément de possibilités d'erreurs et d'échecs, car la compétition est forte. Le parcours scolaire, la vie sociale et le cheminement dans le monde du travail des jeunes adultes sont souvent chaotiques et ponctués de retours dans le cocon familial, phénomène décrit comme une période exploratoire ou post adolescence.

Un sixième et dernier élément que nous voulons souligner dans ce bref rappel de ce qui caractérise le contexte culturel actuel est la persistance de l'influence du statut social, entre autres en ce qui a trait à l'écologie. Plusieurs auteurs ont récemment analysé les pratiques écologiques en lien avec la classe sociale ou le groupe social d'appartenance. Ginsburger (2020) distingue à ce sujet « l'écologie du geste », de « l'écologie de la frugalité », et, sur la base d'enquêtes menées en France, il identifie six configurations de pratiques et d'attitudes éco-citoyennes, le groupe des « consommateurs aisés » et celui des « propriétaires bien intentionnés », par exemple, étant éloignés de l'écologie de la frugalité et plus près de l'écologie du geste, alors que c'est l'inverse pour les « frugaux isolés » et les « urbains engagés ». Un peu d'humour nous permet de dire que ceux et celles qui appartiennent aux classes populaires ne se déplacent pas en Tesla!

Aux États-Unis, où la responsabilité individuelle et l'économie de marché dominant, c'est l'impératif de la consommation responsable, expliquent Baumann et coll. (2015), qui a tendance à dicter les comportements pro-environnementaux. Comme le soulignent Kennedy et Givens (2019), l'éco-habitus (un concept développé par Debbie Kasper (2009) qui s'est appuyée sur les écrits de Bourdieu (1980)) est plutôt rattaché aux classes aisées dont le capital culturel est élevé, alors que les individus qui appartiennent aux classes populaires se sentent impuissants à cet égard, car ils n'ont pas la capacité financière qu'ont les plus aisés et qui leur permet de faire des choix écoresponsables. Dans la même optique, Carfagna et coll. (2014) ont aussi constaté que les citoyens qui sont des consommateurs « éthiques » ont un capital culturel élevé. Ils ont utilisé l'expression « *emerging high cultural capital eco-habitus* » pour qualifier ces pratiques collectives de consommation responsable qui permettent de garder ou d'afficher une certaine distinction au sens de Bourdieu (1979). Pour sa part, Alison Ford (2019) a étudié les pratiques du « citoyen auto-suffisant » qui se méfie des institutions et qui tente alors de se procurer lui-même l'eau, la nourriture, l'énergie, etc., le désir d'autosuffisance étant, dit-elle, une constante de l'histoire culturelle américaine. Elle écrit :

[...] the adoption of practices coded "self-sufficient" has always been environmental practices, in that individuals seek to re-imagine and re-arrange their access to ecological goods and services by opting out of the status quo of urbanized, industrialized, capitalist societies, instead adopting practices that put them in direct contact with the land, water, plants, and animals that they depend on to survive. (p. 628)

8.2 Réflexivité et confiance

La réflexivité est un concept développé en premier par George H. Mead (2006) dans *L'esprit, le soi et la société*. Pour celui-ci, le soi « n'est pas donné à la naissance, mais il émerge dans le processus de l'expérience sociale et de l'activité sociale » (p. 207). Il ajoute que le « soi a la caractéristique d'être un objet pour lui-même » et que cette caractéristique « s'exprime dans la réflexivité du mot « soi », qui indique sa qualité à la fois de sujet et d'objet » (p. 208). Le soi est donc complètement lié au social, car « l'esprit n'existe et ne se développe qu'en vertu du processus social » (p. 279), et la réflexivité est cette capacité de l'être humain de se

considérer lui-même dans le social. L'intelligence humaine est réflexive, ajoute-t-il, car l'être humain détermine sa conduite en se représentant le futur (p. 194).

Pour Laurent de Sutter (2021), le lien entre le soi et la société est encore plus intense que dans la vision de Mead, il est en fait absolu. Le « soi », explique-t-il, a été inventé au XVII^{ème} siècle « comme personne indissociable de l'ordre matériel le réglant » (p. 86). Il réinterprète la pensée de Locke en affirmant que le soi n'implique pas la liberté, mais la sujétion « à sa propre identité » (p. 108). Il ajoute même « qu'exister en soi consiste avant tout à exister pour les autorités » (p. 115).

Ce n'était donc pas un hasard si les Grecs ne disposaient pas d'un concept véritable pour dire le « soi » : le travail de la réflexivité chez eux devait être pensé dans le cadre de quelque chose d'autre qui primait par avance sur tout individu – à savoir la cité, conçue comme ordre des places réglé par la loi, en tant que principe de distribution desdites places. (p. 37)

Après Mead, le concept de réflexivité a été par la suite utilisé par plusieurs auteurs qui en ont chacun une certaine vision ou définition. Anthony Giddens (1990) s'exprime comme suit à ce sujet : « *The reflexivity of modern social life consists in the fact that social practices are constantly examined and reformed in light of incoming information about these very practices, thus constitutively altering their character.* » (p. 38)

Ulrich Beck (2009) aussi l'utilise dans ses travaux sur la société du risque et l'importance du « non-savoir », mais sa vision est un peu moins nette.

In the second, represented by my thesis [...], reflexive modernization is primarily the result of side effects of modernization. [...] In the first case⁶, one could speak of reflection (narrowly construed), in the second, of the reflexivity (in the wider sense) of modernization – in the wider sense because reflexivity, in addition to reflection (knowledge), also involves the idea of a 'reflex' in the sense of the (preventive) effect of not knowing. (p. 119)

⁶ Beck réfère à la vision de Giddens

Pour Margaret Archer (2007), qui s'appuie directement sur les travaux de Mead, la réflexivité est tout simplement (et c'est la définition générale que nous retiendrons): « *the regular exercise of the mental ability, shared by all normal people, to consider themselves in relation to their (social) contexts and vice-versa* » (p. 4).

Pour Archer (2012), la seconde modernité, ou modernité tardive (« *late modernity* »), est caractérisée par la rapidité des changements sociaux, ce qui impose aux agents la pratique de la réflexivité. Comme l'explique Cook (2018), qui a utilisé les concepts d'Archer dans ses travaux sur les jeunes et la façon dont ils entendent leur futur (p. 36) : « *She similarly contends that this era has corresponded with the development of a 'reflexive imperative' which refers to the growing need to exercise reflexivity in contexts in which existing social guidelines no longer prove effective in orienting one's choices and practices.* »

Archer en distingue quatre formes : la réflexivité communicative, la réflexivité autonome, la méta-réflexivité et la réflexivité fracturée.

La réflexivité dite communicative est en fait celle qui caractérise la période prémoderne. Il y a encore quelques groupes (souvent religieux) et des familles qui vivent en suivant des règles immuables et qui sont donc guidés dans leurs actions par ceux qui les ont précédés. Leur vie est en quelque sorte déterminée par les valeurs familiales et communautaires, et ils peuvent à tout moment référer à quelqu'un pour être guidés dans leurs décisions.

La réflexivité dite autonome est plutôt celle de la première modernité. Elle est basée, en l'absence de lignes directrices claires venant de la communauté et de la société, sur une forme de décision rationnelle et indépendante. Les agents décident de ce qui est le mieux pour eux, en fonction de leur perception des avantages et des inconvénients, des circonstances dans lesquelles ils auront à agir. Selon Archer, il y a encore de nombreux jeunes qui ont cette manière de penser et d'agir et qui, par exemple, vont faire leur choix de carrière de cette façon, car ils se définissent plus par leur emploi que par leurs liens sociaux (Cook, 2015).

La méta-réflexivité, qui est véritablement celle de la seconde modernité (« *late modernity* »), et donc d'une période de changements sociaux intenses et rapides (Rosa, 2013), implique un examen critique de soi-même et de la société, généralement en lien avec les valeurs. Sur la base de questionnaires remplis par des étudiants en première année d'université et de nouveau trois ans plus tard, Archer a compris que les jeunes sont souvent insatisfaits de ce que la société leur offre et qu'ils décident de leurs choix de vie par des « conversations internes » sur la base de leurs « préoccupations ultimes ».

Certains individus sont toutefois incapables de faire les choix que leur impose la modernité tardive. La méta-réflexivité cède alors la place, selon Archer, à la réflexivité fragmentée. Ces individus vivent dans le présent et évitent de planifier leur avenir.

Ce concept de réflexivité nous semble pertinent comme instrument d'analyse des propos de nos répondants sur la société idéale qu'ils souhaitent. On peut ainsi faire l'hypothèse que ceux et celles qui sont des « méta-réflexifs », et qui déterminent leurs choix de vie, comme nous venons de le mentionner, par des « conversations internes » sur la base de leurs « préoccupations ultimes », par un examen critique d'eux-mêmes et de la société, généralement en lien avec les valeurs, emploient des processus mentaux et des bases similaires pour penser la société du futur. On peut également faire une hypothèse du même type pour les autres modes, la réflexivité fragmentée correspondant à ceux et celles qui ont une certaine difficulté à définir l'avenir souhaité dans la période de changements sociaux accélérés que nous vivons, et la réflexivité autonome à ceux et celles qui ont au contraire une vision très déterminée.

Concernant cette utilisation du concept de réflexivité dans le cadre de nos travaux, nous devons aborder également la question de la confiance qui est un des principaux paramètres que nos résultats ont mis en évidence. La réflexivité, explique Jansson (2012) sur la base de la pensée de Giddens (1991), est en effet reliée à la confiance. Quel que soit le secteur d'activité, l'acteur individuel doit avoir confiance que les autres vont agir selon les normes sociales et les conventions du secteur concerné pour développer des habitudes et des routines. Mais s'il y a incertitude, il doit orienter sa conduite de manière réflexive. Or, nous vivons

dans un monde où il y a de plus en plus de situations nouvelles et d'incertitudes, et le besoin de sécurité ontologique amène donc les acteurs à un mode de pensée réflexif, car les habitudes et les routines basées sur la confiance ne sont pas encore établies. Cela dit, souligne Jansson (2012), cet exercice de la réflexivité a ses limites et la nécessité de la confiance sociale demeure très importante. Comme le dit Luhmann (cité par Thuderoz, 2007), la confiance est « un mécanisme de réduction de la complexité sociale » (p. 3). En outre, la confiance systémique, la confiance dans les systèmes abstraits (Giddens, 1990, 1991) demeure aussi toujours une nécessité. Comme l'explique Luhmann (cité par Thuderoz, 2007), la confiance dans les institutions « remplace l'information manquante par une assurance intérieure garantie » (p. 3). Par ailleurs, la vision des économistes, il faut le souligner, est bien différente de celle des sociologues, car ils considèrent que les individus sont rationnels et cherchent avant tout leur intérêt, ce qui exclut la confiance, à moins qu'elle ne résulte d'un calcul (Antit, 2021) ou d'une convention.

Pour Luhmann (2006), la disposition à la confiance n'est pas reliée au degré de certitude mais plutôt à l'acceptation de l'incertitude. « Le problème de la disposition à la confiance ne réside donc pas dans un accroissement de la certitude accompagné d'une diminution correspondante de l'incertitude ; il consiste au contraire dans un accroissement de l'incertitude supportable aux dépens de la certitude. » (p. 93)

Selon Uslaner (2004), la confiance (« *social trust* » ou « *public trust* »), donc la confiance dans les étrangers) est une valeur morale acquise dans l'enfance.

Trust in other people is trust in strangers, people who are different from yourself. Trust is essential for a civil and a cooperative society, [...] trust reflects an optimistic world view and a belief that others share your fundamental values. You learn trust from your parents, mostly when you are young. (p. 226)

Les travaux d'Inglehart et Baker (2000) montrent que cette valeur est plus répandue dans les sociétés riches, car la lutte pour la survie y est moins intense. Elle l'est également dans les sociétés moins hiérarchisées. « *As Putnam (1993) argues, horizontal, locally controlled organizations are conducive to interpersonal trust, whereas rule by large, hierarchical, centralized bureaucracies seems to corrode interpersonal trust* » (p. 35).

Plusieurs enquêtes utilisent la question du portefeuille perdu (« *wallet question* ») pour mesurer le degré de confiance dans une société. Croyez-vous que votre voisin, qu'un officier de police, qu'un étranger, vous retournerait votre portefeuille s'il le trouvait ? Dans le World Happiness Report (Helliwell et coll., 2021), on explique à ce sujet qu'une étude de terrain récente dans 40 pays a démontré que seulement 25% des individus croyaient qu'un étranger retournerait leur portefeuille, alors qu'en réalité le taux de retour a été de 50%, ce qui montre bien le pessimisme ambiant.

La confiance est nécessaire dans le cas des changements de comportements requis par le réchauffement climatique, parce que chaque individu qui agit de façon responsable à cet égard doit être confiant que les autres aussi poseront les bons gestes (Smith et Mayer, 2018). La lutte aux changements climatiques est un dilemme social, une situation où les intérêts des individus sont opposés aux intérêts de la collectivité (on parle en anglais de « *free-rider effect* »), qu'on ne peut résoudre que par la confiance qui engendre la coopération (De Cremer et Stouten, 2003).

La confiance est donc favorable à la solidarité, et aussi au bonheur (Helliwell et coll., 2021), alors que l'individualisme engendre au contraire la méfiance. Comme nous l'avons expliqué dans un chapitre précédent, la confiance chez les jeunes, tant envers les étrangers qu'envers les institutions est actuellement faible, et Roudet (2012) relie justement cela à l'individualisme.

Dans son livre intitulé *Imagined Futures : Hope, Risk and Uncertainty*, et dans quelques autres publications (Cook, 2016a, 2016b), Julia Cook (2018) explique, sur la base des concepts développés par Archer et d'une série d'entretiens semi-structurés, comment les jeunes en Australie s'approprient le futur. Selon Cook, le futur à long terme est généralement vu négativement, comme « *synonymous with a process of social decline* » (p. 76), alors que le futur plus personnel et à plus court terme est vu positivement par plusieurs. Il y a donc chez ces jeunes une sorte de séparation conceptuelle entre leur futur personnel et celui de la société. Il y a malgré tout chez certains une forme d'espoir, entre autres soutenue par les progrès de la technologie. Par ailleurs, considérant les problèmes à long terme et le déclin

social qu'ils imaginent, et pour éviter de trop se sentir personnellement responsables, certains jeunes font des choix de vie et de carrière (par exemple l'enseignement) qui leur permettent d'assumer à leur manière et tout au moins en partie cette responsabilité, alors que d'autres rejettent tout simplement la responsabilité sur les institutions en place.

Leahy et coll. (2010) expliquent aussi que les jeunes en Australie ont une vision négative du futur, qu'ils croient que la société est au bord de l'effondrement, parce que le système capitaliste est une machine sociale, basée sur un imaginaire collectif dont nous sommes prisonniers, qui nous y conduit inévitablement.

Considérant que plusieurs jeunes interviewés par Cook (2018) placent leurs espoirs dans les progrès de la technologie pour régler les problèmes environnementaux, il faut souligner ici que, comme Brown et coll. (2000) l'expliquent bien dans leur livre *Contested Futures*, ce sont des phénomènes sociaux, et non les besoins, qui déterminent les innovations. Le triangle socioconstructiviste « *power – knowledge – discourse* » voit ici une application directe. Il y a un jeu de pouvoir relié au savoir et aux discours dominants qui oriente les développements scientifiques.

It is that the future of science and technology is actively created in the present through contested claims and counterclaims over its potential. Like all discourses, the 'future' is constituted through an unstable field of language, practice and materiality in which various disciplines, capacities and actors compete for the right to represent near and far term developments. (p. 5)

Une certaine forme de volonté collective et de contrôle est donc nécessaire pour que l'espoir dans les progrès de la technologie pour régler les problèmes environnementaux puisse se matérialiser.

Même si les concepts développés par Archer et utilisés par Cook nous semblent très intéressants et pertinents pour comprendre les propos de nos répondants, nous tenons à souligner qu'ils ont fait l'objet de nombreuses critiques, entre autres de Farrugia et Woodman (2015). Ces deux auteurs considèrent qu'Archer a élaboré sa théorie en opposition au concept d'*habitus* de Bourdieu (1980) qu'elle voit à tort comme inadapté à la modernité tardive.

« Archer's first critique of Bourdieu [...] is that the concept of the habitus is, first, deterministic and, second, unable to account for the way in which people live life according to their 'ultimate concerns' » (p. 630). Ils expliquent que Bourdieu a justement critiqué les approches déterministes et qu'il ne faut pas négliger la nature dite « génératrice » de l'habitus et la créativité des pratiques sociales. « Bourdieu suggested that [...] social practices are nevertheless creative responses to structural exigencies, generated by the habitus in an active interaction between embodied dispositions and present social conditions » (p. 632).

Bourdieu (1972), cité par Delas et Milly (2009), s'exprime ainsi à ce sujet :

[...] des habitus, systèmes de *dispositions* durables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principe de génération et de structuration de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement « réglées » et « régulières », sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles [...]. (p. 330)

Pour Delas et Milly (2009), il est clair que Bourdieu ne voit pas l'habitus comme un concept déterministe.

[L'habitus est un] système de dispositions durables acquis par l'individu au cours du processus de socialisation. Il s'agit donc à la fois du *produit de conditions sociales passées* et du *principe générateur des pratiques et des représentations* que l'individu va mobiliser dans ses stratégies. Bourdieu y voit un moyen de *dépasser l'opposition entre les effets de la structure sociale et la liberté des agents*. (p. 330)

8.3 Profils-types et mécanismes sociaux

Nous allons maintenant examiner chacun des six profils types de nos répondants, et tenter de répondre à la question posée au début de cette section, c'est-à-dire tenter de déterminer quels sont les mécanismes sociaux qui les ont influencés. Nous allons, dans chaque cas, revoir les valeurs et certaines représentations (en particulier, bien sûr, celles du réchauffement climatique et de ses effets, et aussi celles de la technologie), qui les ont guidés dans leurs choix; et nous allons surtout tenter de comprendre l'impact de tous les aspects du contexte culturel que nous avons décrits, incluant la question de l'habitus et des dispositions acquises,

en vue de déterminer la forme de réflexivité qui ressort de leurs propos. Nous allons montrer que les quatre formes de réflexivité proposées par Archer (2012) (réflexivité communicative, autonome, fragmentée et méta-réflexivité) ne permettent pas à elles seules de bien comprendre les différences entre les six profils types et qu'il faut y ajouter un paramètre essentiel, soit la présence ou l'absence de confiance.

Rappelons qu'à une exception près, tous les participants à notre étude souhaitent une société écoresponsable. De même, à une exception près, tous veulent des changements économiques, certains de façon très radicale, et, à tout le moins, la majorité d'entre eux souhaitent une réduction de la consommation. En outre, un certain nombre veulent une forte réduction des inégalités sociales. Par ailleurs, plusieurs n'ont pas confiance que les individus auront les comportements responsables requis dans cette société idéale souhaitée. Quelques-uns seulement croient que les progrès technologiques pourront régler les problèmes environnementaux.

8.3.1 Type I – socio-radicaux-confiants

Nous avons décrit au chapitre précédent la vision de la société future (idéale) des participants qui font partie de ce groupe et nous avons constaté qu'elle cadre avec leurs valeurs, particulièrement la nature et l'environnement, la liberté, le travail, la justice et le bien-être, auquel on peut rattacher la vie personnelle (Vultur et Gallant, 2019), et aussi avec leurs représentations. Il faut également rappeler l'importance de la confiance qui est un des paramètres majeurs que nous avons identifiés.

Les principaux aspects du modèle culturel de Bajoit (2021) correspondent assez bien à la vision des répondants de Type I. D'abord, selon ce modèle, le principe de sens de la seconde modernité est la qualité de la vie, et leurs valeurs ainsi que leurs souhaits pour la société idéale sont clairement associés à cette orientation. Ensuite, ils veulent plus de participation citoyenne, et c'est le local et le global (et non la nation) qui dominent leur pensée, deux autres éléments du modèle qui correspondent à leur vision. Enfin, aucun d'entre eux n'a abordé spécifiquement la question des droits (le quatrième élément du modèle). Toutefois ils recherchent une société plus égalitaire, ce qui les rattache plutôt sous cet aspect au modèle

culturel de la première modernité. Par ailleurs, ils ne semblent pas très imprégnés de l'imaginaire collectif centré sur l'économie capitaliste et ses conséquences. Au contraire, ils souhaitent plutôt un changement radical du système économique, et, en outre, leur société idéale semble être en réaction au phénomène de l'accélération sociale qui découle en bonne partie de la compétition inhérente au système capitaliste. Ils se rapprochent cependant de la conception de Beck (2009) sur l'importance du droit à l'information et à la prise de décision des citoyens dans le cadre de la société du risque. Enfin, comme en fait à peu près tous les participants à notre étude, ils semblent s'accommoder assez bien de l'obligation de construire leur propre vie.

Que pouvons-nous alors conclure de l'impact du contexte culturel sur les propos des participants de Type I ? En premier lieu, nous ne pouvons que constater le rejet d'une vie basée sur la compétition, la consommation, le système capitaliste, et le rythme accéléré qu'il génère, rejet qui s'explique principalement par leurs valeurs d'égalité, de bien-être, et surtout de respect de la nature et de l'environnement. Ces répondants semblent donc avoir acquis durant leur socialisation des dispositions qui les orientent en partie à l'opposé de la société dans laquelle ils vivent (société qui, selon Bajoit, ne s'est pas encore complètement tournée vers le nouveau modèle culturel subjectiviste), le respect de la nature et de l'environnement et la qualité de la vie comme principe de sens étant peu compatibles avec le néo-libéralisme et l'accélération sociale. En second lieu, comme nous l'avons souligné plus haut, ils sont encore rattachés à certains éléments de la première modernité, soit le désir d'égalité et, peut-être aussi en partie puisqu'ils n'évoquent pas la notion des droits, celle du devoir. On peut donc en conclure globalement que ce n'est pas tant le contexte culturel actuel qui se reflète dans leurs propos, que les valeurs qu'ils ont acquises au cours de leur socialisation, en bonne partie sous l'influence du modèle culturel subjectiviste. On peut également ajouter que le concept d'éco-habitus, ou d'écologie du geste, ne peut pas vraiment s'appliquer à nos répondants qui sont tous des étudiantes et des étudiants, qui ont des origines sociales variées, et qui souhaitent une réduction générale de la consommation.

On peut en outre conclure de ce qui précède que les répondants de Type I peuvent être classés dans la catégorie des « méta-réflexifs », car ce sont leurs valeurs, leurs « préoccupations

ultimes », et leur examen critique de la société actuelle qui sont à la base des caractéristiques de la société qu'ils veulent. Il est cependant beaucoup plus difficile de comprendre si leurs propos sont basés également sur un examen critique d'eux-mêmes. En outre, nous avons peu d'informations nous permettant de juger si leur perception de leur propre futur correspond ou non au futur souhaité pour la société dans son ensemble. On peut enfin noter, d'une part, que le concept de méta-réflexivité n'exclut pas l'influence de certaines dispositions acquises sous forme de valeurs, et, d'autre part, que la confiance envers les autres ne réduit pas l'exercice de la réflexivité mais plutôt qu'elle le facilite en établissant une base pour prévoir et comprendre leurs comportements.

8.3.2 Type II – socio-radicaux-non-confiants

La vision de la société idéale des participants qui font partie de ce groupe est semblable à celle de ceux de Type I, toutefois à un élément (très important) près, la non-confiance. Les principaux aspects du modèle culturel de Bajoit correspondent donc assez bien, autant à la vision des répondants de Type II que de Type I. Nous devons cependant constater que leur rejet de la société consumériste, capitaliste et individualiste basée sur la compétition est accompagné d'un manque de confiance que l'éducation peut amener les citoyens de demain à avoir les comportements requis et à coopérer dans la lutte aux changements climatiques. L'origine de cette non-confiance est à rechercher selon Uslaner (2004) dans leur propre éducation dans cette société individualiste et dans une moins grande importance attachée à la liberté. Pour ces participants, si l'on se réfère aux propos de Luhmann (2006), nous pouvons présumer que leur degré d'incertitude acceptable est faible car les dangers sont très grands.

Que pouvons-nous alors conclure de l'impact du contexte culturel sur les propos des participants de Type II ? Nous ne pouvons que constater une deuxième fois le rejet d'une vie basée sur la compétition, la consommation, le système capitaliste, et le rythme accéléré qu'il génère, rejet qui s'explique principalement par leurs valeurs d'égalité, de bien-être, et surtout de respect de la nature et de l'environnement et non par le contexte culturel actuel.

On peut en outre conclure de ce qui précède que les répondants de Type II peuvent aussi être classés dans la catégorie des « méta-réflexifs », car ce sont leurs valeurs, leurs « préoccupations ultimes », et leur examen critique de la société actuelle qui sont à la base des caractéristiques de la société qu'ils veulent. Cependant, comme nous venons de le rappeler, ils se distinguent des répondants de Type I par un manque de confiance, à la fois envers l'être humain et envers l'éducation. S'ils sont aussi des « méta-réflexifs », force est de constater que leur manière de concevoir la société écoresponsable du futur est bien différente, car ce manque de confiance les amène à souhaiter un certain contrôle social dont les répondants de Type I ne voient pas la nécessité. Nous proposons donc de les classer dans une sous-catégorie, les « méta-réflexifs non-confiants ».

8.3.3 Type III – radicaux-non-confiants

Les étudiantes et les étudiants qui font partie de ce groupe ont une vision de la société future qui correspond plutôt bien, sauf peut-être en ce qui a trait à la notion des droits qu'ils n'ont pas abordée dans les entrevues, aux différents aspects du modèle culturel de Bajoit : la qualité de la vie comme principe de sens, une participation citoyenne accrue, le local et le global plutôt que la nation, et l'égalité des chances. Contrairement aux répondants de Type I et II, ils ne se rattachent pas sous ce dernier aspect au modèle culturel de la première modernité. En outre, leur société idéale semble être un peu moins en réaction au phénomène de l'accélération sociale et de la compétition dans tous les domaines, et ils se rapprochent moins de la conception de Beck sur l'importance du droit à l'information et à la prise de décision des citoyens. Toutefois, comme eux, mais pour des raisons strictement environnementales, ils souhaitent un changement radical du système économique. Comme dans le cas des répondants de Type II, leur rejet de la société consumériste et capitaliste est accompagné d'un manque de confiance qui est à rechercher, comme nous l'avons souligné plus haut, dans leur propre éducation dans cette société individualiste, et dans une moins grande importance attachée à la liberté.

Que pouvons-nous alors conclure de l'impact du contexte culturel sur les propos des participants de Type III ? Nous ne pouvons que constater une troisième fois le rejet d'une vie basée sur la consommation et le système capitaliste, rejet qui s'explique principalement par

leur représentation des dangers du réchauffement climatique et par leur valeur de respect de la nature et de l'environnement (qu'ils ont acquise, rappelons-le, dans le contexte culturel de la seconde modernité qui a imprégné leur socialisation, les jeunes étant en naissant, selon Bajoit (2021), « tombés dans la marmite du modèle culturel subjectiviste ») (p. 105), mais moins, semble-t-il, par opposition à la société individualiste et compétitive actuelle.

On peut en outre conclure de ce qui précède que les répondants de Type III, comme ceux de Type II, peuvent aussi être classés dans la sous-catégorie des « méta-réflexifs non-confiants ». Ce sont bien leurs « préoccupations ultimes » et leur examen critique de la société actuelle qui sont à la base des caractéristiques de la société qu'ils veulent, et ils manquent de confiance envers les autres individus et envers l'éducation.

8.3.4 Type IV – modérés-confiants

Les étudiantes et les étudiants qui font partie de ce groupe, comme ceux et celles qui appartiennent au Type III, ont une vision de la société future qui correspond plutôt bien, encore une fois sauf en ce qui a trait à la notion des droits, aux différents aspects du modèle culturel de Bajoit : la qualité de la vie comme principe de sens, une participation citoyenne accrue, le local et le global plutôt que la nation, et l'égalité des chances. Toutefois, même s'ils partagent les mêmes préoccupations environnementales, ils ne rejettent pas comme ceux de Type I, de Type II et de Type III la société capitaliste et ne souhaitent pas un changement radical du système économique, mais plutôt des améliorations par une prise en compte des questions écologiques dans les décisions économiques. En outre, leur société idéale ne semble pas vraiment être en réaction au phénomène de l'accélération sociale et de la compétition dans tous les domaines, ils se rapprochent peu de la conception de Beck sur l'importance du droit à l'information et à la prise de décision des citoyens et la liberté est une valeur très importante pour eux. Comme ceux de Type I, ils ont confiance envers les autres et aussi dans l'éducation.

Que pouvons-nous alors conclure de l'impact du contexte culturel sur les propos des participants de Type IV ? Nous ne pouvons que constater leur souhait d'une vie moins tournée vers la consommation, souhait qui s'explique par leur représentation des dangers du

réchauffement climatique et par leur valeur de respect de la nature et de l'environnement, mais non pas, semble-t-il, par une opposition forte à la société individualiste et compétitive actuelle. Ils semblent donc un peu plus en phase avec le contexte culturel actuel que les répondants de Type III.

On peut en outre conclure de ce qui précède que les répondants de Type IV ne sont pas de véritables « méta-réflexifs », en particulier parce qu'ils sont beaucoup moins critiques de la société actuelle. Leur réflexivité est beaucoup plus de type autonome, basée sur une vision rationnelle, sur leur perception des conditions dans lesquelles ils auront à agir et qui ne seront pas si différentes des conditions actuelles. Ce sont donc plutôt des « autonomes ».

8.3.5 Type V – modérés-non-confiants

Les étudiantes et les étudiants qui font partie de ce groupe, comme ceux et celles qui appartiennent au Type III et IV, ont une vision de la société future qui correspond plutôt bien à la plupart des aspects du modèle culturel de Bajoit : la qualité de la vie comme principe de sens, une participation citoyenne accrue, le local et le global plutôt que la nation, et l'égalité des chances. Ils partagent les mêmes préoccupations environnementales et ils souhaitent une réduction de la consommation, mais ils ne rejettent pas la société capitaliste comme ceux de Type I, de Type II et de Type III et ils ne souhaitent pas un changement radical du système économique, mais plutôt, comme ceux de Type IV, des améliorations par une prise en compte des questions écologiques dans les décisions économiques. En outre, encore une fois comme les répondants de Type IV, leur société idéale ne semble pas être directement en réaction au phénomène de l'accélération sociale et de la compétition dans tous les domaines, et ils se rapprochent peu de la conception de Beck sur l'importance du droit à l'information et à la prise de décision des citoyens. Comme ceux et celles de Type II et III, ils n'ont pas confiance que l'éducation peut amener les citoyens de demain à avoir les comportements requis et à coopérer dans la lutte aux changements climatiques, ce qui, selon Uslaner, comme nous l'avons déjà mentionné, provient de leur propre éducation dans cette société individualiste, et qui tient aussi à une moins grande importance attachée à la liberté.

Que pouvons-nous alors conclure de l'impact du contexte culturel sur les propos des participants de Type V ? Nous constatons une fois de plus le rejet d'une vie basée principalement sur la consommation, rejet qui s'explique par leur représentation des dangers du réchauffement climatique et par leur valeur de respect de la nature et de l'environnement), mais non pas par une opposition forte à la société individualiste et compétitive actuelle. Ils semblent donc, comme ceux de Type IV, un peu plus en phase avec le contexte culturel actuel que les répondants de Type III.

On peut en outre conclure de ce qui précède que les répondants de Type V, comme ceux de Type IV, ne sont pas de véritables « méta-réflexifs », en particulier parce qu'ils ne rejettent pas spontanément et totalement la société dans laquelle ils ont été socialisés. Leur réflexivité est beaucoup plus de type autonome, basée sur une vision rationnelle, sur leur perception des conditions dans lesquelles ils auront à agir et qui ne seront pas si différentes des conditions actuelles. Toutefois, ils se distinguent des répondants de Type IV par un manque de confiance, à la fois envers l'être humain et envers l'éducation. Leur manière de concevoir la société du futur et le degré de contrôle social requis est donc bien différente et nous proposons de les classer dans une sous-catégorie, les « autonomes non-confiants ».

8.3.6 Type VI – techno-modérés

Les étudiantes et les étudiants qui font partie de ce groupe ont une vision de la société future qui ne correspond qu'en partie au modèle culturel de Bajoit. La qualité de la vie comme principe de sens semble un peu moins évidente dans leurs propos que dans ceux des autres groupes, et la participation citoyenne accrue non-nécessaire. Pour deux autres aspects, le local et le global plutôt que la nation et l'égalité des chances, la correspondance est bonne. Ils ne souhaitent pas une réduction de la consommation, d'abord parce qu'ils ont confiance que les développements technologiques permettront de régler en grande partie les problèmes environnementaux, mais aussi parce qu'ils sont un peu sceptiques à ce sujet. Ils ne semblent pas préoccupés par l'accélération sociale et la compétition dans tous les domaines, et ils sont éloignés de la conception de Beck sur l'importance du droit à l'information et à la prise de décision des citoyens. Ils ont confiance dans l'éducation, et la liberté est une valeur très importante pour eux.

Que pouvons-nous alors conclure de l'impact du contexte culturel sur les propos des participants de Type VI ? Ces répondants semblent s'accommoder mieux que les autres de la société actuelle individualiste et compétitive et du phénomène de l'accélération sociale, car ils souhaitent peu de changements, si ce n'est dans le domaine technologique. Le respect de la nature et de l'environnement est une valeur qu'ils ont acquise dans le contexte culturel subjectiviste qui a imprégné leur socialisation, mais qui a un impact limité sur leurs choix qui semblent plutôt procéder d'une acceptation des conditions actuelles qu'ils considèrent correctes, bien que pouvant être améliorées.

On peut en outre conclure de ce qui précède que les répondants de Type VI ne peuvent pas non plus être classés dans la catégorie des « méta-réflexifs », mais que leur réflexivité est plutôt de type autonome, basée sur une vision rationnelle et instrumentale de l'action sociale. Ils sont aussi des « autonomes ».

8.4 Résumé et conclusion

Pour les trois types de répondants qui souhaitent des changements radicaux, on peut conclure que ce sont principalement leurs valeurs, et particulièrement leur respect de la nature et de l'environnement, qui sous-tendent leur vision de la société idéale, et que le contexte culturel actuel a peu d'influence sur leurs choix de société. Toutefois, pour ceux et celles qui ne souhaitent que des changements modérés, le contexte culturel actuel semble avoir plus d'influence, même si leurs valeurs, et surtout leur respect de l'environnement, sont malgré tout déterminantes. Pour ceux que nous avons qualifiés de techno-modérés, le contexte culturel actuel semble avoir encore plus d'influence, même si leurs valeurs, particulièrement leur vision du bien-être et de la nature, ont aussi de l'importance. Ces répondants techno-modérés, à la différence des autres, se rattachent donc encore en bonne partie à la première modernité qui, selon Bajoit, a comme principe de sens le progrès.

Il faut rappeler, dans ce contexte, que les résultats des nouvelles entrevues ont indiqué que la crise de la Covid-19 avait eu peu d'influence sur les propos de nos répondants, ce qui a bien mis en évidence la stabilité de leurs valeurs, donc de leurs dispositions acquises comme

Vaisey et Lizardo (2016) l'ont souligné. Cette stabilité montre que les crises comme celle de la Covid-19 ne provoquent peut-être pas, mais cela reste à vérifier sur une longue durée, des changements sociaux aussi importants que ce que plusieurs penseurs ont cru détecter au cours de la crise actuelle (voir le chapitre 7). Par ailleurs, de façon un peu paradoxale, la stabilité des valeurs est en quelque sorte l'élément-clé de la volonté de changement social à long terme qu'expriment la plupart de nos répondants. C'est en s'appuyant sur des valeurs acquises au cours de leur socialisation qu'ils déterminent leurs souhaits pour la société idéale écoresponsable du futur. Le changement social est ainsi lié à l'éducation, et cela est conforme à leurs propos sur les conditions requises pour atteindre la société souhaitée.

Les « radicaux » s'appuient sur un processus de réflexivité qualifié par Archer de « méta-réflexivité » alors que les « modérés » utilisent plutôt un processus qualifié d'autonome, où l'organisation sociale est moins remise en cause. La réflexivité est facilitée lorsque les répondants ont confiance aux autres individus et à l'éducation qui peut les amener à avoir les comportements souhaités, mais elle est clairement plus difficile en l'absence de confiance. Ceux et celles qui n'ont pas confiance doivent envisager un grand degré de contrôle social dans la société idéale. Cet aspect de la confiance nous semble un ajout important à la vision de la réflexivité d'Archer.

Même si nous vivons dans une société riche et que cela, comme le soulignent Inglehart et Baker (2000), entraîne généralement un plus haut niveau de confiance entre les individus, il n'en reste pas moins que l'individualisme a un effet contraire et qu'il n'est donc pas surprenant qu'une partie de nos répondants soient des « non-confiants ». Comme nous l'avons déjà mentionné, nous pouvons présumer que leur degré d'incertitude acceptable (au sens de Luhmann (2006)) est faible car les dangers sont très grands.

CONCLUSION

Nous avons souhaité par nos travaux comprendre quels changements sociaux et quelles contraintes sociales les jeunes sont prêts à accepter afin de faire face au grand défi du réchauffement climatique. Nous avons aussi voulu déterminer les conditions dans lesquelles ces changements devront être faits pour qu'ils les acceptent. Rappelons également que nous avons émis trois hypothèses au début de notre recherche : (1) que les jeunes ont globalement une assez bonne compréhension des causes et de l'impact des changements climatiques, mais qu'ils n'ont pas nécessairement une vision très précise des bouleversements sociaux qui risquent de survenir, (2) que de nombreux jeunes veulent vivre dans une société dont la priorité est le bien-être des citoyens plutôt que la richesse financière personnelle et qui permet le développement humain de tous et de toutes, et (3) que beaucoup d'entre eux sont prêts à des changements majeurs de leurs habitudes de vie (alimentation, consommation, habitation, transport) parce que ceux-ci sont nécessaires pour préserver leur bien-être à long terme, mais seulement à la condition que ces changements soient justes et qu'ils soient déterminés avec la participation des citoyens de toutes les catégories sociales.

D'entrée de jeu, nous devons constater et accepter que la pandémie de Covid-19 a bousculé notre calendrier d'entrevues et que nos résultats ont une portée un peu moindre que ce que nous avions prévu. Nous n'avons pas été en mesure d'interviewer des jeunes du secondaire professionnel, et nos conclusions ne s'appliquent donc qu'aux étudiants universitaires et à ceux qui poursuivent des études dans des programmes techniques au cégep. Cela dit, comme nous venons de le montrer, les propos de nos répondants, tous volontaires pour exprimer leur point de vue sur ce grand enjeu environnemental, sont très riches d'enseignements à ce sujet.

Le premier élément qu'il nous semble important de souligner en conclusion est le rejet assez généralisé de la société de consommation tel que nous la connaissons. Les étudiants et les étudiantes qui se préoccupent des questions environnementales et du réchauffement climatique, même ceux et celles qui croient qu'il est possible de régler les problèmes sans changer radicalement le système économique, voient donc la course actuelle à la consommation comme la principale cause des dégâts environnementaux. Il faut cependant

rappeler que, pour beaucoup d'entre eux, ce rejet de la société de consommation ne se reflète que bien partiellement dans leurs pratiques actuelles.

Le deuxième élément marquant est la question de la justice sociale. Pour beaucoup, et contrairement à ce que de nombreux penseurs affirment, le lien entre la protection de l'environnement et les inégalités sociales n'est pas évident. D'une part, tous ne voient pas la réduction des inégalités comme une composante principale de la société idéale, et, d'autre part, peu voient la réduction des inégalités comme une condition essentielle à la mise en place de cette société. À cet égard, les étudiants et les étudiantes qui se préoccupent des problèmes environnementaux ne semblent pas avoir une orientation très différente de celle de la population en général.

Le troisième élément que nous croyons très significatif est la question de la confiance et, par voie de conséquence, celle du contrôle social. Même si plusieurs répondants sont d'avis que les citoyens de la société idéale auront, grâce à l'éducation, les comportements appropriés, de nombreux autres n'ont pas confiance et estiment que la société devra exercer un certain contrôle, tout en souhaitant qu'elle n'ait pas trop à brimer la liberté des individus. Comment ne pas rappeler la *Lettre aux Québécois sur l'avenir de la planète* de René Dumont et Gilles Boileau en 1990 : *La contrainte ou la mort ?* « [...] La guerre pour la survie prolongée de l'humanité devrait être reconnue, déclarée : Une guerre non violente, certes, mais une situation aussi grave justifie toutes sortes de mesures que certains appellent des contraintes, des restrictions à leurs libertés [...] » (René Dumont, en quatrième de couverture).

Le quatrième élément qui mérite d'être souligné est l'influence très forte qu'exercent les valeurs. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent où nous avons examiné pour chacun des six profils type l'influence du contexte et des valeurs, ce sont les valeurs acquises au moment de leur socialisation qui sont à la base de la vision écologique de nos répondants et des caractéristiques de la société idéale qu'ils souhaitent, et l'influence du contexte actuel ne semble pas très significatif.

Le cinquième élément que nous voulons rappeler dans cette conclusion à nos travaux est l'intérêt de la sociologie du futur. La méthode d'enquête par entrevues semi-dirigées consiste normalement à mettre en évidence ce que vivent les personnes interviewées et non à leur demander de réfléchir au futur. Mais nos résultats montrent bien toutes les possibilités qu'offre cette façon de faire, et la pandémie qui nous a amenés des difficultés nous a aussi permis de faire la démonstration que les propos des répondants reflètent une pensée forte et constante, peu altérée par une crise sanitaire et sociale comme celle que nous vivons.

Le sixième élément qui nous apparaît très significatif est la question des progrès technologiques. Dans l'ensemble, malgré certaines réserves concernant les risques pour les humains, nos répondants sont plutôt d'avis que ces progrès sont intéressants, mais qu'ils ne représentent pas la solution ultime aux défis environnementaux. À une époque où plusieurs observateurs considèrent que les jeunes accordent trop d'importance à la technologie, ce constat donne à réfléchir.

Le septième élément de ce rappel de nos principaux résultats est de nature théorique. Il concerne le concept de réflexivité que Margaret Archer a utilisé dans ses travaux visant à expliquer comment les jeunes se projettent dans l'avenir. Elle distingue quatre formes de cette capacité qu'ont tous les êtres humains normaux de se considérer en relation avec leur environnement social (« *to consider themselves in relation to their (social) contexts and vice-versa* ») : la réflexivité communicative, la réflexivité autonome, la méta-réflexivité et la réflexivité fragmentée. Nous croyons que ces quatre types de réflexivité sont applicables aux différentes visions qu'ont nos répondants de la société idéale, mais qu'il faut y introduire un nouveau paramètre, la confiance ou la non-confiance. En effet, les caractéristiques de cette société idéale seront nécessairement différentes selon qu'on fait ou non l'hypothèse que les citoyens et les citoyennes seront éduqués et conscients des défis environnementaux et qu'ils auront alors les comportements appropriés.

Le huitième et dernier élément de ce rappel de nos principaux résultats est également de nature théorique. Plusieurs auteurs, comme nous l'avons rappelé au chapitre 7, mettent l'accent sur l'importance des crises pour expliquer le changement social. Or les résultats des

nouvelles entrevues à l'automne 2020 indiquent que la vision de la société idéale des étudiantes et des étudiants que nous avons interviewés a été relativement peu influencée par la crise de la Covid-19. Nous pouvons donc en conclure que les dispositions acquises durant leur socialisation sont très solides et que la crise ne les a pas affectées de façon très significative (ou ne les avait pas encore affectées au moment des entrevues), confirmant ainsi l'hypothèse de Bourdieu à ce sujet.

Le rappel de ces huit éléments principaux des résultats de nos travaux nous permet, malgré toutes les limites de la recherche qualitative dans le domaine social, de souligner son très grand intérêt et sa très grande force pour aider à comprendre les mécanismes sociaux, et, en même temps, à préparer l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

Abrahamse, Wokje, Steg, Linda, 2013, « Social influence approaches to encourage resource conservation : A meta-analysis », *Global Environmental Change*, vol. 23, p. 1773-1785

Abric, Jean-Claude, 2005, « La recherche du noyau central et de la zone muette des représentations sociales », *Méthodes d'étude des représentations sociales*, Paris, Éditions Érès, p. 59-80

Adger, W. Neil, «Place, well-being and fairness shape priorities for adaptation to climate change», *Global Environmental Change*, vol. 38, 2016, p. A1-A3

Aklin, Michaël, Urpelainen, Johannes, «Perceptions of scientific dissent undermine public support for environmental policy», *Environmental Science and Policy*, vol. 38, 2014, p. 173-177

Allport, Gordon W., 1954, *The nature of prejudice*, Reading, Addison-Wesley

Archer, Margaret S., 2007, *Making our Way through the World: Human Reflexivity and Social Mobility*, Cambridge, Cambridge University Press

Archer, Margaret S., 2012, *The Reflexive Imperative in the Late Modernity*, Cambridge, Cambridge University Press

Assogba, Yao, 2004, « État de la question sur l'étude des valeurs », *Les valeurs des jeunes*, Pronovost, Gilles, Royer, Chantal (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 11-29

Attias-Donfut, Claudine, 1995, « Le double circuit des transmissions », *Les solidarités entre générations, Vieillesse, familles, État*, Paris, Nathan, Essais et recherches, p. 41-81

Axelrod, Robert M., 1984, *The Evolution of Cooperation*, New-York, NY, Basic Books

Bajoit, Guy, 2021, « La mutation du modèle culturel des sociétés modernes », *Société et subjectivité - Transformations contemporaines*, Mercure, Daniel, Bourdages-Sylvain, Marie-Pierre (dir.), Québec, Presses de l'Université Laval, p. 97-110

Barbier, Rémi, Rémy, Élisabeth, 2012, « Les controverses environnementales publiques », *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, p. 187-201

Bartiaux, Françoise, 2012, « Approches sociologiques des pratiques environnementales : l'exemple de l'énergie dans la sphère domestique », *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, p. 163-175

Baumann, Shyon, Engman, Athena, Johnston, Josée, 2015, « Political consumption, conventional politics, and high cultural capital », *International Journal of Consumer Studies*, vol. 39, p. 413-421

Beck, Ulrich, 2009, *World at Risk*, Cambridge, Polity Press

Becker, Howard S., 2002, *Les ficelles du métier*, Paris, Éditions La Découverte

Bell, Wendell, 1997, *Foundations of Futures Studies : Human Science for a New Era*, vol. 2., New Brunswick, NJ, Transaction Publishers

Bouchard, Joëlle, 2019, *Hartmut Rosa : Aliénation et accélération (2010)*, Travail présenté dans le cadre du cours SOC-7127, Fondements du lien social, Université Laval

Boudon, Raymond, 2002, *Déclin de la morale ? déclin des valeurs ?*, Paris, Presses Universitaires de France

Bourdieu, Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz

Bourdieu, Pierre, 1979, *La distinction - Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit

Bourdieu, Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit

Bourdieu, Pierre, 1990, *The Logic of Practice*, Stanford, CA, Stanford University Press

Bozonnet, Jean-Paul, 2012a, « L'écologisme chez les jeunes : une résistible ascension ? », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 170-178

Bozonnet, Jean-Paul, 2012b, « La sensibilité écologique », *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 147-162

Brand, Karl-Werner, 2014, « La durabilité, défi social et politique », in *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 117-146

Braun, Virginia, Clarke, Victoria, 2006, «Using thematic analysis in psychology», *Qualitative Research in Psychology*, vol. 3, p. 77-101

Bréchon, Pierre (dir.), 2000, *Les valeurs des Français*, Paris, Armand Colin

Bréchon, Pierre, 2012, « L'univers de la religiosité : évolutions et influences sur les valeurs », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 65-85

Bréchon, Pierre, Galland, Olivier (dir.), 2010a, *L'individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin

Bréchon, Pierre, Galland, Olivier, 2010b, « Individualisation et individualisme », Bréchon, Pierre, Galland, Olivier (dir.), 2010a, *L'individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin, p. 13-30

Brown, Nik, Rappert, Brian, Webster, Andrew, 2000, *Contested Futures – A Sociology of Prospective Techno-Science*, Milton Park UK, Routledge

Brown, Wendy, 2015, *Undoing the Demos*, New-York, Zone Books

Bruch, Elizabeth, Feinberg, Fred, 2017, « Decision-Making Processes in Social Contexts », *The Annual Review of Sociology*, vol. 43, p. 207-227

Burr, Vivian, 1995, *An Introduction to Social Constructionism*, London, Routledge

Carfagna, Lindsay B, Dubois, Emilie A, Fitzmaurice, Connor, Ouimette, Monique Y, Schor, Juliet B, Willis, Margaret, Laidley, Thomas, 2014, « An emerging eco-habitus: The reconfiguration of high cultural capital practices among ethical consumers », *Journal of Consumer Culture*, vol. 14, no 2, p. 158-178

Carney, Mark, 2021, *Value(s) – Building a Better World for All*, Toronto, Signal (McClelland and Stewart)

Carson, Rachel, 1962, *Silent Spring*, Boston, MA, Houghton Mifflin

Castoriadis, Cornelius, 1975, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil

CCNUCC, 2015, *Accord de Paris*, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

Chanin, Eileen, 2006, « Interview with Frank Furedi », *AQ: Australian Quarterly*, vol. 78, no 2, p. 34-37

Clavel, Émilie, 2020, « Député, ministre, maire : des métiers qui n'inspirent pas confiance aux Québécois », *Huffington Post*, édition du 21 septembre

Cook, Julia, 2016a, « Young people's strategies for coping with parallel imaginings of the future », *Time & Society*, vol. 25, no 3, p. 700-717

Cook, Julia, 2016b, « Young adults' hopes for the long-term future: from re-enchantment with technology to faith in humanity », *Journal of Youth Studies*, vol. 19, no 4, p. 517-532

Cook, Julia, 2018, *Imagined Futures – Hope, Risk and Uncertainty*, London, Palgrave Macmillan

Corner, Adam, Markowitz, Ezra, Pidgeon, Nick, 2014, « Public engagement with climate change: the role of human values », *WIREs Climate Change*, vol. 5, p. 411-422

Corner, Adam, Randall, Alex, 2011, « Selling climate change? The limitations of social marketing as a strategy for climate change public engagement », *Global Environmental Change*, vol. 21, p. 1005-1014

Corry, Olaf, Jorgensen, Dan, «Beyond 'deniers' and 'believers' : Towards a map of the politics of climate change», *Global Environmental Change*, vol. 32, 2015, p. 165-174

Couronne, Yvan, 2018, « « La plupart des études sont fausses » : l'avertissement choc d'un chercheur », *La Presse*, édition du 5 juillet

CROP, 2011, *Baromètre citoyen des institutions politiques*

Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2009, *La nouvelle raison du monde Essai sur la société néolibérale*, Paris, Éditions La Découverte

Davidov, Eldad, Schmidt, Peter, Schwartz, Shalom H., 2008, « Bringing Values Back in – The Adequacy of the European Social Survey to Measure Values in 20 Countries », *Public Opinion Quarterly*, vol. 72, no 3, p. 420-445

Déchaux, Jean-Hugues, 2012, « Famille : que reste-t-il du modèle patriarcal ? », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français*

depuis 30 ans, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 148-154

Decouflé, André-Clément, 1976, *Sociologie de la prévision : l'exemple de la prospective sociale en France*, Paris, Presses Universitaires de France

Decouflé, André-Clément, 1980, *La prospective*, Paris, Presses Universitaires de France

De Cremer, David, Stouten, Jeroen, 2003, « When Do People Find Cooperation Most Justified? The Effect of Trust and Self-Other Merging in Social Dilemmas », *Social Justice Research*, vol. 16, no 1, p. 41-52

De Jouvenel, Bertrand, 1964, *L'art de la conjecture*, Monaco, Éditions du Rocher

Delas, Jean-Pierre, Milly, Bruno, 2009, *Histoire des pensées sociologiques*, Paris, Armand Colin

de Sutter, Laurent, 2021, *Pour en finir avec soi-même*, Paris Presses Universitaires de France

Diamond, Jared, 2006, *Effondrement*, Paris, Éditions Gallimard

Douglas, Mary, Gasper, Des, Ney, Steven, Thompson, Michael, 1998, « Human needs and wants », *Human choice and climate change*, Rayner, Steve, Malone, Elizabeth L. (editors), Columbus OH, Battelle Press, p. 208-231

Drews, Stefan, van der Bergh, Jeroem C.J.M., 2016, « Public views on economic growth, the environment and prosperity : Results of a questionnaire survey », *Global Environmental Change*, vol. 39, p. 1-14

Easterlin, Richard A., Crimmins, Eileen M., 1991, « Private Materialism, Personal Self-Fulfillment, Family Life, and Public Interest The Nature, Effects, and Causes of Recent Changes in the Values of American Youth », *Public Opinion Quarterly*, vol. 55., no. 4, p. 499-533

Erikson, Kai, 1976, *Everything in Its Path: Destruction of Community in the Buffalo Creek Flood*, New-York, Simon & Schuster

FAO, 2020, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Farrugia, David, Woodman, Dan, 2015, « Ultimate concerns in late modernity: Archer, Bourdieu and reflexivity », *The British Journal of Sociology*, vol. 66, no 4, p. 626-644

Fischer, Anke, Peters, Vera, Vavra, Jan, Neebe, Mirjam, Megyesi, Boldizsar, 2011, « Energy use, climate change and folk psychology : Does sustainability have a chance? Results from a qualitative study in five European countries », *Global Environmental Change*, vol. 2, p. 1025-1034

Fleury, Charles, 2011, « L 'orientation au travail des jeunes Québécois », Vultur, Mircea, Mercure, Daniel (dir.), *Perspectives internationales sur le travail des jeunes*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 199-221

Ford, Alison, 2019, « The Self-sufficient Citizen: Ecological Habitus and Changing Environmental Practices », *Sociological Perspectives*, vol. 62, no 5, p. 627-645

Forsé, Michel, 2000, « Les théories du changement social », *La sociologie – Histoire et idées*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, p. 277-285

Foucault, Michel, 2004, *Naissance de la biopolitique – Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Éditions Gallimard/Éditions du Seuil

Fournier, Bernard, Hudon, Raymond (dir.), 2012, *Engagements citoyens et politiques de jeunes : bilan et expériences au Canada et en Europe*, Québec, Presses de l'Université Laval

François, 2015, *Laudato Si'*, Lettre encyclique du Saint-Père François sur la sauvegarde de la maison commune, Cité du Vatican

Galland, Olivier, 2012, « Convergence des valeurs selon l'âge et clivage selon le niveau d'études », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 25-42

Galland, Olivier, 2017, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin

Galland, Olivier, 2021, « Les générations au prisme des valeurs », *Futuribles*, 2021/2, no 441, p. 51-64

Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française

- Gaudin, Thierry, 2013, *La prospective*, Paris, Presses Universitaires de France
- Giddens, Anthony, 1984, *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity Press
- Giddens, Anthony, 1990, *The Consequences of Modernity*, Stanford, CA, Stanford University Press
- Giddens, Anthony, 1991, *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge, Polity Press
- Giddens, Anthony, 1998, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press
- Giddens, Anthony, 2011, *The Politics of Climate Change*, Cambridge, UK, Polity Press
- GIEC, 2013, *Changements climatiques 2013 - Les éléments scientifiques, Résumé à l'intention des décideurs*
- GIEC, 2018, *Global warming of 1,5°C, Summary for Policymakers*
- GIEC, 2019, *Réchauffement planétaire de 1,5°C, Résumé à l'intention de décideurs*
- Ginsburger, Maël, 2020, « De la norme à la pratique écocitoyenne – Position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'écocitoyenneté », *Revue française de sociologie*, vol. 61, no 1, p. 43-78
- Godin, Laurence, 2014, *Le mangeur en équilibre entre plaisir et contrôle Les formes de la normativité dans l'alimentation contemporaine*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval
- Gonthier, Frédéric, de Lescure, Emmanuel, 2012, « Malheureux en emploi, heureux au travail ? », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 155-161
- Gorddard, Russell, Colloff, Matthew J., Wise, Russell M., Ware, Dan, Dunlop, Michael, 2016, « Values, rules and knowledge : Adaptation as change in the decision context », *Environmental Science & Policy*, vol. 57 p. 60-69

Grisoni, Anahita, Némoz, Sophie, 2013, « La sociologie, discipline experte des controverses environnementales ? », *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 13, no 2

Guay, Louis, 2012, « Sociologie et environnement au Canada : une diversité de perspectives », *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 371-382

Hackmann, Heide, Moser, Susanne C., St. Clair, Asuncion Lera, 2014, « The social heart of global environmental change », *Nature Climate Change*, vol. 4, p. 653-655

Halman, Loek, Inglehart, Ronald, Diez-Medrano, Jaime, Luijkx, Ruud, Moreno, Alejandro, Basanez, Miguel (dir.), 2007, *Changing Values and Beliefs in 85 Countries : Trends from the Values Surveys from 1981 to 2004*, Leyde, Brill Academic Publishers

Harari, Yuval Noah, 2015, *Sapiens : Une brève histoire de l'humanité*, Paris, Éditions Albin Michel

Hartog, François, 2003, *Régimes d'historicité Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil

Harvatopoulos, Yannis, Livian, Yves-Frédéric, Sarnin, Philippe, 1989, *L'art de l'enquête Guide pratique*, Paris, Eyrolles

Heinich, Nathalie, 2017, *Des valeurs – Une approche sociologique*, Paris, Éditions Gallimard

Helliwell, John, Layard, Richard, Sachs, Jeffrey D., De Neve, Jan-Emmanuel, Akinin, Lara, Wang, Shun, Paculor, Sharon, 2021, *World Happiness Report*, Sustainable Development Solutions Network, Columbia University

Herpin, Nicolas, 2002, « Postmatérialisme et structure des opinions sur la famille », *Futuribles*, no. 277, p. 41-61

Herpin, Nicolas, 2004, *Sociologie de la consommation*, Paris, Éditions La Découverte

Holeindre, Jean-Vincent, 2010, « Dynamiter ou dynamiser la démocratie ? », Holeindre, Jean-Vincent, Richard, Benoît (dir.), *La démocratie Histoire, théories, pratiques*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, p. 95-101

Huber, Joseph, 2014, « Les innovations technologiques environnementales (ITE) comme voie vers la soutenabilité », in *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne*, Paris, L'Harmattan, p. 147-164

Hudon, Raymond, 2012, « Le déclin de la participation électorale au Québec 1985-2008 », Fournier, Bernard, Hudon, Raymond (dir.), *Engagements citoyens et politiques de jeunes : bilan et expériences au Canada et en Europe*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 17-39

Hulot, Nicolas, Lenoir, Frédéric, 2020, « Il faut absolument sortir de cette logique absurde de la croissance infinie dans un monde fini », *Le Monde*, 4 avril

Inglehart, Ronald, 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, NJ, Princeton University Press

Inglehart, Ronald, Baker, Wayne E., 2000, « Modernization, Cultural Change, and the Persistence of Traditional Values », *American Sociological Review*, vol. 65, no. 1, p. 19-51

Inglehart, Ronald, Basanez, Miguel, Moreno, Alejandro, 1998, *Human Values and Beliefs : A cross-Cultural Sourcebook*, Ann Arbor, MI, The University of Michigan Press

Janmaat, Jan Gremen, 2014, « Do Ethnically Mixed Classrooms Promote Inclusive Attitudes Towards Immigrants Everywhere ? A Study Among Native Adolescents in 14 countries », *European Sociological Review*, vol. 30, no. 6, p. 810-822

Jansson, André, 2012, « Perceptions of surveillance: Reflexivity and trust in a mediatized world (the case of Sweden) », *European Journal of Communication*, vol. 27, no 4, p. 410-427

Jaspars, X, Fraser, Y, 1984, « Attitudes and social representations », Farr, Robert M., Moscovici, Serge (dir.), *Social Representations*, Cambridge, Cambridge University Press, p.

Jodelet, Denise, 2009, « Représentations sociales : un domaine en expansion », *Les représentations sociales*, Jodelet, Denise (dir.), Paris, Presses Universitaires de France, p.

Julliard, Romain, 2019, « Le réchauffement climatique, un bouleversement pour les écosystèmes et les scientifiques », *Biodiversité et climat*, Fondation pour la recherche sur la biodiversité

Karvonen, Sakari, Young, Robert, West, Patrick, Rahkonen, Ossi, 2012, « Value orientations among late modern youth – a cross-cultural study », *Journal of Youth Studies*, vol. 15, no 1, p. 33-52

Kasper, Debbie V.S., 2009, « Ecological Habitus : Toward a Better Understanding of Socioecological Relations », *Organization & Environment*, vol. 22, no 3, p. 311-326

Kavanagh, Donncha, Lightfoot, Geoff, Lilley, Simon, 2021, « Are we living in a time of particularly rapid social change? And how might we know? », *Technological Forecasting and Social Change*, no 169

Kennedy, Emily Huddart, Givens, Jennifer E., 2019, « Eco-habitus or Eco-powerlessness? Examining Environmental Concern across Social Class », *Sociological Perspectives*, vol. 62, no 5, p. 646-667

Klinsky, Sonja et 17 autres auteurs, 2017, « Why equity is fundamental in climate change policy research », *Global Environmental Change*, vol. 44, p. 170-173

Langlois, Simon, 1990, « L'évolution récente des valeurs dans la société québécoise », *L'Action Nationale*, vol. 80, no. 7, p. 925-937

Leahy, Terry, Bowden, Vanessa, Threadgold, Steven, 2010, « Stumbling towards collapse: coming to terms with the climate crisis », *Environmental Politics*, vol. 19, no 6, p. 851-868

Le Bart, Christian, 2008, « Le second individualisme / Pour une sociologie de l'individuation », *L'individualisation*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 153-230

Léger, 2016, *Baromètre des professions 2016*

Leizerowitz, Anthony A., Kates, Robert W., Parris, Thomas M., 2006, « Sustainability Values, Attitudes, and Behaviors : A Review of Multinational and Global trends », *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 31, p. 413-444

Le Prestre, Philippe, 2017, « The Injunction of the Ecological Crisis », *Global Ecopolitics Revisited*, London, UK, Routledge, p. 8-26

Lorenzoni, Irene, Nicholson-Cole, Sophie, Whitmarsh, Lorraine, 2007, « Barriers perceived to engaging with climate change among the UK public and their policy implications », *Global Environmental Change*, vol. 17, p. 445-459

Lovbrand, Eva, Beck, Silke, Chilvers, Jason, Forsyth, Tim, Hedren, Johan, Hulme, Mike, Lidskog, Rolf, Vasileiadou, Eleftheria, 2015, « Who speaks for the future of Earth? How critical social science can extend the conversation on the Anthropocene », *Global Environmental Change*, vol. 32, p. 211-218

Luhmann, Niklas, 2006, *La confiance - Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Paris, Éditions Économica

Marsolais, Michel, 2019, « Onze milliards d'humains en 2100 : un défi pour le climat », Radio-Canada, site web

Martuccelli, Danilo, 2014, *Les sociétés et l'impossible : les limites imaginaires de la réalité*, Paris, Armand Colin

Mead, George H., 2006, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, Presses Universitaires de France

Meadows, Donella H., 1972, *The Limits to growth : a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, New-York, NY, Universe Books

Méda, Dominique, 2011, « Les jeunes ont-ils un rapport au travail spécifique ? », Vultur, Mircea, Mercure, Daniel (dir.), *Perspectives internationales sur le travail des jeunes*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 177-198

Méda, Dominique, 2014, *La mystique de la croissance – Comment s'en libérer*, Paris, Flammarion

MELCC, 2020, *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2018 et leur évolution depuis 1990*, Gouvernement du Québec

Mercure, Daniel, 1995, *Les temporalités sociales*, Paris, Éditions L'Harmattan

Mercure, Daniel, 2021, « Le procès d'institutionnalisation de l'individualisation : analyse critique de deux thèses », *Société et subjectivité – Transformations contemporaines*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 29-44

Miles, Andrew, 2015, « The (Re)genesis of Values: Examining the Importance of Values for Action », *American Sociological Review*, vol. 80, no 4, p. 680-704

Miles, Matthew B., Huberman, A. Michael, 2003, *Analyse des données qualitatives*, Bruxelles, Éditions de Boeck

- Muxel, Anne, 2010, *Avoir 20 ans en politique*, Paris, Éditions du Seuil
- Parsons, Talcott, 1951, *The Social System*, London, Routledge
- Peretti-Watel, Patrick, Hammer, Béatrice, 2006, « Les représentations profanes de l'effet de serre », *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 14, no 4, p. 353-364
- Pettigrew, Thomas F., Tropp, Linda R », 2006, « A Meta-Analytic Test of Intergroup Contact Theory, *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 90, no. 5, p. 751-783
- Pigeon, Michel, 2017, *Représentations et raisons d'action d'anciens responsables politiques concernant les changements climatiques*, mémoire de maîtrise, Université Laval
- Piketty, Thomas, 2013, *Le capital au XXIème siècle*, Paris, Éditions du Seuil
- Piketty, Thomas, 2019, *Capital et idéologie*, Paris, Éditions du Seuil
- Piscicelli, Laura, Cooper, Tim, Fisher, Tom, 2015, « The role of values in collaborative consumption: insights from a product-service system for lending and borrowing in the UK », *Journal of Cleaner Production*, vol. 97, p. 21-29
- Pronovost, Gilles, 2013, *Comprendre les jeunes aujourd'hui Trajectoires, temporalités*, Québec, Presses de l'Université du Québec
- Pronovost, Gilles, Payeur, Christian, Robitaille, Jean, 2009, « Sondage sur les attitudes des jeunes à l'égard de l'environnement et de l'avenir », rapport remis à la Fondation-Monique-Fitz-Back pour l'éducation au développement durable
- Pruneau, Diane, Demers, Mélanie, Khattabi, Abdellatif, 2008, « Éduquer et communiquer en matière de changements climatiques : défis et possibilités », *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 8, no 2
- Rayner, Steve, 2012, « Uncomfortable knowledge : the social construction of ignorance in science and environmental policy discourses », *Economy and Society*, vol. 41, p. 107-125
- Régnier, Faustine, Lhuissier, Anne, Gojard, Séverine, 2009, *Sociologie de l'alimentation*, Paris, Éditions La Découverte
- Rhodes, Ekaterina, Axsen, John, Jaccard, Mark, 2014, « Does effective climate policy require well-informed citizen support ? », *Global Environmental Change*, vol. 29, 2014, p. 92-104

Rifkin, Jeremy, 1980, *Entropy : a new world view*, New-York, NY, Viking Press

Robin, Marie-Monique, Morand, Serge, collaborateur, 2021, *La fabrique des pandémies - Préserver la biodiversité, un impératif pour la santé planétaire*, Paris, Éditions La Découverte

Robinson, John, 1988, « Unlearning and Backcasting : Rethinking Some of the Questions We Ask about the Future », *Technological Forecasting & Social Change*, vol. 33, p. 325-338

Robinson, John, Burch, Sarah, Talwar, Sonia, O'Shea, Meg, Walsh, Mike, 2011, « Envisioning sustainability : Recent progress in the use of participatory backcasting approaches for sustainability research », *Technological Forecasting & Social Change*, vol. 78, p. 756-768

Rocher, Guy, 2003, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH Ltée

Rockström, Johan, 28 autres auteurs, 2009, « A safe operating space for humanity », *Nature*, vol. 461, p. 472-475

Rodriguez, Adolfo Agundez, Samson, Ghislain, Jutras, France, 2008, « Proposition d'un modèle d'éducation à la consommation au secondaire », *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 8, no 3

Rosa, Hartmut, 2013, *Social Acceleration – A New Theory of Modernity*, New-York, Columbia University Press

Rosanvallon, Pierre, 2006, *La contre-démocraties La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Éditions du Seuil

Rosanvallon, Pierre, 2008, *La légitimité démocratique - Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Éditions du Seuil

Roudet, Bernard, 2012a, « Les valeurs des jeunes depuis 30 ans : différenciations et rapprochements », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 7-24

Roudet, Bernard, 2012b, « Renouveau générationnel, individualisation et lien social », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 43-64

Roudet, Bernard, 2012c, « Les jeunes, la politique et la démocratie », Galland, Olivier, Roudet Bernard (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, La documentation française, p. 87-106

Roux, Georges, 2009, « La tolérance et le respect des autres : une valeur cardinale », Bréchon, Pierre, Tchernia, Jean-François (dir.), *La France à travers ses valeurs*, Paris, Armand Colin, p. 99-112

Royer, Chantal, Pronovost, Gilles, Charbonneau, Sarah, 2004, « Valeurs sociales fondamentales de jeunes québécoises et québécois : ce qui compte pour eux », *Les valeurs des jeunes*, Pronovost, Gilles, Royer, Chantal (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 49-69

Royer, Chantal, de Grandpré, Arthur, 2015, « L'environnement : quelle valeur pour les jeunes Québécois ? », *Recherches sociographiques*, LVI, 2-3, p. 419-435

Sabourin, Paul, 2010, « L'analyse de contenu », *Recherche sociale De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'université du Québec, p. 415-444

Savoie-Zajc, Lorraine, 2010, « L'entrevue semi-dirigée », *Recherche sociale De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'université du Québec, p. 337-360

Schwartz, Shalom H., Cieciuch, Jan, Vecchione, Michele, Davidov, Eldad, Fischer, Ronald, Beierlein, Constanze, Ramos, Alice, Verkasalo, Markku, Lönnqvist, Jan-Erik, Demirutku, Kursad, Dirilen-Gumus, Ozlem, Konty, Mark, 2012, « Refining the Theory of Basic Individual Values », *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 103, no 4, p. 663-688

Shove, Elizabeth (editor), Trentmann, Frank (editor), Wilk, Richard (editor), 2009, *Time, Consumption and Everyday Life: Practice, Materiality and Culture*, London, Bloomsbury Academic

Shove, Elizabeth, Pantzar, Mika, Watson, Matt, 2012, *The Dynamics of Social Practice. Everyday Life and How it Changes*, London, Sage Publications

Smith, Christian, Denton, Melina L., 2009, *Soul Searching : The Religious and Spiritual Lives of American Teenagers*, Oxford, Oxford University Press

Smith, Keith E., Mayer, Adam, 2018, « A social trap for the climate? Collective action, trust and climate change risk in 35 countries », *Global Environmental Change*, vol 49, p. 140-153

Smith, Nicholas, Leiserowitz, Anthony, 2014, « The Role of Emotion in Global Warming Policy Support and Opposition », *Risk Analysis*, vol. 34, no 5, p. 937–948

SOC-7144, 2014, *Environnement et développement durable*, Séminaire de maîtrise, Louis Guay, professeur

Spence, Alexa, Pidgeon, Nick, 2010, « Framing and communicating climate change : The effects of distance and outcome frame manipulations », *Global Environmental Change*, vol. 20, p. 656-667

Steffen, Will, 17 autres auteurs, 2015, « Planetary boundaries : Guiding human development on a changing planet », *Science*, vol. 347, no. 6223

Steg, Linda, 2016, « Values, Norms and Intrinsic Motivation to Act Proenvironmentally », *Annual Review of Environmental Resources*, vol.41, p. 277-292

Stern, Nicholas, 2007, *Stern Review ; The Economics of Climate Change*, British Government

Stern, Paul C., 2000, « Toward a Coherent Theory of Environmentally Significant Behavior », *Journal of Social Issues*, vol. 56, no 3, p. 407-424

Suzuki, David, Boyd, David R., 2008, *Suzuki: le guide vert*, Montréal, Les Éditions du Boréal

Thaler, Richard, Sunstein, Cass, 2008, *Nudge*, New Haven CT, Yale University Press

Thomas, Raymond, Alaphilippe, Daniel, 1993, *Les attitudes*, Paris, Presses universitaires de France

Thuderoz, Christian, 2007, « Albert Ogien et Louis Quéré, Les moments de la confiance, Niklas Luhmann, La confiance », *Sociologie du travail*, vol. 49, no. 3, p. 425-428

Touraine, Alain, 2013, *La fin des sociétés*, Paris, Éditions du Seuil

Trémoulinas, Alexis, 2006, *Sociologie des changements sociaux*, Paris, Éditions La Découverte

Tvinnereim, Endre, Flottum, Kjersti, Gjerstad, Oyvind, Johannesson, Mikael Poul, Nordo, Asta Dyrnes, 2017, « Citizens' preferences for tackling climate change. Quantitative and qualitative analyses of their freely formulated solutions », *Global Environmental Change*, vol. 46, p. 34-41

Twenge, Jean M., 2014, *Generation Me*, New-York, Atria Paperback

Uslaner, Eric M., 2004, « Trust, Civic Engagement, and the Internet », *Political Communication*, vol. 21, p. 223-242

Vaillancourt, Jean-Guy, 2012, « La sociologie de l'environnement aux États-Unis, dans les écrits de Riley E. Dunlap et Frederick H. Buttel », *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 391-410

Vaisey, Stephen, Lizardo, Omar, 2016, « Cultural Fragmentation or Acquired Dispositions? A New Approach to Accounting for Patterns of Cultural Change », *Socius: Sociological Research for a Dynamic World*, vol. 2, p. 1-15

Van Campenhoudt, Luc, Quivy, Raymond, 2011, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod

van der Leeuw, Sander, 2016, « La science, les politiques et le public : quelle réalité, quel écueil ? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 24, 2016, p. 160-167

Vultur, Mircea, Gallant, Nicole, 2019, « La jeunesse québécoise : esquisse d'un portrait statistique et sociologique », *Observatoire Jeunes et Société, Bulletin d'information*, vol. 16, no 1, p. 2-6

Whitmarsh, Lorraine, Seyfang, Gill, O'Neill, Saffron, 2011, «Public engagement with carbon and climate change : To what extent is the public 'carbon capable'?», *Global Environmental Change*, vol. 21, p. 56-65

Wikipedia, *Impact climatique du transport aérien*

Wikipedia, *Organisme génétiquement modifié*

ANNEXE 1

Résumé de l'entrevue de Samuel

Les valeurs

Les propos de ce participant sur les valeurs portent presque autant sur celles de la société actuelle que sur les siennes. Ainsi, il considère que le travail « est une bonne chose », car on peut en retirer du plaisir et il permet de s'épanouir et de subvenir à ses besoins. Mais il rejette le travail considéré uniquement (par la société) sous l'aspect de la productivité, et vu par certains comme servant surtout à consommer, sinon à surconsommer. Le travail doit laisser du temps pour d'autres activités importantes, comme celles reliées à la famille par exemple, car il s'agit aussi d'une valeur importante, malheureusement un peu brimée par la société à cause des coûts reliés aux enfants. La liberté (« de vivre comme on l'entend »), tout comme le travail, est importante, mais elle est parfois brimée par les gouvernements « surtout [...] socialistes » qui peuvent être très contrôlants. En outre, elle doit s'exercer dans le respect des autres, mais certains (par exemple les animateurs des radios poubelles) abusent de la liberté d'expression. La science est une valeur magnifique, « la plus belle chose », et il faut l'écouter, mais, encore une fois, dans la société actuelle, la politique se mêle trop de la science.

La justice sociale est fondamentale au bon fonctionnement de la société et les privilèges des riches lui semblent trop élevés. Toutefois, même si le communisme est un concept intéressant, il le considère inapplicable, et c'est donc la valeur du partage (comme « dans les années trente ») qui aurait sa préférence. Il se dit « proche de la nature ».

Le réchauffement climatique

Pour ce participant, le réchauffement climatique est un problème majeur. Il veut que « [ses] enfants [aient] une terre vivable. » On se dirige vers un mur, dit-il, vers des catastrophes environnementales, et même politiques, comme des manifestations violentes dues à un manque de nourriture, par exemple. Il cite l'exemple des Romains dont la civilisation a disparu, en partie pour des raisons environnementales. Les principaux responsables sont les

grandes industries très polluantes, mais les individus ont aussi des responsabilités. Les jeunes sont plus conscientisés, mais agissent peu.

Il faut dès maintenant (avant de frapper le mur) imposer par des règlements la réduction progressive de la pollution, surtout celle des grandes industries, et probablement même aussi celle qui est liée aux comportements des individus. Une prise de conscience par les citoyens et les gouvernements est nécessaire, et les manifestations peuvent être utiles à cet égard. « Est-ce que la population va se réveiller à temps...pour...dire au gouvernement qu'[il] faudrait agir ? »

Ses comportements habituels en ce qui a trait à l'alimentation, au transport, et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a peu d'influence. Il tente de réduire sa consommation de viande, mais la voiture est pour lui un passe-temps (dont il tente de compenser les effets en utilisant l'autobus ou une petite moto). Il a beaucoup d'intérêt pour les voyages malgré la pollution qu'ils créent (qu'il considère d'ailleurs peu élevée et pour laquelle des compensations sont possibles) et la liberté à ce sujet lui semble importante.

La société de 2050

En économie ce participant souhaite que le capitalisme soit réformé : réduction de la durée du travail pour ceux qui le veulent (afin de favoriser le respect de l'environnement), réduction de la consommation et de la mondialisation, stabilité plutôt que croissance, développement des petites entreprises, échanges locaux, production de biens écoresponsables et durables, plus d'égalité. En bref, dit-il, une forme de « retour en arrière », mais sans perte de technologie.

En politique, le système souhaité par cet étudiant est le municipalisme, une forme de démocratie participative sans partis politiques utilisant localement les référendums, et comportant des assemblées d'élus locaux aux niveaux régional et provincial. C'est un système qui permet à son avis l'épanouissement des citoyens et respecte leur liberté. L'autoritarisme, sauf dans des conditions exceptionnelles comme de grandes catastrophes, ne peut pas bien fonctionner à long terme.

Dans la société de 2050, il n'y aurait pas de contrôles et de restrictions particulières liées à la protection de l'environnement parce que les citoyens seraient éduqués à l'environnement et conscientisés, et qu'il n'est pas bon de restreindre la liberté des citoyens. Même le contrôle de l'offre ne serait pas nécessaire. En ce qui concerne l'alimentation, l'accent serait mis sur la production locale, en partie grâce aux jardins individuels, sans qu'il soit possible cependant d'aller vers l'autosuffisance complète, et la consommation de viande serait moindre que maintenant. Le transport en commun serait bien développé. Il n'y aurait pas de restrictions concernant les voyages, car les avions seraient moins polluants.

En 2050, on utilisera l'énergie nucléaire de façon sécuritaire et propre, ce qui sera particulièrement utile pour le respect de l'environnement. Il souhaite que les scientifiques aient accès à de meilleures ressources financières et puissent développer les énergies « propres » sans être ralentis par le lobbying des compagnies pétrolières, et éventuellement même des batteries recyclables ou réutilisables.

Les conditions pour y parvenir

Comme plusieurs autres, ce participant est d'avis que c'est l'éducation qui est la condition principale pour permettre les changements requis. Il faut que les citoyens soient éduqués à l'environnement et à l'esprit critique (et non à la consommation) quand ils sont jeunes, et qu'ils soient en fin de compte tous conscientisés. Les jeunes le sont plus que les autres en ce moment, mais ça commence lentement à changer. Les manifestations comme celle de septembre 2019, les mouvements citoyens et les assemblées peuvent beaucoup aider à cette conscientisation et faire pression sur les gouvernements pour qu'ils encouragent l'économie et les entreprises vertes (en utilisant des ressources fossiles d'ici, dit-il, ce qui est un peu contradictoire), qu'ils agissent pour conscientiser la population et qu'ils voient à ce que les experts et les scientifiques fournissent l'information. L'outil des référendums pourrait être utilisé. Malheureusement, les gouvernements semblent peu disposés à agir, en particulier parce que le système électoral est basé sur des promesses et que les citoyens ont tendance à voter pour leurs intérêts personnels (« les gens ne pensent qu'à eux-mêmes »). L'amélioration de la justice sociale ne lui semble pas être une condition nécessaire pour le changement. Considérant ce qui précède, il est possible que les citoyens ne réagissent que

« [lorsqu'on va] frapper le mur » et qu'un régime autoritaire s'installera. Cet étudiant n'est cependant pas très pessimiste, car il a confiance en l'éducation. Personnellement, il est prêt à accepter quelques restrictions.

Résumé de l'entrevue de Camille

Les valeurs

Même si cette participante a parfois décrit beaucoup plus celles de son entourage que les siennes, on peut constater par ses propos que ses principales valeurs sont l'entraide, le plaisir et la joie, la famille et les amis, la justice sociale et la liberté. Elle a vécu dans une famille monoparentale et constaté l'importance de l'entraide. Elle considère que rechercher le plaisir et la joie, par exemple par les loisirs, est caractéristique de sa génération et que beaucoup de jeunes travaillent pour pouvoir « profiter de la vie », pour pouvoir voyager par exemple, et aussi pour montrer qu'ils sont « cool ». La justice sociale est aussi une valeur caractéristique de sa génération, mais les gestes ne suivent pas toujours... La liberté d'action et de parole est importante, dit-elle, en particulier pour les femmes (qui en sont encore souvent privées, par exemple en Tunisie).

La science est une valeur importante qui a amené beaucoup de progrès, particulièrement en médecine. Elle est basée sur les faits, ce qui n'empêche malheureusement pas bien des dirigeants de faire de la désinformation et bien des individus de s'y laisser prendre. La religion est également une valeur pour elle (et pour sa famille) qui lui donne des « lignes directrices », mais qui reste dans la « sphère plus privée ». Le bien-être a un aspect psychologique, le repos, la lecture, la détente, et aussi un aspect matériel, la nourriture, le sport, les loisirs.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un « enjeu important, primordial » pour cette participante qui cite en particulier comme conséquences la fonte des glaciers et la perturbation du cycle

de l'eau. Elle admire Greta Thunberg. Malheureusement, « la société est aveugle volontairement. » Et elle ajoute : « [ils] veulent beaucoup mais les actions [ne] sont pas là. »

Les gouvernements doivent agir. Il faut optimiser les transports en commun et favoriser le covoiturage pour qu'il y ait moins d'automobiles, il faut imposer une taxe carbone, il faut bannir le plastique à usage unique. Les individus aussi doivent agir, par toutes sortes de petites actions individuelles, par exemple en ce qui a trait au recyclage, ou à l'utilisation de la voiture personnelle.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a un peu d'influence, en particulier pour ce qui est de l'alimentation (achat de produits locaux, réduction de la consommation de viande, rejet des emballages), du transport, de ses achats et de ses voyages (achats de crédits carbone, plantage d'arbres). Ceux-ci sont dictés aussi par ses habitudes.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite la disparition du capitalisme qui crée trop d'inégalités et l'imposition de limites à la propriété privée afin de protéger l'environnement. Il faut arrêter de croire à la croissance infinie (« penser à la croissance dans 30 ans, [ce n'est] pas envisageable pour moi actuellement »). Sa vision, c'est la décroissance, puisque les ressources sont limitées, ou à tout le moins la croissance zéro. C'est aussi l'utilisation d'autres indicateurs de progrès (éducation, santé, etc.).

En politique, elle souhaite une démocratie plus participative et des leaders (« des modèles, des figures d'autorité ») qui sont à l'écoute de la population. Même si les citoyens demeureraient libres, il faudra qu'il y ait une forme d'autorité assez forte pour assurer la protection de l'environnement et le bien-être des citoyens. Idéalement, le gouvernement et la population feraient équipe. Une révolution sera-t-elle nécessaire ?

La société idéale de 2050 serait caractérisée par l'esprit de communauté, par une vision collective, par l'entraide, par la communication et par le développement des liens sociaux. Il y aurait toutefois certaines contraintes, certaines restrictions, par exemple l'utilisation de compteurs d'eau, des limites à la consommation de viande, des règlements pour favoriser les achats locaux, et même des restrictions sur les voyages. L'alimentation, tel que mentionné plus haut, serait plus respectueuse de l'environnement (moins de viande, consommation de produit locaux, etc.). Il y aurait des éco-quartiers comportant des services de proximité, et, lorsque cela est possible, permettant aux individus d'habiter près de leur lieu de travail. Les transports en commun et le covoiturage seraient optimisés. La consommation au sens large serait réduite, elle serait « plus responsable, plus locale, moins polluante ». Les voyages, malgré certaines restrictions déjà mentionnées, seraient permis (ce qui semble un peu contradictoire) pour favoriser l'exploration et la découverte. Le tourisme local serait encouragé. Il y aurait moins d'enfants, les femmes s'épanouissant autrement, mais pas nécessairement décroissance de la population à cause de l'ouverture à l'immigration.

En 2050, la technologie sera bien développée, mais contrôlée. Elle sera au service des humains et de l'environnement. L'intelligence artificielle apportera des bienfaits. Les questions éthiques seront prises en compte. L'utilisation du pétrole sera bien évidemment réduite.

Les conditions pour y parvenir

La condition essentielle pour parvenir à la société écoresponsable souhaitée est une meilleure information pour tous les citoyens sur les enjeux environnementaux et sur les conséquences des comportements actuels, car ce sont surtout les jeunes qui sont mobilisés en ce moment. Cela pourra amener une meilleure conscientisation et un changement de mentalité. Il faut valoriser la décroissance. Ce doit être le combat de tous, citoyens, gouvernement, entreprises. Les citoyens doivent être consultés, encouragés à participer, entre autres au moyen de référendums. Il faut élire des gouvernements provenant des partis politiques plus radicaux, qui écouteront les experts et leur donneront de l'importance, car ils ont un rôle très important à jouer. Confier des responsabilités concernant l'environnement à des autorités

indépendantes pourrait être envisagé. Greta Thunberg est un beau modèle. Plus de justice sociale serait positif. « Faut faire un virage...plus raide. »

Résumé de l'entrevue de William

Les valeurs

La famille et les relations amicales, la considération et l'amour pour l'autre sont des valeurs de base pour ce participant. La justice sociale, l'équité, le bien commun et l'entraide en sont aussi. Malheureusement, « on manque un peu de justice dans notre société actuelle » et les intérêts personnels, en particulier en politique, semblent souvent dominer. Le travail est associé pour lui au mot performance, car il essaie toujours de se dépasser. Il associe donc aussi le travail à l'épanouissement, à un « ensemble plus grand que [soi] », à la réalisation de quelque chose, à l'aide qu'il peut apporter aux autres.

La liberté d'action et la liberté d'expression sont des valeurs très importantes, mais souvent très mal utilisées et nuisibles au bien commun et à l'équité. De la même manière, la science est une valeur très importante, et qui lui sert de base pour ses décisions, mais elle est aussi parfois mal utilisée. Il ne pense pas beaucoup de bien de la religion qui n'apporte rien de bien positif à son avis. Malgré ce qui précède, il associe le bien-être au sentiment d'être libre.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est une réalité et aura de très graves conséquences. Outre les répercussions purement physiques comme la montée des eaux et les impacts sur l'environnement, il y aura des conséquences sociales très significatives, migrations, tensions entre les pays, luttes pour l'eau, etc., et des risques pour la santé, la sécurité et le bien-être. Le niveau de danger pour le bien-être des populations est très élevé.

Il faut dès maintenant entreprendre les changements sociaux qui sont nécessaires, en premier lieu réduire la production et la consommation, changer les modes de production, amorcer une

décroissance peut-être, et changer les habitudes des individus de façon à réduire les émissions de GES, par exemple en limitant les voyages en avion.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a une certaine influence, en particulier pour ce qui est de l'alimentation (il est devenu végétalien pour des questions environnementales, pour compenser, dit-il, les faiblesses dans d'autres secteurs) et de ses achats. Ceux-ci sont dictés en bonne partie par ses habitudes et par des considérations de commodité et de besoins (il n'y a pas de transport en commun disponible dans la région d'origine).

La société de 2050

En économie ce participant souhaite un système où le travail, la production et la consommation sont réduits (il souhaite donc une décroissance de 2020 à 2050), un système de petites communautés, de marchés locaux, d'échanges de services (et non d'argent), et de services de proximité (pour favoriser l'emploi), un système qui protège les plus faibles et qui met « l'humain en premier » (en utilisant des indicateurs appropriés). Il n'y aurait plus de grandes entreprises.

En politique, il souhaite une démocratie à petite échelle, une organisation sous forme de petites communautés plutôt qu'une démocratie de type représentatif (une forme de communisme ?), où les citoyens sont concernés et participent. Il y aurait un regroupement de communautés pour les décisions plus globales, et des grandes institutions pour la santé, l'éducation et partage des connaissances. Il y aurait quand même, semble-t-il, une certaine forme de gouvernement. Il a une vision très négative de l'autorité qui peut brimer la liberté des citoyens, mais il conçoit que la communauté pourrait être « dirigée » par celui ou celle qui a le goût d'entreprendre.

En 2050, il n'y aurait pas plus de contrôle, de lois et de restrictions que maintenant, mais la structure sociale serait basée sur un esprit de communauté, et l'esprit d'entreprise serait transformé en ce sens-là. Il n'y aurait pas de brevets et les inventions seraient mises au service

des communautés. L'alimentation serait végétarienne, et plus locale. L'habitation serait similaire au système actuel, mais les bâtiments seraient mieux isolés, plus écologiques, et construits avec des matériaux locaux. Le besoin de transport urbain serait réduit et il y aurait des quartiers sans voitures. La consommation (achats, voyages, etc.) serait moindre que maintenant parce que les besoins seraient comblés par la vie en communauté, par la réalisation de soi dans la communauté et parce que le goût de la découverte pourrait être satisfait par les technologies de la communication et la découverte des sous-cultures locales. Il n'y aurait pas de contrôle sur les naissances, et l'immigration serait gérée par un système mondial et équitable.

En 2050, malgré la décroissance, le développement de la technologie continuera (via les grandes institutions), mais de façon responsable et très contrôlée (car il y a des dangers). Elle sera au service des humains, du bien commun et de la mise au point de solutions environnementales. Le pétrole ne sera plus utilisé, et la dépense énergétique sera réduite.

Les conditions pour y parvenir

Pour parvenir à la société qu'il souhaite, ce participant considère qu'il y a plusieurs conditions importantes : une meilleure éducation à l'environnement et à l'esprit de communauté, moins de pouvoir aux compagnies et à l'argent (ce qui implique la nationalisation de certaines grandes entreprises, particulièrement dans le domaine de la technologie), des consultations publiques, et des leaders forts en lien qui sont avec ceux des experts et des scientifiques qui ne sont pas liés à l'industrie. Il faut que les gouvernements, plus socialistes, soient les moteurs de ces changements, agissent en ce sens, investissent dans les universités, les cégeps et les commissions scolaires pour développer l'enseignement des questions environnementales, et amorcent la décroissance par la réduction du nombre d'heures travaillées. L'amélioration de la justice sociale ne semble pas être un prérequis aux changements pour cet étudiant, mais il faudrait un certain contrôle des médias sociaux qui radicalisent les gens et nuisent au débat.

Résumé de l'entrevue de Gabrielle

Les valeurs

Les valeurs principales de cette participante s'articulent autour de l'altruisme, de l'entraide et des relations humaines. Sa vision du travail n'est pas instrumentale. Elle veut être enseignante pour aider les jeunes. Elle refuse toutefois la notion de capital humain et la vision du travail comme valeur dominante (« le travail c'est important mais [il] y a autre chose que le travail »). Ses amis, elle les aide quand cela est nécessaire. Elle préfère l'équité à la justice ou à l'égalité, car il faut « donner plus de chances à ceux qui en ont plus [...] besoin ». Le bien commun est un concept à manipuler avec prudence car il peut être utilisé pour écarter certaines minorités. La liberté aussi est à utiliser avec prudence car notre liberté peut nuire à celle de l'autre et le blesser.

La science est une belle valeur dont on a besoin et qu'il faut écouter : « c'est comme ça qu'on grandit en société. » La religion a ses bons et ses mauvais côtés. C'est à chacun de choisir, dit-elle, mais elle refuse qu'on endoctrine les autres, et elle refuse aussi de juger les autres. À son avis, le bien-être est psychologique, mais la majorité priorise malheureusement le bien-être matériel. Elle n'a pas évoqué comme valeur la famille, ni la nature, mais ses propos sur les changements climatiques montrent sa sensibilité à cet égard.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un problème réel, grave, et scientifiquement démontré, qui cause la fonte des glaciers et augmente la fréquence (et l'intensité ?) des catastrophes naturelles. Malheureusement, il y a un manque de conscience de la gravité du problème chez plusieurs, problème qui à son avis ne devrait même pas faire l'objet d'un débat.

Il faut collectivement prendre le temps de réfléchir à cette question et s'assurer que tous et toutes comprennent les enjeux.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au

problème a un peu influence, en particulier pour ce qui est de l'alimentation (réduction de la consommation de viande, achats de produits locaux), des transports (elle n'a pas de permis) et des achats (« la consommation fait revivre des inégalités »). Ceux-ci sont dictés entre autres par ses habitudes.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite une réduction de la consommation (qui est actuellement basée à son avis sur de faux besoins), la fin de la course à la richesse, et donc la décroissance. Elle veut une économie circulaire et locale, tout en acceptant une certaine mondialisation qui permet de produire certains biens de façon efficace.

En politique, elle souhaite une forme de décentralisation, d'organisation en petites communautés autosuffisantes dirigées par des assemblées citoyennes qui ont l'autorité et fonctionnent par consensus, où la démocratie est basée sur le tirage au sort (pour chaque sujet traité) afin d'éviter la corruption, où chaque individu est valorisé et participe, où le groupe exerce le contrôle et veille à l'harmonie, une société d'entraide et d'échanges, un retour « aux racines » (sans perte d'avancées technologiques).

Cette participante fait confiance à l'être humain. Elle ne voit donc pas le besoin de contrôles et de restrictions particulières dans la société de 2050 où les citoyens seraient libres (ce qu'elle considère très important), mais conscientisés, où chaque individu serait valorisé, où la criminalité serait faible et les déviants aidés plutôt que punis. L'alimentation serait plus locale, mais la liberté de choix serait maintenue. Cette liberté serait maintenue aussi dans le domaine de l'habitation, mais il y aurait moins de grosses maisons inutiles (donc il y aurait malgré tout quelques restrictions), et des immeubles où il n'y aurait pas de loyer à payer car ils appartiendraient à la collectivité. Il y aurait des services de proximité dans les communautés locales, plus d'espaces verts, des équipements communs, de bons transports collectifs (électriques) si nécessaire et beaucoup de transports actifs. Il n'y aurait pas d'automobiles personnelles, mais plutôt des services de covoiturage et les véhicules seraient électriques. Il serait possible de voyager grâce aux technologies vertes permettant de réduire la pollution. La consommation aussi serait verte et responsable. Il n'y aurait pas de restriction

sur le nombre d'enfants par famille. Ils seraient élevés collectivement, et, en outre, la liberté sexuelle serait bien acceptée. Il n'y aurait pas d'immigration car l'exploitation des pays pauvres n'existerait plus.

La technologie en 2050 serait bien contrôlée, et elle serait au service des humains et de l'environnement (par exemple dans le domaine des énergies renouvelables), la prudence et la modération étant la règle à cause des dérapages toujours possibles.

Les conditions pour y parvenir

La condition essentielle pour aller vers la société idéale que souhaite cette participante est une réforme de l'éducation. Il faut former des citoyens et non des travailleurs, développer l'esprit critique, valoriser l'humain, le changement et l'environnement. Ceux qui sont moins instruits n'écoutent pas les scientifiques. Il faut une « prise de conscience collective », il faut voter pour des valeurs, en fait, il faut changer le système (c'est le seul moyen, dit-elle). Le gouvernement doit écouter les experts, même si certains sont parfois biaisés. Un dialogue doit être établi entre eux et les citoyens. Elle n'est pas optimiste malgré sa confiance que « l'être humain peut être bon », car même en réformant le mode électoral, il est peu probable que les gouvernements élus fassent les changements requis. Verdir le capitalisme, passer au véganisme, c'est un peu illusoire parce que les entreprises récupèrent les modifications à leur avantage. La justice sociale pour elle est un but, mais non une condition du changement.

Résumé de l'entrevue de Sarah

Les valeurs

Cette participante est mère de trois enfants dont un est autiste. Sa valeur première, c'est la famille, et sa priorité va à ses enfants, au temps passé avec eux. Elle a donc fait le choix de moins travailler et de moins consommer, et elle a fait le choix de la profession d'enseignante plutôt que d'avocate qui lui semblait demander trop de travail. Elle a même choisi son lieu de résidence en fonction de l'école de ses enfants. Malgré cela, le travail demeure pour elle une valeur, car en plus de lui permettre de gagner sa vie, elle lui permet de s'épanouir et de « faire une différence ». L'équité, qui signifie qu'on donne plus à ceux et celles qui ont plus

de besoins, est une autre valeur importante, beaucoup plus en fait que la justice ou la simple égalité, et qui se rattache à l'altruisme, au respect des autres, et à l'aide aux autres qu'elle privilégie. Malheureusement, à cet égard, la société actuelle est hypocrite.

La liberté, la liberté de choix, « c'est ce qui définit l'être humain ». La science est également une valeur essentielle, entre autres dans le domaine du développement des enfants qui l'intéresse particulièrement, elle qui veut se consacrer à la défense des droits des enfants « qu'on oublie ». Elle se dit neutre par rapport à la religion, mais il faut laisser pratiquer ceux qui le souhaitent. Le bien-être est psychologique avant tout. Ses parents ont beaucoup travaillé, mais ont-ils été heureux ? Les amis aussi sont importants.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un problème réel, et qui est même observable au Québec. Outre la fonte des glaciers, il y aura augmentation des catastrophes naturelles et des répercussions sur la nature et le climat.

Même si elle n'est pas en panique, cette participante pense à ses enfants et croit qu'il faut faire quelque chose, sans toutefois donner plus de précisions.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a une certaine influence, en particulier pour ce qui est de l'alimentation (questions d'environnement, d'éthique et de santé), des transports (elle n'a pas de permis) et des achats (elle rejette la société de consommation). Ceux-ci sont également dictés par ses habitudes, par ses besoins, et par des considérations économiques.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite un système qui serait similaire au système actuel, mais qui donnerait la priorité à l'environnement. Il faudrait aussi que les entreprises contribuent plus financièrement et qu'elles (ainsi que le gouvernement) réduisent le gaspillage. Croissance ou décroissance, elle ne se prononce pas.

En politique, elle souhaite également un système similaire au système actuel (qui fonctionne plutôt bien), mais avec un gouvernement qui décide, qui « tient son bout », qui « [met] ses culottes ». Elle souhaite également plus de participation citoyenne, et peut-être une réforme du mode de scrutin.

En 2050, il y aurait quelques règlements (entre sur l'usage du plastique, et pour mieux encadrer les entreprises), un certain contrôle de l'offre, mais aussi le respect de la liberté de choix. Les bonnes habitudes seraient encouragées (par des incitatifs ?) et finalement acceptées par les citoyens. Afin de favoriser les comportements écoresponsables, les écoles seraient réformées pour encourager la création, le recyclage, l'environnement, le jardinage, et donc une certaine forme d'autosuffisance. L'alimentation serait plus locale, moins transformée et moins emballée, mais, tel que mentionné plus haut, le libre choix des consommateurs serait respecté. L'habitation serait similaire au système actuel, mais il y aurait des éco-quartiers et des coopératives afin d'encourager l'entraide et le partage et de favoriser l'autosuffisance (un exemple étant l'installation de panneaux solaires sur les maisons individuelles). Le transport en commun serait la règle (« [elle] espère un grand réveil »), car l'automobile individuelle est un non-sens. Les voyages seraient autorisés car la découverte des autres cultures est importante, mais il faudrait que les problèmes de pollution soient réglés. Les enfants seraient très bien éduqués et écoresponsables.

En 2050, la technologie aidera à régler des problèmes environnementaux, mais les technologies nouvelles risquent souvent de créer d'autres problèmes, alors il faudra être prudents.

Les conditions pour y parvenir

Cette participante ne voit vraiment qu'une seule solution au problème : un gouvernement qui a de l'autorité, qui « [met] ses culottes », qui agit, qui décide de contrôler certaines productions et opérations des entreprises, qui développe l'éco-fiscalité, et qui met en place des conditions facilitantes (un bon exemple est le LPU à l'Université Laval). Il faudrait également favoriser l'éducation écoresponsable à l'école et imposer certaines restrictions aux citoyens, et donc leur donner peut-être (c'est un peu dommage) un peu moins de liberté. Elle

ne leur fait pas très confiance, et elle ne croit pas que la majorité (même chez les jeunes qui sont un peu plus conscientisés) va accepter de sacrifier un peu de liberté. Elle ne voit donc pas les assemblées citoyennes, par exemple, comme particulièrement efficaces ou utiles, autrement qu'au niveau local. Elle n'est pas optimiste, car sera-t-il possible que les individus qui sont conscientisés fassent suffisamment de pression sur les gouvernements ? Ce ne sont pas les experts qui doivent décider, mais l'information qu'ils peuvent nous donner est importante. L'amélioration de la justice sociale ne lui semble pas une condition nécessaire.

Résumé de l'entrevue de Gabriel

Les valeurs

Les valeurs principales de ce participant qui a eu une grave maladie à l'âge de 20 ans sont l'amour, le bonheur, le travail, l'altruisme et la religion. On ne peut vivre sans amour, dit-il, et il rattache spontanément à cette valeur la famille et les amis (« [C'est] important [...] d'être là pour quelqu'un »). Il recherche le bonheur et le plaisir en particulier dans le travail qui lui permet d'aider les autres en plus de gagner sa vie. La religion, c'est pour lui la réponse au besoin de spiritualité (« l'être humain a besoin de croire en la spiritualité »). Il semble définir le bien-être par le bonheur personnel et l'amour, auxquels il semble rattacher la nécessité de la sécurité et du confort. Il a parfois besoin de solitude et il accorde peu d'importance au salaire.

La justice, la justice sociale et l'équité sont importantes, et il porte un jugement plutôt positif sur le Québec à cet égard. La liberté aussi est importante, mais il faut savoir se libérer des pressions sociales et du modèle actuel. Par ailleurs, « on est beaucoup individualiste », et certains abusent de la liberté. Il faut donc des limites, entre autres à la liberté d'expression. La science a beaucoup apporté à l'être humain, particulièrement en médecine, en robotique, et dans le domaine de l'environnement, mais elle a certains côtés extrêmes et ne donne pas toutes les réponses. Le respect de la nature, c'est l'intérêt général, c'est le respect des autres, c'est une forme de conscience des problèmes.

Le réchauffement climatique

Pour ce participant, le réchauffement climatique est presque irréversible. On peut observer la fonte des glaciers et la montée des eaux, les événements météorologiques extrêmes sont plus fréquents, et on peut donc prévoir que les écosystèmes et l'agriculture seront perturbés. L'humain prend trop de place et il oublie l'environnement. « [Le] mur se rapproche ».

Il faudrait arrêter l'exploitation pétrolière et minière, mais la perte d'emplois qui serait occasionnée est difficile à accepter.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a une petite influence, peut-être en particulier pour ce qui est des transports et des achats. Ceux-ci sont surtout dictés par ses habitudes, par ses besoins, par ses goûts et par des considérations économiques.

La société de 2050

Ce participant souhaite une économie de partage, d'échange de services et d'entraide, à la limite sans argent, une économie plus verte, plus consciente des ressources qui sont limitées, plus équilibrée, où la conscience sociale dicte les comportements. L'individualisme, dit-il, est le pire défaut du capitalisme et cela explique son vœu d'une économie plus solidaire. Croissance ou décroissance, il ne se prononce pas.

En politique, il conserverait un système de démocratie représentative, où les citoyens, conscientisés et libres (à l'intérieur de certaines limites), participeraient plus, où les programmes d'entraide seraient améliorés.

Dans la société idéale de 2050, tel que mentionné plus haut, les citoyens seraient conscientisés. Il n'y aurait donc pas nécessité de contrôles et de restrictions particuliers, malgré la possibilité qu'il y ait quelques comportements déviants. L'alimentation serait moins carnée, pour des questions de santé et d'environnement. Les habitations seraient multigénérationnelles, de type jumelé ou en rangée, afin de favoriser les liens sociaux. Les

véhicules seraient électriques, tant ceux du transport en commun que les voitures personnelles. La consommation serait responsable et les citoyens voyageraient moins, profitant de la possibilité de voyages « virtuels ». Le nombre d'enfants ne serait pas contrôlé, mais ils seraient éduqués à l'entraide et au respect de l'environnement

La technologie en 2050 va créer des avancées et va aider l'humain, entre autres en permettant de mieux comprendre les problèmes environnementaux et en facilitant l'utilisation des ressources renouvelables, mais elle ne permettra pas de régler tous les problèmes, et il faudra quand même qu'il y ait des changements sociaux radicaux. L'intelligence artificielle devra être contrôlée.

Les conditions pour y parvenir

Pour cet étudiant, la condition principale pour modifier notre mode de vie et faire les changements radicaux qui s'imposent est un événement dramatique, à l'image de ce que lui-même a vécu (« l'être humain a besoin d'un mur »). Les épreuves sont nécessaires. Il faut donc que les gouvernements élus démocratiquement établissent la réglementation nécessaire, développent des incitatifs, et prennent les bonnes décisions (avec les experts qui détiennent l'information et qui doivent la transmettre), au profit des citoyens qu'ils doivent conscientiser (« amener les gens à penser autrement »), qu'ils doivent essayer de convaincre de la nécessité du respect de la nature, et du partage et de l'entraide, c'est-à-dire d'une certaine forme de socialisme. Il n'a toutefois pas beaucoup confiance que les citoyens accepteront les changements requis (« j'ai des tendances pessimistes »), parce que l'individualisme règne. Les entreprises peuvent apporter des innovations et il faut les encourager dans ce sens.

Résumé de l'entrevue de Vincent

Les valeurs

Les valeurs qui dominent la vie de ce participant sont la liberté, la science, le travail, l'amour de la nature et la famille. La liberté est très importante et peut dans certains cas avoir préséance sur le bien commun. La science, c'est essentiel, c'est le progrès, c'est ce qui permet

de faire « presque » tout, c'est la technologie, c'est le moyen de régler les problèmes. Le travail, c'est ce qui donne un sens à la vie et c'est un bénéfice pour la société. La nature, il faut la respecter et la garder propre ; il faut réduire la pollution. La famille, c'est « les gens qui vont rester dans notre vie toujours », les amis, c'est l'entraide et l'appui social.

Pour cet étudiant, la justice, c'est l'égalité de départ, mais ensuite la responsabilité personnelle prend le relais. Le bien commun, c'est une notion floue, car on ne sait pas bien qui la définit. La religion a servi dans le passé à rassembler les gens, à mettre de l'ordre dans la société, mais, même si son utilité actuelle est moins claire, il est tolérant. Le bien-être est relié à l'amour, à la famille, aux amis, et il nécessite une certaine base matérielle.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un fait bien établi scientifiquement, mais la contribution des activités humaines selon cet étudiant reste à déterminer. La fonte des glaciers et la montée des eaux va forcer certaines populations vivant dans les zones côtières à s'adapter ou à se déplacer. Il y aura donc des migrations, mais il ne croit pas que « tout le monde va mourir ». Il n'accepte pas l'utilisation de la peur comme instrument pour favoriser les changements. Il y a un problème à régler, et il y a des solutions possibles grâce à la science et à la technologie

Il faut donc faire des choix, c'est-à-dire se déplacer si nécessaire ou construire des ouvrages de protection comme aux Pays-Bas. Il faut changer nos sources d'énergie, en particulier tenter de développer la fusion nucléaire et mettre l'accent, tel que mentionné plus haut, sur la science et technologie

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème (qui n'est pas très élevée) n'a pas d'influence significative, sauf peut-être pour ce qui est du recyclage. Ceux-ci sont surtout dictés par ses habitudes, par ses besoins, par ses goûts et par des considérations économiques.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite un système similaire au système actuel, c'est-à-dire capitaliste. Il considère que la croissance économique est probablement nécessaire.

En politique également, ce participant souhaite un système similaire au système actuel, c'est-à-dire, une démocratie représentative, des citoyens libres, et un gouvernement qui décide après avoir consulté la population.

En 2050, le mode de vie serait similaire à celui d'aujourd'hui. Il n'y aurait pas de contrôles ou de restrictions particulières et les citoyens resteraient libres. Ce qui n'empêcherait pas le développement d'incitatifs et de conditions facilitantes. L'alimentation serait similaire au système actuel, elle serait basée sur les goûts de la population, sans restriction sur l'utilisation des OGM qui peuvent apporter beaucoup de bénéfices et des produits importés qui permettent plus de diversité. L'habitation serait aussi similaire au système actuel, mais l'efficacité énergétique serait favorisée (entre autres en limitant quelque peu les surfaces habitables et par l'utilisation de panneaux solaires). On peut noter que la question des éco-quartiers ne lui semble pas prioritaire. Il y aurait des transports en commun efficaces répondant très bien aux besoins, et moins d'étalement urbain pour ne pas nuire à l'agriculture. À la campagne, les voitures (peut-être électriques) seraient toujours utiles. La liberté de choix serait la règle pour les achats (qui seraient basés sur les besoins) et les voyages. Le nombre d'enfants se stabiliserait naturellement.

La technologie contribuera beaucoup à régler tous les problèmes en 2050. Le recyclage sera plus efficace, l'énergie sera renouvelable (en particulier via le nucléaire), la génétique permettra de combattre certaines maladies héréditaires, et les infrastructures seront améliorées. Il y aura un certain contrôle pour éviter les risques de dérapage, entre autres dans le domaine de la génétique, et les principaux acteurs seront responsabilisés. L'intelligence artificielle ne comporte pas à son avis de risques que nous ne pourrions pas contrôler. Le pétrole aura d'autres usages. On peut même envisager la géo-ingénierie.

Les conditions pour y parvenir

La condition pour permettre la mise en place de la société souhaitée par ce participant est l'investissement en recherche et développement, ce qui requiert une bonne croissance économique pour obtenir les ressources nécessaires. Il faut un gouvernement qui respecte et consulte les citoyens, qui écoute les experts, qui décide en prenant leur avis et qui encourage la technologie et l'entrepreneuriat. L'éducation actuelle est satisfaisante, mais il serait utile que les experts et les scientifiques informent bien la population pour réduire l'anxiété. Cet étudiant qui a une grande confiance dans la science est optimiste. Ce n'est pas un éco-anxieux.

Résumé de l'entrevue d'Ariane

Les valeurs

Cette participante, « qui a grandi dans [...] la souffrance », porte un jugement très dur sur la société actuelle qui est fondée sur des rapports de domination et qui n'est « peut-être pas récupérable avec des réformes. » Ses valeurs principales, particulièrement la justice, la justice sociale et le respect des autres individus, sont à son avis en opposition avec le fonctionnement de la société où règnent l'injustice, le spécisme et le « classisme ». Le bien commun est une autre valeur qui la guide, car elle veut que ses actions soient utiles au plus grand nombre. La liberté est fondamentale, mais elle comporte aussi la responsabilité d'agir « en considération des autres ». Le travail, qu'il soit alimentaire, bénévole, cognitif ou relationnel, est important, puisqu'au delà de la réalisation personnelle qu'il permet, il a une utilité sociale. Le respect de la nature et de l'environnement est tout simplement vital.

La science, particulièrement dans le domaine de la santé, est une valeur. La science permet d'avancer et facilite le travail. Mais elle ne doit pas être la valeur dominante et déterminer ce que nous sommes. La religion ne fait pas partie de sa vie, mais elle respecte ceux qui pratiquent. La famille n'est pas une valeur pour elle, les amis, peut-être, mais les relations humaines et le lien social sont importants.

Le réchauffement climatique

L'avis de cette étudiante est clair : le réchauffement climatique est un fait scientifiquement établi, causé par les émissions de gaz à effet de serre, et ses conséquences sont déjà, et continueront d'être, dramatiques. La montée des eaux, la perturbation des écosystèmes, l'augmentation des catastrophes naturelles, les sécheresses vont frapper durement en premier les populations défavorisées. Il y aura des migrations d'insectes et d'espèces animales, des difficultés d'alimentation, et des catastrophes sanitaires et des épidémies. De nouvelles maladies vont apparaître et, au bout du chemin, il y a la souffrance et « la mort ».

Il faut détruire le système capitaliste, abandonner l'idée de la croissance infinie, sensibiliser les citoyens et créer par une transition équitable pour tous une nouvelle société. Il faut réduire la consommation, ce qui permettra entre autres d'arrêter l'élevage (d'abord des bovins) et ainsi de forcer la fermeture des grandes entreprises polluantes.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a beaucoup d'influence, en particulier sur son alimentation (elle est devenue végane pour des considérations environnementales), et sur ses habitudes de transport (elle n'a pas de voiture). Ses achats sont surtout dictés par ses besoins, et par des considérations économiques.

La société de 2050

En 2050, dans la société idéale décrite par cette étudiante, le capitalisme n'existe plus, l'économie est en décroissance et elle est basée sur les besoins et les échanges.

En politique, il n'y aurait plus de gouvernement. Le système qu'elle souhaite serait une forme d'anarchie et d'autogestion (par de nombreux comités), les décisions étant prises par consensus des citoyens. Ce ne serait pas la dictature de la majorité, car les discussions permettraient la compréhension de tous les points de vue. La société (sans sexisme, ni racisme, ni transphobie, etc.), formée d'individus bien éduqués et respectueux les uns des

autres, serait égalitaire. Il y aurait peu de rapports de domination, et peu de lois, mais plus de considérations éthiques et une bonne gestion des méfaits.

Dans cette société très écoresponsable, où le développement serait orienté vers l'amélioration globale de la vie des citoyens (toute innovation n'étant cependant pas nécessairement vue comme une amélioration), il n'y aurait pas de contrôles et de restrictions particulières et les citoyens, très conscientisés, seraient libres de vivre autrement (par exemple, les autochtones). L'alimentation serait principalement végétale, et locale. L'habitation serait organisée sous forme de coopératives, sans maisons individuelles. Il n'y aurait que des transports en commun, sans aucune automobile. Les gens voyageraient moins et la plupart des biens seraient produits localement. Il n'y aurait pas de restrictions sur le nombre d'enfants par famille, car la planète n'est pas surpeuplée.

Le développement de la technologie serait contrôlé afin qu'elle soit au service des humains, qu'elle facilite le travail (par exemple en libérant du temps de réflexion grâce à l'intelligence artificielle), qu'elle apporte des améliorations médicales, et qu'elle soit orientée vers les énergies renouvelables, les techniques durables, la protection des ressources minérales et la réduction de la pollution. Les recherches sociales (en éducation, etc.) seraient également favorisées.

Les conditions pour y parvenir

La condition nécessaire pour permettre la mise en place de la nouvelle société souhaitée par cette participante est la destruction, par la « force » des citoyens, du capitalisme qui domine tout et gangrène tout, même l'éducation et la recherche. Le capitalisme est la cause de la pauvreté, de la malnutrition, des dommages à l'environnement, de l'augmentation des maladies incurables et des catastrophes naturelles. Les citoyens doivent être le moteur du changement en organisant des assemblées, des délibérations collectives, des boycottages, un nouveau système de coopératives, et peut-être même, si cela est nécessaire, en utilisant la violence et l'autodéfense contre le système. Dans cette optique, il n'y a pas vraiment de place pour les experts et les gouvernements qui sont au service du capitalisme.

Cette participante est carrément pessimiste (« [...] on va tous mourir dans d'atroces souffrances! » p. 28)

Résumé de l'entrevue de Catherine

Les valeurs

La première valeur mentionnée par cette participante est la justice (« [II] faut être juste »). Toutes les personnes doivent être traitées de la même manière. Le racisme est inacceptable. Cela ne signifie toutefois pas l'absence d'inégalités qui sont plus acceptables si un minimum vital est assuré à tous, ce qui est pour elle la justice sociale. La nature et l'écologie sont aussi des valeurs très importantes (« on va droit dans le mur »). Le travail peut être une corvée, mais également, et surtout, un bien, lorsqu'il est une passion, car il est alors plus qu'un gagne-pain. Il a une utilité sociale et il permet l'apprentissage et le développement de relations sociales. D'ailleurs, globalement, les relations humaines, les amis que l'on choisit, la famille sont une valeur importante (« Parce que si on est tout seul... »).

La liberté, dit-elle, nous en avons moins qu'on pense, mais un minimum là aussi est essentiel (« [Mes] choix de vie, c'est mes choix. »). La science, nonobstant certains effets négatifs de la technologie sur la nature, c'est un peu « la base de tout », c'est l'avancement, c'est la rationalité, c'est l'évolution. La religion a parfois trop d'importance, mais une certaine tolérance est normale.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est observable (en France), dit cette étudiante : moins de neige, des étés plus chauds, plus de canicules, des sécheresses, etc. Les glaciers fondent, il y a augmentation des catastrophes naturelles et l'agriculture est perturbée. « La nature reprend ses droits. » L'adaptation sera difficile.

Il faut revoir notre mode de consommation, il faut réduire notre consommation, et aussi diminuer la pollution, en particulier celle générée par les entreprises.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a un peu d'influence, entre autres en transport (elle n'a pas de voiture) et en alimentation (rejet des OGM qui peuvent créer une perte de biodiversité), mais ceux-ci sont surtout dictés par ses besoins, par des considérations économiques et par des considérations éthiques.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite un système qui serait plutôt similaire au système actuel, mais plus écoresponsable et plus respectueux de l'humain. La croissance pourrait continuer, mais les décisions seraient prises en tenant compte en premier lieu de leur impact sur l'environnement et beaucoup moins en fonction de l'argent. Il y aurait moins d'importations et plus d'emplois sur place.

En politique également, elle imagine un système similaire au système actuel, mais avec plus d'écoute des citoyens, de consultations et de référendums. Ce serait un système plus participatif, moins autoritaire, et donc les décisions seraient mieux acceptées.

Dans cette société de 2050 basée sur le respect de l'environnement et de la nature, il n'y aurait pas de contrôles et de restrictions particulières, sauf en ce qui a trait aux importations qui seraient limitées. Les citoyens seraient libres et beaucoup plus conscients. L'alimentation serait plus tournée vers les produits locaux, les liens ville-campagne seraient améliorés, et il y aurait des jardins permettant une certaine production individuelle ; une sorte de retour aux « fondamentaux ». L'habitation ne serait pas très différente de ce qu'elle est aujourd'hui, mais les villes seraient plus vertes, il y aurait des jardins sur les toits, par exemple, et la quantité de déchets produits serait diminuée. Les transports en commun seraient mieux développés et la production locale serait favorisée dans le domaine manufacturier. Les citoyens pourraient continuer à voyager, peut-être même plus que maintenant, grâce à des moyens de transport moins polluants. Le nombre d'enfants par famille ne ferait pas l'objet de restrictions, mais il aurait naturellement tendance à diminuer.

En 2050, la technologie permettra des progrès et contribuera à la solution des problèmes environnementaux. De nouveaux métiers seront créés. Il faudra cependant s'assurer que ces progrès ne se feront pas aux dépens de l'environnement et du respect qui est dû à l'être humain (dont il faut protéger la vie privée, par exemple). Actuellement, les communications par internet engendrent beaucoup de pollution et on comprend mal l'effet des ondes sur le vivant. Ce sont deux questions qui devront être réglées.

Les conditions pour y parvenir

Comme de nombreux autres participants, cette étudiante croit que la seule condition qui permettra d'avancer vers la société écoresponsable qu'elle souhaite est l'éducation des jeunes, entre autres par un meilleur accès à l'enseignement supérieur, et aussi l'éducation des adultes, même si cela est plus difficile. Ce sont les citoyens qui doivent prendre les décisions, en choisissant entre différentes solutions possibles, après avoir été informés adéquatement et suite à des discussions. Elle ne mentionne ni la justice sociale, ni le rôle des experts, ni celui des gouvernements. Elle voit positivement l'esprit d'entreprise de même que la mise en place d'incitatifs pour favoriser les comportements écoresponsables

Elle est plutôt confiante que, grâce à l'éducation, les citoyens finiront par modifier leurs habitudes, entre autres en réduisant leurs achats de produits importés, mais les systèmes économiques et d'échange en place sont difficiles à modifier. Elle est donc modérément optimiste.

Résumé de l'entrevue d'Émilie

Les valeurs

Outre le respect de la nature (elle a grandi dans un « petit village dans la montagne »), les trois valeurs qui semblent les plus importantes pour cette participante sont d'abord l'égalité, puis la bienveillance et la liberté. L'égalité, pour elle, c'est autant la justice en général que la justice sociale. Tous sont égaux, cela lui semble une évidence. La bienveillance, c'est le respect des autres, et plus encore l'altruisme, c'est la recherche de l'intérêt du plus grand

nombre, la pensée positive, le dialogue, et la recherche du progrès de la société (« la société manque de justice », la société est passive). La liberté est préférable à la sécurité ; la liberté c'est penser par soi-même. Elle est limitée par le respect des autres.

Le travail, ce n'est pas une valeur si c'est une contrainte. C'en est une si c'est une participation à la « construction de quelque chose de plus grand ». La science, elle ne la voit plus comme la réponse à tout, elle ne lui fait plus confiance de façon spontanée. La religion prend peu de place dans sa vie, mais elle reconnaît que c'est important pour d'autres et qu'il faut être tolérant. Les amis, dit-elle, c'est plus important que la famille.

Le réchauffement climatique

La situation actuelle à ce sujet est « un peu angoissante », sinon catastrophique. Nous sommes « presque au pied du mur. » La montée des eaux, les changements climatiques et les événements climatiques extrêmes vont créer des problèmes majeurs : pénuries d'eau, mouvements de population, détresse des populations affectées, etc.

À son avis, il faudrait que la société change, car actuellement elle (c'est-à-dire en premier lieu le gouvernement) privilégie le court terme, l'argent, alors que les défis environnementaux demandent de penser à long terme.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a une certaine influence, entre autres en alimentation (elle est devenue végétarienne, d'abord pour des considérations éthiques, puis environnementales et de santé) et en transport (elle n'a pas de permis de conduire).

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite un système où l'argent n'est pas la motivation principale, où il y a moins d'extrêmes et, à la limite, le revenu est le même pour tous les individus. Elle ne se prononce pas sur la question de la croissance ou de la décroissance.

En politique, elle souhaite un système « équilibré », où il y a plus de représentants, où le pouvoir est moins concentré, où la voix des citoyens a plus de place. Elle attache beaucoup d'importance à la liberté (« je déteste que les gens me disent ce que je dois faire. ») et elle rejette donc toute forme d'autoritarisme. Elle a une vision plutôt négative de la politique actuellement.

La société idéale de 2050 serait une société verte, caractérisée par le respect de l'environnement et le respect des humains, par l'ouverture d'esprit et l'harmonie. Il y aurait moins d'ignorance, moins de colère, et le travail serait plus collectif. Il n'y aurait donc pas de contrôles et de restrictions particulières, les citoyens étant libres et conscientisés par l'éducation à la réflexion (sur l'environnement et les autres individus). Ainsi, l'alimentation serait libre, égale pour tous, et naturellement sans excès dans la production. Les produits locaux seraient favorisés et l'utilisation de jardins partagés serait encouragée (« [afin que] les gens participent aussi à la conception de ce qu'ils mangent »). L'habitation ne serait pas très différente du système actuel, mais cependant bien adaptée aux différentes cultures, plus « modérée », c'est-à-dire sans bidonvilles et « maisons de vacances », et beaucoup plus verte, ville et nature étant mieux intégrées. Les transports en commun seraient efficaces, et il n'y aurait pas de voitures individuelles. La consommation serait responsable et les produits inutiles disparaîtraient. Les citoyens pourraient voyager grâce à des moyens de transport moins polluants. Il y aurait naturellement moins d'enfants.

La technologie en 2050 serait bien contrôlée et au service des humains (dans le respect de la vie privée). Il y aurait moins de tâches dégradantes, et des innovations favorables dans le domaine de l'énergie renouvelable, des transports et de l'habitation.

Les conditions pour y parvenir

Il sera très difficile de parvenir à la société verte et harmonieuse que souhaite cette étudiante, mais une meilleure éducation, plus d'égalité et la liberté d'entreprendre sont trois conditions qui en favoriseraient l'avènement. Au niveau local, les gouvernements sont plus à l'écoute des citoyens, mais au niveau national, il faudrait imaginer une nouvelle forme de gouvernance. Ce sont donc les citoyens qui pourraient être le moteur du changement, mais,

malgré tous les différents processus de consultation et de référendums possibles, cette participante ne peut que constater qu'il sera difficile d'obtenir des consensus à grande échelle sur les décisions à prendre. Elle voit le rôle des experts limité à l'information des citoyens. Au total, elle est très peu optimiste, car sa confiance envers la population est limitée. « [Je n'ai] pas envie de suivre l'idée de certaines personnes ». Elle ne voit pas comment prendre des décisions qui satisferaient « tout le monde ».

Résumé de l'entrevue d'Olivier

Les valeurs

La première valeur de ce participant est le respect et l'amour de la nature, incluant l'amour des humains. La nature, dit-il, est nécessaire à la vie des humains. La science, incluant la quête de la connaissance et de la vérité, et aussi le développement de la pensée critique, est une autre valeur fondamentale pour lui. Elle permet de se poser des questions. Mais il faut éviter le dogmatisme, et il faut aussi prendre en compte la nature lorsqu'on développe la technologie. La liberté est nécessaire pour se remettre en question et comprendre le monde, mais les êtres humains sont conditionnés et il faut tenter, dit-il, de se défaire de ce conditionnement. Le bien-être, c'est vivre en accord avec ses valeurs, et avoir suffisamment de confort pour « être capable de penser ».

Le travail a un intérêt s'il a un but social important, s'il représente une œuvre à accomplir. S'il est effectué dans un but purement alimentaire, il n'est pas une valeur pour lui. La religion a ses bons et ses mauvais côtés. Elle peut donner un sens à la vie et permettre un certain ordre dans la société, mais elle peut aussi tout simplement exister pour elle-même. La justice et la justice sociale sont des valeurs, mais, tout en déplorant que la société actuelle ait des lacunes à cet égard (« c'est trop facile de [...] de corrompre le pouvoir », le monde rural et la réalité du terrain sont négligés, le bien commun n'est pas toujours bien utilisé par le capitalisme), sa vision en est plutôt imprécise. De la même manière, il considère que la famille et l'amitié sont des valeurs, mais il a un peu de difficulté à en préciser sa vision.

Le réchauffement climatique

Pour ce participant, le réchauffement climatique est un grave danger, particulièrement pour de nombreux pays qui sont plus exposés que le Québec aux catastrophes naturelles. « [On] va payer », « on va [tous] mourir. » L'agriculture va devenir de plus en plus difficile (baisse de la santé des sols, érosion, sécheresses), les écosystèmes vont être perturbés, et il y aura une augmentation des catastrophes naturelles et des risques pour la santé (fonte du pergélisol et apparition de maladies). La perte de biodiversité est l'élément majeur des problèmes qui vont survenir.

Il y a des solutions possibles aux problèmes posés par le réchauffement climatique, et l'intelligence humaine est capable de les trouver. Le défi est d'intégrer le respect de l'environnement dans toutes nos décisions, et celui-ci est particulièrement grand dans le domaine de l'agriculture. Globalement, il faut développer l'économie verte et arrêter l'exploitation du pétrole.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a une certaine influence, entre autres en alimentation (diminution de la consommation de viande, pour sa santé et pour l'environnement) et en transport (il a vendu sa voiture)

La société de 2050

Ce participant souhaite que l'économie en 2050 soit verte, soit basée sur des considérations environnementales, soit plus circulaire, ce qu'il qualifie d'éco-socialisme (qu'il distingue du capitalisme qu'il considère nuisible car dénué d'empathie). Ce système économique basé sur de nouveaux indicateurs favorisera de nouvelles formes de croissance, une meilleure utilisation de l'argent, et le développement des régions par les entreprises qui seraient plus sensibles à toutes les parties prenantes (*stakeholders*).

En politique également, il souhaite une forme d'organisation éco-socialiste, un gouvernement justement capable d'empathie, et plus de participation collective des citoyens

qui seraient éduqués à la pensée critique et à la nature, des citoyens qui réfléchiraient et non des consommateurs. Les élus seraient choisis par une nouvelle méthode, par exemple le tirage au sort pour éviter la course au pouvoir qui est nuisible et favoriser une vision plus à long terme.

En 2050, les citoyens seraient conscientisés et libres, mais il y aurait quand même des lignes directrices et des contraintes, car il n'est pas sûr que l'esprit critique serait suffisamment développé. Ce participant a des doutes à ce sujet : liberté ou contraintes ? L'alimentation serait moins carnée, moins transformée, et plus locale. Dans le domaine de l'habitation, il souhaite des villes vertes, moins concentrées, des jardins, même un « retour à la campagne » pour certains, et une organisation sous forme de coopératives. Les transports seraient électriques, collectifs, et sans intervention humaine grâce à l'intelligence artificielle. Les voyages seraient autorisés afin de favoriser la découverte et l'ouverture. La consommation serait réduite et écoresponsable. Il y aurait moins d'enfants.

En 2050, on utilisera des énergies renouvelables car on aura pris conscience de leur importance. La technologie sera contrôlée (« ayant intégré la nature »), et on en étudiera les impacts possibles avant de l'utiliser. Il y aura de nouveaux matériaux organiques (construction, vêtements, etc.).

Les conditions pour y parvenir

Ce sont les citoyens qui doivent être le moteur des changements requis. La condition principale pour y arriver est donc la mobilisation sociale, la conscientisation et la consultation. Le gouvernement doit écouter la population et les experts, faire des investissements verts, et favoriser l'éducation à la pensée critique, à la conscience sociale et à l'intelligence émotionnelle, les décisions importantes étant prises par des référendums. La justice sociale n'est pas un prérequis, mais serait plutôt une conséquence de la mise en place de l'éco-socialisme. Le rôle des experts est important, mais il est difficile de penser qu'il pourrait être décisionnel. Il est modérément optimiste.

Résumé de l'entrevue de Jeremy

Les valeurs

La notion d'équilibre est au cœur des valeurs de ce participant. Ainsi, la justice sociale repose sur l'équilibre bien commun - bien individuel (qui est lié au concept de liberté), le bon exemple étant pour lui la social-démocratie à la scandinave. Le Québec, note-t-il, s'en rapproche, et il considère que ce type d'organisation est optimal et favorable à l'économie. La liberté est importante, mais elle est limitée par celle des autres. Le bien-être, et le bonheur, reposent aussi sur l'équilibre, tant individuel (« avoir une humeur équilibrée ») que dans le rapport individu - collectivité. Les liens sociaux, en particulier l'amitié, sont importants, mais la famille n'est pas une valeur fondamentale.

Il s'investit beaucoup dans le travail, car au-delà de la carrière et de l'argent gagné, il y a l'épanouissement, l'aspect social, l'aspect environnemental, et aussi l'aspect compétitif (il dirige actuellement un projet étudiant de véhicule à consommation optimisée). La science est nécessaire à l'amélioration de la société, mais miser sur les découvertes scientifiques pour régler les problèmes actuels serait une erreur. La religion est pour lui une construction sociale qui sert à rassembler les gens et qu'il faut accepter, même s'il se déclare athée. La nature, c'est l'environnement à protéger.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique va nous forcer à faire des changements majeurs dans nos habitudes de vie, à cause de la montée des eaux, des sécheresses, des événements météorologiques extrêmes, etc. C'est un problème important, mais difficile à appréhender pour la population en général, c'est pourquoi il faut la sensibiliser aux problèmes environnementaux les plus immédiats, comme la qualité de l'air et la qualité de l'eau.

Il faut moins utiliser l'automobile, mais il y a des gestes beaucoup plus importants à poser (et il ne s'agit pas de bannir les pailles en plastique!), en particulier bannir les bateaux de croisière qui sont très polluants (« [...] le tourisme de masse pour moi c'est vraiment un

désastre écologique »). Il faudrait également utiliser l'approche de certaines provinces canadiennes qui est basée sur des pénalités financières pour la gestion des déchets.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème n'a pas beaucoup d'influence, à l'exception peut-être de l'alimentation (il a réduit sa consommation de viande et favorise les aliments locaux quand cela est possible), et des voyages (« Cuba en avion [...] c'est insensé écologiquement »). Globalement, ce sont surtout ses besoins qui sont déterminants.

La société de 2050

En économie, il faut cesser de croire à la possibilité d'une croissance infinie. En 2050, la croissance devra être contrôlée et organisée, entre autres dans le domaine des services, et dans les secteurs favorables à l'environnement, comme les entreprises de recyclage. Il faudra utiliser d'autres indicateurs pour en mesurer la performance et les grandes multinationales devront être fractionnées.

En politique ce participant souhaite la création d'instances mondiales pour établir les grandes lignes directrices, le maintien de la démocratie représentative, et, dans les instances locales seulement, plus de participation citoyenne. Les grands enjeux doivent être traités par les experts qui doivent être plus valorisés, la population étant insuffisamment compétente et n'ayant pas toujours les bonnes réponses. Malgré la nécessité d'instances mondiales, les frontières demeureraient car elles sont nécessaires pour créer l'esprit de communauté.

En 2050, les citoyens devront être soumis à des contrôles et à des restrictions pour que la société atteigne une forme d'équilibre entre l'environnement, l'économie et les questions sociales. Il est difficile pour cet étudiant d'imaginer ou de définir la forme que prendront les règles nécessaires, mais les incitatifs financiers en feraient partie. L'alimentation serait plus locale, en particulier pour la viande, et il y aurait des restrictions sur la consommation d'aliments importés, quitte à utiliser des suppléments alimentaires si nécessaire. Il y aurait des coopératives d'habitation et des espaces verts, les villes seraient étendues, les réseaux de

transport en commun seraient efficaces, les services seraient accessibles facilement, et il y aurait moins de voitures. Le tourisme serait limité ainsi que la consommation, encore une fois par des règles qui restent à définir. Il y aurait moins d'enfants pour empêcher la croissance de la population.

En 2050, la technologie sera plus présente dans le secteur manufacturier, ce qui réduira la nécessité du travail manuel et favorisera le travail intellectuel, social et environnemental. Il y aura plus de télétravail et donc moins de problèmes de transport, et la technologie aidera à régler les problèmes environnementaux, entre autres grâce à l'intelligence artificielle qu'il faudra cependant bien contrôler. La mise en place de règles internationales sera nécessaire, par exemple en génie génétique. Il ne faut cependant pas croire, tel que mentionné plus haut, que la technologie va régler tous les problèmes.

Les conditions pour y parvenir

Pour faire les changements nécessaires, la condition première est un gouvernement fort qui suit l'avis des experts et des scientifiques (à qui nous devons accorder beaucoup plus de considération), qui instaure des règles pour le bien commun (plus important que le bien individuel), et qui, en plus de l'éducation à l'environnement pour les jeunes, fournit de l'information aux citoyens concernant les problèmes les plus visibles afin de les conscientiser. Plus de justice sociale dans le monde, ce qui permettrait entre autres de limiter la croissance de la population, serait aussi très positif selon cet étudiant. La participation des citoyens doit être encouragée pour les enjeux locaux, par exemple via des référendums, mais les grandes décisions, par exemple concernant l'alimentation, doivent relever du gouvernement, et éventuellement des instances mondiales. L'entrepreneurship mérite également d'être encouragé dans certains domaines. Enfin, on peut signaler que ce participant semble modérément optimiste.

Résumé de l'entrevue de Nicolas

Les valeurs

Les valeurs de cet étudiant sont assez typiques de celles de l'ensemble des participants, à l'exception peut-être de sa conception de la justice sociale. Alors que l'équité se définit par l'égalité des chances, et non par l'égalité tout court, la justice sociale à son avis veut que chacun reçoive ce qu'il a gagné par son travail et ses efforts, et qu'à la limite il ne reçoive rien s'il ne travaille pas. Néanmoins, le respect des autres l'amène à favoriser le bien commun, à être altruiste. Dans son esprit, le travail est non seulement un gagne-pain, mais aussi une manière de se réaliser (en accomplissant quelque chose) et d'être utile à la société. « Aimer son travail c'est extrêmement important. »

La liberté est importante, concernant le droit au suicide, par exemple, mais elle est limitée par les droits des autres. La famille, l'amitié, le respect de l'environnement, la science qui permet de comprendre le monde et d'aider la société, font également partie de ses valeurs. Sa religion est l'athéisme, mais il est tolérant à cet égard. Le bien-être est moral plutôt que matériel. Il est relié à l'épanouissement et à la satisfaction des besoins.

À ces valeurs que nous venons de décrire, il ajoute l'intégrité, le respect de soi, le respect de la propriété, et en particulier la rationalité qui guide ses décisions et qui, en un sens, domine l'ensemble de ses valeurs.

Le réchauffement climatique

Même si « [...] la vérité n'existe pas » selon Nietzsche, le réchauffement climatique est probablement vrai selon ce participant, et il est très difficile de l'arrêter, car nous avons atteint un point de non-retour. Il y aura donc de plus en plus d'événements météorologiques extrêmes, d'inondations et de « tremblements de terre », les glaciers vont fondre et le méthane va se dégager du pergélisol. Même au Québec, on peut remarquer que le climat a changé durant les 30 dernières années.

À son avis, « [...] la société [...] peut pas faire grand-chose », d'une part parce que la majorité des émissions de GES vient de l'industrie et que c'est donc à elle d'agir, et d'autre part parce qu'au niveau mondial, la responsabilité va aux grands émetteurs (Chine, etc.). Le capitalisme est rendu « trop loin ».

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème n'a pas beaucoup d'influence, à l'exception peut-être du recyclage qui est une habitude fortement ancrée chez lui, et peut-être aussi (un peu) du transport. Ce sont ses goûts, le prix et ses besoins qui déterminent principalement ses actions. La question des voyages ne se pose pas vraiment pour lui, car il n'est pas très intéressé (« [...] je suis bien chez moi »).

La société de 2050

En économie, ce participant considère le capitalisme comme un peu inévitable, mais il devrait être réglementé, pour protéger à la fois l'environnement, entre autres par des taxes et des règlements sur le carbone, et les travailleurs. Il faudrait que la croissance ralentisse sans qu'il y ait réduction du niveau de vie ou augmentation des problèmes de pauvreté, ce qu'une décroissance pourrait occasionner.

Le système politique en 2050 serait similaire au système actuel, en souhaitant cependant qu'il y ait moins de corruption, et que les bons gouvernements soient au pouvoir plus longtemps, tout en s'assurant qu'il n'y ait pas de risque de dictature.

Concernant les contraintes sociales qu'il faudrait peut-être imposer, cela pose un dilemme : environnement ou liberté ? La solution serait la mise en place de quelques règles, et, lorsque cela est possible, qu'il y ait des alternatives écologiques de proposées pour éviter la perte de liberté de choix. Il y aurait finalement peu de changements sociaux, car les problèmes liés au réchauffement climatique seraient réglés techniquement. Tous les produits seraient recyclables à 100%, et le zéro déchet serait la norme. L'alimentation, malgré le dilemme concernant la viande (les goûts personnels versus le respect de l'environnement), serait libre.

L'habitation serait plutôt similaire à ce qui existe actuellement (sauf qu'il y aurait peut-être des limites à la taille des maisons), entre autres parce que les transports en commun seraient électriques, efficaces et autonomes, et qu'il y aurait donc moins de circulation et de perte de temps. Pour les achats et les voyages, tout serait similaire au système actuel. Le nombre d'enfants par famille, au-delà d'un certain seuil, pourrait être limité. L'immigration serait vue positivement.

La technologie, tel que mentionné plus haut, apporterait des solutions aux problèmes, en particulier ceux liés au réchauffement climatique. Le pétrole ne serait plus utilisé et serait remplacé par l'électricité. Cet étudiant fait globalement confiance à la technologie, par exemple au génie génétique pour améliorer la santé, mais il faudrait à son avis contrôler l'intelligence artificielle et mettre en place des systèmes pour protéger la vie privée. Dans ce domaine les problèmes sont déjà présents.

Les conditions pour y parvenir

Pour ce participant, la solution aux problèmes environnementaux passe par la technologie, et la condition pour atteindre une société respectueuse de l'environnement est d'investir massivement (tout le budget de la défense) en recherche scientifique, technologique et environnementale, entre autres par des bourses élevées pour les étudiants-chercheurs. Le gouvernement devrait mettre en place des mesures sévères de contrôle des émissions de GES des entreprises (qui sont aux mains des « riches » qui veulent faire du profit), si possible dans le cadre d'un accord mondial. Les citoyens ne sont pas suffisamment informés, mais ils pourraient toutefois être sensibilisés par des actions concrètes (plantation d'arbres, par exemple), ce qui serait plus efficace que via des campagnes de promotion. Les experts ont un rôle à jouer pour fournir de l'information, mais il y a un risque qu'ils subissent l'influence des entreprises. Considérant ce qui précède, cet étudiant ne croit pas qu'une meilleure éducation et plus de justice sociale soient des conditions nécessaires pour favoriser les changements requis. L'entrepreneuriat est utile s'il s'exerce dans le respect de l'environnement.

Il est d'un optimisme modéré, car même si les pétrolières vont s'opposer aux changements, les jeunes commencent à agir. En outre, il constate qu'il y a incertitude sur l'évolution du climat malgré la réduction des émissions de GES.

Résumé de l'entrevue de Maude

Les valeurs

Les valeurs de cette participante qui ont une influence significative (en particulier sur ses décisions les plus importantes) sont le respect de l'environnement, le respect des autres et l'aide à leur apporter, l'équité et le bien commun. L'équité, par exemple homme – femme, est un concept qu'elle préfère à celui de justice ou de justice sociale. La famille au sens large, incluant les amis (la famille choisie) est une valeur qui se rattache au respect des autres et à l'aide à leur apporter.

Dans la société actuelle, la liberté est parfois brimée, mais parfois aussi trop peu encadrée. La société devrait laisser les citoyens libres de certains choix, par exemple en ce qui a trait à l'avortement, mais certains comportements devraient être mieux encadrés par des règles (« il y en a qui font un peu n'importe quoi »). La liberté d'expression est importante, mais doit être utilisée avec respect. Le travail est important parce qu'il se rattache au besoin d'aider la société, mais il ne doit pas tout dominer. Ainsi la famille a plus d'importance que le travail. La science, qui permet d'avancer et d'évoluer, est positive, même si les technologies actuelles peuvent avoir certains impacts négatifs sur les interactions sociales. Cette étudiante est indifférente par rapport la religion, mais elle est tolérante si la pratique n'a pas d'impact négatif sur les autres.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique, selon les mots de cette participante, est « alarmant [...] [et] [...] un peu fâchant ». Il va « [dérégler] l'écosystème global de la planète », causer la fonte des glaciers, la montée des eaux et la disparition de villes côtières, et augmenter les catastrophes naturelles au point même de nuire à la vie.

Les « grands gestes » étant plus difficiles, ce sont les actions individuelles qu'il faut privilégier pour contrer le réchauffement : réduction des déchets, achats écoresponsables, diminution de l'usage du plastique, etc. Combinées, ces actions auront un effet sur les entreprises, par exemple.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème n'a pas beaucoup d'influence, en particulier sur son alimentation (« [je] dirais que je suis sensibilisée sans agir énormément ») et ses choix pour le transport (« [pour] quatre, on a trois voitures »). Les questions de besoins et de commodité semblent en être le principal déterminant. Son intérêt pour les voyages est motivé en partie par des considérations familiales, sa famille élargie vivant en France.

La société de 2050

En économie, cette participante n'imagine pas un système très différent du système actuel, mais elle souhaite cependant que l'argent ait moins d'importance, que la production matérielle et la consommation soient réduites, et que d'autres indicateurs (basés sur le concept de bonheur et l'immatériel) soient utilisés comme mesure de la performance. Une monnaie internationale commune serait intéressante.

En politique, elle souhaite un système similaire au système actuel, avec le même degré de liberté, mais comportant une réduction du marketing et plus de participation citoyenne.

Le mode de vie en 2050 serait plus communautaire et social et les ressources seraient groupées et mieux utilisées. Il y aurait certaines contraintes et de l'encadrement, en particulier pour le recyclage, le compostage, la gestion des déchets et la consommation, via le contrôle de l'offre et de la demande, et aussi par des taxes et des incitatifs financiers. L'alimentation serait plutôt similaire à ce qu'elle est maintenant, avec la même liberté de choix, mais les produits locaux seraient favorisés et les emballages réduits. L'habitation aussi serait plutôt similaire à ce qu'elle est maintenant, avec la même liberté de choix et la même diversité, mais il y aurait des règles concernant l'énergie. Les transports en commun seraient

efficaces, il y aurait moins de voitures, et tous les véhicules seraient électriques. Tel qu'indiqué plus haut, la consommation serait réduite et responsable, et les produits seraient de meilleure qualité. Il n'y aurait pas de restrictions sur les voyages car ils représentent une forme d'enrichissement personnel souhaitable, mais les avions seraient moins polluants et des mécanismes de compensation carbone (\$) seraient développés. Il n'y aurait pas de limites sur le nombre d'enfants par famille, toutefois ils seraient éduqués au respect de l'environnement. L'immigration serait vue positivement.

La technologie en 2050 pourrait apporter des bénéfices, entre autres environnementaux, mais il faudrait aussi considérer les inconvénients possibles. Les appareils devraient être plus durables et réparables. L'intelligence artificielle ne semble pas lui faire peur.

Les conditions pour y parvenir

Les changements requis selon cette étudiante sont déjà un peu en route, par exemple dans le domaine de la consommation et de la gestion des déchets. Il faut cependant améliorer l'éducation des jeunes à l'environnement, et leur faire comprendre l'impact qu'ils ont sur la vie des autres. C'est une des conditions. Il faut aussi que le gouvernement établisse un plan de match, prenne des décisions, établisse des balises et des normes, entre autres sur le recyclage et les déchets, qu'il y ait des actions concrètes, et moins de « *politically correct* », moins de peur de froisser une minorité. Quant aux citoyens, ils doivent être très bien informés par les experts, de façon obligatoire si possible. Elle a confiance que les jeunes surtout, qui sont plus sensibilisés que les « vieux », vont voter pour ce type de gouvernance, d'une manière qui reste cependant à définir. Une des principales difficultés est malheureusement au niveau international, car il y a beaucoup d'interactions entre les pays et notre société ne peut simplement se retirer du système.

Résumé de l'entrevue de Laurie

Les valeurs

La première valeur de cette participante est le respect des autres, c'est-à-dire la prise en compte des « conséquences de nos actions vis-à-vis les autres », un concept qui se rattache à la justice, et en particulier à la justice sociale qui doit permettre le traitement égal de tous, autant social que financier, par exemple, dans le cas des transgenres. Le bien commun est une valeur connexe. Malheureusement, à son avis, la société « fait dur » et « les personnes [...] très aisées financièrement [...] devraient aider ». La seconde valeur (fondamentale) est le travail. « [C'est] important de s'impliquer à 110% dans son travail », car celui-ci a une valeur sociale, il permet de gagner sa vie (de « mériter » ce que nous avons), et il apporte plaisir et récompense. La famille et les amis sont aussi des valeurs importantes.

« [Dans] un monde idéal, tout le monde serait libre. » Mais, selon elle, la liberté est souvent mal utilisée. C'est aussi le cas pour la science, car malgré des avancées intéressantes, en particulier dans le domaine médical, il y a des recherches inutiles qui demandent des ressources qui seraient beaucoup mieux utilisées dans le domaine de l'environnement. Quant au bien-être, ce n'est pas un but premier. Il est difficile à atteindre actuellement, tant du point de vue matériel (« les gens ne sont jamais satisfaits »), que psychologique (l'anxiété et la dépression, « on n'avait pas de ça »). Cette participante est non-croyante, mais elle croit que religion est un besoin pour d'autres personnes, et elle est donc très tolérante.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est pour cette étudiante un problème important dont nous avons toutes les preuves, et qui est dû en grande partie aux humains. « [Notre] société va vraiment abîmer la Terre. » Il y a des espèces en voie de disparition, par exemple dans les zones froides, et la « couche d'ozone » subit les effets de ce réchauffement.

Il faut rapidement faire d'importants changements, mais elle ne les précise pas, si ce n'est l'abandon du plastique à usage unique.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème n'a pas beaucoup d'influence, sauf peut-être en ce qui a trait au recyclage, au transport urbain et à la question des voyages. C'est le prix qui semble en être le principal déterminant.

La société de 2050

En économie cette participante souhaite un système très égalitaire (les salaires étant fonction de la taille de l'unité familiale), où chacun a droit à sa part des ressources, où ces ressources sont mieux utilisées, où la croissance, la consommation et le travail sont réduits, bref un système qui respecte la Terre dont nous vivons et qui permettra aussi aux générations futures d'en vivre.

En politique, elle souhaite un gouvernement démocratiquement élu, un système qui encourage la participation des citoyens qui « seraient libres, mais encadrés », un système qui est, d'une certaine façon, moins soumis aux critiques de ceux « qui [ne] font rien »

En 2050, dans la société « sans excès » qu'elle souhaite, il y aurait des contrôles et des restrictions, un encadrement plutôt serré, des décisions collectives, et des dépenses limitées. La vie serait moins rapide et il y aurait plus de temps libre. L'alimentation serait donc « sans excès », soumise à une décision collective, et à base de repas distribués par la collectivité locale ou la ville. L'habitation serait gérée de la même manière, la dimension des maisons étant fonction du nombre de personnes. Les transports en commun fonctionneraient selon le modèle du LPU pour les travailleurs, un peu de liberté étant possible par ailleurs. Les voyages d'étude et culturels seraient autorisés, mais pas « les répétitions de voyages dans le Sud »

Le développement de la technologie serait au service de l'environnement, elle serait contrôlée par des comités d'éthique, et il y aurait peu de robots à cause des risques de pertes d'emploi et pour ne pas favoriser la paresse.

Les conditions pour y parvenir

Les citoyens étant individualistes, centrés sur leur bien-être actuel et non tournés vers le futur, il faut mettre l'accent sur l'éducation des jeunes, sur la sensibilisation de tous, sur la qualité de l'information. Il faut surtout que le gouvernement soit le moteur du changement, qu'il ait de l'autorité, qu'il exerce un contrôle, et qu'il mette en œuvre les grandes actions concrètes nécessaires. Cette participante souligne malgré tout que les jeunes sont actuellement plus sensibilisés, et qu'une plus grande justice sociale aurait une influence très positive sur les citoyens et faciliterait beaucoup les changements parce que, dit-elle, ce qui changerait pour l'un changerait pour l'autre.

Elle n'est pas très optimiste, même plutôt pessimiste : « il est un petit peu trop tard ». « Je [ne] pense pas qu'il y ait beaucoup de personnes qui seraient [prêtes] à sortir de leur zone de confort ».

Résumé de l'entrevue de Sabrina

Les valeurs

Les principales valeurs de cette participante sont toutes rattachées à un même thème qui est celui de la solidarité et du bien-être collectif. La famille et, en particulier, les amis sont importants et représentent un groupe sur lequel elle peut s'appuyer, par exemple pour des conseils. La justice, c'est pour elle la justice sociale, le bien commun, le respect des autres, et l'égalité des chances. Le respect de l'environnement et des espaces naturels est aussi lié au bien-être collectif à long terme, et donc au respect des autres. La nature, « c'est la vie ». Le travail, malgré les exigences de rendement et le stress, et s'il est en correspondance avec ses valeurs personnelles, est important car il est alors orienté vers l'aide à apporter aux autres, en plus de représenter une forme de dépassement de soi, une vocation même qui vise l'amélioration de la qualité de vie. La liberté, les droits de chacun et les choix individuels ont également une certaine importance, mais ils doivent être envisagés avec une conscience sociale et environnementale qui les limite. Malheureusement, la société actuelle est individualiste et le court terme et le moyen terme dominant, comme en témoignent

l'ignorance de l'impact environnemental (lointain) des gestes quotidiens et l'urbanisation qui empiète sur les espaces naturels. On peut noter que cette participante assimile l'intérêt général à la tyrannie de la majorité.

La science qui permet de comprendre le monde qui nous entoure est une valeur, mais les dérapages, à son avis, en ont terni l'image. Elle est agnostique, mais « la religion est encore très importante dans le monde » et elle accepte la liberté de pratique. Le bien-être, le bonheur selon elle, requiert un confort matériel de base et la possibilité de faire des choix en accord avec ses valeurs.

Le réchauffement climatique

Malgré certains doutes, cette participante accepte le consensus scientifique à ce sujet, d'autant plus que les conséquences du réchauffement sont déjà perceptibles ici et ailleurs dans le monde : événements météorologiques extrêmes, augmentation des précipitations et vagues de chaleur au Québec, fonte de la calotte polaire, « tsunamis ».

Il ne faut pas opposer le respect de l'environnement à l'économie, et nous devons donc nous mobiliser pour réduire notre consommation, diminuer la pollution et cesser le gaspillage, afin de diminuer la production de CO₂ « qui affine la couche d'ozone. »

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème n'a pas beaucoup d'influence, sauf peut-être en ce qui a trait au recyclage et à l'abandon des contenants à usage unique et des emballages excessifs. Ceux-ci sont motivés autant par des questions de prix que de commodité et de respect de l'environnement.

La société de 2050

Cette participante souhaite une économie viable, mais en décroissance, et sans perte de qualité de vie : réduction de la consommation, et diminution de la production et du travail manufacturiers, en mettant l'accent sur la qualité plus que sur la quantité.

En politique, elle souhaite, semble-t-il, une démocratie représentative améliorée. Le gouvernement serait plus tourné vers le bien commun et vers le moyen terme. Les individus seraient libres et éduqués à la citoyenneté et au vote pour leurs idées, mais il y aurait cependant certaines règles, et peut-être des pénalités ou des incitatifs financiers.

Dans la société écoresponsable de 2050, idéalement, les citoyens seraient conscientisés et les comportements écologiques internalisés. Mais il faudra en toute probabilité faciliter les comportements appropriés, utiliser « des modes de pression indirects », organiser des campagnes de sensibilisation, et même instaurer des règles, entre autres sur l'urbanisme. L'alimentation varierait au rythme des saisons, il y aurait une moins grande consommation de viande et plus de véganisme, une plus grande consommation de produits locaux et bio, et plus d'information. L'habitation serait « à l'européenne » (3 – 4 étages), il y aurait moins de banlieues à l'américaine, les villes seraient plus petites et plus denses, la vie urbaine agréable avec des commerces et des services de proximité, et les surfaces habitables réduites (par l'utilisation d'espaces multifonctionnels). Le transport en commun serait efficace et écologique. Les voyages seraient permis en autant que les avions seraient non polluants, sinon ils seraient uniquement virtuels. L'adoption d'enfants serait valorisée dans l'espoir de limiter les naissances.

La technologie en 2050 serait très développée dans de nombreux domaines : énergies vertes, implants pour de nombreuses applications, intelligence artificielle, drones, etc. Pour diminuer les risques de grands dérapages, elle serait contrôlée et orientée par des comités d'éthique. Son but premier serait le respect de l'environnement. Il faudrait « abolir le plastique ».

Les conditions pour y parvenir

Pour mettre en place la société souhaitée, il faut que les jeunes (« qui vont vivre dans ce monde en perdition ») prennent plus de place et qu'ils votent pour des personnes et des partis « qui ont envie de prendre en mains notre futur dans une optique de respect de l'environnement. » Les gouvernements doivent être à l'écoute de la communauté scientifique, comprendre les vrais besoins à long terme, implanter la réglementation appropriée, et aussi favoriser les innovations environnementales et économiquement viables.

Les citoyens doivent être éduqués et sensibilisés. Malheureusement, d'une part, les citoyens sont individualistes et ont peur des changements et des efforts à faire, et les élus sont souvent centrés sur leurs propres intérêts. Heureusement, d'autre part, il y a des progrès lents, mais réels. Cette participante est donc modérément optimiste, malgré sa confiance limitée dans les citoyens et les élus. On peut noter que l'égalité des chances (qu'elle souhaite pourtant) ne lui apparaît pas comme une condition essentielle et que le contrôle idéologique ne peut selon elle être imposé par la force.

Résumé de l'entrevue de Noémie

Les valeurs

Quatre valeurs semblent particulièrement importantes pour cette participante : la famille, les amis et les relations sociales en général, le respect, le travail et la nature. Le respect, auquel elle associe la loyauté et la fidélité, engendre la paix sociale. Le travail, dit-elle, malgré certaines insatisfactions liées à l'exercice de sa profession future, « c'est une partie de moi ». Il permet l'épanouissement. Il crée un sentiment d'accomplissement et la rend fière de faire des efforts et de donner le meilleur d'elle-même pour rendre service aux autres (« je suis une personne de cœur »). Quant à la nature, « je vis avec ».

En un sens, la société actuelle, où le salaire est fonction des études et du travail, est juste, même si l'idéal serait la même chose pour tous. La justice, ou l'équité, se définissent de la même manière, c'est-à-dire par une considération égale pour tous, ce qu'elle souhaite, et non en fonction de la place occupée dans la société. La justice sociale ne semble pas être une notion très bien comprise, et le bien commun, malgré son importance, n'est pas une valeur profondément ancrée en elle.

La liberté des choix de vie est également une valeur importante, mais la liberté d'expression est fortement limitée par le respect que l'on doit aux autres. La science, pour cette participante, n'est pas une valeur, mais plutôt un état de fait qu'il faut accepter. Elle permet le confort de vie actuel. Elle ne pratique pas sa religion, mais elle tolère celle des autres si cette tolérance est mutuelle.

Le réchauffement climatique

Pour cette participante, le réchauffement climatique est actuellement trop élevé. C'est un phénomène qui s'amplifie, ce qui va causer la fonte des glaciers et la montée des eaux, et accentuer l'érosion. Il va aussi perturber l'équilibre des espèces animales, dont certaines vont disparaître et d'autres se développer.

Il ne faut pas arrêter le développement de nouvelles technologies qui rendent la vie plus confortable, mais il faut le faire avec modération, en minimisant les impacts environnementaux. Il faut que les entreprises deviennent écoresponsables, arrêtent de se concentrer sur l'utilisation des énergies fossiles, et développent à ce sujet des nouvelles technologies. Autrement dit, la voie à suivre, c'est le progrès et la modération, c'est l'équilibre technologie – environnement.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème n'a pas beaucoup d'influence, sauf peut-être concernant le recyclage qui est une habitude très bien ancrée chez elle et qui permet de réduire la pollution. Pour le reste, ses comportements sont plus guidés par des questions de goût, de confort, de commodité, et de prix, et par des considérations culturelles.

La société de 2050

En économie, cette étudiante propose des changements radicaux : égalité des salaires (ou même absence de salaires et simple échange de services), travail en fonction des goûts et capacités, et décroissance. « [Ça] serait un gros travail d'équipe. » Elle souhaite donc pour 2050 un certain retour « aux sources ». Elle n'accorde pas d'importance à l'argent, dit-elle, et n'est pas matérialiste.

En politique, elle souhaite un système de type socialiste, où le pouvoir serait cependant moins concentré, où les dirigeants seraient plus nombreux, et où ces derniers auraient un meilleur contact avec la population et une meilleure connaissance des besoins dans chaque localité.

La participation des citoyens serait favorisée, mais elle ne souhaite pas qu'ils aient tout le pouvoir. Les citoyens seraient libres de leurs choix, mais dans un cadre bien défini.

Dans la société très écoresponsable de 2050, sans pollution, où la pratique des 4R serait la norme et qui serait en symbiose avec la vie animale, il y aurait donc une forme de contrôle et certaines restrictions. La liberté s'exercerait dans un cadre restreint, les choix étant limités par les options offertes. Ainsi dans l'alimentation, qui serait moins transformée, sans OGM, et plus « locale », les choix permis seraient fonction des besoins et des disponibilités, les citoyens étant par ailleurs informés sur les questions de nutrition et de santé. Une forme d'interconnexion mondiale serait établie afin de prendre en compte, si possible, l'état des productions mondiales. Les choix seraient également restreints pour l'habitation en fonction des besoins et, pour garantir le respect des espaces naturels et favoriser une sorte de « campagne en ville », il n'y aurait pas de constructions en hauteur et les citoyens dormiraient dans des constructions souterraines. Dans la même optique, les transports aussi seraient souterrains, encore une fois pour que les écosystèmes soient mieux protégés. Certains types de voyage seulement seraient permis, les hôtels de villégiature de type tout-inclus en particulier étant interdits. Toutefois, le nombre d'enfants par famille ne serait pas contrôlé.

En 2050, la technologie serait très avancée, elle serait bien contrôlée, et elle serait au service des humains dans tous les domaines : contrôle des changements climatiques, maintien des contacts humains (car ils sont très importants), agriculture, confort, etc. « C'est ça la solution », « tout va mieux fonctionner avec ça ». On peut même imaginer des « machines qui vont filtrer le CO₂ » et des enfants fabriqués dans des utérus artificiels et contrôlés génétiquement.

Les conditions pour y parvenir

La condition requise pour que la société écoresponsable (et qui évite les excès) que cette étudiante souhaite soit mise en place d'ici 2050 est l'élection d'un gouvernement qui prendra les bonnes décisions, qui développera les règles nécessaires en accord avec les experts et les scientifiques (dont les avis seront déterminants) et avec les citoyens, et qui les fera appliquer. Les citoyens, qui auront choisi ce gouvernement, devront accepter ces règles et apprendre

graduellement (pour vaincre la résistance naturelle au changement) à s'y conformer. Cela sera favorisé par une meilleure éducation pour les enfants qui deviendront les professeurs des adultes dans le domaine de l'environnement, par une forte sensibilisation à ces enjeux, par la mise en place de conditions facilitantes, et aussi, en partie, par une forme d'obligation pour les réfractaires de se conformer à l'avis de la majorité sous peine de se faire expulser de la communauté.

Cette participante fait confiance à l'avenir, parce que la technologie va offrir des solutions, et parce que le passage des générations va naturellement engendrer une plus grande sensibilisation aux problèmes.

Résumé de l'entrevue d'Audrey

Les valeurs

Les valeurs de cette étudiante sont assez typiques de celles de l'ensemble des participants, sans qu'aucune d'elles ne semble avoir une beaucoup plus grande importance que les autres, si l'on excepte le respect de l'environnement. La famille et les amis, dit-elle, permettent de développer un certain sentiment d'appartenance et des habiletés de communication. La justice est reliée au respect des autres et à l'ouverture d'esprit, et la justice sociale se définit par l'équité (à chacun selon ses besoins) plutôt que par l'égalité. La liberté est importante et inclut non seulement celles de choix, de pensée, d'expression et le droit ne pas être brimé par les autres, mais aussi d'être écouté, parce que c'est le moyen pour « pouvoir faire des changements dans la société ». Le travail implique l'effort et la fierté parce qu'il a un objectif social en plus d'être un gagne-pain. La science permet la réflexion et la connaissance, et également des avancées, mais qui ne sont cependant pas toutes très utiles. Le respect de l'environnement et de la nature est une valeur qu'elle a intégrée ; la nature lui procure du bonheur et réduit son stress. Sa religion est l'athéisme, ce qui ne l'empêche pas d'être tolérante, malgré la confusion qui peut parfois résulter dans la société des différentes croyances.

Le réchauffement climatique

Pour cette participante, il y a non seulement un réchauffement climatique, d'origine partiellement anthropique, qui est responsable de l'élévation du niveau de la mer, mais aussi des changements climatiques qui se manifestent en particulier par l'augmentation des catastrophes naturelles, des inondations, etc.

Il faut en conséquence faire la promotion du transport en commun, diminuer l'utilisation du plastique à usage unique, et réduire les émissions de gaz carbonique, l'activité pétrolière et toutes les autres activités nuisibles à l'environnement.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a actuellement une certaine influence, peut-être particulièrement sur ses pratiques de consommation et surtout sur ses habitudes de transport par le choix, quand cela est possible, d'un lieu d'habitation où il y a des services de proximité.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite la réduction de la consommation et des importations, la production de biens plus durables, et la fin ou la réduction des subventions aux industries. La croissance n'est pas nécessaire à son avis, et on pourrait même envisager une certaine décroissance, tout en investissant dans les technologies écologiques. Il faudrait, plus largement, que la société de 2050 accorde moins d'importance à l'argent.

En politique, sans faire référence à un nouveau modèle de démocratie, elle souhaite tout simplement un gouvernement vert, capable d'agir rapidement avec suffisamment d'autorité et d'établir des règles, mais qui laisse les citoyens participer le plus possible pour que celles-ci soient mieux acceptées.

Dans la société écoresponsable de 2050, les citoyens seraient conscients des changements climatiques, ils auraient intégré les valeurs environnementales et changé leurs comportements quotidiens, mais il y aurait tout de même un certain contrôle (il faudrait

limiter plus qu'interdire) et des lois favorisant la valorisation des bons comportements. L'alimentation comporterait moins de viande rouge et de produits transformés, et les emballages seraient réduits. Dans le domaine de l'habitation, où certaines contraintes pourraient être nécessaires, il faudrait que les maisons soient petites et que toutes aient un jardin. Les transports en commun et actifs seraient la norme et, tel que mentionné plus haut, la consommation en général serait réduite. Les voyages, parce qu'ils développent l'ouverture d'esprit et représentent un enrichissement, ne seraient pas interdits, mais seulement limités. Les familles seraient limitées à un enfant ou deux, et les « choix génétiques » ne seraient pas autorisés.

En 2050, la technologie serait orientée vers le domaine de l'environnement, vers des avancées écologiques, et non vers des innovations pour faciliter le quotidien. Cette participante se méfie, par exemple, de l'intelligence artificielle.

Les conditions pour y parvenir

Spontanément, cette étudiante ne voit qu'une seule condition pour parvenir à la société écoresponsable de 2050, c'est l'éducation, qui permettra de changer les mentalités et d'utiliser la technologie de façon intelligente. Elle est indécise concernant qui devrait être le moteur du changement et donner l'impulsion initiale, et sur le rôle exact du gouvernement. Les décisions devraient selon elle être prises en collaboration entre les experts et les scientifiques, le gouvernement et les citoyens. Elle a peu confiance dans les gouvernements, mais ils auront à établir certaines règles (probablement moins nécessaires si l'éducation est bien faite), car même si les citoyens doivent avoir un rôle important (par exemple au moyen de référendums), il faut parfois « serrer la vis ». L'équilibre entre les droits des citoyens et ceux de la collectivité lui semble difficile, par exemple si on considère nécessaire de fermer une usine polluante où des travailleurs gagnent leur vie.

Cette participante ne semble pas très inquiète, ni très pessimiste, mais il y a peu d'éléments dans ses propos pour en juger.

Résumé de l'entrevue d'Alexandre

Les valeurs

Les valeurs de cet étudiant sont assez typiques de celles de l'ensemble des participants, quoique certaines soient colorées par une forme d'individualisme. La famille et les amis sont importants, mais il ressent aussi de temps à autre le besoin d'être seul. La justice sociale est un concept auquel il adhère plus ou moins, car il considère les inégalités de départ inévitables (« sur le papier, le système communiste est génial [...] mais c'est une utopie »). Sans rejeter la nécessité de l'entraide, ni du respect des autres, ni de la protection de la planète dont nous avons besoin pour vivre, le bien commun n'est pas pour lui une valeur centrale (« chacun fait ses petites affaires »). Il recherche le plaisir plutôt que l'argent, par exemple lors de randonnées dans la nature, en s'efforçant de moins consommer pour la protéger, et tout en déplorant que la politique fasse l'inverse et place l'argent avant l'environnement. Le bien-être, dit-il, c'est un travail intéressant, des amis, un certain confort matériel, une absence de désir, et c'est fragile.

La liberté est importante pour lui, mais elle a des limites, et surtout elle nécessite des compromis, car il faut respecter les valeurs des autres si nous voulons qu'ils respectent les nôtres. Le travail doit être à la fois un plaisir, une forme d'épanouissement et une aide à la société, mais il ne doit pas être trop intense. Sa religion, comme de nombreux autres participants, est l'athéisme, et il est tolérant en autant qu'il n'y a pas de prosélytisme. La science est importante, elle a du bon et du moins bon, mais le contrôle sociétal sur son développement, par exemple en génétique, est parfois excessif. Ainsi, il ne voit pas de problème éthique au clonage des humains, ni d'ailleurs non plus à une certaine forme de favoritisme.

Le réchauffement climatique

« [Nous sommes] dans la merde. » Cette phrase résume la pensée de ce participant concernant les effets du réchauffement climatique : événements météorologiques extrêmes, montée des eaux, perte d'espaces habitables, migrations, pertes de vies humaines. L'espèce humaine va survivre, dit-il, mais dans quelles conditions ?

Il est déjà trop tard pour stopper ce phénomène. Il faudra vivre avec les conséquences et s'adapter. Pour éviter de l'aggraver, il faut immédiatement planifier l'abandon des énergies fossiles et considérer d'autres options, en particulier l'énergie nucléaire malgré les difficultés causées par le stockage des déchets.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a actuellement une certaine influence, particulièrement pour ce qui est du recyclage et, peut-être un peu aussi, de l'alimentation et du transport urbain, mais pas vraiment en ce qui concerne les voyages.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite une certaine forme de libéralisme, mais qui est compatible avec la réduction de la consommation et la décroissance, qui comporte moins d'inégalités, où la production est contrôlée par la gestion de l'offre (voir plus bas), dont la performance n'est pas principalement évaluée par le PIB mais par d'autres indicateurs, qui est basée sur le respect de l'environnement, et qui, à terme, atteindrait un certain équilibre. Il y aurait en 2050 une monnaie mondiale, et plus d'entraide internationale.

En politique, la démocratie représentative fonctionne assez bien, mais cet étudiant souhaite que la société cible mieux les problèmes et les solutions, qu'il y ait beaucoup plus de véritables discussions et de travail non partisan, et donc que le système de vote ne permette pas à un seul parti de dominer. Afin de favoriser l'élection de personnes ayant vraiment pour but le bien public, les salaires seraient réduits ou nuls pour les hauts dirigeants. Il y aurait un équilibre individu – société, de l'entraide, et tel que mentionné plus haut, les inégalités seraient un peu réduites. Il n'y aurait pas de « justice collective » sur Internet.

Dans la société de 2050 où la consommation serait réduite, il y aurait certains contrôles. La gestion de l'offre s'appliquerait à tous les produits, les quotas étant déterminés en assemblée avec le gouvernement (par un processus plus ou moins clair), et les heures de travail seraient limitées. Il faudrait, dit ce participant, encadrer les citoyens, « mais sans les restreindre. »

L'alimentation serait moins chère et aussi variée qu'actuellement (l'entomophagie existerait), la gestion de l'offre garantissant de bons revenus stables aux producteurs, sans risque de surconsommation. La gestion de l'offre permettrait également de réduire globalement toute la consommation en fonction des besoins. Les maisons intergénérationnelles seraient favorisées. Toutes les habitations auraient un jardin et des arbres, la diversité des espèces étant la règle. Il y aurait un centre-ville étendu avec moins de tours d'habitation, et des éco-quartiers partout. Les transports en commun seraient gratuits, et les véhicules électriques et autonomes. Les voyages à l'étranger ne seraient pas restreints, mais le tourisme local serait encouragé. Afin de réduire la population, il y aurait au départ un enfant seulement par famille (les autres, « le surplus », devant être offerts à l'adoption), puis deux.

En 2050, la technologie aura beaucoup avancé, on en contrôlera les applications et elle sera au service des humains et de l'environnement : moins de travail, avancées médicales, robots, voitures autonomes, énergies renouvelables (dont l'énergie nucléaire malgré les difficultés).

Les conditions pour y arriver

Pour mettre en place la société souhaitée, les conditions de base sont l'élection d'un gouvernement ayant les idées appropriées, une réforme de l'éducation pour la rendre accessible et abordable à tous et pour qu'elle soit adaptée à chacun (même les enfants en difficulté) selon ses talents et sa façon d'apprendre, une bonne information et des explications offertes à la population, et une certaine réglementation s'adressant en priorité à la classe possédante, le tout dans le but de bâtir la cohésion nécessaire.

Dans l'esprit de ce participant, c'est le gouvernement qui doit être responsable de mettre en route les changements requis, en développant les objectifs et les méthodes avec les experts et les scientifiques et les règles d'application avec les citoyens. Il doit exercer une autorité très forte au début car « l'humain [n'] aime pas le changement ». Les citoyens, bien informés par les experts, participent à la prise de décision par des discussions suivies de référendums, mais le gouvernement garde un droit de veto.

Ce participant n'est pas très inquiet, ni très optimiste. Les humains ont tendance à oublier leurs erreurs et à les refaire. Mais il faut agir, paniquer ne sert à rien, dit-il.

Résumé de l'entrevue d'Anthony

Les valeurs

Les valeurs de cet étudiant sont assez typiques de celles de l'ensemble des participants. Il en est ainsi de l'importance accordée à la famille, aux amis et à l'entraide, du respect pour la nature et l'environnement, de la vision positive de la science, et du rôle de la religion dans la vie de bien des gens. Sa conception des valeurs du travail, de la liberté et de la justice mérite cependant quelques remarques.

Le travail pour lui va bien au-delà du salaire et des gains économiques. C'est un élément important de sa vie qui lui procure, et lui procurera, beaucoup de satisfaction et de fierté, celle-ci étant entre autres liée à la finalité et à l'utilité sociale de son travail. Il accorde aussi beaucoup d'importance à la liberté, tant la liberté d'action et de choix que d'expression et de pensée, les limites en étant les droits de la personne et les règles normales de la vie en société. Quant à la justice, à laquelle il rattache la notion d'honnêteté, il considère que tous devraient être « sur un même pied d'égalité à la naissance » et que chacun devrait recevoir « la part qui lui est due », ce qui, à son avis, n'est pas le cas actuellement dans la société car il y a, par exemple aux États-Unis, « un gros écart entre les riches et les pauvres ». Les notions qui y sont associées, comme la justice sociale, l'équité, l'égalité des chances, l'égalité effective, le bien commun et l'intérêt général, ne semblent pas être très bien comprises, ni avoir pour lui une définition précise. On peut également retenir que le bien-être repose sur une bonne gestion du stress, sur une vie sociale active, sur les sentiments et les émotions, et non sur les choses matérielles.

Le réchauffement climatique

Pour ce participant, le réchauffement climatique est d'origine anthropique et aura des conséquences très significatives : « extinction de masse », modification des courants marins,

fonte des couverts de glace, perturbation des écosystèmes et augmentation des événements météorologiques extrêmes. Ce sont les populations fragiles qui en subiront le plus les impacts et il y aura une augmentation des inégalités internationales.

Il faut limiter à son avis la consommation d'énergies fossiles, développer l'utilisation des énergies renouvelables et propres, si possible même la fusion nucléaire. Il faut également limiter globalement notre consommation et que celle-ci devienne plus écologique et responsable.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a actuellement une certaine influence, particulièrement en ce qui a trait au transport urbain et à l'alimentation.

La société de 2050

Ce participant souhaite en 2050 un système économique comportant moins d'inégalités, dont la performance n'est pas mesurée principalement par la croissance du PIB, qui repose moins sur les importations, qui protège l'environnement, et dont les entreprises sont de type coopératif où les décisions sont prises en groupe.

En politique, il souhaite une démocratie représentative améliorée, où le pouvoir est moins personnel, moins concentré et plus représentatif, mais comportant néanmoins un système de vote à deux tours pour favoriser la formation de gouvernements plus solides.

Dans la société écoresponsable souhaitée de 2050, les citoyens ne seraient pas soumis à des contrôles, à des restrictions ou à des interdictions particulières, mais il y aurait des primes et incitatifs aux comportements écologiques (par exemple en ce qui a trait aux déchets), et il y aurait des contraintes pour l'industrie, entre autres sous forme de taxe carbone. L'alimentation serait assez similaire au système actuel, mais il y aurait plus de produits locaux, de la viande produite de façon écoresponsable, et l'agriculture urbaine serait favorisée. L'habitation serait également assez similaire au système actuel, mais elle serait

écoresponsable et multigénérationnelle, avec des espaces verts et plus de tours. Les transports en commun seraient efficaces et priorités et les véhicules seraient autonomes. Il n'y aurait pas de restrictions sur les voyages, en souhaitant cependant l'arrivée d'avions électriques. Dans le domaine de la consommation, le système serait aussi assez similaire au système actuel, les importations étant toutefois limitées et les comportements écoresponsables (les 4R) fortement encouragés. Il n'y aurait, de façon naturelle, qu'un enfant ou deux par famille

La technologie permettrait de régler certains problèmes environnementaux, en particulier grâce aux énergies renouvelables, l'intelligence artificielle serait bien contrôlée mais bénéfique car elle permettrait une meilleure réflexion sur les problèmes, les progrès de la génétique seraient également intéressants, mais aussi bien contrôlés. Le seul véritable aspect négatif de la technologie serait les pertes d'emploi dues aux robots.

Les conditions pour y arriver

Pour parvenir à la société de 2050, la seule véritable orientation de l'avis de ce participant est l'éducation et la sensibilisation, en ayant recours aux scientifiques et aux experts. Les citoyens auraient plus l'esprit critique face aux fausses informations et seraient moins polarisés. Il faudrait toutefois que l'éducation soit mieux adaptée aux capacités de chaque élève. En outre, plus de justice sociale favoriserait la cohésion et donc la communication et la sensibilisation de tous.

Ce sont les citoyens qui doivent être le moteur du changement souhaité, quels que soient les processus envisagés : consultation, assemblées, comités, etc. Cet étudiant a confiance aux citoyens qui sauront bien utiliser leur liberté s'ils sont bien informés. Des incitatifs financiers et sociaux pourraient favoriser ce processus et certains leaders d'entreprise pourraient développer des solutions et initiatives innovantes.

Le gouvernement dans la vision de cet étudiant est alors un arbitre, car il doit tenir compte de l'avis des experts et des scientifiques et de celui de la population, et il est aussi, bien sûr, un exécutant.

Ce participant est inquiet, mais il est malgré tout d'un optimisme modéré.

Résumé de l'entrevue de Mathieu

Les valeurs

Les valeurs de ce participant sont pour la plupart liées aux relations humaines et à la notion de bien-être. Son bien-être, dit-il, est rattaché à celui des autres. « [Quand] les gens sont heureux, [...] ça me rend heureux. » Sans surprise, la famille et les amis sont deux facettes des relations humaines auxquelles il accorde beaucoup d'importance. Il voit aussi l'équité et le bien commun dans la même optique : c'est dans les petits groupes (où les relations humaines sont plus intenses), et non pas dans la société dans son ensemble, que ces deux concepts trouvent leur application et leur importance (même s'il considère « [que la société] est dans la bonne direction en termes d'équité »). Le travail est important parce qu'il est utile aux autres. Il est fier de son travail, parce que sa fonction principale est de rendre les autres heureux. Enfin, il est attaché à la nature et il la respecte parce qu'elle le rend heureux, parce qu'elle lui procure de beaux moments de détente et de bien-être. D'où l'importance pour lui, d'ailleurs, du concept de développement durable.

La liberté, sauf peut-être la liberté d'expression, n'a pas énormément d'importance parce qu'il faut, dit-il, des règles et des lois pour assurer le bien commun. La science est une valeur parce qu'elle permet de comprendre les problèmes, mais il arrive malheureusement qu'elle en crée d'autres. Il faudrait à son avis mieux gérer les priorités dans ce domaine (est-ce important, par exemple, d'explorer l'espace ?), et aussi ne pas négliger les sciences sociales et l'étude du comportement humain. La religion ne fait pas partie de ses valeurs, mais la spiritualité a sa place, et il est tolérant et respecte le choix des autres. On peut noter que l'art et le divertissement font partie de ses valeurs.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un problème urgent bien mis en évidence par les températures élevées enregistrées aux pôles. Montée des eaux (« Limoilou [...] va quasiment disparaître »), difficultés dans le domaine alimentaire, perturbations psychosociales suite à la détérioration de la nature, sont des exemples de ce qui nous attend.

Il est cependant encore possible de régler ce problème, en particulier en s'attaquant à la question du transport. Il faut réduire les importations et développer la production alimentaire locale et individuelle, ce qui va réduire à la fois les besoins en transport et l'usage des pesticides. Il faut favoriser les transports actifs, développer l'électrification des véhicules et réduire globalement nos besoins dans ce domaine, y compris pour ce qui est des voyages.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a relativement peu d'influence. Ses comportements sont principalement déterminés par ses habitudes et par des considérations financières. Il n'est pas très intéressé par les voyages.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite plus d'équité, la fin de la course à la productivité, un système tourné vers la satisfaction des besoins de base et qui assure à tous un certain confort (« sans être dans l'excès »), un système qui est suffisamment efficace pour permettre la réduction du travail, qui est basé sur la production et les cultures locales (diversifiées et densifiées), et où la monnaie serait seulement utilisée pour les échanges internationaux.

En politique, il souhaite une organisation démocratique à base de micro-villages autogérés, où la participation citoyenne serait légèrement accrue, et où il y aurait une meilleure reddition de comptes pour favoriser les décisions qui ont une portée à long terme. Cette organisation comporterait malgré tout un système de gestion au niveau national, et peut-être même au niveau mondial.

La société que souhaite ce participant en 2050 nécessiterait des contrôles et des restrictions (« ça prend des règlements qui sont assez stricts »). Il envisage par exemple des règles sur la distance maximale entre le lieu de production et le lieu de consommation, ou encore le recours à des taxes, c'est-à-dire à l'éco-fiscalité, car il craint que les comportements d'une bonne partie de la population ne soient pas écoresponsables (« ils vont quand même vivre dans le déni »). L'alimentation serait à base de produits locaux, et axée sur les végétaux et

l'utilisation des semences ancestrales. L'habitation serait organisée pour favoriser la densification (pour protéger les espaces agricoles), le développement d'espaces fonctionnels partagés (les cuisines, par exemple), que ce soit dans des immeubles en hauteur ou dans des coopératives de micro-maisons, et aussi la proximité avec la nature. Les transports dans ce contexte seraient moins importants car il y aurait des services de proximité. Transports actifs, transports en commun et co-voiturage seraient la norme. La consommation serait réduite, les biens seraient produits le plus possible localement, sinon individuellement, et l'échange de services serait courant. Il y aurait une forte réduction des voyages et du tourisme, au profit de la découverte des différentes cultures en région. Sans que cela soit contrôlé directement, divers mécanismes (réduction du nombre d'enfants, de l'espérance de vie, et de l'utilisation de la médecine moderne (!)) feront en sorte que la population de la planète sera réduite en 2050 et ainsi que les ressources nécessaires aux générations futures seront protégées.

En 2050, on continuera de profiter des bienfaits pour l'humain et l'environnement de la recherche et du développement de la technologie, mais en exerçant un certain contrôle, et beaucoup de prudence, afin d'éviter les répercussions négatives et l'emploi de technologies peu utiles.

Les conditions pour y parvenir

Pour parvenir à la société qu'il souhaite, ce participant croit qu'il faut que les gouvernements soient le moteur des changements et qu'ils mettent en place de façon progressive les politiques requises, par exemple des programmes de subventions pour l'utilisation des semences ancestrales et le développement de l'agriculture biologique. Les experts ont l'information et doivent proposer les solutions que les gouvernements ont ensuite le devoir de mettre en œuvre, en plaçant l'humain et le long terme au premier plan (ce qui implique une meilleure reddition de comptes). Plus d'égalité, plus de justice sociale, des taxes plus progressives, et une meilleure éducation font également partie des conditions pour favoriser les changements. Les citoyens n'ont pas à son avis les connaissances suffisantes pour prendre les décisions fondamentales les plus adaptées pour l'avenir de la collectivité.

Il n'est pas catastrophé, dit-il, mais son optimisme (?) est tempéré par la confiance plutôt faible qu'il a envers les gouvernements actuels.

Résumé de l'entrevue de Maxime

Les valeurs

Les premières valeurs mentionnées par ce participant sont d'abord l'altruisme, et ensuite la famille, les amis et les relations humaines. Il déplore que les individus, et en particulier les riches, ne pensent souvent qu'à eux-mêmes, et il accorde donc de l'importance à la justice sociale. Sur certains points (par exemple la santé), la société actuelle est juste, sur d'autres (par exemple l'écart entre les pauvres et les riches), elle ne l'est pas. La consommation (excessive) est aussi un comportement de société qu'il déplore.

Le travail est pour lui une valeur parmi d'autres. Il veut « être bon à l'école [puis] progresser pour avoir un bon métier ». Il travaille pour gagner sa vie, pour avoir du plaisir, pour se sentir bien, pour se faire des amis, et aussi « pour les autres ». Il se dit ouvert aux nouvelles idées et il apprécie les connaissances que la science peut apporter, particulièrement dans le domaine de l'environnement, mais cette valeur n'est pas nécessairement très fondamentale pour lui. Il apprécie également la liberté de choix et d'expression que notre société offre. La religion, qui a surtout été à son avis un moyen de contrôle des populations, n'est pas une valeur, ni pour lui, ni pour la société, mais il est tolérant. La nature, « c'est elle qui nous fait vivre » et il faut en prendre soin.

Il associe le bien-être aux relations humaines, au respect de son entourage, tant physique qu'humain, et à la liberté qui lui permet de vivre sa vie au jour le jour et « d'être heureux ».

Le réchauffement climatique

Pour ce participant, le réchauffement climatique, en (bonne ?) partie d'origine anthropique (à cause de l'émission des GES), est un grave danger parce « qu'on ne pourra pas vivre dans un monde qui va être trop chaud ». Nous consommons trop, nous polluons, en particulier par

l'usage du plastique, nous (l'humain) pensons « à notre bien-être avant de penser aux autres », nous détruisons la nature. Et le gouvernement tente d'exporter nos déchets! La fonte des glaciers et d'autres problèmes causent la disparition de certaines espèces animales, et de nouveaux risques pour la santé humaine, de nouveaux virus, vont apparaître, dit-il. « On va « crasher » ! »

Les solutions à ce problème sont le développement du transport en commun et du covoiturage, de l'utilisation de véhicules électriques, du recyclage et du compostage. Les compagnies multinationales en particulier ont un grand effort à faire car elles sont les principales responsables.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a relativement peu d'influence. Ses comportements sont principalement déterminés par ses habitudes, par ses goûts, par ses besoins et par des considérations financières. Il aime les voyages et la découverte, et croit qu'il faut éviter le gaspillage et réduire les emballages.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite en tout premier lieu une réduction de la consommation, et donc des salaires et des profits, et une croissance prudente, orientée vers l'environnement et l'humain. Il souhaite également des investissements visant la protection de l'environnement, et le développement du recyclage. Ce sont principalement les multinationales et les citoyens les plus aisés qui doivent changer leurs comportements.

En politique, il souhaite une démocratie où les citoyens seraient plus écoutés et participent plus, un gouvernement beaucoup plus sensibilisé aux questions environnementales, un gouvernement qui viserait un juste milieu entre les impératifs environnementaux et économiques, un gouvernement qui prendrait des décisions rapides.

Dans la société de 2050, il faudra un certain contrôle et des restrictions pour réduire la consommation, et pour cela surtout réglementer les grandes compagnies afin de réduire

l'offre plutôt que de contrôler la demande. Il faudra aussi que les citoyens soient sensibilisés au respect de l'environnement, que « les gens pensent aux autres avant de penser à eux-mêmes. » Dans le domaine de l'alimentation, la consommation de viande serait réduite et il y aurait moins gaspillage. Dans celui de l'habitation, les surfaces habitables seraient réduites, et la densification (en hauteur) serait favorisée afin de moins empiéter sur les forêts et les espaces verts. Les transports en commun seraient bien développés et efficaces, le covoiturage serait encouragé, et la proximité des services et du travail réduiraient les besoins en transport. Tel que mentionné plus haut, la consommation et le gaspillage seraient réduits, et « [on ferait] attention à ce que l'on a. » Il n'y aurait pas de restrictions sur les voyages, car ils permettent la découverte d'autres cultures, mais, idéalement, il y aurait moins de séjours dans les « tout inclus ». Il y aurait aussi idéalement moins d'enfants, car la planète est déjà suffisamment peuplée, ce qui nécessitera probablement une certaine forme de contrôle.

En 2050, la technologie devra être au service de l'environnement grâce au développement et à l'utilisation de technologies vertes (un exemple serait la mise au point de véhicules électriques peu coûteux). Il faudra également qu'elle respecte les valeurs humaines et qu'on évite les dérapages possibles.

Les conditions pour y parvenir

C'est le gouvernement qui est seul en mesure de prendre les décisions et de poser les gestes requis pour que les changements nécessaires soient effectués. Le gouvernement, dit ce participant, doit écouter la population en organisant, par exemple, des assemblées consultatives permettant la discussion, et il doit la sensibiliser, entre autres par le développement de l'enseignement des questions environnementales dans les écoles primaires et secondaires, il doit « mettre ses culottes » et imposer une réglementation environnementale, en particulier aux grandes compagnies responsables de nombreux problèmes. Le rôle des experts n'est pas évoqué dans ses propos, ni la nécessité ou l'utilité, d'une justice sociale améliorée pour favoriser les changements.

Il est difficile de déterminer à partir des propos de cet étudiant s'il est plutôt pessimiste ou plutôt optimiste.

Résumé de l'entrevue de Mégan

Les valeurs

Les principales valeurs de cette participante sont en premier lieu la justice sociale, le respect, l'entraide et l'altruisme, et ensuite le travail et la liberté. La justice sociale (ou l'équité) est associée à son avis au respect dû aux autres et plus encore à l'aide qu'il faut leur apporter quand ils en ont besoin. « Sans être communiste, je trouve que c'est important que tout le monde ait un minimum de bonheur dans sa vie. » Elle considère que le travail aussi est important parce qu'elle aime être en contact avec les autres et les aider quand l'occasion se présente. Elle note également que, dans les sociétés occidentales, les femmes sont libres de s'exprimer, de choisir leur conjoint, leur mode de vie et leur religion. Elle apprécie beaucoup cette liberté, tout en n'oubliant pas qu'il faut respecter celle des autres. La famille, les amis, les relations humaines sont des valeurs qui s'ajoutent à cet ensemble.

La science est une valeur. Il suffit pour s'en rendre compte de penser à toutes les avancées dans le domaine de la médecine ou de l'environnement, même si une certaine prudence s'impose car toutes les découvertes ne sont pas également utiles à la société. La religion n'est pas une valeur pour elle, mais « c'est important pour [elle] de croire en quelque chose ». Toutefois, la liberté de religion en est une. Le bien-être est lié avant tout aux besoins de base, et ensuite, selon la pyramide de Maslow, aux besoins de nature plus psychologique (s'épanouir dans son travail et ses passe-temps, par exemple) et même spirituels (comme chercher la réponse aux questions que l'on se pose). La nature est une source de bien-être et de relaxation (elle habite près du fleuve et de la forêt).

Pour cette participante, l'honnêteté, l'effort, la connaissance, et l'authenticité sont des valeurs, mais elle considère que la société actuelle manque d'honnêteté et est plutôt égoïste.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un problème important (« épouvantable », dit-elle), causé principalement par les émissions de GES, et qui « brise les écosystèmes [...] [et] détruit des habitats » et occasionne la fonte des glaciers.

Il faut réduire les émissions de GES, prendre l'avion et l'automobile moins souvent et planter des arbres. Il faut réutiliser plus que recycler, il faut réduire notre consommation, il faut être attentif aux petits gestes que chacun peut poser.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a un peu d'influence, entre autres pour ce qui est de l'alimentation (achat de produits locaux, diminution de la consommation de viande et d'aliments transformés, réduction du gaspillage, etc.), bien qu'ils soient aussi basés sur des considérations financières. Elle n'est pas très intéressée par les voyages, à se « priver » durant des mois pour aller « passer [...] dix jours dans le Sud ».

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite un système mixte, ni 100% capitaliste ni 100% communiste, une réduction de la consommation et même une certaine décroissance car il faut cesser de croire à la croissance infinie.

En politique, le système actuel de démocratie représentative est très satisfaisant, mais elle souhaite l'élection d'un « parti politique qui veut vraiment faire des changements », d'un gouvernement à la fois solide et modéré.

Le mode de vie qu'elle souhaite pour 2050 serait paisible, donnerait la priorité aux relations humaines, et ferait moins de place à l'argent. Il y aurait un certain retour au passé, plus de respect pour l'environnement (4R), moins de déchets et d'emballages. Il n'y aurait pas de contrôles et de restrictions particuliers, parce que, en 2050, dit-elle, les citoyens, libres, auront été « conscientisés » par des pénuries naturelles. « Ça [ne] va pas être un contrôle voulu, ça va juste arriver ». L'alimentation serait moins carnée, moins transformée, et plus locale, parce que certains produits ne seront plus disponibles. L'organisation de l'habitation favoriserait les liens sociaux et les liens avec la nature. Les transports urbains seraient efficaces et donc la voiture personnelle serait moins utilisée. Grâce aux progrès techniques, la plupart des véhicules seraient électriques. La consommation serait diminuée et répondrait aux besoins

plutôt qu'au désirs, entre autres car il y aura probablement d'ici dix ou quinze ans une catastrophe financière. Les gens voyageraient moins. Il y aurait moins d'enfants, entre autres parce que les gouvernements donneraient moins d'allocations.

En 2050, la technologie « va continuer à produire des choses utiles ». Il faudra cependant exercer un contrôle assez serré pour s'assurer qu'elle sera au service des humains et de l'environnement (par exemple pour ce qui a trait au transport) et qu'il n'y aura pas de dérapages, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Les conditions pour y parvenir

« L'éducation c'est ce qu'on a de plus précieux. » Au Québec le système actuel est adéquat. Dans ce contexte, la condition principale pour que les changements de société nécessaires soient faits est que le gouvernement et les élus proviennent de partis politiques sensibles aux problèmes environnementaux, qu'ils soient fermes et prennent les bonnes décisions (entre autres pour limiter la délocalisation et les importations), et qu'ils utilisent l'éco-fiscalité, en imposant aux entreprises, par exemple, une taxe carbone et des taxes sur les déchets. Ils utiliseraient l'outil des référendums au besoin. Les citoyens, dit cette participante, s'habitueraient tranquillement aux restrictions que ces décisions imposeraient. Les assemblées citoyennes seraient peu utiles, car les citoyens ne sont pas suffisamment informés et ont de la difficulté à se faire une opinion. Plus d'équité au niveau mondial serait favorable. Le rôle des experts est d'informer et cette information aurait un impact positif.

Cette participante est en sens plutôt optimiste, car elle croit que les circonstances et les difficultés à venir vont favoriser une prise de conscience. « Les gens vont prendre les bonnes décisions une fois qu'ils vont avoir mangé la claque dans la face. »

Résumé de l'entrevue de Thomas

Les valeurs

La première valeur mentionnée par ce participant est le respect, suivie tout de suite par la communication. Ensemble, ces deux valeurs permettent le « bon vivre-ensemble ». L'équité et la justice sociale contribuent aussi à cet objectif, qui cependant a des limites car l'intérêt général est difficile à atteindre et qu'il ne « faut pas non plus en donner trop. » Les relations humaines, l'amour, la famille et les amis y contribuent également. Le travail pour lui, c'est la liberté financière, c'est ce qui permet un « équilibre dans une vie », c'est la participation à la société, c'est être acteur de la société. La liberté, entre autres la liberté d'expression, est importante, car elle représente l'ouverture et favorise la connaissance, mais elle doit être encadrée pour assurer le respect des autres et le respect de l'environnement. Malheureusement, dit-il, certains individus dans la société sont des profiteurs. La science aussi, qui amène le progrès, favorise le vivre-ensemble.

La religion, pour ce participant, c'est quelque chose de personnel, d'intime, et qui ne détermine pas nécessairement notre mode de vie. Il faut respecter les croyances des autres. Le respect de l'environnement, c'est nécessaire, et ça passe, entre autres, par des petits gestes au quotidien. La nature, il la voit un peu différemment. Il l'associe à la forêt où l'on peut se détendre, au bien-être qu'elle procure. Ce concept du bien-être a d'ailleurs, comme il le souligne, de multiples facettes. Il faut d'abord que les besoins vitaux soient remplis, et ensuite que les besoins plus psychologiques, particulièrement les relations humaines et amicales (qui sont essentielles), le soient.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique, c'est l'impact de l'homme sur la nature à cause de la croissance de la consommation, « ça remet en cause complètement l'humanité! » On risque « l'effondrement du système », à cause de la fonte des glaciers et de la montée des eaux, de l'augmentation des catastrophes naturelles comme les feux de forêt. Mais nous avons la capacité de résoudre le problème, en mobilisant les êtres humains pour le comprendre et ensuite agir.

La société doit éduquer tous les citoyens, leur apprendre à respecter l'environnement, tant individuellement que collectivement. Il faut réduire la consommation.

Les comportements habituels de ce participant en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a relativement peu d'influence, sauf peut-être pour ce qui est des transports (il utilise les transports en commun). Ils sont principalement déterminés par ses habitudes, par ses goûts, et par des considérations financières. Il considère que les voyages sont importants parce qu'ils favorisent l'ouverture et la découverte. Il faudrait réduire les emballages et les déchets, mais « c'est impossible! » pour l'individu.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite un système similaire au système actuel, basé sur la responsabilité individuelle, où la croissance permet de générer les ressources financières dont la société a besoin pour se développer, mais où la consommation est responsable, sinon réduite, et où la production alimentaire est locale et donc l'autosuffisance est favorisée.

En politique, il souhaite une organisation où les décisions, en particulier sur les questions financières et l'environnement sont prises (après discussion car c'est essentiel) par les citoyens dans les communautés locales, mais comportant tout de même un gouvernement (central) élu démocratiquement pour faire des lois.

En 2050, il y aura des règles et des restrictions qui seront « adaptées à notre nouveau mode de vie », et qui favoriseront le respect de l'environnement et le vivre-ensemble. Tout en respectant la liberté de choix des individus, l'alimentation serait orientée vers les productions locales, l'autosuffisance, la consommation responsable, et la réduction des emballages. Dans le domaine de l'habitation, les logements partagés (*coliving*) seraient encouragés, mais chacun aurait droit à un espace privé et les villes feraient plus de place à la nature. Grâce aux avancées de la technologie, il y aurait des transports en commun efficaces. La propriété privée des moyens de transport disparaîtrait et le transport, tant individuel que collectif, serait organisé comme un service. La fabrication de tous les produits serait responsable, et, grâce

également aux avancées de la technologie dans le domaine de l'aviation, les gens pourraient continuer à voyager (sans que cela ne crée de pollution). Il n'y aurait pas non plus de restrictions sur le nombre d'enfants par famille. L'intelligence de l'être humain lui permettra, dit ce participant, de trouver des solutions aux défis environnementaux. Il ne souffre pas d'éco-anxiété.

Ce participant a une grande confiance dans la technologie et il croit au progrès. En 2050, la technologie sera très développée, respectueuse de l'environnement, contrôlée pour éviter les dérapages et au service des humains. Le développement des connaissances va être utile dans le domaine de l'agriculture, du travail, de l'énergie et de l'environnement.

Les conditions pour y parvenir

Pour ce participant, ce sont les gouvernements qui dès maintenant doivent prendre les décisions requises. Mais il n'a pas confiance dans les dirigeants. Par ailleurs, toute la population, dit-il, doit être concernée, tous les citoyens doivent prendre conscience de la nécessité des changements pour prévenir « l'effondrement », de la nécessité du retour à l'essentiel, et de la nécessité « [d'] arrêter d'être dans l'excès matérialiste. » Il faut donc éduquer les gens, les informer, ce qui devrait être fait par les experts. Des assemblées citoyennes pourraient être utiles. Favoriser l'entrepreneuriat pourrait être utile. Mais les choix sont difficiles entre l'environnement et « [la] surconsommation et [les] plaisirs ».

Même s'il est difficile de se projeter dans l'avenir, même s'il ne voit pas clairement comment amorcer les changements, ni qui, des élus ou des citoyens, doivent être les moteurs de ces changements, il considère que l'optimisme est nécessaire. Par ailleurs, il ne croit pas qu'une plus grande équité dans la société est une condition requise pour que les changements puissent être faits.

Résumé de l'entrevue de Félix

Les valeurs

Les valeurs principales de ce participant ont un fondement philosophique, rationnel (donc basé sur le doute et non sur l'instinct qu'il voit négativement), et souvent individuel. Il faut d'abord à son avis « se comprendre, s'aimer [...] pour comprendre sa place dans la société ». La justice, dit-il, est une nécessité. Il ne croit pas à l'égalité mais à l'équité qui permet d'assurer les biens de base aux plus faibles. Il croit à la responsabilité individuelle et il est normal que certains souhaitent, grâce à leurs efforts, être dans le groupe des dominants. Cela dit, la vie en société nécessite la confiance et le respect envers les autres, ce qui est possible s'il y a des règles de vie commune. La liberté aussi est une nécessité, en particulier la liberté de parole qui permet la critique et nourrit le débat. La science, qui a permis le progrès, est également basée sur la critique, le doute et le débat. Elle a besoin de transparence. Le travail est une autre nécessité, à la fois individuelle (pour la subsistance et l'épanouissement) et collective. Les relations humaines, les amis, sont nécessaires parce que nous sommes des êtres sociaux. On peut dire la même chose de la famille.

« La religion est une chose sublime ». Elle donne un sens à la vie, elle donne des valeurs, elle permet la cohésion sociale et la sérénité. Mais elle peut devenir une zone de confort et d'ignorance. La nature « nous fait vivre », « nous passionne », et « on ne la juge pas assez à sa juste valeur. » Le bien-être est intérieur, c'est un sentiment qui tient à la compréhension et à l'acceptation de ce qui nous arrive, à l'absence de désir, même si parfois la possession des objets matériels peut procurer du plaisir.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique, « c'est la plus grosse crise mondiale humaine », c'est le résultat de l'activité humaine. La fonte des glaciers et les températures extrêmes en Australie démontrent bien la réalité du phénomène. Il y aura, entre autres, des déplacements de population à cause d'une baisse des ressources et de l'augmentation de l'aridité, et les écosystèmes et l'agriculture seront perturbés.

Il faut agir, dit ce participant, tant individuellement que collectivement, mais il ne spécifie pas quelles actions il faudrait entreprendre.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a une certaine d'influence, par exemple pour ce qui est du recyclage, de l'alimentation (il est « flexitarien ») et de ses achats (qu'il tente de limiter). Ils sont aussi déterminés par ses besoins et par des considérations financières et de santé. Il considère que les voyages sont importants parce qu'ils favorisent l'ouverture et la découverte.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite un système libéral qui serait similaire au système actuel, mais où la croissance serait ralentie (car il faut arrêter de croire à la croissance infinie), où il y aurait des normes pour le respect de l'environnement et où les entreprises seraient véritablement responsables de leurs actes (il cite l'exemple de Patagonia).

En politique, il souhaite une démocratie représentative renouvelée, où un concours permettrait de choisir ceux et celles qui sont les plus aptes à gouverner en raison de leur altruisme, de leurs connaissances (dans le domaine de l'environnement en particulier), de leur rationalité, « et donc [d'] élire l'élite », parce que « c'est avec la raison et avec la connaissance qu'on arrive au bonheur. » Ses remarques sur l'autorité requise sont un peu confuses ; il semble dire que si la raison domine, l'autorité est moins nécessaire.

En 2050, les citoyens seraient conscientisés et pourraient donc être libres de leurs choix, mais les entreprises devraient être contrôlées pour limiter l'offre et assurer le respect de l'environnement. Le bien individuel, dit-il, serait toutefois subordonné au bien collectif (d'une manière, semble-t-il, déterminée par les élites sur une base rationnelle et qui restreindrait la liberté de parole), ce qui semble un peu contradictoire avec le concept de liberté et avec le « système de valeurs [...] plus individuel » évoqué. La production alimentaire serait gérée scientifiquement avec des moyens technologiques avancés pour accroître substantiellement la productivité. Il imagine à ce sujet des tours pour la

permaculture. L'habitation serait similaire à ce qu'elle est maintenant, mais il y aurait des règles et des normes environnementales strictes applicables aux bâtiments et aux villes, et d'autres pour la protection des écosystèmes. Les élites seraient mieux logées. Les transports en commun seraient très efficaces et les transports actifs seraient fortement encouragés. La consommation en général serait restreinte et contrôlée (surtout par des règles imposées aux entreprises, semble-t-il, mais également parce que les citoyens seraient conscientisés). Les voyages et le tourisme ne seraient pas restreints, grâce aux avancées technologiques permettant de réduire la pollution. Ses propos semblent indiquer que le nombre d'enfants par famille ne serait pas contrôlé.

Ce participant croit que la technologie fera beaucoup de progrès et aidera à régler de nombreux problèmes, entre autres dans le domaine des énergies nouvelles, de l'environnement, de la production des biens et de l'agriculture écoresponsable. « Elle peut nous sauver », dit-il, mais (en faisant référence surtout à l'intelligence artificielle) elle peut « nous détruire ». Il faudra donc qu'elle soit bien contrôlée pour qu'elle soit au service de l'humanité, il faudra des débats, il faudrait y penser dès maintenant, mais il n'est pas certain qu'on parviendra à éviter « l'extinction de l'humanité ».

Les conditions pour y parvenir

La condition pour effectuer les changements requis est le développement de la conscientisation, de l'intérêt pour le bien commun, tant des citoyens que des gouvernements. Les drogues, dit ce participant, sont un très bon moyen de conscientisation. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas développer aussi l'éducation (des jeunes), bien au contraire. Tous, les gouvernements, les citoyens, les experts et les entreprises, ont un rôle à jouer. Les experts ont la connaissance et il faut leur donner du pouvoir. Il faut choisir les meilleurs individus, ceux qui comprennent le mieux les besoins, pour faire partie des gouvernements. Les citoyens doivent s'informer, participer aux débats publics, faire partie des comités avec les experts, les représentants gouvernementaux, les élus locaux, les groupes sociaux et les entreprises. La justice sociale (l'équité) « est déjà là. »

Il est difficile, toutefois, de comprendre comment tous ces éléments vont s'articuler, comment la conscientisation va être développée, comment les meilleurs vont être choisis, quel pouvoir réel auraient les experts, et comment il est possible de réconcilier toutes les propositions qu'il fait, parfois plutôt confuses, sinon un peu contradictoires (écouter le peuple, lui donner la connaissance, donner le pouvoir aux experts, sélectionner les plus intelligents pour diriger). « [La] limite est fine entre le totalitarisme et la volonté d'aider l'humanité ». Il n'est pas optimiste parce qu'il croit que l'être humain est voué à s'autodétruire, car il « a trop de pouvoir », car « il a dépassé sa condition d'humain. »

Résumé de l'entrevue de Simon

Les valeurs

On retrouve dans les valeurs de ce participant, comme dans celles de bien d'autres, des facettes tantôt individuelles, tantôt collectives. Ainsi, le travail est à la fois important pour la société et pour l'individu. Il permet le développement personnel et la création, et il favorise les relations avec les autres. C'est la même chose pour la justice. Le bien-être, toutefois, est principalement individuel. Il résulte de la possibilité d'apprendre et de créer, mais il n'est pas lié à la possession de biens matériels (ce participant se dit « tourné vers le minimalisme »). L'amour, et peut-être en un sens le partage, sont aussi des valeurs qui ont une composante individuelle et une composante collective. Beaucoup de biens peuvent être partagés, les voitures par exemple, dit-il. Malheureusement, même si de nombreux individus sont altruistes, il y en a « [qui] sont plus moi, moi, moi ». L'amour est lié à la famille, aux amis (la famille choisie) et aux relations humaines en général.

La liberté, « même si on est un peu [...] contrôlé », est importante, et c'est grâce à l'éducation qu'on obtient en particulier la liberté de pensée. Même s'il n'est pas pratiquant, il considère que la religion peut apporter certains bénéfices, et il serait « un peu stupide de fermer la porte à telle religion ». Il a grandi en Gaspésie « [dans] la forêt, entre la mer et la montagne » et la nature et l'environnement sont donc des valeurs pour lui.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un problème très important. La montée des eaux, les inondations dans les villes côtières et la perturbation des courants et des écosystèmes marins sont trois effets que mentionne ce participant. Les changements climatiques, dit-il, sont déjà perceptibles.

Il faut, à son avis, réduire notre rythme de vie, réduire notre consommation et favoriser la production locale et la vie en petites communautés.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a une certaine d'influence, par exemple pour ce qui est du recyclage, de l'alimentation (il consomme moins de viande, des produits locaux et des produits bio, pour des considérations environnementales, dit-il) et de ses achats (il achète le moins possible, souvent de seconde main, mais des produits de qualité fabriqués au Canada). Ils sont aussi déterminés par ses habitudes et par ses besoins. Il considère que, malgré la pollution, les voyages sont importants parce qu'ils favorisent l'ouverture et la découverte, ce qui n'est pas le cas pour les voyages d'une semaine à Cuba.

La société de 2050

En économie ce participant souhaite une réduction de la consommation, une certaine décroissance (car il faut arrêter de croire à la croissance infinie), sinon une croissance qu'il qualifie d'« intellectuelle », un système qui maintient les acquis sociaux actuels (santé, éducation, et.) et qui assure un bien-être au quotidien, sans que l'augmentation de la durée de vie soit un objectif en tant que tel.

En politique, il souhaite un système plus décentralisé à base de petites communautés autosuffisantes, une réduction de la hiérarchie, des citoyens plus conscients, satisfaits de ce qu'ils ont, et écoutés. Ses propos à ce sujet ne sont pas très clairs, mais il semble que, d'une part, il y aurait un gouvernement central et que, d'autre part, les citoyens agiraient par choix et formeraient, ou pourraient former, des coopératives.

En 2050, les citoyens seraient non seulement conscientisés, mais ils agiraient de façon responsable. Ils seraient libres, mais, dit-il après un peu d'hésitation, il pourrait y avoir si nécessaire une certaine réglementation (applicable en particulier aux entreprises). Du point de vue de l'alimentation, la consommation de viande serait réduite, les communautés locales seraient autosuffisantes, la population serait « reconnectée à la Terre », active et consciente des processus de production et des impacts. Le système d'habitation serait similaire au système actuel, mais il y aurait une réduction des surfaces habitables (sur la base du concept des « *tiny houses* ») et des jardins sur les toits. Les transports en commun seraient bien développés, les transports actifs aussi, et les voitures fonctionneraient à l'électricité. Il y aurait une diminution de la consommation en général, la production locale serait favorisée, entre autres pour cesser d'exploiter les pays pauvres, et les objets seraient réparables. Comme plusieurs autres participants, il ne propose pas de restrictions concernant les voyages qui permettent de découvrir d'autres cultures, en espérant cependant que les progrès techniques permettront de réduire la pollution qu'ils génèrent. Il ne propose pas non plus de restrictions sur le nombre d'enfants par famille.

Il croit que la technologie en 2050 contribuera à régler les problèmes environnementaux, et qu'elle aidera les êtres humains, mais sans qu'elle ne devienne une certaine forme de contrôle de nos décisions (ce qu'elle est peut-être déjà un peu).

Les conditions pour y parvenir

Les conditions pour que les changements nécessaires soient faits sont en premier lieu et surtout l'éducation (en particulier à la consommation responsable, ce qu'il qualifie de « reconnexion ») et la conscientisation, et, dans une bien moindre mesure, plus de justice sociale et de liberté d'entreprendre. Même s'il croit que les experts et les scientifiques ont une contribution à apporter, il n'a pas très confiance dans la science qui tend parfois, dit-il, à devenir une forme de religion. Le rôle exact du gouvernement et des citoyens n'est pas très clair dans ses propos. En fait, il n'a pas une grande confiance, ni dans l'un, ni dans les autres. Une minorité de citoyens est vraiment consciente des problèmes et est prête à faire des efforts. Les actions des citoyens seraient encadrées par le gouvernement, mais il faudrait

« réduire le pont », c'est-à-dire qu'on ne se perde pas dans la hiérarchie et les complexités administratives. Il n'est pas très optimiste. Il est plutôt « triste ».

Résumé de l'entrevue de Jessica

Les valeurs

Une des principales valeurs de cette participante est l'égalité, une notion qui, dans son esprit, signifie le respect des différences, surtout en ce qui concerne les minorités visibles. La justice sociale, la justice, dit-elle, est un acquis dans notre société, mais il y a bien des pays où ce ne l'est pas. Elle associe le bien commun au travail d'équipe et à l'entraide. Il faut cependant aussi penser à soi parfois avant de penser aux autres, ajoute-t-elle, mais « aider les autres ça va peut-être nous aider aussi ». Le travail permet d'aider les autres, ce qu'elle aime beaucoup, mais sa principale finalité demeure individuelle. Ce n'est pas « une valeur, [...] c'est le quotidien ». Il faut faire des efforts. « Je vais travailler pour améliorer mon mode de vie. » La liberté de choisir son mode de vie, c'est un acquis, même si les individus sont fréquemment influencés dans leurs décisions. La liberté d'expression est très importante, même si elle risque de heurter certaines personnes. Elle attache une grande importance à l'autonomie de pensée et au jugement critique.

La science, qu'elle dit peu connaître, a des aspects positifs, en particulier dans le domaine médical. La nature, c'est la beauté, c'est la forêt, c'est nécessaire de la protéger pour les générations futures. Personnellement, elle est athée et n'a pas d'intérêt pour la religion, mais elle comprend que d'autres puissent y attacher une grande importance et il lui semble normal qu'ils acceptent son athéisme. Le bien-être est plus psychologique que matériel, il est lié à la confiance en soi qui est nécessaire « pour avancer ». La famille au sens large et les amis ne font pas partie de ses priorités. « [Je] suis une personne solitaire. »

Le réchauffement climatique

Cette participante a très peu confiance dans les médias et elle n'est donc pas convaincue que les informations qu'elle en obtient concernant le réchauffement climatique sont vraies.

« [J'y] crois pas à 100 pour cent parce que je [ne] l'ai pas vu. » L'augmentation des températures est perceptible, dit-elle, mais ses effets lui semblent incertains.

L'important pour elle est la protection de l'environnement et la réduction de la pollution.
« Le transport en commun, c'est la meilleure solution pour enlever la pollution de l'air. »

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité environnementale a un peu d'influence, entre autres sur ses pratiques dans le domaine de l'énergie et du transport, et qu'ils sont principalement guidés par ses habitudes, par ses besoins, par ses goûts et par des considérations économiques (dans certains cas).

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite un système semblable au système actuel qui lui semble fonctionner correctement, mais où la croissance serait plus orientée vers la qualité que la quantité et vers le respect de l'environnement.

En politique, elle souhaite également un système semblable au système actuel qui lui semble fonctionner correctement. Elle ne croit pas qu'il soit utile d'augmenter la participation citoyenne car elle craint les décisions qui peuvent être prises sous le coup de l'émotion.

Elle souhaite que la société de 2050 favorise l'égalité, c'est-à-dire qu'il y ait un plus grand respect des différences. Elle souhaite aussi que les individus soient plus ouverts, et qu'ils aient une certaine autonomie de pensée. Au niveau international, il faudrait régler les conflits par des discussions. Pour assurer le respect de l'environnement, il faudra mettre en place certaines règles, mais très graduellement. On peut imaginer également que des événements pourraient déclencher une certaine prise de conscience chez les citoyens. L'alimentation en 2050 serait plus tournée vers le végétarisme, mais ses explications sur la (possible) nécessité de protéger les animaux sont pour le moins curieuses. L'habitation serait organisée en coopératives, en communautés de quartier, et il y aurait moins de grandes tours. Pour des raisons environnementales, il y aurait moins d'automobiles et plus de transports en commun,

de transports actifs et de co-voiturage. Il y aurait une certaine réduction de la consommation et les consommateurs vérifieraient plus l'origine des produits manufacturés. Il n'y aurait pas de restrictions sur les voyages et le nombre d'enfants par famille serait naturellement réduit.

La technologie sera beaucoup plus présente en 2050, en particulier dans le domaine de l'automatisation, de la médecine, et de l'environnement (par exemple pour aider à réduire la pollution). À cause des risques accrus de guerres plus dangereuses, et de perte d'humanité, de perte de respect pour l'être humain, il faudra qu'il y ait un contrôle très serré de mis en place.

Les conditions pour y parvenir

Pour cette participante, l'éducation (qui permet de développer en particulier l'autonomie de pensée) est une des conditions pour favoriser les changements. Il est également possible, sinon probable à son avis, que, tel que mentionné plus haut dans la section consacrée à la société de 2050, des événements viennent déclencher chez les citoyens une prise de conscience de l'impact de leur comportement. Le gouvernement a un rôle important à jouer, car il peut, et il doit, encore une fois tel que mentionné dans la section précédente, prendre des décisions pour protéger l'environnement, imposer des règles, toutefois en y allant graduellement pour ne pas trop brusquer la population qui pourrait se rebeller. C'est donc lui qui peut être le moteur des changements. Les experts doivent s'adresser directement au gouvernement, et aux citoyens, et amener la réflexion, en évitant de passer par les médias. La liberté est importante, mais la question de la justice sociale ne ressort pas de ses propos sur les conditions requises pour les changements. Elle est d'un optimisme modéré, dit-elle, car l'être humain est intelligent, les progrès sont là pour le démontrer, et il a déjà surmonté d'autres crises.

Résumé de l'entrevue de David

Les valeurs

La première valeur mentionnée par ce participant est la justice, dont il a cependant une conception quelque peu particulière. « [Si] on sait qu'on fait un tort, [...] on devrait se faire rendre la pareille ». La justice sociale est nécessaire pour réduire les inégalités, dit-il, pour donner à tous et toutes une chance de réussir, les gouvernements doivent être orientés vers le bien commun (il cite à ce propos l'éducation et l'assurance-maladie) et le progrès pour tous, il se dit altruiste, mais il craint les abus (« [beaucoup] de personnes pourraient abuser de ce système-là »). Sa vision du travail est aussi particulière. Il dit qu'il aimerait ne pas travailler, c'est-à-dire ne pas avoir à faire du 9 à 5 pour gagner sa vie, mais il aime beaucoup le travail dans son domaine, les jeux-vidéos, au point que pour lui, ce n'est plus du travail mais du plaisir, et cela d'autant plus qu'« il y a une meilleure cohésion entre les travailleurs que dans d'autres entreprises ». La liberté, tant d'action, que d'opinion et de pensée, est très importante et elle est associée dans son esprit à la justice.

« La science est tout en fait. La science est la solution. » On ne peut être plus clair. La religion, c'est l'endoctrinement, c'est le contrôle. Il n'est pas athée, il est sceptique, dit-il, mais il est tolérant envers les autres à ce sujet. La nature est à l'origine de tout, elle assure notre survie grâce aux écosystèmes et à la forêt, elle nous apporte le calme et la beauté. Il faut donc respecter l'environnement. Le bien-être, c'est le bonheur qu'on peut trouver « autour de nous tout le temps [...] [dans] les petites choses ou dans les grandes choses ». Les objets matériels facilitent la vie, mais n'apportent pas le bonheur. L'amour est important, mais la famille et les amis ne sont pas « dans les premières valeurs que j'ai. »

Le réchauffement climatique

Pour ce participant, même s'il ne sait pas quand « le mur va arriver », le réchauffement climatique va provoquer beaucoup de perturbations et même de catastrophes : fonte des glaciers, montée des eaux, augmentation de l'acidité des océans, de la désertification, et des catastrophes naturelles, diminution des ressources, déséquilibres sociaux, etc.

Il faut, dit-il, « arrêter les pratiques à grande échelle qui sont dommageables pour l'environnement. » Toutes les grandes industries, agricoles, pétrolières et autres, doivent cesser d'émettre des GES et de rejeter des produits toxiques dans l'environnement. L'argent a trop d'influence et les dirigeants (des entreprises et des gouvernements) doivent penser au bien-être de l'humanité et non au leur.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages démontrent que sa sensibilité au problème a relativement peu d'influence, sauf peut-être en ce qui a trait au transport (il n'a pas de voiture et il aime marcher). Ses comportements sont principalement déterminés par ses habitudes, par ses goûts, par sa santé, et par des considérations financières. Il aime les voyages et la découverte, et il croit que la modification des comportements individuels n'a pas une influence très significative sur la protection de la Terre. Il se dit « écologiste passif. »

La société de 2050

En économie, ce participant veut un système plus axé sur le partage et le retour des profits vers la communauté, et donc une réduction de l'importance de l'argent. Il souhaite la fin de la croyance à la croissance infinie (c'est stupide, dit-il) et il veut une économie qui respecte l'environnement, et donc l'utilisation de nouveaux indicateurs pour en mesurer la performance. « Aucun pétrole, aucun nucléaire, aucun gaz naturel. »

En politique, il souhaite une démocratie représentative similaire à celle que nous avons actuellement (qui fonctionne correctement), mais avec un système de vote à la proportionnelle, et des élus à l'écoute des citoyens et des minorités, attentifs à leurs besoins, et tournés vers le bien-être collectif et la justice sociale.

En 2050, dans la société idéale, la vie serait plus paisible, les élus et la population seraient plus conscients des enjeux environnementaux, plus ouverts, plus prêts à débattre, les individus seraient plus « intelligents » et l'éducation serait individualisée. Cela dit, il y aurait malgré tout, en plus des contraintes imposées aux entreprises, un certain nombre de mesures incitatives pour assurer le respect de l'environnement, qu'il s'agisse d'éco-fiscalité, de

contraintes « logiques », ou de conditions facilitantes. « Parce que l'humain est paresseux tant qu'à moi ». L'alimentation serait plus saine et écologique, elle comporterait moins de viande, mais des produits à base d'insectes. Tous les bâtiments servant à l'habitation seraient construits et opérés de façon écologique, il y aurait des jardins sur les toits et le concept de « villes intelligentes » serait mis en application. Tant les transports en commun que les voitures (il y en aurait moins) fonctionneraient à l'énergie renouvelable. La consommation serait diminuée, les produits manufacturés seraient réparables, on diminuerait les emballages et la fabrication individuelle serait encouragée. Grâce au développement de moyens de transport écologiques, il n'y aurait pas de restrictions sur les voyages et le tourisme qui « augmentent la compréhension du monde. » Le nombre d'enfants ne ferait pas l'objet de restrictions dans un monde idéal, un équilibre s'installerait naturellement.

La technologie en 2050 sera très développée, elle permettra de nombreuses innovations utiles à l'être humain. « On [ne] devrait pas réguler le développement de la technologie. » Si elle génère des difficultés, elles pourront être réglées à posteriori. La régulation nuit à l'innovation. L'intelligence artificielle sera bien contrôlée par l'être humain

Les conditions pour y parvenir

La vraie condition pour que les changements nécessaires soient faits est de l'avis de ce participant un événement dramatique, une catastrophe planétaire faisant beaucoup de victimes, peut-être une énorme crise financière, qui engendrerait la prise de conscience nécessaire. Un gouvernement « totalitaire » pourrait alors, après avoir écouté les scientifiques, prendre des décisions rapides, la délibération portant uniquement sur le comment agir, orienter les ressources vers l'environnement, et effectuer la transition énergétique, en utilisant l'éco-fiscalité et en facilitant l'innovation. Les citoyens, dit-il, doivent être conscientisés plus qu'éduqués, même si l'éducation est importante. La justice sociale ne semble pas, selon ses propos, être un élément significatif. Il croit que la génération actuelle est bien informée, mais pas suffisamment écoutée. « [La] planète de nos parents, on l'emprunte à nos enfants. »

Résumé de l'entrevue d'Antoine

Les valeurs

La responsabilité individuelle est la valeur « la plus importante » pour ce participant, elle est essentielle au fonctionnement de la société, et elle a de toute évidence une influence sur ses autres valeurs. La justice et l'équité sont importantes, mais la justice sociale, dit-il, « des fois j'ai de la misère avec ça. » Malgré les inégalités sociales qu'il constate, il croit que la responsabilité individuelle et le travail permettent toujours de « [s]'en sortir » et il craint les profiteurs. Le travail, et la responsabilité individuelle qui lui est liée, permettent de mériter ce qu'on en retire. « [On] doit travailler [...] pour après ça avoir tous nos biens ». Il permet aussi de développer des liens sociaux, d'aider d'autres individus et de s'ouvrir aux différences. La liberté, qu'il trouve particulièrement importante et que la société tend à restreindre par de nombreuses règles, est également liée à la responsabilité individuelle. Les individus ont la responsabilité de gagner leur vie et ils devraient donc être libres d'utiliser leurs ressources comme ils l'entendent. Concernant la liberté d'expression, « tout devrait être dit, peu importe si ça fait mal ou pas [...] toujours avec du respect ». Les débats sont nécessaires.

La science permet de nombreuses avancées, elle se remet sans cesse en question et, dit-il, elle s'attache plus aux faits concrets qu'aux théories. « [On] devrait plus suivre la science que suivre le social en fait. » Ce participant n'est pas croyant actuellement, mais il considère qu'il pourrait le devenir un jour. Il est tolérant, mais il affirme que les dirigeants élus ne devraient pas agir en fonction de leurs convictions religieuses. La nature pour lui, c'est notre environnement, il faut la protéger. Les biens matériels ont peu d'effet sur le bien-être qui est individuel et « mental » et qui est nécessaire pour pouvoir aider les autres. La famille, c'est la stabilité. Les amis forment aussi une sorte de famille, mais moins permanente.

Le réchauffement climatique

Ce participant est un peu sceptique concernant les changements climatiques dont les effets (« ici ») ne sont pas très visibles à son avis et il s'inquiète plus de la pollution. L'alarmisme de certains groupes n'est pas justifié : les prédictions catastrophiques d'Al Gore du début du

siècle ne se sont pas réalisées, et le problème de la couche d'ozone semble réglé. Les plus hypocrites, dit-il, sont les artistes qui prêchent en faveur des comportements écoresponsables, et qui « voyagent en avion », ce qui engendre beaucoup de pollution.

C'est donc à son avis à la pollution qu'il faut s'attaquer immédiatement.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages ne sont pas très influencés par sa sensibilité au problème de la pollution, sauf peut-être en ce qui concerne le recyclage et ses achats (il essaie « d'user [ses] affaires à la corde »). Ses comportements semblent principalement déterminés par ses besoins et ses habitudes. Il aimerait voyager.

La société de 2050

En économie, ce participant imagine un système similaire au système actuel, mais plus équitable, où les sans-emplois qui risquent d'être plus nombreux à cause de l'automatisation seraient aidés (malgré le risque de favoriser la dépendance), où les plus hauts revenus pourraient être plus taxés (car ceux qui ont réussi devraient aider les autres), où la redistribution serait donc plus efficace, et où la croissance (nécessaire pour continuer à avancer) serait plus lente, plus responsable et plus verte (même si cela pourrait exiger des sacrifices). La société, dit-il, doit offrir à tous et à toutes des opportunités, une chance de réussir.

En politique il souhaite une démocratie représentative similaire au système actuel qui fonctionne correctement, mais un gouvernement moins lourd, moins bureaucratique.

En 2050, le mode de vie ne serait pas très différent de ce qu'il est aujourd'hui. Les citoyens seraient éduqués et conscientisés, mais peu encadrés (« si tu mets des règles, tu perds ta liberté »). L'alimentation comporterait moins de viande, il y aurait moins de gaspillage, la production alimentaire serait plus responsable. Il y aurait moins d'étalement urbain (ce qui est en contradiction avec son désir de posséder sa propre maison comme il le reconnaît lui-même), et tout le domaine de l'habitation serait organisé et fonctionnerait de manière plus

responsable afin de diminuer l'utilisation des ressources. Il y aurait des systèmes de transport en commun rapide et efficaces et donc beaucoup moins de voitures individuelles. Tout le domaine de la consommation serait aussi plus responsable, il n'y aurait plus d'obsolescence programmée et les objets seraient réparables. L'amélioration de l'efficacité dans le domaine des transports permettrait le développement du tourisme et des voyages qui permettent de connaître d'autres cultures. Il y aurait suffisamment d'enfants pour assurer le maintien de la population.

Les avancées technologiques seront nombreuses en 2050 (développement de l'automatisation, de la conduite autonome, etc.). Elle devra être contrôlée par les humains et être au service des humains (« [il ne faut] pas perdre nos libertés à cause de la technologie »), mais elle ne permettra pas de régler les problèmes sociaux. L'énergie nucléaire, qu'il considère propre, serait beaucoup plus utilisée.

Les conditions pour y parvenir

Pour ce participant, l'éducation est l'élément clé qui permettra qu'on se dirige vers une société plus responsable, plus « écoresponsable ». Déjà, on peut le constater dans le domaine de l'environnement, les jeunes sont plus « éduqués » que les aînés, et le passage du temps et le remplacement des générations vont amener graduellement un changement de la perception qu'a l'ensemble de la société à ce sujet. Le gouvernement doit prendre les décisions requises avec les experts, et ne pas se laisser arrêter par des minorités de blocage (par exemple pour le développement de l'énergie nucléaire). La liberté, particulièrement la liberté d'expression des citoyens, autant à gauche qu'à droite, fait aussi parti des conditions nécessaires, car il faut pouvoir exprimer ses idées. L'entrepreneuriat est un autre élément important, mais l'amélioration de la justice sociale, qu'il souhaite pourtant, ne lui semble pas une condition nécessaire. Il est plutôt optimiste, il croit que nous allons malgré tout dans la bonne direction, mais il ne précise pas ce qui pourrait amener les gouvernements à être plus proactifs, bien qu'on puisse imaginer que ce sont les jeunes qui feront bouger les choses.

Résumé de l'entrevue d'Alexandra

Les valeurs

Pour cette participante, la justice, le respect (de soi-même, des êtres et des choses), la justice sociale, et la responsabilité sociale (l'aide aux démunis) sont des valeurs très importantes (« au top de ma liste »). Parfois, dit-elle, il faut accepter de faire des sacrifices, de perdre un peu de liberté, pour le bien commun. Malheureusement, dans la société actuelle, il y a encore de nombreuses injustices et « on a perdu énormément [...] [le] respect entre nous, le respect des choses ». La liberté de choix, d'expression et de conscience est importante, mais elle a des limites, dont la première est le respect. Le travail est « une source importante de valorisation », il permet de vivre des expériences, et il est aussi très social. C'est une « contribution » à la société.

On doit notre qualité de vie à la science, « au niveau croyance et tout ça, la science vient en premier ». La religion, dit-elle, n'influence pas ses comportements, mais si elle n'est pas imposée et si elle fait « du bien aux gens », il faut l'accepter. Comme plusieurs autres participants, elle associe la nature « à une petite marche en forêt », mais aussi à la nécessité de protéger l'environnement, les écosystèmes et les ressources. Le bien-être est à la fois individuel et collectif, matériel et psychologique. La société, dit-elle, doit se préoccuper plus des problèmes de santé mentale. La famille, les amis et les relations humaines sont importants, mais les liens du « sang » sont plus forts.

Le réchauffement climatique

Pour cette participante, les preuves du réchauffement climatique sont nombreuses et solides. Ce phénomène va amener « un manque de ressources », et, à très long terme, dit-elle, l'humain est donc appelé à disparaître. Actuellement, la déforestation et la fonte des glaciers font partie des phénomènes qui attestent de la réalité du réchauffement. À son avis, les catastrophes naturelles sont appelées à augmenter en nombre et en intensité

Les citoyens, les gouvernements et les entreprises ont tous un rôle à jouer pour contrôler le réchauffement climatique. Les citoyens, qu'elle souhaiterait plus conscientisés, doivent

changer leurs comportements « de tous les jours ». Elle compte beaucoup à ce sujet sur la prochaine génération qui sera « beaucoup plus impliquée et conscientisée ». Les gouvernements et les entreprises doivent être tenus responsables. Il faut imposer aux entreprises le respect de l'environnement.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages ne sont pas très influencés par sa sensibilité environnementale. Ses comportements sont principalement déterminés par ses besoins, son « confort », ses habitudes, et par des considérations économiques. Pour des raisons éthiques et pour sa santé, elle consomme peu de viande. Le transport en avion est un « mal nécessaire ».

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite un capitalisme plus respectueux des ressources et des humains, une croissance qui soit « éthique et respectueuse de tous » et de la nature, une croissance du bien-être, et des dirigeants plus conscients des grands enjeux environnementaux.

En politique, elle souhaite une démocratie représentative similaire au système actuel (qui fonctionne correctement), mais où les citoyens seraient plus impliqués (sans toutefois aller jusqu'à une démocratie directe), où le pouvoir serait moins « une affaire de cliques », et où les élites seraient moins présentes.

La société idéale de 2050 serait plus respectueuse de l'environnement, des ressources et des êtres vivants. Certaines pratiques (ayant un impact environnemental) devront être encadrées et réglementées. Pour des raisons environnementales et éthiques, la consommation de viande serait réduite, l'alimentation comporterait moins de produits transformés, plus de produits locaux, et le moins possible de pesticides (un retour « un peu aux sources »). Dans le domaine de l'habitation, il y aurait peu de différences avec le système actuel et la liberté de choix ne serait pas restreinte, mais cette participante souhaite que plus de personnes demeurent à la campagne, et qu'il y ait moins de tours « à condos ». Le transport en commun serait rapide

et efficace, et les voitures électriques seraient améliorées et moins chères pour en favoriser l'utilisation. Globalement, la consommation serait réduite et plus responsable, les produits importés moins accessibles et on éviterait les achats superflus. Concernant les voyages qui permettent « de connaître d'autres cultures, il y aurait peu de changements. Le nombre d'enfants par famille ne serait pas contrôlé, la reproduction étant une nécessité, mais cette participante est consciente des risques de surpopulation à l'échelle de la planète.

Cette étudiante « pense qu'on a atteint en 2020 ou dans les dernières années, un pic au niveau technologique. » Il y aura probablement d'autres avancées, mais elle n'en voit pas beaucoup la nécessité. Cela dit, si les développements technologiques (par exemple l'intelligence artificielle) peuvent aider les êtres humains, c'est bien, mais il faut se méfier des atteintes à la vie privée et veiller à ce que l'humain garde le contrôle. Il ne faut pas trop compter sur la technologie pour régler les problèmes environnementaux. Les appareils devraient être réparables et recyclables en 2050.

Les conditions pour y parvenir

Pour cette participante, comme pour bien d'autres, l'élément clé est l'éducation et la conscientisation des plus jeunes. En outre, elle suggère (ou souhaite) que les citoyens aient une tolérance zéro pour le non-respect de l'environnement, et, à la limite, qu'ils boycottent les entreprises fautives. Ils peuvent aussi organiser des manifestations. Mais en fin de compte, c'est au gouvernement qu'il revient de donner les lignes directrices et de prendre les décisions (règlements, lois, encadrement des pratiques), après avoir consulté les citoyens et pris en compte l'avis des experts. La justice sociale n'est pas une condition requise pour les changements à son avis, malgré ses propos concernant ses valeurs. Elle fait partie de ceux et celles qui ont de la difficulté à déterminer quel pourrait être l'élément déclencheur qui amènerait le gouvernement à agir. Elle n'est pas très optimiste, mais elle sait que le pessimisme ne mène à rien et que « [ça] prend un peu d'optimisme pour essayer au moins de faire bouger les choses. »

Résumé de l'entrevue de Laurence

Les valeurs

Cette participante vient d'une famille où il y a six enfants, ce qui explique, dit-elle, que les notions de collectivité et de partage, de famille et d'amis, prennent beaucoup de place dans sa vie et qu'elle a un « besoin d'équité très grand ». C'est toutefois dans les communautés locales (et non au niveau mondial) que la justice sociale, l'équité et le bien commun se concrétisent. Elle souhaite que qu'il y ait plus d'esprit de communauté, un peu moins d'importance attachée à l'individu et plus au bien commun, tout en considérant qu'il faut donner pour pouvoir recevoir, qu'il faut mériter ce que l'on reçoit (ce qu'elle rattache à l'équité). Le travail permet évidemment de gagner sa vie, mais il permet surtout de s'épanouir lorsqu'il est orienté vers « [nos] valeurs » et de relever des défis. La liberté, c'est la possibilité de choisir « en tant que femme », de « prendre les décisions en fonction de [sa] vie » et de ses connaissances. C'est aussi la liberté d'expression.

La science est une valeur importante, basée sur la réflexion et les recherches, que cette participante voit positivement, mais qui « a ses limites. » La science fait partie des éléments de sa vision holiste du monde. Elle préfère la spiritualité à la religion qui « a un peu amené le pouvoir à des personnes », mais elle a une grande ouverture face aux croyances des autres. L'être humain fait partie de la nature, il en a besoin, il doit l'écouter, la respecter et la protéger. Le bien-être est un sentiment important. Il est relié à des petits moments de plaisir et de calme, et à des petits gestes. Elle se dit épicurienne et elle veut aider les autres à se sentir bien, « dans une société où ça va tellement vite. »

Le réchauffement climatique

Face au réchauffement climatique, cette participante a un sentiment de peur, un sentiment d'urgence, « [c]'est un peu l'impact humain [...] c'est quelque chose [...] qu'on a laissé hors contrôle ». Ce phénomène perturbe les écosystèmes, tant au niveau micro que macro. Il y a des risques de catastrophes naturelles, des risques pour les ressources dont nous avons besoin (eau, nourriture, etc.), des risques pour notre survie.

Il faut donc que la consommation diminue, et pour cela le seul moyen c'est l'éducation. « On [ne] peut pas demander aux gens de faire des changements alors qu'ils [ne] sont même pas conscients de l'ampleur des conséquences. »

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages sont un peu influencés par sa sensibilité environnementale, en particulier en alimentation (elle est flexitarienne et privilégie l'achat local), en transport (elle n'a pas de voiture) et en recyclage. Ses comportements sont aussi beaucoup déterminés par ses besoins, par ses habitudes, et par des considérations économiques. Elle « adore voyager », mais elle est consciente de l'impact environnemental des voyages.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite que la société cesse de croire à la croissance infinie (car les ressources sont limitées), elle souhaite une réduction de la consommation, une réduction des importations et de la mondialisation, un système où l'argent a moins d'importance. Il faut avoir, dit-elle, une vision de la prospérité autre que strictement comptable, il faut que l'économie soit en décroissance.

En politique, considérant en particulier que les besoins sont variables d'une région à l'autre, elle souhaite une démocratie locale, qui donnerait plus de pouvoir aux citoyens, et moins de place et de pouvoir aux élus qui subissent les effets du lobbyisme.

La vie sociale en 2050 serait organisée en petites collectivités autonomes. Il y aurait un système de contrôle et de restrictions, car même si l'éducation peut rendre les citoyens conscients des enjeux, il sera nécessaire de contrôler la production, par exemple au moyen d'une taxe carbone. Les citoyens seraient donc libres, mais dans un environnement où les possibilités de comportements nuisibles à l'environnement seraient fortement réduites. L'alimentation serait durable, c'est-à-dire que la consommation de produits d'origine animale ne représenterait plus que 15% du total (une recommandation de la FAO), qu'il y aurait beaucoup moins de gaspillage et qu'on consommerait surtout des produits locaux (ou

à tout le moins du Québec), grâce entre autres à des marchés publics, et au développement de jardins privés et communautaires. Une forme d'autonomie alimentaire s'instaurerait et les citoyens seraient plus conscients des enjeux de la production alimentaire et plus nombreux à y travailler. Pour réduire l'étalement urbain et favoriser le partage des équipements et des biens communs, les surfaces habitables seraient réduites (il y aurait, par exemple des micro-maisons). Cette participante évoque à ce sujet le concept d'éco-villages. Le transport en commun, les voitures partagées et le covoiturage seraient la norme. Une automobile par personne, dit-elle, c'est absurde. Il y aurait également, tel que mentionné plus haut, une réduction globale de la consommation, les produits seraient de meilleure qualité et réparables, et les achats seraient guidés par les besoins. Il y aurait moins de voyages d'affaires et de séjours dans des hôtels de type tout inclus, et le tourisme au Québec serait favorisé. Les voyages qui permettent la découverte d'autres cultures, « ça va toujours exister. » Il y aurait moins d'enfants (sans toutefois qu'il y ait des règles à ce sujet), mais ils seraient mieux éduqués.

La technologie en 2050 sera bien contrôlée, et elle sera au service de l'environnement et de l'humain. Il faudra à ce sujet ne pas perdre de vue toute l'importance des contacts humains et aussi s'assurer qu'elle ne sera plus utilisée principalement comme instrument de divertissement.

Les conditions pour y parvenir

Pour cette participante, tant les citoyens que les entreprises et le gouvernement ont un rôle à jouer pour que les changements nécessaires soient faits. Le premier rôle revient au gouvernement qui doit prendre, dans l'intérêt de tous, en toute transparence et en accord avec les scientifiques, des décisions favorables au respect de l'environnement et faire en sorte que les citoyens deviennent plus conscients des enjeux, entre autres par des changements à l'école. Il faut repenser les modèles (en particulier de production) et les processus existants avec une vision environnementale, comme cela a été fait par exemple pour la nouvelle version du guide alimentaire canadien (qui a été développé sans influence significative de l'industrie agroalimentaire). Les citoyens doivent être informés par les experts, ils doivent être consultés, et surtout ils doivent accepter de quitter « leur zone de confort ». Cette

étudiante fait partie de ceux et celles qui croient que les jeunes sont plus sensibilisés, mais elle semble avoir de la difficulté à accorder sa confiance à la population dans son ensemble. Elle fait aussi partie de ceux qui mettent l'accent sur l'éducation (tel que déjà mentionné, « [on ne] peut pas demander aux gens de faire des changements alors qu'ils [ne] sont même pas conscients de l'ampleur des conséquences »), mais qui ne croient pas que l'amélioration de la justice sociale fasse partie des conditions requises pour le changement.

Résumé de l'entrevue de Jade

Les valeurs

Les premières valeurs mentionnées par cette participante sont la famille, les amis et les relations humaines (« se sentir appréciée, [...] avoir des intérêts communs »). L'importance qu'elle accorde à la justice sociale est liée à celle qu'elle accorde aux relations humaines, donc aux autres individus qui ont droit au respect et à l'équité. Elle valorise beaucoup l'entraide et le partage, et elle se préoccupe de l'intérêt de la société à long terme. « [Je] pense qu'il faut faire certains sacrifices pour le bien commun. » La liberté, en particulier la liberté d'expression, est également importante pour elle, mais elle a des limites normales qui sont fixées par le respect dû aux autres. Le travail doit avoir un sens, à la fois pour la société à laquelle on doit contribuer et pour soi-même, pour la valorisation, pour la satisfaction, pour le plaisir que procure le travail bien fait, et pour gagner sa vie.

La science, dit-elle, c'est la connaissance, c'est la vérité, c'est la complexité aussi. La science engendre le respect des choses et des êtres. Les religions ont permis dans le passé de donner aux sociétés des structures morales. Elle est toutefois athée, mais elle accepte les croyances des autres si elles ne les empêchent pas de penser rationnellement, si elles restent du domaine privé, si elles ne sont pas des idéologies. La nature (la forêt entre autres) est une source de bonheur. Nous en faisons partie. Elle était là avant nous et le sera après. Il faut la respecter. Le bien-être, dans un monde où la vitesse, l'argent, la productivité et l'efficacité (qui sont des valeurs superficielles) dominant, on le retrouve dans la nature, dans le sport, et dans les relations humaines. Il a un aspect physique et un aspect psychologique.

Le réchauffement climatique

Il y a un consensus scientifique concernant le réchauffement climatique et ses effets : augmentation de la température des océans, fonte des glaciers, montée des eaux et déplacements de populations, perturbation des écosystèmes et de l'agriculture, augmentation des catastrophes naturelles. À tous ces effets s'ajoutent la perte de biodiversité, la diminution de la viabilité des sols (à cause des méthodes actuelles de production), et donc éventuellement l'augmentation des coûts de la nourriture. Cette participante se dit un peu éco-anxieuse, mais elle ajoute qu'il faut avoir une attitude positive pour agir.

Il ne faut pas attendre la solution parfaite avant d'agir, dit-elle. Les gouvernements doivent « forcer un peu la transition », en utilisant par exemple des taxes importantes, développer l'énergie électrique même s'il peut y avoir certains inconvénients, décréter la fin du plastique à usage unique. Il faut des gouvernements « qui mettent [...] leurs culottes ».

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages sont un peu influencés par sa sensibilité environnementale, en particulier en alimentation (elle consomme peu de viande, en partie pour des considérations environnementales), en transport (elle a une voiture, mais pratique le co-voiturage, en partie pour des considérations environnementales). Ses comportements sont aussi en bonne partie déterminés par ses besoins, par ses habitudes, et par des considérations économiques et de santé. Elle ne veut pas arrêter de voyager, mais elle est disposée à acheter des compensations carbone.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite, comme bien d'autres, que la société cesse de croire à la croissance infinie. Elle est en faveur de la « décroissance » (qu'elle définit comme une croissance nulle), elle veut une réduction de la consommation, entre autres grâce à l'application des principes de l'économie circulaire (réduire, recycler, réutiliser), et elle veut également que les entreprises respectent l'environnement, les ressources et le bien-être des employés, et qu'elles fassent moins de profits. Pour cela, il faudrait instaurer à tout le moins le principe du pollueur-payeur et mettre en place divers incitatifs financiers.

En politique, elle souhaite une démocratie représentative assez similaire au système actuel, mais dans laquelle le gouvernement serait plus ferme (un gouvernement, dit-elle, « qui met ses culottes »), dont les décisions seraient prises en consultation avec les experts et basées sur des faits scientifiquement établis plutôt que sur des opinions.

Dans la société idéale de 2050 qui respecterait l'environnement et les espaces naturels, les citoyens seraient éduqués (par l'école), informés et bien conscients des enjeux environnementaux, ils seraient « libres » de leurs choix, mais dans un système où l'offre serait contrôlée afin de les orienter vers des comportements écoresponsables. L'alimentation comporterait moins de viande (dont la production serait responsable et éthique), proviendrait de petites productions agricoles locales, diversifiées et responsables (c'est-à-dire où les producteurs prendraient soin des sols), et serait probablement un peu plus chère. Dans le domaine de l'habitation, cette participante souhaite que les villes cessent de grandir, qu'il y ait moins de tours, que les espaces habitables soient déterminés en fonction des besoins, et qu'il y ait plus d'éco-quartiers. Les transports en commun seraient plus accessibles, il y aurait plus de trains, les transports actifs seraient encouragés, entre autres par le développement d'un bon réseau de pistes cyclables, la voiture individuelle ne serait plus le premier mode de transport et les véhicules fonctionneraient à l'électricité. Tel que mentionné plus haut, la consommation serait réduite, les achats seraient réfléchis (et non impulsifs), les produits seraient durables, réparables, recyclables, et probablement un peu plus chers. Les voyages qui permettent la découverte seraient permis, mais les citoyens voyageraient moins souvent (parce que l'on valoriserait le bien-être au quotidien, et « mieux ». Idéalement, la population serait réduite, mais les choix personnels à ce sujet seraient respectés, en s'assurant toutefois que la contraception soit mieux expliquée. C'est une « très bonne question », dit-elle à ce sujet.

La technologie en 2050 « va prendre beaucoup de place ». Il faudra encourager les innovations, en particulier celles qui permettront de réduire notre empreinte environnementale. Il faudra mettre des balises, sinon des sanctions, pour qu'il y ait un contrôle efficace et que la technologie soit véritablement au service des humains et de l'environnement.

Les conditions pour y parvenir

C'est en définitive le gouvernement qui doit prendre les décisions requises pour que les changements nécessaires soient faits. Il doit écouter les experts, car ce sont eux qui ont les connaissances et qui peuvent proposer « des solutions éclairées », il doit faire adopter des lois pour protéger l'environnement, financer les recherches, contraindre s'il le faut les entreprises afin qu'elles deviennent écoresponsables, mettre en place des incitatifs et des conditions facilitantes (« [parce] qu'on est très lâche comme race ») et informer les citoyens (un bon exemple étant le tramway de Québec). Il ne faut surtout pas oublier que les solutions sont multiples (par exemple il ne suffirait pas simplement d'arrêter de manger de la viande) et complémentaires, qu'elles ne sont pas que technologiques, et que tous les secteurs de la société doivent y contribuer. À son avis, les citoyens ne sont pas suffisamment informés pour que des décisions environnementales importantes soient prises par référendum. Il faut toutefois s'assurer que l'éducation à ce sujet soit très bien développée, et aussi éviter de blâmer les citoyens (ce qui est « la pire façon de raisonner quelqu'un »). Par ailleurs, elle ne semble pas croire que l'amélioration de la justice sociale soit une condition essentielle aux changements. Les experts doivent avoir une grande part dans les choix qui sont faits, mais, au final, dit-elle, ce doit être « une décision de société », sans préciser de quelle manière celle-ci pourrait être prise et ce qui pourrait décider les gouvernements à agir. Elle est optimiste « par choix. »

Résumé de l'entrevue de Zachary

Les valeurs

La collaboration et la coopération au travail sont parmi les premières valeurs mentionnées par ce participant. Il rattache la justice sociale à l'entraide (« [à] la limite aider ceux qui en ont moins »), et il restreint la notion de bien commun à son entourage immédiat, car il ne croit pas qu'il soit efficace d'œuvrer pour le bien commun de la société en général. La liberté est importante, dit-il, et elle existe vraiment dans notre société, malgré les « règles à suivre ». La liberté d'expression en est une composante, et il ajoute qu'exprimer une opinion ne signifie pas qu'on a raison, et qu'il faut respecter le point de vue des autres, sans pour autant

se sentir brimé. Le travail est nécessaire. Il permet d'être fier de ses réussites (il faut travailler « pour pouvoir arriver à quelque chose »), il permet à chacun de gagner de l'argent, d'avancer (malgré les difficultés et les erreurs) et de contribuer à la société. « [C]'est ce qu'on a de mieux à faire. »

La science est une valeur parce qu'elle est fiable, parce qu'elle « se trompe rarement. » En outre, de nos jours, les expériences scientifiques sont menées de façon éthique. La religion « a sa place dans le monde », elle permet de rassembler les gens. Il se dit athée, mais la religion des autres ne le « dérange pas », en autant qu'on n'essaie pas de le « convaincre ». La nature, dit-il, c'est la vie, c'est l'équilibre, c'est le bien-être. Il faut la respecter et protéger l'environnement. Le bien-être, outre le lien avec la nature, est relié au sentiment d'appartenance à un groupe, aux relations humaines et à la santé mentale (c'est-à-dire au bien-être intérieur). Le « bien-être matériel, c'est évidemment superficiel », car il ne peut combler un vide intérieur. La famille et l'amitié sont des valeurs, mais la bonne entente dans la famille ou entre amis n'est pas garantie.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique a (et aura) de graves conséquences : fonte des glaciers, montée des eaux, feux de forêt, augmentation des catastrophes naturelles. La vie sera plus difficile, il faudra changer notre mode de vie. Dans douze ans peut-être, nous aurons franchi un seuil, un point de non-retour.

Tant les gouvernements que les individus, qui semblent heureusement de plus en plus conscients des difficultés et des conséquences de leurs actions, doivent donc agir maintenant, avant de « voir les gens abandonner. » L'incertitude est particulièrement effrayante.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages sont un peu influencés par sa sensibilité environnementale, principalement en ce qui concerne son alimentation (il achète des produits bio, tant pour sa santé que pour des considérations écologiques), ses achats et ses modes de transport (il n'a pas de voiture). Ses comportements sont en bonne partie

déterminés par ses besoins et ses habitudes. Il aimerait voyager, mais le respect de l'environnement pourrait l'influencer à ce sujet.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite que la société cesse de croire à la croissance infinie. La croissance est nécessaire, dit-il, car « pour créer des nouvelles technologies ça prend du budget », mais elle doit être plus saine. Il apprécie le capitalisme qui valorise le mérite individuel (travailler fort en vue d'un objectif procure « un sentiment de but à la vie »), mais il a aussi un certain intérêt pour le socialisme qui distribue les mêmes ressources à tous les citoyens (ce qui peut être intéressant à son avis si les gens sont éduqués et rationnels par rapport à l'argent). Il considère que la justice sociale est importante, mais aussi que certaines injustices sont inévitables. « Il n'y a pas de plaisir sans peine », dit le proverbe.

En politique, il considère que la démocratie représentative est nécessaire, tant localement que mondialement, pour trouver des solutions aux problèmes, car la simple logique des nombres l'exige pour le bon fonctionnement du système. Mais les assemblées citoyennes (locales) ont aussi leur place, parce qu'elles donnent à tous les individus la liberté de participer à la recherche de solutions aux problèmes. On peut imaginer à des niveaux intermédiaires entre le local et le mondial des assemblées de représentants.

Dans la société idéale de 2050, tous et toutes auraient une « conscience écologique », et agiraient de façon rationnelle vis-à-vis de l'environnement. Les citoyens seraient (obligatoirement) formés pour être autonomes et conscients, tant du point de vue économique que politique et écologique. Il y aurait malgré tout une certaine réglementation, en particulier pour limiter les importations (?) et déterminer localement des quotas pour chacun des secteurs de production agro-alimentaire. L'alimentation serait biologique, et la production locale. L'habitation serait similaire à ce qu'elle est actuellement, mais plus écologique, c'est-à-dire qu'elle occuperait moins d'espace au sol afin de protéger les territoires naturels et de réserver beaucoup plus de place à la végétation. Il y aurait des jardins sur les toits. Les transports en commun seraient rapides et efficaces, et, comme les voitures, et même les bateaux et les avions, fonctionneraient à l'énergie électrique. Le transport actif serait encouragé.

Concernant la consommation en général, il y aurait peu de différences avec maintenant, si ce n'est que les consommateurs auraient une conscience écologique plus développée. Les voyages qui permettent la découverte d'autres cultures et favorisent le développement personnel et humain ne seraient pas restreints, mais les moyens de transport fonctionneront en 2050, dit-il, avec des énergies renouvelables. Il n'y aurait pas non plus de restrictions sur le nombre d'enfants par famille, les citoyens étant conscients des enjeux environnementaux et libres.

La technologie en 2050 sera au service des êtres humains, entre autres parce que les tâches ingrates et techniques seront effectuées par des robots et des logiciels, et que les tâches plus nobles et intéressantes, l'art par exemple, seront laissées aux humains. La technologie ne remplacera pas l'être humain, et il faudra s'en assurer. Mais dans de nombreux domaines comme la génétique, les prothèses, et l'intelligence artificielle, la collaboration entre l'humain et la technologie permettra des avancées très significatives.

Les conditions pour y parvenir

La première et la principale condition pour que les changements requis soient faits est l'éducation. Il faut qu'elle soit adaptée à la façon d'apprendre de chacun, il faut qu'elle permette le développement d'une conscience écologique, économique, et éthique. En outre, l'apprentissage, c'est « ce qui fait que la vie est intéressante. » La liberté d'entreprendre peut aider, et la justice sociale (qui signifie pour ce participant l'égalité des revenus) aussi, car « ça peut aider à ce que les gens chialent moins. » Le gouvernement doit prendre immédiatement des décisions sur certains aspects comme le recyclage et le compostage, et il doit respecter la volonté des citoyens (aidés et informés par les experts) qui doivent être à l'origine des décisions (prises, entre autres, au moyen de référendums). Pour lui, c'est la force de l'exemple qui est le processus de base pour les changements, un entrepreneur en entraînant un autre, un gouvernement en entraînant un autre, un pays en entraînant un autre, un citoyen en entraînant un autre. Le réchauffement climatique, qui occasionnera des difficultés, des erreurs, et même des injustices, est pour cet étudiant une occasion de rassemblement, car nous avons et nous aurons besoin des autres, une occasion d'apprentissage, d'amélioration, et d'avancement, une occasion de grandir et d'agir.

Résumé de l'entrevue de Xavier

Les valeurs

Deux principaux concepts (en partie opposés) sont à la base des valeurs de ce participant : le développement personnel et le respect des autres. La liberté d'action et la liberté d'expression sont importantes, en particulier dans le domaine de l'art (qui est le sien), mais « la liberté individuelle s'arrête là où celle des autres commence. » Le travail a une composante individuelle (le développement personnel, qui est très positive) et une composante sociale (le fait de gagner sa vie, de participer au fonctionnement de la société, qui est moins intéressante). La justice en général et la justice sociale sont des valeurs qui s'inscrivent dans « la continuité du respect ». Le respect des autres est nécessaire à la cohésion sociale, dit-il. Par ailleurs, le bien commun et le bien individuel sont liés, en particulier pour les artistes. « [On] fait des choses pour soi [...] [et] pour les autres aussi. »

La science, surtout la méthode scientifique et l'esprit critique, est une valeur parce qu'elle est basée sur la recherche de la vérité, mais elle n'est pas « la solution à tout. » Ce participant a « un regard assez négatif sur la religion » qui tend à brimer la liberté. Il est athée et il respecte les croyants, mais il ne « [va] pas respecter la croyance ». Il faut respecter l'environnement, respecter la nature qui est à l'origine de l'être humain (qui en fait partie), et cela est lié au respect des autres. Le bien-être, le bonheur, dit-il, c'est le but final, et on l'obtient par le développement personnel, par l'acquisition des savoirs et des connaissances. C'est un concept plus psychologique que physique. Les relations humaines sont importantes pour la cohésion sociale, mais la famille et les amis ne sont pas pour lui des valeurs prioritaires.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est « quelque chose qui [...] est scientifiquement prouvé. » Outre la fonte du permafrost et la montée des eaux, ce phénomène va causer de nombreux autres problèmes en perturbant les écosystèmes et l'agriculture, ce qui à long terme pourrait amener « des extinctions de masse. »

Pour « diminuer les dégâts », il faut trouver des solutions, il faut agir dès maintenant, entre autres en réduisant notre consommation (notre surconsommation), nos « besoins » et nos « désirs ». Il faut réduire les émissions de GES, en particulier celles de tous les grands secteurs industriels (mines, agriculture, etc.) et du transport.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, au transport, aux achats et aux voyages sont peu influencés par sa sensibilité environnementale, sauf peut-être en ce qui concerne son alimentation (il tente de réduire sa consommation de viande, tant pour des considérations écologiques qu'économiques). Ses comportements sont surtout déterminés par ses besoins, ses goûts et ses habitudes. Il n'a « aucune envie de voyager pour l'instant. »

La société de 2050

Ce participant souhaite pour 2050 une économie plutôt stable, où la richesse serait mieux partagée, où l'enrichissement personnel n'existerait pas, donc une forme de communisme en fait.

En politique, il souhaite un système de démocratie participative directe, où il y aurait des assemblées citoyennes et des référendums mensuels pour voter les lois, et où la participation citoyenne serait obligatoire.

En 2050, les citoyens seraient éduqués et conscientisés par rapport aux grandes questions environnementales. Ils seraient donc libres et adopteraient par eux-mêmes sans contraintes les bons comportements. Ce serait un système plus sain qu'un régime de contrôle. Il faudrait toutefois que les entreprises soient contrôlées pour assurer le respect de l'environnement. L'alimentation comblerait (sans surconsommation) les besoins métaboliques, en partie avec des protéines de synthèse, elle comporterait peu de viande, et très peu souvent des produits ayant une forte empreinte écologique. Pour l'habitation, ce participant entrevoit des immeubles communautaires (des coopératives) avec des jardins potagers, entre autres pour limiter le transport de la nourriture. Les transports urbains et interurbains seraient majoritairement en commun, il y aurait peu de voitures (environ 20% du total actuel), et tous

les véhicules fonctionneraient avec des énergies propres (électricité, hydrogène, etc.). Les achats répondraient aux besoins essentiels, le partage et la réutilisation étant favorisés. On voyagerait « quand même autant qu'aujourd'hui », mais les moyens de transport, grâce aux développements technologiques, seraient plus écologiques. Il y aurait moins d'enfants, car les citoyens, libres et éduqués, seraient conscients des enjeux.

En 2050, la technologie permettra de régler (ou d'aider à régler) certains problèmes environnementaux, et peut-être, du point de vue médical, de régénérer des tissus humains et d'arrêter le vieillissement. On pourra également compter sur les avancées de la génétique et de l'intelligence artificielle. Ce participant est un « adepte du transhumanisme » et souhaite le développement de la fusion nucléaire. Il n'a pas beaucoup d'inquiétudes, même s'il reconnaît que la technologie pourrait avoir des conséquences nuisibles.

Les conditions pour y parvenir

Les conditions nécessaires pour le développement d'une société écoresponsable sont premièrement l'éducation (par exemple par la mise sur pied pour tous d'un véritable cours de sensibilisation à l'environnement et au futur), deuxièmement un meilleur partage des ressources, et troisièmement l'innovation et le développement de nouvelles idées. Il faudrait que les experts donnent l'information aux citoyens et que ceux-ci se prononcent sur les décisions à prendre au moyen de référendums. En effet, ce participant a confiance que les citoyens prendront les bonnes décisions s'ils sont bien informés. Le gouvernement devrait faire adopter des lois pour contrôler les entreprises, et ensuite graduellement passer le pouvoir aux citoyens. Il est cependant plutôt pessimiste, car il ne voit pas quel pourrait être l'élément déclencheur qui amorcerait les changements requis, sauf une catastrophe qui viendrait conscientiser les gouvernements et les citoyens (« s'il y a des changements, au niveau des modes de vie des citoyens et de l'écologie, ça sera après qu'on ait pris le mur »). Les gouvernements, dit-il, ne sont pas prêts à agir comme le montre la crise des gilets jaunes en France. Quant aux citoyens, il leur accorde sa confiance, mais la nécessité de problèmes majeurs pour déclencher une prise de conscience indique que celle-ci n'est pas totale.

ANNEXE 2

Résumé de la nouvelle entrevue de William

Les valeurs

La crise de la Covid-19 a permis à ce participant de mieux comprendre l'importance de la famille et, dans une moindre mesure, celle de l'amitié. Elle l'a aussi amené à une conception moins individuelle de la justice sociale (il faut, dit-il, comprendre l'incompréhension d'autrui, respecter les différences et protéger ceux et celles qui sont victimes de leurs choix), de la liberté (car nos choix peuvent avoir un grand impact sur les autres), et du bien-être (qui est plus lié aux relations sociales qu'à la liberté). Sa vision de la science est encore plus positive qu'avant la crise, celle de la religion est moins négative, et celle du travail ne semble pas avoir changé.

Le réchauffement climatique

La crise de la Covid-19 va probablement faciliter les changements sociaux qui sont nécessaires pour ralentir le réchauffement climatique et s'y adapter, car la population comprend mieux maintenant qu'il faut parfois faire des sacrifices pour le bien-être des autres.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative, mais la question des voyages lui pose actuellement un dilemme : voyager dans un but de découverte et d'ouverture aux autres cultures, ou ne pas voyager par respect pour l'environnement.

La société de 2050

En économie, ce participant souhaite toujours un système de petites communautés et d'échanges de service (où les virus auraient moins la possibilité de se propager!), une réduction de la consommation afin de diminuer les impacts environnementaux, et donc un régime de décroissance.

En politique, il souhaite, comme précédemment, une démocratie à petite échelle qui lui semble être plus favorable à la prise de décision en fonction du bien commun, avec toutefois une certaine forme d'autorité supérieure pour superviser l'ensemble.

En 2050, les contrôles et les restrictions requis concernant le mode de vie (alimentation, habitation, transport, achats et voyages) et la production de biens seraient déterminés par la communauté (car le consommateur seul n'est pas « capable de s'autoréguler »). Ces règles seraient à son avis naturellement acceptées par les citoyens. « Ça va s'autoréguler. » Ce mode de vie serait, semble-t-il, grosso modo tel que décrit lors de l'entrevue précédente, sauf pour ce qui est des voyages car il ne veut pas restreindre la liberté (à ce sujet).

La société de 2050 serait ouverte à la technologie et cet étudiant semble moins inquiet des dérapages possibles à ce sujet que lors de l'entrevue précédente.

Les conditions pour y parvenir

L'éducation et la science sont toujours pour ce participant deux éléments importants de la transition. Le rôle du gouvernement demeure important pour mettre en place les politiques nécessaires (éducation, incitation à la formation des petites communautés, etc.), mais il croit que ce sont les citoyens qui devront être le moteur des changements en se regroupant « en communauté pour réfléchir » et en choisissant le gouvernement. L'amélioration de la justice sociale est toujours un objectif, mais doit faire l'objet d'une démarche parallèle. Il est pessimiste.

Résumé de la nouvelle entrevue de Gabriel

Les valeurs

Plusieurs des valeurs de ce participant, comme le respect, la justice, le partage, la science, la nature, la liberté et le bien-être, n'ont pas changé de façon significative depuis la première entrevue. Toutefois, la crise de la Covid-19 lui a fait prendre conscience encore plus de l'importance de l'amour, de la famille, des amis, ainsi que de la religion (qui lui apporte un

certain bien-être intérieur). Par ailleurs, sa vision du travail semble un peu plus individuelle qu'auparavant, et l'argent lui apparaît maintenant plus important, en particulier pour lui permettre de réaliser ses projets. Il considère toujours que l'individualisme est trop présent dans la société.

Le réchauffement climatique

La vision qu'a ce participant du réchauffement climatique, de ses effets, du manque de prise de conscience des individus face à ce problème, et des décisions que la société devrait prendre (réduction du transport automobile, etc.), est tout-à-fait similaire à celle qu'il a exposée lors de la première entrevue.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative, sauf peut-être en ce qui a trait à sa consommation de viande qu'il tente de réduire un peu.

Société de 2050

Cet étudiant souhaite toujours une société « équilibrée », une société verte, qui serait axée sur le partage des ressources et la réduction des inégalités (et du rôle de l'argent), et dont l'économie serait orientée par une conscience écologique, et, précise-t-il, en décroissance.

En politique, il souhaite toujours une démocratie représentative améliorée où les citoyens seraient plus conscientisés et participeraient plus, et où, indique-t-il, le gouvernement résisterait plus à l'influence des grandes compagnies.

Il est toujours d'avis qu'en 2050, les citoyens, libres, accepteront naturellement les restrictions et les changements nécessaires, car, ajoute-t-il, ils auront été conscientisés par un, ou des, événements extrêmes et catastrophiques. L'autorité gouvernementale n'interviendrait alors que « comme deuxième ligne ». Le mode de vie serait grosso modo celui qu'il a décrit lors de la première entrevue, mais il précise que les habitations seraient écologiques (et de taille raisonnable) et il ne croit pas qu'il faudrait restreindre les voyages.

Il n'a pas non plus changé d'avis concernant la technologie. Elle sera très utile aux humains et pour la protection de l'environnement, mais elle devra être bien contrôlée.

Les conditions pour y parvenir

Ce participant croit toujours que la transition vers la société (verte) qu'il souhaite va demander que le gouvernement soit « un peu plus autoritaire » et prenne des décisions difficiles qui vont restreindre les libertés et déplaire « aux grandes compagnies » et à de nombreux citoyens (qu'il considère très individualistes). Il ajoute toutefois que l'éducation est une « condition de base », ce qu'il n'avait pas indiqué précédemment. Par ailleurs, il ne mentionne pas dans cette partie de l'entrevue, comme il l'avait fait, la nécessité « [de frapper] un mur ». Il est encore pessimiste, même si les humains ont, dit-il, la capacité de changer le cours des choses.

Résumé de la nouvelle entrevue de Jeremy

Les valeurs

La crise de la Covid-19 a eu une certaine influence sur bon nombre des valeurs de ce participant. Elle lui a ainsi permis de bien sentir l'impact positif du simple contact avec la nature. Il est devenu plus conscient de l'importance de la famille et des amis. Sa vision du travail est devenue plus instrumentale, car celui-ci va lui permettre, par exemple, de s'acheter une maison et de « passer des bons moments [avec sa famille] ». Dans la même optique, son bien-être lui semble maintenant un petit peu plus relié au confort matériel (et, tel que mentionné plus haut, au contact avec la nature). Il a aussi compris que de nombreuses personnes peuvent être laissées pour compte et que le filet social est donc particulièrement important. Il a surtout réalisé que la liberté doit dans certaines circonstances être restreinte en vue du bien commun. Il a toujours la même opinion positive de la science, dont il ne faut cependant pas attendre la solution à tous les problèmes, et le même peu d'intérêt pour la religion.

Le réchauffement climatique

Ce participant considère toujours que le réchauffement climatique (il préfère toutefois le terme de changements climatiques) est un problème sérieux, qu'il est nécessaire de changer notre mode de vie, et que c'est le gouvernement qui doit prendre les décisions requises (avec les experts), car la population n'est pas assez sensibilisée.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative.

La société de 2050

En économie, la vision de ce participant a relativement peu changé. Il souhaite que la croissance soit mesurée par de nouveaux indicateurs (plus reliés à la qualité de vie) et que les « gains astronomiques » soient limités, mais il ne voit pas d'autre alternative au libéralisme actuel.

En politique, sa position est toujours la même : une démocratie représentative, plus de participation citoyenne (pour les enjeux locaux seulement) et une meilleure écoute des avis des experts pour les questions importantes. En outre, il souhaite, dit-il, une société moins polarisée, ce qu'il n'avait pas mentionné précédemment.

Il croit toujours qu'il faudra des contrôles et des restrictions pour effectuer les changements nécessaires au mode de vie, par exemple pour limiter les importations d'aliments et pour instaurer des normes plus strictes dans la construction d'habitations. Il est également toujours d'avis que le tourisme devrait être réduit et les transports en commun améliorés, et que les automobiles (moins énergivores) seront encore nécessaires en région (où il souhaite s'installer). Il ne croit plus, semble-t-il, qu'il faudra réduire la consommation, et il ressent un malaise à s'exprimer sur la question du nombre d'enfants.

Sa vision de la technologie est moins positive qu'auparavant. Il craint qu'elle ait beaucoup d'impact sur le travail et sur les humains et il n'est pas convaincu qu'elle représente toujours un progrès.

Les conditions pour y parvenir

Ce participant n'a pas changé d'avis à ce sujet. C'est le gouvernement qui doit prendre les (bonnes) décisions. Il doit favoriser l'éducation, bien informer la population (en contrôlant, s'il le faut, les réseaux sociaux) pour qu'elle comprenne bien les objectifs poursuivis, « regagner » sa confiance, et, pour cela, l'impliquer plus dans les décisions qui ont une portée locale, mais laisser beaucoup plus de place aux experts. Toutefois, il n'évoque plus la question de la justice sociale et il est devenu pessimiste (« on n'est pas sur un bon chemin présentement »).

Résumé de la nouvelle entrevue d'Alexandre

Les valeurs

La crise de la Covid-19 ne semble pas avoir eu d'influence significative sur la plupart des valeurs de ce participant. Sa vision de la liberté (qui est limitée par celle des autres), du travail (qui doit procurer plaisir et satisfaction), du respect pour la nature (qui est un peu notre maison) et du bien-être est toujours la même. Il accorde encore beaucoup d'importance à la science, ainsi qu'à la famille et aux amis. Il est toujours tolérant face à la religion, qui ne fait toutefois pas partie de ses valeurs. Par ailleurs, ses propos ne permettent pas vraiment de saisir si sa conception de la justice a changé, mais ils semblent cependant un petit peu moins teintés d'individualisme.

Le réchauffement climatique

Comme lors de l'entrevue précédente, ce participant croit qu'il est « peut-être un peu tard pour corriger la situation » et que la société devra s'adapter, « ralentir », réduire la consommation, la production de gaz à effet de serre et la recherche du profit, et se tourner vers les énergies renouvelables.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative. En particulier, il est très sensible au recyclage, à l'alimentation locale et à la réduction de l'utilisation des énergies fossiles.

La société de 2050

En économie, la vision de ce participant ne semble pas avoir changé de façon très significative. Il souhaite un système stable et équilibré, plus égalitaire, qui est basé sur la recherche de la qualité de vie et non dominé par la recherche du profit maximum (afin de limiter la consommation des ressources).

En politique, il croit toujours que la démocratie représentative fonctionne plutôt bien, mais que certains correctifs seraient nécessaires, entre autres pour favoriser, sinon rendre obligatoire, la participation.

Comme précédemment, il est d'avis que des contrôles et des restrictions devront être mis en place en 2050, en particulier par le contrôle de l'offre et l'éco-fiscalité. Il est cependant plus réservé qu'auparavant concernant la gestion de l'offre et sa vision de l'habitation et des transports est quelque peu différente. Il insiste moins sur l'aspect écologique de l'urbanisation et l'électrification des véhicules. Par ailleurs, il est toujours favorable aux voyages qui favorisent l'ouverture d'esprit et au tourisme local et il croit encore qu'il sera nécessaire de limiter la consommation et la croissance de la population.

Sa vision de la technologie est aussi toujours très positive. On peut en réglementer l'utilisation, mais il ne faut pas en empêcher le développement.

Les conditions pour y parvenir

Les propos de ce participant à ce sujet sont assez similaires à ceux de l'entrevue précédente, même s'il reconnaît qu'il ne sait pas trop la réponse à cette question. C'est le gouvernement qui a, semble-t-il, le rôle principal, l'éducation est très importante, les citoyens doivent être informés correctement, participer et voter, et les experts doivent être écoutés. Il se méfie

cependant des gouvernements autoritaires et il croit encore que l'être humain a tendance à répéter ses erreurs et qu'il devra frapper « le mur ». Il n'est toujours pas très optimiste et sa confiance en l'être humain ne s'est pas améliorée.

Résumé de la nouvelle entrevue d'Olivier

Les valeurs

Dans l'ensemble, les valeurs de ce participant ont relativement peu changé depuis la première entrevue. Il a toujours à peu près la même vision de l'importance de l'amour, du respect, de la famille et des amis, de la science (qui nous permet d'avancer lorsqu'elle est bien utilisée), et de la nature qui nous fait vivre et que nous devons respecter. Le travail doit avoir un sens sans être nécessairement « le » sens de la vie, la religion a des aspects positifs et des aspects négatifs, et le bien-être est associé à la fois à la satisfaction des besoins biologiques et psychologiques. La liberté est fondamentale, mais la crise de la Covid-19 en a fait ressortir les limites. Il y aura, dit-il, des sacrifices à faire dans l'avenir. Malheureusement, la société actuelle est trop individualiste. Il faut, dit-il, un équilibre entre l'individu et la collectivité (ce qui, pour lui, est relié à la justice dont sa conception est par ailleurs plus ou moins claire), équilibre qu'une vie en petite communauté permettrait.

Le réchauffement climatique

Ce participant croit toujours que le réchauffement climatique va créer de graves problèmes, en particulier dans le domaine de la production alimentaire, ce qui pourrait amener des « migrations massives » et même des guerres. Il faut, dit-il, réduire notre consommation de ressources et d'énergie. On peut noter que ses propos à ce sujet lors de la première entrevue étaient un peu plus élaborés.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative. Il tente toujours de réduire sa consommation de viande et il utilise les transports en commun ou son vélo.

La société de 2050

La vision de l'économie de ce participant a changé depuis la dernière entrevue. Il souhaite toujours qu'elle soit basée sur des considérations environnementales, mais la décroissance lui apparaît maintenant nécessaire. Nous devons réduire notre consommation, même de divertissement ! De plus, il aimerait que la société soit décentralisée et que les communautés locales soient centrées sur « la nature dans ce qu'elle peut produire », que l'argent « redevienne un outil » et qu'il soit redistribué plutôt que de « s'accumuler dans les poches des plus riches ».

En politique également, sa vision a changé, mais un peu moins. Il n'utilise plus le terme d'éco-socialisme, mais il souhaite plutôt une organisation sous forme de petites communautés (où la participation des citoyens serait cependant toujours très importante), qui seraient chapeautées par une forme de « pouvoir supérieur ».

Ce participant est toujours d'avis que des contrôles et des restrictions seront nécessaires en 2050. Il faudra en particulier « contrôler la disponibilité des produits ». Quant au mode vie, il n'a pas non plus changé d'avis : une alimentation peut-être un peu moins carnée et surtout plus locale, des villes vertes (avec des logements sociaux, ajoute-t-il), de bons transports en commun, moins de consommation, mais toujours la possibilité de voyager pour découvrir d'autres cultures, et moins d'enfants.

Il croit toujours aussi que la technologie pourra aider l'humain et favoriser la protection de l'environnement par le développement de technologies durables, mais qu'il faudra tenter d'en prévoir les impacts. Il se méfie en particulier de l'intelligence artificielle qui pourrait « mieux nous connaître que nous-mêmes ».

Les conditions pour y parvenir

Comme précédemment, ce participant croit que les changements requis doivent venir des citoyens, que le gouvernement doit favoriser l'éducation à la pensée critique et à la réflexion sur nous-même et sur nos propres comportements pour que nous puissions changer, et que plus de justice sociale n'est pas une condition nécessaire. Il est toutefois devenu plutôt

pessimiste, même s'il veut créer un éco-village capable de résister à la crise climatique. « [Si] je veux voir le changement, il faut que je le fasse moi-même. »

Résumé de la nouvelle entrevue d'Anthony

Les valeurs

Les valeurs de ce participant n'ont pas été affectées de façon significative par la crise de la Covid-19. En fait, ses propos à ce sujet sont très similaires à ceux de l'entrevue précédente, entre autres en ce qui a trait au travail (qui permet l'épanouissement personnel et qui a un impact social), à la liberté de choix et d'expression (qui permet, dit-il, le développement de l'individu), à la justice (qui permet que chacun reçoive ce qui lui est dû), à la famille et aux amis (sur lesquels il peut compter), à la science (qui est un guide), et à la nature (qu'il faut respecter et qui est aussi un guide). Il a un peu la même vision de la religion (qui peut combler un certain besoin) et du bien-être (qui résulte d'une bonne gestion du stress et de l'écoute de ses propres besoins biologiques et psychologiques).

Le réchauffement climatique

La Covid-19 n'a pas affecté non plus la vision du réchauffement climatique de ce participant. C'est un problème qu'il considère très sérieux, et qui aura de graves conséquences, par exemple l'augmentation de la fréquence des événements météorologiques extrêmes et une « extinction massive d'espèces ». Il faut donc dès maintenant réduire notre consommation, « limiter les transports », et développer des habitations écoénergétiques.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative. Il a réduit sa consommation de viande, il utilise toujours le plus possible les transports en commun ou son vélo et il n'a pas l'intention d'acheter une voiture.

La société de 2050

En économie, la vision de la société idéale de 2050 de ce participant n'a pas changé de façon très significative depuis la première entrevue. Il souhaite toujours que la mesure de la croissance ne soit pas uniquement basée sur le PIB, que le gouvernement encourage la formation de coopératives et l'achat local, qu'il y ait moins d'inégalités et que les considérations environnementales soient prises en compte (« la société idéale [...] roule sur des énergies qui sont propres »). Il évoque aussi la possibilité de taxes carbone. Rappelons toutefois que, lors de la première entrevue, il souhaitait que le modèle coopératif devienne la norme.

En politique également, sa vision est restée la même. Il souhaite une démocratie représentative améliorée comportant un système de vote à deux tours et qui favorise la participation citoyenne et la liberté.

Ce participant n'a pas changé d'avis non plus sur les questions sociales. Il a confiance que les citoyens, libres, bien informés et encouragés, auront les comportements souhaités, en soulignant toutefois que certaines normes, par exemple concernant la consommation énergétique des habitations, pourraient être mises en place. Tant pour ce qui est de l'alimentation que de l'habitation, des transports, de la consommation, des voyages et du nombre d'enfants, ses propos sont très similaires à ceux de la première entrevue : alimentation plus locale, villes vertes, transports en commun efficaces, véhicules autonomes, consommation responsable, pas de restrictions sur les voyages, moins d'enfants (naturellement).

La technologie apparaît toujours globalement positive à cet étudiant. Son utilisation serait cependant soumise à des normes éthiques.

Les conditions pour y parvenir

Ce participant croit toujours que la condition la plus importante pour réussir la transition vers la société souhaitée est l'éducation (en ayant recours aux experts), et qu'il faut plus d'égalité (pour faciliter l'accès à l'éducation). Il semble toutefois accorder un rôle un peu plus

important au gouvernement qu'auparavant et un rôle moins important aux citoyens. Le gouvernement, dit-il, prend les décisions après avoir écouté les experts, et la population ensuite applique ces décisions (mais il n'explique pas clairement comment cela peut fonctionner en pratique). Il est plutôt optimiste (pour le Québec) et il n'a « pas peur ».

Résumé de la nouvelle entrevue d'Audrey

Les valeurs

Les valeurs de cette participante semblent avoir été relativement peu affectées par la crise de la Covid-19. La famille, les amis et les relations humaines en général, sont toujours aussi importants pour elle. Malgré quelques légers changements, il en est de même pour le travail qui lui permet « de se découvrir » et qui « aide les autres », pour la justice qu'elle relie au respect des autres et à l'ouverture aux différences, pour la science à laquelle elle se « fie beaucoup », pour la liberté (car « notre société québécoise nous permet [...] de vivre un peu selon nos valeurs »), et pour la nature qu'il faut protéger et utiliser « à bon escient ». Elle voit cependant la religion de façon un peu plus positive qu'auparavant, et le bien-être est pour elle relié à la fois à la satisfaction des besoins de base, et au fait « d'être bien avec soi et aussi avec les autres ».

Le réchauffement climatique

Cette participante croit toujours que le réchauffement climatique aura des effets négatifs (par exemple, l'élévation du niveau des mers, la disparition d'espèces, et même, ajoute-t-elle, des impacts sociaux). Il faut, dit-elle, que les citoyens soient informés, ce qui leur facilitera les « petits changements dans leur vie » (alors qu'elle avait plutôt précisé lors de la première entrevue les gestes que la société devrait poser, comme la réduction des émissions polluantes).

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de

façon significative. En particulier, elle habite toujours à un endroit qui lui permet de se déplacer à pied.

La société de 2050

En économie, la vision de cette participante a un peu changé depuis la première entrevue. Elle souhaite toujours une certaine réduction de la consommation (il ne faut pas « toujours vouloir plus ») et des importations, mais elle croit maintenant qu'une certaine forme de croissance orientée « vers des actions plus vertes » serait acceptable.

En politique, elle souhaite toujours plus de participation citoyenne, car à son avis cela facilite l'acceptation des changements, mais elle ajoute maintenant qu'elle aimerait mieux que le pouvoir ne soit pas concentré entre les mains du premier ministre. Il faudrait, dit-elle, ne pas « élire une personne mais [...] un groupe ».

Elle est toujours d'avis que, en 2050, il faudra mettre en place des règles, « des lois plus restrictives », mais le faire par étapes. Il faut « faire des changements de choix de vie, de consommation ». Concernant l'alimentation, l'habitation, le transport, la consommation, les voyages et le nombre d'enfants, elle n'a pas changé d'avis non plus : moins de viande et plus de produits locaux, pas de grandes maisons et accès à un jardin pour tous, de bons transports en commun et moins de voitures, des biens durables et recyclables, des voyages qui favorisent l'ouverture, moins d'enfants.

Elle a toujours aussi relativement peu d'enthousiasme pour la technologie qui ne doit pas remplacer l'humain (entre autres via l'intelligence artificielle), mais qui peut nous aider à réduire nos impacts sur l'environnement, et peut-être faciliter notre vie (ce qui est toutefois un peu différent de ses propos précédents à ce sujet).

Les conditions pour y parvenir

Dans cette entrevue, cette participante insiste plus sur l'information et sur la conscientisation que sur l'éducation. Elle voit également un rôle un peu plus important pour les citoyens qui prendraient les grandes décisions par référendums (un mécanisme qui, dit-elle, favorise

l'éducation et l'information par les experts) et un rôle un peu moins grand pour le gouvernement. Il faut cependant noter que ses propos sont plus ou moins clairs à ce sujet. Son optimisme est modéré, car nous faisons des « petits pas » alors qu'il faudrait que « ça aille assez vite », et la consommation est « une valeur ancrée chez certaines personnes ».

Résumé de la nouvelle entrevue de Noémie

Les valeurs

Les valeurs de cette participante ont évolué depuis la première entrevue. Le bien-être, autant mental que physique, dit-elle, est devenu sa priorité. « [Je] me centre beaucoup plus sur moi-même [...] [et] sur mon entourage proche. » L'intimité et l'écoute sont devenues pour elle des valeurs. Elle veut un travail qu'elle aime, mais le travail est moins central dans sa vie et elle ne veut pas risquer l'épuisement professionnel. Elle se sent libre, mais elle est plus sensible à la liberté des autres. Sa vision de la religion est un peu plus positive qu'auparavant et elle croit en un être supérieur. Son intérêt pour la science s'est accru, et elle s'est « beaucoup reconnectée à la nature ». Comme plusieurs autres participants, elle associe toujours la justice au respect, mais elle considère que la pandémie a nui à la justice sociale.

Le réchauffement climatique

La crise de la Covid-19 a permis à cette participante de constater que l'effort collectif peut fonctionner, car « la pandémie [a] fait diminuer le réchauffement climatique un peu ». Sa compréhension des mécanismes liés au phénomène est imparfaite, mais elle est toujours d'avis qu'il s'agit d'un problème important qui, entre autres, occasionne la disparition de certaines espèces animales. Elle cible en particulier la surconsommation (qui permet à « des gens [...] d'oublier leurs problèmes en allant magasiner ») qui doit cesser, mais elle est moins précise qu'auparavant sur les actions que la société doit entreprendre.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative. Globalement, sa consommation est gérée par ses besoins, ses goûts et son

budget, elle a toujours une voiture, elle tente encore de diminuer sa consommation de viande et elle a un projet de voyage à l'étranger.

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite toujours des changements importants, mais un peu moins radicaux que ceux qu'elle a décrits lors de la première entrevue : moins d'inégalités, plus d'entraide, moins de profit, une forme de stabilité économique (éviter le « tout le temps plus »), une société qui met l'accent sur les recherches scientifiques (entre autres en santé) plus que sur les questions financières, une société qui est moins centrée sur le travail, et un monde sans dettes.

En politique, sa vision a relativement peu changé : un système démocratique qui favorise l'effort collectif (sans dictature), et une participation citoyenne accrue (via les réseaux sociaux).

Cette participante a également une vision beaucoup moins radicale concernant les contrôles et les restrictions nécessaires en 2050. Les citoyens seraient plutôt libres et soumis à peu de règles, mais elle compte sur les pressions sociales et sur les explications fournies aux citoyens pour orienter les comportements, citant en exemple la question du port du masque durant la pandémie. L'alimentation serait très saine, mais elle ne serait pas soumise à des restrictions. « [On] pourrait construire des habitations très écologiques » sans restreindre les choix et sans détruire ce qui existe déjà, mais c'est le gouvernement qui contrôlerait la vente des biens de consommation. Les systèmes de transport seraient toujours très développés du point de vue technologique et respectueux de l'environnement, les voyages autorisés, et le nombre d'enfants non-contrôlé. Elle compte beaucoup sur les jeunes.

Elle croit toujours que « c'est la technologie qui va régler notre problème de réchauffement climatique », même si un « effort collectif » sera encore nécessaire, et même si elle souhaite un « retour à la nature ». Dans ma société parfaite, dit-elle, on aurait déjà « fait de quoi » à ce sujet, et on aura créé « des machines qui guérissent toutes les maladies ».

Les conditions pour y parvenir

Cette participante voit toujours l'éducation à l'environnement comme une des conditions requises pour la transition vers la société souhaitée, elle voit toujours la technologie comme ayant un impact très important, et elle ne voit toujours pas comment la justice sociale pourrait avoir un effet à cet égard. Elle est cependant d'avis que ce sont les citoyens qui devront prendre les grandes décisions (au moyen de référendums), et non les gouvernements, même s'ils accordent la priorité à l'environnement. Elle conserve un certain optimisme, en espérant que des événements extrêmes vont conscientiser la population, mais la surconsommation sera difficile à éradiquer.

Résumé de la nouvelle entrevue de Nicolas

Les valeurs

Les valeurs de ce participant ont très peu changé depuis la première entrevue. En particulier, sa vision de la justice sociale repose toujours à la fois sur une forme d'égalité des chances et sur le mérite, il rattache la science à la rationalité qui, dit-il, guide ses décisions, il est très critique des religions, même s'il se dit tolérant, et l'intégrité est toujours aussi fondamentale pour lui. Le travail est un gagne-pain, et il doit être aussi une activité qui procure du plaisir et des défis. La liberté de choix est très importante, tant qu'elle ne nuit pas aux autres. La famille et les amis ont une certaine importance et son respect pour la nature est « inné ». Il recherche son bien-être (« être bien dans sa peau [...] c'est le plus important ») et il semble être un tout petit peu plus tourné vers lui-même qu'auparavant.

Le réchauffement climatique

Ce participant croit encore qu'à ce sujet, « il est trop tard un peu ». Il constate toujours que le nombre d'événements extrêmes et la perte de biodiversité continuent d'augmenter, et qu'il sera très difficile d'arrêter les grandes compagnies de nuire à l'environnement et, globalement, d'accorder la priorité à l'environnement plutôt qu'à l'argent.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative depuis la première entrevue. Globalement, sa consommation est encore gérée par ses besoins, ses goûts et son budget. Il préfère toutefois le plus souvent le vélo à la voiture, et le recyclage, même si ses gestes personnels lui semblent négligeables, « c'est vraiment une seconde nature ».

La société de 2050

En économie, ce participant croit toujours qu'il faudrait exercer un certain contrôle pour protéger l'environnement, mais il est un peu plus hésitant sur la question de la croissance. Une certaine stabilité lui semblerait acceptable. Il ne souhaite pas un système très différent du système actuel, mais il faudrait limiter les excès (dus à la cupidité qu'il éliminerait s'il pouvait changer la nature humaine) et les « énormes différences ». Il faudrait également aider les travailleurs, et réduire la corruption.

En politique, il souhaite toujours un gouvernement compétent et non-corrompu et ajoute-t-il, « autoritaire », « parce que [...] les gens ils savent pas ».

Un peu comme lors de la première entrevue, il explique qu'il ne veut pas trop restreindre la liberté des citoyens, mais que certaines restrictions, en particulier du côté de l'offre, seraient nécessaires « pour la minorité [...] [qui veut] faire autrement ». De plus, il croit toujours que la technologie permettra de régler bon nombre de problèmes, ce qui limitera la nécessité de changements sociaux. Dans la société idéale, dit-il, on consommerait de la « viande végétarienne ». Il est toujours d'avis qu'il faudrait limiter la taille des habitations et que les transports, incluant les transports en commun, seront efficaces et à base d'énergie électrique. Tous les biens de consommation seraient 100% recyclables, et la consommation ne serait donc pas restreinte. Les voyages non plus ne seraient pas restreints. Il croit toujours également qu'il faudra probablement contrôler le nombre d'enfants si un point critique est atteint.

Il est toujours d'avis, tel que mentionné plus haut, que, dans la société idéale de 2050, la technologie aidera beaucoup à régler les problèmes environnementaux, mais il faudra « éviter l'intelligence artificielle vraiment consciente ».

Les conditions pour y parvenir

Pour ce participant, la réussite de la transition vers la société idéale passe toujours par des investissements massifs en recherche scientifique (et non par la justice sociale), mais il ajoute que l'éducation à l'environnement et à un certain altruisme aurait aussi de l'importance. C'est le gouvernement (si possible « parfait ») qui doit être le moteur des changements car les citoyens, dit-il, n'ont pas les connaissances requises. Par ailleurs, il fait plus confiance qu'auparavant aux experts pour être de bons gestionnaires, mais il craint toujours l'attitude des multinationales. Il est plutôt pessimiste car « la nature humaine [et] l'avarice [ne sont] pas là pour partir ».

Résumé de la nouvelle entrevue de Sabrina

Les valeurs

Les valeurs de cette participante ont très peu changé depuis la première entrevue. Le travail est toujours un élément important, sinon central, dans sa vie, car il lui permet de s'épanouir en aidant les autres (les jeunes dans son cas, car elle étudie en sciences de l'éducation). La science, lorsqu'elle recherche la vérité et respecte les règles éthiques, permet le progrès et l'innovation. La religion n'a pas d'importance pour elle, mais elle respecte le besoin de spiritualité des autres. La nature dont nous faisons partie, qui est « nécessaire à la vie », et qu'elle apprécie pour son authenticité, doit être protégée. La famille et les amis sont importants et peuvent contribuer à son bien-être, mais seulement s'ils partagent ses valeurs profondes. La liberté, c'est le droit à l'autodétermination pour chaque individu, mais dans le respect des autres. Elle relie toujours la justice, et surtout la justice sociale, à l'égalité des chances (« tout le monde devrait avoir les mêmes ressources pour pouvoir évoluer »), et elle y ajoute le droit à la vie pour les animaux et le respect de la nature. Le bien-être, c'est simplement le bonheur qui est « un peu comme la quête de notre vie », et que l'on peut

atteindre avec le travail, la nature et les relations humaines, mais sûrement pas par la consommation. Elle ajoute à cet ensemble de valeurs la bienveillance, l'authenticité et l'intégrité, tout en rappelant que la pandémie a mis en lumière l'égoïsme de plusieurs.

Le réchauffement climatique

Cette participante « [a] tendance à être un peu alarmiste » concernant les effets du réchauffement climatique. Pour elle, ce sont toujours « des dérèglements au niveau global », la fonte des glaciers, l'augmentation des feux de forêt, la désertification, et le danger pour les espèces animales et les écosystèmes. C'est aussi, ajoute-t-elle lors de cette entrevue, le creusement des inégalités. Il faut donc « changer nos façons de vivre, nos façons de consommer ». Pour cela, il faut sensibiliser la population, et même, dit-elle lors de cette entrevue, adopter des lois, entre autres pour que les entreprises fabriquent des produits durables et parce qu'il y a « des gens [...] qui s'en fichent ».

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative depuis la première entrevue, si ce n'est qu'elle n'utilise plus en ce moment les transports en commun.

La société de 2050

En économie, cette participante est toujours favorable à une certaine forme de décroissance qu'elle qualifie maintenant d'intelligente, l'accent étant mis sur la qualité de vie, sur l'écologie, sur la réponse aux vrais besoins, et non sur la création de besoins par les multinationales.

En politique, elle souhaite maintenant un gouvernement avec un peu plus d'autorité. « [S'il] faut consulter chaque citoyen à chaque fois », dit-elle, « on n'y arrivera pas ».

Dans la société écoresponsable, plus éduquée et tournée vers le bien-être collectif à long terme de 2050, idéalement, les citoyens seraient conscientisés et ils auraient les bons comportements. Cette participante croit cependant toujours, et même un peu plus

qu'auparavant suite à l'expérience de la crise de la Covid-19, qu'il faudra des règles et de l'encadrement, ou à tout le moins des directives et des recommandations accompagnées d'une bonne information. « On ne peut pas nécessairement compter sur le bon vouloir ou le bon sens des gens ». Elle insiste lors de cette entrevue sur le rôle des experts à cet égard. Concernant le mode de vie, qu'il s'agisse de l'alimentation, de l'habitation, des transports, de la consommation et des voyages, sa vision est restée presque exactement la même, en particulier la réduction de la consommation de viande, l'habitation « à l'européenne », les transports écologiques, et la consommation éthique et durable. « Le tourisme serait plus éthique », ajoute-t-elle. Il n'y aurait pas de contrôle des naissances.

Elle considère toujours que la technologie serait au service des humains, qu'elle serait utile pour protéger l'environnement, et qu'il faudrait éviter les dérapages (par exemple par des ententes entre pays).

Les conditions pour y parvenir

« [La] crise sanitaire m'a fait remarquer à quel point les gens étaient égoïstes ». Ce constat explique probablement pourquoi cette participante voit maintenant l'éducation comme la principale condition pour effectuer la transition vers la société souhaitée. Car c'est la population qui élit les gouvernements (qui doivent écouter les experts, tant du point de vue écologie que justice sociale), et « les adultes d'aujourd'hui » ne lui semblent pas disposés à faire les efforts nécessaires. Elle voit donc toujours la nécessité que les jeunes soient le moteur du changement. À la limite, une « dictature bienveillante » serait la meilleure solution. Elle n'est pas optimiste, mais son choix de carrière (l'enseignement) montre un peu autre chose.

Résumé de la nouvelle entrevue de Félix

Les valeurs

Les valeurs de ce participant n'ont pas changé de façon très significative depuis la première entrevue, mais ses propos présentent néanmoins certaines différences et des ajouts qu'il faut

souligner. Les amis et la famille sont très importants, dit-il, mais les relations avec les amis sont simples et fluides (il en a d'ailleurs beaucoup ressenti le manque durant la pandémie), alors que les liens familiaux sont complexes et parfois difficiles. Il croit toujours que la justice est nécessaire à la vie en société, mais il ajoute maintenant qu'elle permet une certaine égalité (entre les forts et les faibles). Il relie la quête du bonheur (la valeur première pour lui) à la quête de la vérité, et il associe cette dernière aux sciences, sur lesquelles « on peut essayer de reposer nos pensées [...] [et] nos actions futures ». Sa vision de la liberté (qui permet « de changer les choses »), du travail (qui permet l'épanouissement personnel et représente une contribution sociale), de la religion (qui « véhicule des valeurs extraordinaires »), de la nature (dont nous avons besoin et qui procure la paix intérieure) et du bien-être (qui repose sur « [l']harmonie avec la vie » et la neutralité émotionnelle) est essentiellement la même que lors de la première entrevue.

Le réchauffement climatique

Ce participant croit toujours que le réchauffement climatique est un phénomène extrêmement grave, mais il ajoute que ce n'est peut-être « pas aussi catastrophique qu'on essaie de nous le faire croire ». Il insiste particulièrement lors de cette entrevue sur les impacts du réchauffement sur la chaîne alimentaire et sur le fait que « les personnes les plus écartées de la mondialisation » sont les plus à risque. Il indique également qu'il faut informer « les gens » parce qu'ils « ne sont pas atteints dans leur vie directe », mais qu'il faut ensuite les laisser libres, même si l'égoïsme domine. Il ne spécifie toujours pas quelles actions il faudrait entreprendre.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative depuis la première entrevue, si ce n'est qu'il consomme de nouveau de la viande (pour des raisons de santé) et qu'il souhaite voyager pour rencontrer sa famille qui vit à l'étranger.

La société de 2050

En économie, la pensée de ce participant a évolué depuis la première entrevue. Il est toujours d'avis que le modèle capitaliste serait la meilleure solution, en autant que la protection de l'environnement serait assurée par des règles et des contraintes financières. Toutefois, il croit maintenant que la décroissance est nécessaire, « malgré le fait [...] que ça serait chaotique ».

En politique, il a toujours une vision fortement élitiste. Il faut « plus de leaders », qui soient « des experts dans leur catégorie », et il propose même qu'on établisse une forme de « permis de vote » que les citoyens obtiendraient en prouvant leur « valeurs » et qui serait nécessaire pour participer aux prises de décision par référendum. Il souhaite toutefois maintenant qu'on tente de réduire la « hiérarchie des différences » et que le pouvoir ne soit pas trop concentré.

La question des contrôles requis pour le bon fonctionnement de la société idéale pose un dilemme à ce participant. D'un côté, il imagine des règles et des lois (une certaine surveillance par les autorités lui semble même nécessaire), et de l'autre, il croit que la liberté est essentielle, car « l'être humain [n'] est pas contrôlable ». « [Je] reste sur ma philosophie de liberté », dit-il. Il a toujours une vision très technologique de l'alimentation et des transports (quoique les transports actifs devraient également être fortement encouragés dans la société idéale), il voit toujours l'habitation plutôt similaire à ce qu'elle est maintenant (en y ajoutant cependant la possibilité de bâtiments ou de « tours communautaires » et une densité de population un peu plus élevée) et il ne souhaite toujours pas restreindre les voyages (en misant sur le développement des énergies propres). Il ne souhaite pas non plus, contrairement à ce qu'il disait lors de la première entrevue, restreindre la liberté de consommation (encore une fois en misant sur les avancées technologiques). Il croit (toujours) que le nombre d'enfants par famille se stabilisera naturellement.

Tel que mentionné plus haut, ce participant a une vision très positive de la technologie, qu'il s'agisse de l'agriculture, des transports ou des ressources. Il a « énormément d'espoir » et admire Elon Musk, mais il est cependant toujours d'avis que si la technologie peut « nous sauver », elle peut aussi nous détruire.

Les conditions pour y parvenir

Ce participant a toujours de la difficulté à déterminer comment la transition vers la société idéale pourrait se faire. « J'ai comme de la misère à répondre ». « On ne peut pas juste changer le monde parce qu'on veut ». Il accorde toutefois une plus grande importance à l'éducation qu'auparavant, et il croit toujours à la parole des experts et aux débats ouverts qui font ressortir la vérité et amènent les citoyens à se sentir concernés. Il est partagé actuellement entre la liberté qui donne des outils pour réfléchir et le peu de confiance qu'il a envers les êtres humains (« les gens sont fous »). Il se dit « pessimiste avec le sourire ».

Résumé de nouvelle entrevue de Thomas

Les valeurs

La plupart des valeurs de ce participant ont peu changé depuis la première entrevue. D'une part, il considère toujours que le travail est important, qu'il permet l'apprentissage et la socialisation et qu'il est « une partie intégrante de la vie », que la science permet le progrès, et que les bases du bien-être sont les relations sociales et le développement personnel. Les relations amicales, dit-il maintenant, sont véritablement nécessaires pour son bien-être personnel, et l'éloignement de sa famille lui a permis d'en apprécier l'importance. La nature, dit-il aussi maintenant, nous permet de « revenir à la réalité des choses », et la religion peut favoriser le vivre-ensemble, même si elle peut aussi créer des tensions. D'autre part, sa vision de la justice reflète une plus grande sensibilité qu'auparavant aux inégalités sociales et il insiste plus maintenant sur la liberté de choix (professionnel) que sur la liberté d'expression.

Le réchauffement climatique

Ce participant fait toujours un lien entre l'épuisement des ressources et le réchauffement climatique. Même s'il aurait fallu « agir déjà bien plus tôt », les gouvernements, et surtout les individus, doivent « faire des efforts », particulièrement en ce qui concerne le recyclage et la production locale, et il reste toujours optimiste. Il faut, dit-il, « que la société s'arrête et qu'on évite ça ». Globalement, ses propos sont plutôt similaires à ceux de la première entrevue.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative depuis la première entrevue, si ce n'est qu'il souhaite acheter éventuellement une voiture électrique et qu'il est peut-être plus conscient de l'importance du marketing sur la consommation.

La société de 2050

En économie, la pensée de ce participant ne semble pas avoir changé de façon très significative. La décroissance, dit-il, est impossible, car l'homme « a besoin d'avancer ». La croissance peut toutefois reposer sur d'autres indicateurs et prendre en compte les questions sociales et environnementales. Il souhaite que les entreprises comme les individus prennent conscience des difficultés à venir et qu'il y ait « une façon différente de consommer » basée sur une production « autosuffisante ». En outre, il indique maintenant que la technologie pourrait permettre de réduire les impacts environnementaux.

En politique, il est toujours favorable à une certaine forme d'autonomie des communautés locales, mais il hésite maintenant entre le choix d'une autorité centrale forte (qu'il considère plus efficace) ou d'une démocratie basée sur la liberté des individus (qu'il considère moins « productive »).

Dans la société idéale de 2050 qui permettra de « créer une famille », et par là de « trouver le bonheur », il y aurait un certain encadrement dont les règles seraient définies par la communauté, mais ce participant semble hésiter plus qu'auparavant à restreindre la liberté des individus. Il se dit en effet « optimiste sur le fait de croire en l'humain ». Il favorise toujours l'autosuffisance alimentaire, mais il ajoute maintenant que les avancées technologiques permettront une meilleure productivité dans ce domaine. Il favorise aussi maintenant la construction d'habitations « plus écologiques » et une plus grande densité urbaine, entre autres parce qu'il considère que les quartiers résidentiels en ville permettent le développement d'un « réseau social ». Il croit toujours que les transports seront efficaces et durables grâce aux innovations technologiques, il est toujours d'avis que les voyages sont utiles et développent l'ouverture d'esprit, et il souhaite toujours que la consommation soit

responsable (il faut que tout le monde consomme lucidement, dit-il). Enfin, il est toujours convaincu qu'il ne faut pas tenter de contrôler le nombre d'enfants par famille.

Concernant la technologie, ce participant n'a pas non plus changé d'avis. En 2050, elle sera au service de l'humain et de l'environnement, et elle permettra de régler de nombreux problèmes. Elle va, entre autres, « faciliter grandement la transition écologique ». Elle devra cependant être contrôlée.

Les conditions pour y parvenir

L'éducation des jeunes et la conscientisation de tous les individus sont toujours pour ce participant les deux principales conditions pour réussir la transition vers la société souhaitée. Il ajoute toutefois que l'éducation permettrait de réduire les inégalités. Il est également toujours d'avis que les décisions doivent être prises à la fois par les gouvernements et les citoyens, et il reste toujours optimiste même si les décisions des individus sont généralement à court terme, car « les êtres humains [...] sont intelligents ».

Résumé de la nouvelle entrevue de Mathieu

Les valeurs

Certaines valeurs de ce participant ont évolué depuis la première entrevue. La justice, dit-il, ne fait pas partie de ses premières préoccupations, mais il insiste dans cette deuxième entrevue sur la question de l'inégalité des chances : « je le sais que je suis privilégié », « j'ai la chance d'être quelqu'un de travaillant ». Il respecte toujours la nature, mais non plus parce qu'elle le rend heureux, mais plutôt maintenant parce que les ressources qu'elle nous offre sont limitées (« [il faut] apprendre à faire des sacrifices », « [il faut] cohabiter [...] avec tout ce qui se passe autour de nous »). En outre, sa vision des religions est plus négative qu'auparavant : « [j'ai] rarement vu du bon venir des religions », et il associe plus la science au progrès. Par ailleurs, le travail occupe toujours une très grande place dans sa vie (« [pour] moi le travail [...] c'est un projet de vie ») et lui permet de donner un peu de bonheur à d'autres personnes. La liberté n'est toujours pas une valeur très importante pour

lui, en particulier à cause du respect qu'il a pour celle des autres. Comme beaucoup d'autres participants, il voit toujours de façon positive la famille, les amis et les relations humaines en général, et il considère toujours que son bien-être est lié à celui des autres. Le bien-être, dit-il dans cette entrevue, c'est vivre au jour le jour en cherchant à aider les autres et à s'améliorer.

Le réchauffement climatique

Ce participant n'a plus la même vision qu'avant du réchauffement climatique, et surtout de ce que la société doit faire à ce sujet. Nous avons, dit-il, dépassé un point critique, une forme de déséquilibre s'installe (« ça va débalancer toute la nature »), et nous allons devoir « vivre avec ce [que nous avons] fait ». Les individus doivent changer leurs habitudes, et l'impulsion requise ne viendra pas des gouvernements, mais des individus et de la société.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative depuis la première entrevue. Ils sont toujours déterminés principalement par ses habitudes et par des considérations financières. Il accorde toutefois beaucoup d'importance au recyclage et à la récupération et il n'a pas de permis de conduire.

La société de 2050

En économie, la pensée de ce participant ne semble pas avoir changé de façon très significative. Il rejette la décroissance, entre autres car « on est bien dans le confort », mais il souhaite une croissance plus intelligente, basée sur des indicateurs de qualité de vie, car les ressources, dit-il, ne sont pas infinies. Il souhaite également plus d'équité, et une société (à la limite sans argent) où l'économie est basée sur les échanges.

En politique, il souhaite toujours une organisation démocratique à base de micro-sociétés qui favorisent l'harmonie sociale et le respect, où chaque individu a sa place, et où surtout les experts, mais aussi les citoyens, sont écoutés, même si « des fois la société [ne] sait pas nécessairement ce qu'elle veut ». Il explique dans cette deuxième entrevue qu'il considère qu'il n'y a pas de système idéal et que la politique est trop complexe pour lui.

Ce participant considère toujours que certains contrôles seraient nécessaires dans la société idéale de 2050, mais, malgré la confiance limitée qu'il a envers les citoyens, il hésite à les imposer. Il croit plutôt maintenant que, outre les incitatifs, les normes et les pressions sociales sont les principaux mécanismes à privilégier, et non les règles déterminées par les gouvernements. L'alimentation serait toujours basée le plus possible sur les productions locales et, ajoute-t-il, elle serait « intelligente » (le gaspillage en particulier serait réduit). Dans le domaine de l'habitation, il souhaite toujours la densification et le développement d'espaces fonctionnels partagés qui favorisent les interactions sociales. En transport, il souhaite (un peu comme auparavant) une réduction des déplacements en automobile, et donc beaucoup plus de déplacements à pied. Il ne souhaite plus restreindre les voyages (car ils peuvent être profitables), ni la consommation (tout en la voulant plus « intelligente »). Il ne souhaite plus aussi une réduction du nombre d'enfants par famille, mais il propose cependant une certaine forme de contrôle de l'éducation des enfants.

Concernant la technologie, ce participant n'a pas changé d'avis. Il a toujours une vision très positive, malgré les dérapages possibles. Il s'en inquiète toutefois moins qu'avant et n'insiste plus sur les contrôles requis. « La nature de l'humain c'est ça ».

Les conditions pour y parvenir

Les propos de ce participant sur les conditions requises pour réussir la transition vers la société souhaitée sont différents de ceux qu'il a tenus lors de la première entrevue. Il considère maintenant qu'il faut une « grosse prise de conscience » (concernant par exemple la surconsommation et les problèmes de santé mentale) que la pandémie actuelle pourrait permettre, que l'éducation également pourrait favoriser, et qu'une « tragédie mondiale » pourrait occasionner. En outre, « ça va prendre des leaders, des décideurs [...] [qui] vont créer [...] des mouvements [sociaux] ». Ça ne passera pas par la politique, dit-il. Il est « positif face à l'avenir » parce que l'être humain a démontré par le passé qu'il a « la capacité de prendre les bonnes décisions ».

Résumé de la nouvelle entrevue d'Antoine

Les valeurs

Les valeurs de ce participant n'ont pas changé de façon significative depuis la première entrevue. La responsabilité individuelle (qui n'a pas de limites) et la liberté (qui comporte quelques limites) sont toujours pour lui les valeurs premières qui déterminent sa vision du monde idéal. Le travail est une autre valeur essentielle, car elle donne un but à la vie (qu'il explique cependant moins que lors de la première entrevue). Il accorde encore une certaine importance à la justice, mais il considère toujours que les inégalités sont inévitables et bien difficiles à corriger sans nuire à des groupes de citoyens. Il apprécie la science qui permet des avancées et qui se remet toujours en question (c'est d'ailleurs pourquoi, dit-il, il faut éviter les prises de position trop rigides), il est encore tolérant face aux religions, et il respecte toujours la nature que nous devons protéger. Dans cette entrevue, il explique clairement que le bien-être consiste à vivre en harmonie avec ses valeurs. Il explique aussi son opposition aux mesures de contrôle prises par le gouvernement durant la pandémie.

Le réchauffement climatique

Ce participant est toujours un peu sceptique concernant les changements climatiques. Il faut cependant, dit-il, « toujours viser à en faire plus » à ce sujet. Il souligne qu'au Canada « on fait quand même des gros efforts », que les énergies vertes « ça coûte de l'argent aussi » et qu'il ne faut pas « pénaliser des entreprises canadiennes qui essaient de faire des efforts » alors que la Chine « [pollue] comme ça [n'a] pas de bon sens ».

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative depuis la première entrevue. Ils sont toujours déterminés principalement par ses habitudes, par ses besoins et par des considérations financières. Il habite à l'extérieur de la ville et se déplace en voiture. Il aimerait voyager en Europe « une fois ».

La société de 2050

En économie, ce participant insiste plus sur la liberté et moins sur l'équité que lors de la première entrevue. Il croit que la croissance est nécessaire, qu'elle permet de « [trouver] des technologies plus vertes », de protéger l'environnement et d'améliorer le sort de toute la population, alors que la décroissance engendrerait plus de pauvreté. Il faut qu'il y ait un gain financier pour ceux et celles qui créent, qui innovent et qui développent l'économie. Il ne faut pas, dit-il, que le gouvernement puisse décider que « ta job [n'est] pas importante ».

En politique, il souhaite toujours, et en fait il insiste même un peu plus qu'avant à ce sujet, que le gouvernement soit moins lourd et qu'il y ait moins de fonctionnaires. Il souhaite maintenant la mise en place de gouvernements « plus régionaux », ce qui permettrait, dit-il, plus de participation, une plus grande proximité avec les élus, et une information plus facile. Il ne faut pas que la seule décision que puissent prendre les citoyens soit le choix du premier ministre. Par ailleurs, ses propos sur la majorité qui ne doit pas opprimer la minorité sont un peu confus.

Ce participant souhaite toujours, et même encore plus, une société libre, « qui veut toujours s'améliorer » ajoute-t-il. Dans cette société, il n'y aurait pas de contrôles et de restrictions particulières. Il faut se fier au bon jugement des individus. Même dans la situation actuelle de pandémie, dit-il, il faut faire confiance aux citoyens, et il s'oppose à toutes les règles que le gouvernement impose. En ce qui a trait à l'alimentation, à l'habitation, aux transports, aux achats et aux voyages, sa vision de la société idéale a peu changé, si ce n'est qu'il insiste encore plus qu'avant sur la liberté, mais moins sur la réduction de la consommation de viande, sur le problème de l'étalement urbain, sur le transport en commun, et sur la consommation responsable. Il ne souhaite toujours pas que le nombre d'enfants par famille soit contrôlé (« on va toujours trouver des solutions à nos problèmes »).

Ce participant voit toujours la technologie de façon positive, tout en soulignant le besoin de certaines balises, particulièrement face aux dangers de l'intelligence artificielle, ainsi que la nécessité d'aider les travailleurs qui auront perdu leur emploi à cause de la robotisation à se recycler.

Les conditions pour y parvenir

Les propos de ce participant concernant les conditions nécessaires pour réussir la transition vers la société souhaitée sont un peu différents de ceux qu'il a tenus lors de la première entrevue. Il croit toujours à l'importance de l'éducation, en particulier l'éducation à la responsabilité, et aussi à l'entrepreneuriat et aux gains financiers pour « les personnes qui poussent notre société », mais il n'insiste plus sur le rôle des jeunes et le passage des générations, et il indique qu'il faut élire un gouvernement « de droite économique ». En outre, il est maintenant d'avis que les décisions requises devront être prises à la fois par les gouvernements, les citoyens et les experts. Il est encore optimiste, dit-il, parce qu'il préfère voir le bon côté des choses et qu'ainsi « on va toujours vouloir faire mieux ».

Résumé de la nouvelle entrevue d'Alexandra

Les valeurs

Les valeurs de cette participante n'ont pas changé de façon significative depuis la première entrevue. Elle accorde toujours beaucoup d'importance au respect et à la justice, particulièrement à la justice sociale qui permet d'assurer l'égalité des chances pour toutes les personnes, quelle que soit leur origine ou leur condition. Elle en accorde un peu moins à la liberté qui est limitée par le respect dû aux autres (« la liberté elle a un prix »). Le travail est également une valeur importante pour elle, car il permet non seulement de gagner sa vie, mais aussi de « s'accomplir ». Elle croit toujours que la science est nécessaire au progrès, en particulier dans le domaine de la santé, et que la nature qui est fragile doit être protégée. Elle semble toutefois se méfier un peu plus des religions qu'avant car « [elles] prônent leur propre camp ». Elle place maintenant la famille en tête de ses priorités et elle considère que ses amis font partie de sa famille élargie. Elle associe toujours son bien-être à la santé mentale, à « l'équilibre » dit-elle.

Le réchauffement climatique

Tout en indiquant qu'il aurait fallu agir plus tôt à ce sujet, et sans donner de précisions sur ses effets possibles, cette participante semble un peu moins inquiète du réchauffement

climatique que lors de la première entrevue. « [Je n'ai] pas l'impression que je vais être impactée personnellement par ça ». Elle considère toujours que les entreprises et les individus doivent réduire leur empreinte écologique, et elle ajoute que la société doit investir plus en recherche, que les autorités doivent exercer du leadership, et qu'il faut une cohérence au niveau mondial.

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon significative depuis la première entrevue, si ce n'est qu'elle ne tente plus, semble-t-il, de réduire sa consommation de viande. Ils sont toujours déterminés principalement par ses habitudes, par des considérations financières, par ses besoins et par ses goûts (il est difficile, dit-elle, de résister à la consommation quand il suffit de « [cliquer] sur un bouton »).

La société de 2050

En économie, cette participante souhaite toujours un système qui met l'accent sur la qualité de vie et la protection de l'environnement, mais elle insiste beaucoup maintenant aussi sur la nécessité de réduire les inégalités. Elle souhaite une croissance verte, un équilibre entre la protection de l'environnement et les considérations économiques. Elle croit que « les multinationales, les gros joueurs, les grands dirigeants de ce monde qui polluent [...] [ne] sont pas assez responsables [...] de leurs actions ».

En politique, elle souhaite toujours une démocratie représentative améliorée, mais elle indique clairement dans cette entrevue qu'elle ne veut pas de démocratie directe comme en Suisse (« mon Dieu non [!] »).

Dans la société de 2050 (qu'elle souhaite sans discriminations et sans injustices), elle est toujours d'avis qu'il faudrait un certain encadrement par des lois et des règlements, par exemple des taxes spéciales pour limiter la pollution, car elle fait peu confiance à la population (« ce qui m'a été démontré est pas très reluisant »). Dans le domaine de l'alimentation comme dans celui de l'habitation et de la consommation en général, il n'y aurait cependant pas de règles spécifiques afin de respecter la liberté des individus, même si

elle ajoute maintenant que les habitations multigénérationnelles seraient favorisées et qu'il y aurait moins d'inégalités dans ce domaine. Elle souhaite toujours des transports en commun rapides et efficaces, ainsi que l'électrification du parc automobile. Elle favorise toujours les voyages qui permettent de « s'imprégner de différentes cultures ». Sans qu'il y ait de limites au nombre d'enfants par famille, elle considère maintenant qu'il serait utile d'exiger un « permis » pour avoir un enfant.

Cette participante voit la technologie plus positivement que lors de la première entrevue. Elle croit maintenant que, dans la société idéale de 2050, les problèmes environnementaux auraient été réglés en bonne partie grâce aux progrès technologiques. Par ailleurs, elle ne s'inquiète pas des dérapages possibles (entre autres dans le domaine de l'intelligence artificielle), et elle souhaite toujours que la fabrication des produits soit responsable.

Les conditions pour y parvenir

Pour réussir la transition vers la société souhaitée, cette participante mise toujours sur les jeunes, sur l'éducation (qui amènerait entre autres une réduction des inégalités) et sur des politiques gouvernementales pro-environnement. Il faudrait toutefois élire des individus plus qualifiés, affiliés à de nouveaux partis et faire plus de place aux experts. L'optimisme lui apparaît toujours comme la meilleure attitude.

Résumé de la nouvelle entrevue de Jade

Les valeurs

Les valeurs de cette participante ne semblent pas avoir évolué de façon très significative depuis la première entrevue. La famille et les amis sont toujours très importants, et, dit-elle, « avec la pandémie on s'est rendu compte à quel point c'était précieux ». La justice, c'est le respect des règles, et la justice sociale, qui lui apparaît toujours aussi fondamentale, c'est l'égalité des chances, l'absence de racisme et le soin que l'on apporte aux populations vulnérables. Elle considère toujours que la liberté, bien qu'importante, a ses limites et ne permet pas « de dire des choses méchantes ». Sa vision du travail n'a pas changé non plus, et

la pandémie l'a même renforcée : « je valorise faire un travail que j'aime, [et] qui contribue à la société ». La science, pour elle, c'est toujours la rationalité et la « compréhension du monde ». La nature, c'est la beauté, la diversité, la vie. Nous en faisons partie et il faut la protéger. La religion, c'est un choix personnel, un certain héritage, mais qui n'est « pas nécessairement [positif] tout le temps », ajoute-t-elle lors de cette entrevue. Le bien-être, on le recherche « dans toutes les sphères de nos vies », qu'il s'agisse de la famille et des amis, du sport ou du travail. À cet égard non plus, elle n'a pas changé d'avis.

Le réchauffement climatique

Cette participante est toujours d'avis que « les altérations du climat » sont liées aux activités humaines et qu'il faut faire tout ce qui est possible « pour les minimiser ». Elle souligne lors de cette entrevue que non seulement la nature sera affectée (montée des eaux, instabilité du climat, assèchement des sols, détérioration de la qualité de l'air), mais aussi que ce sont les plus démunis qui « vont en souffrir » et qu'il y aura des « mouvements de population ». Il faut donc développer les énergies renouvelables, « changer le mode de transport », réduire la consommation de biens et la production de déchets (entre autres en fabriquant des produits plus durables).

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon très significative depuis la première entrevue, si ce n'est qu'elle utilise maintenant sa voiture et non l'autobus pour se rendre au cégep, et qu'elle croit qu'il serait mieux de moins voyager. Ils sont toujours déterminés principalement par ses habitudes, par ses besoins (elle essaie de limiter ses achats), par des considérations financières, et aussi par des considérations environnementales et de santé. Elle consomme toujours peu de viande.

La société de 2050

En économie, cette participante est toujours favorable à la décroissance (qu'elle définit comme une croissance nulle), elle souhaite « une économie totalement circulaire », et elle indique que la priorité devrait aller à la santé, à l'éducation et à l'aide aux aînés.

En politique, elle souhaite toujours une démocratie représentative améliorée (comportant une meilleure consultation des citoyens, moins de corruption et des partis politiques plus verts), mais un système de prise de décision qui s'appuie beaucoup plus sur l'expertise que sur l'opinion.

Elle croit toujours que, dans la société idéale de 2050, les citoyens devraient être libres de leur choix. Mais, d'une part, ils devraient être éduqués et bien informés, et, d'autre part, il y aurait malgré tout une certaine réglementation, particulièrement pour les entreprises et également dans le domaine de l'urbanisme, ainsi qu'une forme de contrôle de l'offre, car sa confiance envers les humains est limitée. Elle souhaite toujours que l'alimentation soit principalement de nature végétale, d'origine locale et, ajoute-t-elle, sans pesticides, que les dimensions des habitations soient réduites et correspondent aux besoins, que les villes soient plus vertes et qu'il y ait des éco-quartiers, que les transports actifs et le co-voiturage soient favorisés et que les véhicules soient électriques (ou écologiques), que la consommation soit responsable (elle ne parle plus dans cette entrevue de réduction) et les biens plus durables, et qu'il y ait moins de tourisme international et plus de tourisme local. Elle croit toujours aussi qu'il serait préférable que la population soit réduite, mais les choix des individus seraient respectés et l'accès à la contraception facilité.

La vision de la technologie de cette participante n'a pas changé depuis la première entrevue. Elle souhaite encore « qu'elle soit vraiment au service de l'environnement » et qu'il y ait certains contrôles, car « ça peut rapidement déraiper », en particulier en ce qui a trait à l'utilisation des données. Il faut, dit-elle, « mettre nos priorités à la bonne place ». Elle ne craint pas vraiment l'intelligence artificielle, mais « les gens derrière cette intelligence-là ».

Les conditions pour y parvenir

Cette participante croit toujours que c'est le gouvernement qui doit prendre les décisions (« drastiques s'il le faut ») requises pour réussir la transition vers la société idéale. Il n'y a pas « une solution facile », mais plutôt « beaucoup de petites solutions ». Il faut investir dans l'éducation, la santé et l'environnement, et entre autres favoriser les entreprises qui cherchent à régler les problèmes. Les citoyens doivent certes se mobiliser, mais en définitive, « le

gouvernement doit prendre des décisions [...] basées sur les recommandations des experts ». Le règlement de la crise climatique devrait permettre à son avis de réduire les inégalités. Elle est optimiste parce que cela est la meilleure attitude.

Résumé de la nouvelle entrevue de Mégan

Les valeurs

Certaines valeurs de cette participante ont un peu évolué depuis la première entrevue. Elle considère que la famille et les amis (« les personnes qui sont dans ma vie pour les bonnes raisons ») sont plus importants qu'avant, même si « certains membres de la famille finissent par n'être plus [si] importants que ça ». Elle considère toujours que la justice sociale est importante, mais malheureusement que tous n'y ont pas droit, que la liberté est une richesse, en particulier pour les femmes occidentales, mais que certaines restrictions, comme on le voit en temps de pandémie, peuvent être justifiées, et que le travail permet l'épanouissement et est nécessaire à la vie sociale, mais, ajoute-t-elle, qu'il faut « travailler fort pour ce que l'on veut ». Elle croit encore à la liberté de religion et à l'importance « de croire en quelque chose », mais elle refuse le prosélytisme et le poids des traditions. Elle voit toujours la nature comme une source de bien-être, mais elle ajoute dans cette entrevue qu'il est important de la protéger. Elle relie maintenant le bien-être à « l'envie de vivre » et à la valorisation personnelle, et non plus aux éléments de la pyramide de Maslow. Sa vision très positive de la science est inchangée.

Le réchauffement climatique

À ce sujet, la vision de cette participante n'a pas changé de façon significative depuis la première entrevue. Il y a urgence car les conséquences du réchauffement sont littéralement catastrophiques : montée des eaux, perturbation des écosystèmes, disparition d'espèces animales, inondations, ouragans, etc. C'est, dit-elle, une « bombe à retardement ». Il faut d'abord que les grandes entreprises (et en premier lieu les compagnies aériennes), et ensuite les plus petites et les individus, réduisent leur empreinte carbone. Il faut « [réduire] [...] ce qu'on consomme [et] réutiliser ce qu'on peut utiliser ».

Ses comportements habituels en ce qui a trait au recyclage, à la dépense énergétique, à l'alimentation, aux transports, aux achats et aux voyages ne semblent pas avoir changé de façon très significative depuis la première entrevue, si ce n'est qu'elle utilise moins sa voiture maintenant parce que le nombre de déplacements requis est réduit durant la pandémie et qu'elle contrôle un peu moins sa consommation de viande car elle demeure chez ses parents. Ils sont toujours déterminés principalement par ses habitudes et par des considérations financières.

La société de 2050

En économie, cette participante ne semble pas avoir changé d'avis. Il est préférable, dit-elle, de « croître en qualité de vie plutôt que croître en économie ». Elle souhaite une certaine « constance », une économie caractérisée par des « fluctuations », et peut-être même par une certaine décroissance. Elle ajoute qu'il faut « arrêter d'avoir des déficits budgétaires », instaurer un système d'impôts progressifs pour aider les plus démunis (elle ne semble donc pas bien connaître le système actuel), et favoriser les petites entreprises.

En politique, elle ne semble pas non plus avoir changé d'avis. Elle se déclare toutefois « incapable de prendre une décision » concernant la participation des citoyens dans une démocratie représentative, et elle souhaite clairement « des gouvernements qui protègent plus l'environnement ».

Dans la société idéale (mais peut-être pas « réaliste » ...) de 2050, caractérisée par un retour à l'esprit de communauté et à un mode de vie moins rapide et plus écoresponsable, les citoyens auraient « une meilleure conscience sociale [et] plus de générosité ». Elle croit que, malgré un certain égoïsme, les « gens sont fondamentalement bons ». Elle est donc toujours d'avis qu'il n'y aurait pas besoin de contrôles ou de restrictions particuliers, mais elle ne reprend pas ses propos de la première entrevue sur la conscientisation par les pénuries. Elle souhaite toujours également une alimentation à base de produits frais locaux comportant moins de viande, des villes plus vertes (mais elle n'évoque plus la question des liens sociaux), un système de transport plus efficace, tant pour ce qui est des transports en commun que, ajoute-t-elle, de la circulation automobile (« des trajets moins longs » « dans des petites

voitures électriques »), et une diminution de la consommation (qui serait basée sur les besoins et sur des produits « réutilisables ») et des voyages. Enfin, elle croit toujours que, malgré l'absence de contrôles, il y aurait moins d'enfants, entre autres parce qu'il y aurait moins d'allocations gouvernementales.

Sa vision de la technologie est aussi relativement inchangée. Cette participante a confiance qu'elle sera au service des humains, en particulier dans le domaine de la santé (elle ne mentionne pas l'environnement lors de cette entrevue), mais elle devra être soumise à un certain contrôle. Celui-ci pourrait toutefois être un peu moins sévère que ce qu'elle indiquait lors de la première entrevue.

Les conditions pour y parvenir

Cette participante considère toujours que la principale condition pour réussir la transition vers la société idéale est la mise en place d'un gouvernement qui a une vision à long terme et qui se préoccupe d'environnement, un gouvernement, ajoute-t-elle, qui encourage les petites entreprises. Elle ajoute aussi à cette condition, lors de cette entrevue, la recherche de solutions technologiques aux problèmes actuels et la liberté d'entreprendre (« si tu veux plus, [il faut] [...] que tu montes ta business »). Elle fait toujours confiance aux experts, mais peu cependant aux citoyens (qui devront « se responsabiliser »). Elle croit encore aux bienfaits de l'éducation, même si « [cela ne] fait pas tout », et elle est toujours optimiste, même si « les gens [...] sont conservateurs ».